

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115517708>

CAI
DB15
- A56







The Honourable Eugene Whelan
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Minister:

We are pleased to present the report on the operations and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the dairy year 1980/81.

It was a good year for the industrial milk industry. The National Dairy Policy continues to receive the strong support of the dairy industry and has functioned well. Overall market demand for processing milk and cream remained stable while at the same time dairy farmers continued to receive increases to cover their costs of milk production as measured by the Returns Adjustment Formula which has been in continuous use since 1975.

Milk production increased slightly by 2.5% to fill domestic demand for dairy products and to take advantage of the increased export opportunities for whole milk products under the expanded special export program. The financial position of the Commission at the end of the year is excellent with a \$9.4 million surplus in the export fund which will be carried forward into the next year.

The Commission's total volume of financial transactions increased 17.2% from 1979/80 to \$1.1 billion in 1980/81. This involved \$278 million in subsidy payments, \$135 million in levies from milk producers, \$648 million in purchase and sales of dairy products, \$15 million in marketing expenses funded by government and \$5.5 million in general administration and research.

National supply management continues to operate successfully with the wholehearted support of the dairy industry and provincial governments across Canada. This year's milk production at year-end was within minus 0.07% of domestic and pre-planned export requirements.

The Audited Financial Statements which were presented to you and made public previously are reprinted at the back of this publication. We wish to bring to your attention that although the Auditor General in his covering Auditor's Report to those statements remarked that in his opinion the producer levies "have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission", a subsequent legal opinion sought by the Commission from the Department of Justice states that in this matter the Auditor General's opinion is not accurate in so far as it concerns the situation of the producers' levies.

The major review of the National Dairy Policy got under way in 1980/81 and therefore no changes were made during the year. The review process included public consultations with major interest groups and provincial governments which were generally supportive of the policy. Additional research into costs of milk production was still continuing at the end of the dairy year.

Special efforts undertaken since 1976 to expand export marketing paid off with in-



Honorable Eugene F. Whelan,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa, Ontario

Monsieur le ministre,

Il nous fait plaisir de vous présenter le rapport sur les opérations et les états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'année laitière 1980/81.

Le secteur du lait de transformation a connu une bonne année. La politique laitière nationale continue de recevoir un appui soutenu de l'industrie laitière et a bien fonctionné. La demande globale du marché pour le lait de transformation et la crème est demeurée stable alors que parallèlement les fermiers laitiers ont continué de recevoir des augmentations pour couvrir les coûts de production du lait tels que mesurés par la formule d'ajustement des revenus qui a été utilisée continuellement depuis 1975.

La production de lait a augmenté légèrement de 2,5% pour répondre à la demande domestique de produits laitiers et pour profiter des chances accrues d'exportation pour les produits de lait entier en vertu du programme spécial d'exportation élargi. La position financière de la Commission à la fin de l'année est excellente avec un surplus de 9,4 millions de dollars au chapitre du fonds d'exportation, surplus qui sera appliqué à la nouvelle année.

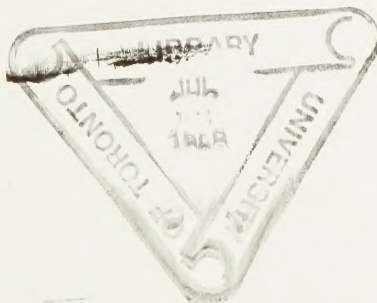
Le volume total des transactions financières de la Commission a augmenté de 17,2% en 1980/81 comparé à 1979/80, atteignant 1,1 milliard de dollars en 1980/81. Cela a impliqué un montant de 278 millions de dollars en paiements de subventions, 135 millions en retenu des producteurs laitiers, 648 millions dans l'achat et la vente de produits laitiers,

15 millions en dépenses de mise en marché pris à même le fonds gouvernemental et 5,5 millions de dollars en recherche et en administration générale.

La gestion nationale des approvisionnements continue d'opérer avec succès et bénéficie de l'appui enthousiaste de l'industrie laitière et des gouvernements provinciaux à travers le Canada. La production laitière à la fin de l'année était en deçà de - 0,07% des besoins domestiques et des exportations planifiées.

Les états financiers vérifiés qui vous ont été présentés et qui ont été rendus publics antérieurement sont reproduits plus loin dans cette publication. Nous aimerions attirer votre attention sur le fait que quoique le Vérificateur général ait fait remarquer dans son rapport sur la vérification qu'à son avis "les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlement et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait", un avis juridique subséquent demandé par la Commission auprès du ministère de la Justice conclut qu'en cette matière, l'opinion du Vérificateur général n'est pas exacte en ce qui concerne la question des cotisations des producteurs.

La révision en profondeur de la politique laitière nationale a débuté en 1980/81 et par conséquent aucun changement ne fut effectué durant l'année. Le processus de révision incluait des consultations publiques avec les groupes d'intérêt les plus importants et avec les gouvernements provinciaux, lesquels en général ont



creased sales of whole milk products in consumer size packages. This market is expected to remain strong into the new year with stiff competition from other countries. Commitments were made to finance the rapid depreciation of three new processing facilities for whole milk products. These financial arrangements were undertaken in areas where the new production capacity would not disrupt the supply of dairy products for the domestic market. This was achieved by locating the new plants where there was existing butter and skim milk powder production of which there is plentiful capacity in Canada.

Dairy farmers, through their levies, continued to cover all costs of exporting dairy products, including the rapid amortization of

construction costs at the three new whole milk product plants.

While negotiations for a new comprehensive milk marketing plan for industrial milk and cream are underway, the existing arrangements between provinces continue to operate effectively under the administration of the Canadian Milk Supply Management Committee.

In summary, the National Dairy Policy of the Government of Canada continues to foster stability in the domestic dairy industry. It provides fair returns to efficient farmers and provides Canadian consumers with adequate supplies of quality dairy products. We feel the Canadian Dairy Commission is achieving its objectives in this regard.

Yours truly,

Gilles Choquette

Chairman

Elwood Hodgins

Vice-Chairman

Clifford McIsaac

Commissioner

donné leur appui à la politique. D'autres recherches portant sur les coûts de production du lait se poursuivaient toujours à la fin de l'année laitière.

Des efforts particuliers entrepris depuis 1976 pour élargir le marché d'exportation se traduiraient par un accroissement des ventes de produits de lait entier présentés dans un emballage dont le format convient aux consommateurs. On s'attend à ce que ce marché demeure vigoureux pendant la prochaine année avec toujours une concurrence énergique de la part des autres pays. On s'est engagé à financer la dépréciation accélérée de trois nouvelles usines de transformation de produits de lait entier. Ces arrangements financiers ont été mis de l'avant dans des régions où la nouvelle capacité de production ne perturbera pas l'approvisionnement de produits laitiers destinés au marché domestique. On a réussi cela en établissant les nouvelles usines là où il existait déjà une production de poudre de lait écrémé et de beurre, production dont le potentiel est surabondant au Canada.

Les producteurs laitiers, au moyen de leurs retenues, ont continué à couvrir tous les coûts d'exportation des produits laitiers, y compris la dépréciation accélérée des coûts de construction des trois nouvelles usines de produits de lait entier.

Pendant que des négociations se poursuivent dans le but d'obtenir un nouveau plan global de commercialisation pour le lait de transformation et la crème, les accords qui existent présentement entre les provinces continuent de fonctionner de façon efficace sous l'administration du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

En résumé, la politique laitière nationale du Gouvernement du Canada continue d'encourager la stabilité dans l'industrie laitière domestique. Elle assure des revenus équitables aux producteurs qui font preuve d'efficacité et garantit aux consommateurs canadiens en approvisionnement suffisant de produits laitiers de bonne qualité. Nous croyons que la Commission canadienne du lait a atteint ses objectifs dans ce domaine.

Sincèrement vôtre,

Président

Vice-président

Commissaire

The Canadian Dairy Industry	8	• Milk Supply Management	28
The Canadian Dairy Commission	10	Special Export Program Expanded	30
Dairy Support Operations	12	Supply Management Record	32
• Target Returns Level for Industrial Milk	12	• Producer Levies	32
Returns Adjustment Formula	16	Marketing	36
• Subsidy paid on milk production	18	• Domestic	36
Milk Production Reporting	18	• International	40
Producers who shipped milk and cream for manufacturing purposes	20	Seasonality of Milk Production	48
• Product Price Support Program	20	Integration	52
Volumes of butter and skim milk powder handled	26	Commission Personnel	54
Cheddar cheese	26	Consultative Committee	54
• Import Controls	26	Information and Public Relations	56
		Financial Summary	58
		Audited Financial Statements 1980/81	60

Tables

1. Target Returns Structure	12	9. Market Sharing Quota Entitlement	30
2. Target Returns, Assumed Market Returns, Federal Subsidy,	14	10. Levies Remitted to the C.D.C. by Provinces	32
3. Returns Adjustment Formula components	16	11. Levy Rates	34
4. Total Subsidy Payment	18	12. C.D.C. Marketing Activities	36
5. Subsidy Paid on Industrial Milk and Cream to Producers	20	13. Distribution between Summer and Winter Months Industrial Milk and Cream Production Only	50
6. Producers who Shipped Industrial Milk and Cream	22	14. Distribution between Summer and Winter Months All Milk: Fluid and Industrial Production	50
7. Production of Industrial Milk and Cream	24	15. Progress in Integration	52
8. Federal Support Prices for Butter, Skim Milk Powder and Cheese	28		

L'industrie laitière canadienne	9	• Gestion des approvisionnements de lait	29
La Commission canadienne du lait	11	Programme spécial d'exportation	33
Soutien financier du secteur laitier	13	Bilan de la gestion des approvisionnements	33
• Revenu visé pour le lait de transformation	13	• Retenues	33
Formule d'ajustement des revenus	17	Activités de commercialisation	37
• Subventions sur la production laitière	19	• Situation du marché domestique	37
Rapports de production laitière	19	• Situation du marché international	43
Producteurs qui livrent du lait et de la crème aux fins de transformation	21	Production laitière saisonnière	49
• Programme de soutien des prix des produits laitiers	21	Intégration	53
Quantités de beurre et de poudre de lait écrémé manutentionnées	27	Personnel de la Commission	55
Fromage cheddar	27	Comité consultatif de la Commission	55
• Contrôle des importations	27	Information et relations publiques	57
		Sommaire de la situation financière	59
		États financiers 1980/81	61

Tableaux

1. Structure du revenu visé	13	9. Allocation des quotas de mise en marché	31
2. Revenu visé, revenu estimatif du marché et subventions fédérales	15	10. Retenues remises à la C.C.L. par les provinces	33
3. Composantes de la formule d'ajustement des revenus	17	11. Taux des retenues	35
4. Subventions totales	19	12. Activités de mise en marché de la Commission canadienne du lait	37
5. Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème	21	13. Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver Production de lait de transformation et de crème seulement	51
6. Producteurs qui ont livré du lait de transformation et de la crème	23	14. Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver Toute la production de lait de consommation et de transformation	51
7. Production de lait de transformation et de crème	25	15. Évolution de l'intégration	53
8. Prix de soutien fédéral pour le beurre, la poudre de lait écrémé et le fromage	29		

The production of milk and milk products in Canada is managed under supply management systems operating at the national and provincial levels. There are two major milk markets, fluid milk (table milk and fresh cream) and industrial manufacturing milk and cream (used for processing into dairy products such as butter, cheese, skim milk powder, ice cream, yogurt, evaporated milk, etc.). While both of these milk markets are related, each is administered under separate supply management programs.

Fluid milk production and marketing is managed by each province independently. This milk is required fresh on a daily basis by consumers. Therefore the first priority of dairy farmers is to fill that market; prices paid to farmers for this milk are higher than for industrial milk because of the generally higher quality and all year-round daily production requirements. Unless other arrangements are made between provinces, the fluid milk consumed in a province is produced there and consequently the supply management, pricing etc. of fluid milk is within individual provincial jurisdiction. About 37% of all milk production in Canada is used in the market for fluid milk and fresh cream.

On the other hand, the industrial milk market is managed on a Canada-wide basis by the federal government in cooperation with

the provinces. This is because products made from this milk often move between provinces and into international trade both of which come under federal jurisdiction. About 63% of milk production is used for industrial or manufacturing purposes.

The Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) administers the national supply management program for industrial milk and cream under a federal-provincial agreement referred to as the Comprehensive Milk Marketing Plan. The Committee uses a system of Market Sharing Quotas to share the national market among provinces who in turn share their provincial allocation among their dairy farmers. Levies are collected by provincial agencies from producers on the basis of the volume of milk they produce to provide funds to cover costs when exporting products not needed in Canada and for deliberate whole milk products exported as a result of CMSMC decisions. They also serve as a means of controlling milk production.

A national Target Price or Target Returns Level for industrial milk is established using a cost of production formula referred to as the Returns Adjustment Formula. Milk producers achieve the Target Returns level through a combination of market returns (negotiated within each province) and the federal subsidy on industrial milk and cream production.

In order to provide efficient milk producers an opportunity to earn fair returns for their milk, the Canadian Dairy Commission (CDC) administers a dairy support program comprised of an offer-to-purchase program for butter and skim milk powder.

The Government pays farmers part of the Target Returns price as a subsidy which both reduces the cost of dairy products to consumers as well as results in a larger market for farmers to supply than would be the case without the subsidy.

Imports of dairy products are controlled in order to protect the Canadian dairy industry against unfair competition from heavily subsidized imports and to protect the national supply management of industrial milk.

The Canadian Dairy Commission administers export marketing programs for dairy products. The products are mainly skim milk powder, evaporated milk, whole milk powder, cheddar and variety cheese. In addition export assistance is paid on a variety of exported dairy products such as UHT milk and on the milk portion of other foods containing dairy ingredients.



La production de lait et de produits laitiers au Canada est contrôlée par le truchement d'un système de gestion des approvisionnements fonctionnant au niveau provincial et fédéral. Il existe deux marchés de lait importants: celui du lait de consommation (le lait "à boire" et la crème fraîche) ainsi que celui du lait de transformation et de la crème (utilisés dans la transformation de produits laitiers comme le beurre, le fromage, la poudre de lait écrémé, la crème glacée, le yogourt, le lait évaporé, etc.) Même si ces deux marchés laitiers sont interreliés, ils sont toutefois gérés en vertu de programmes distincts de gestion des approvisionnements.

La production et la commercialisation du lait de consommation sont sous le contrôle exclusif de chacune des provinces. Parce que les consommateurs exigent du lait frais chaque jour, les producteurs doivent en priorité combler quotidiennement les besoins de ce marché. Les producteurs touchent un prix plus élevé pour ce lait que pour le lait de transformation, parce qu'on exige généralement une meilleure qualité et qu'on exige une production quotidienne à l'année longue. À moins d'ententes particulières entre les provinces, le lait nature consommé dans une province est produit dans cette même province et par conséquent la gestion des approvisionnements, la fixation du prix, etc. du lait de consommation est du ressort de chacune d'entre elles. La production de lait de consommation accapare environ 37% du marché du lait au Canada.

Par ailleurs, le marché du lait de transformation tombe sous la responsabilité du gouvernement fédéral qui le gère sur une base nationale en collaboration avec les provinces. Pourquoi? Parce que les produits fabriqués à partir du lait de transformation sont transportés d'une province à l'autre d'une part, et d'autre part, font l'objet d'échanges commerciaux internationaux, deux domaines de juridiction fédérale. Environ 63% de la production laitière est utilisée à des fins de transformation.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (C.C.G.A.L.) administre le programme national de gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème en vertu d'une entente fédérale-provinciale connue sous le nom de Plan global de commercialisation du lait. Le Comité utilise un système de quota de mise en marché pour répartir le marché national entre les provinces, lesquelles en retour partagent leur quota provincial entre leurs producteurs laitiers. Des retenues sont perçues par les agences provinciales sur la production laitière

des producteurs. Ces retenues sont destinées à absorber les pertes lorsque les surplus de produits canadiens sont dirigés vers les marchés internationaux ou lorsque le C.C.G.A.L. décide d'exporter des produits de lait entier. Enfin, ces retenues servent également à contrôler la production laitière.

On calcule le niveau du revenu visé ou du prix visé pour la production de lait de transformation en utilisant une formule basée sur le coût de production, dite formule d'ajustement des revenus. Les producteurs laitiers atteignent leur niveau de revenus visés en combinant leurs revenus du marché (négociés à l'intérieur de chacune des provinces) à la subvention fédérale sur la production de lait de transformation et de crème.

En vue d'assurer des revenus équitables aux producteurs efficaces, la Commission canadienne du lait (C.C.L.) administre un programme de soutien des prix des produits laitiers incluant un programme d'offre d'achat pour le beurre et la poudre de lait écrémé.

Le gouvernement verse aux producteurs, sous forme de subventions, une partie du revenu visé, ce qui a le double résultat de réduire le coût des produits laitiers à la consommation ainsi que d'assurer à ces mêmes producteurs un marché plus vaste.

Les importations de produits laitiers sont contrôlées dans le but de protéger l'industrie laitière canadienne contre une concurrence injuste résultant d'importations généreusement subventionnées et pour protéger la gestion nationale des approvisionnements en lait de transformation.

La Commission canadienne du lait administre les programmes de commercialisation des produits laitiers destinés à l'exportation. Les principaux produits exportés sont la poudre de lait écrémé, le lait évaporé, la poudre de lait entier, le fromage cheddar et les fromages fins. En outre, la Commission verse une aide à l'exportation sur nombre de produits laitiers tel le lait UHT et sur les ingrédients laitiers contenus dans certaines denrées.

The Commission plays a major role in developing Canada's dairy industry. It is a federal crown corporation established by an Act of Parliament in October 1966. There are three Commissioners appointed by the Governor in Council, one of whom is the chairman and Chief Executive Officer and another the vice-chairman. The Commission is accountable to Parliament through the Minister of Agriculture. Its offices are in Ottawa.

The objects of the Commission, as stated in its Act, are:

- to provide efficient producers of industrial milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and
- to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

To assist the Commission with advice on production and marketing of dairy products, the Act provides for a Consultative Committee of nine members, appointed by the Minister, who represent a variety of interests.

In carrying out its mandate which includes implementing the National Dairy Policy of the Government of Canada, the Commission cal-

culates the Target Returns level for industrial milk and the federal dairy support prices, pays subsidy on industrial milk and cream production, calculates the levies to be collected by provincial marketing boards and agencies, administers a large marketing program for the domestic and export markets, is involved in import/export policy for dairy products and develops recommendations on matters of dairy policy and administration for the Government of Canada.

A member of the Commission chairs the Canadian Milk Supply Management Committee, and in doing so, the Commission coordinates national supply management of industrial milk and cream production.

Under its Act, the Commission has the power to purchase, package, process, store, ship, import, export, or sell or otherwise dispose of any dairy product purchased by it. It may make payments for the benefit of producers of milk and cream for the purpose of stabilizing the price of those products, which payments may be made on the basis of volume, quality or on such other basis as the Commission deems appropriate. It can also make investigations into any matter relating to the production, processing or marketing of any dairy product, including the cost of producing, processing or marketing that product; can undertake and assist in the promotion of the use of dairy products, the improvement of the quality and variety thereof and the publication of information in relation thereto.



La Commission canadienne du lait joue un rôle majeur dans le développement de l'industrie laitière. Il s'agit d'une société de la couronne mise sur pied en octobre 1966 en vertu d'une loi du Parlement. Elle est dirigée par trois commissaires nommés par le Gouverneur général en conseil. L'un d'entre eux occupe le poste de président et fonctionnaire administratif en chef et un autre celui de vice-président. La Commission doit rendre compte au Parlement par le biais du ministre de l'Agriculture. Elle a son siège social à Ottawa.

Les objectifs poursuivis par la Commission tels qu'exprimés dans sa loi constitutive sont les suivants:

- offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement;
- assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La loi constitutive de la Commission prévoit également la mise sur pied d'un comité consultatif de neuf membres nommés par le ministre. Le rôle de ce Comité, représentant un éventail d'intérêts divers, consiste à conseiller la Commission sur la production et la mise en marché des produits laitiers.

Dans le cours de la réalisation de son mandat qui comprend l'application de la politique laitière nationale du Gouvernement du Canada, la Commission calcule le revenu visé pour le lait de transformation et les prix de soutien fédéraux, verse des subventions sur la production de lait de transformation et de crème, calcule aussi les

retenues que doivent prélever les agences et les offices provinciaux de mise en marché, administre un imposant programme de mise en marché domestique et étranger; elle est engagée dans l'établissement des politiques d'importation et d'exportation de produits laitiers et propose au Gouvernement du Canada des recommandations sur les questions ayant trait à l'administration de la politique laitière.

Un membre de la Commission préside le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, et ce faisant, la Commission coordonne la gestion nationale des approvisionnements de lait de transformation ainsi que la production de crème.

En vertu de sa loi constitutive, la Commission peut acheter, emballer, transformer, entreposer, expédier, importer, exporter ou vendre ou autrement aliéner tout produit laitier acheté par elle. Elle peut faire des paiements au profit des producteurs de lait de transformation et de crème aux fins de stabiliser le prix de ces produits, ces paiements pouvant être faits d'après le volume, la qualité ou tout autre barème que la Commission peut estimer approprié. Elle peut faire des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation de tout produit laitier et notamment au prix de revient de la production, du traitement ou de la commercialisation de ce produit; elle peut également encourager et aider à encourager la consommation des produits laitiers, l'amélioration de leur qualité et l'augmentation de leur variété, et la publication de renseignements qui s'y rapportent.



The Commission administers a comprehensive set of programs in support of the objectives for the dairy industry, described in this Report under the following headings:

- Target Returns for Industrial Milk
- Subsidy Paid on Milk Production
- Product Price Support Program
- Import Controls
- Milk Supply Management
- Producer Levies

Target Returns for Industrial Milk

The Target Returns, sometimes referred to as the Target Price, is the level of returns the Government of Canada feels efficient milk producers should receive to cover their cash costs, labor and investment in the production of industrial milk. It is calculated using the Returns Adjustment Formula, a formula measuring changes in milk production costs, established in 1975.

Attaining the Target Returns is possible because the Government of Canada, through the Canadian Dairy Commission, is prepared to purchase butter and skim milk powder at stated prices. These prices are set in relation

to the Target Returns after an allowance for an assumed processor's margin.

The manner in which producers receive the Target Returns is through the market returns for processed dairy products and the federal subsidy which is paid at a uniform rate across Canada.

The actual market returns the producer receives results from agreements or negotiations between producer agencies and processors at the provincial level. The processor's margin to cover processing costs varies slightly from province to province from the "assumed processors' margin" determined by the Government of Canada depending on the impact of various negotiated factors within each province such as volumes of milk, marketing costs, etc. As a result, the actual returns producers achieve also varies slightly from province to province.

An example of how federal offer-to-purchase prices for butter and skim milk powder support the Target Returns for milk is illustrated in table 1. The announced August 1, 1980 national Target Returns for producers of \$34.61 per hectolitre was achieved through the federal subsidy (\$6.03

Table 1
Target Returns Structure (at August 1, 1980)

Government offer-to-purchase support prices	
Butter	Skim Milk Powder
\$ 3.51 /kilo	\$ 2.13 /kilo
× 4.32 (amount of butter in a hl of milk at 3.6% butterfat)	× 8.24 (amount of skim milk powder in a hl of milk at 3.6% butterfat)
= \$ 15.16	= \$ 17.55
<div> <div>\$ 32.71/hl Market Price Guarantee</div> <div>- \$ 4.13/hl Assumed Processors' Margin</div> <div>= \$ 28.58/hl Estimated Producers Market Returns</div> <div>+ \$ 6.03/hl Direct Subsidy</div> <div>Govt. of Canada Target Returns* = \$ 34.61/hl</div> </div>	

* In practice, the Target Returns for industrial milk is the first figure derived, using the Returns Adjustment Formula, from which is derived the offer-to-purchase the support prices for butter and skim milk powder.

La Commission canadienne du lait administre un ensemble de programmes qui viennent soutenir les objectifs de l'industrie laitière décrits dans ce rapport sous les rubriques suivantes:

- revenu visé pour le lait de transformation
- subventions versées sur la production de lait
- programmes de soutien des prix de produits laitiers
- contrôle des importations
- gestion des approvisionnements de lait
- retenues des producteurs

Revenu visé pour le lait de transformation

Le revenu visé, quelquefois appelé prix visé, est le niveau de revenu que devraient toucher, d'après le Gouvernement du Canada, les producteurs efficaces pour couvrir les déboursés comptants, le coût de la main-d'oeuvre ainsi que les investissements pour produire du lait de transformation. On l'établit en utilisant la formule d'ajustement des revenus adoptée en 1975, qui elle, mesure les changements dans les coûts de production du lait.

Il est possible d'atteindre le revenu visé parce que le Gouvernement du Canada, par le biais de

la Commission canadienne du lait, est disposé à acheter le beurre et la poudre de lait écrémé au prix établi. Ces prix sont fixés en fonction d'un revenu visé et après avoir alloué une marge théorique aux transformateurs.

Les producteurs reçoivent leur revenu visé par le biais du prix du marché pour les produits laitiers transformés et de la subvention fédérale, laquelle est versée à un taux uniforme dans tout le pays.

Le revenu réel que le producteur retire du marché résulte d'ententes ou de négociations entre les agences de producteurs et les transformateurs à l'échelle provinciale. La marge des transformateurs qui sert à couvrir les frais de transformation varie légèrement d'une province à l'autre, par rapport à la "marge théorique des transformateurs" déterminée par le Gouvernement du Canada, selon les effets de différents facteurs négociés dans chacune des provinces, dont le volume de lait, les coûts de mise en marché etc. Ainsi, le revenu réel que touchent les producteurs varie quelque peu d'une province à l'autre.

Le tableau 1 illustre la façon dont les prix d'offre d'achat fédéraux pour le beurre et la poudre de lait écrémé soutiennent le revenu visé pour le lait. Par exemple, le revenu visé des producteurs

Tableau 1

Structure du revenu visé (au 1er août 1980)

Prix de soutien à l'offre d'achat du gouvernement		
Beurre	Poudre de lait écrémé	
\$ 3.51 /kilo	\$ 2.13 /kilo	
× 4.32 (volume de beurre dans un hl de lait à 3,6% de matière grasse)	× 8.24 (volume de poudre de lait écrémé dans un hl de lait à 3,6% de matière grasse)	
= \$ 15.16	= \$ 17.55	= \$ 32.71/hl Prix du marché garanti
		- \$ 4.13/hl Marge théorique du transformateur
		= \$ 28.58/hl Revenu estimatif du producteur
		+ \$ 6.03/hl Subvention directe
		Revenu visé par le gouv. du Canada* = \$ 34.61/hl

* En pratique, le revenu visé pour le lait de transformation constitue la première donnée obtenue en utilisant la formule d'ajustement des revenus, par la suite, on obtient les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé.

per hectolitre) and the projected market returns (\$28.58 per hectolitre) after an allowance for an assumed processor's margin.

During the 1980/81 dairy year, there were 3 adjustments to the Target Returns level as a result of changes indicated by the Formula. These are outlined in table 2.

Table 2

Industrial Milk: Target Returns, Assumed Market Returns and Federal Subsidy from April 1971 to April 1981

Dairy year		Assumed market ⁽¹⁾ returns through price support program	+	Federal subsidy	=	Target Returns level for producers
(\$/hl milk)						
1971/72	April 1	9.05		2.83		11.88
	August 16	9.62		2.83		12.45
	October 1	9.62		2.83		12.45
1972/73	April 1	10.07		2.83		12.90
1973/74	April 1	11.57		3.29		14.86
	August 1	11.91		3.29		15.20
1974/75	April 1	14.07		5.22		19.29
	June 1	14.07		5.81		19.88
	August 1	15.54		5.81		21.35
	January 24	16.92		5.81		22.73
1975/76	April 1	18.97		6.03		25.00
	July 1	18.97		6.03		25.00
	October 1	18.97		6.03		25.00
1976/77	April 1	19.94		6.03		25.97
1977/78	April 4	20.87		6.03		26.90
	January 1	21.60		6.03		27.63
1978/79	April 1	22.14		6.03		28.17
	January 1	23.32		6.03		29.35
	April 1	24.12		6.03		30.15
1979/80	August 1	24.98		6.03		31.01
	December 28	26.59		6.03		32.62
	April 1	27.28		6.03		33.31
1980/81	August 1	28.58		6.03		34.61
	January 1	29.67		6.03		35.70
	April 1	30.58		6.03		36.61

(1) Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder after an allowance for a processing margin.

de \$34.61 l'hectolitre annoncé le 1er août 1980 fut atteint en calculant la subvention fédérale (\$6.03 l'hectolitre) et le revenu estimatif sur le marché (\$28.58 l'hectolitre) après avoir alloué une marge théorique aux transformateurs.

Dans le cours de l'année laitière 1980/81, trois ajustements furent apportés au niveau du revenu visé en raison de changements indiqués par la formule d'ajustement des revenus. Ces ajustements apparaissent au tableau 2.

Tableau 2

Lait de transformation: revenu visé, revenu estimatif sur le marché et subventions fédérales d'avril 1971 à avril 1981

Année laitière		Revenu estimatif ⁽¹⁾ sur le marché par le truchement des prix de soutien	+	Subvention fédérale	=	Niveau du revenu visé pour les producteurs
(\$/hl lait)						
1971/72	1er avril	9.05		2.83		11.88
	16 août	9.62		2.83		12.45
	1er octobre	9.62		2.83		12.45
1972/73	1er avril	10.07		2.83		12.90
1973/74	1er avril	11.57		3.29		14.86
	1er août	11.91		3.29		15.20
1974/75	1er avril	14.07		5.22		19.29
	1er juin	14.07		5.81		19.98
	1er août	15.54		5.81		21.35
	24 janvier	16.92		5.81		22.73
1975/76	1er avril	18.97		6.03		25.00
	1er juillet	18.97		6.03		25.00
	1er octobre	18.97		6.03		25.00
1976/77	1er avril	19.94		6.03		25.97
1977/78	4 avril	20.87		6.03		26.90
	1er janvier	21.60		6.03		27.63
1978/79	1er avril	22.14		6.03		28.17
	1er janvier	23.32		6.03		29.35
	1er avril	24.12		6.03		30.15
1979/80	1er août	24.98		6.03		31.01
	28 décembre	26.59		6.03		32.62
	1er avril	27.28		6.03		33.31
1980/81	1er août	28.58		6.03		34.61
	1er janvier	29.67		6.03		35.70
	1er avril	30.58		6.03		36.31

(1) Les revenus estimatifs tirés du marché par les producteurs laitiers sont basés sur les prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé après avoir alloué une marge de transformation.

Returns Adjustment Formula

The Formula was established in 1975 to indicate changes in the cost of producing industrial milk in Canada.

The formula is used during the course of the dairy year to adjust the Target Returns level for industrial milk from the base cost of production set in 1975. An adjustment in the Target Returns level is allowed when the formula indices change by 2% or more. Current practice is for no more than three Target Returns level changes during a dairy year, including that of the first of the year, and these changes must be at least three months apart. Further, no changes occur during October, November and December which are peak dairy product marketing and consumption months.

All increases in the Target Returns level during 1980/81 resulted from changes indicated by the Formula.

The components of the Formula and their weights are outlined in more detail in table 3:

- a) 45% An index of dairy cash input prices to evaluate costs in dairy production. (See table 3, a)
- b) 35% The Consumer Price Index as a measure of changes in the earnings of operator and family labour. (See table 3, b)
- c) 20% This portion of the formula is not indexed and was established in 1975 to reflect producers capital and investment costs. This amount was set at \$5.00 per hectolitre in 1975 as 20% of the formula which indicated a Target Returns of \$25.00 per hectolitre at that time. Although this element has not been adjusted since 1975, provision for its use existed, using a number of factors, for example:

Table 3
Returns Adjustment Formula Components⁽¹⁾

a) 45% Index of the Dairy Cash Input Prices by quarter, 1975 to 1981 (1970-72 = 100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	167.1	170.2	177.8	184.5	202.2	231.2	265.1
II	167.2	171.0	184.5	188.8	208.6	234.3	271.7
III	168.1	171.0	181.3	190.2	217.6	243.0	274.1
IV	168.2	172.5	178.5	193.4	223.4	250.7	

b) 35% Consumer Price Index (1971 = 100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	133.3	145.6	155.5	169.2	185.6	202.0	226.6
II	136.2	147.8	159.1	173.3	189.4	207.6	233.7
III	140.9	150.0	162.6	177.7	193.1	213.5	240.6
IV	143.7	152.2	166.1	180.5	197.6	219.5	

c) 20% Judgmental factor used to reflect producers investment costs. It has remained at \$5.00 per hectolitre as set in 1975 and is not indexed.

Weights in the Index of Cash Input Prices

Cash Costs ⁽²⁾	Weights (%)
16% dairy ration	13.4
Other materials and services index (veterinary medicine, other livestock expense, misc. haulage and fees)	7.8
Hired farm labour	6.6
Machinery repairs	3.1
Fertilizer	3.1
Property taxes	2.8
Petroleum products	2.0
Seed	1.9
Electricity	1.9
Building repairs	1.4
Artificial insemination	.6
Custom work	.4
Total Cash Cost Items	45.0%

(1) Base: The \$25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.

(2) Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.

Formule d'ajustement des revenus

La formule d'ajustement des revenus fut établie en 1975 dans le but d'indiquer les changements dans les coûts de production du lait de transformation au Canada.

On utilise la formule au cours de l'année laitière pour ajuster le niveau du revenu visé pour le lait de transformation par rapport au coût de production de base établi en 1975. Intervient alors un changement du niveau du revenu visé lorsque les indices de la formule varient de 2% ou plus. La coutume veut qu'il n'y ait pas plus de trois changements de prix au cours d'une année laitière, incluant celui du début de campagne; de plus, ces changements doivent respecter un intervalle d'au moins trois mois. Enfin, aucun changement de prix n'est autorisé au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, période où l'on enregistre la plus forte consommation de produits laitiers.

Toutes les augmentations du revenu visé survenues en 1980/81 faisaient suite aux changements indiqués par la formule.

Les trois principaux éléments de la formule et leur pondération sont les suivants (vous trouverez tous les détails au tableau 3):

- 45% l'indice des coûts en espèces des intrants permettant d'évaluer les coûts inhérents à la production laitière, (détails au tableau 3 a)
- 35% l'indice des prix à la consommation, qui indique les variations de revenus des exploitants et de la main-d'oeuvre familiale (détails au tableau 3 b).
- 20% cet élément n'est pas indexé. Il fut établi en 1975 afin de refléter les coûts d'investissement et de capital. En 1975, ce montant avait été fixé à \$5.00 l'hectolitre et représentait 20% de la formule puisqu'à ce moment-là, le revenu visé était de \$25.00 l'hectolitre de lait. Bien

Tableau 3

Composantes de la formule d'ajustement des revenus⁽¹⁾

a) 45% Indice des prix d'entrée au comptant par trimestre, 1975 à 1981 (1970-1972=100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	167.1	170.2	177.8	184.5	202.2	231.2	265.1
II	167.2	171.0	184.5	188.8	208.6	234.3	271.7
III	168.1	171.0	181.3	190.2	217.6	243.0	274.1
IV	168.2	172.5	178.5	193.4	223.4	250.7	

Pondération de l'indice des prix d'entrée au comptant

Coûts comptants ⁽²⁾	Pondération (%)
16% ration laitière	13.4
Indice des matériaux et services divers (médecine vétérinaire, dépense de bétail, transport et frais divers)	7.8
Main d'oeuvre salariée à la ferme	6.6
Réparation de machinerie	3.1
Engrais	3.1
Taxes foncières	2.8
Produits pétroliers	2.0
Graines	1.9
Électricité	1.9
Réparation de bâtiments	1.4
Insémination artificielle	.6
Travail sur commande	.4
Total des items à prix comptant	45.0%

b) 35% Indice des prix au consommateur (1971 = 100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	133.3	145.6	155.5	169.2	185.6	202.0	226.6
II	136.2	147.8	159.1	173.3	189.4	207.6	233.7
III	140.9	150.0	162.6	177.7	193.1	213.5	240.6
IV	143.7	152.2	166.1	180.5	197.6	219.5	

c) 20% Le facteur d'appréciation utilisé pour fixer le coût des investissements. Il n'a pas varié et n'a pas été indexé depuis 1975, alors qu'il était établi à \$5.00 l'hectolitre.

(1) Base: Le prix de \$25.00 l'hectolitre annoncé le 1er avril 1975 est utilisé comme base de revenu.

(2) Données de Statistique Canada "Indice des prix d'entrée au comptant" utilisées pour établir les coûts au comptant correspondants des producteurs.

- significant changes occurring in levels of dairy product stocks,
- changes occurring in other milk producing countries to dairy producer returns, and,
- major changes in competitive processing costs.

Subsidy Paid on Milk Production

The Government of Canada pays a subsidy to milk producers on all their industrial milk and cream shipments within Market Sharing Quota used to make dairy products to supply Canadian Requirements and an agreed export program.

While the subsidy is paid directly to dairy farmers, it is regarded as a consumer subsidy because it keeps prices to Canadian consumers lower than they would be without it.

Milk used for Canadian Requirements

The direct subsidy for milk used in dairy products to supply Canadian Requirements was paid at a rate of \$1.67 per kilo of butterfat or \$6.03 per hectolitre of milk testing 3.6 kilos of butterfat. This level of subsidy has remained the same since 1975. Consequently as a percentage of the Target Returns it had dropped from 24% in 1975 to 16% by July 1981. The subsidy level has also been reduced in real terms by inflation and represented about \$3.50 per hectolitre in 1981 compared to \$6.03 in 1975.

During 1980/81, subsidy was paid on all deliveries within 95% of the Market Sharing Quota held by individual producers. At year-end, the final payments included adjustments to pay subsidy on 100% of deliveries under Market Sharing Quotas during the year, 46.6 million hectolitres, as all the milk produced in Canada was needed to meet Canadian Requirements.

In 1980/81, the production of industrial milk and cream represented 46.6 million hectolitres of milk. The regular subsidy at the rate of \$6.03 per hectolitre was paid on eligible shipments up to 44.4 million hectolitres of milk, the level of domestic market requirements. The rest of the milk was used in the special Export Program.

Milk used for the Export Program

In 1980/81, the subsidy on milk for the special Export Program was increased from \$3.01 per hectolitre in 1979/80 to \$6.03 per hectolitre and the size of the program was expanded from 1.32 million hectolitres to 2.2 million hectolitres. The milk produced under this program was 2.2 million hectolitres.

Milk Production Reporting

All producers of milk and cream in Canada who sell their product for manufacturing purposes must have a Market Sharing Quota and are registered with provincial milk marketing agencies and with the Canadian Dairy Commission.

Monthly shipments of milk and cream are reported to the Commission and these shipments form the basis for calculation of monthly subsidy payments which the Commission mails directly to producers. Shipments are also recorded by provincial boards and agencies responsible for the administration of the Market Sharing Quota program against a producer's Market Sharing Quota and on that basis, the producer's quota is managed and levy amounts collected. Levies collected by provincial agencies are then forwarded to the Commission to be applied against the costs of dairy products sold for export.

Table 4
Total Subsidy Payments

	Canadian Requirements	Export Program	Government of Canada Subsidy Payments
	(million hectolitres)		(millions of dollars)
1979/80	44.3	1	\$269.5
1980/81	44.4	2.2	\$278.3

Further details on the subsidy, amounts paid by province are listed in table 5.

que ce montant n'ait pas subi de modification depuis 1975, on aurait pu l'ajuster en tenant compte d'un certain nombre de facteurs, à savoir:

- une variation importante des stocks de produits laitiers,
- la variation des revenus des fermiers laitiers dans les autres pays producteurs, et
- des variations importantes des coûts de transformation concurrentiels.

Subventions sur la production laitière

Le Gouvernement du Canada verse aux producteurs de lait une subvention sur tout le lait de transformation et la crème produits à l'intérieur du quota de mise en marché et utilisés pour combler les besoins canadiens en produits laitiers et les exigences du programme d'exportation planifié.

Bien que la subvention soit versée directement aux producteurs laitiers, elle est perçue comme une subvention au consommateur parce qu'elle maintient les prix au détail plus bas qu'ils ne le seraient autrement.

Lait utilisé pour les besoins canadiens

Le montant de la subvention directe versée sur le lait utilisé pour combler les besoins canadiens en produits laitiers a été fixé à \$1,67 le kilogramme de matière grasse ou \$6,03 l'hectolitre de lait titrant 3,6 kilogrammes de matière grasse. Le même taux s'applique depuis 1975; donc, en termes de pourcentage par rapport au revenu visé, il est passé de 24% en 1975 à 16% en juillet 1981. Le niveau de subvention a aussi réellement diminué en raison de l'inflation, et ne représente plus que \$3,50 l'hectolitre en 1981 par rapport à \$6,03 en 1975.

En 1980/81, la subvention a été versée sur toutes les livraisons jusqu'à concurrence de 95% du quota de mise en marché détenu par les pro-

ducteurs individuels. À la fin de l'année, les derniers paiements incluaient un ajustement afin de verser la subvention sur 100% des livraisons intérieur quota effectuées durant l'année, soit 46,6 millions d'hectolitres, puisque tout le lait produit au Canada s'est avéré nécessaire pour combler les besoins canadiens.

En 1980/81, la production de lait de transformation et de crème représentaient 46,6 millions d'hectolitres de lait. La subvention régulière de \$6,03 l'hectolitre fut payée sur toutes les livraisons éligibles jusqu'à concurrence de 44,4 millions d'hectolitres, soit le niveau des besoins du marché domestique. Le restant du lait fut utilisé dans le programme spécial d'exportation.

Lait destiné au programme d'exportation

La subvention sur le lait destiné au programme spécial d'exportation est passée de \$3,01 l'hectolitre en 1979/80 à \$6,03 l'hectolitre en 1980/81; de plus le programme a été élargi, passant de 1,32 million d'hectolitres à 2,2 millions d'hectolitres et ces 2,2 millions d'hectolitres ont été produits en vertu du programme.

Rapports de production laitière

Au Canada, tous les producteurs de lait de transformation et de crème qui vendent leur produit pour fin de transformation doivent détenir un quota de mise en marché et sont enregistrés auprès de leur office de commercialisation provincial ainsi qu'auprès de la Commission canadienne du lait.

La Commission canadienne du lait reçoit chaque mois des rapports de production. Les subventions versées directement aux producteurs mensuellement sont calculées à partir de ces données sur les expéditions mensuelles. La Commission expédie les subventions directement aux producteurs. Les offices provinciaux responsables de l'administration des quotas de

Tableau 4
Subventions totales

	Besoins canadiens	Programme d'exportation	Subventions du Gouvernement du Canada
	(millions d'hectolitres)		(millions de dollars)
1979/80	44.3	1	\$269.5
1980/81	44.4	2.2	\$278.3

De plus amples détails sur le total des subventions versées à chacune des provinces apparaissent au tableau 5.

Table 5

Subsidy Paid on Industrial Milk and Cream to Producers

Provinces	1977/78	1978/79 16 months	1979/80 ⁽¹⁾	1980/81 ⁽¹⁾
(thousand of dollars)				
Prince Edward Island ⁽²⁾	\$ 4,107	\$ 6,145	\$ 5,041	\$ 4,903
Nova Scotia ⁽²⁾	3,036	4,861	3,215	3,784
New Brunswick	2,164	3,203	3,533	2,901
Québec ⁽²⁾	127,524	184,700	129,178	133,440
Ontario ⁽²⁾	84,240	117,382	84,669	89,600
Manitoba	10,047	14,526	10,377	10,889
Saskatchewan	6,283	8,973	6,922	6,778
Alberta	17,421	22,615	17,858	16,750
British Columbia ⁽²⁾	8,072	10,905	8,752	9,246
Total	\$262,894	\$373,310	\$269,544	\$278,291

(1) Includes subsidy paid on roughly 1 million hectolitres of milk for the special Export Program of \$2.9 million in 1979/80 and on 2.2 million hectolitres for \$3.68 million in 1980/81. (The 1980/81 amounts are detailed further in Schedule D of the Audited Financial Statements presented later in this publication.)

(2) Participant in optional special Export Program.

In order to ensure the milk production reported to the Commission for subsidy payment and levy collection purposes is accurate, the Commission audits processing plants and provincial marketing agencies' records.

Producers Who Shipped Milk and Cream for Manufacturing Purposes

During 1980/81, 55,733 producers made shipments as compared to 56,370 producers in the previous year. Of the total, 5,971 left dairying and 4,574 new producers began shipping during the year.

The number of producers, by province, who made shipments during 1980/81 are listed in table 6.

Product Price Support Program

The Commission administers an "Offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder which in turn influences wholesale prices for all dairy products. The federal government pays the financing, handling,

storage and most of the transport costs of the dairy products purchased by the Commission. The program creates the mechanism through which producers may achieve the Target Returns level. It enables individual provincial marketing agencies to set different price levels for various uses of industrial milk using the federal support prices as a base.

The program also ensures plentiful supplies of fresh dairy products for consumers by having the Commission hold butter stocks across Canada for immediate use when needed, in particular during the low milk production months of winter. In 1980/81, the magnitude of this program was such that the Commission purchased 21.1% of the butter and 66.5% of the skim milk powder produced in Canada. All of the butter purchased was subsequently used for domestic consumption.

The Commission uses a combination of purchasing and selling procedures to support various marketing strategies. For example in the case of butter under Plan "A" conditions, 40-93 score butter is purchased at the support price and 39-92 score at two cents a

Tableau 5

Subventions versées aux producteurs
de lait de transformation et de crème

Provinces	1977/78	1978/79 16 mois	1979/80 ⁽¹⁾	1980/81 ⁽¹⁾
(milliers de dollars)				
Île-du-Prince-Édouard ⁽²⁾	\$ 4,107	\$ 6,145	\$ 5,041	\$ 4,903
Nouvelle-Écosse ⁽²⁾	3,036	4,861	3,215	3,784
Nouveau-Brunswick	2,164	3,203	3,533	2,901
Québec ⁽²⁾	127,524	184,700	129,178	133,440
Ontario ⁽²⁾	84,240	117,382	84,669	89,600
Manitoba	10,047	14,526	10,377	10,889
Saskatchewan	6,283	8,973	6,922	6,778
Alberta	17,421	22,615	17,858	16,750
Colombie-Britannique ⁽²⁾	8,072	10,905	8,752	9,246
Total	\$262,894	\$373,310	\$269,544	\$278,291

(1) Inclut les subventions versées sur environ 1 million d'hectolitres de lait livré en vertu du programme spécial d'exportation, soit \$2,9 millions en 1979/80 et sur 2,2 millions d'hectolitres en 1980/81, soit \$3,68 millions. (Les montants versés en 1980/81 sont livrés de façon plus détaillée à l'annexe D des états financiers vérifiés apparaissant plus loin dans ce rapport.

(2) Provinces participant au programme spécial d'exportation.

mise en marché se servent également de ces données pour suivre l'évolution de l'utilisation des quotas par chacun des producteurs et, par conséquent, pour gérer ces quotas et prélever les retenues. Les offices provinciaux font parvenir les prélèvements à la Commission, sommes qui sont appliquées au paiement des frais d'exportation des produits laitiers.

Afin de s'assurer de la justesse de la production de lait rapportée à la Commission aux fins de versement de la subvention et du prélèvement des retenues, la Commission vérifie les livres des usines de transformation et les dossiers des agences provinciales de commercialisation.

Producteurs qui livrent du lait et de la crème aux fins de transformation

Un nombre total de 55 733 producteurs ont effectué des livraisons en 1980/81 par rapport à 56 370 l'année précédente. De ce nombre, 5 971 ont abandonné la production alors que 4 574 nouveaux producteurs commençaient à livrer.

Le tableau 6 fournit le nombre de producteurs qui ont livré en 1980/81 dans chacune des provinces.

Programme de soutien des prix des produits laitiers

La Commission administre un programme d'offre d'achat pour le beurre et la poudre de lait écrémé et le gouvernement fédéral assure le financement, la manutention, l'entreposage et la plus grande partie des frais de transport des produits laitiers ainsi achetés, ce qui en retour influence les prix de gros de tous les produits laitiers. Le programme établit le mécanisme par lequel les producteurs peuvent réaliser le niveau du revenu visé parce qu'il permet à chacune des agences provinciales de mise en marché d'établir un niveau de prix différent pour les divers usages du lait de transformation en se basant sur les prix de soutien fédéraux.

Table 6**Producers Who Shipped
Industrial Milk and Cream⁽¹⁾**

	1977/78				1978/79 (16 months)			
	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total
Prince Edward Island	129	616	529	1,274	148	567	466	1,181
Nova Scotia	750	4	305	1,059	726	14	308	1,048
New Brunswick	520	19	541	1,080	533	6	497	1,036
Québec	4,737	19,925	322	24,984	4,804	19,044	236	24,084
Ontario	9,664	5,034	2,807	17,505	10,451	2,492	2,867	15,810
Manitoba	1,526	67	3,641	5,234	1,502	26	3,326	4,854
Saskatchewan	554	411	5,650	6,615	637	353	5,273	6,263
Alberta	1,104	910	5,639	7,653	1,282	710	5,027	7,019
British Columbia	1,271	3	88	1,362	1,213	17	65	1,295
Canada	20,255	26,989	19,522	66,776	21,296	23,229	18,065	62,590

	1979/80				1980/81			
	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total
Prince Edward Island	148	488	418	1,054	143	518	364	1,025
Nova Scotia	704	14	315	1,033	697	14	301	1,012
New Brunswick	533	0	428	961	539	0	417	956
Québec	6,001	15,784	104	21,889	7,937	13,984	65	21,986
Ontario	10,156	2,061	2,718	14,935	10,143	1,922	2,692	14,757
Manitoba	1,403	10	2,724	4,137	1,378	0	2,594	3,972
Saskatchewan	662	248	4,256	5,166	714	263	4,074	5,051
Alberta	1,339	543	4,087	5,969	1,463	563	3,721	5,747
British Columbia	1,144	30	52	1,226	1,137	46	44	1,227
Canada	22,090	19,178	15,102	56,370	24,151	17,310	14,272	55,733

(1) "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk. "Cream" are dairy farmers shipping farm separated cream.

Tableau 6

Producteurs qui ont livré
du lait de transformation et de la crème⁽¹⁾

	1977/78				1978/79 (16 mois)			
	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total
Île-du-Prince-Édouard	129	616	529	1,274	148	567	466	1,181
Nouvelle-Écosse	750	4	305	1,059	726	14	308	1,048
Nouveau-Brunswick	520	19	541	1,080	533	6	497	1,036
Québec	4,737	19,925	322	24,984	4,804	19,044	236	24,084
Ontario	9,664	5,034	2,807	17,505	10,451	2,492	2,867	15,810
Manitoba	1,526	67	3,641	5,234	1,502	26	3,326	4,854
Saskatchewan	554	411	5,650	6,615	637	353	5,273	6,263
Alberta	1,104	910	5,639	7,653	1,282	710	5,027	7,019
Colombie-Britannique	1,271	3	88	1,362	1,213	17	65	1,295
Canada	20,255	26,989	19,522	66,776	21,296	23,229	18,065	62,590

	1979/80				1980/81			
	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total
Île-du-Prince-Édouard	148	488	418	1,054	143	518	364	1,025
Nouvelle-Écosse	704	14	315	1,033	697	14	301	1,012
Nouveau-Brunswick	533	0	428	961	539	0	417	956
Québec	6,001	15,784	104	21,889	7,937	13,984	65	21,986
Ontario	10,156	2,061	2,718	14,935	10,143	1,922	2,692	14,757
Manitoba	1,403	10	2,724	4,137	1,378	0	2,594	3,972
Saskatchewan	662	248	4,256	5,166	714	263	4,074	5,051
Alberta	1,339	543	4,087	5,969	1,463	563	3,721	5,747
Colombie-Britannique	1,144	30	52	1,226	1,137	46	44	1,227
Canada	22,090	19,178	15,102	56,370	24,151	17,310	14,272	55,733

(1) "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation. "Crème": producteurs qui livrent de la crème séparée à la ferme.

Table 7
Production of Industrial Milk and Cream⁽¹⁾

1977/78				1978/79 (16 months)		
(1,000 kilograms of butterfat)						
	Fl./Ind.	Ind.	Total	Fl./Ind.	Ind.	Total
Prince Edward Island	204	2,248	2,452	620	3,029	3,649
Nova Scotia	1,601	218	1,819	2,574	335	2,909
New Brunswick	812	471	1,283	1,309	587	1,896
Québec	10,742	70,973	81,715	15,974	95,144	111,118
Ontario	32,086	20,076	52,162	49,830	19,665	69,495
Manitoba	4,398	1,857	6,255	6,642	2,187	8,829
Saskatchewan	629	3,199	3,828	1,271	4,105	5,376
Alberta	2,629	7,801	10,430	5,152	8,453	13,605
British Columbia	5,015	80	5,095	6,615	125	6,740
Canada	58,116	106,923	165,039	89,987	133,630	223,617
1979/80				1980/81		
(1,000 kilograms of butterfat)						
	Fl./Ind.	Ind.	Total	Fl./Ind.	Ind.	Total
Prince Edward Island	547	2,287	2,834	594	2,346	2,940
Nova Scotia	2,031	267	2,298	2,051	241	2,292
New Brunswick	1,205	368	1,573	1,411	309	1,720
Québec	16,415	63,136	79,551	29,629	51,119	80,746
Ontario	40,617	11,692	52,309	42,594	10,826	53,420
Manitoba	4,883	1,276	6,159	5,381	1,220	6,601
Saskatchewan	1,241	2,300	3,541	1,980	2,074	4,054
Alberta	5,045	4,571	9,616	6,424	3,705	10,129
British Columbia	5,536	95	5,631	5,561	137	5,698
Canada	77,520	85,992	163,512	95,623	71,977	167,600

(1) "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.

Tableau 7

Production de lait de transformation et de crème⁽¹⁾

1977/78			1978/79 (16 mois)			
(1,000 kilogrammes de matière grasse)						
	Nat./ind.	Ind.	Total	Nat./ind.	Ind.	Total
Île-du-Prince-Édouard	204	2,248	2,452	620	3,029	3,649
Nouvelle-Écosse	1,601	218	1,819	2,574	335	2,909
Nouveau-Brunswick	812	471	1,283	1,309	587	1,896
Québec	10,742	70,973	81,715	15,974	95,144	111,118
Ontario	32,086	20,076	52,162	49,830	19,665	69,495
Manitoba	4,398	1,857	6,255	6,642	2,187	8,829
Saskatchewan	629	3,199	3,828	1,271	4,105	5,376
Alberta	2,629	7,801	10,430	5,152	8,453	13,605
Colombie-Britannique	5,015	80	5,095	6,615	125	6,740
Canada	58,116	106,923	165,039	89,987	133,630	223,617

1979/80			1980/81			
(1,000 kilogrammes de matière grasse)						
	Nat./ind.	Ind.	Total	Nat./ind.	Ind.	Total
Île-du-Prince-Édouard	547	2,287	2,834	594	2,346	2,940
Nouvelle-Écosse	2,031	267	2,298	2,051	241	2,292
Nouveau-Brunswick	1,205	368	1,573	1,411	309	1,720
Québec	16,415	63,136	79,551	29,629	51,119	80,746
Ontario	40,617	11,692	52,309	42,594	10,826	53,420
Manitoba	4,883	1,276	6,159	5,381	1,220	6,601
Saskatchewan	1,241	2,300	3,541	1,980	2,074	4,054
Alberta	5,045	4,571	9,616	6,424	3,705	10,129
Colombie-Britannique	5,536	95	5,631	5,561	137	5,698
Canada	77,520	85,992	163,512	95,623	71,977	167,600

(1) "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.

kilo less. Under normal circumstances purchasing is discontinued between November 1 and March 31, because all the milk produced in this period is needed for fresh products in demand in the same period. This policy encourages processors to market their own butter.

Under the Plan "B" butter program, the Commission purchases a manufacturer's butter and resells it back to him within a stated period of time. This encourages processors to develop customer preference and premiums for quality and packaging. The Commission tries to confine its purchases to only between May 1 and September 15, and processors must buy products back between October 1 and March 31. The Plan "B" solids (bulk 25 kilo boxes) are purchased at eleven cents a kilo less than 40-93 score Plan "A". Plan "B" (1 pound prints) are four cents less than Plan "B" solids.



Volumes of Butter and Skim Milk Powder handled

The Commission began the fiscal year August 1, 1980 with 17.78 million kilograms of butter and 18.01 million kilograms of skim milk powder in inventory. During the year, the Commission purchased 21.96 million kilograms of butter and 79.54 million kilograms of skim milk powder. Sales to manufacturers were 25.64 million kilograms of butter and exports were 64.94 million kilograms of skim milk powder, leaving a closing inventory of 14.11 million kilograms of butter and 32.62 million kilograms of skim milk powder as at July 31, 1981.

The support prices for butter (40-93 score) and skim milk powder in carlots, delivered to basing points, Canada First Grade quality,

and meeting Canadian Dairy Commission specifications are listed in table 8.

Designated basing points for purchases of butter and skim milk powder were Charlottetown, Halifax, Saint John, Montreal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton and Vancouver.

Cheddar Cheese

The Commission has for some years considered it unnecessary to purchase cheese in order to support the Target Returns for milk. As a result, there is a nominal support price of \$1.32 per kilogram for cheddar cheese which is far below the market price and hence none was purchased or sold by the Commission.

Import Controls

The supply of industrial milk production in Canada is managed in relation to market requirements for butterfat and consequently, it becomes necessary to control imports. Without controls, the stability achieved in the domestic market could be disrupted at any time by fluctuating levels of imports supported in large measure by subsidies paid by the treasuries of foreign governments creating unfair competition for Canadian dairy farmers and processors.

Imports of most dairy products are subject to import control measures. During this period, other than casein, a small amount of buttermilk powder, chocolate crumb, and some dairy products mixed in combination with other ingredients for products such as animal feed, the only other import allowed was cheese under a national quota.

Canadian producers and processors have already benefited from this policy in the case of cheese. While variety cheese imports have assisted in the development of consumer demand for new cheese varieties, many of which are now produced in Canada, import limits imposed by the quota has enabled the industry to take full advantage of any increase in domestic cheese demand.

A cheese import quota was first implemented in 1975 at 22.7 million kilograms. This was reduced to 20.4 million kilograms in 1978 when imports represented 11.0% of total domestic consumption in Canada. In 1981 cheese imports represented 9.4%. The improvement in the ratio of cheese imports to domestic consumption continues to bring Canada's ratio closer to that of other major

Le programme assure aux consommateurs un approvisionnement suffisant de produits laitiers frais, du fait que la Commission détient des inventaires de beurre partout dans le pays pour utilisation immédiate lorsque nécessaire, et en particulier durant les mois d'hiver où la production de lait est plus faible. En 1980/81, l'importance de ce programme était telle que la Commission a acheté 21,1 % du beurre et 66,5 % de la poudre de lait écrémé produits au Canada. Tous ces achats de beurre furent ensuite écoulés pour consommation domestique.

Afin de soutenir ses différentes stratégies de mise en marché la Commission utilise une combinaison de procédures d'achat et de vente. Par exemple, dans le cas du beurre de Plan "A" de notation 40-93, le beurre est acheté au prix de soutien alors qu'on paie 2 cents de moins le kilo pour le beurre de notation 39-92. Habituellement, les achats de beurre sont interrompus entre le 1er novembre et le 31 mars parce que tout le lait produit au cours de cette période est utilisé pour répondre à la demande de produits frais. Cette attitude encourage les transformateurs à commercialiser eux-mêmes leur beurre.

Dans le cas du beurre de Plan "B", la Commission achète le beurre des fabricants et le leur revend à l'intérieur d'une période donnée. Ceci incite les transformateurs à mettre au point un produit recherché par le consommateur tant pour sa qualité que pour son emballage. La Commission tente de limiter ses achats à la seule période allant du 1er mai au 15 septembre, et les transformateurs doivent racheter les produits entre le 1er octobre et le 31 mars. Le beurre en bloc de Plan "B" (boîtes de 25 kilos en vrac) est acheté à 11 cents de moins le kilo que le beurre de Plan "A" de notation 40-93. Le beurre de Plan "B" en pain d'une livre est payé 4 cents de moins que le beurre de Plan "B" en bloc.

Quantités de beurre et poudre de lait écrémé manutentionnés

La Commission a amorcé son année financière le 1er août 1980 avec 17,78 millions de kilogrammes de beurre et 18,01 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé en inventaire. Au cours de l'année, la Commission a acheté 21,96 millions de kilogrammes de beurre et 79,54 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé. Les ventes aux fabricants ont atteint 25,64 millions de kilogrammes de beurre et les exportations s'élevaient à 64,94 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé, ce qui laissait en inventaire à la fermeture le 31 juillet 1981, 14,11 millions de kilogrammes de beurre

et 32,62 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé.

Le tableau 8 offre la liste des prix de soutien du beurre de notation 40-93 et de la poudre de lait écrémé, Canada première catégorie, répondant aux normes de la Commission et livrés en wagonnée aux points d'achat désignés.

Les points d'achat désignés pour le beurre et la poudre de lait écrémé sont Charlottetown, Halifax, St-Jean, Montréal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton et Vancouver.

Fromage cheddar

Depuis quelques années, la Commission estime inutile d'acheter du fromage afin de soutenir le revenu visé pour le lait. Un prix de soutien nominal de \$1,32 le kilogramme fut institué pour le fromage cheddar, ce qui est de beaucoup inférieur au prix du marché et par conséquent la Commission n'en a ni acheté, ni vendu.

Contrôle des importations

Au Canada, la gestion des approvisionnements en lait de transformation est directement liée aux besoins du marché en matière grasse, il est donc indispensable de contrôler de près les importations. La stabilité du marché domestique peut être menacée à n'importe quel moment par une fluctuation des importations subventionnées dans une large mesure par la trésorerie des gouvernements étrangers. Cette concurrence est injuste pour les manufacturiers et les producteurs laitiers canadiens.

L'importation de la plupart des produits laitiers est sujette à des mesures de contrôle. Mis à part la caséine, une infime quantité de poudre de babeurre, de miettes de chocolat et quelques produits laitiers combinés à d'autres produits comme les moulées, les seules importations de produits laitiers qu'a permises le Canada furent des importations de fromages contingentées.

Les producteurs et les transformateurs de fromages canadiens ont déjà bénéficié de cette politique. Alors que les fromages fins importés ont contribué à développer le goût des consommateurs canadiens pour une plus grande variété de fromages, dont plusieurs sont maintenant fabriqués ici, les limites qu'impose le quota aux importations ont permis à l'industrie de bénéficier pleinement de toute hausse de la demande domestique de fromage.

Un quota d'importation de fromage de 22,7 millions de kilogrammes fut mis en place en 1975. Il fut ramené à 20,4 millions de kilos en 1978, alors que les importations représen-

Table 8**Federal Support Prices for Butter,
Skim Milk Powder and Cheese**

Effective Date		Butter	Skim milk powder	Cheddar Cheese
		(\$/kilogram)		
1972	April 1	1.50	0.64	1.19
1973	April 1	1.57	0.77	1.19
	Aug. 1	1.57	0.84	1.19
1974	April 1	1.70	1.10	1.32
	Aug. 1	1.87	1.19	1.32
1975	Jan. 24	1.98	1.30	1.32
	April 1	2.27	1.41	1.32
1976	April 1	2.38	1.50	1.32
1977	April 4	2.60	1.54	1.32
1978	Jan. 1	2.69	1.59	1.32
	April 1	2.80	1.63	1.32
1979	Jan. 1	2.91	1.72	1.32
	April 1	3.02	1.79	1.32
	Aug. 1	3.13	1.84	1.32
	Dec. 28	3.26	1.97	1.32
1980	April 1	3.34	2.01	1.32
	Aug. 1	3.51	2.13	1.32
1981	Jan. 1	3.63	2.20	1.32
	April 1	3.78	2.28	1.32

dairy nations — for example the roughly 3.1% in the European Economic Community (E.E.C.) in 1980 and 5.8% and 6.0% respectively in 1980 and 1981 in the United States.

Overall, Canada was a net exporter of dairy products by roughly \$78 million in 1980 and \$120 million in 1981.

Milk Supply Management

The responsibility for managing industrial milk production in relation to demand in Canada rests with the Canadian Milk Supply Management Committee. The Committee consists of representatives of provincial producer marketing boards, provincial government agencies and the Canadian Dairy Commission

which acts as Chairman. The Committee administers the Comprehensive Milk Marketing Plan signed by provinces (all except Newfoundland) and the federal government.

To achieve the goal of balancing industrial milk and cream production with the demand for dairy products, the Committee uses a system of Market Sharing Quota (M.S.Q.) to share the market requirements for industrial milk and cream among provinces and producers and as an equitable basis for collecting levies to pay for export marketing costs.

In 1980/81, the steps used to build up the National Market Share Quota total were first the determination of an estimate of domestic requirements for the year to which was added one third of the milk needed for the special Export Program. To this amount, referred to as Canadian Requirements, is added a sleeve

Tableau 8

Prix de soutien fédéral
pour le beurre, la poudre
de lait écrémé et le fromage

Date d'entrée en vigueur		Beurre	Poudre de lait écrémé	Fromage cheddar
		(\$/kilogramme)		
1972	1er avril	1.50	0.64	1.19
1973	1er avril	1.57	0.77	1.19
	1er août	1.57	0.84	1.19
1974	1er avril	1.70	1.10	1.32
	1er août	1.87	1.19	1.32
1975	24 janvier	1.98	1.30	1.32
	1er avril	2.27	1.41	1.32
1976	1er avril	2.38	1.50	1.32
1977	4 avril	2.60	1.54	1.32
1978	1er janvier	2.69	1.59	1.32
	1er avril	2.80	1.63	1.32
1979	1er janvier	2.91	1.72	1.32
	1er avril	3.02	1.79	1.32
	1er août	3.13	1.84	1.32
	28 décembre	3.26	1.97	1.32
1980	1er avril	3.34	2.01	1.32
	1er août	3.51	2.13	1.32
1981	1er janvier	3.63	2.20	1.32
	1er avril	3.78	2.28	1.32

taient 11 % de la consommation globale de fromage au Canada. En 1981, les importations de fromage représentaient 9,4 %. Cette amélioration dans le rapport entre la consommation domestique et les importations rapproche le Canada des restrictions à l'importation imposées par les principaux pays producteurs de lait: 3,1 % dans les pays de la Communauté économique européenne en 1980 et 5,8 % et 6,0 % respectivement aux États-Unis en 1980 et 1981.

Dans l'ensemble, le Canada enregistre un surplus de ses exportations par rapport à ses importations de produits laitiers, \$78 millions en 1980 et \$120 millions en 1981.

Gestion des approvisionnements de lait

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (C.C.G.A.L.) est responsable de la gestion de la production de lait de transformation en fonction de la demande canadienne. Le Comité est formé de représentants des offices provinciaux de mise en marché, des agences gouvernementales provinciales et de la Commission qui le préside. Le Comité administre le Plan global de commercialisation du lait endossé par les provinces (excepté Terre-Neuve) et le gouvernement fédéral.

Pour équilibrer la production de lait de transformation et de crème et la demande de produits laitiers, le Comité utilise un système de quota de mise en marché afin de partager les besoins du marché entre les provinces et les producteurs et

Table 9
Market Sharing Quota Entitlement⁽¹⁾

	Date of entry into Plan	M.S.Q. Entitlement August 1, 1979		After a 2% increase in requirements on January 23, 1980		M.S.Q. Entitlement August 1, 1980	
		(2)	(3)	(2)	(3)	(2)	(3)
Prince Edward Island	Dec. 1, 1971	3.184	.884	3.270	.908	3.334	.926
Nova Scotia	Apr. 1, 1974	2.049	.569	2.089	.580	2.223	.618
New Brunswick	Apr. 1, 1974	2.247	.624	2.291	.636	2.255	.626
Québec	Dec. 1, 1970	81.207	22.558	82.786	22.996	84.374	23.437
Ontario	Dec. 1, 1970	53.042	14.734	54.073	15.020	55.111	15.309
Manitoba	Jul. 1, 1972	6.605	1.835	6.733	1.870	6.656	1.849
Saskatchewan	Jul. 1, 1972	4.404	1.223	4.490	1.247	4.438	1.233
Alberta	Apr. 1, 1972	11.362	3.156	11.583	3.218	11.451	3.181
British Columbia	Oct. 1, 1973	5.243	1.456	5.345	1.485	5.447	1.513
Canada		169.343	47.039	172.660	47.960	175.289	48.692

(1) Since 1979/80, Market Sharing Quota includes milk needed for Canadian Requirements plus the preplanned special Export Program (2.2 million hectolitres) plus the Sleeve (5.8%).

(2) million kilograms

(3) million hectolitres

of 5.8% and then finally the remaining two thirds of the special Export Program, the total of which becomes the national Market Share Quota. This amount is then allocated among the provinces according to their agreed upon shares and any special allotments as established by the Committee. In turn, provinces share the provincial allotment among their producers according to provincial quota policies. These latter independently developed policies are subject to Canadian Dairy Commission approval because they form the basis of the subsidy payments the Commission is responsible for.

To assist in milk supply management on an annual basis, the dairy year or quota period starts after the flush milk production season of summer and runs from August 1 to July 31. This time frame encourages more even milk production throughout the year, an improvement which enables the Commission to reduce its costs for storage, finance and transport of products purchased under the offer-to-purchase program. For consumers, more even milk-flow means better availability of fresh dairy products.

The sleeve of 5.8% referred to above is an amount of Market Sharing Quota allocated to individual producers over and above the estimated Canadian Requirements for milk. It provides flexibility for individual producers and ensures there is sufficient milk produced on a national basis to meet Canadian Requirements by allowing some producers to make up for any lost milk production by other producers due to herd sickness, unfavorable weather, crop conditions, etc.

Special Export Program

In 1979, the Committee agreed to an export program of whole milk products up to the equivalent of 4.4 million hectolitres of milk, which was virtually equivalent to 10% of domestic requirements in 1980/81. With the program expansion of this year, 2.2 million hectolitres was eligible for Government of Canada subsidy at the rate of \$6.03 per hectolitre. This export policy increases the Market Sharing Quota available to producers and eases the pressure on provinces needing more quota for local consumption. Further details on the program are supplied under the section on marketing operations.

Tableau 9

Allocation des quotas de mise en marché⁽¹⁾

	La date d'adhésion au plan	Allocation du Q.M.M. 1er août 1979		Après une augmentation de 2% des besoins le 23 janvier 1980		Allocation du Q.M.M. 1er août 1980	
		(2)	(3)	(2)	(3)	(2)	(3)
Île-du-Prince-Édouard	1er déc. 1971	3.184	.884	3.270	.908	3.334	.926
Nouvelle-Écosse	1er avr. 1974	2.049	.569	2.089	.580	2.223	.618
Nouveau-Brunswick	1er avr. 1974	2.247	.624	2.291	.636	2.255	.626
Québec	1er déc. 1970	81.207	22.558	82.786	22.996	84.374	23.437
Ontario	1er déc. 1970	53.042	14.734	54.073	15.020	55.111	15.309
Manitoba	1er juil. 1972	6.605	1.835	6.733	1.870	6.656	1.849
Saskatchewan	1er juil. 1972	4.404	1.223	4.490	1.247	4.438	1.233
Alberta	1er avr. 1972	11.362	3.156	11.583	3.218	11.451	3.181
Colombie-Britannique	1er oct. 1973	5.243	1.456	5.345	1.485	5.447	1.513
Canada		169.343	47.039	172.660	47.960	175.289	48.692

(1) Depuis 1979/80, le quota de mise en marché inclut le lait nécessaire pour combler les besoins canadiens, plus le programme spécial d'exportation convenu à l'avance (2,2 millions d'hectolitres), plus la marge (5,8%).

(2) millions de kilogrammes

(3) millions d'hectolitres

comme base pour le prélèvement des retenues servant à combler les frais de mise en marché des exportations.

En 1980/81 les étapes suivies dans l'édification du quota de mise en marché national furent, premièrement, la détermination d'un estimé des besoins domestiques pour l'année, auquel on a ajouté un tiers du lait requis pour le programme spécial d'exportation. À ce volume, que l'on appelle les besoins canadiens, on ajoute une marge de 5,8% et puis finalement, les deux tiers restants du programme spécial d'exportation; le total devient le quota de mise en marché national. Ce montant est partagé ensuite entre les provinces selon une répartition des parts qu'elles ont acceptée antérieurement et en tenant compte de toute allocation spéciale qui aurait été permise par le Comité. À leur tour les provinces répartissent leur allocation provinciale parmi leurs producteurs selon les politiques de quotas provinciales. Ces dernières qui sont des politiques développées de façon indépendante sont soumises à l'approbation de la Commission canadienne du lait parce qu'elles forment la base des paiements de subventions dont la Commission est responsable.

Pour aider à l'administration des approvisionnements de lait sur une base annuelle, l'année laitière ou la période de quotas débute après la saison d'été, période de production abondante de lait, et se poursuit du 1er août au 31 juillet. Ce calendrier encourage une production laitière plus stable tout au long de l'année, une amélioration qui permet à la Commission de réduire ses coûts pour l'entreposage, le financement et le transport des produits acquis en vertu du programme d'offre d'achat. Pour les consommateurs, un écoulement plus régulier du lait signifie une meilleure disponibilité de produits laitiers frais.

La marge de 5,8% à laquelle on réfère plus haut est une quantité de quota de mise en marché allouée aux producteurs en excédent des prévisions des besoins canadiens en lait. Elle permet une certaine souplesse et assure une production suffisante de lait à l'échelle du pays afin de répondre aux besoins canadiens en permettant à quelques producteurs de combler toute production perdue par un autre producteur en raison d'une maladie affectant le troupeau, de la mauvaise température, de l'état des récoltes, etc.

Supply Management Record

During the 1980/81 dairy year, 46.6 million hectolitres of milk was produced. This was within 0.07% of milk needed for Canadian Requirements plus the special export program, a combined 46.6 million hectolitres.

There was no interprovincial adjustment of quota during the year, by agreement of the Canadian Milk Supply Management Committee. Negotiations continue among provinces on a new Comprehensive Milk Marketing Plan which will contain provisions for possible future adjustments in provincial shares.

The Canadian Milk Supply Management Committee met six times during the 1980/81 dairy year.

1980	September 18 & 19 November 20 & 21	Vancouver Toronto
1981	January 27 & 28 March 25 & 26 May 20 & 21 July 8 & 9	Ottawa Ottawa Ottawa Ottawa

Levies

Costs incurred by the Canadian Dairy Commission in the export of dairy products and other marketing programs are recovered by levies collected from dairy farmers by provincial marketing boards and agencies and remitted to the Commission. Before setting the levy rates, the Commission first submits a marketing budget to the Canadian Milk Supply Management Committee for approval. Based on that budget, a levy rate structure is set. Provinces have agreed to be responsible in the event of a shortfall of levy funds; any surplus under \$10 million is retained for the following year while the CMSMC decides on the disposition of any greater amount.

In 1980/81, the levies collected were the in-quota, skim-off, special export and over-quota levies which amounted to \$134.6 million. For details by province, see table 10; for rates, see table 11.

A number of changes were made to the previous levy structure to streamline it and to take into account the expanded Export Program.

Table 10
Levies remitted to the CDC
by provinces^{(1) (2)}

	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81 ⁽³⁾
	(thousand of dollars)			
Prince Edward Island	\$ 1,602	\$ 2,020	\$ 1,596	\$ 2,190
Nova Scotia	1,523	2,278	1,421	2,014
New Brunswick	955	1,226	1,043	1,284
Québec	80,186	77,175	54,260	67,520
Ontario	46,856	44,890	35,977	42,242
Manitoba	4,438	4,768	3,660	4,520
Saskatchewan	2,021	2,560	1,862	2,407
Alberta	6,596	7,518	5,603	7,100
British Columbia	5,578	5,809	4,854	5,373
Total	\$ 149,755	\$ 148,244	\$ 110,276	\$ 134,650

(1) This is the net of all levies paid; contingency levies collected but refunded for 1978/79 and 1979/80 are not included.

(2) Levies collected for 1978/79 were for 16 months and other years were for 12 months.

(3) The totals are detailed further in Schedules B and C of the audited financial statements presented later in this publication.

Programme spécial d'exportation

En 1979, le Comité a consenti à mettre sur pied un programme d'exportation de produits de lait entier équivalant à 4,4 millions d'hectolitres de lait, ce qui correspondait environ à 10% des besoins domestiques en 1980/81. Avec l'élargissement du programme de cette année, 2,2 millions d'hectolitres étaient admissibles à la subvention du Gouvernement du Canada au tarif de \$6,03 l'hectolitre. Cette politique d'exportation augmente le quota de mise en marché disponible aux producteurs et atténue la pression sur les provinces qui ont besoin de plus de quota pour la consommation locale. De plus amples détails concernant le programme sont fournis dans la rubrique portant sur les opérations de mise en marché.

Bilan de la gestion des approvisionnements

Pendant l'année laitière 1980/81, 46,6 millions d'hectolitres de lait ont été produits. Ceci était en deçà de 0,07% du lait requis pour les besoins domestiques en plus du programme spécial d'exportation, soit un volume combiné de 46,6 millions d'hectolitres.

Au cours de l'année, et avec l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, il n'y eut aucun ajustement inter-provincial de quota. Les négociations se poursuivent entre les provinces sur un nouveau Plan global de commercialisation du lait qui contiendra des dispositions permettant des ajustements éventuels de quotas entre les provinces.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait s'est réuni 6 fois au cours de l'année laitière 1980/81.

1980	Les 18 et 19 septembre Les 20 et 21 novembre	Vancouver Toronto
1981	Les 27 et 28 janvier Les 25 et 26 mars Les 20 et 21 mai Les 8 et 9 juillet	Ottawa Ottawa Ottawa Ottawa

Retenues

Les frais encourus par la Commission canadienne du lait pour l'exportation de produits laitiers et la mise en oeuvre de ses divers pro-

Tableau 10

**Retenues remises à la CCL
par les provinces^{(1) (2)}**

	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81 ⁽³⁾
	(milliers de dollars)			
Île-du-Prince-Édouard	\$ 1,602	\$ 2,020	\$ 1,596	\$ 2,190
Nouvelle-Écosse	1,523	2,278	1,421	2,014
Nouveau-Brunswick	955	1,226	1,043	1,284
Québec	80,186	77,175	54,260	67,520
Ontario	46,856	44,890	35,977	42,242
Manitoba	4,438	4,768	3,660	4,520
Saskatchewan	2,021	2,560	1,862	2,407
Alberta	6,596	7,518	5,603	7,100
Colombie-Britannique	5,578	5,809	4,854	5,373
Total	\$ 149,755	\$ 148,244	\$ 110,276	\$ 134,650

(1) Il s'agit des retenues nettes payées; les retenues d'appoint prélevées pour être ensuite remboursées en 1978/79 et en 1979/80 ne sont pas incluses.

(2) Les retenues ont été prélevées sur une période de 16 mois en 1978/79 et 12 mois au cours des autres années.

(3) Les montants totaux sont livrés en détail aux annexes B et C des états financiers vérifiés apparaissant plus loin dans ce rapport.

Table 11
Levy Rates

Dairy year	In-quota ⁽¹⁾	Export ⁽²⁾	Skim-off ⁽³⁾	Over-quota	Contingency ⁽⁴⁾
(\$/hl milk)					
1971/72 April 1	0.59	—	—	5.49	—
August 16	0.45	—	—	4.65	—
October 1	0.23	—	—	4.65	—
1972/73 April 1	0.23	—	—	4.65	—
1973/74 April 1	0.68	—	—	3.41	—
August 1	0.23	—	—	3.41	—
1974/75 April 1	0.68	—	—	3.41	—
1975/76 April 1	1.02	—	—	9.08	—
July 1	2.04	—	—	9.08	—
October 1	1.47	—	—	9.08	—
1976/77 April 1	3.06	—	—	19.52	—
1977/78 April 4	2.72	—	0.57	15.89	—
1978/79 April 1	2.27	—	0.45	17.03	0.45
1979/80 August 1	2.27	0.11	0.45	18.15	0.57
1980/81 August 1	2.80	0.16	0.30	18.15	—

(1) In 1980/81, the in-quota levy incorporated the previous contingency levy.

(2) Introduced in 1979/80.

(3) Introduced in 1977/78.

(4) Introduced in 1978/79, discontinued by incorporation into the in-quota levy in 1980/81.

The former separate Contingency Levy which provided funds in the event there was unneeded sleeve production by year end was fully incorporated into the In-quota Levy. It ceased to exist as a separate levy and the refundable aspect of these funds was discontinued.

A special Export Program Levy was established for provinces participating in the program in order to provide funds to cover the costs associated with those preplanned whole milk exports. Participating provinces were Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Ontario and British Columbia.

Tableau 11
Taux des retenues

Année laitière	Intérieur quota ⁽¹⁾	Exportation ⁽²⁾	Écrémage ⁽³⁾	Hors quota	D'appoint ⁽⁴⁾
	(\$/hl lait)				
1971/72 1er avril	0.59	—	—	5.49	—
16 août	0.45	—	—	4.65	—
1er octobre	0.23	—	—	4.65	—
1972/73 1er avril	0.23	—	—	4.65	—
1973/74 1er avril	0.68	—	—	3.41	—
1er août	0.23	—	—	3.41	—
1974/75 1er avril	0.68	—	—	3.41	—
1975/76 1er avril	1.02	—	—	9.08	—
1er juillet	2.04	—	—	9.08	—
1er octobre	1.47	—	—	9.08	—
1976/77 1er avril	3.06	—	—	19.52	—
1977/78 4 avril	2.72	—	0.57	15.89	—
1978/79 1er avril	2.27	—	0.45	17.03	0.45
1979/80 1er août	2.27	0.11	0.45	18.15	0.57
1980/81 1er août	2.80	0.16	0.30	18.15	—

(1) En 1980/81, la retenue intérieur quota incluait l'ancienne retenue d'appoint.

(2) Introduite en 1979/80.

(3) Introduite en 1977/78.

(4) Introduite en 1978/79, puis intégrée à la retenue intérieur quota en 1980/81.

grammes de commercialisation sont recouvrés par le biais de retenues prélevées auprès des producteurs de lait par les offices provinciaux de mise en marché et remises ensuite à la Commission. Avant d'établir les taux des retenues, la Commission soumet d'abord un budget de mise en marché au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait pour fin d'approbation. Conformément à ce budget, une structure de taux de retenue est établie. Les provinces ont consenti à prendre la responsabilité de tout déficit au fonds des retenues; tout surplus inférieur à 10 millions de dollars est retenu pour l'année suivante et le C.C.G.A.L. doit décider de la façon de disposer de toute somme plus importante.

En 1980/81, les retenues suivantes étaient prélevées: la retenue intérieur quota, la retenue sur l'écémage, la retenue spéciale à l'exportation et la retenue hors quota. Elles totalisaient 134,6 millions de dollars. Pour plus de détails sur les montants payés par chacune des pro-

vinces, consultez le tableau 10; quant aux taux, ils apparaissent au tableau 11.

Nombre de changements furent apportés à la structure de retenue antérieure afin de la rationaliser et tenir compte de l'élargissement du programme d'exportation.

L'ancienne retenue d'appoint qui fournissait des fonds dans l'éventualité où on se retrouvait avec une production marginale excédentaire à la fin de l'année fut entièrement intégrée à la retenue intérieur quota. Elle a cessé d'exister en tant que retenue séparée de même que la notion de remboursement qui y était rattachée.

Une retenue spéciale pour le programme d'exportation fut mise en place pour les provinces participant au programme afin de fournir des fonds qui couvriraient les frais associés à ces exportations planifiées de lait entier. Les provinces participantes étaient l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique.

The Commission's marketing activities are in support of the overall policy objectives of the National Dairy Policy of the Government of Canada and other programs agreed-to by the Canadian Milk Supply Management Committee. For explanation purposes, these activities are divided into domestic and international marketing.

Domestic Marketing

The Commission's activities in the domestic market are the purchases of various dairy products (of which only butter is resold into the domestic market along with some denatured skim milk powder for animal feed), and the funding of dairy product advertising and product and market research.

Purchases and sales

In order to influence the market price paid for industrial milk, the Commission offers to buy

butter and its skim milk powder by-product as explained earlier under Dairy Support Operations. In general, it is the intention to resell all the butter on the domestic market whereas the bulk of the skim milk powder is in excess of domestic demand and is sold on world markets.

In 1980/81, the Commission handled 22 million kilograms of butter or about 21% of the 104.5 million kilogram Canadian production. Of 119,602 million kilograms of powder produced, the Commission purchased directly 79,545 million kilograms or 66.5% and paid export assistance on another 12.1 million kilograms for a total 76.6% of all production. The remaining 23.4% was all sold domestically by processors.

Advertising

In 1976/77 the Government provided half a million dollars to promote the consumption of cheese. Out of this beginning grew a major

Table 12

Canadian Dairy Commission Marketing Activities under the Dairy Products Price Support Program 1977/78 to 1980/81⁽¹⁾

	Purchases	Sales	Stocks at year end ⁽⁴⁾	Imports
(million of kilos)				
Butter				
1977/78 ⁽³⁾	33.92	23.99	14.83	5.62 ⁽²⁾
1978/79 (12 months) ⁽³⁾	26.67	25.72	15.88	—
(4 months)	12.32	4.19	24.00	—
1979/80	20.13	26.04	18.17	—
1980/81	21.97	25.64	14.50	—
Skim milk powder				
1977/78 ⁽³⁾	107.46	171.19	16.78	—
1978/79 (12 months) ⁽³⁾	85.75	101.07	1.46	—
(4 months)	34.55	20.31	15.70	—
1979/80	77.23	67.34	25.59	—
1980/81	79.54	64.94	40.19	—

(1) There were no cheese purchases during this period.

(2) Equivalent amount of butterfat exported as part of "Butterfat Exchange Program".

(3) Old year ended March 31, in later years ended July 31.

(4) Closing stocks at year-end have been adjusted for purchase and sales in opening inventories. Some product in inventory was sold but awaiting shipment to customers.

Les activités de mise en marché de la Commission viennent soutenir les objectifs d'ensemble de la politique laitière nationale du Gouvernement du Canada et des autres programmes endossés par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Pour faciliter la compréhension, ces activités sont partagées en deux catégories: domestiques et internationales.

Situation du marché domestique

Sur le marché domestique, la Commission achète divers produits laitiers (desquels seulement le beurre est revendu sur le marché domestique ainsi qu'une certaine quantité de poudre de lait dénaturée destinée à l'alimentation du bétail), et finance la promotion et la recherche sur les produits ainsi que la recherche de nouveaux débouchés.

Achats et ventes

Afin d'influencer le prix payé sur le marché pour le lait de transformation, la Commission offre d'acheter le beurre et le résidu de poudre de lait écrémé, tel qu'expliqué plus tôt au chapitre intitulé "Soutien financier du secteur laitier". De façon générale l'intention est de revendre tout le beurre sur le marché domestique, alors que la majeure partie de la poudre de lait écrémé constitue un excédent de la demande domestique et par conséquent est écoulée sur les marchés mondiaux.

Donc 22 millions de kilogrammes de beurre sont passés entre les mains de la Commission en 1980/81 ou 21% des 104,5 millions de kilogrammes produits au Canada. Des 119 602 millions de kilogrammes de poudre produites, la Commission en a acheté directement 79 545 millions de kilogrammes ou 66,5% et a versé une aide à l'exportation sur une autre quantité de 12,1 millions de kilogrammes pour

Tableau 12

Activités de mise en marché de la Commission canadienne du lait en vertu du programme de soutien des prix des produits laitiers, de 1977/78 à 1980/81⁽¹⁾

	Achats	Ventes	Stocks à la fin de l'année ⁽⁴⁾	Importations
(millions de kilogrammes)				
Beurre				
1977/78 ⁽³⁾	33.92	23.99	14.83	5.62 ⁽²⁾
1978/79 (12 mois) ⁽³⁾	26.67	25.72	15.88	—
(4 mois)	12.32	4.19	24.00	—
1979/80	20.13	26.04	18.17	—
1980/81	21.97	25.64	14.50	—
Poudre de lait écrémé				
1977/78 ⁽³⁾	107.46	171.19	16.78	—
1978/79 (12 mois) ⁽³⁾	85.75	101.07	1.46	—
(4 mois)	34.55	20.31	15.70	—
1979/80	77.23	67.34	25.59	—
1980/81	79.54	64.94	40.19	—

(1) Il n'y eut aucun achat de fromage durant cette période.

(2) Quantité égale de matière grasse exportée dans le cadre du "Programme d'échange de matière grasse".

(3) L'ancienne année se terminait le 31 mars, elle se termine maintenant le 31 juillet.

(4) Les stocks de fermeture à la fin de l'année ont été ajustés en fonction des achats et des ventes à l'ouverture des stocks. Certains produits en stocks étaient vendus mais attendaient d'être expédiés aux clients.

program to encourage dairy producer participation in advertising and promotion. Subsequent funding was provided on a matching dollar for dollar basis.

In 1980, the Government notified producers it would phase out the funding of advertising by the end of 1980/81. Convinced of the value and necessity of this type of investment, producers had by then greatly expanded the program through their very professional marketing and promotion organization, the Dairy Bureau of Canada. The entire program is now funded by producers alone.

The program is generally credited with halting the previous decade old trend of declining per capita consumption of butter which is now stabilized at just under 4.5 kilos per capita. Cheese consumption increases were reinforced by the nation-wide promotion activities, in particular specialty cheese.

Government of Canada Funding

	Promotion	Product and Market Research
1976/77	\$ 500,000	Nil
1977/78	\$ 2,696,000	\$ 260,000
1978/79	\$ 3,856,000	\$ 760,000
1979/80	\$ 4,500,000	\$ 651,000
1980/81	\$ 2,100,000	\$ 342,000

Research

The Commission's dairy research program continued to gain momentum with 22 proposals approved by the industry/government committee in 1980/81. This brought to 75 the total number of projects approved for funding since the program started in 1977/78.

The overall objective of the program is to increase the consumption and utilization of dairy products. As a result the program is oriented toward new product development, market analysis, manufacturing efficiency and the nutritional quality of dairy products. A great deal of emphasis is placed on the potential practical application when the industry/government committee is assessing research proposals.

In addition to continuing research on pilot plant use of membrane systems (reverse osmosis and ultra filtration) in the production of cheese and in the fermentation of whey, projects were approved to examine butter and cheese marketing, adapt foreign type cheeses to Canadian manufacturing conditions, resolve problems in cheese starters, and find solutions to quality problems in dairy products.

The Commission gives priority to "applied" as opposed to "basic" research. Those submitting proposals must address the economic feasibility, impact and the desire of industry for the research.

A seminar symposium was sponsored by the Commission to review and discuss the program, its achievements and to obtain suggestions for further improvement. As a result, greater emphasis is now placed on the practical application of the research being funded.

At the suggestion of the National Dairy Council of Canada, a cost sharing element was added to the program to encourage more participation by manufacturers. It provides for an undertaking by the Commission not to publish the results of a research program for a period of time depending on the extent of the total cost that is shared by a dairy product manufacture or processor.

Priority of Milk Use

Ensuring plentiful supplies of dairy products of high quality are available to consumers all year-round requires a strategy of ensuring the first use of milk is for fresh products. In general, this means milk first goes to fill fluid market demands, namely table milk and fresh creams. The remainder of milk production goes for processing and is referred to as industrial or processing milk.

In general, programs are geared to first have industrial milk processed into the more perishable dairy products such as yogurt, soft cheese such as camembert etc., and once those markets demands are filled, then put up the remaining milk as butter. Butter has been selected as the product of last priority when processing milk because it stores well and with plenty of butter processing capacity across Canada, sufficient supplies are always available.

To discourage butter production during the low milk production months when the demand for fresh products requires most of



un grand total de 76,6% de toute la production. Les 23,4% restants furent entièrement vendus par les transformateurs sur le marché domestique.

Publicité

En 1976/77, le gouvernement a déboursé un demi million de dollars afin de promouvoir la consommation du fromage. De cette initiative est né un programme important pour encourager la participation des producteurs dans la promotion et la publicité. Par la suite le gouvernement fédéral a versé \$1,00 pour chaque \$1,00 investi par l'industrie privée.

En 1980, le gouvernement avisait les producteurs qu'il mettrait graduellement fin au financement de la publicité d'ici la fin de l'année 1980/81. Convaincus qu'ils étaient de la valeur et de la nécessité d'un investissement de cette nature, les producteurs avaient déjà donné un nouvel élan à ce programme par le biais de leur organisme de marketing et de promotion hautement professionnel, le Bureau laitier du Canada. Le programme est maintenant entièrement financé par les producteurs eux-mêmes.

On reconnaît maintenant à ce programme le mérite d'avoir interrompu la vieille tendance de

la décennie précédente qui se manifestait par un déclin de la consommation de beurre per capita, consommation maintenant stabilisée aux environs de 4,5 kilos par personne. Les augmentations de consommation de fromage furent renforcées par des campagnes de promotion nationales qui visaient en particulier les fromages fins.

Financement du Gouvernement

	Promotion	Recherche sur les produits et les marchés
1976/77	\$ 500 000	nil
1977/78	\$ 2 696 000	\$ 260 000
1978/79	\$ 3 856 000	\$ 760 000
1979/80	\$ 4 500 000	\$ 651 000
1980/81	\$ 2 100 000	\$ 342 000

Recherche

Le programme de recherche laitière de la Commission a continué de prendre de l'importance considérant les 22 propositions approuvées en 1980/81 par le Comité formé de représentants de l'industrie et du gouvernement. Ceci a porté à





the milk available, the Commission adjusts its program of offering-to-purchase butter. In the winter months it stops purchasing butter. As a result manufacturers, to avoid getting stuck with stocks of butter for months while waiting for a buyer or the re-opening of the Commission's buying period, make other products first. Not only does this ensure supplies of dairy products for consumers all year-round, it reduces the Commission's storage and interest costs for stocks.

This philosophy is now generally well understood and supported by the industry. Details of the program were provided earlier under the "Price Support" section.

Skim Milk Powder for Animal feed

Although there is limited demand for skim milk powder for animal feed, supplies of lower grade powder were not sufficient to fill this market in Canada. When the feed market is short, the Commission releases powder

from its stocks for this purpose which are then denatured to ensure they aren't subsequently used for human consumption. The price received is higher than when exported for human use but lower than the support price for human consumption in Canada; the difference is financed by dairy farmers. 3.6 million kilograms were used for this purpose in 1980/81.

International Marketing

The Commission's international marketing activities include the export of skim milk powder purchased under the Offer-to-purchase program (described earlier under Dairy Support Operations) and the planned exports of whole milk products such as cheese, whole milk powder, evaporated and ultra high temperature milk.

During the twelve months ended July 31, 1981, the demand on the world market for

75 le nombre total de projets approuvés pour fin de financement depuis sa mise sur pied en 1977/78.

L'objectif ultime de ce programme est d'accroître la consommation et l'utilisation des produits laitiers. Le programme est donc orienté vers la mise au point de nouveaux produits, l'analyse de marchés, l'efficacité des procédés de transformation, et les qualités nutritives des produits laitiers. Au moment d'évaluer les propositions de recherche, le Comité porte une attention particulière aux applications pratiques possibles.

En plus de la recherche constante sur l'utilisation dans des usines pilotes des systèmes de membranes (osmose inverse et ultra filtration) dans la production de fromage et dans la fermentation du lactosérum, des projets furent approuvés afin de se pencher sur la commercialisation du beurre et du fromage, l'adaptation de types de fromages étrangers aux conditions de fabrication canadienne, la résolution du problème des ferments lactiques, et enfin la recherche de solutions aux problèmes de qualité des produits laitiers.

La Commission privilégie la recherche appliquée par opposition à la recherche pure. Ceux qui formulent des propositions doivent d'abord s'intéresser à la viabilité économique, à l'impact ainsi qu'à l'intérêt démontré par l'industrie pour cette recherche.

La Commission a commandité un séminaire afin de réviser et discuter le programme, ses réalisations, et pour obtenir aussi des propositions en vue de l'améliorer. Il en ressort qu'on met maintenant l'accent sur l'application pratique de la recherche financée.

À la suggestion du Conseil national de l'industrie laitière du Canada, on a ajouté à ce programme un élément de partage des coûts afin d'inciter les transformateurs à une plus grande participation. Ceci implique que la Commission s'abstiendra de publier les résultats d'un projet de recherche durant une période donnée, la longueur de cette dernière variant selon l'investissement du fabricant ou du transformateur de produits laitiers.

Priorité d'utilisation du lait

Afin de s'assurer qu'une bonne quantité de produits laitiers de haute qualité est disponible au consommateur durant toute l'année, une stratégie est nécessaire pour garantir que le lait est d'abord utilisé pour les produits frais. De façon générale, ceci veut dire qu'on s'assure d'abord que la demande de lait de consommation est comblée, nommément la crème et le lait frais. Le reste de la production de lait est destiné à la

transformation et on l'appelle le lait de transformation ou lait industriel.

En général, les programmes sont conçus pour transformer d'abord le lait industriel en produits périssables, tels le yogourt, les fromages mous comme le camembert etc., et dès que ces demandes sont comblées, le reste est transformé en beurre. Le beurre est donc le dernier sur la liste des priorités lors de la transformation du lait parce qu'il peut très bien s'entreposer, qu'on possède une bonne capacité de transformation au Canada, et que des approvisionnements sont toujours disponibles en quantités suffisantes.

Afin de décourager la production de beurre au cours des mois de faible production de lait, lorsque la demande pour des produits frais exige la plus grande partie du lait disponible, la Commission ajuste son programme d'offre d'achat de beurre. Au cours des mois d'hiver, elle interrompt ses achats de beurre. Par conséquent, les transformateurs fabriquent en priorité d'autres produits, afin d'éviter de se voir coincés avec des inventaires de beurre durant des mois en attendant un acheteur ou la réouverture de la période d'achat de la Commission. Non seulement ceci a pour effet d'assurer aux consommateurs des produits laitiers frais durant toute l'année, mais cela réduit aussi les frais d'entreposage et d'intérêts que doit assumer la Commission sur les inventaires.

Cette attitude est généralement bien comprise et acceptée par l'industrie. Plus tôt, on a fourni des détails sur ce programme au chapitre intitulé "Prix de soutien".





dairy products remained steady, allowing exporting countries to maintain their inventories at reasonable levels. Among the more important influences on this situation, were the larger than anticipated purchases by the USSR, Poland and other countries.

Another factor which had a positive effect on the international dairy market situation was a leveling off of milk production in the European Economic Community. The Community, which represents about thirty percent of world milk production, during the previous five years had increased production at an average rate of three percent a year. In 1980/81, the rate of increase dropped to one percent. If this trend continues in 1981/82, it could result in a stabilizing of world prices, because two thirds of world dairy product exports come from the E.E.C. and New Zealand. The latter country is not a destabilizing factor on prices as it exports the same quantities year after year. However the recent build-up of United States inventories is of concern.

Skim Milk Powder

During 1980/81, strong demand used up all world production of skim milk powder which had increased by 3%, thus keeping stocks at the acceptable level of the previous year. Canadian exports amounted to 65,000 metric tons for the year ended July 1981, which was about the same amount as the previous year. Canada's share of world dairy trade has risen to about 8%. As of July 31, 1981, the Canadian Dairy Commission inventories of 32,000 metric tons were all sold and only awaiting shipment to customers.

During the year, the world price remained relatively constant at about \$1.25 per kilo-

gram. That the price remained at this level for over a year indicates the international market price for skim milk powder, although always subject to fluctuations, will unlikely fall to its price of a few years ago, 50¢ a kilogram or less. Increasing production costs and the desire in the E.E.C. to reduce the costs of their dairy program should assist. The only uncertain aspect is the problem of overproduction of skim milk powder in the United States in 1980. The presence and sales of this surplus will weaken world markets for this product if this production trend continues.

The relatively higher world prices meant in Canada the in-quota levy was held below \$3.00 per hectolitre for the fourth straight year. The over-quota levy was not increased either, in spite of increasing milk costs in Canada, and remained at a lower rate than in 1976/77.

The loss of \$18.60 per hectolitre of milk when sold on the world market as butter and skim milk powder is the basis for the decision by the Canadian Dairy Commission to diversify its range of dairy products exports. In the process it provided an opportunity to expand the size of the Canadian dairy industry. The marketing strategy of the Commission is to establish viable stable markets. Two products which combine well with Canadian milk industry expertise are evaporated milk and whole milk powder.

Evaporated Milk

In 1980/81, Canada's exports of evaporated milk reached 125,000 metric tons, an increase of 34% from the previous year. The principal markets were Mexico and Algeria. The Canadian Dairy Commission keeps available a combination of seven processing plants which can produce about 10 million cases of evaporated milk for export, half in cans of 170g and half in 410g. This allows the Commission to take advantage of the better markets which become available from year to year.

Whole Milk Powder

During the year, for the first time the Commission was able to sell instantized whole milk powder from a new plant built for this purpose in 1980. The plant can produce either regular or instantized product packaged in 25 kilo bags or in consumer size cans of 400g, 500g, 1 kg or 2 kg. The first sale was concluded towards the end of the 1980/81 year.

Poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation animale

Bien que la demande de poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation du bétail soit limitée, les approvisionnements en poudre dénaturée n'étaient pas suffisants pour combler le marché domestique. Lorsque le marché d'alimentation du bétail est à court, la Commission libère de la poudre à même ses inventaires, cette poudre est ensuite dénaturée afin de s'assurer qu'on ne l'utilise pas pour la consommation humaine par la suite. Le prix alors touché est supérieur au prix d'exportation de la poudre destinée à la consommation humaine, mais inférieur au prix de soutien pour la consommation humaine au Canada; la différence est financée par les producteurs laitiers. Près de 3,6 millions de kilogrammes furent utilisés à cette fin en 1980/81.

Situation du marché international

Les activités de mise en marché internationale de la Commission comprennent l'exportation de poudre de lait écrémé achetée en vertu du programme d'offre d'achat (décrit plus tôt à la section "Soutien financier du secteur laitier") et les exportations prévues de produits de lait entier, tels le fromage, la poudre de lait entier, le lait évaporé et le lait ultra haute température.

Au cours des 12 mois se terminant le 31 juillet 1981, la demande de produits laitiers s'est avérée soutenue, permettant aux pays exportateurs de maintenir leurs inventaires à un niveau raisonnable. Parmi les facteurs les plus importants ayant contribué à ce phénomène, on note les achats plus volumineux que prévus de la part de l'U.R.S.S., de la Pologne et d'autres pays.

Un autre facteur ayant eu un effet positif sur la situation du marché international des produits laitiers est une certaine stabilisation de la production laitière de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.). Celle-ci, qui représente près de 30% de la production laitière mondiale, avait augmenté sa production au cours des cinq années précédentes à un rythme moyen de 3% par année. En 1980/81 ce taux d'augmentation est tombé à 1%. C'est une tendance qui semble devoir se répéter en 1981/82 et, si c'est le cas, pourrait signifier un maintien des prix mondiaux, puisque plus des deux tiers des exportations de produits laitiers proviennent de la C.E.E. et de la Nouvelle-Zélande. Ce dernier pays n'est en aucune façon un facteur d'instabi-

lité des prix puisqu'il exporte les mêmes quantités d'année en année. Toutefois l'accumulation récente des inventaires américains pose une certaine inquiétude.

Poudre de lait écrémé

Au cours de 1980/81, une bonne demande a permis d'écouler toute la production mondiale de poudre de lait écrémé laquelle avait augmenté de 3%, maintenant ainsi les inventaires au niveau acceptable de l'année antérieure. Les exportations canadiennes se sont chiffrées à 65 000 tonnes métriques pour l'année se terminant le 31 juillet 1981, soit une quantité du même ordre que celle de l'année précédente. La part du Canada dans les exportations mondiales s'élève donc à environ 8,0%. Au 31 juillet 1981, les inventaires de la Commission canadienne du lait qui s'élevaient à 32 000 tonnes métriques étaient entièrement vendus et attendaient d'être expédiés.

Durant toute cette période, le prix est demeuré sensiblement constant à environ \$1,25 le kilogramme. Le fait que le prix soit demeuré à ce niveau élevé pendant plus d'une année nous laisse croire que le prix international de la poudre de lait écrémé, bien que toujours sujet à instabilité, ne descendra plus au bas niveau d'il y a quelques années, à savoir 50¢ ou moins le kilogramme. Les coûts de production sans cesse croissants et le désir de plus en plus apparent de la Communauté Economique Européenne de réduire le coût de son programme laitier sont des facteurs qui nous amènent à formuler cet énoncé. Le seul point obscur est le problème de surproduction de poudre de lait écrémé aux Etats-Unis en 1980. La vente de ce surplus amènerait certes une certaine dégradation du marché mondial pour ce produit.

Cette situation de prix relativement élevés a permis à la Commission canadienne du lait de maintenir le taux de la retenue intérieur-quota au-dessous de la marque de \$3,00 l'hectolitre pour une quatrième année consécutive. La retenue hors-quota, pour sa part, n'a pas été augmentée et, malgré la hausse constante du prix du lait au Canada, demeurait à un niveau plus bas qu'en 1976/77.

Cette perte de \$18,60 l'hectolitre de lait lorsqu'il est exporté sous forme de poudre de lait écrémé et de beurre est à l'origine de la décision de la C.C.L. de diversifier les exportations canadiennes de produits laitiers. Ce faisant, ceci a fourni l'opportunité à l'industrie laitière canadienne de prendre de l'expansion. La stratégie de mise en marché de la Commission est de créer des marchés stables économiquement viables.



Export Assistance Program

In pursuing its objectives of diversification, the Commission continues to encourage Canadian exporters to use this program. The program in effect enables processors to sell their products direct on export markets without going through Commission warehouses which enables savings on storage, interest and transport. The program also covers the costs of making available skim milk powder for animal feed when the domestic market is short. In 1980/81, the amount paid out in this program rose to \$18.9 million, an increase of 39% over that of 1979/80.

International Trade in Cheese

The 1980/81 dairy year was the first full 12 month period during which Canada exported aged Cheddar Cheese to the United Kingdom under the more favourable access terms negotiated in 1979 with the European Economic Community. Canada obtained quota for 2,750 tonnes annually, subject to a fixed levy. In return for this access, Canada granted the Community 60 percent of the annual global import quota into Canada of 21.4 thousand tonnes. Due to an inability to completely fill the quota in 1980, Canada negotiated an increase to the quota of 500 tonnes annually for 1981 and 1982 only.

For 1980 and subsequent years, arrangements under which cheese can be exported to the United States were altered slightly; however, the total quota access was not expanded.

On a calendar year basis Canada is afforded access to the United States for up to 833 tonnes of aged cheddar cheese and 1,211 tonnes of other cheeses. Certain specialty cheeses and soft varieties are exempt from import quota.

Overall export activity is summarized as follows:

	Dairy year 1980-81	Calendar Year 1980
	('000 kg)	
Aged Cheddar Cheese exports to the U.K.	2,564	1,456
Aged Cheddar Cheese exports to the U.S.A.	673	476
Other Cheese exports to the U.S.A.	525	559

The Canadian global cheese import quota is administered on a calendar year basis. It has been set at 21.4 thousand tonnes annually since 1978. Imports under this quota, from the EEC and all other sources combined were:

	Dairy Year 1980-81	Calendar Year 1980
	('000 kg)	
Cheese Imports from the EEC	12,668	11,910
Non-EEC	8,421	8,549
Total imports	21,102	20,459

The ratio of cheese imports to exports has been improving although it is nowhere near earlier levels. On a calendar year 1978 the ratio of imports to exports was 9 to 1; in 1979 it was 6 to 1 and in 1980, 7 to 1.

The Commission pays export assistance funded by milk producers to facilitate the sale of cheese on export markets. During 1980-81 a total of \$1.6 million was expended for this program. Specific rates applicable in the period were:

U.S.	20¢ per lb all cheese
U.K. Aug 80 to Mar 81	4¢ per lb
Apr 81 to Jul 81	20¢ per lb

Deux produits qui s'adaptent bien aux connaissances techniques de l'industrie laitière canadienne sont le lait évaporé et la poudre de lait entier.

Lait évaporé

En 1980/81, les exportations canadiennes de lait évaporé ont atteint 125 000 tonnes métriques, soit une augmentation de 34,4% sur le chiffre de l'année précédente. Les principaux marchés du Canada sont à nouveau le Mexique et l'Algérie. La Commission canadienne du lait a maintenant à sa disposition un complexe de sept usines pouvant produire jusqu'à 10 millions de caisses de lait évaporé pour l'exportation, 50% en contenants de 170 grammes et 50% en contenants de 410 grammes. Cela permet à la Commission de profiter des meilleurs marchés qui peuvent se présenter à elle d'une année à l'autre.

Poudre de lait entier

Au cours de l'année, la Commission a pu vendre pour la première fois de la poudre de lait entier instantanée de la nouvelle usine construite à cette fin en 1980. L'usine est capable de fabriquer de la poudre régulière ou instantanée en contenants de 25 kilogrammes (sacs) ou de détail (400 g, 500 g, 1 kg ou 2 kg). La première vente a été conclue vers la fin de l'année 1980/81.

Programme d'aide à l'exportation

Poursuivant son objectif de diversification, la Commission a continué d'encourager les exportateurs canadiens à utiliser ce programme d'aide. Ce programme permet en effet aux fabricants de vendre directement leurs produits sur les marchés extérieurs sans passer par des entrepôts de la Commission, ce qui permet des économies au niveau de l'entreposage, de l'intérêt et des coûts de transport. Le programme sert aussi à fournir de la poudre de lait écrémé pour l'alimentation du bétail lorsque le marché domestique est à court. En 1980/81, les montants payés en vertu de ce programme se sont élevés à \$18,9 millions, soit une augmentation de 39% sur ceux de 1979/80.

Marché international de fromage

L'année laitière 1980/81 fut la première période de douze mois où le Canada a exporté du fromage cheddar vieilli au Royaume-Uni en vertu des termes d'accessibilité plus favorables négociés en 1979 avec la Communauté économique européenne. Le Canada a obtenu alors un quota annuel de 2 750 tonnes assujetties à un prélève-

ment fixe. En retour de cet assouplissement le Canada a accordé à la Communauté 60% du quota annuel total d'importation de 21,4 mille tonnes au Canada. En raison de son incapacité à remplir complètement son quota en 1980, le Canada a négocié une augmentation de 500 tonnes annuelles de son quota pour les années 1981 et 1982 seulement.

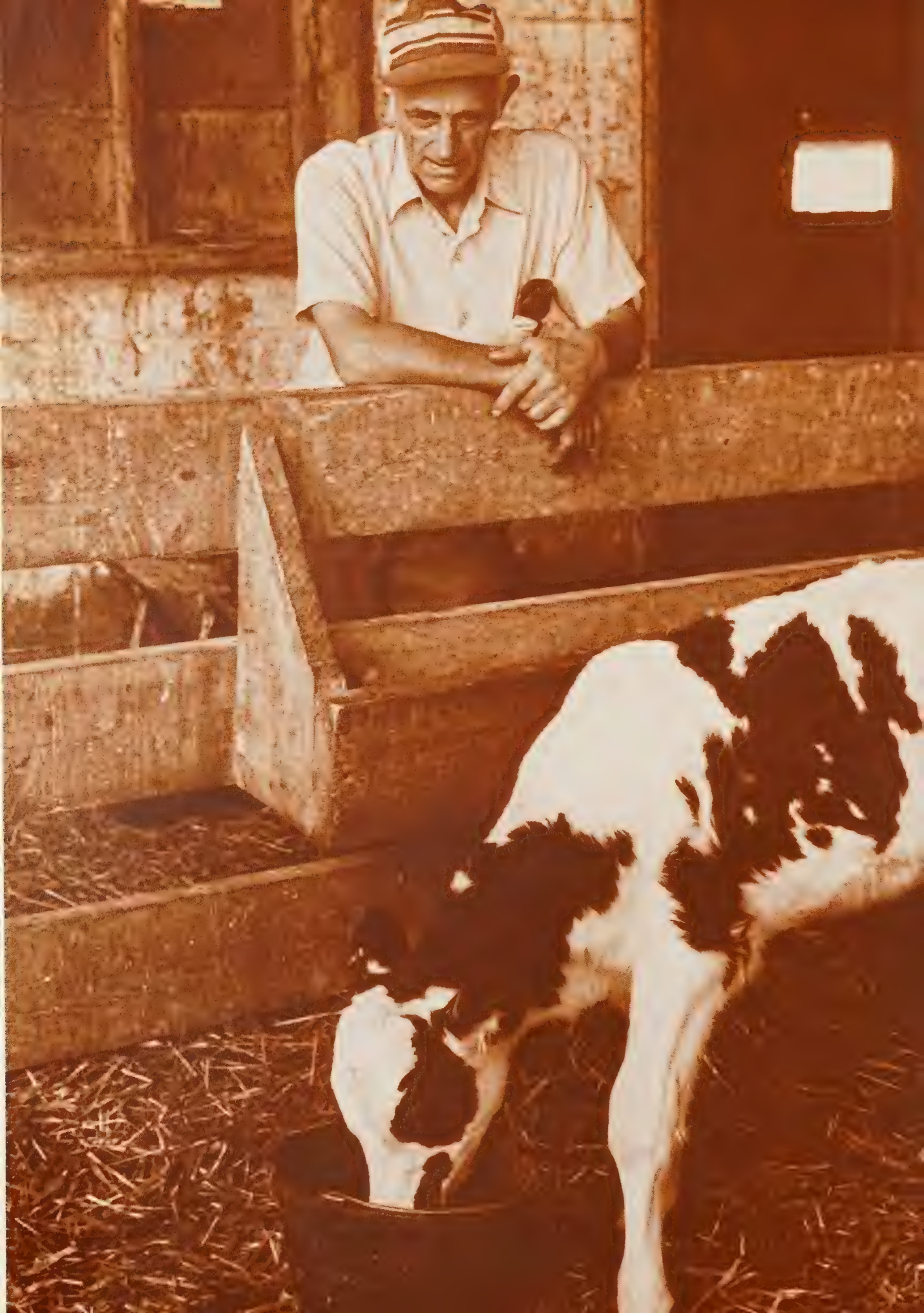
Pour l'année 1980 et les années subséquentes, les arrangements selon lesquels le fromage peut être exporté aux États-Unis furent modifiés légèrement bien que le quota total, lui, ne fut pas augmenté.

Sur une période équivalente à une année civile, le Canada est autorisé à expédier aux États-Unis jusqu'à concurrence de 833 tonnes de fromage cheddar vieilli et 1 211 tonnes de fromages variés. Certaines variétés de fromages fins et mous ne sont pas assujetties à un quota d'importation.

L'ensemble des activités d'exportation se résume comme suit:

	Année laitière 1980-81	Année civile 1980
	('000 kg)	
Cheddar vieilli Exportations de fromage vers le R.-U.	2 564	1 456
Cheddar vieilli Exportations de fromage vers les É.-U.	673	476
Exportations d'autres fromages vers les É.-U.	525	559

Le quota global d'importation de fromage est administré sur la base de l'année civile. Il a été établi à 21,4 mille tonnes annuellement depuis 1978. Les importations contingentées prove-



nant de la Communauté économique européenne et d'autres sources combinées, étaient:

	Année laitière 1980-81	Année civile 1980
	('000 kg)	
Importations de fromage de la C.E.E.	12 668	11 910
Excepté la C.E.E.	8 421	8 549
Importations totales	21 102	20 459

Le rapport entre les importations et les exportations de fromage s'est grandement amélioré

bien qu'il soit encore loin des niveaux qu'on a connus dans les années passées. Au cours de l'année civile 1978, le rapport entre les importations et les exportations était de 9 pour 1; en 1979 il s'établissait à 6 pour 1 et en 1980 à 7 pour 1.

La Commission verse une aide à l'exportation, financée par les producteurs, afin de faciliter la vente de fromage sur les marchés d'exportation. En 1980/81, une somme totale de 1,6 million de dollars fut consentie pour ce programme. Plus précisément, voici les taux qu'on appliquait au cours de cette période:

É.-U.	20¢ la lb pour tous les fromages
R.-U. Août 1980 à mars 1981	4¢ la lb
Avril 1981 à juillet 1981	20¢ la lb



Canadian consumer demand for dairy products is fairly constant all year-round. However milk production in Canada has traditionally been on a seasonal pattern (high point June, low December). While some provinces have already achieved even year-round milk deliveries, the bulk of Canadian industrial milk production for processing purposes is still on a seasonal pattern.

There are real benefits to the entire industry if milk production can be spread out more evenly throughout the year. In 1977/78, farmers were advised of this goal. The first major step was the altering of the commencement of the dairy year to August 1.

Farmers now begin the traditionally low milk production months of the winter with plenty of quota which encourages them to produce without restraint during the winter. In most provinces this has helped to improve the imbalance in the seasonality of annual milk production.

More even milk production greatly assists the national supply management program. If any adjustments in quotas are required during the year to keep milk production in relation to market requirements, these can be made in time to minimize the possibilities of

over or under production for the year. For individual farmers spreading out their milk production improves cash flow, reducing seasonal financial pressures.

More even year-round milk supplies are of benefit to processors who are able to reduce peak processing capacity requirements. Many plants have had to be designed for large capacity which are only fully utilized during the very short peak milk production period of summer and then operated at greatly reduced capacity for much of the remainder of the year. More even milk supplies also means fresher dairy products to meet increasing consumer demand for these products.

The results of the change in the dairy year plus a variety of supporting programs introduced by individual provinces have been a steady improvement in evening out milk production. The April to September summer season compared to the October to March winter period has improved from 62.5/37.5 in 1977/78 to 59.1/40.9 in 1980/81. (See table 13)

A comparison is provided for in table 14, where all milk and cream production, fluid and industrial, is shown.



Généralement, la consommation canadienne de produits laitiers est constante tout au long de l'année. Cependant, au Canada, la production a plutôt tendance à suivre une courbe saisonnière (production intensive en juin, baisse en décembre). Bien que certaines provinces soient parvenues à équilibrer leurs livraisons tout au long de l'année, la plus grande partie du lait destiné à la transformation suit toujours une courbe saisonnière.

Une production laitière uniforme tout au cours de l'année offre de multiples avantages à l'industrie. En 1977/78, les producteurs étaient sensibilisés à cet objectif. La première étape importante fut de reporter le début de l'année laitière au 1^{er} août.

Les producteurs peuvent maintenant entreprendre les premiers mois de l'hiver (traditionnellement reconnus comme peu productifs) avec amplement de quota, ce qui les encourage à produire sans restriction aucune pendant l'hiver. Ceci a contribué à réduire dans la plupart des provinces le déséquilibre attribuable à la saisonnalité de la production laitière.

Une production annuelle uniforme aide considérablement l'administration du programme de gestion des approvisionnements. Si un ajustement de quota devient nécessaire au cours de l'année afin de ramener la production au niveau de la demande, on peut alors effectuer ce changement en temps voulu, pour minimiser les ris-

ques de sous-production ou surproduction. Au niveau du producteur, l'étalement de la production assure des liquidités tout en réduisant les pressions financières saisonnières.

Cette production annuelle uniformisée profite aux transformateurs qui n'ont plus à prévoir des installations conçues pour transformer d'énormes quantités de lait lors des périodes de production intensive. Dans le passé, plusieurs usines de transformation devaient être dotées de tels équipements, mais ils n'étaient pas utilisés pleinement, sauf pour la courte période d'été, et devaient ensuite fonctionner à capacité réduite le reste de l'année. De plus, l'approvisionnement uniformisé permettra aux transformateurs d'assurer un meilleur service de livraison de produits laitiers frais, répondant ainsi à la demande des consommateurs.

Le changement de l'année laitière ajouté aux divers programmes de soutien introduits par les provinces nous rapprochent graduellement d'une production uniforme. Le rapport entre la période estivale d'avril à septembre et la période hivernale d'octobre à mars, s'est amélioré passant de 62,5/37,5 en 1977/78 à 59,1/40,9 en 1980/81. (Voir tableau 13).

Une comparaison apparaît au tableau 14, où la production de lait et de crème provenant des secteurs de la transformation et de la consommation est illustrée.



Table 13**Distribution between Summer and Winter Months
of Industrial Milk and Cream Production Only**

Dairy year		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	Canada
(%)											
1977/78	S	63.9	56.4	64.4	65.5	60.1	58.9	60.4	59.1	52.7	62.5
	W	36.1	43.6	35.6	34.5	39.9	41.1	39.6	40.9	47.3	37.5
1978/79	S	62.1	55.0	65.2	64.2	57.2	57.6	63.1	58.8	50.5	60.9
	W	37.9	45.0	34.8	35.8	42.8	42.4	36.9	41.2	49.5	39.1
1979/80	S	62.5	56.8	63.6	61.7	58.0	57.1	61.8	58.4	52.9	59.8
	W	37.5	43.2	36.4	38.3	42.0	42.9	38.2	41.6	47.1	40.2
1980/81	S	62.4	56.4	61.7	61.3	57.2	55.0	58.3	57.0	53.4	59.1
	W	37.6	43.6	38.3	38.7	42.8	45.0	41.7	43.0	46.6	40.9

S — Summer — April to September

W — Winter — October to March

Table 14**Distribution between Summer and Winter Months
of All Milk Production, Fluid and Industrial**

Dairy year		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	Canada
(%)											
1977/78	S	61.4	51.8	54.8	61.6	55.7	55.3	55.8	54.7	51.1	57.6
	W	38.6	48.2	45.2	38.4	44.3	44.7	44.2	45.3	48.9	42.4
1978/79	S	60.4	51.3	54.8	60.8	54.5	54.8	57.1	54.6	50.3	56.9
	W	39.6	48.7	45.2	39.2	45.5	45.2	42.9	45.4	49.7	43.1
1979/80	S	59.8	51.4	53.8	57.8	54.1	54.1	57.6	53.9	50.1	55.4
	W	40.2	48.6	46.2	42.2	45.9	45.9	42.4	46.1	49.9	44.6
1980/81	S	61.3	52.3	55.0	58.9	54.4	53.6	52.0	53.6	51.0	55.8
	W	38.7	47.7	45.0	41.1	45.6	46.4	48.0	46.4	49.0	44.2

S — Summer — April to September

W — Winter — October to March

Tableau 13

Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver
Production de lait de transformation et de crème seulement

Année laitière		Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	Colombie- Britannique	Canada
(%)											
1977/78	E	63.9	56.4	64.4	65.5	60.1	58.9	60.4	59.1	52.7	62.5
	H	36.1	43.6	35.6	34.5	39.9	41.1	39.6	40.9	47.3	37.5
1978/79	E	62.1	55.0	65.2	64.2	57.2	57.6	63.1	58.8	50.5	60.9
	H	37.9	45.0	34.8	35.8	42.8	42.4	36.9	41.2	49.5	39.1
1979/80	E	62.5	56.8	63.6	61.7	58.0	57.1	61.8	58.4	52.9	59.8
	H	37.5	43.2	36.4	38.3	42.0	42.9	38.2	41.6	47.1	40.2
1980/81	E	62.4	56.4	61.7	61.3	57.2	55.0	58.3	57.0	53.4	59.1
	H	37.6	43.6	38.3	38.7	42.8	45.0	41.7	43.0	46.6	40.9

E — été — avril à septembre

H — hiver — octobre à mars

Tableau 14

Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver
Toute la production de lait de transformation et de consommation

Année laitière		Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	Colombie- Britannique	Canada
(%)											
1977/78	E	61.4	51.8	54.8	61.6	55.7	55.3	55.8	54.7	51.1	57.6
	H	38.6	48.2	45.2	38.4	44.3	44.7	44.2	45.3	48.9	42.4
1978/79	E	60.4	51.3	54.8	60.8	54.5	54.8	57.1	54.6	50.3	56.9
	H	39.6	48.7	45.2	39.2	45.5	45.2	42.9	45.4	49.7	43.1
1979/80	E	59.8	51.4	53.8	57.8	54.1	54.1	57.6	53.9	50.1	55.4
	H	40.2	48.6	46.2	42.2	45.9	45.9	42.4	46.1	49.9	44.6
1980/81	E	61.3	52.3	55.0	58.9	54.4	53.6	52.0	53.6	51.0	55.8
	H	38.7	47.7	45.0	41.1	45.6	46.4	48.0	46.4	49.0	44.2

E — été — avril à septembre

H — hiver — octobre à mars

The admittance of industrial milk producers into fluid pools within each province was a condition of eligibility for fluid producers to receive Government of Canada subsidy payments on that portion of their milk deliveries used for manufacturing purposes under Market Sharing Quota.

Integration arrangements were recognized by the Commission when definite steps were taken by the fluid pools to admit manufacturing milk shippers who meet farm and milk standards applicable to the fluid trade.

Integration of qualifying industrial milk producers to the fluid market is considered to be equitable for producers and has been one of the major goals of the Canadian Dairy Commission.

Programs continue with increasing numbers of qualified industrial milk producers

being admitted to "fluid pools" and thereby sharing in the premium priced fluid milk returns.

In 1980/81 fluid pool producers represented 58.6% of all bulk milk shippers, up from 53.5% in 1979/80, and they produced 59.7% of the industrial milk recorded for 1980/81, up from 53.4% in 1979/80. (See table 15). Cream producers are not included in table 15 as very few make the changeover to bulk milk deliveries.

The progress of integration in national terms over the last four years is demonstrated in table 15. In 1972/73 the number of exclusively industrial milk shippers was twice that of fluid pool shippers; by 1980/81 the trend has reversed to 1.4 fluid pool shippers for every industrial milk shipper.

Table 15
Progress in Integration⁽¹⁾
A Comparison of Milk Producers and Shipments

Province		Number of producers		% of producers		% Industrial shipments		% Total milk shipments	
		1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81
Prince Edward Island	Industrial	616	487	82.7	77.3	85.8	77.8	66.9	64.0
	Fluid-Ind.	129	143	17.3	22.7	14.2	22.2	33.1	36.0
Nova Scotia	Industrial	4	13	0.5	1.8	0.9	1.3	0.3	.1
	Fluid-Ind.	750	697	99.5	98.2	99.1	98.7	99.7	99.9
New Brunswick	Industrial	19	—	3.5	—	3.7	—	0.9	—
	Fluid-Ind.	520	539	96.5	100.0	96.3	100.0	99.1	100.0
Québec	Industrial	19,925	13,980	81.0	63.8	86.1	60.7	68.4	53.6
	Fluid-Ind.	4,737	7,937	19.0	36.2	13.9	39.3	31.6	46.4
Ontario	Industrial	5,034	1,847	34.2	11.8	31.5	15.0	17.5	13.9
	Fluid-Ind.	9,664	10,143	65.8	88.2	68.5	85.0	82.5	86.1
Manitoba	Industrial	67	—	4.2	—	1.8	—	0.9	—
	Fluid-Ind.	1,526	1,378	95.8	100.0	98.2	100.0	99.1	100.0
Saskatchewan	Industrial	411	202	42.6	22.1	61.6	28.7	23.2	13.6
	Fluid-Ind.	554	714	57.4	77.9	38.4	71.3	76.8	86.4
Alberta	Industrial	910	478	45.2	24.6	50.7	22.1	24.5	11.0
	Fluid-Ind.	1,104	1,463	54.8	75.4	49.3	77.9	75.5	89.0
British Columbia	Industrial	3	46	0.2	3.9	0.2	1.9	0.1	0.1
	Fluid-Ind.	1,271	1,137	99.8	96.1	99.8	98.1	99.9	99.9
Canada	Industrial	26,989	17,053	57.1	41.4	60.2	40.3	37.6	26.3
	Fluid-Ind.	20,255	24,151	42.9	58.6	39.8	59.7	62.4	73.7

(1) Does not include cream producers as very few switch to bulk milk deliveries or integrate. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk. "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets

La participation des producteurs de lait de transformation aux pools de lait de consommation dans chacune des provinces, constituait l'une des conditions d'admissibilité des producteurs de lait de consommation à la subvention versée par le Gouvernement du Canada sur la partie de leur production continuent à la transformation.

La Commission reconnaît la validité des conventions de mise en commun du lait de consommation dans la mesure où elles englobent les producteurs de lait de transformation qui satisfont aux exigences établies pour les exploitations et le lait de consommation.

L'intégration des producteurs de lait de transformation qui répondent aux exigences du marché de lait nature est une pratique équitable pour les producteurs et fut l'un des principaux objectifs de la Commission canadienne du lait.

Les programmes se poursuivent alors qu'un nombre toujours croissant de producteurs de lait de transformation admissibles sont intégrés au

marché du lait de consommation et partagent ainsi les revenus plus attrayants de ce secteur.

En 1980/81, les producteurs de lait de consommation représentaient 58,6% des producteurs de lait en vrac par rapport à 53,5% en 1979/80. Quant à leur production, elle représentait 59,7% des livraisons de lait de transformation en 1980/81, alors qu'en 1979/80 elle comptait pour 53,4%. (Voir tableau 15) Le tableau 15 ne tient pas compte des producteurs de crème puisque très peu d'entre eux ont converti leur exploitation pour livrer en vrac.

Le tableau 15 illustre les progrès de l'intégration au niveau national au cours des quatre dernières années. Alors qu'en 1972/73 le rapport entre les producteurs de lait de transformation seulement et les producteurs de lait de consommation était de 2 pour 1, la tendance est inversée et le rapport est maintenant de 1,4 producteur de lait de consommation pour chaque producteur de lait de transformation.

Tableau 15

Évolution de l'intégration⁽¹⁾

Comparaison entre les producteurs laitiers et les livraisons de chacun des groupes

Province		Nombre de producteurs		% de producteurs		% livraisons de lait de transformation		% livraisons totales	
		1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81
Île-du-Prince-Édouard	industriel	616	487	82.7	77.3	85.8	77.8	66.9	64.0
	nature-ind.	129	143	17.3	22.7	14.2	22.2	33.1	36.0
Nouvelle-Écosse	industriel	4	13	0.5	1.8	0.9	1.3	0.3	.1
	nature-ind.	750	697	99.5	98.2	99.1	98.7	99.7	99.9
Nouveau-Brunswick	industriel	19	—	3.5	—	3.7	—	0.9	—
	nature-ind.	520	539	96.5	100.0	96.3	100.0	99.1	100.0
Québec	industriel	19,925	13,980	81.0	63.8	86.1	60.7	68.4	53.6
	nature-ind.	4,737	7,937	19.0	36.2	13.9	39.3	31.6	46.4
Ontario	industriel	5,034	1,847	34.2	11.8	31.5	15.0	17.5	13.9
	nature-ind.	9,664	10,143	65.8	88.2	68.5	85.0	82.5	86.1
Manitoba	industriel	67	—	4.2	—	1.8	—	0.9	—
	nature-ind.	1,526	1,378	95.8	100.0	98.2	100.0	99.1	100.0
Saskatchewan	industriel	411	202	42.6	22.1	61.6	28.7	23.2	13.6
	nature-ind.	554	714	57.4	77.9	38.4	71.3	76.8	86.4
Alberta	industriel	910	478	45.2	24.6	50.7	22.1	24.5	11.0
	nature-ind.	1,104	1,463	54.8	75.4	49.3	77.9	75.5	89.0
Colombie-Britannique	industriel	3	46	0.2	3.9	0.2	1.9	0.1	0.1
	nature-ind.	1,271	1,137	99.8	96.1	99.8	98.1	99.9	99.9
Canada	industriel	26,989	17,053	57.1	41.4	60.2	40.3	37.6	26.3
	nature-ind.	20,255	24,151	42.9	58.6	39.8	59.7	62.4	73.7

(1) N'inclut pas les producteurs de crème, puisque très peu ont transformé leur installation pour livrer en vrac, ou se sont intégrés. "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait

de transformation. "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.

The Commission conforms to the Government of Canada's Official Languages Resolution. In 1980/81, of the Commission's complement of 63 person years, 60 were subject to the terms and conditions of the Official Languages Resolution. Of the 60, 53 were designated bilingual and 7 were identified as unilingual English or French.

Commissioners

Chairman	Gilles Choquette
Vice Chairman	Elwood Hodgins
Commissioner	Clifford McIssac ⁽¹⁾

Senior Commission Personnel

Senior Policy Advisor	Charles Birchard
Senior Economist	Erik Kramar
Director of Finance	Paul Simard ⁽²⁾
Audit Manager	Laval Pagé ⁽³⁾
Director International Marketing	Richard Tudor Price
Director of Domestic Marketing and Product Promotion	Roger Cloutier
Director, Market Operations	Lorne Marcellus
Director Subsidy Operations	Richard Labossière
Director Legal Services	Paul Brown ⁽⁴⁾
Director of Information	Rowan Lalonde

(1) Dr. McIssac appointed December 19, 1980.

(2) Mr. Simard succeeded Mr. Owen Kelly who left July 14, 1981.

(3) Mr. Pagé succeeded Mr. Simard on July 15, 1981.

(4) Mr. Brown appointed November 1980, succeeded in September 1981 by Mr. Jean-Paul Fortin.

The Committee of nine members is appointed by the Minister of Agriculture to provide advice to the Canadian Dairy Commission on domestic dairy product marketing and related matters. The membership includes representation from farmers, processors, wholesalers, retailers and consumers. This year the Committee concentrated on factors affecting butter sales such as health concerns, the effectiveness of advertising programs, blends, quality control, the impact of brands and the possible advantages of a national brand, the selling practices and nutrition claims of competing spreads.

Chairman: Claude Chevalier

Members: Kenneth McKinnon

Jacques Boucher

Raynald Giroux

Dwight Stacey

Neil Gray

François Goulet

Eugene Vallée

Victoria Billingsley

Conformément à la résolution sur les langues officielles du gouvernement fédéral, voici où en était la Commission en 1980/81 dans l'application de sa politique en cette matière. Sur les 63 années-personnes dont se composait la Commission, 60 étaient assujetties aux modalités de la résolution. De ce nombre, 53 ont été désignées bilingues, 7 unilingues anglaises ou françaises.

Commissaires

Président	Gilles Choquette
Vice-président	Elwood Hodgins
Commissaire	Clifford McIsaac ⁽¹⁾

Cadres supérieurs de la Commission

Conseiller senior en politique laitière	Charles Birschard
Économiste sénior	Erik Kramar
Directeur des finances	Paul Simard ⁽²⁾
Directeur de la vérification	Laval Pagé ⁽³⁾
Directeur de la mise en marché internationale	Richard Tudor Price
Directeur de la mise en marché intérieure et de la promotion des produits	Roger Cloutier
Directeur des transactions commerciales	Lorne Marcellus
Directeur, administration des subsides	Richard Labossière
Directeur, services juridiques	Paul Brown ⁽⁴⁾
Directeur de l'information	Rowan Lalonde

(1) Dr. McIsaac a été nommé le 19 décembre 1980.

(2) M. Simard a succédé à M. Owen Kelly qui a quitté le 14 juillet 1981.

(3) M. Pagé a succédé à M. Simard le 15 juillet 1981.

(4) M. Brown a été nommé en novembre 1980. M. Jean-Paul Fortin lui a succédé en septembre 1981.

Le Comité est composé de 9 membres nommés par le ministre de l'Agriculture afin de conseiller la Commission canadienne du lait sur toute question traitant de la mise en marché domestique des produits laitiers. Font partie de ce comité des représentants des producteurs, des transformateurs, des grossistes, des détaillants et des consommateurs. Cette année, le comité s'est concentré sur les facteurs affectant les ventes de beurre, comme par exemple ses répercussions sur la santé, l'efficacité des programmes de publicité, les mélanges oléo-beurre, les contrôles de qualité, l'impact des marques commerciales et les avantages d'une marque nationale, les pratiques commerciales et le débat sur la nutrition soulevé par les principaux concurrents.

Président:	Claude Chevalier
Membres:	Kenneth McKinnon
	Jacques Boucher
	Raynald Giroux
	Dwight Stacey
	Neil Gray
	François Goulet
	Eugene Vallée
	Victoria Billingsley

In 1980/81, the review of National Dairy Policy in effect since 1975 got underway in earnest. The Commission therefore concentrated its information efforts on explaining the record of the existing policy as developed over the years with the cooperation of milk producers and processors, provincial and federal governments.

The Commission felt the lengthy aspect of the review would work to the advantage of the current program in demonstrating its flexibility and appropriateness, in particular in view of the volatility of world markets.

The industry and the policy went on to have the best year ever in terms of the performance of supply management while recording continued improvements in reducing seasonal milk production, greater integration of producers into fluid pools, full recovery of export costs within the year plus a modest surplus to be carried into a new year, and successful export marketing of an expanded mix of dairy products in consumer packages.

These achievements were promoted at every opportunity by the Commission. A focus of the dialogue process was the two day conference on national dairy policy hosted by the Ministers of Agriculture and Consumer and Corporate Affairs during which public representations were received from organizations representing milk producers and processors, retailers and consumers.

The activities of milk producer organizations to generate support for the existing policy directions increased farmer awareness of the federal programs. Media articles kept consumers aware of the policy options being discussed.

As the year drew to a close, the policy review was not completed and the government announced its intentions to research further the costs of milk production before making any new longer term dairy policy commitment.



En 1980/81, la révision de la politique laitière nationale en vigueur depuis 1975 a été entreprise consciencieusement. La Commission a par conséquent concentré ses efforts d'information sur l'explication du bilan de la politique existante telle que développée au cours des années avec la coopération des producteurs et des transformateurs de lait et avec la coopération des gouvernements fédéral et provinciaux.

La Commission a cru que l'aspect exhaustif de la révision serait à l'avantage du programme en cours en démontrant sa flexibilité et sa justesse, en particulier par rapport à la volatilité des marchés mondiaux.

Ce fut pour l'industrie et la politique laitière la meilleure des années en termes de performance de la gestion des approvisionnements, tout en enregistrant des améliorations continues dans la réduction de la production saisonnière de lait, une plus grande intégration des producteurs sur les marchés de lait de consommation, le recouvrement complet des coûts d'exportation dans l'année en plus d'un modeste surplus applicable à la prochaine année et une mise en marché réussie pour l'exportation de divers produits

laitiers dans un emballage destiné aux consommateurs.

Ces réussites ont été mises en évidence chaque fois que la Commission en a eu la chance. La conférence de deux jours portant sur la politique laitière nationale sous l'égide des ministres de l'Agriculture et des Consommateurs et des Corporations, est un exemple de dialogue. Durant ces assises, des organismes représentant des transformateurs et des producteurs de lait, des détaillants et des consommateurs ont eu l'occasion de se faire entendre publiquement.

Les activités des organismes représentant les producteurs de lait, visant à apporter leur appui aux politiques existantes, ont accru la conscience des fermiers vis-à-vis les programmes fédéraux. Les articles de journaux ont sensibilisé les consommateurs aux diverses options de la politique en voie d'être révisée.

Vers la fin de l'année, la révision de la politique n'était pas terminée et le gouvernement a annoncé son intention de fouiller plus profondément les coûts de production du lait avant de s'engager dans une nouvelle politique laitière à long terme.



The purpose of these comments are to highlight and explain further the *Audited Financial Statements* of the Commission which follow.

The *Statement of Marketing Operations* funded by producers shows a net income of \$14.2 million compared with \$5.4 million loss for the preceding year. As a result the export account has a surplus of \$9.4 million. By previous agreement with the C.M.S.M.C., any surplus of up to \$10 million is not to be refunded to producers nor is any adjustment in levy rates to be made in the following year: it is held as a contingency fund. The treatment of any excess over \$10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

The *Statement of Operations* for the year financed by the federal government shows the total expenditure of \$298.5 million as compared to \$291.0 million for the preceding year. The major element of the government expenditure during each year are the subsidies paid to producers amounting to \$278.3 million in 1980/81 and which were \$269.5 million in 1979/80. The overall level of subsidy payments over the last five years has remained constant. The payment of this

subsidy to producers reduces the cost of dairy products to consumers. Expenses relative to marketing operations increased to \$14.6 million in 1980/81 as compared to \$13.6 million for the preceding year.

Regarding the financial position statement, the *Balance Sheet*, the receivables and inventories have increased significantly due to higher sales this year compared to last year and increases in production. These increases in the current assets (receivables and inventories) have resulted in a corresponding increase in payables to suppliers.

The slight decrease in loans payable to the Federal Government is attributable to net income this year in the export account as compared to a loss the previous year.

Other Highlights

The Commission is in the process of developing procedures for the impending installation of a mini-computer. The installation of the computer will improve the accuracy, reliability and timeliness of the financial and operating data which are vital in making sound management decisions. The system will also help in improving overall accountability, controls and efficiency.



Le but de ces commentaires est de mettre en évidence et d'expliquer plus en profondeur les états financiers vérifiés de la Commission qui apparaissent ci-après.

L'état des activités de commercialisation financées par les producteurs montre un revenu net de 14,2 millions de dollars comparé à une perte de 5,4 millions de dollars pour l'année précédente. Conséquemment, le compte d'exportation a un surplus de 9,4 millions de dollars. En vertu d'un accord antérieur avec le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, tout surplus jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars ne doit pas être remis aux producteurs ni aucun ajustement dans les taux de retenue ne doit être fait dans l'année suivante; il est mis en réserve comme une sorte de fonds de secours. L'usage qu'on fera de tout montant excédant 10 millions de dollars est laissé au bon vouloir du Comité de gestion.

L'état des opérations annuelles financées par le gouvernement fédéral démontre des dépenses totales de 298,5 millions de dollars comparé à 291 millions de dollars pour l'année précédente. L'élément le plus important des dépenses gouvernementales est constitué des subventions versées aux producteurs qui ont atteint 278,3 millions de dollars en 1980/81 et qui étaient de 269,5 millions de dollars en 1979/80. Le niveau global des paiements de subventions au cours des cinq dernières années est demeuré constant. Le paiement de cette subvention aux

producteurs réduit le coût des produits laitiers aux consommateurs. Les dépenses reliées aux opérations de commercialisation ont atteint 14,6 millions de dollars en 1980/81 comparé à 13,6 millions de dollars pour l'année précédente.

En ce qui concerne l'état de l'évolution de la situation financière, ce qu'on appelle communément le bilan, les montants à recevoir et les inventaires ont augmenté de façon significative à cause des ventes plus élevées cette année comparé à l'année dernière et aux augmentations de la production. Ces augmentations des montants à recevoir et des inventaires ont eu comme résultat une augmentation correspondante des montants à payer aux fournisseurs.

La légère diminution des emprunts à rembourser au Gouvernement du Canada est attribuable au revenu net enregistré cette année dans le compte d'exportation, comparé à une perte l'année précédente.

Autres particularités

La Commission est en train de développer des procédures pour l'installation éminente d'un mini-ordinateur. L'installation de l'ordinateur va améliorer l'exactitude, la fiabilité et l'à-propos des données financières et d'exploitation qui sont vitales dans le processus de prise de décisions saines de la part de l'administration. Le système aidera également à améliorer la responsabilité globale, les contrôles et l'efficacité.

Report to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1981.

The Honourable Eugene Francis Whelan, P.C., M.P.
Minister of Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1981 and the statements of retained earnings, operations, marketing operations supported by producers and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Commission as at July 31, 1981 and the results of its operations and the

changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Commission, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers except that producer levies have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission.

Deputy Auditor General
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario
January 25, 1982

Rapport au ministre de l'Agriculture sur la vérification des comptes et des états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981.

L'honorable Eugene Francis Whelan, C.P., député
Ministre de l'Agriculture

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1981 ainsi que l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats, l'état des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

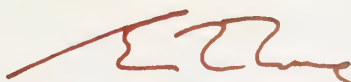
À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 juillet 1981 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa

situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires à l'exception du fait que les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlement et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait.

sous-vérificateur général
pour le vérificateur général du Canada

le 25 janvier 1982
Ottawa (Ontario)



Balance Sheet as at July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Assets		
Deposit with the Receiver General for Canada	\$ —	\$ 3
Deposit and trust account	—	9,246
Accounts receivable		
Trade	30,132	19,133
Government of Canada	70,566	70,753
Producer levies	30,483	29,277
Inventories (Note 3)	103,440	91,413
Prepaid capital assistance (Note 4)	5,925	—
	<u>\$ 240,546</u>	<u>\$ 219,825</u>
Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 58,423	\$ 27,585
Levies repayable	—	15,340
Subsidies payable to producers	67,372	67,142
Loans from Government of Canada (Note 5)	105,347	114,513
	<u>231,142</u>	<u>224,580</u>
Retained earnings		
Retained earnings (deficit) (Note 6)	9,404	(4,755)
	<u>\$ 240,546</u>	<u>\$ 219,825</u>

Approved by the Commission:

Gilles Choquette

Chairman

Clifford McIssac

Commissioner

Paul Simard

Director of Finance

Bilan au 31 juillet 1981


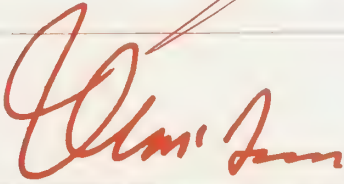
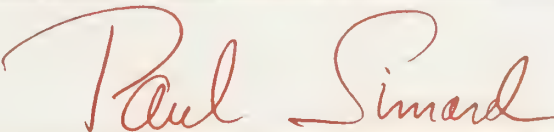
	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	\$ —	\$ 3
Dépôt en fidéicommis	—	9,246
Débiteurs		
Clients	30,132	19,133
Gouvernement du Canada	70,566	70,753
Cotisations des producteurs	30,483	29,277
Stocks (note 3)	103,440	91,413
Aide de capital versée à l'avance (note 4)	5,925	—
	<u>\$ 240,546</u>	<u>\$ 219,825</u>
Passif		
Créditeurs et passif couru	\$ 58,423	\$ 27,585
Cotisations à rembourser	—	15,340
Subventions à payer aux producteurs	67,372	67,142
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	105,347	114,513
	231,142	224,580
Bénéfices non répartis		
Bénéfices non répartis (déficit) (note 6)	9,404	(4,755)
	<u>\$ 240,546</u>	<u>\$ 219,825</u>

Approuvé par la Commission:

le Président

un Commissaire

le Directeur des finances

Statement of Retained Earnings for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Retained earnings (deficit) at beginning of year	\$ (4,755)	\$ 601
Cost of operations	284,307	296,368
	289,062	295,767
Financing by Government of Canada (Note 7)		
Agricultural Stabilization Board	292,885	283,141
Parliamentary appropriations Agriculture Votes 40 and 40b	5,298	7,599
Services provided by government departments without charge	283	272
	298,466	291,012
Retained earnings (deficit) at end of year	<u>\$ 9,404</u>	<u>\$ (4,755)</u>

Statement of Operations for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Subsidies to producers of milk and cream used for industrial purposes (Schedule D)	\$ 278,291	\$ 269,544
Expenses related to marketing operations		
Interest on loans from Canada net of interest on credit sales (Note 5)	7,826	7,308
Storage	3,109	3,057
Freight	2,795	2,147
Handling	395	379
Commissions	—	111
Miscellaneous	469	595
	14,594	13,597
Product promotion	2,100	4,500
Research	342	651
Administrative expense (Schedule A)	3,139	2,720
Expenditures financed by Government of Canada	298,466	291,012
Net income (loss) on marketing operations supported by producers	14,159	(5,356)
Cost of operations	<u>\$ 284,307</u>	<u>\$ 296,368</u>

État des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	\$ (4,755)	\$ 601
Coût de l'exploitation	284,307	296,368
	289,062	295,767
Financement par le gouvernement du Canada (note 7)		
Office de stabilisation des prix agricoles	292,885	283,141
Crédits parlementaires		
Crédits 40 et 40b — Agriculture	5,298	7,599
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	283	272
	298,466	291,012
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	<u>\$ 9,404</u>	<u>\$ (4,755)</u>

État des résultats pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (annexe D)	\$ 278,291	\$ 269,544
Dépenses liées aux opérations de la commercialisation		
Intérêt sur les emprunts auprès du Canada après déduction de l'intérêt sur les ventes à crédit (note 5)	7,826	7,308
Entreposage	3,109	3,057
Fret	2,795	2,147
Manutention	395	379
Commissions	—	111
Dépenses diverses	469	595
	14,594	13,597
Réclame à l'endroit des produits	2,100	4,500
Recherche	342	651
Frais d'administration (annexe A)	3,139	2,720
Dépenses financées par le gouvernement du Canada	298,466	291,012
Bénéfice net (perte nette) sur les opérations de la commercialisation supportée par les producteurs	14,159	(5,356)
Coût de l'exploitation	<u>\$ 284,307</u>	<u>\$ 296,368</u>

Statement of Marketing Operations Supported by Producers
for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Sales	\$ 276,881	\$ 214,056
Cost of sales	370,762	314,453
Loss on sales	93,881	100,397
Export and domestic assistance	18,911	13,609
Loss before capital assistance and producer levies	112,792	114,006
Capital assistance (Note 4)	7,699	1,626
Loss before producer levies	120,491	115,632
Recovered through producer levies		
Industrial milk (Schedule B)	126,904	99,323
Fluid milk (Schedule C)	7,746	10,953
	134,650	110,276
Net income (loss) (Schedule E)	<u>\$ 14,159</u>	<u>\$ (5,356)</u>

État des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Ventes	\$ 276,881	\$ 214,056
Coût des ventes	370,762	314,453
Perte sur les ventes	93,881	100,397
Aide à l'exportation et aide domestique	18,911	13,609
Perte avant l'aide de capital et les cotisations des producteurs	112,792	114,006
Aide de capital (note 4)	7,699	1,626
Perte avant les cotisations des producteurs	120,491	115,632
Recouvrement à même les cotisations des producteurs		
Lait industriel (annexe B)	126,904	99,323
Lait nature (annexe C)	7,746	10,953
	134,650	110,276
Bénéfice net (perte nette) (annexe E)	<u>\$ 14,159</u>	<u>\$ (5,356)</u>

Statement of Changes in Financial Position
for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Funds provided		
Operations		
Agricultural Stabilization Board	\$ 292,885	\$ 283,141
Parliamentary appropriations	5,298	7,599
Cost of operations	(284,307)	(296,368)
Services provided by government departments without charge	283	272
	14,159	(5,356)
Loans from government of Canada	242,212	207,314
Increase in amounts payable	15,728	—
Decrease in amounts receivable	—	11,899
Decrease (increase) deposit with the Receiver General for Canada	3	(3)
	<u>\$ 272,102</u>	<u>\$ 213,854</u>
Funds applied		
Loans repaid to Government of Canada	\$ 251,378	\$ 206,315
Increase in inventories	12,027	7,228
Capital assistance	5,925	—
Increase in amounts receivable	2,772	—
Decrease in amounts payable	—	311
	<u>\$ 272,102</u>	<u>\$ 213,854</u>

Funds are defined as deposit with the Receiver General for Canada.

État de l'évolution de la situation financière
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Provenance des fonds		
Exploitation		
Office de stabilisation des prix agricoles	\$ 292,885	\$ 283,141
Crédits parlementaires	5,298	7,599
Coût de l'exploitation	(284,307)	(296,368)
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	283	272
	14,159	(5,356)
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	242,212	207,314
Augmentation des montants à payer	15,728	—
Diminution des montants à recevoir	—	11,899
Diminution (augmentation) du dépôt auprès du Receveur général du Canada	3	(3)
	<u>\$ 272,102</u>	<u>\$ 213,854</u>
Utilisation des fonds		
Emprunts remboursés au gouvernement du Canada	\$ 251,378	\$ 206,315
Augmentation des stocks	12,027	7,228
Aide de capital	5,925	—
Augmentation des montants à recevoir	2,772	—
Diminution des montants à payer	—	311
	<u>\$ 272,102</u>	<u>\$ 213,854</u>

*Les fonds constituent un dépôt auprès
du Receveur général du Canada.*

Notes to Financial Statements July 31, 1981

1 Objectives

The objectives of the Canadian Dairy Commission as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67 are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a

fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality".

2 Significant accounting policies

- (a) Acquisition of furniture and equipment is charged to administrative expense in the year of purchase.
- (b) Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.

- (c) The estimated loss from commitments to purchase products at Canadian support prices is charged to marketing operations supported by producers.
- (d) Trade accounts receivable in foreign currencies have been translated into Canadian dollars at rates prevailing at year end. Income is charged or credited with all exchange differences.

3 Inventories

The inventories are valued at the lower of cost and net realizable value and consist of:

	1981	1980
Skim milk powder	\$ 41,090,000	\$ 19,530,000
Butter	49,213,000	56,560,000
Other related dairy products	13,137,000	15,323,000
	<u>\$ 103,440,000</u>	<u>\$ 91,413,000</u>

These inventories have been adjusted as follows:

Skim milk powder

Prices for surplus skim milk powder on the world market are lower than on the domestic market, resulting in the estimated net realizable value of the inventory as at July 31, 1981 being \$22,405,000 (\$20,957,000 in 1980) less than the Canadian support price.

Other related dairy products

The inventory includes evaporated milk and whole milk powder and the estimated net realizable value of the inventory as at July 31, 1981 is \$5,678,000 (\$4,689,000 in 1980) less than acquisition cost.

4 Capital assistance

To meet the export market requirements of 10% of Canadian requirements or a maximum of 4.4 million hectolitres of milk in consumer size as agreed by the Canadian Milk Supply Management Committee and agreed by Cabinet, the Canadian Dairy Commission has encouraged the construction of two processing plants for evaporated milk and one processing plant for instantized whole milk powder.

The Canadian Dairy Commission is purchasing these products from these plants at a price higher than the basic price in order to reimburse them over a three year period for capital investment costs.

These investments will amount to \$20.5 million and will be reduced to \$15.0 million with the payment of grants from provincial and federal governments and the repayment of residual value of buildings and equipment.

Notes afférentes aux états financiers du 31 juillet 1981

1 Objectifs

Les objectifs de la Commission canadienne du lait, ainsi qu'établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait 1966-1967, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir

une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

2 Conventions comptables importantes

- a) L'acquisition de mobilier et de matériel est imputée aux frais d'administration de l'exercice d'achat.
- b) Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.
- c) La perte estimative provenant des engagements envers l'achat de produits au prix de soutien canadien est imputée aux opérations de la commercialisation supportée par les producteurs.
- d) Les comptes-clients en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens au taux régnant à la fin de l'exercice. Toutes les différences dues au change sont imputées ou créditées aux résultats.

3 Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette et se ventilent comme suit:

	1981	1980
Poudre de lait écrémé	\$ 41,090,000	\$ 19,530,000
Beurre	49,213,000	56,560,000
Autres produits laitiers connexes	13,137,000	15,323,000
	<u>\$ 103,440,000</u>	<u>\$ 91,413,000</u>

Ces stocks ont été rajustés comme il suit:

Poudre de lait écrémé

Les prix des surplus de poudre de lait écrémé sur le marché mondial sont inférieurs aux prix domestiques, de sorte que la valeur de réalisation nette estimative des stocks au 31 juillet 1981 était \$22,405,000 (\$20,957,000 en 1980) de moins que le prix de soutien canadien.

Autres produits laitiers connexes

Les stocks comprennent le lait évaporé et la poudre de lait entier. La valeur de réalisation nette estimative des stocks, au 31 juillet 1981, est \$5,678,000 (\$4,689,000 en 1980) de moins que le coût d'acquisition.

4 Aide de capital

Afin de répondre aux besoins du marché d'exportation, lequel représente 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions hectolitres de lait dans des contenants conçus pour la vente au détail, et suite à l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du Cabinet, la Commission canadienne du lait a encouragé la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et d'une usine de transformation pour la poudre de lait entier dit "instant".

La Commission canadienne du lait achète ces produits de ces usines à un prix supérieur au prix de base afin de rembourser ces dernières sur une période de trois ans pour les coûts d'investissement en capital.

Ces investissements se chiffreront à \$20.5 millions et seront réduits à \$15 millions lors du versement des octrois par les gouvernements provinciaux et fédéral et du remboursement de la valeur résiduelle des bâtisses et du matériel.

5 Loans from Government of Canada

Loans from Canada obtained to finance the purchase of dairy products bear interest rates varying from 10.875% to 15.625% per annum. There are no specific terms of repayment. Interest, calculated on a simple basis, is paid at the time of any

principal repayment. Interest expense on loans from Canada was \$8,183,000 for the year and the accrued interest was \$1,367,000 at July 31, 1981.

6 Surplus/deficit policy

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, subject to a commitment by the federal government to continue to accept responsibility for major year-end deficits in the export account resulting from unanticipated changes in the export market or Canada's currency exchange rate. Producers are fully responsible however to cover all losses on special export

production under the export quota program.

Surplus in the export account up to \$10 million is not to be refunded to producers nor by any adjustment of levy rates in the following year. The treatment of any excess over \$10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

7 Financing

Agriculture Votes 40 and 40b which cover program expenditures for the Commission lapsed \$580,000 in 1981 (\$255,000 in 1980).

Funding to cover subsidies and marketing expenses is provided by a contribution from the Agricultural Stabilization Board through Agriculture

Vote 20. The funds provided through this Vote amounted to \$292,885,000 (\$283,141,000 in 1980), of which \$278,291,000 related to subsidies (\$269,544,000 in 1980) and \$14,594,000 related to marketing expenses (\$13,597,000 in 1980).

8 Outstanding commitments

As at July 31, 1981, the Commission is committed to purchase skim milk powder and other related products produced prior to July 31, 1981 at the Canadian support prices in an amount of approximately \$20,264,000. The loss which may result from these purchases at higher than export prices

has been estimated to be approximately \$7,565,000. The amount of this estimated loss has been charged to the marketing operations supported by producers and is included in accounts payable and accrued liabilities.

9 Contingent liability

At July 31, 1981, the Commission was a defendant in a lawsuit amounting to \$1,800,000. The

lawsuit resulted from a dispute over the sale of butteroil in 1976.

10 Agents' commissions

The Commission has used the services of agents for sales in connection with marketing of dairy products on the world market. Commissions are

charged to cost of sales on the Statement of Marketing Operations Supported by Producers. Commissions paid or payable are as follows:

Date of Appointment	Name of Agent	Market Area	1981	1980
November 1976	Coop Fédérée de Québec	Algeria	\$ 1,677,000	\$ 929,000
July 1979	Intercontinental	Mexico	751,000	271,000
			<u>\$ 2,428,000</u>	<u>\$ 1,200,000</u>

5 Emprunts auprès du Gouvernement du Canada

Les emprunts contractés auprès du Canada pour financer l'achat de produits laitiers portent des taux d'intérêt variant de 10.875% à 15.625% par année. Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt calculé comme intérêt simple, est versé

au moment de tout remboursement du capital. Les dépenses d'intérêt sur les emprunts auprès du Canada s'élevaient à \$8,183,000 pour l'exercice et les intérêts courus étaient de \$1,367,000 au 31 juillet 1981.

6 Politique concernant les surplus/déficits

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, selon un engagement du gouvernement fédéral de continuer d'accepter la responsabilité de déficits importants en fin d'exercice dans le compte d'exportation résultant de changements imprévus dans le marché d'exportation ou dans le taux du change des devises canadiennes. Les producteurs sont toutefois entièrement responsables de toute perte reliée à la production spéciale pour

l'exportation à l'intérieur du quota du programme d'exportation.

Le surplus jusqu'à \$10 millions dans le compte d'exportation ne peut être remboursé aux producteurs soit par tout rajustement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à \$10 millions doit être déterminée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

7 Financement

En 1981, un montant de \$580,000 provenant des Crédit 40 et 40b — Agriculture qui doit combler les dépenses occasionnées par les programmes de la Commission, est resté inutilisé (\$255,000 en 1980).

Les fonds pour le financement des subventions et des dépenses de commercialisation sont fournis en tant que contribution par l'Office de stabilisation des

prix agricoles, à même le Crédit 20 — Agriculture. Les fonds provenant de ce Crédit étaient de \$292,885,000 (\$283,141,000 en 1980), dont \$278,291,000 se rattachaient aux subventions (\$269,544,000 en 1980) et \$14,594,000 se rattachaient aux dépenses de commercialisation (\$13,597,000 en 1980).

8 Engagements non réglés

Au 31 juillet 1981, la Commission s'est engagée à acheter de la poudre de lait écrémé et d'autres produits connexes fabriqués avant le 31 juillet 1981 au prix de soutien du marché canadien au montant d'environ \$20,264,000. La perte qui pourrait découler de ces achats, à des prix plus élevés que ceux du marché

d'exportation, a été estimée à environ \$7,565,000. Le montant de cette perte estimative a été imputé aux opérations de la commercialisation supportée par les producteurs et il est compris dans la rubrique crédi-teurs et passif couru.

9 Passif éventuel

Au 31 juillet 1981, la Commission était la défenderesse dans une poursuite judiciaire de \$1,800,000.

La poursuite judiciaire résultait d'une controverse en 1976, touchant la vente d'huile de beurre.

10 Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la mise en marché de produits laitiers sur le marché mondial. Les commissions sont imputées au coût des ventes et apparaissent à l'état

des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs.

Les commissions payées ou à payer sont comme il suit:

Date de la nomination	Nom de l'agent	Endroit du marché	1981	1980
novembre 1976	Coop Fédérée de Québec	Algérie	\$ 1,677,000	\$ 929,000
juillet 1979	Intercontinental	Mexique	751,000	271,000
			<u>\$ 2,428,000</u>	<u>\$ 1,200,000</u>

Administrative Expense
for the year ended July 31, 1981

Schedule A

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Salaries	\$ 1,454	\$ 1,068
Professional and special services	394	464
Transportation and communications	319	280
Data processing and cheque issue services	283	272
Rentals	198	165
Remuneration of members of the Commission	135	120
Audit Services Bureau fees	131	126
Other personnel costs	125	169
Utilities, materials and supplies	44	46
Acquisition of furniture and equipment	33	8
Repairs and maintenance	17	2
Miscellaneous	6	—
	<u>\$ 3,139</u>	<u>\$ 2,720</u>

Levies on Industrial Milk
for the year ended July 31, 1981

Schedule B

	Milk Shipments (in litres)	In Quota @ \$2.80 hectolitre	Export @ \$0.16 hectolitre	Total
	(in thousands)			
Prince Edward Island	72,357	\$ 2,026	\$ 116	\$ 2,142
Nova Scotia	56,617	1,585	91	1,676
New Brunswick	38,397	1,075	—	1,075
Quebec	2,215,056	62,105	3,544	65,649
Ontario	1,325,023	37,145	2,120	39,265
Manitoba	150,247	4,207	—	4,207
Saskatchewan	76,061	2,130	—	2,130
Alberta	225,436	6,312	—	6,312
British Columbia	150,274	4,208	240	4,448
	<u>4,309,468</u>	<u>\$ 120,793</u>	<u>\$ 6,111</u>	<u>\$ 126,904</u>

Frais d'administration
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe A

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Traitements	\$ 1,454	\$ 1,068
Services professionnels et spéciaux	394	464
Transport et communications	319	280
Services de traitement des données et d'émission de chèques	283	272
Locations	198	165
Rémunération des membres de la Commission	135	120
Honoraires du Bureau des services de vérification	131	126
Autres coûts au titre du personnel	125	169
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	44	46
Acquisition de mobilier et de matériel	33	8
Réparations et entretien	17	2
Dépenses diverses	6	—
	<u>\$ 3,139</u>	<u>\$ 2,720</u>

Cotisations sur le lait industriel
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe B

	Livraisons de lait (en litres)	Quota intérieur @ \$2.80 l'hectolitre	Exportation @ \$0.16 l'hectolitre	Total
	(en milliers)			
L'Île-du-Prince-Édouard	72,357	\$ 2,026	\$ 116	\$ 2,142
Nouvelle-Écosse	56,617	1,585	91	1,676
Nouveau-Brunswick	38,397	1,075	—	1,075
Québec	2,215,056	62,105	3,544	65,649
Ontario	1,325,023	37,145	2,120	39,265
Manitoba	150,247	4,207	—	4,207
Saskatchewan	76,061	2,130	—	2,130
Alberta	225,436	6,312	—	6,312
Colombie-Britannique	150,274	4,208	240	4,448
	<u>4,309,468</u>	<u>\$ 120,793</u>	<u>\$ 6,111</u>	<u>\$ 126,904</u>

Levies on Fluid Milk
for the year ended July 31, 1981

Schedule C

	Sales (in litres)	Levies*
	(in thousands)	
Prince Edward Island	15,804	\$ 48
Nova Scotia	112,199	338
New Brunswick	70,379	209
Quebec	625,792	1,871
Ontario	983,761	2,977
Manitoba	103,191	313
Saskatchewan	94,112	277
Alberta	260,173	788
British Columbia	310,626	925
	<u>2,576,037</u>	<u>\$ 7,746</u>

*Calculated at 5% of subsidy rate
of \$6.03 per hectolitre of sales.

Subsidies to Producers of Milk and
Cream (Based on butterfat used for
industrial purposes) for the year
ended July 31, 1981

Schedule D

	Shipments	Amount
	(thousands of kilograms)	(thousands of dollars)
Prince Edward Island	2,927	\$ 4,903
Nova Scotia	2,259	3,784
New Brunswick	1,732	2,901
Quebec	79,666	133,440
Ontario	53,492	89,600
Manitoba	6,500	10,889
Saskatchewan	4,047	6,778
Alberta	10,000	16,750
British Columbia	5,520	9,246
	<u>166,143</u>	<u>\$ 278,291</u>

Cotisations sur le lait nature
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe C

	Ventes (en litres)	Cotisations*
	(en milliers)	
L'Île-du-Prince-Édouard	15,804	\$ 48
Nouvelle-Écosse	112,199	338
Nouveau-Brunswick	70,379	209
Québec	625,792	1,871
Ontario	983,761	2,977
Manitoba	103,191	313
Saskatchewan	94,112	277
Alberta	260,173	788
Colombie-Britannique	310,626	925
	<u>2,576,037</u>	<u>\$ 7,746</u>

*Calculées à 5% de taux du subvention
de \$6.03 par hectolitre de ventes.

Subventions aux producteurs de lait et
de crème (basées sur la matière grasse
utilisée à des fins industrielles) pour
l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe D

	Livraisons	Montant
	(en milliers de kilogrammes)	(en milliers de dollars)
L'Île-du-Prince-Édouard	2,927	\$ 4,903
Nouvelle-Écosse	2,259	3,784
Nouveau-Brunswick	1,732	2,901
Québec	79,666	133,440
Ontario	53,492	89,600
Manitoba	6,500	10,889
Saskatchewan	4,047	6,778
Alberta	10,000	16,750
Colombie-Britannique	5,520	9,246
	<u>166,143</u>	<u>\$ 278,291</u>

Marketing Operations by Product
for the year ended July 31, 1981

Schedule E

	Butter	Skim Milk Powder	Evaporated Milk	Others*	Total
(in thousands of dollars)					
Sales	\$ 89,954	\$ 80,889	\$ 104,173	\$ 1,865	\$ 276,881
Cost of sales	86,734	144,183	130,496	9,349	370,762
Loss (gain) on sales	(3,220)	63,294	26,323	7,484	93,881
Export and domestic assistance	26	11,804	3,598	3,483	18,911
Loss (gain) before capital assistance and producer levies	<u>\$ (3,194)</u>	<u>\$ 75,098</u>	<u>\$ 29,921</u>	<u>\$10,967</u>	112,792
Capital assistance (Note 4)					7,699
Loss before producer levies					120,491
Producer levies					134,650
Net income					<u>\$ 14,159</u>

	Kilograms	Kilograms	Cases	Kilograms
(volume in millions)				
Sales	26.2	63.4	6.7	1.0
Purchases	22.2	71.0	6.2	3.1

*Other products include
cheese and whole milk powder.

Opérations de la commercialisation
selon les produits pour l'exercice
terminé le 31 juillet 1981

Annexe E

	Beurre	Poudre de lait écrémé	Lait évaporé	Autres*	Total
(en milliers de dollars)					
Ventes	\$ 89,954	\$ 80,889	\$ 104,173	\$ 1,865	\$ 276,881
Coût des ventes	86,734	144,183	130,496	9,349	370,762
Pertes (bénéfice) sur les ventes	(3,220)	63,294	26,323	7,484	93,881
Aide à l'exporta- tion et aide domestique	26	11,804	3,598	3,483	18,911
Perte (bénéfice) avant l'aide de capital et les cotisations des producteurs	<u>\$ (3,194)</u>	<u>\$ 75,098</u>	<u>\$ 29,921</u>	<u>\$ 10,967</u>	112,792
Aide de capital (note 4)					7,699
Perte avant les cotisations des producteurs					120,491
Cotisations des producteurs					134,650
Bénéfice net					<u>\$ 14,159</u>
	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes	
(volume en millions)					
Ventes	26.2	63.4	6.7	1.0	
Achats	22.2	71.0	6.2	3.1	

*Les autres produits comprennent
le fromage et la poudre de lait entier.

Should you require further information on the operations of the Commission or the Canadian dairy industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Please contact:

Information Services
Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z2

Tel. (613) 998-9490

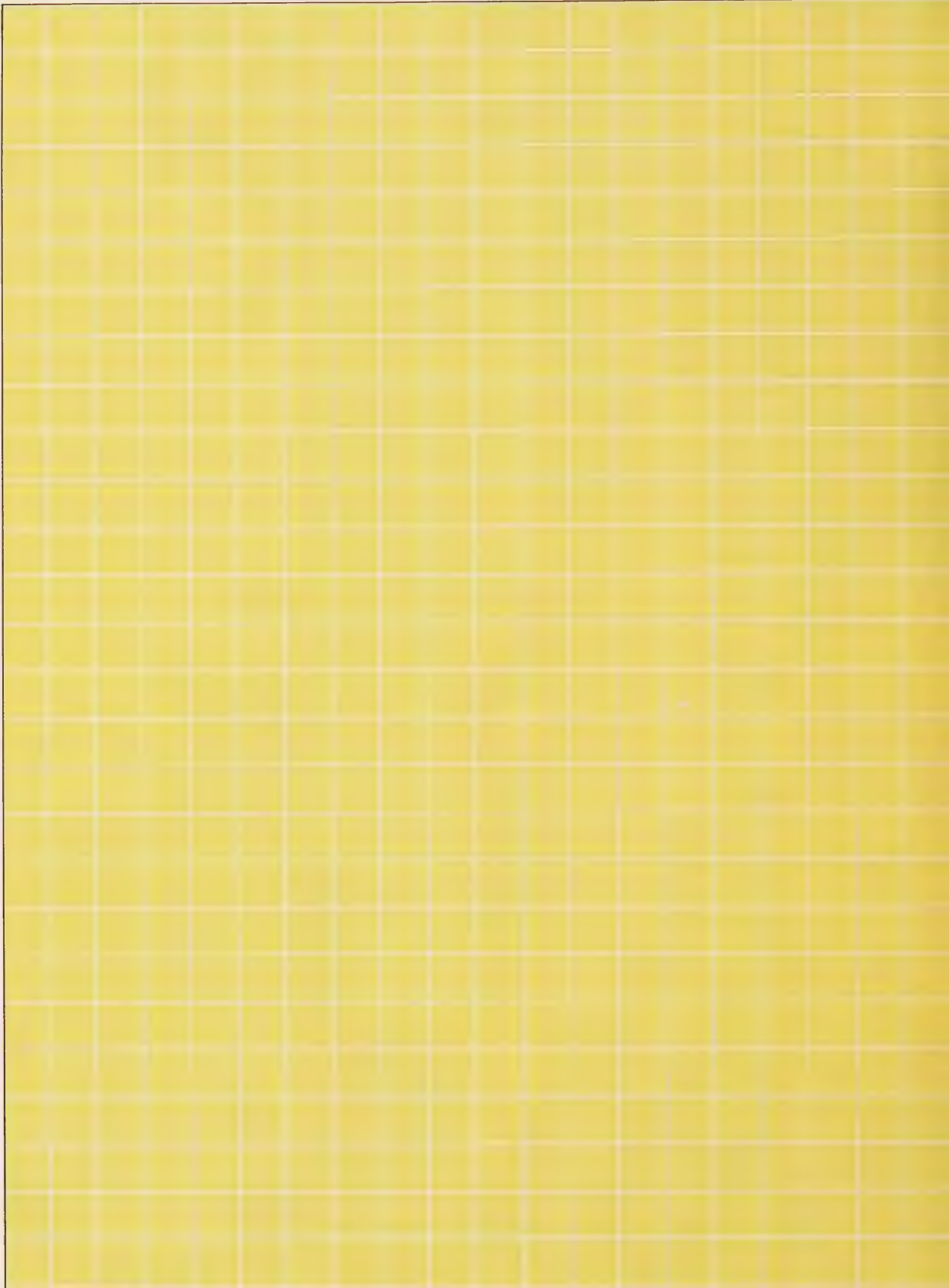
Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière canadienne, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

Veuillez vous adresser au:

Service d'information
Commission canadienne du lait
2197 Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0Z2

Tél. (613) 998-9490





E CANADIAN
RY COMMISSION
1/82 ANNUAL REPORT

LA COMMISSION
CANADIENNE DU LAIT
RAPPORT ANNUEL 1981/82

Canada

Government
Publication

CAI
DB 15
- A56



Available in Canada through
Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Hull, Quebec, Canada K1A 0S9
and
Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario, Canada K1A 0Z2
Catalogue No. CC 101-1982
ISBN 0-662-52531-0

Disponible au Canada par l'entremise du
Centre d'édition du gouvernement du
Canada
Approvisionnement et Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9
et
Commission canadienne du lait
2197, Promenade Riverside
Ottawa, Ontario, Canada K1A 0Z2
No de catalogue CC 101-1982
ISBN 0-662-52531-0

Cover photograph:
Canadian products go well together!

Photographie de la page couverture :
Les produits canadiens, ils s'adonnent
bien!



The Honourable Eugene Whelan
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Minister:



The Canadian Dairy Commission is pleased to report to you on its activities for the year ended July 31, 1982.

It was a challenging year for the dairy industry. Up to this point in time the industry had been experiencing a relatively stable period of consumer demand and milk supply. However by mid dairy year the effects of the overall economic difficulties in the domestic and world economies caught up with the Canadian milk industry in the form of a decline in consumption of dairy products in Canada and reduced revenues from exports.

Throughout 1981/82 dairy farmers continued to receive milk price increases to cover changes in the costs of producing milk, as measured by the Returns Adjustment Formula. However revenues for that portion of their milk production sold on world markets continued to drop. The main reason was the accumulation of large stocks of dairy products in major milk producing countries overhanging the world market and reduced demand from the traditional major purchasing countries as a result of their own economic difficulties.

In spite of sincere efforts by the Canadian Milk Supply Management Committee to reduce domestic milk production during the last half of

the year, there was 7.4% more milk produced than required due to reduced consumption and the filling of the sleeve portion of Market Sharing Quotas.

The costs of exporting surplus dairy products were higher than the levies collected. The resulting shortfall in levy funds collected by provinces from producers and remitted to the Commission in order to cover export costs was partially offset by the surplus from the previous dairy year. The remaining \$16.1 million deficit will be financed from an increase to the in-quota levy in the next dairy year, 1982/83.

Larger amounts of butter and skim milk powder tendered to the Commission under the dairy price support program increased the carrying charges financed by government.

In addition to the concerns about the effects of the changes in the market place, the industry remained nervous about the possible outcome of the interdepartmental review of the government's National Dairy Policy, in particular the major examination of the costs of producing milk. There was considerable disagreement about the study methods chosen and the data used. In order to improve the collection of cost of production data, the Commission has expanded its

rable Eugene F. Whelan
tre de l'Agriculture
va, Ontario.

ieur le ministre,

Commission canadienne du lait
aisir de vous soumettre le rap-
le ses activités pour l'année se-
nant le 31 juillet 1982.

fut une année pleine de défis
l'industrie laitière. Jusqu'à
enant, l'industrie avait connu
emande des consommateurs
n approvisionnement assez
es. Cependant, au milieu de
ée laitière, les effets des diffi-
économiques à l'échelle du
et du monde ont commencé
e ressentis par l'industrie
e canadienne avec une dimi-
n de la consommation de pro-
aitiers sur le marché intérieur
les marchés d'exportation, et
diminution des revenus des
tations.

ut au cours de l'année
82, les producteurs laitiers
ontinué à bénéficier d'aug-
tations de prix du lait pour cou-
s augmentations des coûts de
oduction laitière, tels que
rés par la formule d'ajuste-
des revenus. Cependant, les
us qu'ils ont touchés pour la
de la production laitière qui
endue sur les marchés mon-
ont continué à diminuer. Cela
lique essentiellement par
mulation de stocks importants
roduits laitiers dans les prin-
x pays producteurs, accumu-
qui tient à l'augmentation de

l'offre sur les marchés mondiaux et
à la réduction de la demande des
principaux pays acheteurs suite à
leurs propres difficultés écono-
miques.

Même si au cours de la seconde
moitié de l'année, le Comité cana-
dien de gestion des approvisionne-
ments de lait s'est efforcé de
réduire la production intérieure de
lait, la baisse de la consommation
et une production accrue de la
marge de réserve des quotas expli-
quent qu'on ait eu un excédent de
7,4% par rapport aux besoins.

Les coûts d'exportation des sur-
plus de produits laitiers ont été plus
élevés que les retenues prélevées.
Ce déficit dans les fonds prélevés
par les provinces auprès des pro-
ducteurs et versés à la Commission
pour couvrir les coûts d'exportation
a été en partie compensé par les
surplus de l'année laitière précé-
dente. Les 16,1 \$ millions de déficit
restant seront financés grâce à
une augmentation des retenues
intérieures-quota pendant la pro-
chaine année laitière, 1982/1983.

De plus grandes quantités de
beurre et de lait écrémé en poudre
offertes à la Commission dans le
cadre du programme de soutien
des prix des produits laitiers ont
imposé une augmentation des frais
d'administration financés par le
gouvernement.

En plus des inquiétudes quant
aux effets de l'évolution du marché,
l'industrie est restée nerveuse dans
l'attente des conclusions de la
revue interministérielle de la poli-
tique laitière nationale du gouver-
nement, surtout en ce qui concerne
l'examen des coûts de production
du lait. Les désaccords ont été nom-
breux et importants sur les métho-
des retenues pour l'étude et les
données utilisées. Afin d'améliorer
la cueillette des données sur les
coûts de production, la Commission
a élargi son programme de co-
financement de la cueillette des
données avec les provinces.

En juin, le gouvernement rendait
public son programme de restric-
tions à 6% et 5% des salaires et des
prix pour deux ans, pour toutes les

co-funding of data collection with provinces.

In June the government announced its two year wage and price restraint program of 6 and 5 percent for all activities under its jurisdiction. This included the dairy support program administered by the Commission.

In 1981/82, the Commission's exports increased to \$231 million from \$203 million in 1980/81 in a very difficult world market. Major customers continue to be countries with petroleum based revenues such as Mexico, Algeria, Libya and Nigeria.

During the year, the Commission was the subject of a comprehensive audit by the Auditor General of Canada. The Commission is pleased to report that in addition to the improvements already underway at the time of the audit, it has put in place new measures in line with observations and recommendations of the Auditor General.

The Commission's volume of financial transactions increased a

further 13.3% to \$1.292 billion in 1981/82. This is comprised of \$271.4 million in subsidy payments, \$169.9 million in levy receipts from milk producers, \$819.8 million in purchases and sales of dairy products, \$25.8 million in marketing expenses funded by government and \$5.1 million for general administration and research, also funded by the federal government.

The enclosed audited Financial Statements of the Commission again this year contain the qualification by the Auditor General in his covering Auditor's Report that in his opinion "the producer levies have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission." Although the Commission continues to examine with provinces new ways in which to handle the levy issue, the Commission reiterates that in a subsequent legal opinion sought from the Department of Justice, it was stated that in this matter the Auditor General's opinion is not accurate in

so far as it concerns the situation of the producers' levies.

1981/82 was a difficult year for the dairy industry and there is every indication it will be even more so in 1982/83. The trends affecting dairy products as a result of reduced domestic consumption, buildups of huge surpluses all over the world and low world market prices are expected to continue. Nevertheless, it is the view of the Commission that, with the support of the government's National Dairy Policy, national supply management for industrial milk and cream remains the most appropriate manner by which to balance milk production with consumer demand.

It is our opinion that the Commission is fulfilling its mandate to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labor and investments while at the same time providing consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

Yours truly,

tés relevant de sa juridiction. englobait le programme de en des prix des produits lai- administré par la Commission. malgré un marché mondial très ant, les exportations de la mission sont passées de 203\$ ns en 1980/81 à 231\$ millions 81/82. Les principaux clients encore les pays dont les reve- proviennent du pétrole, comme xique, l'Algérie, la Lybie et le ia.

cours de l'année, la Commis- a fait l'objet d'une vérification rofondeur du Vérificateur ral du Canada. Elle est heu- e de signaler qu'en plus des orations déjà en cours au ent de cette vérification, elle is en place de nouvelles res en tenant compte des rvations et recommandations érificateur général.

volume total des transactions cières de la Commission a aug- é de 13,3% en 1981/1982 atteindre 1,292\$ milliard. implique un montant de

271,4\$ millions en paiements de subventions, 169,9\$ millions en retenues des producteurs laitiers, 819,8\$ millions dans l'achat et la vente de produits laitiers, 25,8\$ millions en frais d'administration et 5,1\$ millions en recherche et en administration générale, ces deux derniers montants pris à même les fonds gouvernementaux.

Les états financiers vérifiés de la Commission font encore cette année état de la remarque du Vérificateur général dans son rapport de vérification voulant qu'à son avis "les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlements et vont, par consé- quent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait". Si la Commission continue à étudier avec les provinces de nouvelles façons de traiter ce problème des retenues, elle s'est cependant fiée à un avis juridique subséquent du ministère de la Justice, qui conclut que l'opinion du Vérificateur général n'est pas exacte en ce qui concerne la question des cotisations

des producteurs.

1981/1982 a été une année difficile pour l'industrie laitière et on décèle des signes annonciateurs d'encore plus de difficultés en 1982/1983. On s'attend à ce que les tendances qui affectent les produits laitiers suite à la diminution de la consommation intérieure, à l'accumulation de stocks énormes partout dans le monde et au bas prix en vigueur sur les marchés mondiaux se poursuivent. La Commission est cependant d'avis que, avec l'appui de la politique laitière nationale du gouvernement du Canada, la gestion nationale des approvisionnements de lait industriel et de crème est encore le meilleur moyen d'équilibrer l'offre et la demande.

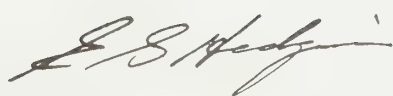
Nous estimons que la CCL a rempli son mandat qui consiste à offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Sincèrement vôtre,



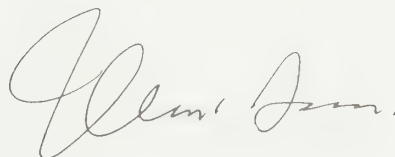
s Choquette

man
dent



Elwood Hodgins

Vice-Chairman
Vice-président



Clifford McIsaac

Commissioner
Commissaire

CONTENTS

The Structure of The Canadian Dairy Industry	8
The Role of the Canadian Dairy Commission	10
Dairy Support Operations	12
Target Returns for Industrial Milk	12
Returns Adjustment Formula	12
Subsidy Paid on Milk Production	12
Milk Production Reporting	18
Dairy Farmers who Shipped Milk and Cream for Manufacturing Purposes	20
Dairy Product Price Support Program	22
Volumes of Butter and Skim Milk Powder Handled	24
Cheddar Cheese	24
Import Controls	24
Milk Supply Management	26
Canadian Milk Supply Management Committee	26
National Market Sharing Quota	26
Supply Management Record	30
Reducing the Seasonality of Milk Production	32
Integration	34
Levies from Milk Producers	36
Marketing	38
Domestic Marketing	38
Research Program	38
Priority of Milk Use	38
Skim Milk Powder for Animal Feed	38
International Marketing	42
Market Situation	42
Skim Milk Powder, Evaporated Milk, Whole Milk Powder	42
Dairy Product Assistance Program	44
International Trade in Cheese	44
Consultative Committee to the Commission	50
Commission Personnel	51
Information and Public Relations	52
Financial Summary	54
Audited Financial Statements	57

TABLE DES MATIÈRES

La structure de l'industrie laitière canadienne	9
Le rôle de la Commission canadienne du lait	11
Soutien financier du secteur laitier	13
Revenus visés pour le lait de transformation	13
Formule d'ajustement des revenus	13
Subventions versées pour les expéditions de lait	15
Rapports de production laitière	17
Producteurs qui livrent du lait et de la crème aux fins de transformation	19
Programme de soutien des prix des produits laitiers	19
Quantités de beurre et de poudre de lait écrémé manutentionnées	21
Fromage cheddar	21
Contrôle des importations	21
Gestion des approvisionnements de lait	27
Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait	27
Quota national de mise en marché	27
Bilan de la gestion des approvisionnements	27
Réduction du caractère saisonnier de la production laitière	29
Intégration	35
Retenues des producteurs laitiers	37
Activités de commercialisation	39
Situation du marché domestique	39
Programme de recherche	39
Priorité d'utilisation du lait	39
Poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation animale	41
Situation du marché international	41
Situation du marché	41
Poudre de lait écrémé, lait évaporé, poudre de lait entier	43
Programme d'aide sur les produits laitiers	47
Marché international du fromage	47
Comité consultatif de la Commission canadienne du lait	50
Personnel de la Commission	51
Information et relations publiques	53
Sommaire de la situation financière	55
États financiers vérifiés	57

Support price structure	Structure du prix de soutien	14
Target Returns, assumed market returns, federal subsidy	Revenu visé, revenu estimatif sur le marché et subventions fédérales	15
Returns Adjustment Formula components	Composantes de la formule d'ajustement des revenus	16
Total subsidy paid	Subventions totales	17
Subsidy paid on industrial milk and cream to dairy farmers	Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème	18
Production of industrial milk and cream	Production de lait de transformation et de crème	20
Dairy farmers who shipped industrial milk and cream	Producteurs qui ont livré du lait de transformation et de la crème	22
Federal support prices for butter, skim milk powder and cheese	Prix de soutien fédéraux pour le beurre, la poudre de lait écrémé et le fromage	27
Marketing Activities by the CDC for products under the Dairy Product Price Support Program only	Activités de commercialisation de la CCL au niveau des produits soutenus par le programme de soutien du prix des produits laitiers	28
Components of National Market Sharing Quota	Détermination du quota national de mise en marché	29
Market Sharing Quota entitlement	Allocation du quota de mise en marché	30
Seasonal distribution of milk production between summer and winter months – industrial milk and cream production only – all milk and cream, both fluid and industrial	Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver – production de lait de transformation et de crème seulement – toute la production de lait et de crème de transformation et de consommation	33
Progress in integration	Évolution de l'intégration	34
Levies remitted to the CDC by provinces	Retenues remises à la CCL par les provinces	36
Levy rates	Taux des retenues	37
Per capita disappearance (consumption) of dairy products	Disparition (consommation) de produits laitiers par habitant	40
Cheese imports and exports	Exportations et importations de fromages	46

THE STRUCTURE OF THE CANADIAN DAIRY INDUSTRY

Canada has two major milk markets, fluid or table milk and fresh cream and industrial or processing milk and cream. Fluid milk accounts for the first 37% of milk production and industrial milk the remaining 63%.

Table milk and fresh cream is supplied by the individual fluid milk markets in each province. There is virtually no movement of these products between provinces and hence those markets remain entirely under the jurisdiction of the individual provinces.

Industrial or manufacturing milk is used for processing into products such as butter, skim milk powder, cheese, ice cream, yogurt, condensed milks, etc. Much of this production enters interprovincial and international trade and accordingly falls under federal jurisdiction. In order to manage this milk market on a national basis, it is covered by a federal provincial agreement.

All milk and cream in Canada is produced under supply management systems. In the case of fluid milk, it is administered independently by each province; in the case of industrial milk it is administered by individual provinces within a national milk marketing plan.

The Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) administers the national supply management program for industrial milk and cream under the federal-provincial agreement referred to as the National Milk Marketing Plan. The Committee estimates market demand for dairy products, determines the amount of milk required to produce these products and then uses a system of Market Sharing Quotas to share the national market among provinces. They in turn share their respective provincial allocations among their dairy farmers.

Farmers are responsible for costs associated with dairy products exported on the world market. Levies are collected by provincial agencies from producers on the

basis of the volume of milk they produce; these funds are then remitted to the Canadian Dairy Commission in order to cover costs of exporting products not needed in Canada, preplanned whole milk product exports and for programs resulting from CMSMC decisions. The over quota levy also serves as a means of controlling milk production.

In the matter of milk pricing, for fluid milk the provinces use a variety of pricing mechanisms. Because a constant supply of fluid milk is required fresh on a daily basis, prices paid to farmers are significantly higher than industrial milk prices and vary considerably from province to province. In the case of industrial milk, the federal government uses the Returns Adjustment Formula to determine a national Target Returns level or Target Price which enables efficient farmers to achieve fair returns for their milk.

Milk producers achieve the Target Returns level through a combination of market returns (negotiated within each province) and the federal subsidy on industrial milk and cream production.

In order to support the market returns portion of its Target Returns level, the federal government authorizes the Canadian Dairy Commission to administer a dairy product price support program involving the offer-to-purchase of butter and skim milk powder at prices set in relation to the Target Returns for industrial milk. These prices include a margin for processing.

Part of the Target Returns is paid to farmers as a federal subsidy. The effect is to both reduce the cost of dairy products to consumers as well as resulting in a larger market for farmers to supply than would be the case without the subsidy.

Imports of dairy products are controlled in order to protect the Canadian dairy industry against unfair competition from heavily subsidized imports and to protect

the national supply management of industrial milk and cream.

Dairy products are marketed in Canada by processors, wholesalers and retailers. The major role of the Canadian Dairy Commission in the industry is to ensure there are plentiful supplies of dairy products available to consumers throughout the year. The Commission achieves this by always having available sufficient stocks of butter and skim milk powder to meet any market demand for these products. This enables processors to concentrate on supplying the more perishable dairy products fresh on a daily basis.

In the export market, it is the Canadian Dairy Commission which develops the overall marketing strategy and markets the bulk of exports directly. In cooperation with private traders and processors a variety of whole milk products are exported such as evaporated milk, whole milk powder, cheese, UHT milk, and condensed milks.

approvisionnement canadiens de lait proviennent de deux sources, le lait de consommation et la crème fraîche et le lait de transformation. Habituellement, le lait de consommation représente environ 37% du marché du lait au Canada, le lait de transformation accaparant les 63% restants.

Les approvisionnements en lait de consommation alimentent dans chaque province le marché en lait "boire" et en crème fraîche. Ces produits ne franchissent pratiquement pas les limites des provinces; les marchés relèvent donc entièrement de la juridiction de chaque des provinces.

Le lait de transformation sert à la préparation de produits comme le beurre, le lait écrémé en poudre, le fromage, la crème glacée, les yaourts, le lait condensé, etc. Le lait de cette production entre dans le commerce interprovincial et international et relève donc de la juridiction fédérale. Pour permettre de gérer ce marché du lait à l'échelle nationale, on a recours à une entente fédérale-provinciale. Toute la production de lait et de crème, au Canada, est soumise à des systèmes de gestion des approvisionnements. Pour le lait de consommation, ces systèmes sont gérés par chacune des provinces; par contre, pour le lait de transformation, chaque province gère un système d'approvisionnement dans le cadre d'un système national de commercialisation du lait. Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) administre le programme national de gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème en vertu d'une entente fédérale-provinciale conclue sous le nom de Plan national de commercialisation du lait. Le comité étudie la demande sur le marché des produits laitiers, détermine les quantités de lait nécessaires pour fabriquer ces produits et utilise un système de quotas de mise en mar-

ché pour répartir le marché national entre les provinces. À leur tour, les provinces répartissent leur quota provincial entre leurs producteurs laitiers.

Les producteurs sont responsables des frais d'écoulement des produits laitiers exportés sur les marchés mondiaux. Les agences provinciales perçoivent des producteurs des retenues en fonction des quantités de lait qu'ils produisent. Ces retenues sont ensuite remises à la CCL afin d'absorber les pertes lorsque les surplus de produits laitiers canadiens sont dirigés vers les marchés internationaux ou lorsqu'on exporte des produits de lait entier dans le cadre d'un programme prévu à l'avance ou pour tout autre programme instauré par le CCGAL. Enfin, les retenues hors quota servent également à contrôler la production laitière.

Quant à la détermination du prix du lait, les provinces utilisent toute une gamme de mécanismes de détermination du prix pour le lait de consommation. Comme il est évident que le lait de consommation offert sur les marchés doit être frais chaque jour, les prix versés aux agriculteurs sont sensiblement plus élevés que pour le lait de transformation et varient beaucoup d'une province à l'autre. En ce qui concerne le lait de transformation, le gouvernement fédéral se sert d'une formule d'ajustement des revenus pour fixer un niveau national de revenu-cible ou prix-cible qui permet aux producteurs efficaces de tirer un revenu équitable de leur lait.

Les producteurs laitiers atteignent les niveaux de revenus visés en combinant leurs revenus du marché (négociés à l'intérieur de chaque province) à la subvention fédérale sur la production de lait de transformation et de crème.

Le gouvernement fédéral, afin de permettre aux producteurs d'atteindre les niveaux de revenus visés, autorise la Commission canadienne du lait à administrer un pro-

gramme de soutien des prix des produits laitiers. Ce programme prévoit l'offre d'achat de beurre et de poudre de lait écrémé à des prix fixés en fonction des revenus visés pour le lait de transformation. Ces prix prévoient une marge pour la transformation.

Le gouvernement verse aux producteurs, sous forme de subventions, une partie du revenu visé. Cela permet de réduire le coût des produits laitiers à la consommation et d'assurer aux producteurs un marché plus vaste que sans subventions.

Les importations de produits laitiers sont contrôlées dans le but de protéger l'industrie laitière canadienne contre une concurrence injuste résultant d'importations généreusement subventionnées et pour protéger la gestion nationale des approvisionnements en lait de transformation et en crème.

Au Canada, les produits laitiers sont commercialisés par les transformateurs, les grossistes et les détaillants. Un des rôles importants de la Commission canadienne du lait est d'assurer aux consommateurs canadiens un approvisionnement suffisant de produits laitiers tout au long de l'année. La Commission remplit ce rôle en gardant toujours à sa disposition des stocks suffisants de beurre et de poudre de lait écrémé pour répondre à toute demande du marché pour ces produits. Ceci permet aux transformateurs de se concentrer sur la fabrication quotidienne de produits périssables.

En ce qui concerne les exportations, c'est la Commission canadienne du lait qui met au point la stratégie globale de commercialisation et met en marché directement le gros des exportations. Elle coopère avec des commerçants et des transformateurs du secteur privé pour exporter toute une gamme de produits de lait entier comme le lait concentré, le lait entier en poudre, le fromage, le lait UHT et le lait concentré sucré.

THE ROLE OF THE CANADIAN DAIRY COMMISSION

Established in October, 1966 by an Act of Parliament, the Canadian Dairy Commission is a federal crown corporation which is accountable to the Canadian Parliament through the Minister of Agriculture. The Commission is also accountable to dairy farmers and provincial governments at the Canadian Milk Supply Management Committee for those Commission activities involving milk producers' funds. There are three Commissioners appointed by the Governor in Council, one of whom is designated the Chairman and Chief Executive Officer and another the Vice-chairman. It has a support staff of seventy two and its offices are in Ottawa.

The Commission has a leading role in developing and maintaining a national dairy industry for the benefit of farmers, consumers and the economy in general. This is summed up by the objects of the Commission as stated in its Act:

- to provide efficient producers of industrial milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment, and
- to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

In order to assist the Commission with advice on the marketing of dairy products in Canada, there is a Consultative Committee of nine members, appointed by the Minister, who represent a variety of interests, farmers, consumers, processors, wholesalers, dairy product marketers and retailers.

The major functions performed by the Commission in carrying out this mandate, which are further defined in the Government of

Canada's National Dairy Policy, are the calculation of the Target Returns level for industrial milk and the federal dairy support prices for butter and skim milk powder, the payment of subsidy on eligible industrial milk and cream shipments, the determining of levy amounts required to be collected by provinces from milk producers in order to cover marketing costs, the operation of a large marketing program for the domestic and export markets, the development of recommendations on import/export policy for dairy products and other matters of dairy policy and administration for the Government of Canada. It also administers a program of dairy product and market research.

A member of the Commission chairs the Canadian Milk Supply Management Committee, and in doing so, the Commission coordinates national supply management of industrial milk and cream produc-

tion by the nine milk producing provinces and about fifty thousand dairy farmers.

Under section 9 of the CDC Act, the Commission has the power to purchase, package, process, store, ship, import, export, or sell or otherwise dispose of any dairy product purchased by it. It may make payments for the benefit of producers of milk and cream for the purpose of stabilizing the price of those products, which payments may be made on the basis of volume, quality or on such other basis as the Commission deems appropriate. It can also make investigations into any matter relating to the production, processing or marketing of any dairy product, including the cost of producing, processing or marketing that product; can undertake and assist in the promotion of the use of dairy products, the improvement of the quality and variety thereof and the publication of information in relation thereto.



The Commission has a leading role in developing and maintaining a national dairy industry, for the benefit of farmers, consumers and the economy in general

RÔLE DE LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

Commission canadienne du lait
une société de la Couronne mise
en pied en octobre 1966, en vertu
de la loi du Parlement. Elle doit
rendre compte au Parlement par le
ministre de l'Agriculture. La
Commission doit aussi rendre
compte aux producteurs laitiers et
aux gouvernements provinciaux,
à l'entremise du CCGAL, de
toutes ses activités impliquant les
intérêts des producteurs laitiers.

Elle est dirigée par trois commis-
saires nommés par le gouverneur
général en conseil. L'un d'entre eux
occupe le poste de président et
fonctionnaire administratif en chef,
un autre celui de vice-président.
Elle emploie 72 personnes et son
siège social est situé à Ottawa.

La Commission joue un rôle
majeur en permettant à l'industrie
laitière de se développer et de con-
server ses acquis au profit des agri-
culteurs, des consommateurs et de
l'économie en général. Ses objec-
tifs sont ainsi résumés dans sa loi
constitutive:

offrir aux producteurs efficaces
de lait et de crème l'occasion
d'obtenir une juste rétribution
pour leur travail et de leur inves-
tisement; et

assurer aux consommateurs de
produits laitiers un approvision-
nement continu et suffisant de
produits laitiers de bonne
qualité.

Dans les domaines de la com-
mercialisation des produits laitiers,
la Commission reçoit l'aide d'un
comité consultatif de neuf mem-
bres, nommés par le ministre, qui
représentent un éventail d'intérêts
des producteurs, fermiers, consom-
mateurs, transformateurs, grossistes et
détaillants de produits laitiers.

Dans le cours de la réalisation de
son mandat, qui comprend l'applica-

tion de la politique laitière nationale
du gouvernement du Canada, la
Commission calcule le revenu visé
pour le lait de transformation et les
prix de soutien fédéraux pour le
beurre et le lait écrémé en poudre,
verse des subventions sur les expé-
ditions de lait de transformation et
de crème admissibles, calcule les
retenues que les provinces doivent
prélever auprès des producteurs
laitiers afin de couvrir les coûts de
commercialisation, administre un
imposant programme de mise en
marché domestique et étranger,
met au point des recommandations
sur les politiques d'importation et
d'exportation de produits laitiers
et propose au gouvernement du
Canada des recommandations sur
les questions ayant trait à l'admini-
stration de la politique laitière.
Elle administre également un pro-
gramme de recherche sur les pro-
duits laitiers et la commercia-
lisation.

Un membre de la Commission
préside le Comité canadien de ges-
tion des approvisionnements de
lait, et ce faisant, la Commission
coordonne la gestion nationale des
approvisionnements de lait de
transformation et de crème des
neuf provinces productrices de lait
et d'environ 50 000 producteurs
laitiers.

En vertu de la section 9 de sa loi
constitutive, la Commission peut
acheter, emballer, transformer,
entreposer, expédier, importer,
exporter ou vendre ou se défaire
autrement de tout produit laitier
acheté par elle. Elle peut faire des
paiements au profit des produc-
teurs de lait de transformation et de
crème aux fins de stabiliser les prix
de ces produits, ces paiements pou-
vant être faits d'après le volume, la
qualité ou tout autre barème que la

Commission peut estimer appro-
prié. Elle peut aussi faire des
recherches sur toute question rela-
tive à la production, au traitement
ou à la commercialisation de tout
produit laitier et notamment au prix
de revient de la production, du trai-
tement ou de la commercialisation
de ce produit; elle peut également
encourager et aider à encourager
la consommation des produits lai-
tiers, l'amélioration de leur qualité
et l'augmentation de la variété, et
la publication de renseignements
qui s'y rapportent.

DAIRY SUPPORT OPERATIONS

In support of the overall objectives for the dairy industry as described in the government's National Dairy Policy, the Commission administers a comprehensive set of interrelated programs detailed under the following categories:

- Target Returns for Industrial Milk
- Subsidy Paid on Milk Production
- Dairy Product Price Support Program
- Import Controls
- Milk Supply Management
- Levies from Milk Producers

Target Returns for Industrial Milk

The Target Returns, often referred to as the Target Price, is the level of returns the Government of Canada feels efficient milk producers should receive in order to cover their cash costs, labor and investment in the production of industrial milk. It is calculated using the Returns Adjustment Formula, a formula measuring changes in milk production costs from a base price, established in 1975.

A dairy farmer can achieve the Target Returns level for his industrial milk and cream because the Government of Canada, through the Canadian Dairy Commission, directly influences prices processing plants pay farmers for industrial milk and cream by offering to purchase butter and skim milk powder. Prices for these products are set in relation to the Target Returns for milk after an allowance for an assumed processor's margin.

The manner in which dairy farmers receive the Target Returns level is through the combination of the market returns for processed dairy products plus the federal subsidy which is paid at a uniform rate across Canada.

The actual market returns the producer receives results from agreements or negotiations between milk producer agencies and processors at the provincial level, keeping in mind the federal Target Returns level and supporting offer

to purchase program. The processor's margin to cover processing costs varies slightly from province to province from the "assumed processors' margin" determined by the Government of Canada, depending on the impact of various negotiated factors within each province such as volumes of milk, marketing costs, etc. As a result, the actual returns from the market place that producers achieve also varies slightly from province to province.

An example of how federal offer-to-purchase prices for butter and skim milk powder support the Target Returns for milk is illustrated in chart 1. The announced August 1, 1981 national Target Returns for producers of \$38.06 per hectolitre was achieved through the federal subsidy (\$6.03 per hectolitre) and the projected market returns (\$32.03 per hectolitre) after an allowance for an assumed processor's margin.

During the 1981/82 dairy year, there were 3 adjustments made to the Target Returns level as a result of changes indicated by the Formula. These are outlined in chart 2.

Returns Adjustment Formula

The Formula was established by the federal government in 1975 to calculate changes in the cost of producing industrial milk in Canada. It is used during the course of the dairy year to adjust the Target Returns level for industrial milk from the base cost of production set in 1975.

The current practice is for an adjustment in the Target Returns to be considered when the Formula indices change by 2% or more. There are no more than three changes to the Target Returns during a dairy year, including that of the first of the year on August 1. Changes must be at least three months apart and none occur during October, November and December which are peak dairy

product marketing and consumption months. Proposed changes must be approved by the federal government.

All increases in the Target Returns level during 1981/82 resulted from changes indicated by the Formula.

The components of the Formula and their weights are: (These are outlined in more detail in chart 3)

- a) 45% An index of dairy cash input prices to evaluate costs in dairy production. (See chart 3, a)
- b) 35% The Consumer Price Index as a measure of changes in the earnings of operator and family labour. (See chart 3, b)
- c) 20% This portion of the Formula is not indexed and was established in 1975 to reflect producers capital and investment costs. The amount was set at \$5.00 per hectolitre in 1975 as 20% of the formula which at that time indicated a Target Returns of \$25.00 per hectolitre. Although this formula component has not been adjusted since 1975, provision for its use existed, using a number of factors, for example:
 - significant changes occurring in levels of dairy product stocks,
 - the effect of changes occurring in other milk producing countries to dairy producer returns, and,
 - major changes in competitive processing costs.

Subsidy Paid on Milk Production

As part of the Target Returns level paid to farmers for their industrial milk, the Government of Canada pays a subsidy directly to milk producers on all their industrial milk and cream shipments within

Commission canadienne du lait
ministre un ensemble de pro-
grammes interreliés qui viennent
tenir les objectifs de l'industrie
laitière décrits dans la politique
générale nationale. On trouve une
description détaillée de ces pro-
grammes dans ce rapport sous les
rubriques suivantes:
Revenus visés pour le lait de
transformation
Subventions versées sur la pro-
duction de lait
Soutien des prix des produits
laitiers
Contrôle des importations
Gestion des approvisionne-
ments de lait
Retenues des producteurs
laitiers.

Revenus visés pour le lait de transformation

Le revenu visé, souvent appelé
revenu visé, est le niveau de revenu
que devraient toucher, d'après le
gouvernement du Canada, les pro-
ducteurs efficaces pour couvrir les
coûts directs comptants, le coût de la
main-d'œuvre ainsi que les inves-
tisements pour produire du lait de
transformation. On l'établit en uti-
sant la formule d'ajustement des
revenus adoptée en 1975, qui, elle,
mesure les changements dans les
coûts de production du lait.

Un producteur laitier peut attein-
dre le revenu visé pour son lait de
transformation et sa crème parce
que le gouvernement du Canada,
par le biais de la Commission cana-
dienne du lait, agit directement sur
les prix que les usines de transfor-
mation paient aux producteurs de
lait de transformation et de crème
offrant d'acheter à ces usines du
lait entier et du lait écrémé en poudre.
Les prix de ces produits sont fixés
en fonction du revenu visé et après
avoir alloué une marge théorique
aux transformateurs.

Les producteurs reçoivent leurs
revenus visés par le biais du prix du
marché pour les produits laitiers
transformés et de la subvention

fédérale, laquelle est versée à un
taux uniforme dans tout le pays.

Le revenu réel que le producteur
retire du marché résulte d'ententes
ou de négociations entre les agen-
ces de producteurs et les transfor-
mateurs à l'échelle provinciale,
négociations au cours desquelles on
garde à l'esprit le niveau de revenu
visé fixé par le fédéral et le pro-
gramme d'offre d'achat. La marge
des transformateurs qui sert à
couvrir les frais de transformation
varie légèrement d'une province à
l'autre, par rapport à la marge théo-
rique des transformateurs déter-
minée par le gouvernement du
Canada selon les effets de différents
facteurs négociés dans chacune des
provinces, dont le volume de lait,
les coûts de mise en marché, etc. . .
Ainsi, le revenu réel que touchent
les producteurs varie quelque peu
d'une province à l'autre.

Le tableau 1 illustre la façon dont
les prix d'offre d'achat fédéraux
pour le beurre et la poudre de lait
écrémé soutiennent le revenu visé
pour le lait. Le revenu visé des pro-
ducteurs, de 38,06\$ l'hectolitre,
annoncé le 1er août 1981, fut
atteint en calculant la subvention
fédérale (6,03\$ l'hectolitre) et le
revenu estimatif sur le marché
(32,03\$ l'hectolitre), après avoir
alloué une marge théorique aux
transformateurs.

Dans le cours de l'année laitière
1981/1982, trois ajustements furent
apportés aux niveaux de revenus
visés en raison de changements
indiqués par la formule d'ajuste-
ment des revenus. Ces ajustements
apparaissent au tableau 2.

Formule d'ajustement des revenus

La formule d'ajustement des
revenus fut établie par le gouverne-
ment fédéral en 1975 pour indiquer
les changements dans les coûts de
production du lait de transforma-
tion au Canada. On utilise la formule
au cours de l'année laitière pour
ajuster le niveau du revenu visé
pour le lait de transformation par

rapport au coût de production de
base établi en 1975.

La coutume veut qu'on procède
à un ajustement des revenus visés
lorsque les indices de la formule
varient de 2% ou plus. On ne pro-
cède pas à plus de trois change-
ments de prix au cours d'une année
laitière, en tenant compte du pre-
mier de l'année, qui se fait au
1er août. Ces changements doivent
respecter un intervalle d'au moins
trois mois et aucun n'intervient pen-
dant les mois d'octobre, de novem-
bre et de décembre, soit la période
pendant laquelle on enregistre la
plus forte consommation de pro-
duits laitiers. Le gouvernement
fédéral doit approuver les modifi-
cations proposées.

Toutes les augmentations du
niveau de revenus visé au cours de
1981/1982 ont été le fait de varia-
tions indiquées par la formule.

Les éléments de la formule, avec
leur pondération, sont les suivants:
(ils sont présentés plus en détail au
tableau 3)

- a) 45% Indice des coûts en es-
pèces des intrants permettant
d'évaluer les coûts inhérents
à la production laitière (cf.
tableau 3, a)
- b) 35% Indice des prix à la con-
sommation, qui indique les varia-
tions de revenus des exploitants
et de la main-d'œuvre familiale
(cf. tableau 3, b)
- c) 20% Cet élément n'est pas
indexé. Il fut établi en 1975 afin
de refléter les coûts d'investisse-
ment et de capital. En 1975, ce
montant avait été fixé à 5,00\$
l'hectolitre et représentait 20%
de la formule, puisqu'à ce
moment-là, le revenu visé était
de 25,00\$ l'hectolitre de lait.
Bien que ce montant n'ait pas
subi de modifications depuis
1975, on aurait pu l'ajuster en
tenant compte d'un certain nom-
bre de facteurs, à savoir:
- une variation importante des
stocks de produits laitiers,
- la variation des revenus des

Market Sharing Quota which are used to make dairy products to supply Canadian Requirements and a limited special export program.

While the subsidy is paid directly to dairy farmers, it is regarded as a consumer subsidy because it keeps dairy product prices to Canadian consumers lower than they would be without it.

If the subsidy was no longer available from the government, the

amount would have to come from the marketplace through an increase in dairy product prices as the subsidy amount is part of the revenues farmers need to stay in business.

The rate of subsidy was \$1.675 per kilogram of butterfat or \$6.03 per hectolitre of milk with a butterfat content of 3.6 kilograms, unchanged since 1975. Consequently as a percentage of the

Target Returns it had dropped from 24% in 1975 to 15% by July 1982.

During the year, subsidy was paid to milk producers on all deliveries within 90% of the Market Sharing Quota held by individual producers. At year end, the final payments included adjustments to pay subsidy on deliveries under Market Sharing Quota needed for Canadian Requirements and on production for the special export

CHART I

SUPPORT PRICE STRUCTURE

The relationship of federal support prices for butter and skim milk powder to the Target Returns Level or Price for industrial milk.
Offer-to-purchase support prices as of August 1, 1981.

TABLEAU I

STRUCTURE DU PRIX DE SOUTIEN

Rapport entre les prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé et le prix visé pour le lait de transformation.
Prix de soutien d'offre d'achat au 1er août 1981.

BUTTER		BEURRE		SKIM MILK POWDER		POUDRE DE LAIT ÉCRÉMÉ	
Dollars per kilo	3.95	Dollars le kilo		Dollars per kilo	2.37	Dollars le kilo	
Amount of butter in a hl of milk	×4.32	Quantité de beurre dans un hl de lait		Amount of skim milk powder in a hl of milk	×8.24	Quantité de poudre de lait dans un hl de lait	
	17.06				19.53		
			+				
Market Price Guarantee per hl		36.59		Prix garanti sur le marché, de l'hl			
Assumed Processors' Margin per hl		-4.56		Marge théorique du transformateur, de l'hl			
Estimated Producers Market Returns per hl		32.03		Revenu estimatif des producteurs sur le marché, de l'hl			
Direct Subsidy per hl		+6.03		Subvention directe, de l'hl			
Government of Canada Target Returns Level per hl		\$38.06		Prix de soutien visé par le gouvernement du Canada, de l'hl			

fermiers laitiers dans les autres pays producteurs, et les variations importantes des coûts de transformation concurrentiels.

Subventions versées pour les productions de lait

Le gouvernement du Canada, dans le cadre des revenus visés versés aux agriculteurs pour leur lait de transformation, paie directe-

ment une subvention aux producteurs laitiers pour toutes leurs expéditions de lait de transformation et de crème produits à l'intérieur du quota de mise en marché et utilisés pour combler les besoins canadiens en produits laitiers et ceux du programme spécial d'exportations.

Bien que la subvention soit versée directement aux producteurs laitiers, elle est perçue comme une subvention aux consommateurs

parce qu'elle maintient les prix au détail des produits laitiers plus bas qu'ils ne le seraient autrement.

Si le gouvernement cessait de verser la subvention, un montant équivalent devrait être tiré du marché par le biais d'une augmentation du prix des produits laitiers, puisque le subside fait partie du revenu dont les fermiers ont besoin pour rester en affaires.

Le taux de la subvention a été

ART 2

TARGET RETURNS, ASSUMED MARKET RETURNS AND FEDERAL SUBSIDY

(Industrial milk April 1978 to April 1982)

TABLEAU 2

REVENU VISÉ, REVENU ESTIMATIF SUR LE MARCHÉ ET SUBVENTIONS FÉDÉRALES

(pour le lait industriel, d'avril 1978 à avril 1982)

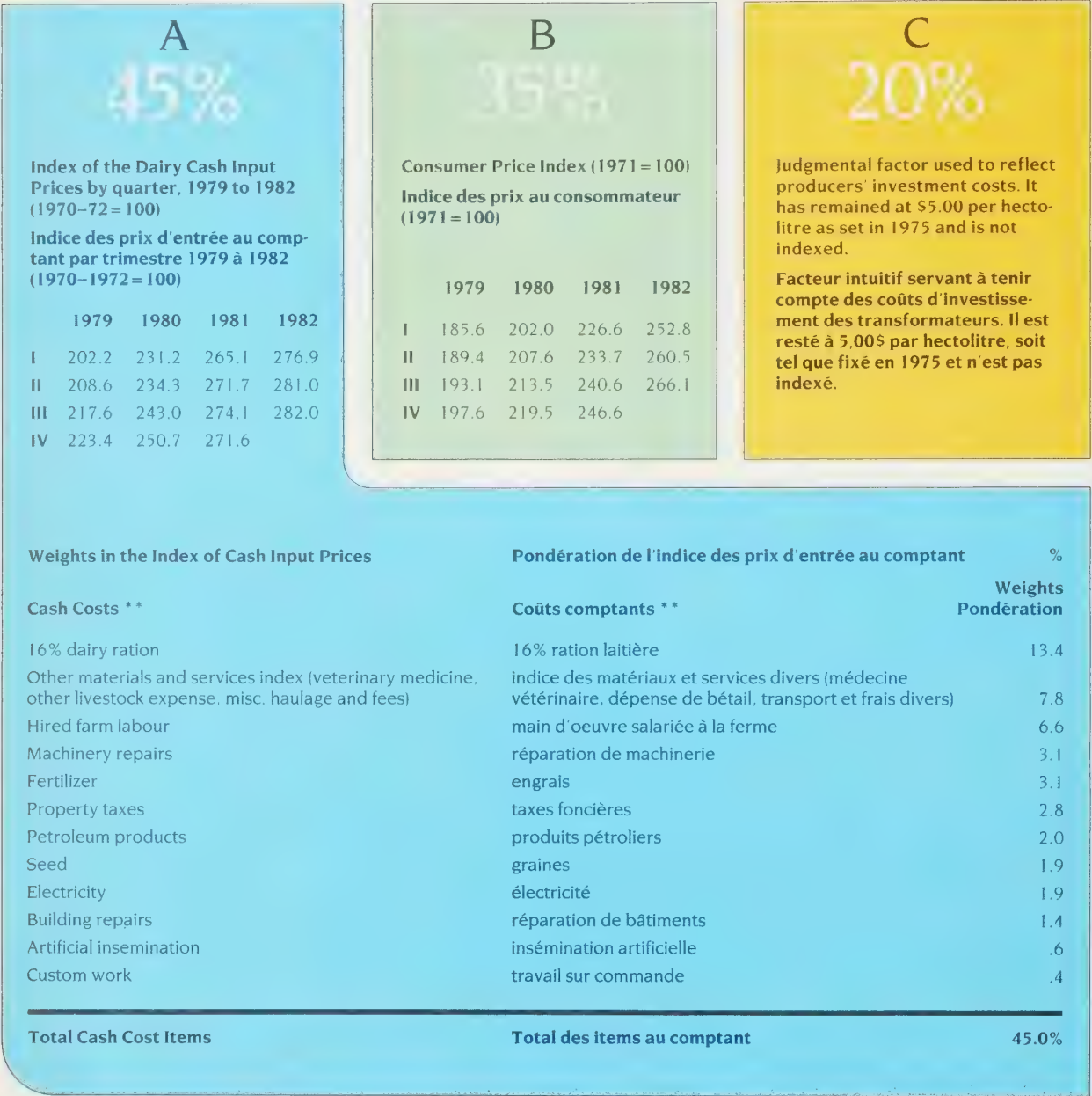
		Assumed market * returns through price support program Revenu estimatif * sur le marché par le biais des prix de soutien	+	Federal subsidy Subvention fédérale	=	Target Returns level for milk producers Niveau du revenu visé pour les producteurs de lait
						\$/hl milk \$/hl lait
April 1	1er avril					22.14 6.03 28.17
January 1	1er janvier					23.32 6.03 29.35
April 1	1er avril					24.12 6.03 30.15
August 1	1er août					24.98 6.03 31.01
January 1	1er janvier					26.59 6.03 32.62
April 1	1er avril					27.28 6.03 33.31
August 1	1er août					28.58 6.03 34.61
January 1	1er janvier					29.67 6.03 35.70
April 1	1er avril					30.58 6.03 36.61
August 1	1er août					32.03 6.03 38.06
January 1	1er janvier					33.58 6.03 39.61
April 1	1er avril					33.58 6.03 39.61

Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder after an allowance for a processing margin.

* L'évaluation des rendements pour les producteurs laitiers repose sur les prix de soutien fédéraux pour le beurre et la poudre de lait écrémé après qu'on ait prévu une marge pour la transformation.

CHART 3
RETURNS ADJUSTMENT FORMULA
COMPONENTS*

TABLEAU 3
COMPOSANTES DE LA FORMULE
D'AJUSTEMENT DES REVENUS*



* Base: The \$25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.

** Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.

* Base: Le prix de \$25.00 l'hectolitre rendu public le 1er avril 1975 sert de revenu de base.

** Les éléments de la publication de Statistique Canada intitulée "Indice du prix des intrants agricoles" servent à établir des correspondances avec les coûts réels des producteurs.

é à 1,675\$ le kilogramme de matière grasse ou 6,03\$ l'hectolitre de lait titrant 3,6 kilogrammes de matière grasse et est demeuré inchangé depuis 1975. En pourcentage du revenu visé, la subvention a donc passée de 24% en 1975 à 24% en juillet 1982.

Au cours de l'année, la subvention a été versée sur toutes les livraisons jusqu'à concurrence de 90% du quota de mise en marché détenu par les producteurs individuels. À la fin de l'année, les derniers paiements incluaient un ajustement afin de verser la subvention

sur les livraisons effectuées durant l'année dans les limites du quota, un montant qui tient compte de la diminution de la demande intérieure de 44,1 à 42,8 millions d'hectolitres au cours de l'année, et sur la production pour le programme spécial d'exportation de 2,2 millions d'hectolitres. Le total de la subvention a atteint 271,4\$ millions pour 45 millions d'hectolitres. (Voir tableau 4.)

Pour l'année laitière 1981/1982, la subvention moyenne aux producteurs laitiers a été de 6 570\$. Les producteurs de crème ont touché en moyenne 985\$ pour la même période. La différence de la moyenne entre les deux types de producteurs reflète bien la diversification qui caractérise les exploitations de crème et se traduit par un volume de production réduit.

Rapports de production laitière

Au Canada, tous les producteurs qui vendent leur lait et leur crème pour fins de transformation doivent détenir un quota de mise en marché. Ils sont enregistrés auprès de leur office de commercialisation provincial, ainsi qu'auprès de la Commission canadienne du lait.

Les expéditions de lait et de crème aux usines de transformation sont imputées aux quotas des producteurs concernés par les organismes provinciaux de commercialisation du lait, responsables de l'administration des quotas de mise en marché dans chaque province.

CHART 4

TOTAL SUBSIDY PAID



For further details on the subsidy, amounts paid to each province are listed in table 5. The 1978/79 was a 16 month period to enable the shift of the dairy year to a new time table of August 1 to July 31.

De plus amples détails sur le total des subventions versées à chacune des provinces apparaissent au tableau 5.

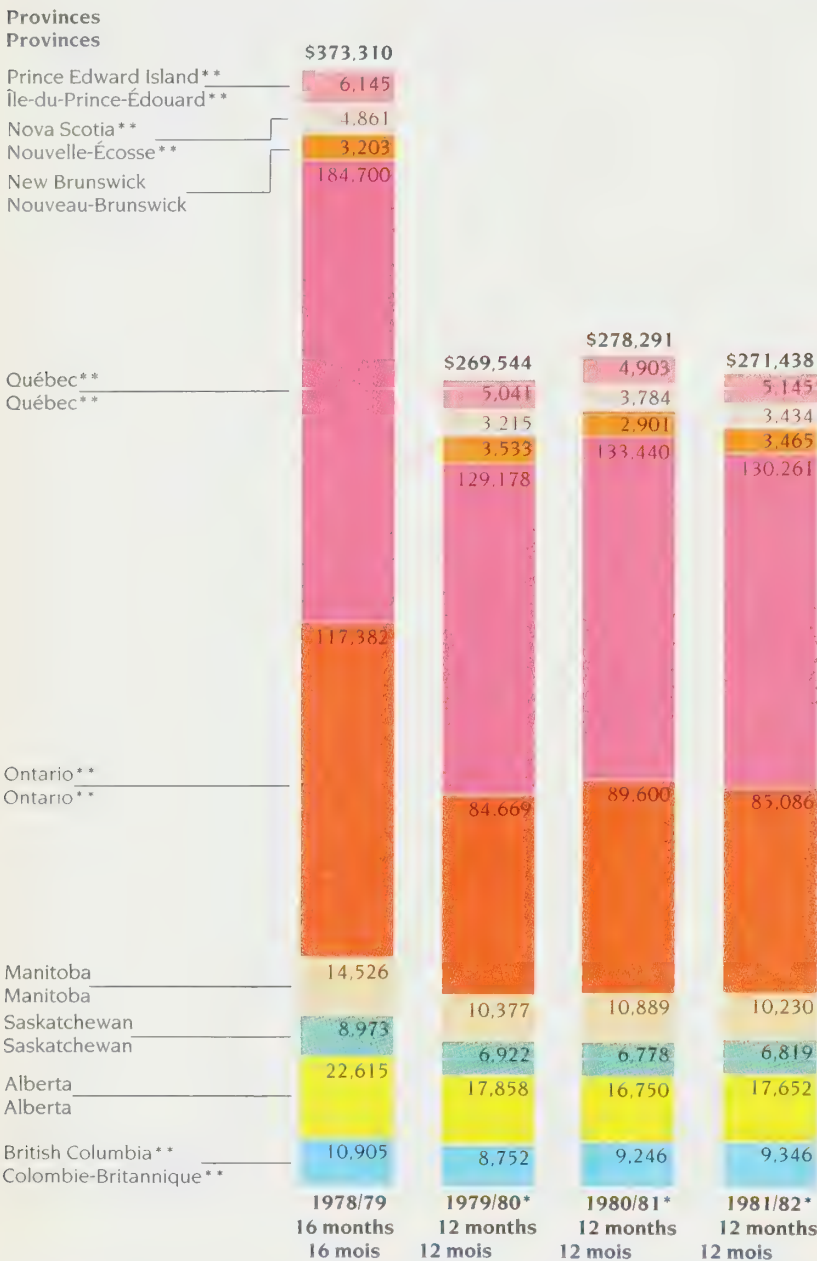
(1) 1978/79 a porté sur 16 mois afin de permettre de faire correspondre l'année laitière au nouveau calendrier allant du 1er août au 31 juillet.

TABLEAU 4

SUBVENTIONS TOTALES

CHART 5

SUBSIDY PAID ON
INDUSTRIAL MILK AND
CREAM TO DAIRY FARMERS
(thousand of dollars)



* Includes subsidy paid on roughly 1 million hectolitres of milk for the special Export Program of \$2.9 million in 1979/80, 2.2 million hectolitres for \$3.68 million in 1980/81 and again in 1981/82 in those provinces participating in the program.

** Participant in optional special Export Program.

TABEAU 5

SUBVENTIONS VERSÉES AUX
PRODUCTEURS DE LAIT DE
TRANSFORMATION ET DE CRÈME
(milliers de dollars)

program of 2.2 million hectolitres. The percentage reflected a drop in domestic requirements from 44.1 to 42.8 million hectolitres during the year.

The total subsidy paid was \$271.4 million on 45 million hectolitres, shown in chart 4.

The average subsidy payments per milk shipper for the 1981/82 dairy year was \$6,570. Cream producers received an average of \$985, for the same period. The difference in average payments between the two types of farmers reflects the smaller size of dairy operations which characterizes the diversification on cream farms.

Milk Production Reporting

All farmers who sell milk and cream in Canada for manufacturing purposes must have a Market Sharing Quota and are registered with provincial milk marketing agencies and with the Canadian Dairy Commission.

Shipments of milk and cream delivered to processing plants are recorded by provincial milk marketing boards and agencies responsible for the administration of the Market Sharing Quota program in each province against a producer's Market Sharing Quota and on that basis, the producer's quota is managed and levy amounts collected. Levies collected by provincial agencies are forwarded to the Commission to be applied against the costs of dairy products sold for export.

Monthly shipments of milk and cream are also reported to the Commission by the provincial boards and agencies and these shipments form the basis for calculation of monthly subsidy payments which the Commission mails directly to producers. Subsidy paid by province is shown in chart 5; industrial milk and cream production by province is shown in chart 6.

* Comprend une subvention concernant environ un million d'hectolitres de lait pour le programme spécial d'exportations de 2,9\$ millions en 1979/80, 2,2 millions d'hectolitres pour 3,68\$ millions en 1980/81 et encore la même chose en 1981/82.

** Provinces participant au programme spécial d'exportations.



es chiffres servent à gérer ces quotas et à déterminer le montant des retenues à prélever. Les offices provinciaux versent ces prélèvements à la Commission qui les utilise pour les paiements des frais d'exportation des produits laitiers.

Ces organismes provinciaux transmettent également à la Commission les données sur les expéditions mensuelles de lait et de crème. Elles servent au calcul des subventions mensuelles versées directement par la Commission aux producteurs. Consultez le tableau 5 pour les plus amples détails. La production de lait de transformation par province est illustrée au tableau 6.

Afin de s'assurer de la justesse

de la production de lait rapportée à la Commission, aux fins de versement de la subvention et du prélèvement des retenues, cette dernière vérifie les livres des usines de transformation et les dossiers des agences provinciales de commercialisation.

Producteurs qui livrent du lait et de la crème aux fins de transformation

52 567 producteurs laitiers ont effectué des livraisons de lait industriel ou de crème en 1981/1982, contre 55 472 l'année précédente. Il y a donc eu une réduction de 2 905 en douze mois. 4 542 ont abandonné la production alors que 2 921 nouveaux producteurs étaient inscrits à la Commission

pour la même période. On se reportera au tableau 7 pour de plus amples détails par province.

Programme de soutien des prix des produits laitiers

La Commission administre un programme d'offre d'achat pour le beurre et la poudre de lait écrémé produits au Canada. C'est là un mécanisme de marché qui influence les prix de gros de tous les produits laitiers au Canada. Le gouvernement fédéral assure le financement, la manutention et l'entreposage des produits laitiers ainsi achetés par la Commission. En agissant ainsi sur le marché, ce programme permet de fixer le prix de gros par le biais duquel les producteurs parviennent à réaliser le niveau du revenu visé. Il permet également à chacune des agences provinciales de mise en marché d'établir un niveau de prix différent pour les divers usages du lait de transformation en se basant sur les prix de soutien fédéraux.

Le programme assure aux consommateurs un approvisionnement suffisant de produits laitiers frais, du fait que la Commission détient des inventaires de beurre partout dans le pays pour utilisation immédiate lorsque nécessaire, en particulier pendant les mois d'hiver alors que la production laitière est traditionnellement plus faible. En 1981/1982, l'importance de ce programme était telle que la Commission a acheté 29,1% du beurre et 78,2% de la poudre de lait écrémé produits au Canada. Le niveau des achats de beurre était plus élevé qu'à l'habitude à cause de la baisse de la demande intérieure et la hausse de la production laitière.

Afin de soutenir ces différentes stratégies de mise en marché, la Commission utilise une combinaison de procédures d'achat et de vente. Par exemple, dans le cas du Plan "A", le beurre de notation

In order to ensure the milk production reported to the Commission for subsidy payment and levy collection purposes is accurate, the Commission audits processing plants and provincial marketing agencies' records.

Dairy Farmers who Shipped Milk and Cream for Manufacturing Purposes

A total of 52,567 dairy farmers made shipments of industrial milk or cream in 1981/82 compared with 55,472 in the previous year, a

reduction of 2,905 in twelve months. Of the total, 4,542 ceased production during the year and 2,921 new producers were registered with the Commission in the same period. See chart 7 for the details by province.

CHART 6

PRODUCTION OF INDUSTRIAL MILK AND CREAM (1,000 Kg. B.F.)

TABLEAU 6

PRODUCTION DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME (1,000 Kg. M.G.)

	1978/79			1979/80			1980/81	
	(16 months) (16 mois) (April-July) (Avr.-juil.)			(12 months) (12 mois) (Aug.-July) (Août-juil.)			(12 months) (12 mois) (Aug.-July) (Août-juil.)	
	Fl./Ind.* Nat./ind.*	Ind.* Ind.*	Total Total	Fl./Ind.* Nat./ind.*	Ind.* Ind.*	Total Total	Fl./Ind.* Nat./ind.*	Ind.* Ind.*
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	620	3,029	3,649	547	2,287	2,834	594	2,346
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	2,574	335	2,909	2,031	267	2,298	2,051	241
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1,309	587	1,896	1,205	368	1,573	1,411	309
Québec Québec	15,974	95,144	111,118	16,415	63,136	79,551	29,629	51,119
Ontario Ontario	49,830	19,665	69,495	40,617	11,692	52,309	42,594	10,826
Manitoba Manitoba	6,642	2,187	8,829	4,883	1,276	6,159	5,381	1,220
Saskatchewan Saskatchewan	1,271	4,105	5,376	1,241	2,300	3,541	1,980	2,074
Alberta Alberta	5,152	8,453	13,605	5,045	4,571	9,616	6,424	3,705
British Columbia Colombie-Britannique	6,615	125	6,740	5,536	95	5,631	5,561	137
Canada	89,987	133,630	223,617	77,520	85,992	163,512	95,623	71,977

* "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.
"Industrial" are dairy farmers shipping industrial milk and/or cream.

* "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.
"Industriel": producteurs qui livrent du lait de transformation ou de la crème.

-93 est acheté au prix de soutien
rs qu'on paie 0,02\$ de moins le
pour le beurre de notation
-92. Habituellement, les achats
beurre sont interrompus entre
1er novembre et le 31 mars,
rce que toute la quantité de lait

alors produite, généralement plus
faible, est nécessaire pour répon-
dre à la demande des consomma-
teurs en produits frais. Cette atti-
tude incite les transformateurs à
répondre directement à la
demande et non pas à se fier à la
CCL pour commercialiser les pro-
duits à leur place.

Dans le cas du Plan "B", la Com-
mission achète le beurre des fabri-
cants et le leur revend à l'intérieur
d'une période donnée. Ceci incite
les transformateurs à mettre au
point un produit recherché par le
consommateur tant pour sa qualité
que pour son emballage. La
Commission s'efforce de limiter ses
achats pour ce programme à la
période courant du 1er mai au
15 septembre; les transformateurs
doivent racheter les produits entre
le 1er octobre et le 31 mars. Le
beurre en bloc du Plan "B" (boîtes
de 25 kilos en vrac) est acheté à
0,11\$ de moins le kilo que le beurre
de Plan "A" de notation 40-93.
Celui du Plan "B", en pains d'une
livre, est payé 0,04\$ de moins que
celui en blocs du Plan "B".

La Commission a prolongé la
période d'achat des Plan "A" et
"B" puisque la production laitière
excédait les besoins du marché en
produits frais en 1981/82.

Quantités de beurre et de poudre de lait écrémé manutentionnées

La Commission a démarré l'an-
née financière le 1er août 1981,
avec 14,11 millions de kilos de
beurre et 32,62 millions de kilos de
poudre de lait écrémé en stock. Au
cours de l'année, elle a acheté
36,81 millions de kilos de beurre et
121,99 millions de kilos de poudre
de lait écrémé. Les ventes aux fabri-
cants ont atteint 20,85 millions de
kilos de beurre et les exportations
s'élevaient à 96,70 millions de kilos
de poudre de lait écrémé. À la fin
de l'année financière, le 31 juillet
1982, il y avait donc 28,88 millions
de kilos de beurre et 50,17 millions

de kilos de poudre de lait écrémé
en stock.

On trouvera au tableau 8 la liste
des prix de soutien du beurre de
notation 40-93 et de la poudre de
lait écrémé, Canada première caté-
gorie, répondant aux normes de la
Commission et livrés en wagonnée
aux points d'achat désignés.

Les points d'achat désignés pour
le beurre et la poudre de lait
écrémé sont Charlottetown, Hali-
fax, Saint John, Montréal, Toronto,
Winnipeg, Yorkton, Edmonton et
Vancouver.

Fromage cheddar

Depuis quelques années, la
Commission estime inutile d'ache-
ter du fromage afin de soutenir le
revenu visé pour le lait. Un prix de
soutien nominal de 1,32\$ le kilo fut
institué pour le fromage cheddar,
ce qui est de beaucoup inférieur au
prix du marché, et par conséquent
la Commission n'en a ni acheté, ni
vendu en 1981/1982.

On trouvera au tableau 9 le
détail des quantités de produits lai-
tiers mises en marché en 1981/
1982.

Contrôle des importations

Au Canada, on dispose d'un
système formel de gestion des
approvisionnements qui permet
d'ajuster la production laitière en
fonction des besoins du marché en
produits laitiers, d'après les quan-
tités de matière grasse nécessaires.

Il faut donc, pour s'assurer que
le niveau variable des importations
n'affecte pas cet équilibre et cette
stabilité, contrôler les importations.
Cela est d'autant plus nécessaire
que les importations de produits lai-
tiers sont assez souvent financées
par les gouvernements des pays
exportateurs et se traduisent donc
pour les producteurs de produits
laitiers canadiens par une concu-
rence injuste puisque ce sont ces
derniers qui doivent supporter les
pertes à l'exportation.

(12 months) (12 mois) (Aug.-July) (Août-juil.)		
d.* ind.*	Ind.* Ind.*	Total Total
777	2,617	3,394
140	245	2,385
833	296	2,129
640	46,715	84,355
849	9,755	54,604
441	1,140	6,581
614	1,669	4,283
794	3,303	11,094
988	129	6,117
076	65,866	174,942

Dairy Product Price Support Program

The Commission administers an "Offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder. This market mechanism in turn influences wholesale prices for all dairy products in Canada. The federal government pays the financing, handling and storage of the dairy products purchased by the Commission. The program provides a target wholesale price through which producers may achieve the Target Returns level. Individual pro-

vincial milk marketing agencies set different price levels for various uses of industrial milk using the federal support prices as a base.

The program also ensures plentiful supplies of fresh dairy products for consumers. This is achieved by the Commission holding sufficient stocks of butter for resale to the market when needed, in particular during the winter when milk production is traditionally low. In 1981/82, the magnitude of this program was such that the Commission purchased 29.1% of the butter and 78.2% of the skim milk powder pro-

duced in Canada. The level of butter purchases was higher than normal due to the lower market demand and higher milk production during the year.

The Commission uses a combination of purchasing and selling procedures to support various butter marketing strategies. For example, under Plan "A", 40-93 score butter is purchased at the support price and 39-92 score at two cents less per kilogram. In a normal production year, purchasing is discontinued between November 1 and March 31, be-

CHART 7
DAIRY FARMERS WHO SHIPPED
INDUSTRIAL MILK AND CREAM*

TABEAU 7
PRODUCTEURS QUI ONT LIVRÉ DU LAIT
DE TRANSFORMATION ET DE LA CRÈME*

	1978/79				1979/80		
	(16 months) (16 mois)				(12 months) (12 mois)		
	Fl./Ind. Nat./ind.	Ind. Ind.	Cream Crème	Total Total	Fl./Ind. Nat./ind.	Ind. Ind.	Cream Crème
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	148	567	466	1,181	148	488	418
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	726	14	308	1,048	704	14	315
New Brunswick Nouveau-Brunswick	533	6	497	1,036	533	0	428
Québec Québec	4,804	19,044	236	24,084	6,001	15,784	104
Ontario Ontario	10,451	2,492	2,867	15,810	10,156	2,061	2,718
Manitoba Manitoba	1,502	26	3,326	4,854	1,403	10	2,724
Saskatchewan Saskatchewan	637	353	5,273	6,263	662	248	4,256
Alberta Alberta	1,282	710	5,027	7,019	1,339	543	4,087
British Columbia Colombie-Britannique	1,213	17	65	1,295	1,144	30	52
Canada	21,296	23,229	18,065	62,590	22,090	19,178	15,102

* "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.
"Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.
"Cream" are dairy farmers shipping farm separated cream.

* "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.
"Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.
"Crème": producteurs qui livrent de la crème séparée à la ferme.

In 1981/82, the Commission purchased 29.1% of the butter and 78.2% of the skim milk powder produced in Canada.

L'importation de la plupart des produits laitiers est sujette à des mesures de contrôle. Les importations peuvent être classées en deux catégories, soit les produits laitiers comme tels et les ingrédients laitiers mélangés à d'autres produits. Plus précisément, le beurre ne peut être importé que par la CCL, le fromage est soumis à un quota d'importation de 20,4 millions de kilogrammes, la caséine n'est pas contingente mais assujettie à des droits, un petit quota a été établi pour la poudre de babeurre et les importations de poudre de lait

écrémé sont interdites. Dans le cas des ingrédients laitiers, on impose des droits sur l'importation des miettes de chocolat et la poudre de lait écrémé combinée à des moullées par exemple peut entrer au Canada en autant que le contenu maximum de poudre n'excède pas 50%.

Ces quantités limitées d'importations de produits laitiers jouent un rôle. En ce qui concerne les fromages importés, les fromages fins importés ont contribué à développer le goût des consommateurs canadiens pour une plus grande

variété de fromages, dont plusieurs sont maintenant fabriquées ici. Les limites qu'impose le quota aux importations, resté inchangé depuis 1978, ont permis à l'industrie canadienne de capter la hausse de la demande intérieure.

Un quota d'importations de fromages de 22,7 millions de kilos a été mis en place en 1975. En 1978, il fut ramené à 20,4 millions de kilos, les importations comptant ainsi pour 11% du total de la consommation intérieure au Canada. En 1982, les importations de fromages n'alimentaient plus que 9,6% de la con-

'81

(12 months) (12 mois)			
Fl./Ind. Nat./ind.	Ind. Ind.	Cream Crème	Total Total
143	518	364	1,025
697	14	301	1,012
539	0	417	956
7,937	13,984	65	21,986
10,143	1,922	2,692	14,757
1,378	0	2,594	3,972
714	263	4,074	5,051
1,463	563	3,721	5,747
1,137	46	44	1,227
24,151	17,310	14,272	55,733

1981/82

(12 months) (12 mois)			
Fl./Ind. Nat./ind.	Ind. Ind.	Cream Crème	Total Total
140	519	327	986
669	4	286	959
547	0	362	909
8,481	12,004	49	20,534
10,154	1,598	2,719	14,471
1,291	1	2,586	3,878
730	140	3,578	4,448
1,530	360	3,314	5,204
1,118	23	37	1,178
24,660	14,649	13,258	52,567

cause the traditionally lower volume of milk produced in this period is all needed to ensure sufficient milk for the regular consumer demand. This policy forces processors to fill the market demand directly and not to rely on the CDC to market products for them.

Under the Plan "B" program, the Commission purchases a manufacturer's butter and resells it back to him within a stated period of time. This encourages processors to develop customer preference and premiums for quality and packaging. The Commission tries to restrict its purchases for this program to the period between May 1 and September 15, and processors must buy products back between October 1 and March 31. The Plan "B" solids (bulk 25 kilogram boxes) are purchased at eleven cents a kilogram less than 40-93 score Plan "A". Plan "B" in one pound prints are four cents less than Plan "B" solids. The Commission extended both the Plan "A" and Plan "B" purchase period as milk production was in excess of market requirements for fresh dairy products during 1981/82.

Volumes of Butter and Skim Milk Powder Handled

The Commission began the fiscal year August 1, 1981 with 14.11 million kilograms of butter and 32.62 million kilograms of skim milk powder in inventory. During the year, the Commission purchased 36.81 million kilograms of butter and 121.99 million kilograms of skim milk powder. Sales to manufacturers were 20.85 million kilograms of butter and exports were 96.70 million kilograms of skim milk

powder, leaving a closing inventory of 28.88 million kilograms of butter and 50.17 million kilograms of skim milk powder as at July 31, 1982.

The support prices for butter (40-93 score) and skim milk powder in carlots, delivered to basing points, Canada First Grade quality, and meeting Canadian Dairy Commission specifications are listed in chart 8.

Designated basing points for purchases of butter and skim milk powder were Charlottetown, Halifax, Saint John, Montreal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton and Vancouver.

Cheddar Cheese

The Commission has for some years considered it unnecessary to purchase cheese in order to support the Target Returns for milk. As a result, there is a nominal support price of \$1.32 per kilogram for cheddar cheese which is far below the market price and again none was purchased or sold by the Commission in 1981/1982.

A breakdown of the volume of dairy products marketed by the Commission in 1981/82 are provided in chart 9.

Import Controls

Canada has a formal supply management system in place in Canada in order to balance milk production in line with market requirements for dairy products on a butterfat basis.

To ensure this balance and stability is not disrupted by fluctuating levels of imports, it is necessary to control imports. This is particularly appropriate as imports of dairy products are generally subsidized by the governments of the exporters, resulting in unfair competition for Canadian dairy farmers who must pay for their export losses themselves.

Most imports of dairy products into Canada are subject to import

control measures. Imports can be separated into two categories, dairy products as such or dairy ingredients mixed with other products. Specifically, butter can only be imported by the CDC, cheese is under an import quota of 20.4 million kilograms, casein is not under quota but is subject to import duty, there is a small quota for buttermilk powder and skim milk powder cannot be imported as such. In the case of dairy ingredients, there is a duty on imported chocolate crumb and skim milk powder can enter Canada in animal feed up to a maximum content of 50%.

There is a role for limited imports of dairy products. In the case of the cheese imports, variety cheese imports have assisted in the development of Canadian consumer demand for new cheese varieties. Many of these are now produced domestically. With the cheese import quota remaining the same as that established in 1978, it has enabled the increased domestic demand to be supplied from Canadian production.

A cheese import quota was first implemented in 1975 at 22.7 million kilograms. It was subsequently reduced in 1978 to 20.4 million kilograms which brought imports down to 11.0% of total domestic consumption in Canada. By 1982 cheese imports represented 9.6% of total domestic cheese consumption. The improvement in the ratio of cheese imports versus domestic consumption continues to bring Canada's ratio closer to that of other major dairy nations — for example roughly 3.3% in the European Economic Community (EEC) in 1981 and 5.8% and 6.0% respectively in 1980 and 1981 in the United States.

Overall, Canada remained a net exporter of dairy products by an amount of roughly \$120 million in 1981.

ommation totale de fromages. Cette amélioration dans le rapport entre la consommation intérieure et les importations rapproche le Canada des restrictions à l'importation imposées par les principaux

pays producteurs de lait. En 1981, ce ratio était d'environ 3,3% pour les pays de la Communauté économique européenne (C.E.E.), alors qu'aux États-Unis, en 1980 et en 1981, ils étaient respectivement de

5,8% et 6%.

Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits laitiers l'ont emporté, en 1981, d'environ 120\$ millions sur les importations.

CHART 8

FEDERAL SUPPORT PRICES FOR BUTTER, SKIM MILK POWDER AND CHEESE

TABLEAU 8

PRIX DE SOUTIEN FÉDÉRAUX POUR LE BEURRE, LA POUDRE DE LAIT ÉCRÉMÉ ET LE FROMAGE



Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits laitiers l'ont emporté, en 1981, d'environ 120\$ millions sur les importations.

Milk Supply Management

Balancing industrial milk and cream supplies with market requirements in a formal market sharing arrangement is the cornerstone of the interrelated components of Canada's National Dairy Policy. The major components in milk supply management in 1981/82 are described in the sections to follow:

- Canadian Milk Supply Management Committee
- National Market Sharing Quota
- Supply Management Record
- Reducing the Seasonality of Milk Production
- Integration

Canadian Milk Supply Management Committee

The production of industrial milk and cream in Canada is managed in relation to the market demand for dairy products by the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC). The Committee consists of representatives of provincial producer marketing boards, provincial government agencies and the Canadian Dairy Commission, a member of which chairs the meetings. The Committee administers the National Milk Marketing Plan signed by provinces producing milk (which is all except Newfoundland where there is very little milk production) and the federal government.

In order to balance industrial milk and cream production with the demand for dairy products, the CMSMC uses a system of Market Sharing Quota (MSQ) to share the national market requirements for industrial milk and cream among provinces and as an equitable basis for collecting levies from farmers to pay for export marketing costs.



The Committee met six times during the 1981/82 dairy year.

1981	Sept. 9 & 10	Winnipeg
	Nov. 19 & 20	Toronto
1982	Jan. 27	Ottawa
	March 24	Ottawa
	June 2	Ottawa
	June 29	Ottawa

National Market Sharing Quota

The National MSQ represents the total amount of industrial milk and cream production the CMSMC has decided dairy farmers should target to produce in a year. This quota includes the estimate of requirements for the domestic market and special export program as well as a sleeve, an extra amount to provide production flexibility, described later. The National MSQ is allocated among the provinces according to their agreed upon

shares. (See chart 11). In turn, provinces share their provincial allotments among their producers according to quota policies developed independently in each province. These policies are subject to Canadian Dairy Commission approval because they form the basis of the federal government's subsidy payments which the Commission is responsible for.

How the national MSQ is arrived at is illustrated in chart 10; how it has been adjusted in recent years is shown in chart 11.

Special Export Program

The CMSMC agreed in 1981/82 to continue to export the equivalent of up to 4.4 million hectolitres of milk as whole milk products. Of this amount 2.2 million hectolitres was eligible for the federal subsidy of \$6.03 per hectolitre. This program increases the MSQ available to pro-

Gestion des approvisionnements de lait

L'adéquation de l'offre et de la demande du lait de transformation et de la crème est, dans le cadre d'ententes formelles de partage du marché, la pierre angulaire des éléments interreliés de la politique laitière nationale du Canada. Les principaux éléments de la gestion des approvisionnements de lait, en 1981/1982, sont passés en revue dans les sections suivantes:

- Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait
- Quota national de mise en marché
- Bilan de la gestion des approvisionnements
- Réduction du caractère saisonnier de la production laitière
- Intégration

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) est responsable de la gestion de la production de lait de transformation et de crème, en fonction de la demande canadienne. Le comité est formé des représentants des offices provinciaux de mise en marché, des agences gouvernementales provinciales et de la Commission canadienne du lait, dont un membre le préside. Le comité administre le Plan national de commercialisation du lait endossé par les provinces (à l'exception de Terre-Neuve où la production laitière est très faible) et le gouvernement fédéral.

Pour équilibrer la production de lait de transformation et de crème et la demande des produits laitiers, le CCGAL utilise un système de quotas de mise en marché afin de par-

tager les besoins du marché entre les provinces. Ce système sert également de base au prélèvement des retenues servant à combler les frais de mise en marché des exportations.

Le comité s'est réuni six fois au cours de l'année laitière 1981/1982.

1981	9 et 10 sept.	Winnipeg
	19 et 20 nov.	Toronto
1982	27 janvier	Ottawa
	24 mars	Ottawa
	2 juin	Ottawa
	29 juin	Ottawa

Quota national de mise en marché

Le quota national de mise en marché est l'objectif de production de lait de transformation et de crème fixé par le CCGAL à l'intention des producteurs laitiers pour l'année. Ce quota inclut l'évaluation des besoins intérieurs et du programme spécial d'exportations, ainsi qu'une marge qui permet une certaine souplesse, cette dernière est d'ailleurs décrite plus en détail un peu plus bas. Ce quota national est réparti entre les provinces, d'après les parts de marché sur lesquelles elles se sont entendues (cf. tableau I I). À leur tour, les provinces ventilent leurs propres quotas entre les producteurs, en fonction des politiques d'attribution de quotas que chacune a mises au point. Ces politiques doivent cependant être approuvées par la Commission canadienne du lait car elles forment la base des paiements de subventions dont la Commission est responsable.

On trouvera au tableau I 0 le calcul qui a permis de fixer le quota national de mise en marché, alors que le tableau I I illustre les ajustements qui ont été apportés au cours des dernières années.

Programme spécial d'exportations

En 1981/1982, le CCGAL s'est entendu pour continuer à exporter des produits de lait entier équivalant à 4,4 millions d'hectolitres de lait. De ce montant, 2,2 millions d'hectolitres étaient admissibles à la subvention fédérale de 6,03\$ par hectolitre. Ce programme a augmenté le quota de mise en marché disponible pour les producteurs et a atténué la pression sur les provinces qui ont besoin de plus de quota pour la consommation locale.

La marge

La marge de 5,8% est un montant de quota de mise en marché attribué à chaque producteur en plus de sa part des besoins canadiens en lait. Elle permet une certaine souplesse aux producteurs pour remplir entièrement leur part des besoins canadiens et garantir qu'à l'échelle nationale, la production de lait réponde aux besoins. En fixant ainsi une cible de production qui inclut la marge, on s'assure qu'une quantité suffisante de lait est produite pour compenser toute production perdue sur d'autres fermes en raison de la mauvaise température, de l'état des récoltes, etc.

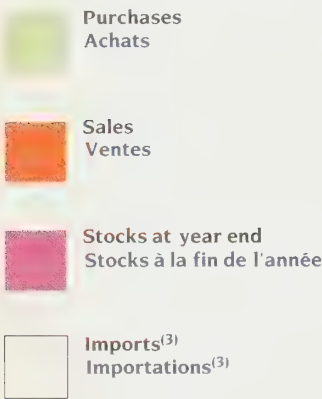
Bilan de la gestion des approvisionnements

Pendant l'année laitière 1981/1982, on a produit 48,6 millions d'hectolitres de lait. Cela représente 7,4% de plus que le lait requis pour les besoins intérieurs en plus du programme spécial d'exportations, soit un volume combiné de 45 millions d'hectolitres. Même si 1981/82 est une mauvaise année par rapport à celles qui viennent de s'écouler, plusieurs facteurs peu-

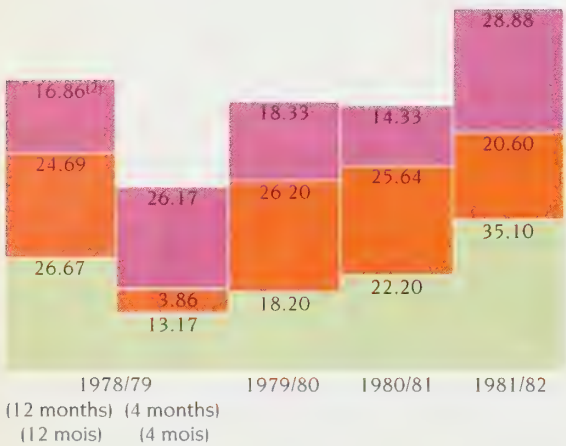
CHART 9

MARKETING ACTIVITIES BY THE CDC FOR PRODUCTS UNDER THE DAIRY PRODUCT PRICE SUPPORT PROGRAM ONLY⁽¹⁾

(million of kilos)



Butter Beurre

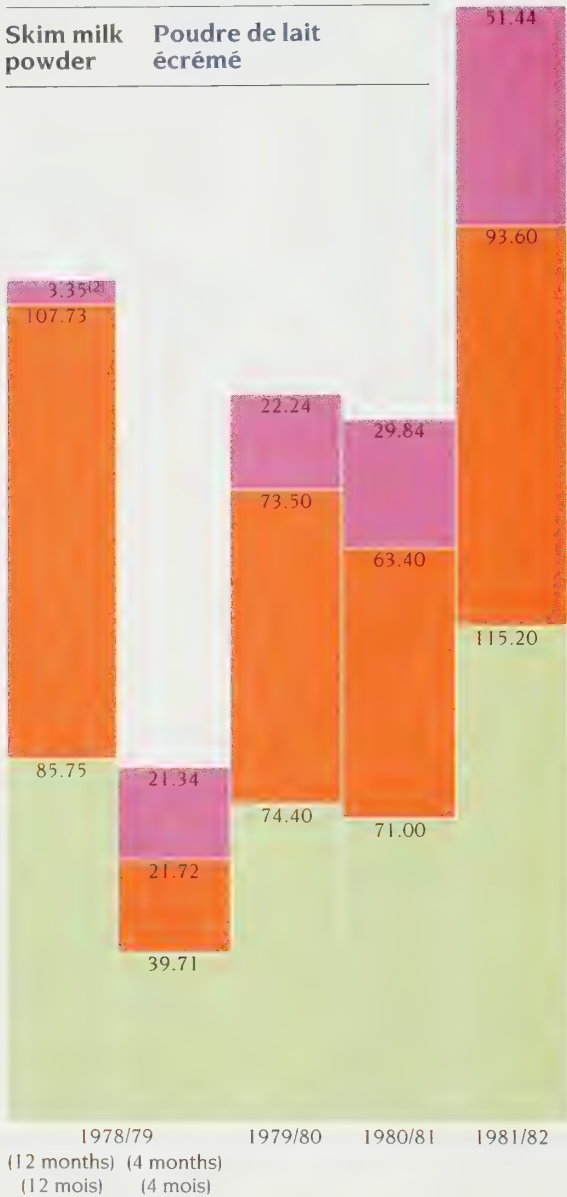


(1) The products are butter, skim milk powder and cheese. However, as noted on page 24, cheese was not an active part of this program during this period.
(2) Old dairy year, which ended March 31.
(3) There were no imports under this program during this period.

TABLEAU 9

ACTIVITÉS DE COMMERCIALISATION DE LA CCL AU NIVEAU DES PRODUITS SOUTENUS PAR LE PROGRAMME DE SOUTIEN DU PRIX DES PRODUITS LAITIERS⁽¹⁾

(millions de kilogrammes)



(1) Ces produits sont le beurre, la poudre de lait écrémé et le fromage. Cependant, tel qu'indiqué à la page 21, le fromage n'occupait pas une grande place dans le programme au cours de cette période.
(2) L'ancienne année se terminait le 31 mars.
(3) Au cours de cette période, il n'y eut aucune importation en vertu de ce programme.

ent expliquer cette soudaine sur-
production de lait. Premièrement,
ers la fin de l'année, on a enregis-
ré une forte diminution de la con-
sommation non seulement des pro-
duits du lait de transformation mais
aussi du lait de consommation et
les surplus sont venus inonder le
marché de lait industriel. Du côté
de la production, la faiblesse des
prix du boeuf, les bons pâturages

et les pauvres perspectives offertes
par les autres secteurs agricoles ont
amené une importante expansion
chez plusieurs producteurs. Cette
expansion a comblé la marge et
même que dans plusieurs cas, les
producteurs ont dépassé leurs quo-
tas. Ce surplus de production est
survenu parce qu'on n'a pas pris à
temps la décision de couper les
quotas et de ramener la production

au niveau des besoins du marché.

Après entente au sein du
CCGAL, il n'y a eu aucun ajustement
interprovincial de quota.

Réduction du caractère saisonnier de la production laitière

L'époque à laquelle le lait est
produit est aussi importante que la
quantité produite. La consomma-
tion canadienne de produits laitiers

CHART 10

COMPONENTS OF NATIONAL MSQ

Exemple: actual figures July 31, 1982

TABLEAU 10

DÉTERMINATION DU QUOTA NATIONAL DE MISE EN MARCHÉ

Exemple: données réelles au 31 juillet 1982

	Hectolitres of milk Hectolitres de lait (millions)		Kilograms of butterfat Kilogrammes de matière grasse (millions)	
An estimate of domestic requirements for dairy products is determined by the Canadian Milk Supply Management Committee, based on data and recommendations supplied by the Canadian Dairy Commission	44.1		158.8	Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait évalue, d'après les données et les recommandations transmises par la Commission canadienne du lait, les besoins intérieurs de produits laitiers
Amount of milk needed for one third of the Special Export Program	0.7	+	2.6	Un tiers du lait requis pour le programme spécial d'exportations
Canadian Requirements	44.8		161.4	Besoins domestiques
Margin of 5.8% to provide production flexibility and ensure plentiful milk supplies	2.6	+	9.4	Marge de 5.8% pour permettre une cer- taine souplesse et assurer une production suffisante de lait
Remaining two thirds of the amount of milk needed for the Special Export Program	1.5	+	5.3	Les deux tiers restants du programme spécial d'exportations
National Market Sharing Quota	48.9		176.1	Quota national de mise en marché

ducers and eases the pressure on provinces needing more quota for local consumption.

The Sleeve

The sleeve of 5.8% is an amount of MSQ allocated to individual producers over and above their share of the estimated Canadian Requirements for milk. It provides some flexibility for individual producers to produce their full share of Canadian requirements and ensures that on a national basis there is sufficient milk produced to meet market requirements. With producers tar-

geting to fill their quotas which include the sleeve, it ensures sufficient milk is produced to make up for shortfalls in production on some farms due to herd sickness, unfavorable weather, crop conditions, etc.

Supply Management Record

During the 1981/82 dairy year, 48.6 million hectolitres of milk were produced. This was 7.4% more milk than needed for Canadian Requirements plus the special export program, a combined 45.0 million hectolitres.

While 1981/82 was a bad year in comparison to recent years, there were many factors which contributed to the sudden oversupply of milk.

First, there was a sharp drop in domestic consumption towards the latter part of the dairy year not only of industrial milk products but also of fluid milk consumption, the surplus production of which spilled into the industrial market. On the production side, low beef prices, good feed conditions and poor prospects for other farm operations led to a significant expansion of produc-

CHART 11

MARKET SHARING QUOTA ENTITLEMENT*

Province	Date of entry into Plan	MSQ entitlement 1979/80	MSQ entitlement 1979/80
Province	La date d'adhésion au plan	Allocation du QMM 1979/80	Allocation du QMM 1979/80
		(1)	(2)
Prince Edward Island	Dec. 1, 1971	3.270	.908
Île-du-Prince-Édouard	1er déc. 1971		
Nova Scotia	Apr. 1, 1974	2.089	.580
Nouvelle-Écosse	1er avr. 1974		
New Brunswick	Apr. 1, 1974	2.291	.636
Nouveau-Brunswick	1er avr. 1974		
Québec	Dec. 1, 1970	82.786	22.996
Québec	1er déc. 1970		
Ontario	Dec. 1, 1970	54.073	15.020
Ontario	1er déc. 1970		
Manitoba	Jul. 1, 1972	6.733	1.870
Manitoba	1er juil. 1972		
Saskatchewan	Jul. 1, 1972	4.490	1.247
Saskatchewan	1er juil. 1972		
Alberta	Apr. 1, 1972	11.583	3.218
Alberta	1er avr. 1972		
British Columbia	Oct. 1, 1973	5.345	1.485
Colombie-Britannique	1er oct. 1973		
Canada		172.660	47.960

* Since 1979/80, Market Sharing Quota includes milk needed for Canadian Requirements plus the preplanned special Export Program (2.2 million hectolitres) plus the Sleeve (5.8%).
(1) million kilograms of butterfat
(2) million hectolitres of milk
(3) Some provinces (New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan, Alberta) did not participate in the optional special export program. Hence, the totals for these provinces do not include quota for the optional 2/3 export program. This explains the difference in the Canada totals from that in table 10.

TABLEAU 11

ALLOCATION DES QUOTAS DE MISE EN MARCHÉ*

MSQ Entitlement August 1, 1980 ⁽³⁾	MSQ Entitlement August 1, 1981 ⁽³⁾
Allocation du QMM 1er août 1980 ⁽³⁾	Allocation du QMM 1er août 1981 ⁽³⁾
(1)	(2)
(1)	(2)
3.334	.926
2.223	.618
2.255	.626
84.374	23.437
55.111	15.309
6.656	1.849
4.438	1.233
11.451	3.181
5.447	1.513
175.289	48.692
175.289	48.692

* Depuis 1979/80, les quotas de mise en marché comprennent les quantités de lait nécessaires pour les besoins domestiques, plus celles nécessaires pour le programme spécial d'exportations convenu à l'avance (2.2 millions d'hectolitres), plus la réserve (5,8%).
(1) millions de kilogrammes de matière grasse
(2) millions d'hectolitres de lait
(3) Certaines provinces (Nouveau-Brunswick, Manitoba, Saskatchewan, Alberta) n'ont pas participé au programme spécial d'exportations. Les totaux qui paraissent ci-haut pour ces provinces ne comprennent donc pas les deux tiers du quota d'exportation facultatif. C'est ce qui explique la différence entre les totaux pour le Canada aux tableaux 10 et 11.

est constante tout au long de l'année. Cependant, au Canada, la production a plutôt tendance à suivre une courbe saisonnière avec une production intensive en juin et une baisse en décembre. Bien que certaines provinces soient parvenues à équilibrer leurs livraisons tout au long de l'année, la plus grande partie du lait destiné à la transformation suit toujours une courbe saisonnière. L'année de quota, ou année laitière, commence après la période de pointe de la production laitière, en été, et court donc du 1^{er} août au 31 juillet, et ce afin de répartir uniformément la production tout au long de l'année en réponse aux besoins du marché et pour permettre une utilisation plus efficace des installations de traitement et d'entreposage. Les producteurs commencent donc les mois d'hiver, qu'on reconnaît généralement comme peu productifs, avec amplement de quota devant eux, ce qui les encourage à produire sans restriction aucune pendant l'hiver. Certaines provinces ont ajouté à cela d'autres mesures, comme les quotas mensuels et trimestriels et la variation des prix, pour accentuer encore cette tendance. Cela a permis de répartir de façon plus uniforme la production tout au cours de l'année et c'est là une amélioration qui profite à toute l'industrie. Au niveau des agriculteurs, l'étalement de la production augmente les liquidités et diminue les pressions financières saisonnières. Un approvisionnement mieux étalé permet aux transformateurs de réduire la capacité de transformation qui était traditionnellement sous-utilisée après les

périodes de pointe en été. Cela permet aussi de disposer de davantage de produits frais pour répondre à la demande croissante des consommateurs pour ces produits. Quant à la Commission, cela lui permet de réduire les coûts d'entreposage, de financement et de transport des produits achetés dans le cadre du

programme d'offre d'achat.

De plus, une production laitière mieux répartie dans l'année aide considérablement l'administration du programme de gestion des approvisionnements. Si un ajustement de quotas devient nécessaire au cours de l'année, afin de ramener la production au niveau de la



année de quota, ou année laitière, commence après la période de pointe de la production laitière, en été, et court donc du 1^{er} août au 31 juillet, et ce afin de répartir uniformément la production tout au long de l'année en réponse aux besoins du marché et pour permettre une utilisation plus efficace des installations de traitement et d'entreposage.

tion by many farmers. The expansion filled the sleeve portion of the quotas and in many cases farmers exceeded their quotas. This unneeded production occurred because decisions were not taken early enough to cut quotas to bring production in line with market requirements.

There was no interprovincial adjustment of quota during the year, by agreement of the CMSMC.

Reducing the Seasonality of Milk Production

The timing of milk production is as important as how much is produced. Canadian consumer demand for dairy products is fairly constant all year-round. Milk production in Canada has traditionally been on a seasonal pattern (high point June, low December). While some provinces have already achieved even year-round milk deliveries, the bulk of Canadian industrial milk production for processing purposes is still on a seasonal pattern. In order to spread production out over the year in response to market requirements and to make more efficient use of processing and warehousing facilities, the quota year or dairy year begins after the flush milk production season of summer and runs from August 1 to July 31. Farmers now begin the traditionally low milk production months of the winter with plenty of quota which encourages them to produce without restraint during the winter. Some provinces have introduced additional measures such as monthly and quarterly quotas and price differentials to encourage further

progress. The result has been more even milk production throughout the year and this improvement has benefited the entire industry. For individual farmers spreading out production improves cash flow, reducing seasonal financial pressures. More even year-round milk supplies enables processors to reduce processing capacity which traditionally operated at greatly reduced utilization after the peak milk production season of summer. It also means fresher dairy products to meet increasing consumer demand for these products. At the Commission it enables a reduction in the costs for storage, finance and transport of products purchased under the offer-to-purchase program.

More even milk production also greatly assists the national supply management program. If any adjustments in quotas are required during the year to keep milk production in relation to market requirements, these can be made in time to minimize the possibilities of over or under production for the year.

The result of the change in the dairy year and the supporting programs introduced by individual provinces has been a steady improvement in evening out milk production. The April to September summer season compared to the October to March winter period has improved from 62.5/37.5 percent in 1977/78 to 57.8/42.2 in 1981/82.

A comparison is provided in chart 12, where all milk and cream production, fluid and industrial is shown.

demande, on peut alors effectuer un changement en temps voulu pour minimiser les risques de sous-production ou surproduction pour l'année.

Le changement de l'année laitière, ajouté aux divers program-

mes de soutien introduits par les provinces, nous rapproche graduellement d'une production uniforme. Le rapport entre la production estivale d'avril à septembre et la production hivernale d'octobre à mars s'est amélioré en passant de 62,5/

37,5 pourcent en 1977/1978 à 57,8/42,2 pourcent en 1981/1982.

On pourra comparer ces ratios pour la production de lait et de crème provenant des secteurs de la transformation et de la consommation au tableau 12.

CHART 12

SEASONAL DISTRIBUTION OF MILK PRODUCTION BETWEEN SUMMER AND WINTER MONTHS

Industrial milk and cream only
Production de lait de transformation et de crème seulement

Summer — April to September
Été — avril à septembre

Winter — October to March
Hiver — octobre à mars

TABLEAU 12

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ENTRE LES MOIS D'ÉTÉ ET D'HIVER

All milk and cream, fluid and industrial
Toute la production de lait et de crème de transformation et de consommation



Integration

This is a process whereby definite steps are taken by the fluid milk pools in each province to admit industrial milk shippers who meet the applicable farm and milk standards required to ship fluid milk. Eventually this trend will lead to the situation where all milk shippers within a province will share in the proceeds from the sale of all milk produced in a province. Some exceptions may remain where

costs of production are significantly different, ie between northern and southern areas of a province, or where some farmers for whatever reason wish to remain only industrial shippers.

Integration is a major goal of the Canadian Dairy Commission.

There has been remarkable progress in recent years. Some provinces are already fully integrated and progress continues in the remainder.

At the end of the 1981/82 dairy

year, 24,660 producers were selling milk for both the industrial and fluid milk market. 14,649 sold only industrial milk and 13,258 sold cream. The corresponding totals for the 1980/81 year were 24,151, 17,310 and 14,268. Chart 13 details the progress in integration of dairy farmers over the last five year period.

CHART 13

PROGRESS IN INTEGRATION⁽¹⁾

A comparison of milk producers and shipments

TABLEAU 13

ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION⁽¹⁾

Comparaison entre les producteurs laitiers et les livraisons de chacun des groupes



(1) Does not include cream producers as very few switch to bulk milk deliveries or integrate.
 "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.
 "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.

(1) N'inclut pas les producteurs de crème, puisque très peu d'entre eux ont transformé leur installation pour livrer en vrac, ou se sont intégrés.
 "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.
 "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.

Intégration

Il s'agit d'une procédure suivant laquelle les pools de lait de consommation de chacune des provinces accordent aux producteurs de lait le droit d'exporter du lait de consommation, en tant qu'ils satisfassent aux exigences établies pour les exploitations et le lait de consommation. On arrivera un jour à ce que tous les producteurs de lait d'une province partagent la vente de tous les types de lait produits dans une province. Il y aura cependant probablement quelques exceptions quand on

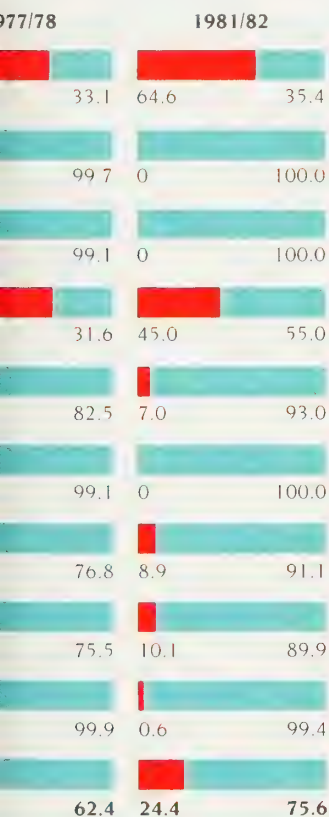
reconnaîtra que les coûts de production sont plus élevés, comme par exemple dans les régions les plus au nord ou lorsque des producteurs, pour une raison ou pour une autre, désirent livrer du lait industriel seulement.

L'intégration est un objectif essentiel de la Commission canadienne du lait.

L'intégration a fait des progrès notables au cours des dernières années. La production est maintenant complètement intégrée dans certaines provinces et on continue à enregistrer des progrès dans les autres.

À la fin de l'année laitière 1981/1982, 24 660 producteurs vendaient du lait sur le marché du lait de transformation et sur le marché du lait de consommation. 14 649 ne vendaient que du lait de transformation et 13 258 que de la crème. Pour l'année laitière 1980/1981, ces chiffres étaient de 24 151, 17 310 et 14 268. Le tableau 13 illustre les progrès de l'intégration chez les producteurs laitiers au cours des cinq dernières années.

% Total milk shipments
% livraisons totales



Levies from Milk Producers

Costs incurred by the Canadian Dairy Commission to export dairy products and to operate other marketing programs are funded by levies collected from dairy farmers by provincial marketing boards and agencies who remit the levies to the Commission. Before setting the levy

rates, the Commission first submits a marketing budget to the Canadian Milk Supply Management Committee for approval. Based on that budget, a levy rate structure is established.

The CMSMC determines the National MSQ. As the provinces establish and administer quota policies individually in each province,

they have agreed to be responsible in the event of a shortfall of levy funds at the end of a dairy year. Any surplus under \$10 million is automatically retained for the following year while the CMSMC decides on the disposition of any greater surplus.

In 1981/82, the levies collected were the in-quota, special export, over-quota levies and the deduction based on class 1 milk sales all of which totaled to \$169.9 million. For details by province, see chart 14; for rates, see chart 15, for a breakdown by levy, see schedule C and D of the Financial Statements.

The Special Export Program levy was paid only by producers in provinces participating in the program in order to provide funds to cover the costs associated with those pre-planned whole milk exports. Participating provinces were Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Ontario and British Columbia.

CHART 14

LEVIES REMITTED TO THE CDC BY PROVINCES^{(1) (2)}

(thousand of dollars)

	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	2,020	1,596	2,190	3,428
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	2,278	1,421	2,014	3,209
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1,226	1,043	1,284	1,722
Québec Québec	77,175	54,260	67,520	85,929
Ontario Ontario	44,890	35,977	42,242	50,308
Manitoba Manitoba	4,768	3,660	4,520	5,157
Saskatchewan Saskatchewan	2,560	1,862	2,407	3,000
Alberta Alberta	7,518	5,603	7,100	8,715
British Columbia Colombie-Britannique	5,809	4,854	5,373	8,447
Total	\$148,244	\$110,276	\$134,650	\$169,915

TABLEAU 14

RETENUES REMISES À LA CCL PAR LES PROVINCES^{(1) (2)}

(milliers de dollars)

(1) This is the net of all levies paid; contingency levies collected but refunded for 1978/79 and 1979/80 are not included.

(2) Levies collected for 1978/79 were for 16 months and other years were for 12 months.

(1) C'est le montant net de toutes les retenues versées; on n'a pas tenu compte des retenues versées puis remboursées en 1978/79 et en 1980/81.

(2) Les retenues prélevées pour 1978/79 concernaient 16 mois alors que, pour les autres années, elles ne touchent que 12 mois.

Retenues des producteurs laitiers

Les frais encourus par la Commission canadienne du lait pour l'exportation de produits laitiers et la mise en œuvre de ses divers programmes de commercialisation sont recouvrés par le biais de retenues prélevées auprès des producteurs de lait par les offices provin-

ciaux de mise en marché et remises ensuite à la Commission. Avant d'établir les taux des retenues, la Commission soumet d'abord un budget de mise en marché au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait pour fins d'approbation. Une structure de taux de retenue est alors établie d'après ce budget.

Le CCGAL fixe le quota national de mise en marché. Comme chaque province met en place et administre ses politiques de quotas, elles ont consenti à prendre la responsabilité de tout déficit au fonds des retenues à la fin de l'année laitière. Tout surplus inférieur à 10\$ millions sera, lui, retenu pour l'année suivante tandis que le CCGAL devra décider de l'utilisation de toute somme plus importante.

En 1981/1982, les retenues suivantes ont été prélevées: la retenue intérieure-quota, la retenue spéciale à l'exportation, la retenue hors-quota et la déduction calculée d'après les ventes de lait de classe I. Elles totalisaient 169,9\$ millions. Pour plus de détails sur les montants payés par chacune des provinces, on se reportera au tableau 14. Quant aux taux, ils apparaissent au tableau 15. Si on veut étudier la décomposition des retenues, on se reportera aux annexes C et D des états financiers.

La retenue du programme spécial d'exportations n'a été acquittée que par les producteurs des provinces participant au programme, afin d'assurer les fonds nécessaires pour couvrir les coûts rattachés aux exportations de lait entier qui avaient été planifiées. L'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont participé à ce programme.

TABLEAU 15
LEVY RATES

TABLEAU 15
TAUX DES RETENUES

Laiterie année laitière		\$/hl milk \$/hl lait				
		In-quota ⁽¹⁾ Intérieure- quota ⁽¹⁾	Export ⁽²⁾ Exporta- tion ⁽²⁾	Skim-off ⁽³⁾ Écrémage ⁽³⁾	Over-quota Hors quota	Contingency ⁽⁴⁾ D'appoint ⁽⁴⁾
1978/79	April 1 1er avril	2.27	—	0.45	17.03	0.45
1979/80	August 1 1er août	2.27	0.11	0.45	18.15	0.57
1980/81	August 1 1er août	2.80	0.16	0.30	18.15	—
1981/82	August 1 1er août	3.05	0.25	0.30	17.13	—
	April 1 1er avril	3.05	0.25	0.30	20.21	—

(1) In 1980/81, the in-quota levy incorporated the previous contingency levy.

(2) Introduced in 1979/80.

(3) Introduced in 1977/78.

(4) Introduced in 1978/79, in 1980/81 it was discontinued as a separate levy and instead the in-quota levy increased to cover sleeve milk production.

(1) En 1980/81 la retenue intérieur quota comprenait l'ancienne retenue d'appoint.

(2) Introduite en 1979/80.

(3) Introduite en 1977/78.

(4) Introduite en 1978/79, elle a été interrompue en 1980/81 comme une retenue distincte, et la retenue intérieure-quota a plutôt été augmentée pour couvrir la production de la marge.

MARKETING

The Commission's marketing activities have two major objectives: market price support for the Target Returns level paid to farmers for their industrial milk and cream and secondly, the removal from the domestic market of dairy products produced in excess of consumer requirements. Some of the activities are carried out on behalf of the federal government while others result from decisions of the Canadian Milk Supply Management Committee. Although interrelated, for presentation purposes the marketing is divided between domestic and international operations.

Domestic Marketing

In the domestic market, the Commission's primary activity is to support the Target Market Price for industrial milk and cream by offering-to-purchase butter and skim milk powder, described earlier under Dairy Support Operations.

In general, it is the intention to resell all butter purchased under the offer-to-purchase program on the domestic market. However in the case of skim milk powder, most of the production is in excess of domestic demand and is sold on the world market with the exception of a small amount sold in Canada for animal feed purposes.

In 1981/82, the Commission bought 35.1 million kilograms of butter and sold 20.6 million kilograms. The purchases of 35.1 million kilograms was about 29.1% of the 120.6 million kilogram Canadian production. Of 155.9 million kilograms of powder produced, the Commission purchased directly 122.0 million kilograms or 78.2% and paid dairy product assistance on another 6.8 million kilograms for a total 82.6% of all production. The remaining 17.4% was sold domestically by processors. Further

details are provided in Schedule E of the Audited Financial Statements.

Research Program

The objective of the Commission's research program is to increase the consumption and utilization of dairy products. For reference, chart 16 illustrates the per capita disappearance of dairy products in Canada.

The Commission does not carry out research itself; it provides the funding for the work done by dairy product manufacturers and marketers, universities, consultants, governments and private research facilities.

The program is oriented towards new product development, market analysis, manufacturing efficiency and nutritional quality of dairy products. Emphasis is placed on the potential for practical applications when the industry/government committee is assessing research proposals. Proposal submissions must address the economic feasibility, impact and desire by the industry for the research.

To encourage more participation by manufacturers, there is an option for varying periods of confidentiality of research results when the work is cost shared by a manufacturer.

In 1981/82, 21 new projects were approved for funding which brings the total to 86 since the program started in 1977/78. During the year 11 final reports were received to bring the total number of completed reports to 60, of which 59 were available to the public.

Priority of Milk Use

In the very competitive food market, an overall priority for the dairy industry must be the availability to consumers of plentiful supplies of dairy products of high qual-

ity. The first use of milk must be for fresh dairy products. In general this is achieved by first meeting fluid market requirements, namely table milk and fresh creams, on a daily basis, which utilizes about 37% of all milk on an annual basis. The remainder of the milk production, 63%, is used in the industrial milk market for processing into dairy products.

Even the use of industrial milk is generally prioritized with milk first going to production of more perishable dairy products such as yogurt, soft cheese etc. followed by cheddar etc. Once those demands are met, milk is processed into butter, the product of last resort because it stores well. The application of this approach varies from province to province.

As a major buyer and seller of dairy products, the Canadian Dairy Commission takes the lead in discouraging butter production during the low milk production months when the consumer demand for fresh products requires most of the milk available. The Commission adjusts its offer-to-purchase program by ceasing to buy or delaying payment for butter produced during the winter months. To avoid having to hold any stocks of butter for months while waiting for a buyer or the resumption of the Commission's purchasing program, manufacturers make other dairy products first. Not only does this ensure supplies of dairy products for consumers all year-round, it reduces the Commission's storage and interest costs for stocks. Details of the program are provided under Product Price Support described earlier in this report.

Skim Milk Powder for Animal Feed

For a variety of reasons, mainly improved processing, supplies of low grade skim milk powder for ani-

es activités de mise en marché de la Commission relèvent de deux grands objectifs. Le premier est de soutenir les prix du marché pour atteindre les niveaux visés payés aux agriculteurs pour leur lait de transformation et leur crème; le second est de permettre de retirer du marché intérieur la quantité de produits laitiers qui dépasse le niveau de la demande des consommateurs. Certaines de ces activités sont imputables à des décisions prises par le gouvernement fédéral, alors que d'autres relèvent du comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Même si ces activités sont interreliées, on les partage, pour faciliter leur compréhension, en deux catégories, soit les activités domestiques ou intérieures et les activités internationales.

Situation du marché domestique

Sur le marché domestique, la principale activité de la Commission est de soutenir le prix visé pour le marché pour le lait de transformation et la crème, en offrant d'acheter du beurre et de la poudre de lait écrémé, comme on l'a déjà vu au chapitre du "Soutien financier du secteur laitier".

En règle générale, on cherche à revendre tout le beurre acheté dans le cadre du programme d'offre d'achat sur le marché intérieur. Cependant, pour la poudre de lait écrémé, le gros de la production est en excédent du niveau de la demande intérieure et est vendu sur le marché mondial, si ce n'est les petites quantités vendues ici même au Canada au secteur de l'alimentation animale.

En 1981/1982, la Commission a acheté 35,1 millions de kilos de beurre, soit environ 29,1% d'une production canadienne de 120,6 millions de kilos et en a vendu 20,6 millions de kilos. Pour ce qui est de

la poudre, alors que la production fut de 155,9 millions de kilos, la Commission en a acheté directement 122,0 millions de kilos ou 78,2% et a versé une aide sur une autre quantité de 6,8 millions de kilos pour un grand total de 82,6% de toute la production. Les 17,4% restants furent entièrement vendus par les transformateurs sur le marché intérieur. On trouvera d'autres détails à l'annexe E des états financiers.

Programme de recherche

L'objectif du programme de recherche de la Commission est d'augmenter la consommation et l'utilisation des produits laitiers. Le tableau 16 illustre la disparition par tête des produits laitiers au Canada.

La Commission ne s'adonne pas elle-même à la recherche; elle assure le financement du travail fait par des fabricants et commerçants de produits laitiers, des universités, des experts-conseils, des gouvernements et les centres de recherche du secteur privé.

Le programme s'intéresse surtout à la mise au point de nouveaux produits, à l'analyse de marché, à l'efficacité des procédés de transformation et aux qualités nutritives des produits laitiers. Au moment d'évaluer les propositions de recherche, le comité bipartite industrie-gouvernement porte une attention particulière aux applications pratiques qu'on peut espérer en retirer. Les soumissions proposées doivent concerner la faisabilité et les conséquences économiques et faire la preuve du désir de l'industrie de voir cette recherche se faire.

Afin d'inciter les transformateurs à y participer davantage, il est possible de déterminer d'avance des périodes de diverses longueurs pour la confidentialité des résultats de la recherche, quand le travail est

financé en partie par une entreprise privée.

En 1981/1982, 21 nouveaux projets ont vu leur financement approuvé, ce qui porte le total à 86 depuis le lancement du programme en 1977/1978. Au cours de l'année, 11 rapports finals ont été déposés, ce qui porte leur total à 60, dont 59 sont accessibles au public.

Priorité d'utilisation du lait

Le marché alimentaire étant hautement compétitif, l'industrie laitière doit avoir comme priorité d'ensemble que les consommateurs disposent d'une bonne quantité de produits laitiers de haute qualité. Le lait doit d'abord servir à la préparation de produits laitiers frais. De façon générale, ceci veut dire qu'on s'assure d'abord que la demande de lait de consommation est comblée, nommément la crème et le lait frais, tous les jours. Cela représente environ 37% de toute la production laitière sur l'année. Le reste de la production de lait (63%) est destiné à la transformation et entre dans les produits laitiers.

mal feed use were not sufficient to meet the demand in Canada. When a shortage is demonstrated, the Commission makes skim milk pow-

der available which is denatured for animal feed use. The price charged is higher than when exported for human use but lower than that for

the same purpose in Canada; the difference is financed by dairy farmers. 1.5 million kilograms were used for this purpose in 1981/82.

CHART 16

PER CAPITA DISAPPEARANCE (CONSUMPTION) OF DAIRY PRODUCTS IN CANADA, 1972-1981

TABLEAU 16

DISPARITION (CONSUMMATION) DE PRODUITS LAITIERS PAR HABITANT AU CANADA, DE 1972 À 1981

	Fluid or table milk & cream Lait nature et crème	Butter	Cheddar cheese ⁽¹⁾	Pro- cessed cheese ⁽²⁾	Spe- cialty cheese ⁽¹⁾	Total cheese	Evapo- rated whole milk	Con- densed whole milk	Skim milk powder	Cottage cheese	Ice cream	Y		
		Beurre	Fromage cheddar ⁽¹⁾	Fromage fondu ⁽²⁾	Fromages fins ⁽¹⁾	Total des fromages	Lait entier éaporé	Lait entier condensé	Lait écrémé en poudre	Fromage cottage	Crème glacée	Y		
	Litres	Kilograms-Kilogrammes										Litre		
1972	93.1	6.58	1.71	+	1.73	+	1.71	=	5.15	5.08	0.35	2.15	1.03	12.73
1973	94.4	6.01	2.01		1.83		1.81		5.65	4.75	0.41	2.35	1.10	12.50
1974	94.6	5.86	1.94		1.90		2.58		6.42	4.39	0.38	2.57	1.03	12.41
1975	100.2	5.25	1.79		1.87		2.46		6.12	3.99	0.33	2.09	1.02	12.59
1976	101.2	5.08	1.69		1.96		2.69		6.34	3.96	0.30	2.79	1.07	12.18
1977	102.3	4.59	1.39		2.01		2.96		6.36	3.95	0.35	3.51	1.11	12.58
1978	104.8	4.47	1.47		2.17		3.30		6.94	4.33	0.37	0.92	1.15	12.25
1979	106.9	4.46	1.93		2.05		3.51		7.49	2.48	0.38	2.19	1.17	12.99
1980	108.3	4.53	1.92		2.14		3.57		7.63	2.25	0.54	1.79	1.20	13.00
1981	107.7	4.42	1.96		2.18		3.77		7.91	2.11	0.54	1.99	1.27	12.86

(1) Does not include cheese used in "processed cheese".

(2) Cheese equivalent of processed cheese (assumed to be 73% cheese by volume) Starting in 1975, 95% assumed to be of cheddar, and the balance of variety.

Source: Statistics Canada

(1) Ne comprend pas le fromage utilisé dans la fabrication du fromage fondu.

(2) Le total du fromage fondu exprimé en équivalent de fromage (en moyenne 73% de fromage par volume). Depuis 1975, environ 95% du fromage utilisé est du cheddar, et le reste des fromages variés.

Source: Statistique Canada

Les diverses utilisations de lait et de transformation sont, en général, aussi affectées de priorités. La première est la production des produits laitiers les plus périssables, comme le yaourt, les fromages frais, etc. suivi du cheddar, etc. Quand on a répondu à cette demande, le lait sert alors à la production de beurre. Cette dernière priorité s'explique parce que ce produit peut très bien s'entreposer. Cette approche subit diverses modifications d'une province à l'autre.

La Commission canadienne du lait, qui est un important acheteur et vendeur de produits laitiers, s'efforce de décourager la production de beurre au cours des mois de faible production laitière, pendant lesquels le consommateur veut voir autant de produits frais que permet d'en produire le lait disponible. La Commission se sert alors de son programme d'offre d'achat en cessant d'acheter du beurre ou en retardant le paiement du beurre produit pendant les mois d'hiver, pour éviter de se voir coincés avec de gros inventaires de beurre durant ces mois, en attendant un acheteur à la réouverture de la période d'achat de la Commission, les transformateurs fabriquent en priorité d'autres produits laitiers. Ceci a non seulement pour effet d'assurer aux consommateurs des produits laitiers frais durant toute l'année, mais produit aussi les frais d'entreposage d'intérêt que doit assumer la Commission sur les inventaires. On trouvera des détails sur ce programme au chapitre sur le "Soutien des prix des produits laitiers" dans les pages précédentes.

Poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation animale

Les approvisionnements en poudre de lait écrémé de qualité infé-

rieure, destinée à entrer dans l'alimentation animale, ont été insuffisants pour répondre à la demande canadienne pour toute une gamme de raisons principalement à cause de l'amélioration des techniques de transformation. Quand ce marché est à court, la Commission libère de la poudre qui est alors dénaturée avant d'être dirigée vers le secteur de l'alimentation animale. Le prix alors touché est supérieur au prix d'exportation de la poudre destinée à la consommation humaine, mais inférieur au prix de soutien pour la consommation humaine au Canada. La différence est financée par les producteurs laitiers. En 1981/1982, 1,5 million de kilos furent utilisés à cette fin.

Situation du marché international

La création de la Commission canadienne du lait a été, en 1966, largement justifiée par le besoin de coordonner les exportations de produits laitiers canadiens. Alors qu'à l'époque il s'agissait surtout d'exporter de la poudre de lait écrémé, les exportations couvrent maintenant des produits de lait entier équivalant en volume à peu près à 10% de la production de lait de transformation au Canada. Quand on parle des activités de commercialisation sur les marchés extérieurs de la Commission, il s'agit et de ventes directes et de ventes en passant par des agents et des grossistes de produits comme le lait concentré, le fromage, la poudre de lait entier, le lait UHT et d'autres produits.

Situation du marché

En 1981/1982, la production de lait a augmenté en moyenne de 3 à 4% dans les pays exportateurs. Cela est dû à des conditions climatiques favorables, à une production et à une transformation efficaces du

lait et à une augmentation des soutiens financiers pour les produits laitiers.

Parallèlement, l'ensemble de la situation économique a été marqué par un revirement inattendu et rapide qui a commencé dans les pays de l'OPEP et s'est ensuite répandu rapidement à travers le monde. Les principaux pays importateurs, comme le Nigéria et le Mexique pour n'en citer que deux, ont été très touchés. Ces événements ont été à l'origine de situations cahotiques dans un certain nombre de pays, en mettant certains d'entre eux au bord de la faillite.

L'offre et la demande des produits laitiers ont donc subi d'importants changements. Les énormes stocks de produits laitiers détenus par les États-Unis (environ 1 million de tonnes de beurre, fromage et poudre de lait écrémé) ont affecté les marchés mondiaux dès qu'on a commencé à les écouler sur ces marchés. Les pays exportateurs, comme ceux de la Communauté économique européenne, la Nouvelle-Zélande et le Canada, ont vu leurs marchés se réduire et même disparaître complètement dans certains cas, ce qui a gonflé leurs inventaires. Tous ceux qui dépendent des marchés d'exportation en ont été sérieusement inquiétés.

International Marketing

A major reason for the establishment of the Canadian Dairy Commission in 1966 was to coordinate the export of Canadian dairy products. This role has developed since then from exporting principally skim milk powder to now include exports of whole milk products equivalent in volume up to roughly 10% of Canada's industrial milk production. These export marketing activities involve direct sales from the Commission and sales through agents and traders of products such as evaporated milk, cheese, whole milk powder, ultra high temperature milk and other products.

Market Situation

During 1981/82, production of milk in exporting countries increased an average 3 to 4%. This was attributed to favourable climatic conditions, efficient production and processing of the milk and increased support prices for dairy products.

At the same time, general economic conditions suffered an unexpected and rapid downturn beginning with OPEC members and spreading quickly throughout the world, especially to major importing countries such as Nigeria and Mexico, to name only two. The impact of this development caused near chaos in many nations sending some to the edge of bankruptcy.

Consequently the supply and demand situation for dairy products changed dramatically. The huge buildup of dairy product stocks in the United States of

roughly 1 million tonnes of butter, cheese and skim milk powder really started to affect the world markets as they began to be disposed of on those markets. Exporting countries such as the European Economic Community, New Zealand and Canada found that markets were reduced or disappeared completely, causing a build-up of their inventories. This development was of great concern to everyone depending on the export markets.

Skim Milk Powder

The Commission anticipated the export market downturn and aggressively sold forward future production of skim milk powder, leaving the CDC with very low inventories at the end of 1981. However, the downturn continued into 1982 which required a reassessment of sales possibilities in the light of forecasted inventory build-ups mainly due to the increase in skim milk powder stocks by 30,000 metric tons. By July 31, 1982, the Commission stocks stood at 50,000 metric tonnes. This was in spite of a 33% increase in export sales of skim milk powder during the year.

The major markets for Canadian skim milk powder in 1981 were Mexico, Jamaica, Nicaragua, Barbados, the Dominican Republic, Guatemala, Venezuela, Japan and South East Asia. During the year the Commission was successful in penetrating two new markets: Algeria and Peru. The Peruvian market is a specialized market requiring high heat/heat stable powder which some Canadian manufacturers are able to produce. Indications are

that this high heat/heat stable powder will be increasingly popular in the world market. The Commission has worked with the manufacturers to increase the production capacity of high heat/heat stable powder without the addition of stabilizers. The results are excellent.

During the year, the world price for skim milk powder was under a lot of pressure with prices dropping from \$1,200 US to \$1,000 US per metric tonne within 6 months. Even at these reduced prices, exporting countries were unable to move their surpluses which compounded the problem of finding outlets for their burgeoning surpluses of inventory. Large inventories are costly to support, not only because of capital cost, but for storage, handling and interest costs.

Evaporated Milk

A shortfall in funds for purchases by several of the Commission's major clients forced those countries to reevaluate their import programs for the more sophisticated products such as evaporated milk. For this reason, Mexico's economic difficulties forced them to stop importing evaporated milk for the remainder of 1982. Consequently the Commission tried to regain a portion of the Caribbean market. While the Caribbean sales do not compare in size to the market lost in Mexico, they are no less important to Canada. In Nigeria, another customer of Canada and the largest importer of evaporated milk in the world, its economic problems grew following the problems of OPEC and it became more and more diffi-



Poudre de lait écrémé

La Commission avait prévu le revirement de la situation sur les marchés d'exportation et s'était montrée très agressive pour vendre d'avance la production à venir de poudre de lait écrémé, ce qui explique que la CCL n'ait eu que très peu d'inventaire à la fin de 1981. Le ralentissement a cependant continué à se manifester en 1982 et a obligé à réévaluer les possibilités de vente en fonction de l'augmentation prévue des inventaires provenant surtout de l'augmentation des stocks de poudre de lait écrémé de près de 30 000 tonnes. Au 31 juillet 1982, les stocks de la Commission s'élevaient à environ 50 000 tonnes métriques. On atteignait ce niveau malgré une augmentation des ventes de poudre de lait écrémé de 33% au cours de l'année.

En 1981, les marchés les plus importants pour la poudre de lait écrémé canadienne ont été le Mexique, la Jamaïque, le Nicaragua, la Barbade, la République dominicaine, le Guatemala, le Venezuela, le Japon et l'Asie du Sud-Est. Pendant cette année, la Commission a réussi à percer sur deux marchés nouveaux, soit l'Algérie et le Pérou. Le marché péruvien est un marché spécialisé qui exige une poudre stable à haute température, que certains fabricants canadiens sont capables de produire. Il semble, d'après les données dont on dispose, que ce produit devient de plus en plus populaire sur le marché mondial. La Commission s'est

cult for them to import. In 1981/82 Canada's sales to Nigeria dropped dramatically and it is hoped this situation will improve next year. This will only occur if special efforts are made in this area in order to recover a share of this important market. In Libya, the Commission increased its share of the market, but not without strong competition from the European Economic Community.

The principal market for the Commission remains Algeria. For the last four years, the Algerian national purchasing agency ONACO, has shown full confidence in Canadian dairy products. The long term contracts between the CDC and ONACO assure Algeria of a monthly supply of fresh evaporated milk manufactured from the highest quality milk using the latest equipment and modern technology. The Commission exports most products from warehouses especially equipped for this purpose at the ports of Québec, and Charlottetown, Prince Edward Island. Once the quality of each production batch has been certified by the Canadian government's inspection services, the product is boarded onto one of two ships chartered by the CDC especially to serve the

Algerian market.

The production of evaporated milk for export assures the utilization of evaporated milk plants in Canada and is therefore very important. Towards the end of the dairy year the Commission was completing negotiations with Algeria for a major contract to begin in the fall of 1982 through to the end of 1983 which would involve Canada supplying 50 percent of the market for evaporated milk in Algeria.

Whole Milk Powder

Even though the Commission negotiated a major instantized whole milk powder contract which would have used a new plant at St-Alexandre just east of Québec for all 1982, circumstances beyond control required the Commission to delay production for that contract. The plant will likely be in full production in 1982/83 for the first time since its start up of operations in 1981. This new and modern plant will enable Canada to compete on the world markets with excellent quality controlled products.

Dairy Product Assistance Program

The Commission encourages exporters and processors to devel-

op and market dairy products directly to foreign markets. This enables products to be exported without entering Commission warehouses which saves on storage, interest and transport. The program also covers the costs of making skim milk powder available for the domestic animal feed market when powder for that market is in short supply.

In 1981/82 \$13.7 million was spent on the dairy product assistance program, a decrease of 27.4% from \$18.9 million in 1980/81. The program is financed by farmers.

International Trade in Cheese

Exports

Canada has two major cheese export markets. One is the historical aged cheddar market in the United Kingdom. The import quota to that market was negotiated with the European Economic Community in 1979 and was for 3.25 million kilograms for each of 1981 and 1982 and 2.75 million kilograms for 1983. The imports are subject to a fixed levy. In return for this access, Canada granted the Community 60 percent of the annual global import quota into Canada of 20.4 million kilograms.

forcée, conjointement avec les fabricants, d'augmenter la capacité de production de poudre stable à haute température sans l'ajout de stabilisants. Les résultats sont excellents.

Au cours de l'année, le prix mondial de la poudre de lait écrémé a été soumis à de très fortes pressions et est tombé de 1 200\$ US la tonne métrique à 1 000\$ US en moins de six mois. Même à ce prix, les pays exportateurs n'ont pas pu débarrasser de leurs surplus, ce qui a rajouté au problème de troubles débouchés pour les surplus s'annonçaient. Maintenir des

stocks importants est coûteux; non seulement à cause des coûts en capital, mais également à cause des coûts d'entreposage, de manutention et des intérêts à payer.

Lait évaporé

Plusieurs des clients importants de la Commission manquant de liquidités pour leurs achats ont dû réévaluer leurs programmes d'importations pour des produits plus recherchés, comme le lait évaporé. C'est la raison pour laquelle le Mexique, avec les difficultés économiques qu'il connaît, a dû arrêter d'importer du lait évaporé pour le

reste de 1982. La Commission s'est donc efforcée de reprendre une partie du marché antillais. Si les ventes sur ce marché n'ont pas totalement compensé celles perdues au Mexique, elles n'en sont pas moins importantes pour le Canada. Le Nigéria, un autre client du Canada et le plus grand importateur de lait évaporé au monde, qui a vu ses problèmes économiques s'accroître avec les difficultés de l'OPEP, a eu de plus en plus de problèmes à importer. En 1981/82, les ventes du Canada au Nigéria ont diminué de façon sensible et on espère assister à un redressement l'année prochaine. Cela ne sera possible que si on fait des efforts particuliers pour reconquérir une part de cet important marché. Quant à la Lybie, la Commission y a augmenté sa part de marché, ce qui n'empêche qu'elle y a subi la forte concurrence des pays de la Communauté économique européenne.

Le principal marché de la Commission reste toutefois l'Algérie. L'Office national de commercialisation de l'Algérie, l'ONACO, a manifesté une confiance totale envers les produits laitiers canadiens au cours des quatre dernières années. Les contrats à long terme entre la CCL et l'ONACO garantissent à l'Algérie un approvisionnement mensuel de lait évaporé frais fabriqué à partir du lait de la plus haute qualité et en se servant du matériel le plus perfectionné et de la dernière technologie. La plupart des exportations de la Commission à destination de ce pays partent d'entrepôts spécialement équipés à cette fin dans les ports de Québec et Charlottetown, dans l'Île-du-Prince-Édouard. Quand les services d'inspection du gouvernement canadien ont certifié la qualité de chaque lot produit, il est chargé sur l'un des deux navires affrétés spécialement par la CCL à l'intention du marché algérien.



CHART 17

CHEESE EXPORTS AND IMPORTS
(thousands of kilos)

TABLEAU 17

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE
FROMAGES
(milliers de kilogrammes)

		Dairy Year Année laitière 1981/82	Calendar Year Année civile 1981
Cheese Exports	Exportations de fromages		
Aged Cheddar Cheese, to:	Exportations de cheddar vieilli vers:		
United Kingdom	Royaume-Uni	3 326	3,250
United States	États-Unis	2,250	645
Other Countries	autres pays	70	119
Other Cheeses, to:	Exportations d'autres fromages à destination de:		
United States	États-Unis	1,024	505
Other countries	autres pays	385	337
Total Exports	Total des exportations	7,055	4,856
Cheese Imports	Importations de fromages		
All varieties, from:	Toutes les variétés en provenance de:		
Economic European Community (EEC)	Communauté économique européenne (C.E.E.)	12,373	12,268
Non-EEC	autres pays	8,238	8,305
Total Imports	Total des importations	20,611	20,573

The other major market for Canadian cheese is in the United States. These exports are also under negotiated import quotas set in 1980 at 0.833 million kilograms of aged cheddar cheese and 1.211 million kilograms of other cheeses. Certain specialty cheeses and soft varieties are exempt from import quota.

The exports of cheese are summarized in chart 17.

Imports

Since 1978 Canada's annual global cheese import quota has been set at 20.4 million kilograms. It is administered on a calendar year basis.

For imports from the EEC and other sources combined, see chart 17.

The ratio of cheese imports to exports has been improving although it is nowhere near earlier historic levels. On a calendar year basis, in 1978 the ratio of imports to exports was 9 to 1; in 1979 it was 6 to 1, in 1980, 7 to 1 and in 1981, 4 to 1.

The Commission pays export assistance funded by dairy farmers to facilitate the sale of cheese on export markets. During 1981/82 a total of \$3.6 million was spent on this program. Specific rates applicable in the period were:

United States	Aug. 1981 – May 1982	\$0.44 per kilogram all cheese
	June – July 1982	\$1.04 cheddar
		\$0.94 mozzarella
		All other cheeses were given variable rates depending on the solids non fat content.
United Kingdom	Aug. 1981 – Feb. 1982	\$0.617 per kilogram
	March 1982 – May 1982	\$0.75 per kilogram
	June 1982 – July 1982	\$0.77 per kilogram

Export assistance was also paid on cheese exports to other countries.

La production de lait évaporé pour l'exportation assure l'utilisation des usines de lait évaporé au Canada et est donc fort importante. À la fin de l'année laitière, la Commission mettait la dernière main à ces négociations avec l'Algérie pour un important contrat devant entrer en vigueur à l'automne 1982 et courir jusqu'à la fin de 1983. Ce contrat devrait permettre au Canada de fournir 50% du lait évaporé nécessaire au marché algérien.

Poudre de lait entier

Même si la Commission a négocié un important contrat de poudre de lait entier instantanée qui devait absorber la production d'une nouvelle usine à St-Alexandre, près de Québec, pour tout 1982, des circonstances hors de son contrôle ont obligé la Commission à reporter le début de la production. L'usine produira probablement à pleine capacité en 1982/1983 pour la première fois depuis sa mise en route en 1981. Neuve et moderne, elle permettra au Canada d'être concurrentiel sur le marché mondial, en offrant d'excellents produits de qualité contrôlée.

Programme d'aide sur les produits laitiers

La Commission encourage les exportateurs et les transformateurs à mettre au point des produits laitiers et à les commercialiser directement sur les marchés étrangers. Cela permet aux produits d'être exportés sans avoir à passer par les entrepôts de la Commission, ce qui permet de réaliser des économies sur l'entreposage, les frais d'intérêt et de transport. Ce programme couvre aussi les coûts pour mettre à la disposition des fabricants domestiques d'aliments pour animaux, de la poudre de lait écrémé quand les approvisionnements de poudre pour ce marché sont insuffisants.

En 1981/1982, les montants payés en vertu de ce programme

d'aide à l'exportation ont été de 13,7\$ millions, soit une diminution de 27,4% par rapport aux 18,9\$ millions de 1980/1981. Le programme est financé par les agriculteurs.

Marché international du fromage

Exportations

Le Canada a deux principaux marchés d'exportations pour le fromage. Le premier est, de façon traditionnelle, celui du cheddar vieilli au Royaume-Uni. Le quota d'importation pour ce marché a été négocié avec la C.E.E. en 1979 et a été fixé à 3,25 millions de kilos pour 1981 ainsi que pour 1982, et à 2,75 millions de kilos pour 1983. Les importations sont assujetties à un prélèvement fixe. En contrepartie de cet accès, le Canada garantit aux pays de la C.E.E. l'importation de 60% du quota annuel global d'importations au Canada, qui est de 20,4 millions de kilos.

L'autre grand marché pour le fromage canadien est les États-Unis. Les exportations se font également dans le cadre de quotas négociés d'importations qui ont été fixés en 1980 à 0,833 million de kilos de fromage cheddar vieilli et

à 1,211 million de kilos d'autres fromages. Certaines variétés de fromages fins et mous ne sont pas assujetties à un quota d'importations.

L'ensemble des activités d'exportation est résumé au tableau 17.

Importations

Le quota global d'importations de fromages est administré sur la base de l'année civile. Il a été établi à 20,4 millions de kilos par année depuis 1978.

Les importations en provenance des pays de la C.E.E. et des autres pays sont illustrées au tableau 17.

Le rapport entre les importations et les exportations de fromages s'est amélioré même s'il est encore loin des niveaux qu'on a connus dans le passé. Au cours de l'année civile 1978, il était de 9 pour 1; en 1979 ce fut 6 pour 1, en 1980, 7 pour 1 et en 1981, 4 pour 1.

La Commission verse une aide à l'exportation, financée par les producteurs, afin de faciliter la vente de fromages sur les marchés d'exportations. En 1981/1982, une somme totale de 3,6\$ millions a été dépensée à cette fin. Plus précisément, voici les taux appliqués au cours de la période:

États-Unis	août 1981 à mai 1982	0,44\$ par kilo pour tous les fromages
	juin à juillet 1982	1,04\$ pour le cheddar 0,94\$ pour le mozzarella Tous les autres fromages avaient des taux qui étaient fonction de leur contenu en solides non-gras
Royaume-Uni	août 1981 à février 1982	0,617\$ par kilogramme
	mars 1982 à mai 1982	0,75\$ par kilogramme
	juin 1982 à juillet 1982	0,77\$ par kilogramme

Les exportations de fromages à destination d'autres pays ont également bénéficié d'aide à l'exportation.





**CONSULTATIVE
COMMITTEE TO THE
CANADIAN DAIRY
COMMISSION**

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA COMMISSION
CANADIENNE DU LAIT**

The Canadian Dairy Commission receives advice on product processing and dairy marketing and related matters from a committee of nine members appointed by the Minister of Agriculture. The membership includes representation from farmers, processors, wholesalers, retailers and consumers.

With butter accounting for about fifty percent of the end-use of industrial milk, it remained the focus of discussions throughout the year. Major factors considered were the effect on butter sales from health concerns, advertising programs, blends, quality control, the impact of brands including the consideration of a national brand and the selling practices and nutrition claims of competing spreads.

The Committee was able to gather a good cross section of opinions and expertise on these issues and discuss them with the Commission.

La Commission canadienne du lait bénéficie des conseils d'un comité de neuf membres, nommés par le ministre de l'Agriculture, sur toute question traitant de la fabrication et de la mise en marché domestique des produits laitiers et sur tout sujet qui y est rattaché. Des représentants des producteurs, des transformateurs, des grossistes, des détaillants et des consommateurs siègent sur ce comité.

Le beurre accaparant environ 50% du lait de transformation, il a été le principal sujet de discussion tout au cours de l'année. Les principaux sujets étudiés ont été les conséquences des préoccupations au niveau de la santé, des programmes de publicité, des mélanges oléo-beurre, du contrôle de la qualité sur les ventes de beurre, sans oublier l'impact des marques commerciales et les avantages d'une marque nationale, les pratiques commerciales et le débat sur la nutrition soulevé par les principaux concurrents.

Le comité a pu recueillir un bon échantillonnage d'opinions et acquérir une bonne connaissance de ces sujets, puis les discuter avec la Commission.

Chairman:	président:	Claude Chevalier
Members:	membres:	Kenneth McKinnon
		Jacques Boucher
		Raynald Giroux
		Dwight Stacey
		Neil Gray
		François Goulet
		Eugene Vallée
		Victoria Billingsley

The Commission conforms to the Government of Canada's Official Languages Resolution. In 1981/82, of the Commission's complement of 72 person years, 69 were subject to the terms and conditions of the Official Languages Resolution. Of the 71 existing positions, 65 were designated bilingual and 6 were identified as unilingual English or French.

Conformément à la Résolution sur les langues officielles du gouvernement du Canada, voici où en était la Commission en 1981/1982 dans l'application de sa politique en cette matière. Sur les 72 années-personnes composant son personnel, 69 étaient assujetties aux modalités de la résolution. De ce nombre, 65 ont été désignées bilingues, 7 unilingues anglaise ou françaises.

COMMISSIONERS/COMMISSAIRES

Chairman/Président	Gilles Choquette
Vice Chairman/Vice-président	Elwood Hodgins
Commissioner/Commissaire	Clifford McIsaac

SENIOR COMMISSION PERSONNEL/CADRES SUPÉRIEURS DE LA COMMISSION

Senior Policy Advisor/Conseiller sénior en politique laitière	Charles Birchard
Chief Economist/Économiste en chef	Erik Kramar
Director, Finance/Directeur des finances	Paul Simard
Audit Manager/Chef de la vérification	Laval Pagé
Director, International Marketing/Directeur de la mise en marché internationale	Laval Létourneau ¹
Director, Domestic Marketing and Product Promotion/Directeur de la mise en marché intérieure et de la promotion des produits	Roger Cloutier ²
Director, Market Operations/Directeur des transactions commerciales	Lorne Marcellus
Director, Subsidy Operations/Directeur, administration des subsides	Richard Labossière
Director, Legal Services/Directeur, services juridiques	Jean-Paul Fortin
Director, Information Services/Directeur de l'information	Rowan Lalonde
Executive Assistant to the Chairman/Adjointe exécutive du président	Denise Dignard

Acting/Par intérim

On leave of absence/Absence autorisée

INFORMATION AND PUBLIC RELATIONS

While the year was fairly quiet as far as the public mood was concerned, considerable apprehension remained in the dairy industry throughout the year about the eventual outcome of the National Dairy Policy review. At the end of the previous dairy year in July 1981 the government had decided to put off the decision on whether to continue the overall policy direction as developed since 1975 until the government funded analysis of the method and data used to determine costs of milk production could be completed.

In June, two months before the end of the dairy year, the government announced its 6 and 5 wage and price restraint program to fight inflation. It therefore became evi-

dent consideration of a larger term dairy policy decision would have to incorporate these restraint provisions being applied for the whole economy. The July 30 National Dairy Program announcement confirmed the industry would be under the restraint program for those areas under federal jurisdiction.

The restraint program brought the Returns Adjustment Formula and price support for butter and skim milk powder within the limits of 6 & 5 retroactive to April 1, 1982. As the dairy year came to a close, dairy farmer and other industry representatives were expressing official support for the restraint program.

In May 1982, the Auditor General of Canada's report on the Com-

prehensive Audit of the Canadian Dairy Commission was released and attracted considerable public attention. The audit was requested by the Minister of Agriculture. It examined the Commission's operations in the light of its increased role in national milk supply management and marketing of Canadian dairy products. The Commission explained it already had put in place many improvements since the last such audit in 1975. Further, major improvements were underway at the time of the latest Audit to improve overall efficiency. It has accepted virtually all the recommendations and indicated it would take the opportunity to make further adjustments in line with suggestions by the Auditor General.



au cours de l'année, on n'a pas noté de mouvement particulier dans le public à propos des sujets traités par la Commission, le milieu de l'industrie laitière, lui, a continué à manifester beaucoup d'inquiétude tout au cours de l'année à propos des résultats de la révision de la politique laitière nationale. À la fin de l'année laitière précédente, en juillet 1981, le gouvernement avait décidé de reporter à plus tard une décision quant à savoir s'il fallait garder la même orientation de son ensemble de sa politique que depuis 1975 jusqu'à ce que l'analyse qu'il finance de la méthode et des données utilisées pour déterminer les coûts de la production du lait soit terminée.

En juin, soit deux mois avant la

fin de l'année laitière, le gouvernement a annoncé sa politique de restriction de 6 et 5% sur les prix et les salaires pour combattre l'inflation. Il est alors devenu évident que toute décision touchant une politique laitière de plus grande envergure devrait tenir compte de ces restrictions qui s'appliquent à l'ensemble de l'économie. Le Programme laitier national, rendu public le 30 juillet, confirmait que l'industrie serait soumise au programme de restrictions dans les domaines qui relèvent de la juridiction fédérale.

Ce programme de restrictions a cantonné la formule d'ajustement des revenus et le soutien des prix du beurre et de la poudre de lait écrémé dans les limites de ces 6

et 5%, de façon rétroactive au 1er avril 1982. L'année laitière arrivant à sa fin, les producteurs laitiers et les autres représentants de l'industrie ont manifesté officiellement leur appui au programme de restrictions.

En mai 1982, le Rapport du Vérificateur général du Canada, qui faisait suite à la vérification intégrée de la Commission canadienne du lait, était rendu public et retenait beaucoup l'attention générale. La vérification avait été demandée par le ministre de l'Agriculture. Elle a étudié les activités de la Commission dans le cadre de son rôle accru à l'échelle nationale dans la gestion et la commercialisation des approvisionnements de produits laitiers canadiens. La Commission a alors expliqué qu'elle avait déjà apporté plusieurs améliorations depuis la vérification de 1975. De plus, elle était déjà en train de mettre en place des améliorations importantes au moment de la vérification, pour améliorer l'efficacité de l'ensemble. Elle a fait siennes pratiquement toutes les recommandations et a précisé qu'elle s'efforcera d'apporter d'autres correctifs à la suite des suggestions du Vérificateur général.



FINANCIAL SUMMARY

The following comments preface the Audited Financial Statements of the Commission's operations for 1981/82 which follow.

Results of operations

The net loss on marketing operations which are supported by milk producers amounted to \$25.5 million in 1981/82 as compared to the \$14.2 million surplus for the preceding year. The surplus of \$9.4 million was carried forward from 1980/81 which was applied to partially offset the 1981/82 loss of \$25.5 million, leaving a deficit in the export account of \$16.1 for the year.

The loss on marketing operations is attributable to a substantial increase in the CDC purchases and lower world market prices. The Commission's inventories were written down to their estimated sales value as they will be disposed of on the world market where prices are comparatively lower than the domestic support prices paid for them.

The Government of Canada financed the total expenditure of \$302.4 million during the 1981/82 year compared to \$298.5 million for the preceding year. The major element of the government expenditure is subsidies paid to milk producers; it amounted to \$271.4 million in 1981/82 compared to \$278.3 million in 1980/81. The overall level of subsidy payments during

the last five years has remained constant. The payment of this subsidy to producers reduces the cost of dairy products to consumers. Expenses relative to marketing operations increased to \$25.8 million as compared to \$14.6 million for the preceding year. The increase in these expenses are mainly due to high interest paid on loans from the Federal government.

Financial position

The receivables decreased substantially mainly due to stringent credit and collection policies followed during the year. On the other hand, largely because of increased production and lower demand, the inventories of dairy products increased tremendously.

Loans payable to the government of Canada rose significantly due to the build up of inventories during the year. Accounts payable were slightly lower due to improved payment procedures.

Computerization

To streamline its information and data handling operations, the Commission purchased a minicomputer. The system will be in full operation during the next year. The installation of the Computer will improve the reliability, timeliness and accuracy of the financial and operating data. The system will also improve overall accountability, control and efficiency.

Les commentaires suivants servent d'introduction aux états financiers vérifiés de la Commission de 1981/1982, qu'on trouvera ci-dessous.

Résultat des opérations

La perte nette sur les activités de commercialisation financées par les producteurs de lait, atteint 25,5\$ millions contre 14,2\$ millions de plus pour l'année précédente. Un surplus de 9,4\$ millions a été reporté de 1980/81 et fut appliqué pour compenser en partie la perte de 25,5\$ millions enregistrée en 1981/82, laissant ainsi un déficit sur l'année de 16,1\$ millions au compte d'exportation.

La perte au chapitre des activités de commercialisation s'explique par une augmentation sensible des achats de la CCL et une baisse des prix sur le marché mondial. Les inventaires ont été inscrits à leur valeur de vente estimée, puisqu'ils n'ont pas été écoulés sur le marché mondial là où les prix seront relativement plus bas que les prix de soutien intérieurs payés pour eux. Le gouvernement du Canada a financé le total des dépenses de 22,4\$ millions en 1981/1982, contre 298,5\$ millions l'année précédente. L'élément le plus important des dépenses gouvernementales est constitué de subventions versées aux producteurs qui ont atteint 11,4\$ millions en 1981/1982 comparativement à 278,3\$ millions en 1980/81. Le niveau global des paiements de subventions, au cours des cinq dernières années, est resté constant. Le versement de cette subvention auprès des producteurs réduit le coût des produits laitiers pour les consommateurs. Les dépenses imputables aux activités de commercialisation ont augmenté à 18\$ millions par rapport à 14,6\$

millions l'année précédente. L'augmentation de ces dépenses s'explique surtout par les taux d'intérêt élevés payés sur les prêts du gouvernement fédéral.

Situation financière

Les comptes à recevoir ont beaucoup diminué, surtout à cause des politiques de restriction du crédit et de perception des comptes suivies au cours de l'année. Par contre, les inventaires de produits laitiers ont augmenté énormément, surtout à cause de l'augmentation de la production et de la diminution de la demande.

Les emprunts à rembourser au gouvernement du Canada ont beaucoup augmenté, à cause du gonflement des inventaires pendant l'année. Quant aux comptes à payer, ils étaient légèrement moins élevés grâce à de meilleures procédures de paiement.

Informatisation

La Commission a acheté un mini ordinateur pour structurer ses données et leur traitement. Le système sera utilisé à pleine capacité dans le courant de l'année prochaine. Cette nouvelle acquisition améliorera la fiabilité, le délai d'obtention et la précision des données financières et de fonctionnement. Ce système permettra également d'améliorer l'ensemble des mécanismes de contrôle et de prise de responsabilités, et l'efficacité.



Report to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1982

Rapport au ministre de l'Agriculture sur la vérification des comptes et des états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1982

The Honourable Eugene Francis Whelan, P.C., M.P.
Minister of Agriculture

L'honorable Eugene Francis Whelan, C.P., député
Ministre de l'Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1982 and the statements of deficit, operations, marketing operations reported by producers and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

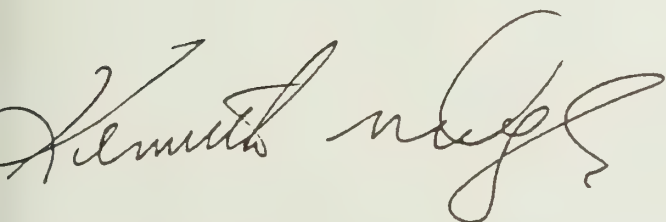
In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Commission as at July 31, 1982 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

In further report that, in my opinion, proper books and accounts have been kept by the Commission, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers except that producer levies have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission.

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1982 ainsi que l'état du déficit, l'état des résultats, l'état des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 juillet 1982 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires à l'exception du fait que les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlement et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait.



Kenneth M. Dye, F.C.A.
Auditor General of Canada
Ottawa, Ontario
December 17, 1982

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.
Ottawa (Ontario)
le 17 décembre 1982

Balance Sheet

as at July 31, 1982

(in thousands of dollars)

Bilan

au 31 juillet 1982

(en milliers de dollars)

		1982	1981
Assets	Actif		
Accounts receivable	Débiteurs		
Trade	Clients	\$ 18,999	\$ 30,132
Government of Canada	Gouvernement du Canada	54,380	70,566
Producer levies	Cotisations des producteurs	47,479	30,483
Inventories (Note 3)	Stocks (note 3)	175,220	103,440
Prepaid capital assistance	Aide en capital versée à l'avance	—	5,925
		<u>\$ 296,078</u>	<u>\$ 240,546</u>
Liabilities	Passif		
Accounts payable and accrued liabilities	Créditeurs et passif couru	\$ 41,830	\$ 50,858
Allowance for losses on commitments (Note 4)	Provision pour les pertes sur les engagements (note 4)	13,254	7,565
Subsidies payable to producers	Subventions à payer aux producteurs	50,195	67,372
Loans from Government of Canada (Note 5)	Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	206,940	105,347
		312,219	231,142
Deficit	Déficit		
Deficit (retained earnings)	Déficit (bénéfices non répartis)	16,141	(9,404)
		<u>\$ 296,078</u>	<u>\$ 240,546</u>

Approved by the Commission:

Approuvé par la Commission:

Chairman

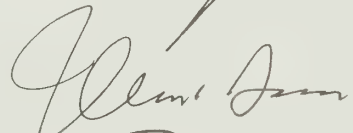
le Président



Gilles Choquette

Commissioner

un Commissaire



Clifford McIsaac

Director of Finance

le Directeur des finances



Paul Simard

Statement of Deficit
for the year ended
July 31, 1982
(in thousands of dollars)

État du déficit
pour l'exercice terminé le
31 juillet 1982
(en milliers de dollars)

		1982	1981
Balance (retained earnings) at beginning of year	Solde (bénéfices non répartis) au début de l'exercice	\$ (9,404)	\$ 4,755
Cost of operations	Coût de l'exploitation	327,925	284,307
		318,521	289,062
Financing by Government of Canada (Note 7)	Financement par le gouvernement du Canada (note 7)		
Agricultural Stabilization Board	Office de stabilisation des prix agricoles	297,270	292,885
Parliamentary appropriations	Crédits parlementaires	4,828	5,298
Services provided without charge by government departments	Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	282	283
		302,380	298,466
Balance (retained earnings) at end of year	Solde (bénéfices non répartis) à la fin de l'exercice	<u>\$ 16,141</u>	<u>\$ (9,404)</u>

Statement of Operations
for the year ended
July 31, 1982
(in thousands of dollars)

État des résultats
pour l'exercice terminé le
31 juillet 1982
(en milliers de dollars)

		1982	1981
Subsidies to producers of milk and cream used for industrial purposes (Schedule A)	Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	\$ 271,438	\$ 278,291
Expenses related to marketing operations	Dépenses liées aux opérations de la commercialisation		
Interest on loans from Government of Canada	Intérêt sur les emprunts auprès du gouvernement du Canada	17,410	8,183
Storage	Entreposage	3,745	3,109
Freight	Fret	3,101	2,795
Handling	Manutention	977	395
Miscellaneous	Dépenses diverses	599	112
		25,832	14,594
		297,270	292,885
Administrative expenses (Schedule B)	Frais d'administration (tableau B)	3,634	3,139
Research	Recherche	1,476	342
Product promotion	Réclame à l'endroit des produits	—	2,100
Expenditures financed by Government of Canada	Dépenses financées par le gouvernement du Canada	302,380	298,466
Loss (net income) from marketing operations supported by producers	Perte (bénéfice net) provenant des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs	25,545	(14,159)
Cost of operations	Coût de l'exploitation	<u>\$ 327,925</u>	<u>\$ 284,307</u>

Statement of Marketing
Operations
Supported by Producers
for the year ended
July 31, 1982
(in thousands of dollars)

État des opérations de la
commercialisation
supportée par les producteurs
pour l'exercice terminé le
31 juillet 1982
(en milliers de dollars)

		1982	1981
Sales	Ventes	\$ 312,185	\$ 293,190
Cost of sales	Coût des ventes	478,136	378,726
Loss on sales	Perte sur les ventes	165,951	85,536
Expenses and assistance	Dépenses et aide		
Export and domestic assistance	Aide à l'exportation et aide domestique	13,724	18,911
Provision for losses on commitments	Provision pour les pertes sur les engagements	5,690	3,701
Capital assistance (Note 8)	Aide en capital (note 8)	5,083	7,699
Carrying charges	Frais de mise en marché	2,808	2,216
Agents' commissions (Note 9)	Commissions à des agents (note 9)	2,204	2,428
		29,509	34,955
Loss before producer levies	Perte avant les cotisations des producteurs	195,460	120,491
Producer levies	Cotisations des producteurs		
Industrial milk (Schedule C)	Lait industriel (tableau C)	162,138	126,904
Fluid milk (Schedule D)	Lait à l'état naturel (tableau D)	7,777	7,746
		169,915	134,650
Loss (net income) (Schedule E)	Perte (bénéfice net) (tableau E)	<u>\$ 25,545</u>	<u>\$ (14,159)</u>

**Statement of Changes in
Financial Position**
for the year ended
July 31, 1982
(in thousands of dollars)

**État de l'évolution de la
situation financière**
pour l'exercice terminé le
31 juillet 1982
(en milliers de dollars)

		1982	1981
Funds provided	Provenance des fonds		
Financing by Government of Canada	Financement par le gouvernement du Canada	\$ —	\$ 298,466
Cost of operations	Coût de l'exploitation	—	(284,307)
		—	14,159
Loans from Government of Canada	Emprunts auprès du gouvernement du Canada	423,169	242,212
Decrease in accounts receivable	Diminution des comptes débiteurs	10,323	—
Decrease in prepaid capital assistance	Diminution de l'aide en capital versée à l'avance	5,925	—
Increase in other payables	Augmentation des autres montants créditeurs	—	15,731
		\$ 439,417	\$ 272,102
Funds applied	Utilisation des fonds		
Cost of operations	Coût de l'exploitation	\$ 327,925	\$ —
Financing by Government of Canada	Financement par le gouvernement du Canada	(302,380)	—
		25,545	—
Loans repaid to Government of Canada	Emprunts remboursés au gouvernement du Canada	321,576	251,378
Increase in inventories	Augmentation des stocks	71,780	12,027
Decrease in other payables	Diminution des autres montants créditeurs	20,516	—
Prepaid capital assistance	Aide en capital versée à l'avance	—	5,925
Increase in accounts receivable	Augmentation des comptes débiteurs	—	2,772
		\$ 439,417	\$ 272,102
Funds are defined as assets less liabilities, net of deficit.	Les fonds se définissent comme étant l'actif moins le passif, au net du déficit.		

Notes to Financial Statements
July 31, 1982

Notes afférentes aux états financiers
du 31 juillet 1982

Objectives	Objectifs
The objectives of the Canadian Dairy Commission as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67 are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality".	Les objectifs de la Commission canadienne du lait, ainsi qu'établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait 1966-67, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".
Significant accounting policies	Conventions comptables importantes
(a) Trade accounts receivable in foreign currencies have been translated into Canadian dollars at rates prevailing at year-end. Operations are charged or credited with all exchange differences.	a) Les comptes-clients à recevoir en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens aux taux régnant à la fin de l'exercice. Toutes les différences dues au change sont imputées ou créditées aux résultats.
(b) Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.	b) Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.
(c) Acquisition of furniture and equipment is charged to administrative expenses in the year of purchase.	c) L'acquisition de mobilier et de matériel est imputée aux frais d'administration de l'exercice d'achat.
(d) Losses from commitments to purchase products at higher than export prices are charged to marketing operations supported by producers.	d) Les pertes provenant des engagements envers l'achat de produits à des prix plus élevés que les prix à l'exportation sont imputées aux opérations de la commercialisation supportée par les producteurs.

Inventories		Stocks	
		(in thousands of dollars) (en milliers de dollars)	
		1982	1981
Butter	Beurre	\$ 100,971	\$ 49,213
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre	58,788	41,090
Other dairy products	Autres produits laitiers	15,461	13,137
		<u>\$ 175,220</u>	<u>\$ 103,440</u>

Inventories have been adjusted as follows:

Butter

Prices for surplus butter on the world market are lower than on the domestic market, resulting in the net realizable value of the inventory as at July 31, 1982 being \$12,120,000 (1981 - Nil) less than the Canadian support price.

Skim milk powder

Prices for surplus skim milk powder on the world market are lower than on the domestic market, resulting in the net realizable value of

Les stocks ont été rajustés comme il suit:

Beurre

Les prix sur le marché mondial du beurre en surplus sont inférieurs à ceux du marché domestique, de sorte que la valeur de réalisation nette des stocks au 31 juillet 1982 est \$12,120,000 (néant en 1981) de moins que le prix canadien de soutien.

Lait écrémé en poudre

Les prix sur le marché mondial du lait écrémé en poudre sont inférieurs à ceux du marché domestique, de sorte que la valeur de réalisation nette des stocks

the inventory as at July 31, 1982 being \$63,064,000 (1981 – \$22,405,000) less than the Canadian support price.

Other dairy products

The inventory includes evaporated milk and whole milk powder and the net realizable value of the inventory as at July 31, 1982 was \$3,579,000 (1981 – \$5,678,000) less than cost.

au 31 juillet 1982 est \$63,064,000 (\$22,405,000 en 1981) de moins que le prix canadien de soutien.

Autres produits laitiers

Les stocks comprennent le lait évaporé et le lait entier en poudre et la valeur de réalisation nette des stocks au 31 juillet 1982 était \$3,579,000 (\$5,678,000 en 1981) de moins que le coût d'acquisition.

4. Commitments

As at July 31, 1982, the Commission was committed to purchase skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices produced prior to July 31, 1982, for approximately \$26,063,000 (1981 – \$20,264,000). Losses which may result from these purchases at higher than export prices have been estimated at approximately \$13,254,000 (1981 – \$7,565,000) requiring an additional provision during the year of \$5,690,000 (1981 – \$3,701,000) which has been charged to marketing operations supported by producers.

Engagements

Au 31 juillet 1982, la Commission s'était engagée à acheter du lait écrémé en poudre à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers fabriqués avant le 31 juillet 1982 à des prix négociés par contrats, pour environ \$26,063,000 (\$20,264,000 en 1981). Les pertes qui pourraient découler de ces achats, à des prix plus élevés que ceux du marché d'exportation, ont été estimées à environ \$13,254,000 (\$7,565,000 en 1981), nécessitant une provision supplémentaire de \$5,690,000 (\$3,701,000 en 1981) pendant l'exercice; cette provision a été imputée aux opérations de la commercialisation supportée par les producteurs.

5. Loans from Government of Canada

Loans to finance the purchase of dairy products bear interest rates varying from 14% to 18.375% per annum (1981 – 10.875% to 15.625%). There are no specific terms of repayment. Interest, calculated on a simple basis, is paid at the time of any principal repayment. Interest Expense as financed by Government of Canada and charged to operations was \$17,410,000 for the year (1981 – \$8,183,000) and as at July 31, 1982 accrued interest of \$2,842,000 (1981 – \$1,367,000) was included in accounts payable and accrued liabilities on the balance sheet.

Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Les emprunts pour financer l'achat de produits laitiers portent des taux d'intérêt qui varient de 14% à 18.375% par année (10.875% à 15.625% en 1981). Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital. Les dépenses d'intérêt découlant du financement par le gouvernement du Canada et imputées aux résultats se sont élevées à \$17,410,000 pour l'exercice (\$8,183,000 en 1981) et les intérêts courus de \$2,842,000 au 31 juillet 1982 (\$1,367,000 en 1981) sont présentés au bilan sous la rubrique des crédi-teurs et passif couru.

6. Surplus/deficit policy

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, subject to a commitment by the federal government to continue to accept responsibility for major year-end deficits in the export account resulting from unanticipated changes in the export market or Canada's currency exchange rate. Producers are fully responsible however to cover all losses on special export production under the export quota program.

Surplus in the export account up to \$10 million is not to be refunded to producers nor by any adjustment of levy rates in the following year. The treatment of any excess over \$10 mil-

Politique concernant le surplus/déficit

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, selon un engagement du gouvernement fédéral de continuer d'accepter la responsabilité de déficits importants en fin d'exercice dans le compte d'exportation résultant de changements imprévus dans le marché d'exportation ou dans le taux du change des devises canadiennes. Les producteurs sont toutefois entièrement responsables de toute perte reliée à la production spéciale pour l'exportation à l'intérieur du quota du programme d'exportation.

Le surplus jusqu'à \$10 millions dans le compte d'exportation ne peut être remboursé aux producteurs et cela par tout rajustement du taux des cotisations

lion is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à \$10 millions doit être établie par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

Financing by Government of Canada

Funding to cover subsidies to producers and expenses related to marketing operations is provided by a contribution from the Agricultural Stabilization Board through Agriculture Vote 15 (1981 – Vote 20).

Other expenses are funded by agriculture Vote 40 (1981 – Votes 40 and 40b) program expenditures which lapsed \$693,000 (1981 – \$580,000), and government departments which provided services without charge.

Financement par le gouvernement du Canada

Les fonds pour combler les subventions aux producteurs et les dépenses liées aux opérations de la commercialisation sont fournis en tant que contribution par l'Office de stabilisation des prix agricoles, à même le Crédit 15–Agriculture (Crédit 20 en 1981).

Les autres dépenses sont financées à même les dépenses de programme du Crédit 40–Agriculture (Crédits 40 et 40b en 1981) dont \$693,000 se sont périmés (\$580,000 en 1981), et par les ministères du gouvernement qui ont fourni gratuitement des services.

Capital assistance

To meet the export market sales for whole milk products equivalent to about 10% of Canadian requirements or a maximum of 4.4 million hectolitres of milk as agreed by the Canadian Milk Supply Management Committee and Cabinet, the Commission has contributed to the construction of three processing plants for evaporated milk and one processing plant for instantized whole milk powder.

The assistance to processing plants of \$22.7 million commenced in the 1979–80 Dairy year. This cost is estimated to be reduced to \$17.7 million over a period of six years through recovery of residual value of plant and equipment, including a reduction in price for maximum number of cases to be purchased, and grants from Federal and Provincial Governments.

Aide en capital

Afin de répondre aux ventes de produits de lait entier du marché d'exportation, lequel représente environ 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions d'hectolitres de lait et à la suite de l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du Cabinet, la Commission canadienne du lait a contribué à la construction de trois usines de transformation pour le lait évaporé et d'une usine de transformation pour le lait entier en poudre dit "instant".

L'aide de \$22.7 millions aux usines de transformation a débuté pendant l'année laitière 1979–1980. Il est estimé que ce coût sera réduit à \$17.7 millions sur une période de six ans grâce à la récupération de la valeur résiduelle des usines et du matériel, y compris une réduction du prix d'achat pour un maximum de caisses à acheter, et les octrois en provenance des gouvernements provincial et fédéral.

Agents' commissions

The Commission has used the services of agents for sales in connection with marketing of dairy products on the world market and commissions were as follows:

Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la commercialisation de produits laitiers sur le marché mondial et les commissions furent celles qui suivent:

Date of Appointment	Date de la nomination	Name of Agent	Nom de l'agent	(in thousands of dollars) (en milliers de dollars)	
				1982	1981
November 1976	novembre 1976	Coop Fédérée de Québec		\$ 1,458	\$ 1,677
July 1979	juillet 1979	Intercontinental		695	751
December 1981	décembre 1981	Canada Expa (1980) Inc.		17	—
June 1982	juin 1982	Gestion Y. Dessarrollo Commercial S.A.		34	—
				<u>\$ 2,204</u>	<u>\$ 2,428</u>

Schedule A

**Subsidies to Producers of Milk and Cream
used for Industrial Purposes**
for the year ended July 31, 1982

Tableau A

**Subventions aux producteurs de lait et de
crème utilisés à des fins industrielles**
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1982

		Eligible Shipments (in thousands of kilograms)		Subsidies (in thousands of dollars)	
		Livraisons admissibles (en milliers de kilogrammes)		Subventions (en milliers de dollars)	
		1982	1981	1982	1981
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	3,071	2,927	\$ 5,145	\$ 4,903
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	2,050	2,259	3,434	3,784
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	2,069	1,732	3,465	2,901
Quebec	Québec	77,768	79,666	130,261	133,440
Ontario	Ontario	50,798	53,492	85,086	89,600
Manitoba	Manitoba	6,107	6,500	10,230	10,889
Saskatchewan	Saskatchewan	4,071	4,047	6,819	6,778
Alberta	Alberta	10,539	10,000	17,652	16,750
British Columbia	Colombie-britannique	5,580	5,520	9,346	9,246
		<u>162,053</u>	<u>166,143</u>	<u>\$ 271,438</u>	<u>\$ 278,291</u>

Schedule B

Administrative Expenses

for the year ended July 31, 1982
(in thousands of dollars)

Tableau B

Frais d'administration

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1982
(en milliers de dollars)

		1982	1981
Salaries	Traitements	\$ 1,494	\$ 1,454
Professional and special services	Services professionnels et spéciaux	526	394
Transportation and communications	Transport et communications	438	319
Data processing and cheque issue services	Services de traitement des données et d'émission des chèques	282	283
Other personnel costs	Autres coûts au titre du personnel	180	125
Locations	Locations	179	198
Remuneration of members of the Commission	Rémunération des membres de la Commission	160	135
Acquisition of furniture and equipment	Acquisitions de mobilier et de matériel	149	33
Post Services Bureau fees	Honoraires du Bureau des services de vérification	103	131
Utilities, materials and supplies	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	56	44
Repairs and maintenance	Réparations et entretien	8	17
Miscellaneous	Dépenses diverses	59	6
		<u>\$ 3,634</u>	<u>\$ 3,139</u>

Schedule C

Producer Levies on Industrial Milk
for the year ended July 31, 1982

Tableau C

Cotisations des producteurs sur le lait industriel
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1982

		Milk Shipments (in thousands of litres) Livraison de lait (en milliers de litres)		Producer Levies (in thousands of dollars) Cotisations des producteurs (en milliers de dollars)		
				In Quota À l'intérieur du quota		Export Export
		1982	1981	1982	1981	1982
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	85,055	72,357	\$ 2,494	\$ 2,026	\$ 211
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	58,402	56,617	1,612	1,585	138
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	49,445	38,397	1,511	1,075	—
Quebec	Québec	2,320,873	2,215,056	69,480	62,105	5,913
Ontario	Ontario	1,356,382	1,325,023	40,938	37,145	3,508
Manitoba	Manitoba	151,105	150,247	4,567	4,207	—
Saskatchewan	Saskatchewan	89,105	76,061	2,718	2,130	—
Alberta	Alberta	259,240	225,436	7,907	6,312	—
British Columbia	Colombie-britannique	164,277	150,274	4,821	4,208	1,308
		<u>4,533,884</u>	<u>4,309,468</u>	<u>\$ 136,048</u>	<u>\$ 120,793</u>	<u>\$ 11,078</u>

Schedule D

Tableau D

Producer Levies on
Fluid MilkCotisations des
producteurs sur le lait
à l'état naturelfor the year ended
July 31, 1982pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1982

Quota		Total	
-quota		Total	
2	1981	1982	1981
3	\$ — \$	3,388 \$	2,142
8	—	2,888	1,676
—	—	1,511	1,075
6	—	84,039	65,649
1	—	47,347	39,265
5	—	4,842	4,207
—	—	2,718	2,130
—	—	7,907	6,312
9	—	7,498	4,448
2	\$ — \$	162,138 \$	126,904

Sales (in thousands of litres) Ventes (en milliers de litres)	Producer Levies* (in thousands of dollars) Cotisations des producteurs* (en milliers de dollars)		
1982	1981	1982	1981
13,360	15,804	\$ 40	\$ 48
112,684	112,199	321	338
69,051	70,379	211	209
631,643	625,792	1,890	1,871
979,158	983,761	2,961	2,977
103,347	103,191	315	313
96,016	94,112	282	277
267,057	260,173	808	788
312,550	310,626	949	925
2,584,866	2,576,037	\$ 7,777	\$ 7,746

*Calculated at 5% of subsidy rate of \$6.03 per
hectolitre of sales.

*Calculées à 5% du taux de subvention de \$6.03
par hectolitre de ventes.

Schedule E

**Marketing Operations Supported by Producers
by Product**
for the year ended July 31, 1982

Tableau E

**Opérations de la commercialisation supportée
par les producteurs selon les produits**
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1982

		1982			
		(in thousands of dollars)			
		Domestic Domestique	Export Exportation		
		Butter Beurre	Skim Milk Powder Lait écrémé en poudre	Evaporated Milk Lait évaporé	Other Products* Autres produits*
Sales	Ventes	\$ 81,671	\$ 125,732	\$ 102,283	\$ 2,499
Cost of sales	Coût des ventes	91,469	268,861	116,170	1,636
Loss on sales	Perte sur les ventes	9,798	143,129	13,887	(863)
Expenses and assistance	Dépenses et aide				
Export and domestic assistance	Aide à l'exportation et aide domestique	61	8,836	332	4,495
Provision for losses on commitments	Provision pour les pertes sur les engagements	—	5,586	104	—
Capital assistance	Aide en capital	—	—	2,014	3,069
Carrying charges	Frais de mise en marché	—	11	2,755	42
Commissions	Commissions	—	410	1,712	82
		61	14,843	6,917	7,688
Loss before producer levies	Perte avant les cotisations des producteurs	<u>\$ 9,859</u>	<u>\$ 157,972</u>	<u>\$ 20,804</u>	<u>\$ 6,825</u>
Producer levies	Cotisations des producteurs				
Loss (net income)	Perte (bénéfice net)				
		Volume (in millions)			
		Kilograms Kilogrammes	Kilograms Kilogrammes	Cases Caisses	Kilograms Kilogrammes
Sales	Ventes	20.6	93.6	5.0	.9
Purchases	Achats	35.1	115.2	4.8	.9

*Other products include whole milk powder and cheese.

*Les autres produits comprennent le lait entier en poudre et le fromage.

1981

(en milliers de dollars)

	Domestic Domestique	Export Exportation		
	Butter	Skim Milk Powder Lait écrémé en poudre	Evaporated Milk Lait évaporé	Other Products* Autres produits*
	Beurre			
293,190	\$ 89,954	\$ 85,320	\$ 116,051	\$ 1,865
378,726	86,734	144,850	137,917	9,225
85,536	(3,220)	59,530	21,866	7,360
18,911	26	11,804	3,598	3,483
3,701	—	3,427	274	—
7,699	—	—	2,547	5,152
2,216	—	—	2,092	124
2,428	—	337	2,091	—
34,955	26	15,568	10,602	8,759
120,491	\$ (3,194)	\$ 75,098	\$ 32,468	\$ 16,119
134,650				
(14,159)				

Volume (en millions)

	Kilograms Kilogrammes	Kilograms Kilogrammes	Cases Caisses	Kilograms Kilogrammes
	26.2	63.4	6.7	1.0
	22.2	71.0	6.2	3.1

Should you require further information on the operations of the Commission or the Canadian dairy industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Please contact:

Information Services
Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z2

Tel. (613) 998-9490

Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière canadienne, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

Veuillez vous adresser au:

Service d'information
Commission canadienne du lait
2197, Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0Z2

Tél. (613) 998-9490



Printed in Canada
Campbell Printing

Design and Production
Banfield-Seguin Ltd

Photo Credits

Dairy Bureau of Canada
Port of Québec
Agropur
Canadian livestock Photography
Agriculture Canada
Richard Desmarais

Imprimé au Canada
Imprimerie Campbell

Graphisme et montage
Banfield-Seguin Ltd.

Photographies

Bureau laitier du Canada
Port de Québec
Agropur
Canadian Livestock Photography
Agriculture Canada
Richard Desmarais

Cover, page couverture, 43, 52, 53, 56, 72
48
1, 19, 26, 31, 45, 48, 49
10
2
49



Canadian Dairy
Commission

Commission
canadienne du lait

5
The Canadian
Dairy Commission

La Commission
canadienne du lait

Government
Publications



Annual Report 1982/83

Rapport annuel 1982/83

Canada

In early Canada, the labors of our forefathers resulted in a rich harvest of natural foods.

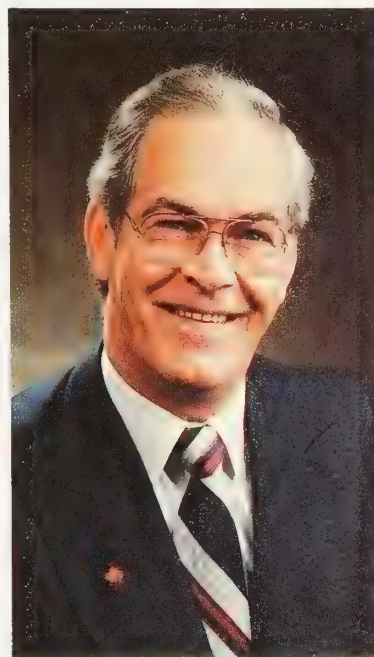
The pride in their achievements and the celebration of their good fortune was often reflected in the elaborate designs carved into the wooden molds used to form blocks of butter for everyday use. This technique of stamping pictures in butter was also used by farmers to identify and promote their butter in stores. Courtesy of Mr. and Mrs. Lambert, we present a sampling of such molds from Ontario in the early 1800s.

Nos aïeux disposaient, grâce à leur labeur, de quantités d'aliments naturels. Quand, de plus, la nature se montrait généreuse envers eux, ils manifestaient leur fierté en utilisant des moules de bois pour couler le beurre de tous les jours. Les fermiers employaient aussi cette technique de pression pour identifier et promouvoir leur beurre dans les magasins.

En voici, grâce à l'amabilité de M. et Mme Lambert, quelques échantillons du début du XIX^{ème} siècle.

Welcome to the
Canadian Dairy Commission

Bienvenue à la
Commission canadienne du lait



We invite you to examine our annual report.

In addition to an account of the 1982/83 operations of the Canadian Dairy Commission, background material is provided which highlights the dairy industry, its products and the policies which affect it.

We also take this opportunity to invite you to use more superb Canadian-made dairy products at home and in your place of business.

Yours truly,

Gilles Choquette

Chairman
Président

Elwood Hodgins

Vice Chairman
Vice-président

Nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance de notre rapport annuel.

Ce compte rendu des activités de la Commission canadienne du lait pour 1982-1983 donne également des renseignements sur l'industrie laitière, ses produits et sur les politiques qui s'y rapportent.

Nous profitons de l'occasion pour vous inviter à consommer davantage de bons produits laitiers canadiens à la maison comme au travail.

Sincèrement,

Clifford McIsaac

Commissioner
Commissaire



The Honourable Eugene Whelan
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Minister:

Dairy year 1982/83 proved the value and appropriateness of the Canadian national milk supply management system. At the beginning of the year August 1, 1982, the dairy industry was faced with large stocks of butter, a trend to surplus milk production carried over from the previous dairy year and falling consumer consumption in Canada. In addition, the industry had to cope with very poor world market prices due to weak demand for dairy products caused by huge world market surpluses and reduced revenues among oil producing nations who are the traditional major importers. The Canadian dairy industry had a real crisis on its hands. The credibility of supply management and the stability of farm incomes were at stake.

To meet the objective of balancing milk production with market requirements, the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC), at the beginning of the dairy year on August 1, 1982 reduced Market Share Quotas by 2.7% and increased levies. However, within a few months it became obvious those adjustments were still inadequate and much stronger measures were required to impress upon dairy farmers the gravity of the situation. The CMSMC therefore decided to make mid-year adjustments in January 1983 of a further quota cut of 1.8%, an increase in the over quota levy and to institute full provincial responsibility for costs associated with production in excess of 98% of provincial quota if that production was not needed for domestic requirements. The resulting performance by farmers across Canada was impressive indeed. At the farm level the production adjustments necessitated by the quota cuts of August 1, 1982 and January 1, 1983 posed little difficulty for producers who were producing within their quotas but were difficult for those farmers who were producing in excess of their individual quotas.

Milk production, which had risen to a cumulative surplus of 7% by November 1982, was reversed to -0.3% by year end, resulting in a milk surplus of 0.8% compared to a surplus of 7.8% in 1981/82. Surplus butter stocks went from 12.6 million kilograms in 1981/82 to 13.3 million kilograms in 1982/83.

The Commission's volume of financial transactions expanded accordingly by 25.4% to \$1.621 billion in 1982/83. Purchases and sales of dairy products were \$1.032 billion, levy receipts from

Honorable Eugene F. Whelan
Ministre de l'Agriculture
Ottawa (Ontario)

Monsieur le ministre,

L'année laitière 1982-1983 a fait la preuve de la valeur et de la pertinence du système canadien de gestion des approvisionnements de lait. Le 1^{er} août 1982, au commencement de l'année laitière, l'industrie était aux prises avec d'importants stocks de beurre, par suite de la surproduction amorcée l'année précédente et de la baisse de la consommation au Canada. De plus, l'industrie subissait la faiblesse des prix du marché mondial attribuable à la faible demande de produits laitiers, à l'accumulation d'énormes stocks à l'échelle mondiale et à la diminution des revenus des pays producteurs de pétrole qui sont d'importants importateurs traditionnels. Notre industrie laitière faisait donc face à un sérieux problème, puisque la crédibilité du système de gestion des approvisionnements de lait et la stabilité des revenus des producteurs étaient en jeu.

Afin d'équilibrer la production laitière et la demande du marché, le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait a décidé de réduire le quota de mise en marché de 2,7 p. cent et d'augmenter les retenues à compter du début de l'année laitière, le 1^{er} août 1982. À peine quelques mois plus tard, il est apparu que ces mesures ne suffiraient pas et qu'il fallait sensibiliser davantage les producteurs à la gravité de la situation. En janvier 1983, le CCGAL décide donc d'apporter des ajustements en réduisant le quota de 1,8 p. cent, en haussant le taux des retenues et en confiant aux provinces la responsabilité des coûts rattachés à la production au-delà de 98 p. cent du quota provincial, si cette production excède les besoins intérieurs. La réponse des producteurs à l'échelle du Canada a été surprenante. Ceux qui s'en tenaient déjà à leur quota ont pu s'adapter aux réductions de quota du 1^{er} août 1982 et du 1^{er} janvier 1983, mais, pour ceux qui le dépassaient, l'ajustement fut plus difficile.

Le surplus cumulatif de 7 p. cent de la production laitière enregistré en novembre 1982, fut abaissé à - 0,3 p. cent à la fin de l'année. Le résultat pour l'ensemble de l'année s'est donc établi à 0,8 p. cent comparativement à 7,8 p. cent en 1981-1982. Les stocks de beurre étaient passés de 12,6 millions de kilogrammes en 1981-1982 à 13,3 en 1982-1983.

Les transactions de la Commission ont augmenté de 25,4 p. cent pour atteindre 1,621 milliard de dollars en 1982-1983: l'achat et la vente de produits laitiers ont totalisé 1,032 milliard de dollars, les retenues des producteurs laitiers ont rapporté 271 millions de dollars, les frais de financement subven-

milk producers were \$271 million, carrying charges funded by government rose to \$33 million while subsidy payments remained constant at \$271 million and general administration and research at \$6 million.

During the year, the dairy industry was under the federal government's 6 and 5% restraint program. Although the federal Returns Adjustment Formula on which the Target Returns to producers is based indicated slightly larger increases, the restraint of a maximum 6% on federal support prices on butter and skim milk powder meant farmers received only 5.2%, in three stages.

One disappointment was the withdrawal by British Columbia from the national milk supply management system over a disagreement with other provinces about their share of the national quota. B.C. is currently operating a supply management program in parallel to the national one but at a limited higher production level than its share of the national quota allowed under current arrangements and equivalent to their request for increased MSQ. Negotiations to resolve the impasse continue.

Considerable public attention continued to be focused on the Commission as a result of the report submitted to Parliament in May of 1982 by the Auditor General on his comprehensive audit of the Canadian Dairy Commission. The Commission considered the comprehensive set of suggestions for opportunities to improve operations, and, in conjunction with improvements already under way at the time, these are being implemented as quickly as possible.

Again this year the audited Financial Statements of the Commission contain a qualification by the Auditor General that in his opinion "the producer

levies have been instituted without benefit of regulation and are therefore ultra vires of the Canadian Dairy Commission". In response, the Commission reiterates that in a subsequent legal opinion it sought from the federal Department of Justice, it was stated that the Auditor General's opinion is not accurate in so far as it concerns the situation of producer levies. The Commission put considerable efforts during the year into discussions with provinces to examine new ways in which to handle the levy issue.

Looking to 1983/84, the Commission objectives will be to complete the return of milk production to proper balance with Canadian requirements; to reduce the butter surplus to normal levels, to promote the return of British Columbia to the national milk marketing plan, to continue to secure more stable markets for our skim milk powder and specialty products; to implement managerial and administrative changes as recommended by the Auditor General and to complete the phasing in of the computerized operations in marketing and finance.

In summary, it is the opinion of the Commission that although the first half of 1982/83 was alarming in terms of milk production and dairy product consumption trends, the successful mid-year implementation of needed adjustments by the CMSMC to milk production quotas and levy rates resulted in a much more satisfactory situation by year-end. While the belt tightening was difficult for some, milk production on a national basis was reduced as required and measures to reduce the butter surplus are being implemented. While problems were encountered during the year, these were addressed. By the end of the year the industry was in a relatively healthy position.

tionnés par le gouvernement ont atteint 33 millions de dollars, tandis que les paiements de subvention demeuraient constants à 271 millions de dollars et que les frais d'administration et de recherche s'élevaient à 6 millions de dollars.

Tout au long de l'année, l'industrie laitière a été soumise au programme de restrictions du gouvernement fédéral à 6 et 5 p. cent. La formule d'ajustement des revenus, qui sert à déterminer les revenus visés des producteurs, indiquait bien la nécessité d'une légère augmentation des prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre, mais en vertu du programme de restrictions à 6 p. cent, elle n'a été que de 5,2 p. cent en trois étapes.

L'une des déceptions de l'année aura été le retrait de la Colombie-Britannique du système national de gestion des approvisionnements à cause d'une mésentente avec d'autres provinces au sujet du partage du quota national. La province administre présentement un programme parallèle de gestion des approvisionnements de lait dont la limite de production est plus élevée que le quota prévu dans le système national. Cette limite correspond au quota exigé par la province. Les négociations se poursuivent en vue d'en arriver à une solution.

La Commission a continué à mobiliser l'attention à la suite du dépôt devant le Parlement d'un rapport de vérification intégrée des activités de la Commission canadienne du lait préparé par le Vérificateur général. La Commission a étudié les recommandations en vue d'améliorer ses activités et elle procède maintenant à leur implantation en même temps que d'autres améliorations déjà en cours.

Cette année encore, les états financiers vérifiés de la Commission contiennent une remarque du Vérificateur général qui se dit d'avis que "les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de

règlements et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait". En réponse, la Commission reprend l'avis juridique formulé par le ministère de la Justice qui conclut que l'opinion du Vérificateur général n'est pas exacte en ce qui concerne la question des cotisations des producteurs. Au cours de l'année, la Commission a consacré beaucoup d'énergie à étudier avec les provinces de nouvelles façons de traiter ce problème des retenues.

Pour 1983-1984, la Commission s'est fixée comme objectifs de rétablir l'équilibre entre la production laitière et la demande intérieure, de ramener les stocks de beurre à un niveau normal, de promouvoir le retour de la Colombie-Britannique au plan national de mise en marché du lait, d'obtenir plus de marchés stables pour notre lait écrémé en poudre et nos produits spécialisés, d'apporter les changements à la gestion et à l'administration recommandés par le Vérificateur général et de mener à terme l'intégration de l'informatique à nos secteurs de mise en marché et des finances.

En résumé, la Commission estime que malgré l'inquiétude qui s'est installée au cours de la première moitié de 1982-1983 concernant la production laitière et la consommation de produits laitiers, les modifications nécessaires apportées aux quotas de production laitière et aux niveaux des retenues par le CCGAL ont contribué à assainir sensiblement la situation à la fin de l'année. Il est vrai que certains producteurs ont dû se serrer la ceinture, mais cet effort à l'échelle nationale a permis de diminuer la production laitière pendant que des mesures étaient prises pour réduire les stocks de beurre. Les problèmes qui se sont présentés ont été résolus et à la fin de l'année, l'industrie affichait une situation relativement saine.



Gilles Choquette
Chairman
Président



Elwood Hodgins
Vice Chairman
Vice-président



Clifford McIsaac
Commissioner
Commissaire

Contents

8	Central features of Canadian Dairy Policy
14	The role of the Canadian Dairy Commission
16	Dairy support operations
16	Target Returns for industrial milk
16	Application of the 6 and 5% restraint guidelines
16	Returns Adjustment Formula
18	Data base for Cost of Production studies
18	Processor Margin study
22	Direct subsidy payments
24	Reporting of milk and cream production
24	Dairy farmers who shipped milk and cream
26	Dairy product price support program
28	Purchases and sales of butter and skim milk powder
28	Cheddar cheese
28	Import controls
30	Milk supply management
30	Revision of the national milk marketing agreement
30	Withdrawal from the National Plan by British Columbia
30	Canadian Milk Supply Management Committee
34	National Market Sharing Quota
36	Production and requirements in 1982/83
36	Seasonality of milk production
38	Integration into fluid milk pools
40	Levy funds from producers
42	Marketing
42	Domestic marketing
42	Research program
42	Priority of milk use
42	Skim milk powder for animal feed
46	International marketing
46	Skim milk powder, butter, evaporated milk, whole milk powder and cheese
52	Dairy product assistance program
54	Consultative Committee to the Commission
55	Commission personnel
58	Financial review
61	Audited financial statements

Table des matières

9	Éléments principaux de la politique laitière canadienne
15	Le rôle de la Commission canadienne du lait
17	Soutien financier du secteur laitier
17	Revenus visés pour le lait de transformation
17	Application du programme de restrictions de 6 et 5 pour cent
17	Formule d'ajustement des revenus
19	Base de données pour les études de coûts de production
19	Étude de la marge bénéficiaire
21	Subventions directes
23	Rapports de production de lait et de crème
23	Producteurs qui livrent du lait et de la crème
23	Programme de soutien des prix des produits laitiers
25	Achats et ventes de beurre et de lait écrémé en poudre
25	Fromage cheddar
25	Contrôle des importations
31	Gestion des approvisionnements de lait
31	Révision de l'entente nationale sur la mise en marché du lait
31	Retrait de la Colombie-Britannique du Plan national
31	Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait
31	Quota national de mise en marché
35	Production laitière et besoins pour 1982-1983
35	Caractère saisonnier de la production laitière
39	Intégration aux pools de lait de consommation
41	Retenues des producteurs laitiers
43	Activités de commercialisation
43	Situation du marché intérieur
43	Programme de recherche
43	Priorité d'utilisation du lait
45	Poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation animale
45	Situation du marché international
45	Lait écrémé en poudre, beurre, lait évaporé, lait entier en poudre et fromage
53	Programme d'aide sur les produits laitiers
54	Comité consultatif de la Commission canadienne du lait
55	Personnel de la Commission
59	Sommaire de la situation financière
61	États financiers vérifiés

Tables

Tableaux

18	Support price structure	Structure du prix de soutien
19	Target Returns, assumed market returns, federal subsidy	Revenu visé, revenu estimatif sur le marché et subventions fédérales
20	Returns Adjustment Formula components	Composantes de la formule d'ajustement des revenus
21	Total subsidy paid to farmers	Subventions totales
22	Subsidy paid to dairy farmers on industrial milk and cream	Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème
24	Dairy farmers who shipped industrial milk and cream	Producteurs qui ont livré du lait de transformation et de la crème
26	Production of industrial milk and cream	Production de lait de transformation et de crème
29	Federal support prices for butter, skim milk powder and cheese	Prix de soutien fédéraux pour le beurre, le lait écrémé en poudre et le fromage
32	Marketing activities under the dairy product price support program	Activités de commercialisation dans le cadre du programme de soutien du prix des produits laitiers
33	Components of National Market Sharing Quota	Détermination du quota national de mise en marché
34	Provincial shares of National MSQ	Allocation des quotas de mise en marché
37	Seasonal distribution of milk production between summer and winter months — Industrial milk and cream production only — All milk: fluid and industrial production	Répartition de la production laitière entre les mois d'été et d'hiver — production de lait de transformation et de crème seulement — tout le lait et la crème de transformation et de consommation
38	Progress in integration	Évolution de l'intégration
40	Levies remitted to the CDC by provinces	Retenues remises à la CCL par les provinces
41	Levy rates	Taux des retenues
44	Per capita consumption of dairy products	Disparition (consommation) de produits laitiers par habitant au Canada
46	Research projects	Projets de recherche
48	Exports of skim milk powder by market	Exportations de lait écrémé en poudre, par destination
59	Cheese exports and imports	Exportations et importations de fromages

Central features of Canadian Dairy Policy



The Canadian market for milk is divided in two: table milk and cream for direct consumption (fluid or liquid milk) and milk for processing into various dairy products (industrial or manufacturing milk). In Canada, fluid milk currently accounts for 37% of milk production and industrial milk the remaining 63%.

Table milk and cream is supplied from the individual fluid milk markets in each province. There is little movement of these products between provinces. Provisions of the British North America Act, now enshrined in the Canada Act, reserve to the federal government the regulation of trade and commerce with the exception of local (i.e. intraprovincial) trade matters. Accordingly, the fluid milk market is considered to be under the jurisdiction of the individual provinces.

Industrial or manufacturing milk is used for processing into products such as butter, skim milk powder, cheese, ice cream, yogurt, condensed milks, etc. and since much of this production enters interprovincial and international trade, it falls under federal jurisdiction. There is a national supply management system for industrial milk which has evolved over many years. It is now one of the cornerstones of the national dairy policy.

The origins of the supply management system for industrial milk in Canada and the forces behind the formation of the Canadian Dairy Commission lay in producer dissatisfaction during long periods of market instability and of low prices. During the early 1900's a number of producer marketing boards were formed in several provinces. Their primary function was to better rationalize the marketing of milk. During the early 1930's most provinces enacted provincial milk control legislation through the creation of provincial government milk control boards or commissions whose primary functions were to inspect and license milk distributors and processors.

Over the years there were a number of developments at both provincial and federal levels to stabilize the prices of dairy products. One major development and another cornerstone of the current national dairy policy was the payment of the federal subsidy on industrial milk production in order to make dairy products more affordable to consumers and to maintain a larger dairy industry than would be the case without it. Direct subsidy payments to industrial milk producers commenced in 1959 and by 1974 fluid producers in all provinces were also receiving the federal subsidy on the industrial milk portion of their milk production.

In the early 1960's it was seen that national programs which would lead to orderly structural adjustments in the dairy sector were necessary. Many discussions between government and industry resulted in the creation, in October 1966 of the Canadian Dairy Commission whose objectives are:

1. To provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment, and,

2. To provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

The Commission is accountable to the Parliament of Canada through the Minister of Agriculture; advises the Minister on dairy policy; develops an annual dairy program and implements policies and programs approved by the Federal Government. The CDC deals directly with provincial milk marketing boards and agencies, processors and producers in carrying out its mandate.

The authority granted the CDC to achieve its objectives, may be summarized as follows:

1. to purchase, store, process or dispose of dairy products in any way it desires
2. to make direct payments to producers
3. to investigate matters pertaining to the production, processing and marketing of any dairy product
4. to promote the use of dairy products
5. to receive levy funds to dispose of dairy products

Operation of the supply management system

The overall administration of Canada's National Dairy Policy is the responsibility of the Canadian Dairy Commission. A key aspect of this policy is the operation of the national supply management system for the industrial milk and cream market.

The first sharing of this market began in 1967 with the subsidy quotas issued by the Canadian Dairy Commission. At that time the relationship of quotas to market requirements was not as close as it is today. In 1971 the basis of the current shares was established with the signing of what was then called the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan by the provinces of Quebec, Ontario and the federal government (represented by the Canadian Dairy Commission). By 1974, all milk producing provinces had joined (except Newfoundland which produces virtually no milk). The Plan is administered by the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) which is made up of representatives of provincial producer marketing boards and provincial government agencies and is chaired by the CDC.

The central features of the Plan are:

- The establishment of a national Market Sharing Quota.
- The establishment of the percentage shares of the National Market Sharing Quota (MSQ) held by each province.
- The provision of rules by which Market Sharing Quota may be adjusted between provinces. (There has been no interprovincial adjustment of quota in recent years while the Plan has been under review).
- The provision of a framework under which the Canadian Milk Supply Management Committee operates.

The Committee annually forecasts domestic market demand for dairy products on a butterfat basis (which includes traditional exports less permitted imports); determines the amount of milk required to

Le marché canadien du lait se divise en deux: le lait de consommation et la crème fraîche d'une part et le lait et la crème de transformation d'autre part. À l'heure actuelle, le lait de consommation représente environ 37 p. cent du marché du lait, le lait de transformation accaparant les 63 p. cent restant.

Les approvisionnements en lait de consommation alimentent dans chaque province le marché en lait et en crème fraîche. Ces produits ne franchissent pratiquement pas les limites des provinces. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui est maintenant enchâssé dans la Loi constitutionnelle de 1980, réserve au gouvernement fédéral la réglementation du commerce, sauf le commerce local (c'est-à-dire à l'intérieur d'une province). Par conséquent, le marché du lait de consommation relève entièrement de la juridiction de chacune des provinces.

Par ailleurs, le lait de transformation sert à la préparation de produits comme le beurre, le lait écrémé en poudre, le fromage, la crème glacée, le yaourt, le lait concentré, etc. Comme le gros de cette production entre dans le commerce interprovincial et international, il relève donc de la juridiction fédérale. Ainsi, le commerce du lait de transformation est soumis à un système national de gestion des approvisionnements qui a évolué au cours des années. Il représente une des pierres d'assise de la politique laitière nationale.

C'est l'insatisfaction des producteurs de lait face à l'instabilité prolongée du marché et à des prix faibles qui a entraîné la mise sur pied du système de gestion des approvisionnements de lait de transformation et la création de la Commission canadienne du lait. Au début du siècle, on a assisté à la formation d'un certain nombre d'offices de commercialisation dans plusieurs provinces. Leur but premier était de rationaliser la commercialisation du lait. Au début des années 30, la plupart des provinces ont adopté des lois créant une commission provinciale de contrôle du lait dont la principale fonction était d'inspecter les installations de distribution et de transformation du lait et d'accorder des permis.

Au cours des années, les gouvernements fédéral et provinciaux ont mis au point un certain nombre de mécanismes pour stabiliser les prix des produits laitiers. Parmi ces mécanismes, on retrouve le versement d'une subvention fédérale aux producteurs de lait de transformation qui rend les produits laitiers plus accessibles au consommateur et qui permet à l'industrie laitière de maintenir une importance qu'elle ne pourrait avoir autrement. Cette subvention est aussi une des pierres d'assise de la politique laitière nationale. C'est en 1959 qu'on a commencé à verser des subventions directes aux producteurs de lait de transformation et, en 1974, on en a également versé aux producteurs de lait de consommation pour le lait de transformation qu'ils produisaient.

Au début des années 60, il est apparu nécessaire de mettre au point des programmes nationaux qui pourraient restructurer le secteur laitier. Les nombreuses discussions qui ont lieu entre le gouvernement et les représentants de l'industrie ont mené à la création de la Commission canadienne du lait (CCL) en octobre 1966. Les objectifs de la Commission sont les suivants:

1. offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion de toucher un revenu équitable pour leur travail et un rendement intéressant sur leur investissement; et
2. assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de haute qualité.

La Commission, qui doit rendre compte au Parlement du Canada par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, conseille celui-ci en matière de politique laitière, prépare un programme laitier annuel et met en œuvre les politiques et les programmes approuvés par le gouvernement fédéral. Pour réaliser son mandat, la CCL traite directement avec les offices et les organismes provinciaux de commercialisation du lait, les transformateurs et les producteurs.

Pour réaliser ses objectifs, la CCL a été dotée des pouvoirs suivants:

1. acheter, entreposer, transformer ou vendre tout produit laitier, 2. faire des versements directs aux producteurs, 3. faire des recherches sur des questions relatives à la production, à la transformation et à la commercialisation de tout produit laitier, 4. promouvoir la consommation de produits laitiers, et 5. encaisser les retenues en vue de la vente des produits laitiers.

Fonctionnement du système de gestion des approvisionnements de lait

C'est la Commission canadienne du lait qui administre la politique laitière nationale du Canada. Cette politique est entre autres basée sur un système national de gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème et prévoit l'établissement de quotas.

Les premiers quotas ont été établis en 1967 par la Commission canadienne du lait. À cette époque, les quotas n'étaient pas fixés de manière aussi rigoureuse qu'aujourd'hui en fonction des besoins du marché. En 1971, la signature de ce qu'on a alors appelé le Plan provisoire de mise en marché du lait par les provinces de Québec et de l'Ontario et par le gouvernement fédéral (représenté par la Commission canadienne du lait), a jeté les bases des quotas actuels. En 1974, toutes les provinces productrices de lait ont adhéré au Plan (à l'exception de Terre-Neuve qui ne produit pratiquement pas de lait). L'administration du Plan relève du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) qui, sous la présidence de la CCL, est formé de représentants des offices provinciaux de commercialisation du lait et d'organismes provinciaux.

Le Plan a comme principaux éléments:

- l'établissement d'un quota national de mise en marché,
- l'attribution à chaque province d'un pourcentage du quota national de mise en marché,
- l'établissement de règles qui permettent l'ajustement du quota de mise en marché entre les provinces, (Au cours des dernières années, il n'y a pas eu d'ajustement interprovincial du quota en raison d'une réévaluation du Plan.) et
- la mise au point d'un cadre qui permette au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait de fonctionner.

Chaque année, le Comité fait une prévision des besoins du pays en produits laitiers selon la teneur

produce these products, then adds a sleeve or margin of production tolerance. This results in a National Market Sharing Quota which is then shared between all provinces as provided in the Plan. Provincial market shares are determined on the basis of negotiations between the provinces themselves. Provinces in turn distribute their respective provincial allocations among their dairy farmers according to quota policies developed in each province. Provinces administer their own quota policies and therefore each is responsible for its share of agreed costs of the operation of the national plan. Individual producers are ultimately responsible for all costs of disposal of all production above his/her quota that is not needed by year-end to fill Canadian Requirements.

The CMSMC reviews domestic market demand, milk production and the national quota at each of its bi-monthly meetings. The national quota is adjusted periodically to reflect predicted changes in demand or changes to policies which would affect the volumes of milk required to be produced.

Returns to producers

Provinces use a variety of pricing mechanisms usually based on formulae to determine prices paid to farmers for fluid milk. Fluid milk prices vary considerably from province to province. In the case of industrial milk, the federal government uses the Returns Adjustment Formula to determine a national Target Returns level which is considered to be sufficient to allow efficient farmers to achieve a fair return for their labour and investment.

Industrial milk and cream producers achieve the Target Returns level through a combination of market returns paid to them either by milk processing plants directly or by their provincial milk marketing agency, together with the direct federal subsidy. The market return paid to producers is negotiated within each province. The federal subsidy, while it is paid directly to producers, has the effect of reducing the cost of dairy products to consumers thereby resulting in a larger market for farmers and processors to supply than would be the case without the subsidy. The subsidy rate of \$6.03 per hectolitre has remained unchanged since 1975.

Price support program

In order to support the market returns portion of the producer Target Returns level, the federal government authorizes the Canadian Dairy Commission to administer a dairy product price support program. This involves an offer-to-purchase program for butter and skim milk powder at support prices which in combination with the federal subsidy are set at a level to achieve the Target Returns for industrial milk. The offer-to-purchase program for cheese was discontinued years ago because the purchase of butter and skim milk powder alone provided the necessary price support influence for the Target Returns for industrial milk.

The offer-to-purchase program establishes floor prices at which the CDC will buy product (butter

and skim milk powder) if there are no other buyers above those prices. The support prices for butter and skim milk powder, minus an assumed processing margin to cover the cost of transforming raw milk into butter and skim milk powder, yields a market return that, in conjunction with the federal subsidy, enables producers to achieve the Target Returns for their milk.

Traditionally, butter is largely produced during the heavy milk production of the pasture season of summer. In order to stabilize butter prices to consumers year round and milk prices to dairy farmers, the CDC purchases butter at its established floor prices during the spring, summer and fall and sells back to the trade in the winter when supplies are usually low. Butter is produced primarily in Ontario and Quebec which have about 80% of the National Market Sharing Quota. The Commission assists in the financing of transportation of all butter sold from its inventory to processors and reworkers for consumption in Canada, thereby assisting in equalizing the wholesale price of butter across the country.

Carrying charges of the CDC

The federal government finances the costs incurred by the Commission to purchase, transport, warehouse and handle stocks of skim milk powder and butter produced from milk supplied to meet domestic requirements.

Producers finance the carrying charges for all other dairy products, including that butter and skim milk powder which results from milk produced above domestic requirements.

Levy funds from producers

The national dairy policy offers farmers the opportunity to earn fair returns on dairy products needed for the domestic market through federal price supports on butter and skim milk powder and by the federal government absorbing certain carrying charges. All other costs associated with the sale on the export market of dairy products not needed in Canada are the responsibility of dairy farmers.

The necessary funds are collected from farmers by provincial agencies through a system of levies on the basis of the volume of milk or cream each producer ships. These funds are then remitted to the Canadian Dairy Commission to cover the costs it incurred.

Import controls

In order to protect the national supply management program from the disruptions which would result from the uncontrolled importation of dairy products which, in today's environment are generally highly subsidized, Canada exerts a number of controls on dairy product imports. While the Commission assists in the development of import policy measures, the day to day administration of the measures rests with the Department of External Affairs.





en matière grasse du beurre (ce qui comprend les exportations moins les importations permises) et il établit la quantité de lait nécessaire pour répondre à cette demande. Il ajoute ensuite une marge de production. Le total produit le quota national de mise en marché qui est alors partagé entre les provinces comme prévu dans le Plan. Les quotas provinciaux de mise en marché sont fixés par négociation entre les provinces. Les provinces répartissent à leur tour leurs quotas entre les producteurs laitiers conformément à leurs politiques respectives. Elles administrent ces politiques de répartition du quota et doivent donc assumer une partie des coûts convenus de fonctionnement du Plan national. Chaque producteur est, à la limite, responsable de tous les coûts liés à l'écoulement de la production qui dépasse son quota et les besoins canadiens à la fin de l'année.

À tous les deux mois, le CCGAL se réunit pour réévaluer la demande intérieure, la production laitière et le quota national. Ce dernier est ajusté périodiquement pour traduire les modifications prévues à la demande ou les modifications de politique qui pourraient influencer sur la quantité de lait à produire.

Revenu des producteurs

Les provinces ont mis au point diverses formules pour établir les prix à verser aux producteurs de lait de consommation. C'est pourquoi ces prix varient considérablement d'une province à l'autre. Pour le lait de transformation, le gouvernement fédéral utilise une formule d'ajustement des revenus qui fixe un revenu national visé qui serait suffisant pour permettre aux producteurs efficaces de toucher des revenus leur permettant de couvrir leurs frais de main-d'œuvre et obtenir un rendement acceptable sur investissement.

Les producteurs de crème et de lait de transformation obtiennent le revenu visé grâce aux prix du marché qui leur sont versés par les usines de transformation du lait ou par leur office provincial de commercialisation du lait, ainsi que grâce à la subvention fédérale directe. Le prix du marché versé aux producteurs fait l'objet de négociations dans chaque province. Quant à la subvention fédérale, bien qu'elle soit versée directement aux producteurs, elle a pour effet de réduire le prix à la consommation des produits laitiers tout en offrant aux producteurs et aux transformateurs un marché plus important qu'ils n'auraient autrement. La subvention est fixée à 6,03 \$ l'hectolitre depuis 1975.

Programme de soutien des prix

Le gouvernement fédéral autorise la Commission canadienne du lait à administrer un programme de soutien des prix des produits laitiers qui fasse en sorte que les producteurs atteignent le revenu visé. Le programme comprend une offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre à des prix de soutien qui, ajoutés à la subvention fédérale, permettent aux producteurs d'obtenir les revenus visés pour le lait de transformation. Le programme d'offre d'achat du fromage a été abandonné il y a quelques années parce que l'achat de beurre et de lait écrémé en poudre suffisait pour atteindre les revenus visés pour le lait de transformation.

Le programme d'offre d'achat fixe des prix plancher auxquels la CCL achètera le produit (beurre et lait écrémé en poudre) si personne d'autre n'est prêt à payer des prix plus élevés pour ces produits. Les prix de soutien consentis pour le beurre et le lait écrémé en poudre, moins une marge bénéficiaire pour le transformateur lui permettant de couvrir les coûts de transformation du lait brut en beurre et en lait écrémé en poudre, génèrent un prix de marché qui, ajouté à la subvention fédérale, permet aux producteurs d'atteindre les revenus visés pour leur lait.

Traditionnellement, on produit beaucoup plus de beurre pendant l'été, c'est-à-dire pendant la période de production intensive de lait à la saison des pâturages. Afin de stabiliser les prix à la consommation du beurre pendant toute l'année ainsi que le prix du lait pour les producteurs laitiers, la CCL achète du beurre à l'été et à l'automne au prix plancher qu'elle s'est fixé au printemps et le revend pendant l'hiver au moment où l'offre est habituellement faible. On produit du beurre surtout en Ontario et au Québec; ces deux provinces se partagent d'ailleurs 80 p. cent du quota national de mise en marché. La Commission finance en partie le transport du beurre qu'elle vend aux transformateurs et aux retravailleurs. Elle permet ainsi l'établissement d'un prix de gros unique pour le beurre dans tout le pays.

Frais financiers de la CCL

Le gouvernement fédéral finance les coûts encourus par la CCL pour l'achat, le transport, l'entreposage et la manutention des stocks de lait écrémé en poudre et de beurre produits à partir du lait fourni pour répondre aux besoins intérieurs.

Les producteurs paient les frais de financement de tous les autres produits laitiers, y compris le beurre et le lait écrémé en poudre produits à même le lait dont la production dépasse les besoins intérieurs.

Retenues imposées aux producteurs

La politique laitière nationale permet aux agriculteurs d'avoir des revenus justes de la vente des produits laitiers nécessaires au marché intérieur grâce au programme de soutien des prix du beurre et du lait écrémé en poudre offert par le gouvernement fédéral, lequel assume également certains frais. Tous les autres coûts liés à la vente, sur les marchés d'exportations, de produits laitiers dont le Canada n'a pas besoin sont assumés par les producteurs laitiers.

Les fonds nécessaires sont perçus des producteurs par les agences provinciales grâce à un système de retenues basé sur les expéditions de lait ou de crème de chaque producteur. Les fonds sont ensuite versés à la CCL qui les utilise pour payer les frais engagés.

Contrôle des importations

Si le Canada n'exerçait pas un certain contrôle sur l'importation des produits laitiers, le système national de gestion des approvisionnements risquerait de souffrir des importations de produits laitiers fortement subventionnées par les pays d'origine. C'est pourquoi la Commission aide à la mise au point de mesures liées à la politique sur les importations, mais l'administration courante de ces mesures relève du ministère des Affaires extérieures.

The role of the Canadian Dairy Commission

The Commission has major responsibilities in developing and maintaining the national dairy industry for the benefit of Canadian farmers, consumers and the economy in general. While carrying out its mandate as a federal crown corporation, it is accountable to Parliament through the Minister of Agriculture. It is also accountable to the Canadian Milk Supply Management Committee for those Commission activities and programs involving milk producer funds.

There are three Commissioners appointed by the Governor in Council, one of whom is designated the Chairman and Chief Executive Officer and another the Vice-chairman. There is a support staff of seventy one and the Commission's offices are located in Ottawa.

In order to assist the Commission with advice on the marketing of dairy products in Canada, there is a Consultative Committee of nine members, appointed by the Minister, who represent a variety of interests: farmers, consumers, processors, wholesalers, dairy product marketers and retailers.

The objectives of the Commission are set out in the Canadian Dairy Commission Act of 1966 and are described in the preceding section of this annual report.

The Commission derives its authority from the Canadian Dairy Commission Act of 1966. Section 9 of the Act describes the authority to purchase, package, process, store, ship, import, export, or sell or otherwise dispose of any dairy product purchased by it. The Commission may make payments for the benefit of producers of milk and cream for the purpose of stabilizing the price of those products, which payments may be made on the basis of volume, quality or on such other basis as the Commission deems appropriate. It can also make investigations into any matter relating to the production, processing or marketing of any dairy product, including the cost of producing, processing or marketing that product; can undertake and assist in the promotion of the use of dairy products, the improvement of the quality and variety thereof and the publication of information in relation thereto.

Major areas of activity of the Commission include the following:

Dairy policy — development and recommendation to the Minister of policies which might impact on the dairy industry, an annual National Dairy

Program and providing advice on other dairy related issues, such as import/export policy for dairy products.

Target Returns — calculation of the national Target Return for industrial milk and support price for butter and skim milk powder based on the Returns Adjustment Formula.

Price support — administration of the offer-to-purchase program for butter and skim milk powder.

Subsidy — monthly payment of subsidy on eligible milk and cream shipments to 50,000 farmers.

Supply management — in chairing the Canadian Milk Supply Management Committee, coordinates national supply management of industrial milk and cream production by the nine milk producing provinces.

Levies — calculation of costs associated with marketing of surplus dairy products by the Commission and determination of levy amount to be collected from producers.

Marketing — exporting surplus dairy products not needed for domestic consumption, providing export assistance and administering other marketing and promotion programs. The CDC also has a program of funding dairy product development and market research.

Accountability

As part of its accountability to Parliament every year, the Commission submits to government a Multi-Year Operation Plan (MYOP) which covers the previous year, current and next three years plus an operating budget. There is also an annual report publication every year and the Commission appears before both the Standing Committees of the House of Commons on Agriculture and the Estimates and appears periodically before the Public Accounts Committee to answer questions about its operation.

With respect to accountability to the Canadian Milk Supply Management Committee, at meetings held every two months the Commission submits detailed reports to the representatives of farmers and provincial operations, levy receipts and disbursement of subsidy payments, etc.

The success of the Commission in carrying out its mandate as the central coordinating body in the industrial milk industry is very dependent on the support and cooperation of farmers, processors and provincial governments.



La Commission joue un rôle majeur en permettant à l'industrie laitière de se développer et de conserver ses acquis au profit des agriculteurs, des consommateurs et de l'économie en général. À titre de société de la Couronne, elle doit rendre compte de son mandat au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture. Elle doit aussi rendre compte au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait des activités et des programmes qui mettent en jeu les fonds des producteurs laitiers.

La Commission est dirigée par trois commissaires nommés par le gouverneur général en conseil. L'un d'entre eux occupe le poste de président et de fonctionnaire administratif en chef, un autre, celui de vice-président. Elle emploie 71 personnes et ses bureaux sont situés à Ottawa.

Dans les domaines de la commercialisation des produits laitiers au Canada, la Commission reçoit l'aide d'un comité consultatif de neuf membres, nommés par le ministre, représentant un éventail d'intérêts divers: producteurs, consommateurs, transformateurs, grossistes et détaillants de produits laitiers.

Les objectifs de la Commission sont inscrits dans la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966 et sont décrits au chapitre précédent.

L'Article 9 de la Loi sur la Commission canadienne du lait autorise la Commission à acheter, à emballer, à transformer, à entreposer, à expédier, à importer, à exporter ou à vendre des produits laitiers ou à se défaire autrement de produits achetés par elle. En vertu de la Loi, elle peut faire des paiements au profit des producteurs de lait de transformation et de crème afin de stabiliser les prix de ces produits. Ces paiements peuvent être faits selon le volume, la qualité ou tout autre barème que la Commission juge approprié. Elle peut aussi faire des recherches sur toute question relative à la production, à la transformation ou à la mise en marché de tout produit laitier, y compris le prix de revient de la production, de la transformation ou de la mise en marché de ce produit. Elle peut également promouvoir la consommation de produits laitiers, favoriser l'amélioration de leur qualité et l'augmentation de leur variété et publier des renseignements qui s'y rapportent, tout comme elle peut apporter son aide à ces activités.

Voici les principaux domaines d'activité de la Commission:

Politique laitière – élaborer, et recommander au ministre, toutes les politiques pouvant affecter l'industrie laitière, le programme laitier national annuel et donner des conseils sur d'autres questions touchant le secteur laitier, comme les politiques sur

l'importation et l'exportation de produits laitiers.

Revenus visés – calculer le revenu visé national pour le lait de transformation et établir les prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre à partir de la formule d'ajustement des revenus.

Soutien des prix – administrer le programme d'offre d'achat de beurre et de lait écrémé en poudre.

Subventions – verser mensuellement aux 50 000 producteurs une subvention pour les expéditions admissibles de lait et de crème.

Gestion des approvisionnements – présider les travaux du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, coordonner la gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème des neuf provinces productrices de lait.

Retenues – calculer les coûts liés à la commercialisation, par la Commission, des produits laitiers excédentaires et établir le montant des retenues que les provinces perçoivent des producteurs.

Mise en marché – exporter les produits laitiers excédentaires, aider à l'exportation et administrer d'autres programmes de promotion et de mise en marché. La CCL administre également un programme de financement du développement de produits laitiers et d'exploration de nouveaux marchés.

Responsabilité

La Commission étant responsable devant le Parlement, elle doit soumettre un Plan d'opération pluri-annuel (POP) qui couvre l'année précédente, l'année en cours et les trois années subséquentes, ainsi qu'un budget d'exploitation. La Commission publie également un rapport annuel et elle comparaît devant les comités permanents de la Chambre des Communes sur l'agriculture et les prévisions budgétaires et périodiquement devant le Comité des comptes publics, pour répondre aux questions concernant ses activités.

La Commission doit également rendre compte de ses activités devant le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Lors de réunions tenues à tous les deux mois, elle soumet aux représentants des producteurs et des gouvernements provinciaux des rapports détaillés sur la production de lait, la demande de produits laitiers, les activités de mise en marché, les retenues perçues et le paiement de la subvention, etc.

La Commission ne peut remplir adéquatement son rôle d'organisme central de coordination de l'industrie du lait de transformation sans l'aide et la collaboration des producteurs, des transformateurs et des gouvernements provinciaux.

Dairy support operations

If one were to ask for the "cornerstones" of the National Dairy Policy, they would be the following:

- Target Returns for industrial milk
- Subsidy paid on milk production
- Product price support
- Import controls
- Milk supply management
- Levies from milk producers

Dairy support – How it works

To ensure efficient dairy farmers can earn sufficient returns to cover their cash costs, labor and investment, in 1975 the federal government set a *Target Returns Level* for industrial milk. To determine subsequent Target Returns Levels, it established the *Returns Adjustment Formula* to measure the changes in milk production costs from the 1975 base price. The Target Returns level is supported in the marketplace by federal *product support prices* and payment to farmers of a federal *subsidy on milk production*.

The domestic market for milk is shared between provinces and producers under formal *milk supply management arrangements*.

Contrary to popular misconception, farmers can produce as much milk as they like. However, the federal income stability guarantees apply only to milk used to meet domestic requirements. With the exception of a subsidy on a limited special export program, the returns on milk produced in excess of domestic needs are subject to the vagaries of prices in the export market – which tend to be very low. In some years the returns on over quota milk which is exported leave little or nothing to the farmer for his milk after processing, transport, financing, etc.

To protect supply management and producer returns, there are *import controls*.

The responsibility for *exporting dairy products* surplus to domestic requirements rests with the Canadian Dairy Commission. Any costs involved in doing so are recovered from farmers through a system of *levies*.

Target Returns for industrial milk and cream

As noted earlier, the Target Returns is the amount the federal government has decided is a fair price to be paid to efficient farmers for their labor and investment. The farmers receive this through a combination of market returns and the federal subsidy. To ensure farmers achieve the market return portion, the federal government establishes support prices for butter and skim milk powder and then offers to purchase these products at basing points across Canada. This directly influences the prices processing plants pay farmers for industrial milk and cream.

Actual market returns producers receive are dependent upon agreements or negotiations between milk producer agencies and processors at the provincial level. These negotiations also impact on the processors margin which may differ from the

assumed processors margin used in the calculation of the federal support prices and may also differ from province to province. Examples of factors impacting on negotiations are volumes of milk processed by plants, marketing costs etc.

An example of how federal offer-to-purchase prices for butter and skim milk powder support the Target Returns for milk is illustrated in Table 1. The announced August 1, 1982 national Target Returns for producers of \$41.02 per hectolitre was achieved through the federal subsidy (\$6.03 per hectolitre) and the projected market returns (\$34.99 per hectolitre) after an allowance for an assumed processor's margin.

During the 1982/83 dairy year, there were adjustments made to the Target Returns level. While greater changes were indicated by the Returns Adjustment Formula, the amounts were limited by the federal government's two year 6 and 5% wage and price restraint program. These are outlined in Table 2.

Application of the 6 and 5% restraint guidelines

The federal government's two year 6 and 5% wage and price restraint policy was applied to the dairy policy effective April 1, 1982. The policy provides that increases to the support prices for butter and skim milk powder are to be limited to 6% in the first year and 5% in the second year of restraint. The restraint period is to terminate on March 31, 1984.

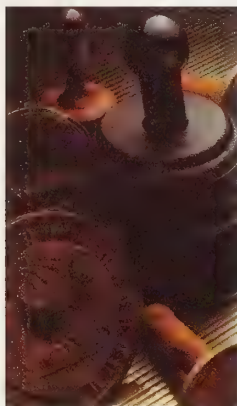
Actual returns to farmers and processors during restraint will be less because the subsidy portion of the Target Returns is not indexed. Maximum increases during the two year restraint therefore will be 5.2 and 4.3% respectively.

Returns Adjustment Formula

The Formula was established by the federal government in 1975 to calculate changes in the cost of producing industrial milk in Canada. It is used during the course of the dairy year to adjust the Target Returns level for industrial milk from the base price established in 1975.

The usual practice is to consider an adjustment in the Target Returns only when the Formula indices change by 2% or more. However, due to the nature of the application of restraint on support prices this guide is not used during the restraint program. There are no more than three changes to the Target Returns during a dairy year, including that of the first of the year on August 1 which is reviewed by government along with the annual dairy program proposals for the upcoming year. Changes must be at least three months apart and none occur during October, November and December which are peak dairy product marketing and consumption months.

The components of the Formula and their weights are (These are outlined in more detail in the Table on page 20):



Les principales composantes de la politique laitière nationale sont les suivantes:

- les revenus visés pour le lait de transformation
- les subventions versées pour les expéditions de lait
- le programme de soutien des prix des produits laitiers
- le contrôle des importations
- la gestion des approvisionnements de lait
- les retenus perçues des producteurs laitiers.

Le soutien financier accordé au secteur laitier

En 1975, le gouvernement fédéral a déterminé *le niveau des revenus visés* pour le lait de transformation afin d'assurer aux fermiers des revenus suffisants pour couvrir les déboursés au comptant, les frais de main-d'œuvre et d'équipement. Ce revenu visé est établi d'après *la formule d'ajustement des revenus* pour mesurer les fluctuations des coûts de production du lait à partir du prix en vigueur en 1975. *Les prix de soutien à la production* et les versements aux producteurs d'une *subvention fédérale sur la production laitière* contribuent au maintien du revenu visé sur les marchés.

Les provinces et les producteurs se partagent le marché intérieur du lait en vertu d'*ententes sur la gestion de la production laitière*.

Contrairement à la croyance populaire, les producteurs peuvent produire autant de lait qu'ils le désirent, mais la garantie fédérale de stabilité du revenu ne s'applique qu'à la quantité de lait répondant aux besoins intérieurs. Mis à part un programme spécial d'exportations à l'intérieur duquel on verse la subvention, le prix du lait exporté varie considérablement et a tendance à être très bas. Certaines années, les producteurs retirent peu ou pas de revenus de leurs exportations une fois enlevés les frais de transformation, de transport, de financement, etc.

Le gouvernement a mis en place *un contrôle des importations* afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements nationaux et un revenu aux producteurs.

La Commission canadienne du lait est responsable de l'*exportation des produits laitiers* qui dépassent les besoins intérieurs. Les coûts liés à l'écoulement de ces produits sont récupérés par un système de *retenues* imposées aux producteurs.

Revenus visés pour le lait de transformation et la crème

Le revenu visé correspond, pour le gouvernement fédéral, au juste prix payé aux producteurs efficaces en contrepartie de leur travail et de leur investissement. Le revenu des producteurs provient donc de leurs ventes sur le marché et de la subvention fédérale. Pour faire en sorte qu'ils obtiennent les prix du marché, le gouvernement fédéral fixe des prix de soutien pour le beurre et le lait écrémé en poudre et offre ensuite d'acheter ces produits à certains endroits au Canada. Cette pratique a un effet direct sur les prix que paient les usines de transformation aux producteurs pour leur lait de transformation et leur crème.

Le revenu réel que le producteur retire du marché résulte d'ententes conclues entre les associations de producteurs et les transformateurs à l'échelle provinciale. Ces ententes influent également sur la marge des transformateurs qui peut ainsi être différente de la marge dont se sert le gouvernement fédéral pour fixer les prix de soutien et qui peut varier d'une province à l'autre en raison de facteurs comme le volume de lait transformé, les coûts de mise en marché, etc.

Le tableau 1 illustre la façon dont les prix d'offre d'achat du gouvernement fédéral pour le beurre et le lait écrémé en poudre soutiennent le revenu visé pour le lait. Le revenu visé des producteurs de 41,02 \$ l'hectolitre, annoncé le 1^{er} août 1982, fut atteint en tenant compte de la subvention fédérale de 6,03 \$ l'hectolitre et du revenu estimatif de la vente sur le marché de 34,99 \$ l'hectolitre, après avoir alloué une marge théorique aux transformateurs.

Pendant l'année laitière 1982-1983, on a apporté trois ajustements aux niveaux du revenu visé. Bien que la formule d'ajustement des revenus ait prévu de plus grands changements, les sommes ont été limitées en vertu du programme fédéral de limitation des prix et des salaires de 6 et 5 p. cent. Le tableau 2 donne ces modifications.

Application du programme de 6 et 5 p. cent

La politique du gouvernement fédéral limitant l'augmentation des prix et des salaires à 6 et 5 p. cent pendant deux ans a été appliquée à la politique laitière à partir du 1^{er} avril 1982. Ainsi, les augmentations des prix de soutien du lait et du lait écrémé en poudre sont limitées à 6 p. cent pendant la première année et à 5 p. cent pendant la seconde année du programme. La période de restriction doit prendre fin le 31 mars 1984.

Les revenus réels des producteurs et des transformateurs pendant cette période seront inférieurs à 6 et 5 p. cent parce que la subvention qui entre dans le revenu visé n'est pas indexée. Au cours de ces deux années, les augmentations maximales s'établiront donc à 5,2 et 4,3 p. cent respectivement.

Formule d'ajustement des revenus

La formule d'ajustement des revenus fut établie par le gouvernement fédéral en 1975 pour tenir compte des changements dans les coûts de production du lait de transformation au Canada. Elle sert au cours de l'année laitière à ajuster le niveau du revenu visé pour le lait de transformation par rapport au coût de production de base établi en 1975.

Habituellement, on procède à un ajustement des revenus visés lorsque les indices de la formule varient de 2 p. cent ou plus. Cependant, en raison de la nature des restrictions appliquées au prix de soutien, ces indices ne servent pas pendant la durée du programme. On ne procède pas à plus de trois changements de prix au cours d'une année laitière, y compris celui du début de l'année qui survient le 1^{er} août et qui fait l'objet d'un examen par le gouvernement en même temps que les éléments du

- a) 45% An index of dairy cash input prices to evaluate costs in dairy production.
- b) 35% The Consumer Price Index as a measure of changes in the earnings of operator and family labour.
- c) 20% This portion of the formula was established in 1975 to reflect producers capital and investment costs. It was set at \$5.00 per hectolitre as 20% of the formula which indicated Target Returns of \$25.00 per hectolitre. It is not indexed. While this portion of the formula has not changed since 1975, the following criteria were established through which adjustments could be considered:
 - significant changes in levels of dairy product stocks,
 - the effect of changes to dairy producer returns occurring in other milk producing countries,
 - major changes in competitive dairy product processing costs,
 - major changes in the value of quotas under the federal dairy program.

Data base for Cost of Production studies

During 1982/83, in addition to existing arrangements with Ontario and Saskatchewan, the CDC expanded its participation in funding production and management information systems (Cost of Production Studies) to include Quebec and New Brunswick.

The objective of the CDC participation in such studies is to obtain statistically sound information on the costs of producing milk. Data is collected directly from participating dairy farmers who provide specific information with respect to the cash costs incurred in their dairy operations, as well as labour and capital requirements.

The Commission co-ordinates the four studies to ensure the establishment of consistent and comparable data. The outcome of the studies will provide complete and reliable data to conduct comprehensive cost of production analysis.

Processor margin study

An independent study into the cost of processing industrial milk into butter and skim milk powder for tender to the CDC was undertaken during 1982-83. The purpose of the study was to examine these costs in relation to the Assumed Processor Margin which is one element of the federal dairy support program.

The study was carried out under the direction of the Steering Committee made up of representatives of the Canadian Dairy Commission and the National Dairy Council. At the end of the 1982-83 dairy year, field interviews with all processing plants which had tendered butter and skim milk powder to the CDC in 1982 had been completed.

Results of the analysis are to be published in August 1983.

1 Support price structure

The relationship of federal support prices for butter and skim milk powder to the Target Returns Level or Price for industrial milk.
Offer-to-purchase support prices as of August 1, 1982.

Structure du prix de soutien

Rapport entre les prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre et le prix visé pour le lait de transformation.
Prix de soutien d'offre d'achat au 1er août 1982.

Butter / Beurre

Skim milk / Lait écrémé powder / en poudre

Federal support price per kilo	Prix de soutien fédéral, le kilo	\$ 4.33	Federal support price per kilo	Prix de soutien fédéral, le kilo	\$ 2.59
Amount of butter in one hl of milk	Quantité de beurre dans un hl de lait	×4.32	Amount of skim milk powder in one hl of milk	Quantité de lait écrémé en poudre dans un hl de lait	×8.24
		\$18.71			\$21.34
			+		
Market Price Guarantee, per hl	Prix garanti sur le marché, de l'hl			\$40.05	
Assumed Processors' Margin, per hl	Marge théorique du transformateur, de l'hl			− 5.06	
Estimated Producers Market Returns, per hl	Revenu estimatif des producteurs sur le marché, de l'hl			34.99	
Direct Subsidy, per hl	Subvention directe, de l'hl			+ 6.03	
Government of Canada Target Returns Level, per hl	Revenu visé par le gouvernement du Canada, de l'hl			\$41.02	

programme proposé pour l'année laitière. Ces changements doivent respecter un intervalle d'au moins trois mois et aucun n'intervient pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre, période pendant laquelle les efforts de mise en marché et la consommation de produits laitiers atteignent un sommet.

Les éléments de la formule, et leur pondération, énumérés ci-dessous sont décrits plus en détail au tableau de la page 20:

- a) 45 p. cent Indice des coûts en espèces des intrants permettant d'évaluer les coûts inhérents à la production laitière.
- b) 35 p. cent Indice des prix à la consommation indiquant les variations de revenus des exploitants et de la main-d'œuvre familiale.
- c) 20 p. cent Cet élément n'est pas indexé. Établi en 1975 afin de refléter les coûts d'investissement et de capital, ce montant avait été fixé à 5 \$ l'hectolitre et représentait 20 p. cent de la formule puisque le revenu visé était de 25 \$ l'hectolitre de lait. Bien que cet élément n'ait pas été ajusté depuis

1975, il pourrait l'être en tenant compte des critères suivants:

- une variation importante des stocks de produits laitiers,
- une variation des revenus des producteurs laitiers dans d'autres pays producteurs,
- des variations majeures des coûts de transformation concurrentiels, et
- des variations importantes dans la valeur des quotas établis en vertu du programme laitier fédéral.

Base de données des études portant sur les coûts de production

En 1982-1983, la CCL a étendu sa participation au financement de systèmes d'information de la gestion et de la production (études des coûts de production) pour englober le Québec et le Nouveau-Brunswick. Cette participation s'ajoute à celle qui existe déjà pour l'Ontario et la Saskatchewan.

Par cette participation à ces études, la CCL cherche à obtenir des renseignements statistiques sur

2 Target Returns, assumed market returns and federal subsidy

(for industrial milk January 1979 to April 1983)
(dollars per hectolitre of milk)

Revenu visé, revenu estimatif sur le marché et subventions fédérales

(pour le lait industriel, de janvier 1979 à avril 1983)
(dollars par hectolitre de lait)

Assumed market returns ⁽¹⁾ through price support program Revenu estimatif sur le marché ⁽¹⁾ par le biais de prix de soutien		+	Federal subsidy Subvention fédérale	=	Target Returns level for milk producers Niveau du revenu visé pour les producteurs de lait
--	--	---	--	---	--

1979	January 1	1er janvier	23.32	6.03	29.35
	April 1	1er avril	24.12	6.03	30.15
	August 1	1er août	24.98	6.03	31.01
1980	January 1	1er janvier	26.59	6.03	32.62
	April 1	1er avril	27.28	6.03	33.31
	August 1	1er août	28.58	6.03	34.61
1981	January 1	1er janvier	29.67	6.03	35.70
	April 1	1er avril	30.58	6.03	36.61
	August 1	1er août	32.03	6.03	38.06
1982	January 1	1er janvier	33.58	6.03	39.61
	April 1	1er avril	33.58	6.03	39.61
	August 1	1er août	34.99	6.03	41.02
1983	January 1	1er janvier	35.37	6.03	41.40
	April 1	1er avril	35.63	6.03	41.66

⁽¹⁾ Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder excluding an allowance for a processing margin.

⁽¹⁾ L'évaluation des rendements pour les producteurs laitiers repose sur les prix de soutien fédéraux pour le beurre et la poudre de lait écrémé après qu'on ait prévu une marge pour la transformation

A

45%

**Index of the Dairy Cash Input
Prices by quarter, 1979
to 1982 (1970 - 72 = 100)**

	1979	1980	1981	1982	1982
I	202.2	231.2	265.1	276.9	282.2
II	208.6	234.3	271.7	281.0	289.7
III	217.6	243.0	274.1	282.0	—
IV	223.4	250.7	271.6	277.7	—

**Indice des prix d'entrée au
comptant par trimestre 1979
à 1982 (1970 - 1972 = 100)**

Weights in the Index of Cash Input Prices

Cash Costs ⁽²⁾

16% dairy ration
Other materials and services index (veterinary medicine, other livestock expense, misc. haulage and fees)
Hired farm labour
Machinery repairs
Fertilizer
Property taxes
Petroleum products
Seed
Electricity
Building repairs
Artificial insemination
Custom work

Total Cash Cost Items

**Pondération de l'indice des prix d'entrée au
comptant**

Coûts comptants ⁽²⁾

	Weights Pondération
16% ration laitière	13.4
indice des matériaux et services divers (médecine vétéri- rinaire, dépense de bétail, transport et frais divers)	7.8
main d'œuvre salariée à la ferme	6.6
réparation de machinerie	3.1
engrais	3.1
taxes foncières	2.8
produits pétroliers	2.0
graines	1.9
électricité	1.9
réparation de bâtiments	1.4
insémination artificielle	0.6
travail sur commande	0.4

Total des dépenses au comptant

45.0%

B

35%

Consumer Price Index (1981 = 100)

	1979	1980	1981	1982	1983
I	77.9	85.3	95.7	106.7	114.8
II	80.0	87.6	98.7	110.0	116.4
III	81.5	90.1	101.6	112.3	—
IV	83.4	82.7	104.1	114.1	—

Indice de prix au consommateur (1981 = 100)

C

20%

**Judgmental factor used to reflect producers'
investment costs. It has remained at \$5.00 per
hectolitre as set in 1975 and is not indexed.**

**Facteur intuitif servant à tenir compte des coûts
d'investissement des transformateurs. Il est resté à
5,00\$ par hectolitre, soit tel que fixé en 1975 et
n'est pas indexé.**

⁽¹⁾ Base: The \$25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.

⁽²⁾ Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.

⁽¹⁾ Base: Le prix de \$25.00 l'hectolitre rendu public le 1^{er} avril 1975 sert de revenu de base.

⁽²⁾ Les éléments de la publication de Statistique Canada intitulée "Indice du prix des intrants agricoles" servent à établir des correspondances avec les coûts réels des producteurs.

les coûts de production du lait. Les données sont recueillies chez les producteurs laitiers participants qui fournissent des renseignements précis sur les coûts en espèces pour leur exploitation laitière ainsi que sur les besoins en main-d'œuvre et en capital.

La Commission coordonne les quatre études pour s'assurer que les données recueillies soient cohérentes et comparables. Il en résultera un ensemble de données fiables qui permettront de mener des analyses détaillées des coûts de production.

Étude sur la marge bénéficiaire des transformateurs

Une étude indépendante entreprise en 1982-1983 sur le coût de transformation du lait en beurre et en lait écrémé en poudre prêts à être offerts à la CCL, avait pour but de comparer ces coûts à la marge théorique des transformateurs qui est un des éléments du programme fédéral d'aide au secteur laitier.

L'étude a été menée sous la direction d'un comité directeur formé de représentants de la Commission canadienne du lait et du Conseil national de l'industrie laitière du Canada. À la fin de l'année laitière 1982-1983, on avait interrogé la direction de toutes les usines de transformation qui avaient offert du beurre et du lait écrémé en poudre à la CCL en 1982.

Les résultats de cette analyse doivent être publiés au mois d'août 1983.

Versements de subventions directes

Le gouvernement du Canada a continué à verser aux producteurs de lait une subvention directe qui fait partie du revenu visé pour combler les besoins

canadiens et ceux du programme spécial d'exportations.

Le taux de la subvention est demeuré à 1,675 \$ le kilo de matière grasse du beurre ou 6,03 \$ l'hectolitre de lait ayant une teneur en matière grasse de 3,6 kilos. Le taux est constant depuis huit ans et, en juillet 1983, il équivalait à 14 p. cent du revenu visé par rapport à 24 p. cent en 1975. Cette subvention profite aux consommateurs parce qu'elle maintient les prix des produits laitiers en-dessous de ce qu'ils seraient sans la subvention.

Si le gouvernement cessait le versement de cette subvention et si les producteurs devaient recevoir le même prix visé, les prix du marché des produits laitiers devraient augmenter en proportion. Cette subvention fait partie des revenus nécessaires aux producteurs efficaces pour couvrir leurs coûts et garder leur exploitation.

La subvention est versée chaque mois et, cette année, elle a été payée sur toutes les livraisons de crème et de lait de transformation jusqu'à concurrence de 95 p. cent du quota de mise en marché détenu par chacun des producteurs. Après avoir établi les besoins canadiens à la fin de l'année, on a procédé à des ajustements, au moment du versement final, pour verser une subvention sur 99,3 p. cent de la production de crème et de lait permise par le quota de mise en marché de chaque province. Cette augmentation traduit l'augmentation des besoins intérieurs qui sont passés de 42,8 millions d'hectolitres au début de l'année à 44,2 millions d'hectolitres au 31 juillet 1983.

4

Total subsidy paid

Subventions totales

$$\begin{array}{l}
 \text{Canadian requirements} \\
 \text{(million hectolitres)} \\
 \text{Besoins domestiques} \\
 \text{(millions d'hectolitres)}
 \end{array}
 +
 \begin{array}{l}
 \text{Export Program} \\
 \text{(million hectolitres)} \\
 \text{Programme d'exportation} \\
 \text{(millions d'hectolitres)}
 \end{array}
 \times \$6.03^{(1)} =
 \begin{array}{l}
 \text{Government of Canada} \\
 \text{Subsidy Payments} \\
 \text{(millions of dollars)} \\
 \\
 \text{Subventions du} \\
 \text{Gouvernement du Canada} \\
 \text{(millions de dollars)}
 \end{array}$$

1979/80	44.3	1.3	269.545
1980/81	44.4	2.2	278.291
1981/82	42.8	2.2	271.438
1982/83	44.2	2.2	270.851 ⁽²⁾

Further details on the subsidy amounts paid by province are listed in Table 5.

De plus amples détails sur le total des subventions versées à chacune des provinces apparaissent au tableau 5.

⁽¹⁾ In 1979/80 the subsidy on the Export Program was \$3.01 per hectolitre.

⁽¹⁾ En 1979/80, la subvention sur le programme d'exportations était de 3,01 \$ l'hectolitre.

⁽²⁾ Does not include subsidy payable to British Columbia producers which was transferred to the export account (\$8.5 million) as that province has decided to withdraw from the national system. This is explained in Note 10 in the Financial Statements.

⁽²⁾ N'inclut pas la subvention aux producteurs de Colombie-Britannique et qui a été reportée au compte des exportations (8,5 millions de dollars) puisque cette province a décidé de se retirer du système national. Voir l'explicatif à la Note 10 afférente aux états financiers.

Direct subsidy payments

The Government of Canada continued to pay a direct subsidy to milk producers as part of the Target Returns level paid for Canadian requirements and for the special Export Program.

The rate of subsidy continued at \$1.675 per kilogram of butterfat or \$6.03 per hectolitre of milk with a butterfat content of 3.6 kilograms. The rate has remained constant for the last eight years and by July 1983, it represented 14% of the Target Returns level compared to 24% in 1975. Consumers benefit from this subsidy because it results in prices for dairy products that are lower than they would be in its absence.

If the subsidy was no longer available from the government, and producers were to receive the same Target Price, an equivalent amount would have to come from the marketplace through an increase in dairy product prices. The subsidy is part of the revenues efficient farmers need to cover their costs and stay in business.

The subsidy is paid monthly and during the year was paid on industrial milk and cream deliveries within 95% of the market sharing quotas held by individual producers. Following the final determination of Canadian requirements at year-end, adjustments to the final payments were made to pay subsidy on 99.3% of milk and cream production within each province's market sharing quota. This reflected increased domestic requirements which rose from 42.8 million hectolitres at the start of the year to 44.2 million hectolitres which was achieved by July 31, 1983.

Total payments for the 1982/83 dairy year amounted to \$270.9 million*. Payments to individual producers are limited to shipments of 14,400

* Does not include subsidy payable to British Columbia producers which was transferred to the export account (\$8.5 million) as that province has decided to withdraw from the national system. This is explained in note 10 in the Financial Statements.

5 Subsidy paid to dairy farmers on industrial milk and cream⁽¹⁾ (thousands of dollars)

Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème⁽¹⁾ (milliers de dollars)

	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
	\$ 5,041	\$ 4,903	\$ 5,145	\$ 5,350
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	3,215	3,784	3,434	3,493
	3,533	2,901	3,465	3,632
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	129,178	133,440	130,261	132,470
New Brunswick Nouveau-Brunswick				
Québec Québec				
Ontario Ontario				
	84,669	89,600	85,086	89,171
Manitoba Manitoba				
Saskatchewan Saskatchewan				
	10,377	10,889	10,230	10,684
Alberta Alberta	6,922	6,778	6,819	7,291
British Columbia Colombie-Britannique	17,858	16,750	17,652	18,706
	8,752	9,246	9,346	540
Total	\$269,545	\$278,291	\$271,438	\$270,851

⁽¹⁾ Includes subsidy paid on roughly 1 million hectolitres of milk for the special Export Program of \$2.9 million in 1979/80.

2.2 million hectolitres for \$3.68 million in 1980/81, 1981/82 and again in 1982/83 in those provinces participating in the program.

⁽²⁾ The amount shown was subsidy paid to cream shippers.

\$8.5 million in subsidy pertaining to British Columbia milk shippers is not shown because the amount was applied against levy receivable from that province. See note 10 to the Financial Statements.

⁽¹⁾ Comprend une subvention versée pour environ un million d'hectolitres de lait dans le cadre du programme spécial d'exportation de 2,9 millions de dollars en 1979/1980 et pour 2,2 millions d'hectolitres pour le programme de 3,68 millions de dollars en 1980/1981, 1981/1982 et 1982/1983 dans les provinces participantes.

⁽²⁾ Le montant indiqué correspond à la subvention versée aux producteurs de crème. La subvention de 8,5 millions de dollars applicable aux producteurs de lait de Colombie-Britannique n'est pas indiquée puisqu'elle a servi à payer les retenues que la province devait percevoir. Voir l'explication à la note 10 afférente aux états financiers.

Les versements pour l'année laitière 1982-1983 ont totalisé 270,9 millions de dollars¹. Les versements aux producteurs sont limités aux expéditions de 14 400 kilogrammes de matière grasse du beurre. Cependant, deux personnes possédant une exploitation laitière en copropriété et y travaillant à plein temps peuvent demander à la Commission de porter cette limite à 28 800 kilos. Enfin, on peut porter la limite à 43 200 kilos si l'association comprend une troisième personne. Pendant l'année laitière 1982-1983, la Commission a approuvé 147 de ces demandes.

En 1982-1983 la subvention moyenne versée aux 37 080 producteurs laitiers a été de 6 986 \$ et de 1 089 \$ pour celle qui a été versée aux 11 725 producteurs de crème.

Rapports de production laitière

Au Canada, tous les producteurs qui vendent leur lait et leur crème sont enregistrés auprès de leur office de commercialisation provincial ainsi qu'auprès de la Commission canadienne du lait.

Les offices provinciaux de commercialisation du lait et les organismes provinciaux responsables de l'administration des quotas de mise en marché dans chaque province imputent aux quotas des producteurs concernés les expéditions de lait et de crème aux usines de transformation. Ces inscriptions servent à gérer les quotas et à déterminer le montant des retenues à prélever. Les offices provinciaux versent ces prélèvements à la Commission qui les utilise pour le paiement des frais d'exportation des produits laitiers.

En outre, les offices ou organismes provinciaux de commercialisation, ou les usines de transformation s'il n'y a pas d'organisme central de commercialisation dans la province, transmettent à la Commission les données mensuelles sur les expéditions de lait et de crème de chaque producteur. Ces expéditions et les données sur le quota de mise en marché servent au calcul de la subvention mensuelle versée directement aux producteurs par la Commission.

Afin de s'assurer de la justesse de la production de lait qui lui est rapportée aux fins du paiement de la subvention et du prélèvement de la retenue, la Commission vérifie les livres des usines de transformation et les dossiers des organismes provinciaux de commercialisation.

Producteurs qui livrent du lait et de la crème

En 1982-1983, 49 936 producteurs laitiers ont livré de la crème ou du lait de transformation, par rapport à 52 567 producteurs au cours de l'année précédente, soit une diminution de 2 642. De ce total, 3 954 producteurs ont cessé toute production pendant l'année et 1 312 nouveaux producteurs se sont inscrits auprès de la Commission pendant la même période. On se rapportera au tableau de la page 26 pour plus de détails par province.

¹ Ne comprend pas les subventions aux producteurs de la Colombie-Britannique, car elles ont été portées au compte d'exportations (8,5 millions de dollars), cette province ayant décidé de se retirer du plan national. Cette opération est expliquée dans la Note 10 afférente aux états financiers.

Programme de soutien des prix des produits laitiers

La Commission administre un programme d'offre d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre à des prix de soutien approuvés par le gouvernement fédéral. Ces prix plancher influent à leur tour sur les prix de gros de tous les produits laitiers du Canada. Le gouvernement assure le financement, la manutention et l'entreposage des produits laitiers achetés par la Commission jusqu'à concurrence des niveaux correspondant aux besoins intérieurs en produits laitiers. Les frais de financement des produits laitiers produits avec le lait excédant les besoins canadiens sont payés par les producteurs. Le programme fixe un prix de vente permettant aux producteurs d'obtenir le niveau de revenu visé. Chacun des offices et organismes provinciaux de commercialisation du lait établit un niveau de prix différent pour les divers usages du lait de transformation en se basant sur les prix de soutien fédéraux.

Le programme assure aux consommateurs un approvisionnement de produits laitiers frais, du fait que la Commission détient des stocks de beurre partout dans le pays pour utilisation immédiate lorsque nécessaire, en particulier pendant les mois d'hiver quand la production laitière est habituellement plus faible.

En 1982-1983, l'importance de ce programme était telle que la Commission a acheté 23,1 p. cent du beurre et 77,3 p. cent du lait écrémé en poudre produits au Canada. Cette année encore, le niveau des achats de beurre a été plus élevé qu'à l'habitude à cause de la baisse de la demande intérieure et de la hausse de la production laitière au cours de la première moitié de l'année. Il importe de souligner cependant que l'accumulation de stocks de beurre par la Commission a grandement ralenti, s'établissant à 8,7 p. cent en 1982-1983 par rapport à "105 p. cent" en 1981-1982.

Afin de soutenir ses différentes stratégies de mise en marché, la Commission utilise une combinaison de procédures d'achat et de vente. Par exemple, dans le cas du plan "A", le beurre de notation 40-93 est acheté au prix de soutien, tandis qu'on paie 0,02 \$ de moins le kilo pour le beurre de notation 39-92. Habituellement, les achats de beurre sont interrompus entre le 1^{er} novembre et le 31 mars parce que tout le lait produit, en plus faible quantité, sert à répondre à la demande des consommateurs en produits frais. Cette politique force les transformateurs à répondre directement à la demande plutôt que de se fier à la CCL pour la commercialisation des produits.

Dans le cas du plan "B", la Commission achète le beurre des fabricants et le leur revend à l'intérieur d'une période donnée. Cela incite les transformateurs à mieux connaître les préférences du consommateur et à mettre au point un produit recherché pour sa qualité et son emballage. Dans le cadre de ce programme, la Commission s'efforce de limiter ses achats à la période courant du 1^{er} mai au 15 septembre et les transformateurs doivent racheter les

kilograms of butterfat. However, upon application to the Commission, this upper limit may be increased to 28,800 kilograms in cases where two persons co-own a dairying operation and work full-time on the farm. A third multiple of the upper limit may also be allowed in cases where three persons are involved. The Commission approved 147 such applications for the 1982/83 dairy year.

The average subsidy payment to the 37,080 milk producers in 1982/83 was \$6,986 and that for the 11,725 cream producers was \$1,089.

Reporting of milk and cream production

All farmers who sell milk and cream in Canada for manufacturing purposes are registered with provincial milk marketing agencies and with the Canadian Dairy Commission.

Shipments of milk and cream delivered to processing plants are recorded by provincial milk marketing boards and agencies responsible for the administration of the Market Sharing Quota program in each province against a producer's Market Sharing Quota. On that basis, the producer's quota is managed and levy amounts collected. Levies collected by provincial agencies are forwarded to the

Commission each month to be applied against the costs of dairy products sold for export.

Monthly shipments of milk and cream from individual producers are also reported to the Commission by either the provincial marketing boards or agencies or by processing plants in provinces without a central marketing authority for these products. These shipments and the market sharing quota data for each shipper form the basis for calculation of monthly subsidy payments which the Commission mails directly to producers.

In order to ensure the milk production reported to the Commission for subsidy payment and levy collection purposes is accurate, the Commission audits processing plants and provincial marketing agencies' records.

Farmers who shipped milk and cream

A total of 49,936 dairy farmers made shipments industrial milk or cream in 1982/83 compared with 52,567 in the previous year, a reduction of 2,642. Of the total, 3,954 ceased production during the year and 1,312 new producers were registered with the Commission in the same period. See the table on page 26 for the details by province.

6

Production of industrial milk and cream

(thousand kilograms of butterfat)

Production de lait de transformation et de crème

(milliers de kilogrammes de matière grasse du beurre)

	1979/80			1980/81			1981/82		
	Fl./Ind. (1) Cons./Tr. (1)	Ind. (1) Tr. (1)	Total Total	Fl./Ind. (1) Cons./Tr. (1)	Ind. (1) Tr. (1)	Total Total	Fl./Ind. (1) Cons./Tr. (1)	Ind. (1) Tr. (1)	Total Total
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	547	2,287	2,834	594	2,346	2,940	777	2,617	3,394
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	2,031	267	2,298	2,051	241	2,292	2,140	245	2,385
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1,205	368	1,573	1,411	309	1,720	1,833	296	2,129
Québec Québec	16,415	63,136	79,551	29,629	51,119	80,746	37,640	46,715	84,355
Ontario Ontario	40,617	11,692	52,309	42,594	10,826	53,420	44,849	9,755	54,604
Manitoba Manitoba	4,883	1,276	6,159	5,381	1,220	6,601	5,441	1,140	6,581
Saskatchewan Saskatchewan	1,241	2,300	3,541	1,980	2,074	4,054	2,614	1,669	4,283
Alberta Alberta	5,045	4,571	9,616	6,424	3,705	10,129	7,794	3,303	11,097
British Columbia Colombie-Britannique	5,536	95	5,631	5,561	137	5,698	5,988	129	6,117
Canada	77,520	85,992	163,512	95,623	71,997	167,600	109,076	65,866	174,942

(1) "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping industrial milk and/or cream.

(1) "Consommation/transformation": producteurs qui détiennent quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Transformation": producteurs qui livrent du lait de transformation ou de la crème.

produits entre le 1^{er} octobre et le 31 mars. Le beurre en bloc du plan "B" (boîte de 25 kilos en vrac) est acheté à 0,11 \$ de moins le kilo que le beurre de notation 40-93 du plan "A". Celui du plan "B" en pain d'une livre est payé 0,04 \$ de moins que celui en bloc du plan "B".

Achat et vente de beurre et lait écrémé en poudre

La Commission a démarré l'année financière le 1^{er} août 1982 avec 28,8 millions de kilos de beurre et 51,4 millions de kilos de lait écrémé en poudre en stock. Au cours de l'année, elle a acheté 21,3 millions de kilos de beurre et 105,6 millions de kilos de lait écrémé en poudre. Les ventes aux fabricants ont atteint 19,8 millions de kilos de beurre et les exportations s'élevaient à 141,6 millions de kilos de lait écrémé en poudre. À la fin de l'année financière, le 31 juillet 1983, il y avait donc 30,3 millions de kilos de beurre et 15,4 millions de kilos de lait écrémé en poudre en stock.

On trouvera au tableau 8 la liste des prix de soutien du beurre de notation 40-93 et du lait écrémé en poudre, Canada première catégorie, répondant aux normes de la Commission et livrés en wagonnée aux points d'achat désignés.

Les points d'achat désignés pour le beurre et le lait écrémé en poudre sont Charlottetown, Halifax, Saint John, Montréal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton et Vancouver.

1982/83		
L./Ind. ⁽¹⁾	Ind. ⁽¹⁾	Total
ns./Tr. ⁽¹⁾	Tr. ⁽¹⁾	Total
747	2,538	3,285
1,963	249	2,212
1,883	269	2,152
40,661	42,964	83,625
45,524	9,205	54,729
5,477	1,215	6,692
3,049	1,318	4,367
8,247	2,894	11,141
6,124	123	6,247
3,675	60,775	174,450

Fromage cheddar

Depuis quelques années, la Commission estime inutile d'acheter du fromage afin de soutenir le revenu visé pour le lait. Un prix de soutien nominal de 1,32 \$ le kilo fut institué pour le fromage cheddar, ce qui est de beaucoup inférieur au prix du marché, et par conséquent la Commission n'en a ni acheté, ni vendu en 1982-1983.

On trouvera au tableau 9 le détail des quantités de produits laitiers mises en marché par la Commission en 1982-1983.

Contrôle des importations

Le Canada contrôle les importations de produits laitiers afin de protéger son système national de gestion des approvisionnements de lait et les revenus des producteurs. En effet, la politique laitière canadienne est fondée, pour une bonne part, sur une gestion des approvisionnements qui vise à ajuster la production laitière aux besoins du marché en produits laitiers, d'après la teneur en matière grasse. Les accords du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) permettent un tel contrôle des importations.

Le contrôle des importations est bien justifié au Canada puisque les produits laitiers importés sont en général fortement subventionnés par les gouvernements des pays exportateurs, ce qui expose les producteurs de produits laitiers canadiens à une concurrence injuste. Au Canada, ce sont les producteurs qui doivent supporter les pertes à l'exportation.

Le Canada contrôle les importations grâce à un contingentement assorti de mesures tarifaires. Les contrôles quantitatifs des importations exercés en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, portent sur les fromages autres que les fromages d'imitation, la caséine et les caséinates, les aliments pour les animaux contenant plus de 50 p. cent de matière sèche dégraissée du lait, le lait entier en poudre, le lait écrémé en poudre et le babeurre en poudre, ainsi que le lait concentré et le lait concentré sucré. L'émission des permis d'importation de ces produits est liée aux situations suivantes:

Fromage – Le quota d'importation global pour l'année s'élève à 204 000 tonnes dont 60 p. cent sont réservés aux pays de la CEE.

Lait concentré sucré – Le quota annuel d'importation est de 258 000 livres, en provenance d'Australie.

Babeurre en poudre – Le quota d'importation annuel est de 907 000 kilogrammes, en provenance de la Nouvelle-Zélande.

Caséine et caséinates – Les permis d'importation de caséine sont délivrés sur demande, la production de ce produit étant pratiquement nulle au Canada.

Aliments pour les animaux – Les contrôles d'importation ne touchent que les produits qui contiennent plus de 50 p. cent de matière dégraissée du lait et pour lesquels des permis ne sont généralement pas accordés. Les produits dont la teneur est inférieure peuvent être importés librement.

Dairy product price support program

The Commission administers an "Offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder at federal government approved support prices. The establishment of these floor prices in turn influences wholesale prices for all dairy products in Canada. The federal government pays the financing, handling and storage for these dairy products purchased by the Commission only up to levels associated with milk production to meet domestic requirements for manufactured milk products. The carrying charges for products produced from milk in excess of Canadian requirements are paid by farmers. The program provides a target market price through which producers may achieve the Target Returns level. Individual provincial milk marketing boards and agencies set different price levels for various uses of industrial milk using the federal support prices as a guide.

The program also assists in the provision of plentiful supplies of fresh dairy products for consumers. This is achieved by the Commission holding sufficient stocks of butter for resale to the market when needed, in particular during the winter when milk production is traditionally low.

In 1982/83, the magnitude of this program was such that the Commission purchased 23.1% of the butter and 77.3% of the skim milk powder produced in Canada. The level of butter purchases was again this year higher than normal due to the low market demand and high milk production during the first half of the year. It should be noted however that the Commission's butter stock accumulated at a much slower rate, 8.7% in 1982/83 as opposed to 105% in 1981/82.

The Commission uses a combination of purchasing and selling programs to support various butter marketing strategies. For example, under Plan "A" 40-93 score butter is purchased at the support price and 39-92 score at \$0.02 less per kilogram. In a normal production year purchasing is discontinued between November 1 and March 31, because the traditionally lower volume of milk produced in this period is all needed to ensure sufficient milk for the regular consumer demand. This policy forces processors to fill the market demand directly and not rely on the CDC to market products for them.

Under the Plan "B" program, the Commission purchases a manufacturer's butter and resells it back to him within a stated period of time. This

7 Dairy farmers who shipped industrial milk and cream⁽¹⁾

Producteurs qui ont livré du lait de transformation et de la crème⁽¹⁾

	1979/80				1980/81			
	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	148	488	418	1,054	143	518	364	1,025
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	704	14	315	1,033	697	14	301	1,012
New Brunswick Nouveau-Brunswick	533	0	428	961	539	0	417	956
Québec Québec	6,001	15,784	104	21,889	7,937	13,984	65	21,986
Ontario Ontario	10,156	2,061	2,718	14,935	10,143	1,922	2,692	14,657
Manitoba Manitoba	1,403	10	2,724	4,137	1,378	0	2,594	3,972
Saskatchewan Saskatchewan	662	248	4,256	5,166	714	263	4,074	5,051
Alberta Alberta	1,339	543	4,087	5,969	1,463	563	3,721	5,747
British Columbia Colombie-Britannique	1,144	30	52	1,226	1,137	46	44	1,227
Canada	22,090	19,178	15,102	56,370	24,151	17,310	14,272	55,733

⁽¹⁾ "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk. "Cream" are dairy farmers shipping farm separated cream

⁽¹⁾ "Consommation/transformation": producteurs qui détiennent quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Transformation": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation. "Crème": producteurs qui livrent de la crème séparée à la ferme.

Beurre – Seule la Commission canadienne du lait peut obtenir des permis d'importation de ce produit si la production canadienne de lait n'a pas suffi à la demande.

Lait sec écrémé, lait sec entier et lactosérum sec – L'importation de ces produits est soumise à des contrôles et on ne délivre pas de permis d'importation à moins que le produit demandé ne puisse être fabriqué à partir de la production canadienne.

Il existe toute une gamme de tarifs douaniers applicables à l'importation de produits laitiers et de produits contenant des produits laitiers. Le tarif pour l'importation des fromages, couvert par les accords du GATT, est particulièrement important; il varie de 2,2 à 7,7 cents le kilo. Il est à remarquer que ce tarif est nettement inférieur aux tarifs imposés par plusieurs autres pays producteurs de lait qui, en outre, imposent des quotas d'importation rigoureux.

Ces quantités limitées d'importations de produits laitiers jouent un rôle. En ce qui concerne les fromages importés, les fromages fins importés ont contribué à développer le goût des consommateurs canadiens pour une plus grande variété de fromages dont plusieurs sont maintenant fabriqués ici. Les limites qu'imposent le quota aux importations, resté inchangé depuis 1978, ont permis à l'industrie canadienne de capter la hausse de la demande intérieure.

Le quota canadien d'importation de 22,7 millions de kilos mis en place en 1975, a été ramené à

20,4 millions de kilos en 1978, 60 p. cent étant réservé aux pays de la Communauté économique européenne. En 1975, les importations de fromages ont représenté 14 p. cent du total de la consommation canadienne. Ce quota d'importation est couvert par les accords du GATT. En 1982, les importations de fromages comptaient pour 9,3 p. cent de la consommation totale de fromages au Canada. Cette amélioration dans le rapport entre la consommation intérieure et les importations contribue à rapprocher le Canada des restrictions à l'importation imposées par les principaux pays producteurs de lait. En 1982, ce ratio était d'environ 3 p. cent pour les pays de la Communauté économique européenne (CEE) et de 5,7 p. cent pour les États-Unis.

Au cours de l'année, la Fédération canadienne des producteurs de lait a fait part à la Commission de ses observations sur deux problèmes touchant le commerce des produits laitiers: l'importance du quota global d'importation de fromages et le manque de règlements fédéraux pour protéger le marché intérieur contre les importations d'imitations de produits laitiers.

La Fédération a de nouveau fait valoir que le quota d'importation de fromages du Canada est actuellement trop élevé et que la production canadienne peut répondre à la plus grande partie de la demande de fromages importés.

1981/82				1982/83			
Fl. Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total
140	519	327	986	140	514	296	950
669	4	286	959	650	2	254	906
547	0	362	909	546	—	318	864
8,481	12,004	49	20,534	8,551	11,260	39	19,850
10,154	1,598	2,719	14,471	10,025	1,458	2,617	14,100
1,291	1	2,586	3,878	1,231	—	2,539	3,770
730	140	3,578	4,448	756	106	2,815	3,677
1,530	360	3,314	5,204	1,509	332	2,814	4,655
1,118	23	37	1,178	1,115	16	33	1,164
24,660	14,649	13,258	52,567	24,523	13,688	11,725	49,936

encourages processors to develop customer preference and premiums for quality and packaging. The Commission tries to restrict its purchases for this program to the period between May 1 and September 15, and processors must buy products back between October 1 and March 31. The Plan "B" solids (bulk 25 kilogram boxes) are purchased at eleven cents a kilogram less than 40-93 score Plan "A" Plan "B" in one pound prints are purchased at four cents less per kilogram than Plan "B" solids.

Purchases and sales of butter and skim milk powder

The Commission began the fiscal year August 1, 1982 with 28.8 million kilograms of butter and 51.4 million kilograms of skim milk powder in inventory. During the year, the Commission purchased 21.3 million kilograms of butter and 105.6 million kilograms of skim milk powder. Sales to manufacturers were 19.8 million kilograms of butter and exports were 141.6 million kilograms of skim milk powder, leaving a closing inventory of 30.3 million kilograms of butter and 15.4 million kilograms of skim milk powder as at July 31, 1983.

The support prices for butter (40-93 score) and skim milk powder in carlots, delivered to basing points, Canada First Grade quality, and meeting Canadian Dairy Commission specifications are listed in Table 8.

Designated basing points for purchases of butter and skim milk powder are Charlottetown, Halifax, Saint John, Montreal, Québec, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton and Vancouver.

Cheddar cheese

The Commission has for some years considered it unnecessary to purchase cheese in order to support the Target Returns for milk. As a result, there is a nominal support price of \$1.32 per kilogram for cheddar cheese which is far below the market price and again none was purchased or sold by the Commission in 1982/83.

A breakdown of the volume of dairy products marketed by the Commission in 1982/83 is provided in Table 9.

Import controls

Canada controls imports of dairy products in order to protect its national milk supply management system and producer returns. The use of formal supply management to balance milk production in line with market requirements for dairy products on a butterfat basis is a fundamental part of Canadian dairy policy. Under GATT rules (the General Agreement on Tariffs and Trade), the control of imports for such a purpose is valid.

Import controls are regarded as particularly appropriate in Canada as imports of dairy products are generally highly subsidized by the governments of the exporting nations, resulting in unfair competition for Canadian dairy farmers who must pay for their export losses themselves.

Canadian import controls are exerted through a combination of quota and tariff measures. Quantitative import controls, exerted through provisions of the Export and Import Permits Act cover cheese other than imitation cheese; casein and caseinates; animal feed containing more than 50% non-fat milk solids; whole milk powder, skim milk powder and buttermilk powder, and evaporated and condensed milk. Import permits for these products are only issued in the following circumstances:

Cheese – An annual global import quota of 20.4 thousand tonnes with 60% reserved for the EEC.

Sweetened condensed milk – An annual import quota for 25.8 thousand pounds; product of Australia.

Buttermilk powder – An annual import quota of 907 thousand kilograms, product of New Zealand.

Casein and caseinates – Import permits are issued on request for Casein as there is virtually no production in Canada.

Animal feeds – Import controls presently apply only when the non-fat milk solid content exceeds 50 percent, and import permits above this level are not generally issued. Feeds with a milk solids content of less than 50 percent may be freely imported.

Butter – Permits will only be issued to the Canadian Dairy Commission when this product is required to be imported if there has been insufficient production of milk.

Dry skim milk, dry whole milk and dry whey – Are subject to import control, and may not be imported unless the product required is unavailable from Canadian production.

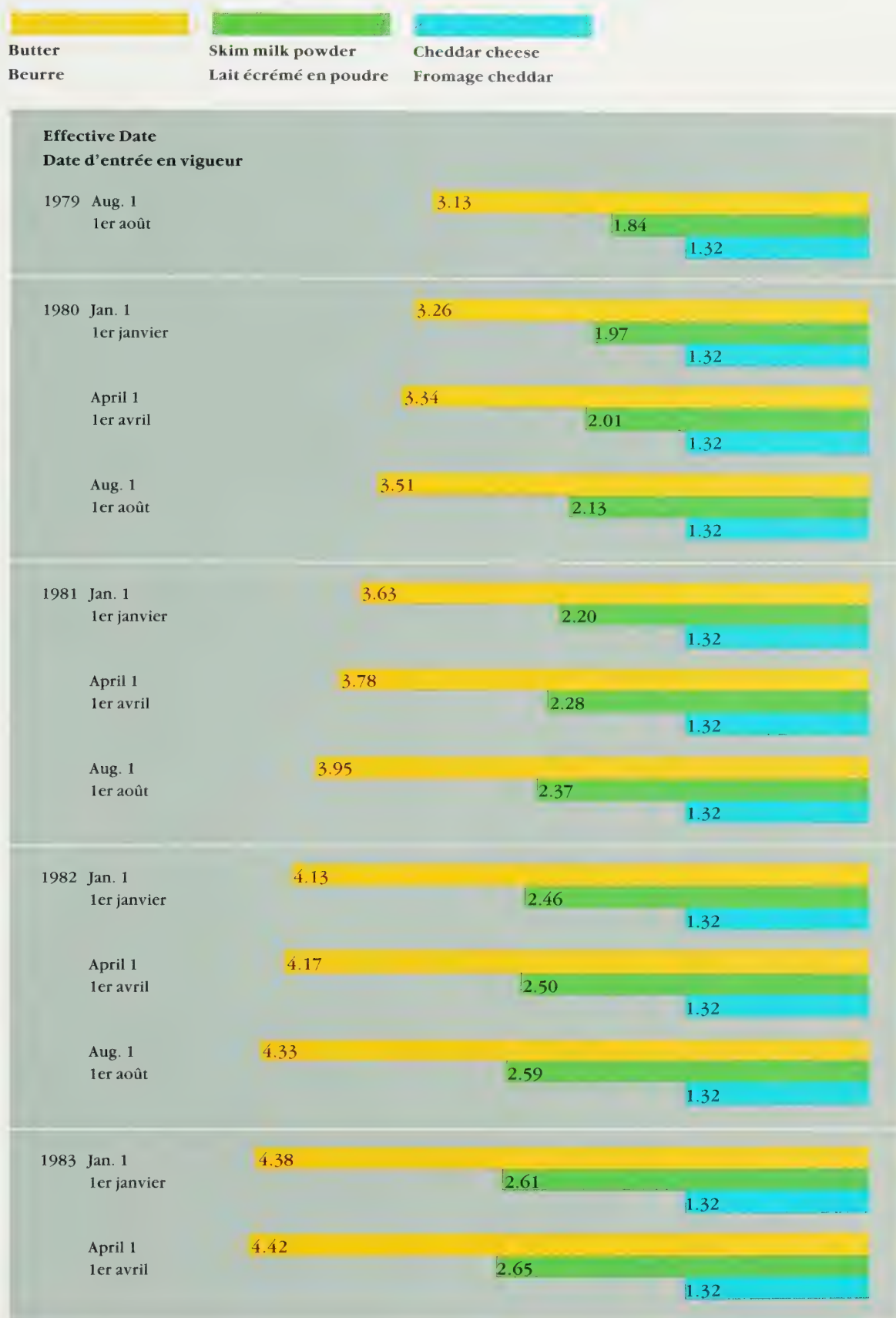
With respect to tariffs, there is a wide range of tariffs being levied on imports of dairy products and products containing dairy products. Of particular significance is the tariff on cheese imports which is bound in the GATT and which ranges from 2.2 to 7.7 cents per kilogram. This is significantly below the tariffs applied by many other developed dairy nations, a number of which have strict import quota regimes in addition.

There is a role for limited imports of dairy products. In the case of the cheese imports, variety cheese imports have assisted in the development of Canadian consumer demand for new cheese varieties. Many of these are now produced domestically. With the cheese import quota remaining at the same level as was established in 1978, the import regime has enabled the increased domestic demand to be supplied entirely from Canadian production.

The Canadian import quota was first implemented in 1975 at 22.7 million kilograms. It was subsequently reduced in 1978 to 20.4 million kilograms, with 60% reserved for the European Economic Community. In 1975 cheese imports represented 14% of total domestic cheese consumption. The import quota is not bound in the GATT. By 1982 cheese imports represented 9.3% of total domestic cheese consumption. The improvement in the ratio of cheese imports as a percentage of domestic

Federal support prices for butter, skim milk powder and cheese (dollars per kilogram)

Prix de soutien fédéraux pour le beurre, le lait écrémé en poudre et le fromage (dollars le kilogramme)



consumption continues to bring Canada's ratio closer to that of other major dairy nations – for example in 1982 roughly 3.0% in the European Economic Community (E.E.C.) and 5.7% in the United States.

During the year the Commission received representations from Dairy Farmers of Canada on two issues relating to dairy trade; the size of the global cheese import quota and the lack of federal regulations which would protect the domestic market against imports of imitation dairy products.

Dairy Farmers of Canada have reiterated their long standing view that Canada's cheese import quota is presently set at too high a level and that most demand for cheese presently being imported can be met from domestic production.

On the question of imports of imitation dairy products, it is the position of Dairy Farmers of Canada that existing provincial legislation prohibiting the marketing of these products should be bolstered by a federal prohibition against, or control of, their importation. This issue was examined by the Consultative Committee to the Canadian Dairy Commission.

The Commission has held a number of discussions with officials of concerned government departments on these matters, and as a complementary measure, a review of the overall coverage of import controls under the Export and Import Permits Act has been undertaken.

Milk supply management

One of the principal goals of the national dairy policy is to balance the production of industrial milk and cream, on a national basis, with domestic and export market demand. Milk supply management has been a central feature of provincial and federal policies for many years, with the current system of allocating market share to provinces through a market sharing quota system being formalized between 1971 and 1974. Effective milk supply management on a national basis has played a major role in the development of the current size and strength of the Canadian dairy industry.

Milk production in Canada has, with very few exceptions, been very closely tailored to the domestic demand for dairy products plus the small planned export program. This contrasts with the wide swings in milk production which occur in other major milk producing countries such as the U.S.A. and member states of the European Economic Community.

The management of milk supplies is effected through the operations of the Canadian Milk Supply Management Committee. The Committee's authority for its policy considerations is the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan which also provides the framework within which the supply management system operates. In the effective management of milk supplies, due consideration is given to the seasonality of milk production and the integration of industrial and fluid milk producers.

Revision of the national milk marketing agreement

In 1978 a subcommittee of the CMSMC began revising the current Interim Comprehensive Milk Marketing Plan first signed in 1971 and under which provinces have been operating. A new National Milk Marketing Plan and Memorandum of Agreement have been developed and it is hoped all provinces will sign the new agreements during 1983/84.

Withdrawal from the National Plan by British Columbia

British Columbia announced its withdrawal from national milk marketing arrangements at the beginning of the 1982/83 dairy year as a result of a failure of the CMSMC to reach an agreement on the request of British Columbia for more quota. British Columbia maintained that their share of the national MSQ has not grown sufficiently over time to allow the province to produce sufficient milk to service their fluid and semi-fluid requirements. British Columbia indicated that for 1982/83 the quota level that would be respected in terms of collection of the over quota levy would be 5.8 million kilograms of butterfat compared to the 5.2 million kilograms available under the national plan. The province remitted the over quota levy on production above 5.8 million kilograms, together with an amount of \$551,000 to cover British Columbia's share of the deficit in marketing operations in 1981/82. The province did not remit to the CDC the in-quota levy for 1982/83 and therefore the federal subsidy payable on qualifying milk was credited to the export account to serve in offsetting the outstanding levy obligation. There was still a net shortfall of \$3.9 million as a result of these actions which was absorbed by the levy account to be financed by the in-quota levy from all other provinces in 1983/84.

Canadian Milk Supply Management Committee

The production of industrial milk and cream in Canada is managed in relation to the market demand for dairy products by the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC). The Committee consists of representatives of provincial producer marketing boards, provincial government agencies and the Canadian Dairy Commission, a member of which chairs the meetings. The Committee administers the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan which provides the framework for the operation of the national supply management system. All provinces except Newfoundland (where there is very little milk production) and the federal government are signatories of this Plan.

In order to balance industrial milk and cream production with the demand for dairy products, the CMSMC uses a system of Market Sharing Quota (MSQ) to share the national market requirements for industrial milk and cream among provinces and which provides an equitable basis for collecting levies from farmers to pay for export marketing costs.

La Fédération estime en outre que le gouvernement fédéral devrait interdire ou contrôler l'importation d'imitations de produits laitiers afin de donner plus de poids aux lois provinciales qui interdisent la commercialisation de ces produits. Le Comité consultatif de la Commission canadienne du lait s'est intéressé à cette question.

La Commission et les fonctionnaires des ministères concernés se sont rencontrés à plusieurs reprises à ce sujet. On a en outre entrepris l'examen de l'ensemble des contrôles d'importations imposés en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

Gestion des approvisionnements de lait

La politique laitière nationale a notamment pour but d'ajuster à l'échelle du pays la production de crème et de lait de transformation à la demande intérieure et aux marchés d'exportation. Depuis plusieurs années, la gestion des approvisionnements de lait est un élément central des politiques fédérales et provinciales; elle a été introduite entre 1971 et 1974 par la mise en place du système actuel d'attribution aux provinces de quotas de mise en marché. La gestion efficace des approvisionnements de lait à l'échelle du pays a permis à l'industrie laitière canadienne d'atteindre l'importance et la vigueur qu'elle a aujourd'hui.

La production laitière canadienne correspond, à quelques exceptions près, à la demande intérieure en produits laitiers et à un modeste programme d'exportations. La situation diffère grandement de ce qui prévaut dans d'autres importants pays producteurs de lait où la production laitière fluctue grandement selon les années. C'est le cas par exemple aux États-Unis et dans les pays membres de la Communauté économique européenne.

La gestion des approvisionnements de lait relève du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL). Le Plan provisoire de mise en marché est l'outil de travail du Comité et il définit le cadre d'application du système de gestion des approvisionnements de lait en fonction du caractère saisonnier de la production laitière et de l'intégration de la production de lait de consommation et de transformation.

Révision de l'entente nationale de mise en marché du lait

En 1978, un sous-comité du CCGAL a entrepris l'examen de l'actuel plan provisoire de mise en marché du lait, signé en 1971 par les provinces et qui prévaut depuis. Les travaux ont abouti à la mise au point d'un nouveau plan national de commercialisation du lait et un protocole d'entente qui devraient être signés par les provinces en 1983-1984.

Retrait de la Colombie-Britannique du plan national

La Colombie-Britannique a annoncé son retrait du plan national de mise en marché du lait au début de l'année laitière 1982-1983 à la suite de l'échec des négociations entre la province et le CCGAL concer-

nant une demande de quota supplémentaire. La province soutenait que sa part du QMM n'avait pas assez augmenté pour lui permettre de répondre à ses besoins en lait de consommation et de transformation. La Colombie-Britannique a indiqué qu'en ce qui a trait à la perception des retenues hors quota en 1982-1983, elle s'en tiendrait à un quota de 5,8 millions de kilogrammes de matière grasse du beurre comparativement aux 5,2 millions de kilos prévus dans le plan national. La province a versé les retenues hors quota sur la production qui a dépassé les 5,8 millions de kilogrammes, ainsi qu'une somme de 551 000 \$ en règlement de sa part du déficit des activités de mise en marché en 1981-1982. Par ailleurs, la province n'a pas versé à la CCL les retenues intra quota pour 1982-1983. La subvention fédérale prévue pour la production laitière admissible a été créditée au compte des exportations en compensation des sommes retenues par la province. Il en est résulté un déficit net de 3,9 millions de dollars qu'il a fallu combler à même le compte des retenues et qui sera financé par les retenues intra quota versées par les autres provinces en 1983-1984.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) est responsable de la gestion de la production de lait de transformation et de crème, en fonction de la demande canadienne. Le comité est formé des représentants des offices provinciaux de mise en marché, des agences gouvernementales provinciales et de la Commission canadienne du lait, dont un membre le préside. Le comité administre le Plan national provisoire de commercialisation du lait endossé par toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve où la production laitière est très faible, et par le gouvernement fédéral. Ce plan constitue un cadre pour le système national de gestion des approvisionnements.

Pour équilibrer la production de lait de transformation et de crème et la demande des produits laitiers, le CCGAL utilise un système de quotas de mise en marché afin de partager les besoins du marché entre les provinces. Ce système sert également de base au prélèvement des retenues servant à combler les frais d'exportation.

Le comité s'est réuni six fois au cours de l'année laitière 1982-1983.

1982	29 et 30 septembre	Régina
	18 et 19 novembre	Toronto
1983	26 janvier	Ottawa
	23 mars	Ottawa
	18 et 19 mai	Ottawa
	29 juin	Ottawa

Quota national de mise en marché

Le quota national de mise en marché est un objectif de production de lait de transformation et de crème établi à l'intention de toutes les provinces en

**Marketing activities under the
dairy products price support
program by the CDC**
(million of kilograms)

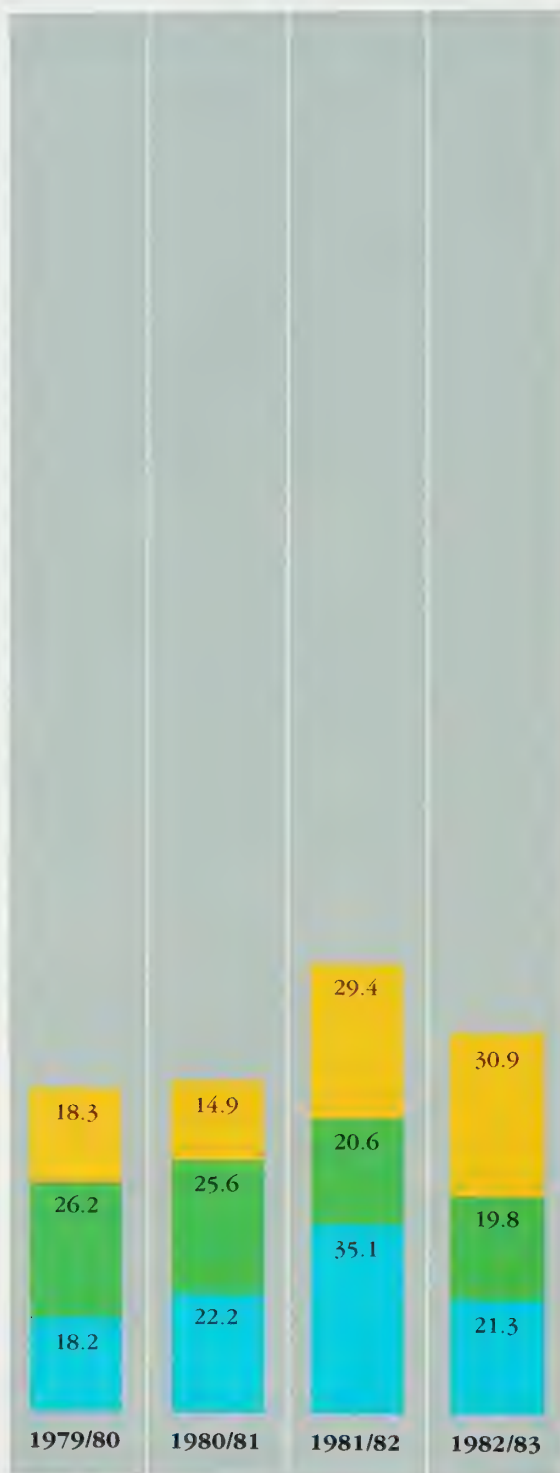
**Activités de commercialisation de la
CCL en vertu du programme de soutien
des prix des produits laitiers**
(millions de kilogrammes)

Purchases
Achats

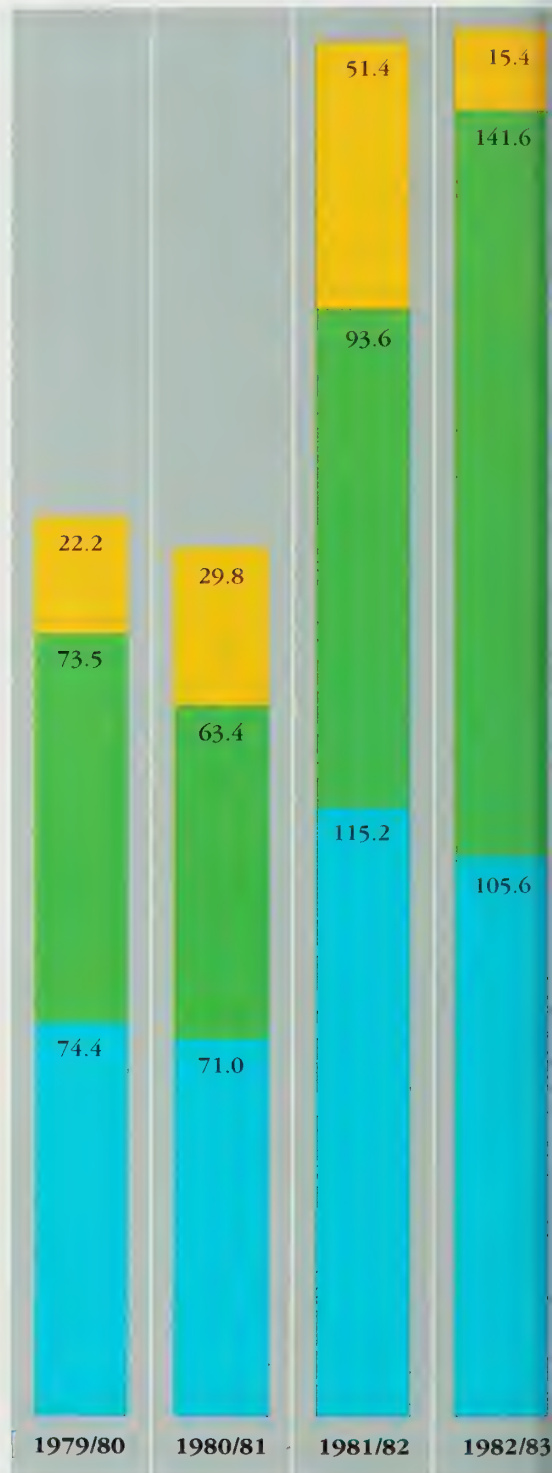
Sales
Ventes

Stocks at year end
Stocks à la fin de l'année

Butter/Beurre



Skim milk powder/Lait écrémé en poudre



vertu du Plan afin de favoriser une production laitière suffisante pour répondre aux besoins internes et aux besoins des marchés d'exportation. Ce quota tient compte des besoins intérieurs et du programme spécial d'exportation prévus, ainsi que d'une marge, c'est-à-dire un supplément qui donne une certaine souplesse de production. Cette marge est décrite ailleurs dans le rapport. Ce quota national est réparti entre les provinces, d'après les parts de marché sur lesquelles elles se sont entendues. À leur tour, les provinces ventilent leurs propres quotas entre les producteurs, en fonction des politiques d'attribution de quotas que chacune a mises au point. Ces politiques doivent cependant être approuvées par la Commission canadienne du lait,

car elles forment la base des paiements de subventions dont la Commission est responsable.

Le 1^{er} août 1982, le QMM était de 171 351 millions de kilogrammes de matière grasse du beurre (47,6 millions d'hectolitres), une diminution de 2,7 p. cent par rapport aux 176 057 millions de kilos (48,9 millions d'hectolitres) à la fin de 1981-1982. Ce quota a été ramené à 168 183 millions de kilos de matière grasse du beurre (46,7 millions d'hectolitres) le 1^{er} janvier 1983, à la suite de la décision du CCGAL de réduire la part des besoins intérieurs et la marge.

On trouvera au tableau 10 le calcul qui a permis de fixer le quota national de mise en marché et au tableau 11 les parts allouées aux provinces.

10

Components of National Market Sharing Quota (MSQ)

(exemple: actual figures July 31, 1983)

Détermination du quota national de mise en marché (QMM)

(exemple: données réelles au 31 juillet 1983)

		Hectolitres of milk Hectolitres de lait (millions)	Kilograms of butterfat ⁽¹⁾ Kilogrammes de matière grasse ⁽¹⁾ (millions)
An estimate of domestic requirements for dairy products is determined by the Canadian Milk Supply Management Committee, based on data and recommendations supplied by the Canadian Dairy Commission	Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait évalue, d'après les données et les recommandations transmises par la Commission canadienne du lait, les besoins intérieurs en produits laitiers	42.8	154.0
Amount of milk needed for one third of the Special Export Program	Un tiers du lait requis pour le programme spécial d'exportations	0.7	2.6
Canadian Requirements	Besoins intérieurs	43.5	156.6
Sleeve of 4% to provide production flexibility and ensure plentiful milk supplies	Marge de 4% pour permettre une certaine souplesse et assurer une production suffisante de lait	1.7	6.3
Remaining two thirds of the amount of milk needed for the Special Export Program	Les deux tiers restants du programme spécial d'exportations	1.5	5.3
National Market Sharing Quota	Quota national de mise en marché	46.7	168.2

⁽¹⁾ 3.6 kilograms of butterfat per hectolitre of milk

⁽¹⁾ 3,6 kilogrammes de matière grasse du beurre par hectolitre de lait

The Committee met six times during the 1982/83 dairy year.

1982	Sept. 29 & 30 Nov. 18 & 19	Regina Toronto
1983	Jan. 26 March 23 May 18 & 19 June 29	Ottawa Ottawa Ottawa Ottawa

National Market Sharing Quota

The national MSQ is an amount of industrial milk and cream production allocated to all provinces under the Plan for the purposes of bringing forward sufficient milk production to meet domestic and export market needs. This quota includes the estimate of requirements for the domestic market and Special Export Program as well as a sleeve, an extra amount to provide production flexibility, described

later. The national MSQ is allocated among the provinces according to their agreed upon shares. In turn provinces allocate their provincial allotments among their producers according to quota policies developed independently in each province. These policies are subject to Canadian Dairy Commission approval because they form the basis of the federal government's subsidy payments for which the Commission is responsible.

The MSQ on August 1, 1982 was established at 171,351 million kilograms of butterfat (47.6 million hectolitres), a decrease of 2.7% from the 176,057 million kilograms (48.9 million hectolitres) in the system at the end of 1981/82. This was reduced to 168,183 million kilograms of butterfat (46.7 million hectolitres) on January 1, 1983 as a result of a CMSMC decision to reduce the Domestic Requirements portion and the sleeve.

Calculation of national MSQ appears in Table 10 and provincial shares are shown in Table 11.

11

Provincial shares of National Market Sharing Quota⁽¹⁾

((a) million kilograms of butterfat
((b) million hectolitres of milk)

Allocation des quotas de mise en marché⁽¹⁾

((a) millions de kilogrammes de
matière grasse du beurre)
((b) millions d'hectolitres de lait)

	Date of entry into Plan Date d'adhésion au plan	MSQ Entitlement July 31, 1982 Allocation du QMM 31 juillet 1982		MSQ Entitlement August 1, 1982 Allocation du QMM 1er août 1982		MSQ Entitlement January 1, 1983 ⁽¹⁾ Allocation du QMM 1er janvier 1983 ⁽¹⁾	
		(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	Dec. 1, 1971 1er déc. 1971	3.334	.926	3.248	.902	3.218	.894
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	Apr. 1, 1974 1er avril 1974	2.223	.618	2.164	.601	2.123	.590
New Brunswick Nouveau-Brunswick	Apr. 1, 1974 1er avril 1974	2.325	.646	2.262	.628	2.220	.617
Québec Québec	Dec. 1, 1970 1er déc. 1970	84.374	23.437	82.288	22.858	80.751	22.431
Ontario Ontario	Dec. 1, 1970 1er déc. 1970	55.111	15.309	53.451	14.848	52.454	14.571
Manitoba Manitoba	Jul. 1, 1972 1er juil. 1972	6.862	1.906	6.693	1.859	6.568	1.824 ⁽²⁾
Saskatchewan Saskatchewan	Jul. 1, 1972 1er juil. 1972	4.575	1.271	4.454	1.237	4.371	1.214 ⁽²⁾
Alberta Alberta	Apr. 1, 1972 1er avril 1972	11.806	3.279	11.490	3.192	11.276	3.132
British Columbia Colombie-Britannique	Oct. 1, 1973 1er oct. 1973	5.447	1.513	5.301	1.473	5.202	1.445
Canada		176.057	48.905	171.351	47.598	168.183	46.718

Since 1979/80, Market Sharing Quota includes milk needed for Canadian Requirements plus the preplanned special Export Program (2.2 million hectolitres) plus the sleeve

⁽¹⁾ CMSMC decision of December 6, to reduce Market Share by 1.0% and sleeve by 1.0%

⁽²⁾ Manitoba and Saskatchewan participated in the optional export fund in January 1983

Depuis 1979/80, les quotas de mise en marché comprennent les quantités de lait nécessaires pour les besoins intérieurs, plus celles qui sont nécessaires pour le programme spécial d'exportations convenu à l'avance (2,2 millions d'hectolitres), plus la réserve.

⁽¹⁾ Fait suite à une décision du CCGAL du 6 décembre 1982 de réduire le QMM de 1 % et la marge de 1 %.

⁽²⁾ Le Manitoba et la Saskatchewan ont participé au fond facultatif des exportations en janvier 1983

Programme spécial d'exportation

En 1982-1983, le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait s'est entendu pour continuer à exporter des produits de lait entier équivalant à 4,4 millions d'hectolitres de lait. De ce volume, 2,2 millions d'hectolitres étaient admissibles à la subvention fédérale de 6,03 \$ l'hectolitre. Ce programme, qui a augmenté le quota de mise en marché disponible pour les producteurs de toutes les provinces participantes, a permis d'offrir un quota supplémentaire aux provinces qui voulaient produire plus de lait à la demande des producteurs locaux tout en laissant à d'autres provinces leur part de produits pour le marché d'exportation. Pour la première fois, en 1982-1983, toutes les provinces ont participé au plein quota d'exportation de 2,2 millions d'hectolitres. Durant cette année, les exportations en vertu du programme ont atteint l'équivalent de 3,9 millions d'hectolitres de lait.

La marge

La marge est une part du quota de mise en marché attribuée à chaque producteur en plus de sa part des besoins canadiens estimatifs en lait. Elle permet une certaine souplesse aux producteurs pour remplir entièrement leur part des besoins canadiens et garantir qu'à l'échelle nationale, la production de lait réponde aux besoins intérieurs et à ceux des marchés d'exportation. En fixant cet objectif de production, on s'assure que les producteurs puissent combler les manques à produire d'autres producteurs attribuables à la maladie d'un troupeau, à la mauvaise température, à l'état des récoltes, etc.

La taille de la marge est déterminée par le CCGAL.

Au début de l'année laitière 1982-1983, la marge a été réduite de 5,8 p. cent à 5 p. cent. Lors de la réunion de janvier 1983, reconnaissant la diminution continue de la demande intérieure en produits laitiers, le CCGAL a révisé à la baisse ses prévisions des besoins canadiens de 155 523 millions de kilogrammes de matière grasse (43,2 millions d'hectolitres) les portant à 153 997 millions de kilogrammes (42,8 millions d'hectolitres), une réduction de près d'un p. cent. Afin de freiner l'augmentation des niveaux de production de lait, la marge fut de nouveau abaissée, cette fois à 4 p. cent. Ces dispositions ont permis d'atteindre un QMM de 168 183 millions de kilogrammes de matière grasse du beurre (46,7 millions d'hectolitres).

Production et besoins en 1982-1983

Les mesures prises par le CCGAL en 1982-1983, amenèrent une réduction marquée de la production laitière. En 1981-1982, la production du lait avait dépassé la demande intérieure et les besoins de l'exportation de plus de 7 p. cent. Alors que la production continuait d'être élevée et la consommation faible au début de l'année laitière 1982-1983, la réduction du quota et l'augmentation des retenues hors quota en janvier 1983 provoquèrent une diminution rapide de la production. À peu près au même moment, on a enregistré une augmentation de la consommation. Le 31 juillet, la production de lait et

de crème de transformation pour toute l'année laitière avait quelque peu diminué comparativement au niveau enregistré en 1981-1982.

La production totale enregistrée à la fin de l'année était de 48,5 millions d'hectolitres et les besoins du marché intérieur affichaient une augmentation de 3,3 p. cent pour atteindre 44,2 millions d'hectolitres. Les exportations dans le cadre du programme spécial d'exportation atteignirent 3,9 millions d'hectolitres pour une demande totale de lait de transformation de 48,1 millions d'hectolitres.

Caractère saisonnier de la production laitière

L'époque à laquelle le lait est produit est aussi importante que la quantité produite. La consommation canadienne de produits laitiers est constante tout au long de l'année, mais la production a plutôt tendance à suivre une courbe saisonnière avec une production intensive en juin et une baisse en décembre. Bien que certaines provinces soient parvenues à équilibrer leurs livraisons tout au long de l'année, la plus grande partie du lait destiné à la transformation suit toujours une courbe saisonnière. L'année de quota, ou année laitière, commence après la période de pointe de la production laitière, en été, et court donc du 1^{er} août au 31 juillet, et ce afin de répartir uniformément la production tout au long de l'année en réponse aux besoins du marché et pour permettre une utilisation plus efficace des installations de traitement et d'entreposage. Les producteurs commencent donc les mois d'hiver, qu'on reconnaît généralement comme peu productifs, avec amplement de quota devant eux, ce qui les encourage à produire sans restriction aucune pendant l'hiver. Certaines provinces ont ajouté d'autres mesures, comme les quotas mensuels et trimestriels et la variation des prix, pour accentuer cette tendance. Cela a permis de répartir de façon plus uniforme la production tout au cours de l'année et c'est là une amélioration qui profite à toute l'industrie. Au niveau des producteurs, l'étalement de la production augmente les liquidités et diminue les pressions financières saisonnières. Un approvisionnement mieux étalé permet aux transformateurs de réduire la capacité de transformation qui était traditionnellement sous-utilisée après les périodes de pointe en été. Cela permet aussi de disposer davantage de produits frais pour répondre à la demande croissante des consommateurs pour ces produits. Quant à la Commission, cela lui permet de réduire les coûts d'entreposage, de financement et de transport des produits achetés dans le cadre du programme d'offre d'achat.

De plus, une production laitière mieux répartie dans l'année aide considérablement l'administration du programme de gestion des approvisionnements. Si un ajustement de quotas devient nécessaire au cours de l'année, afin de ramener la production au niveau de la demande, on peut alors effectuer le changement en temps voulu pour minimiser les risques de sous-production ou surproduction pour l'année.

Special export program

The CMSMC agreed in 1982/83 to continue to export the equivalent of up to 4.4 million hectolitres of milk in the form of whole milk products. Of this amount, 2.2 million hectolitres were eligible for the federal subsidy of \$6.03 per hectolitre. This program increases the MSQ available to producers in all participating provinces. It also provides additional quota for provinces wishing to supply additional volumes of milk to meet local dairy product demand by letting other provinces provide their share of products for the export program. In 1982/83 for the first time all provinces participated in the full export quota of 2.2 million hectolitres. During 1982/83 total exports under this program amounted to the equivalent of 3.9 million hectolitres of milk.

The sleeve

The sleeve is an amount of MSQ allocated to individual producers over and above the estimated Canadian Requirements for milk. It provides some flexibility for individual producers to produce their share of Canadian requirements and ensures that on a national basis there is sufficient milk produced to meet domestic and export market needs. By targeting to produce this amount, some producers have the opportunity to offset shortfalls in milk production by other producers due to herd sickness, unfavorable weather, crop conditions, etc.

The amount of the sleeve is determined by the CMSMC.

At the beginning of the 1982/83 dairy year, the sleeve was reduced from 5.8% to 5%. In recognition of a continuing reduction in domestic demand for dairy products, the CMSMC at its January 1983 meeting reduced its estimation of Canadian requirements from 155.523 million kilograms of butterfat (43.2 million hectolitres) to 153.999 million kilograms (42.8 million hectolitres) a reduction of 1%. At the same time, in order to reduce the increasing levels of milk production, the sleeve was further reduced to 4%. These actions yielded a national MSQ of 168.183 million kilograms of butterfat (46.7 million hectolitres).

Production and requirements in 1982/83

During 1982/83, actions taken by the CMSMC resulted in a dramatic reduction in milk production. During 1981/82 milk production outstripped domestic demand and export requirements by over 7%. While production continued high and consumption was sluggish in the early part of the 1982/83 dairy year, the quota cut and the increase in the over-quota levy in January 1983 brought about prompt production decreases. At about the same time increases in consumption were being recorded. By July 31, 1983 industrial milk and cream production for the full dairy year had declined slightly from the level recorded in the 1981/82 dairy year.

Total production was 48.5 million hectolitres at

year-end and domestic requirements had increased by 3.3% to 44.2 million hectolitres. Exports under the special export program were 3.9 million hectolitres for a total industrial milk requirement of 48.1 million hectolitres.

Seasonality of milk production

The timing of milk production is as important as how much is produced. Canadian consumer demand for dairy products is fairly constant all year round. Milk production in Canada has traditionally been on a seasonal pattern (June is the peak month of production and December the lowest.) While some provinces have already achieved virtually even year-round milk deliveries, the bulk of Canadian industrial milk production for processing purposes is still on a seasonal pattern. In order to spread production out over the year in response to fairly even market requirements and to make more efficient use of processing and warehousing facilities, the quota or dairy year begins after the flush milk production season of summer and runs from August 1 to July 31. Farmers now begin the traditionally low milk production months of the winter with plenty of quota which encourages them to produce without restraint during the winter. Some provinces have introduced additional measures such as price differentials to encourage further progress. The result has been more even milk production throughout the year and this improvement has benefited the entire industry. For individual farmers, spreading out production improves cash flow, reducing seasonal financial pressures. More even year-round milk supplies enables processors to reduce processing capacity which traditionally has operated at greatly reduced utilization after the peak milk summer production season. It also means fresher dairy products to meet increasing consumer demand for these products. At the Commission it enables a reduction in the costs for storage, finance and transport of products purchased under the offer-to-purchase program.

More even milk production greatly assists the national supply management program. If any adjustments in quotas are required during the year to keep milk production in relation to market requirements these can be made in time to minimize the possibilities of over or under production for the year.

There has been a steady improvement in the seasonality of milk production largely the result of the change in the dairy year in 1978/79 and supporting programs introduced by provinces. The April to September summer season compared to the October to March winter period has improved from 62.5/37.5% in 1977/78 to 57/43 in 1982/83. (See Table 12)

A comparison is provided in Table 12, where all milk and cream production, fluid and industrial is shown.

Le changement apporté à l'année laitière en 1978-1979 et les divers programmes de soutien introduits par les provinces, ont grandement contribué à la tendance à l'étalement de la production. Le rapport entre la production estivale d'avril à septembre et la production hivernale d'octobre à mars s'est

amélioré en passant de 62,5/37,5 p. cent en 1977-1978 à 57/43 p. cent en 1982-1983.

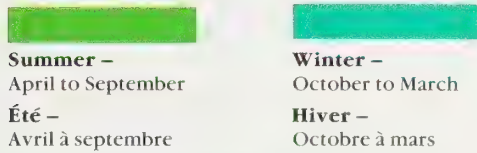
On pourra comparer ces ratios pour la production de lait et de crème provenant des secteurs de la transformation et de la consommation en consultant le tableau 12.

12

Seasonal distribution of milk production between summer and winter months (percentage)

Industrial milk and cream only

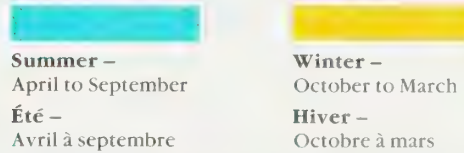
Production de lait de transformation et de crème seulement



Répartition de la production laitière entre les mois d'été et d'hiver (pourcentage)

All milk and cream, fluid and industrial

Tout le lait et la crème de transformation et de consommation



Lairy Year année laitière	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	62.5 37.5	62.4 37.6	58.5 41.5	59.9 40.1
	59.8 40.2	61.3 38.7	57.4 42.6	58.7 41.3
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	56.8 43.2	56.4 43.6	55.3 44.7	56.4 43.6
	51.4 48.6	52.3 47.7	51.0 49.0	51.2 48.8
New Brunswick Nouveau-Brunswick	63.6 36.4	61.7 38.3	56.9 43.1	59.2 40.8
	53.8 46.2	55.0 45.0	52.2 47.8	53.4 46.6
Québec Québec	61.7 38.3	61.3 38.7	60.0 40.0	58.3 41.7
	57.8 42.2	58.9 41.1	57.2 42.8	56.1 43.9
Ontario Ontario	58.0 42.0	57.2 42.8	56.3 43.7	55.8 44.2
	54.1 45.9	54.4 45.6	53.0 47.0	53.1 46.9
Manitoba Manitoba	57.1 42.9	55.0 45.0	54.5 45.5	51.1 45.9
	54.1 45.9	53.6 46.4	52.2 47.8	52.0 48.0
Saskatchewan Saskatchewan	61.8 38.2	58.3 41.7	57.4 42.6	57.2 42.8
	57.6 42.4	52.0 48.0	53.1 46.9	52.8 47.2
Alberta Alberta	58.4 41.6	57.0 43.0	55.3 44.7	55.6 44.4
	53.9 46.1	53.6 46.4	51.5 48.5	52.1 47.9
British Columbia Colombie-Britannique	52.9 47.1	53.4 46.6	52.0 48.0	52.2 47.8
	50.1 49.9	51.0 49.0	49.9 50.1	49.8 50.2
Canada	59.8 40.2	59.1 40.9	57.8 42.2	57.0 43.0
	55.4 44.6	55.8 44.2	54.3 45.7	54.0 46.0

Integration into fluid milk pools

Under provincial programs, industrial milk producers are admitted into fluid milk pools each year thus allowing these shippers to share in the returns from milk sales for fluid use which commands a higher price than that for milk used in the manufacture of dairy products. Complete integration and the eventual situation whereby all grade A milk shippers will share in the overall proceeds from total milk sales in each province is a major objective of the Commission. Four provinces already enjoy full inte-

gration. While further progress was realized in the other provinces during 1982/83, with the integration of 441 shippers, the rate of integration was reduced for reasons of sluggish sales in the fluid milk sector.


The number of producers now selling milk to both the industrial and fluid milk markets represents 64.2% of total milk producers compared to 62.7% in the previous year.


Table 13 gives data on integration progress.

13

Progress in integration⁽¹⁾

A comparison of milk producers and shippers


Industrial
Transformation


Fluid-Industrial
Consommation-transformation

	Number of producers Nombre de producteurs		% of producers % de producteurs	
	1977/78	1982/83	1977/78	1982/83
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	616 	514 	82.7 	17.3 
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	4 	2 	0.5 	99.5 
New Brunswick Nouveau-Brunswick	19 	0 	3.5 	0.0 
Québec Québec	19,925 	11,260 	81.0 	19.0 
Ontario Ontario	5,034 	1,458 	34.2 	65.8 
Manitoba Manitoba	67 	0 	4.2 	95.8 
Saskatchewan Saskatchewan	411 	106 	42.6 	57.4 
Alberta Alberta	910 	332 	45.2 	54.8 
British Columbia Colombie-Britannique	3 	16 	0.2 	99.8 
Canada	26,989 	13,688 	57.1 	42.9 

⁽¹⁾ Does not include cream producers as very few switch to bulk milk deliveries or integrate

"Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets

"Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk

⁽¹⁾ N'inclut pas les producteurs de crème, puisque très peu d'entre eux ont transformé leurs installations pour livrer en vrac, ou se sont intégrés.

"Consommation-transformation": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation

"Transformation": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.

Intégration dans les pools de lait de consommation

En vertu des programmes provinciaux, les producteurs de lait de transformation sont admis chaque année dans les pools de lait de consommation, ce qui permet un partage des revenus de la vente de ce lait qui commande un prix plus élevé que le lait utilisé dans la préparation de produits laitiers. Le partage de la vente totale entre tous les producteurs de lait de catégorie A dans chaque province est un objectif essentiel de la Commission canadienne du lait. La production est déjà complètement intégrée dans quatre provinces. Pendant que

certaines progrès étaient réalisés dans d'autres provinces en 1982-1983 avec l'intégration de 441 producteurs, le taux d'intégration était réduit dans le secteur du lait de consommation à cause de ventes insuffisantes.

Le nombre de producteurs qui vendent actuellement leur lait tant sur les marchés du lait de transformation que du lait de consommation représente 64,2 p. cent du total des producteurs comparativement à 62,7 p. cent l'année précédente.

Le tableau 13 renseigne sur les progrès de l'intégration.



Levies from milk producers

Dairy farmers pay the costs associated with the exports of dairy products and of the operation of other marketing programs carried out by the Canadian Dairy Commission. The funds required for this purpose are collected by provincial Boards and Agencies through levies deducted from milk payments to producers. These levies are subsequently remitted to the Commission each month.

The size of the various levies are determined annually. Prior to the beginning of the dairy year, the Commission prepares a marketing budget which is submitted to the Canadian Milk Supply Management Committee. On the basis of estimations of marketing costs, milk production, the prevailing marketing conditions and other related factors outlined in that presentation, levy rates are established for the upcoming dairy year commencing August 1.

On August 1, 1982 the in-quota and export quota levies were increased to \$4.07 and \$0.33 per hectolitre respectively. By late fall 1982 it became evident that export revenues, as estimated earlier in the summer, would be reduced considerably as a result of falling world market prices due to the accumulation of huge stocks of surplus dairy products, particularly in the European Economic Community and in the United States.

The Canadian Milk Supply Management Committee reviewed this situation at the November 1982

meeting and approved higher levy rates on production from January 1, 1983, to ensure funds from levies would meet the increased export costs. The new in quota levy rate was \$4.70 per hectolitre and \$0.44 per hectolitre for the export levy. As all provinces participated in the optional special export program, a total of \$5.14 per hectolitre was collected on within quota production across Canada.

It had also become apparent that producers could on a national basis, fill a significant portion of the sleeve portion of MSQ. Accordingly, provinces agreed to be fully responsible for the cost of exporting production in the range of 98 to 100% of provincial MSQ through a levy of \$24.20 per hectolitre on that production.

The over quota levy, collected on production above 100% of an individual's quota, is assessed at the rate of the losses when selling butter and skim milk powder on the world market plus carrying charges. The amount of levy collected by the provinces and remitted to the Commission on 1982/83 production was \$264.041 million plus an additional \$6.799 million representing the holdback on milk for fluid use which was recovered from subsidy payments (exception — Nova Scotia which paid directly) for total revenues of \$270.840 million in the export fund.

See Table 14 for levy rates and Table 15 for detail by province.

14

Levies remitted to the CDC by provinces⁽¹⁾

(thousand of dollars)

Retenues remises à la CCL par les provinces⁽¹⁾

(milliers de dollars)

	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1,596	2,190	3,428	4,664
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	1,421	2,014	3,209	3,680
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1,043	1,284	1,722	2,663
Québec Québec	54,260	67,520	85,929	139,391
Ontario Ontario	35,977	42,242	50,308	88,133
Manitoba Manitoba	3,660	4,520	5,157	9,032
Saskatchewan Saskatchewan	1,862	2,407	3,000	5,324
Alberta Alberta	5,603	7,100	8,715	14,212
British Columbia Colombie-Britannique	4,854	5,373	8,447	3,741
Total	\$110,276	\$134,650	\$169,915	\$270,840⁽²⁾

⁽¹⁾ This is the net of all levies paid; contingency levies collected but refunded for 1979/80 are not included.

⁽²⁾ This does not include levies amounting to \$8.5 million pertaining to British Columbia which were offset against subsidy payable of the same amount

⁽¹⁾ C'est le montant net de toutes les retenues versées. On n'a pas tenu compte des retenues versées puis remboursées en 1979/1980

⁽²⁾ N'inclut pas des retenues totalisant 8,5 millions de dollars que la Colombie-Britannique devait percevoir et qui ont été compensées à même la subvention d'un montant équivalent.

Retenues des producteurs laitiers

Les frais encourus par la Commission canadienne du lait pour l'exportation de produits laitiers et la mise en œuvre de ses divers programmes de commercialisation sont recouverts par le biais de retenues prélevées auprès des producteurs de lait par les offices et agences provinciaux de mise en marché et remises chaque mois à la Commission.

Le taux des retenues est établi à chaque année. Ainsi, avant le début de l'année laitière, la Commission soumet un budget de mise en marché au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Sur la base d'estimations des coûts de mise en marché, de la production laitière, des conditions de mise en marché et d'autres facteurs exposés dans le rapport, on établit ensuite les taux de retenues pour l'année laitière commençant le 1^{er} août.

Le 1^{er} août 1982, la retenue intra quota et la retenue spéciale à l'exportation ont été élevées à 4,07 \$ et à 0,33 \$ l'hectolitre respectivement. Au terme de l'automne 1982, il devint évident que les revenus des exportations, prévus plus tôt durant l'été, seraient réduits considérablement à la suite de l'affaissement des prix des marchés mondiaux causé par l'accumulation d'énormes stocks de produits laitiers, particulièrement dans la Communauté économique européenne et aux États-Unis.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait a examiné la situation lors de la réunion de novembre 1982 et a approuvé des taux de retenues plus élevés sur la production à partir du 1^{er} janvier 1983 pour assurer que le fonds des retenues soit en rapport avec l'augmentation des coûts

d'exportation. Le nouveau taux intra quota fut fixé à 4,70 \$ l'hectolitre et à 0,44 \$ l'hectolitre pour la retenue spéciale à l'exportation. Comme toutes les provinces ont participé au programme optionnel de retenue spéciale à l'exportation, un total de 5,14 \$ l'hectolitre fut encaissé sur la production intra quota partout au Canada.

Il est également devenu évident que les producteurs pourraient, sur une base nationale, remplir une partie importante de la marge du QMM. Les provinces ont donc accepté d'assumer l'entière responsabilité des coûts d'exportation de la production entre 98 p. cent et 100 p. cent du QMM provincial en imposant une retenue de 24,20 \$ l'hectolitre sur cette production.

Le taux de la retenue hors quota sur la production dépassant les 100 p. cent du QMM de tout producteur est établi en tenant compte de la perte lors de la vente de beurre et de lait écrémé en poudre sur le marché mondial et des frais de financement.

Le montant des retenues sur la production de 1982-1983 remises à la Commission par les provinces s'élevait à 264 041 millions de dollars. À cette somme, il faut ajouter les 6 799 millions de dollars représentant la retenue sur le lait de consommation prélevée à même le paiement des subventions, à l'exception de la Nouvelle-Écosse qui a payé directement, pour des revenus totaux de 270 840 millions de dollars dans le fonds des exportations.

Le détail des taux de retenues et des retenues par province est donné aux tableaux 14 et 15.

15

Levy rates

(dollars per hectolitre of milk)

Taux des retenues

(dollars de l'hectolitre de lait)

Dairy year Année laitière	In-quota ⁽¹⁾ Intra quota ⁽¹⁾	Export ⁽²⁾ Exportations ⁽²⁾	Skim-off ⁽³⁾ Écrémage ⁽³⁾	Over-quota Hors quota	Contingency ⁽⁴⁾ D'appoint ⁽⁴⁾
1979/80 August 1 1 ^{er} août	2.27	0.11	0.45	18.15	0.57
1980/81 August 1 1 ^{er} août	2.80	0.16	0.30	18.15	—
1981/82 August 1 1 ^{er} août	3.05	0.25	0.30	17.13	—
April 1 1 ^{er} avril	3.05	0.25	0.30	20.21	—
1982/83 August 1 1 ^{er} août	4.07	0.33	0.30	20.21	—
January 1 1 ^{er} janvier	4.70	0.44	0.30	27.95	—

⁽¹⁾ In 1980/81, the in-quota levy incorporated the previous contingency levy.

⁽²⁾ Introduced in 1979/80.

⁽³⁾ Introduced in 1977/78.

⁽⁴⁾ Introduced in 1978/79, in 1980/81 it was discontinued as a separate levy and instead the in-quota levy increased to cover sleeve milk production.

⁽¹⁾ En 1980/1981, la retenue intra quota comprenait l'ancienne retenue d'appoint.

⁽²⁾ Introduite en 1979/1980.

⁽³⁾ Introduite en 1977/1978.

⁽⁴⁾ Introduite en 1978/1979, elle a été interrompue en 1980/1981. La retenue intra quota a plutôt été augmentée pour couvrir la production de marge.

The objectives of the Commission's marketing activities are two fold: market price support for the Target Returns level paid to farmers for their industrial milk and cream and secondly, the export from the domestic market of dairy products produced in excess of domestic requirements. Some of the activities are carried out under a federal government mandate while others result from decisions of the Canadian Milk Supply Management Committee. Although interrelated, for presentation purposes the marketing functions of the Commission are divided between domestic and international operations.

Domestic marketing

In the domestic market, the Commission's primary activity is to support the Target Returns level for industrial milk and cream by offering-to-purchase butter and skim milk powder, described earlier under Dairy Support Operations. This results in the Commission purchasing about 23.1% of Canadian butter production and 77.3% of skim milk production.

In general, it is Commission policy to resell all butter purchased under the offer-to-purchase program on the domestic market. Butter which is produced from surplus milk may be exported if advantageous. In the case of skim milk powder the product purchased by the Commission is all surplus to domestic market requirements and, with the exception of a small quantity sold for domestic animal feed, it is all exported.

In 1982/83, out of 111.17 million kilograms of butter produced in Canada, the Commission bought 21.3 million kilograms and sold 19.8 million kilograms. Of 136.47 million kilograms of skim milk powder produced, the Commission purchased directly 105.6 million kilograms. Further details are provided in Schedule E of the audited Financial Statements.

Research program

The initial objective of the research program in 1978 was to expand the utilization of solids non fat in Canada. This priority was in response to the surplus of solids non fat that plagued the world in the mid 70s.

The program objective was broadened in 1979 and 1980 to include all dairy products and then restated in its current form — to increase the consumption and utilization of dairy products.

The goals of the program have been developed in consultation with the industry and emphasize the need for research with economic and market potential, placing emphasis on applied as opposed to pure research. The program promotes new product development, market analysis, manufacturing, efficiency and nutritional quality of dairy products.

To encourage more participation by manufacturers, a cost sharing aspect was introduced in return for limited periods of confidentiality of research results.

For example when 50% of the research costs are paid by the manufacturer, confidentiality is assured

for 5 years provided the manufacturer uses the results.

Proposals are assessed by a Committee composed of representatives from the National Dairy Council Dairy Farmers of Canada, Agriculture Canada, Dairy Bureau of Canada, Department of Supply and Services and the Canadian Dairy Commission.

97 Projects have been funded to date (see Table 1) such as a study on the impact on the domestic industry of possible imports of imitation or filled cheese; a method of preserving the freshness of fruits in yogurt and cottage cheese; the feasibility and desirability of a national butter brand, market research on a whey based beverage.

An explanation of the program and description of all projects funded between 1978-83, is available in "The Dairy Research Program" publication, available from the Commission.

Priority of milk use

In the very competitive food market, an overall priority for the dairy industry must be the availability to consumers of plentiful supplies of dairy products of high quality. Accordingly, the first use of milk must be for fresh dairy products. In general this is achieved by first meeting fluid market requirements, namely table milk and fresh creams, on a daily basis, which utilizes about 37% of all milk on an annual basis. The remainder of the milk production, 63%, is used in the industrial milk market for processing into dairy products.

The use of industrial milk is generally prioritized with milk first going to production of more perishable dairy products such as yogurt, soft cheese etc. followed by cheddar etc. Once those demands are met, milk is processed into butter and skim milk powder, the products of last resort because they store well. The application of this approach varies from province to province.

As a major buyer and seller of dairy products, the Canadian Dairy Commission takes the lead in discouraging butter production during the low milk production months when the consumer demand for fresh products, which is relatively stable year-round requires most of the milk available. To achieve this, the Commission suspends its offer-to-purchase program or delays payment for butter produced during the winter months. Processors are thereby encouraged to utilize milk in the production of other dairy products first. This assists in the provision of adequate supplies of dairy products for consumers all year-round and it reduces the Commission's storage and interest costs for stocks of butter and skim milk powder. Details of the program are provided under Product Price Support described earlier in this Report.

Skim milk powder for animal feed

For a variety of reasons, mainly improved processing, supplies of low grade and therefore low cost skim milk powder for animal feed use are not sufficient to meet the demand in Canada. When a shortage is demonstrated, the Commission makes skim

Les activités de mise en marché de la Commission relèvent de deux grands objectifs. Le premier est de soutenir les prix du marché pour atteindre les niveaux de revenus visés payés aux agriculteurs pour leur lait de transformation et leur crème; le second est de permettre de retirer du marché intérieur la quantité de produits laitiers qui dépasse le niveau de la demande des consommateurs. Certaines de ces activités sont menées en vertu d'un mandat du gouvernement fédéral alors que d'autres relèvent du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Même si elles sont interreliées, les fonctions de la Commission se présentent à la manière de volets distincts: les activités intérieures et les activités internationales.

Situation du marché intérieur

Sur le marché intérieur, la principale activité de la Commission est de soutenir le revenu visé pour le lait de transformation et de la crème, en offrant d'acheter du beurre et du lait écrémé en poudre, comme on l'a vu au chapitre sous "Soutien financier du secteur laitier". Cette approche a pour résultat que la Commission achète à peu près 23,1 p. cent de la production canadienne de beurre et 77,3 p. cent de la production de lait écrémé en poudre.

En règle générale, la Commission revend sur le marché intérieur tout le beurre acheté dans le cadre du programme d'offre d'achat. Le beurre produit à partir des surplus de production laitière peut être exporté si cela est avantageux. Dans le cas du lait écrémé en poudre, tout ce que la Commission achète est en sus des besoins du marché intérieur et, à l'exception d'une petite quantité vendue au secteur de l'alimentation des animaux, tout est exporté.

En 1982-1983, la Commission a acheté 21,3 millions de kilos de beurre produit au Canada sur une production totale de 111,17 millions de kilos et elle en a vendu 19,8 millions de kilos. La Commission a en outre acheté directement 105,6 millions de kilos de lait écrémé en poudre sur les 136,47 millions de kilos produits. On trouvera d'autres détails à l'annexe E des états financiers.

Programme de recherche

Au départ, en 1978, l'objectif du programme de recherche était d'étendre l'utilisation des solides non gras au Canada. Le choix de cette priorité découlait de la surabondance des stocks de solides non gras à l'échelle mondiale au milieu des années 70.

L'objectif du programme a été élargi en 1979 et en 1980 pour inclure tous les produits laitiers. Il a ensuite été repris sous sa forme actuelle pour augmenter la consommation et l'utilisation des produits laitiers.

Les buts visés par le programme ont été établis après consultation avec l'industrie et mettent en relief le besoin de recherche orientée vers un potentiel économique et commercial tout en insistant sur la mise en application par opposition à la recherche pure. Le programme s'intéresse surtout à la mise au point de nouveaux produits, à l'analyse de marchés, à l'efficacité des procédés de transformation et aux

qualités nutritives des produits laitiers.

Afin d'inciter les transformateurs à y participer davantage, un élément de partage du financement a été introduit dans le programme en échange de périodes limitées de confidentialité des résultats de la recherche.

Par exemple, quand le transformateur paie 50 p. cent des coûts de la recherche, la confidentialité des travaux est garantie pendant cinq ans pour autant que le transformateur en utilise les résultats.

Les propositions sont évaluées par un comité composé de représentants du Conseil national de l'industrie laitière du Canada, la Fédération canadienne des producteurs laitiers, d'Agriculture Canada, du Bureau laitier du Canada, d'Approvisionnement et Services et de la Commission canadienne du lait.

Jusqu'à maintenant, 97 projets ont été financés, comme l'étude des effets sur l'industrie intérieure de l'importation éventuelle d'une imitation de fromage, d'une méthode de préservation de la fraîcheur des fruits dans le yaourt et le fromage cottage, de la possibilité et de la nécessité d'une marque nationale de beurre, d'une étude de marché sur une boisson à base de lactosérum. Le tableau 17 donne des renseignements à ce sujet.

Le programme et tous les projets financés entre 1978 et 1983 sont décrits dans la publication "Programme de recherche laitière" disponible sur demande à la Commission.

Priorité d'utilisation du lait

Le marché alimentaire étant hautement concurrentiel, l'industrie laitière doit avoir comme priorité d'ensemble que les consommateurs disposent d'une bonne quantité de produits laitiers de haute qualité. Le lait doit d'abord servir à la préparation de produits laitiers frais. De façon générale, il faut commencer par satisfaire à la demande de lait de consommation, nommément la crème et le lait frais, à tous les jours, ce qui représente environ 37 p. cent de toute la production laitière sur l'année. Le reste de la production de lait (63 p. cent) est destiné à la transformation et entre dans les produits laitiers.

Les diverses utilisations du lait de transformation sont généralement affectées de priorités, la première étant la production des produits laitiers les plus périssables, comme le yaourt, les fromages mous, etc. puis le cheddar, etc. Quand on a répondu à cette demande, le lait sert à la production de beurre et de lait écrémé en poudre, produits de dernière transformation puisqu'ils se conservent bien en entreposage. L'application de cette approche varie d'une province à l'autre.

La Commission canadienne du lait, important acheteur et vendeur de produits laitiers, s'efforce de décourager la production de beurre au cours des mois de faible production laitière, car presque tout le lait disponible en cette période sert à répondre aux besoins en produits frais de consommation. La Commission suspend alors son programme d'offre d'achat ou retarde le paiement du beurre produit pendant les mois d'hiver. Cela incite les



	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
Fluid or table milk & cream Lait de consommation et crème	94.4	94.6	100.2	101.2	102.3	104.8	106.9	108.3	107.7	109.3	Litres/Litres
Butter Beurre	6.01	5.86	5.25	5.08	4.59	4.47	4.46	4.53	4.42	4.27	
Cheddar cheese ⁽¹⁾ Fromage cheddar ⁽¹⁾	2.01	1.94	1.79	1.69	1.39	1.47	1.93	1.92	1.96	1.60	
Processed cheese ⁽²⁾ Fromage fondu ⁽²⁾	+ 1.83	+ 1.90	+ 1.87	+ 1.96	+ 2.01	+ 2.17	+ 2.05	+ 2.14	+ 2.18	+ 2.20	
Specialty cheese ⁽¹⁾ Fromages fins ⁽¹⁾	+ 1.81	+ 2.58	+ 2.46	+ 2.69	+ 2.96	+ 3.30	+ 3.51	+ 3.57	+ 3.77	+ 3.93	
Total cheese Total des fromages	= 5.65	= 6.42	= 6.12	= 6.34	= 6.36	= 6.94	= 7.49	= 7.63	= 7.91	= 7.73	Kilograms/Kilogrammes
Evaporated whole milk Lait entier concentré	4.75	4.39	3.99	3.96	3.95	4.33	2.48	2.25	2.11	2.37	
Condensed whole milk Lait entier concentré sucré	0.41	0.38	0.33	0.30	0.35	0.37	0.38	0.54	0.54	0.46	
Skim milk powder Poudre de lait écrémé	2.35	2.57	2.09	2.79	3.51	0.92	2.19	1.79	1.99	2.41	
Cottage cheese Fromage cottage	1.10	1.03	1.02	1.07	1.11	1.15	1.17	1.20	1.27	1.26	
Ice cream Crème glacée	12.50	12.41	12.59	12.18	12.58	12.25	12.99	13.00	12.86	12.16	Litres/Litres
Yogurt Yogourt	0.62	0.65	0.72	0.89	1.18	1.73	1.69	1.69	1.77	1.59	

(1) Does not include cheese used in "processed cheese".

(2) Cheese equivalent of processed cheese (assumed to be 73% cheese by volume). Starting in 1975, 95% assumed to be of cheddar, and the balance of variety.

Source: Statistics Canada

(1) Ne comprend pas le fromage utilisé dans la fabrication du fromage fondu.

(2) Le total du fromage fondu exprimé en équivalent de fromage (en moyenne 73% de fromage par volume). Depuis 1975, environ 95% du fromage utilisé est du cheddar, le reste étant des fromages variés.

Source: Statistique Canada

transformateurs à donner la priorité à d'autres produits laitiers et contribue à assurer aux consommateurs un approvisionnement suffisant en produits laitiers tout au long de l'année tout en réduisant les frais d'entreposage et d'intérêt de la Commission pour les stocks de beurre et de lait écrémé en poudre. On trouvera des détails sur ce programme sous "Soutien des prix des produits laitiers".

Lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation animale

Les approvisionnements en poudre de lait écrémé de qualité inférieure et de coût moindre destinée à entrer dans l'alimentation animale ne suffisent pas à la demande canadienne pour toutes sortes de raisons, principalement à cause de l'amélioration des techniques de transformation. Quand il y a pénurie, la Commission libère du lait écrémé en poudre provenant de ses stocks ou obtenu à prix réduit de fabricants et préalablement dénaturé afin qu'éventuellement il ne serve pas à la consommation humaine.

Le prix réduit demandé est plus élevé que si le produit était exporté pour consommation humaine, mais inférieur au prix de soutien pour le lait écrémé en poudre au Canada. Cela est rendu possible par l'application d'un rabais à certaines conditions. Le financement du programme est assuré par les producteurs laitiers.

Cette année, des changements ont été apportés à la politique pour que les manufacturiers canadiens de moulée aient accès aux stocks de lait écrémé en poudre à des prix comparables à ceux en vigueur dans d'autres pays. La remise a donc été portée à 1,70 \$ le kilogramme en 1982-1983.

Le lait écrémé en poudre utilisé pour l'alimentation animale sert d'abord à la production de succédanés du lait pour les veaux. On prévoit que les changements apportés à la politique favoriseront tant la croissance que la stabilité de l'industrie de l'élevage des veaux.

Situation du marché international

Le marché international des produits laitiers a continué de se détériorer en 1982-1983. Après plusieurs années de stabilité relative de la demande et de l'approvisionnement en produits laitiers sur le marché mondial, on en est revenu à une crise similaire à celle qui a prévalu de 1975 à 1978. Durant ces années, les pays exportateurs ont dû se défaire de leurs surplus à des prix extrêmement bas, en particulier des produits destinés à l'alimentation animale.

Étant donné la capacité de production mondiale et la faible croissance de la demande intérieure en 1982-1983, la crise risquait d'être aussi lourde de conséquences que la précédente. La production laitière de la Communauté économique européenne a affiché une augmentation de 4 p. cent pour la deuxième année consécutive, portant ainsi les stocks de lait écrémé en poudre à plus d'un million de tonnes métriques. Les États-Unis ont maintenu leur production laitière fortement excédentaire et leurs stocks de lait écrémé en poudre dépassaient les 600 000 tonnes métriques à la fin de juillet 1983.

Lait écrémé en poudre

La Commission canadienne du lait a dû faire preuve d'un grand dynamisme en vendant le lait écrémé en poudre afin de maintenir ses stocks à un niveau acceptable. Cela était extrêmement important, puisque les achats de la CCL étaient en hausse au cours des sept premiers mois de l'année civile et que les stocks atteignaient 67 100 tonnes métriques dès le 1^{er} octobre, deux mois seulement après le début de l'année laitière.

La Commission devait effectuer quelques ventes majeures avant que la situation de surplus de ses stocks ne tombe dans le domaine public. Tout délai se serait avéré très coûteux en manutention, en entreposage et en financement. Pour cette raison, durant le mois d'octobre 1982, la Commission a vendu plus de 55 000 tonnes métriques de lait écrémé en poudre pour livraison entre octobre et décembre 1982.

La vente la plus importante fut celle négociée avec le Mexique, l'un des clients les plus importants et les plus réguliers du Canada. Malgré les difficultés financières éprouvées par le Mexique, conséquence de la baisse des prix de ses exportations de pétrole et l'intervention d'une entente avec les États-Unis portant sur la vente de 60 000 tonnes métriques et d'un don en aide alimentaire de 20 000 tonnes métriques, la Commission a vendu 34 000 tonnes métriques à Conasupo, l'agence mexicaine nationale responsable des importations de lait écrémé en poudre.

La Commission a également conclu des ventes importantes avec l'Algérie et l'Iran, deux pays qui ne sont habituellement pas des acheteurs de lait écrémé en poudre canadien.

La vente de 13 837 tonnes métriques à notre client régulier, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour les programmes d'aide alimentaire bilatéraux et multilatéraux du Canada fut également d'un grand secours.

La stratégie s'est avérée très efficace puisque le 1^{er} janvier 1983, les stocks de lait écrémé en poudre étaient réduits à 16 800 tonnes métriques. En maintenant la pression sur les ventes, la Commission a terminé l'année avec des stocks de 15 400 tonnes métriques seulement. Les ventes et les livraisons par la Commission en 1982-1983 ont atteint 141 600 tonnes métriques, le plus haut total depuis 1977-1978.

Pour atteindre ce résultat, la Commission a dû réduire son prix de vente de 925 \$ US la tonne métrique au début de l'année laitière à 720 \$ US franco à quai du Canada avant la fin de l'année laitière le 31 juillet 1983. Si l'on tient compte de la grande accumulation de stocks excédentaires dans le monde, il est très probable que les prix mondiaux descendront sous les 700 \$ US durant l'année laitière 1983-1984, sans franchir la barre des 650 \$ US, prix minimum convenu dans le GATT.

Durant l'année, la Commission canadienne du lait a acheté approximativement 64 000 tonnes métriques de lait écrémé en poudre à température moyenne, 20 000 tonnes métrique de poudre à

milk powder available from its stock or directly from manufacturers at a reduced price, having first denatured it to ensure it isn't subsequently used for human consumption.

The reduced price charged for this product is higher than the price received if it would have been exported for human use but lower than the support price for skim milk powder in Canada. This is achieved through the payment of a rebate under specified conditions. The program is financed by dairy farmers.

This year changes were made in this policy to ensure that Canadian feed manufacturers will be able to obtain supplies of skim milk powder at price levels comparable to those in other countries. The rebate was therefore increased to \$1.70 per kilogram in 1982/83.

The primary use for skim milk powder in animal feed is in the manufacture of milk replacers for calves. It is anticipated that the new policy changes will promote both increased growth and greater stability in the veal industry.

International marketing

The international market for dairy products continued to deteriorate during 1982/83. Following several years of relative stability between the demand and supply of dairy products on the world market, the situation finally reverted to a crisis similar to that of 1975 to 1978. At that time, exporting countries resorted to disposing of their surpluses at extremely low prices, in particular as animal feed use.

Given the world-wide production capacity and the weak growth in domestic demand during 1982/83, the crisis had the potential to be as bad as that experienced between 1975 and 1978. In the

European Economic Community milk production increased by about 4% for the second consecutive year to raise inventories of skim milk powder in excess of 1 million metric tonnes. The United States continued its heavy surplus milk production, which resulted in huge inventories of skim milk powder in excess of 600,000 metric tons by the end of July 1983.

Skim milk powder

In order to maintain its skim milk powder inventories at an acceptable level, the Canadian Dairy Commission had to be a very aggressive seller. This was most important as the CDC purchases were much higher during the first seven months of the calendar year, resulting in stocks of 67,100 metric tons by the 1st of October 1982, only two months after the beginning of the dairy year.

The Commission had to achieve some major sales before the extent of its inventories became general knowledge. Any delay would have been very expensive in terms of storage, handling and financing. For this reason, during October 1982 the Commission sold in excess of 55,000 metric tons of skim milk powder for delivery between October and December 1982.

The major sale was to Canada's largest regular customer, Mexico. In spite of Mexico's financial difficulties resulting from low prices for its oil exports and the disruption of a United States sale of 60,000 metric tons tied to a food aid donation of 20,000 metric tons, the Commission sold 34,000 metric tons to Conasupo, the Mexican national agency responsible for skim milk powder imports.

Elsewhere, the Commission made major sales to Algeria and Iran, two countries which are not usual

17

Research projects funded

Projets de recherche financés

	1979	1980	1981	1982	1983	Total
Processors and manufacturers Transformateurs et manufacturiers	11	4	6	2	15	38
National dairy organizations Organisations laitières nationales	6	3	—	1	6	16
Universities Universités	10	6	2	3	9	30
Others Autres	3	2	5	—	3	13
Total	30	15	13	6	33	97

basse température, 9 000 tonnes métriques de poudre à haute température et 12 000 tonnes métriques de poudre stable à haute température. Le lait en poudre à température moyenne et le lait en poudre stable à haute température sont les plus populaires sur le marché mondial. (Voir tableau 18).

Le beurre

Le 1^{er} août 1982, les stocks de beurre de la Commission atteignaient près de 29 000 tonnes, soit presque 12 000 tonnes de plus que la quantité normale pour l'époque. Le 1^{er} avril 1983, ces stocks avaient atteint près de 30 000 tonnes, bien qu'ils auraient dû continuer à décroître à la fin de l'hiver. Afin de mettre un terme à cette croissance en prévision de l'accumulation de stocks pendant la période de production la plus active, la Commission a décidé d'offrir du beurre salé et non salé sur le marché international.

Au printemps de 1983, une vente de 4 000 tonnes de beurre non salé fabriqué spécialement pour la circonstance fut conclue par l'intermédiaire d'un exportateur canadien pour livraison en mai et juillet.

Alors que le marché mondial s'intéresse surtout au beurre non salé, le marché canadien favorise le beurre salé et c'est en se basant sur ces faits que la Commission canadienne du lait effectue ses achats réguliers. Comme le marché mondial est spécialisé, il est difficile d'obtenir des succès constants à moins d'intégrer cette approche au programme d'exportation de la Commission. Celle-ci n'ayant aucune intention de le faire dans l'immédiat, les exportations futures dépendront donc des pressions exercées par les tendances de la production et de la consommation de beurre sur le marché intérieur.

Lait évaporé

La surproduction de lait et l'importance des stocks de beurre et de lait écrémé en poudre à l'échelle mondiale ont eu un effet négatif indirect sur le marché du lait concentré. Les prix du lait concentré ont cessé d'augmenter et ont même diminué d'environ 15 p. cent en 1982-1983. Plusieurs des principaux pays importateurs aux prises avec des difficultés économiques ont dû réduire leurs achats et se montrer plus fermes lors des négociations. La fluctuation des monnaies a joué un rôle tout aussi important. En effet, la force renouvelée du dollar américain par rapport aux devises européennes et le dollar canadien qui a suivi le dollar américain ont abaissé les coûts des exportations européennes comparativement à celles du Canada. Ces facteurs ont obligé la Commission à réduire ses prix de vente pour demeurer concurrentielle et pour protéger ses marchés.

Le Mexique, précédemment le client le plus important du Canada, a totalement interrompu ses importations de lait concentré, produit de valeur ajoutée qu'il considère comme un luxe, et a limité de façon stricte ses importations de produits laitiers à ceux expédiés en vrac: le lait écrémé en poudre ou l'huile de beurre. Cette situation découle en partie de la faiblesse des prix à l'exportation du pétrole

mexicain et des succès obtenus ces dernières années avec la mise sur pied d'un secteur de transformation des ingrédients laitiers de base en produits demandés par les Mexicains (lait frais, lait UHT, lait concentré, yaourt et fromage). Cette initiative donne aux Mexicains une certaine flexibilité lorsqu'ils établissent leur politique d'importation.

Le Nigéria, autre grand importateur de lait concentré et client de valeur pour le Canada au cours des années passées, compte également sur des revenus provenant des exportations de pétrole. Contrairement au Mexique, il dispose d'installations de transformation limitées et attache en conséquence une grande importance à l'importation de lait concentré en format de 170 grammes. À cause de la demande et des prix peu élevés de son pétrole, le Nigéria a été contraint de limiter ses exportations aux produits essentiels. Le placement des importations de lait concentré sous licence en février 1983 a grandement réduit, depuis lors, les exportations de ce produit vers le Nigéria. Le nombre de caisses exportées par la Commission s'élève à 484 000.

En Libye, le gouvernement n'a pas modifié ses plans malgré la crise économique mondiale et les surplus de pétrole du pays. On a continué d'importer des produits laitiers, en particulier du lait concentré. Les ventes de la Commission à la Libye ont augmenté à nouveau bien que la concurrence des pays de la Communauté économique européenne ait été très forte.

C'est l'Algérie qui, encore cette année, a été le plus important client de la Commission. L'ONACO a signé un nouvel accord d'approvisionnement de 3,8 millions de caisses de lait concentré qui permet au Canada de continuer à satisfaire environ 50 p. cent des besoins du marché algérien pour 1982 et 1983. Il s'agit d'un cinquième contrat annuel avec l'Algérie, ce qui démontre sans conteste à quel point le marché algérien est satisfait des produits canadiens. Ce contrat fait appel à la capacité de production de trois des sept usines canadiennes de lait concentré et nécessite l'acheminement mensuel par bateau d'au moins 7 000 tonnes de ce produit.

Les ventes de lait concentré ont atteint 111 millions de dollars en 1982-1983 comparativement à 102 millions de dollars au cours de l'année précédente.

Lait entier en poudre

Pour la première fois, la Commission canadienne du lait a utilisé pleinement la nouvelle usine de St-Alexandre dans la région du Bas-Saint-Laurent. Équipée du matériel de transformation et de mise en conserve le plus perfectionné qui soit, cette usine peut produire du lait en poudre écrémé ou entier, instantané ou régulier, additionné ou non de vitamines, en vrac ou en conserve. En 1982-1983, la Commission canadienne du lait a vendu 100 pour cent de la production de l'usine de St-Alexandre à l'Algérie (570 000 caisses) et à la Guyane (164 760 caisses avec des expéditions partielles en 1983-1984). De plus, par suite d'un contrat signé en mai 1983, l'usine sera de nouveau utilisée à pleine

purchasers of Canadian skim milk powder.

Also of great assistance was the sale of 13,837 metric tons to our regular customer the Canadian International Development Agency (CIDA) for Canada's bilateral and multilateral food aid programs.

The strategy was very effective. By January 1, 1983 skim milk powder stocks were reduced to 16,800 metric tons. Keeping the sales pressure on, the Commission ended the year with only 15,400 metric tons. The total quantity sold and delivered by the Commission during 1982/83 was 141,600 metric tons, the largest quantity since 1977/78.

To achieve this (see Table 18), the Commission had to reduce its sale price from U.S. \$925 per metric ton at the beginning of the dairy year to U.S. \$720 FAS Canadian port by the close of the dairy year July 31, 1983. Given the large accumulated surplus stocks in the world, it is very likely that the world price will drop below U.S. \$700 during the 1983/84 dairy year but above the U.S. \$650 minimum price agreed to in the GATT.

During the year the Canadian Dairy Commission purchased roughly 64,000 metric tons of medium heat skim milk powder, 20,000 metric tons of low heat powder, 9,000 metric tons of high heat powder and 12,000 metric tons of high heat-stable powder. The medium heat and the high heat-stable powders are the more popular on the world market.

Butter

On August 1, 1982 the Commission butter stocks were almost 29,000 tonnes, about 12,000 tonnes more than normal for that time. By April 1, 1983, although stocks should have continued to decrease

at the end of the winter, instead there was an increase to about 30,000 tonnes. Before the stocks could grow even further as a result of the anticipated increase in inventories during the heavy milk production period, the Commission decided to offer salted and unsalted butter on the world market.

A sale was concluded through a Canadian exporter for 4,000 tonnes of especially made unsalted butter during the spring of 1983 for delivery in May and July.

While the world market is primarily for unsalted butter, the Canadian market is for salted butter and hence this is the form in which regular CDC purchases are made. As the world market is specialized, it is difficult to achieve a consistent degree of success unless this were to become a regular part of the Commission's export program. As there is no intention of doing so at this time, future butter exports will depend on pressures from butter production and consumption trends in the domestic market.

Evaporated milk

The world-wide overproduction of milk and the huge inventories of butter and skim milk powder had an indirect negative effect on the evaporated milk market. Evaporated milk prices ceased to increase and in fact dropped by about 15% during the course of 1982/83. Economic difficulties in several of the major importing countries forced them to reduce their purchases and to bargain much harder. Perhaps as critical were the currency fluctuations. With the renewed strength of the American dollar against European currencies and with the Canadian dollar following the American dollar, it lowered the costs of European exports compared to Canada's. This forced the Commission to lower its selling

18

CDC exports of skim milk powder in 1982/83

(thousand tonnes)

Exportations de lait écrémé en poudre de la CCL en 1982-1983

(milliers de tonnes)

Mexico	Mexique	34.00
Algeria	Algérie	18.80
Iran	Iran	18.80
Peru	Pérou	17.66
Canadian International Development Agency	Agence canadienne de développement international	13.84
Other major countries or organizations (Cuba, Nicaragua, Japan, Dominican Republic, Jamaica)	Autres pays importants ou organisations (Cuba, Nicaragua, Japon, République Dominicaine, Jamaïque)	17.16
Others ⁽¹⁾	Autres ⁽¹⁾	21.34
Total	Total	141.60

⁽¹⁾ Principally manufacturers of nutritional mixes to United States, Bangladesh, Barbados, Panama, Venezuela, Guatemala, Trinidad, Virgin Islands, Bermuda, Chile and the Philippines

⁽¹⁾ Principalement les manufacturiers de mélanges nutritionnels pour les États-Unis, le Bangladesh, la Barbade, Panama, le Venezuela, le Guatemala, Trinidad, les Îles Vierges, les Bermudes, le Chili et les Philippines.



prices in order to compete and protect valued markets.

Mexico, previously Canada's biggest customer, completely stopped importing evaporated milk, a value-added product which they consider a luxury, and strictly limited imports of dairy products to those shipped in bulk, either skim milk powder or butteroil. This was prompted partially by the low prices for Mexican oil exports and also by their success in recent years in building a good processing sector to turn basic dairy ingredients into those in demand by the Mexican population (fresh milk, UHT milk, evaporated milk, yogurt, and cheese). It provided them with flexibility when developing their import policy.

Another major importer of evaporated milk and a significant customer for Canadian products in previous years has been Nigeria. It also is dependent on revenues from oil exports but unlike Mexico it has limited processing capacity and consequently the imports of 170 gram evaporated milk are very important. With poor prices and demand for its oil, Nigeria was forced to control imports to essential products only. The placing of evaporated milk imports under licence in February 1983 greatly reduced exports of this product to them ever since. Commission sales through exporters to Nigeria were 484,000 cases.

In Libya, the government did not modify its plans in spite of the world-wide economic crisis and their own oil surplus and continued to import dairy products, in particular evaporated milk. The sales by the Commission to this country increased again in spite of fierce competition from countries in the European Economic Community.

The biggest CDC customer again this year was Algeria. ONACO signed a new supply agreement for 3.8 million cases of evaporated milk with the Commission which enabled Canada to continue to supply about 50% of the Algerian market for evaporated milk in both 1982 and 1983. This is the fifth annual contract with Algeria which indicates the degree of their satisfaction with the Canadian products. In effect, this single contract uses the capacity of three of seven Canadian evaporated milk plants. It involves the loading of a boat with at least 7,000 metric tonnes every month.

Sales of evaporated milk increased to \$111 million in 1982/83 as compared to \$102 million for the preceding year.

Whole milk powder

For the first time the Canadian Dairy Commission fully utilized the new plant built at St. Alexandre in the Lower St. Lawrence region. Equipped with the most recent technology available for processing and canning instant whole milk powder, this plant can produce skim milk or whole milk powder, instant or regular, fortified with vitamins or not, in bulk or in metal cans. In 1982/83, the CDC sold 100% of the production from St. Alexandre to Algeria (570,000

cases) and Guyana (164,760 cases with partial shipments in 1983/84). Further, as a result of a contract signed in May, 1983 the plant will again be fully utilized to full capacity in 1983/84, even though international prices have decreased considerably during the last year due to the world-wide milk surplus. At the start of the 1982/83 dairy year the world price for whole milk powder in 25 kilogram bags was in the range of U.S. \$1,300 — U.S. \$1,400 per tonne f.o.b. This weakened to around U.S. \$1,000 to U.S. \$1,100 per tonne by year end. There was a similar decline in price for whole milk powder in cartons.

The sales of whole milk powder by the Commission increased to \$38 million compared to only \$2.5 million in 1981/82.

Cheese

International trade in cheese is divided into two major categories: trade between nations with developed dairy industries, usually subject to quantitative and/or tariff quotas, at prices which approach internal cheese market prices; and exports of cheese to countries without developed dairy industries. Exports to the latter markets are usually volatile in terms of volumes and returns are generally low due to the structural milk surplus in most dairying nations resulting in strong competition for limited export markets.

Canada has two major export markets for cheese the United Kingdom and the United States. In the years before the United Kingdom joined the EEC, exports of aged cheddar were substantial, about 15,000 tonnes annually. However, due to the application of the EEC variable levy on cheddar, Canadian exports became uncompetitive, and sales were only marginal from 1973 to 1979. In 1979 Canada negotiated a bilateral arrangement with the EEC, as part of the Tokyo Round of the Multilateral Trade Negotiations, which provides for the current access for 2,750 tonnes at a favourable fixed levy.

The other major market for Canadian cheese is the United States. Exports to this country are primarily under quotas which were established in 1980. Canada has access for 833 tonnes of aged cheddar, 1,141 tonnes of specialty cheese and 70 tonnes of swiss cheese. Certain specialty cheese and soft varieties are exempt from US import quotas.

Canada, along with most other dairy nations, restricts cheese imports in support of the national supply management system for industrial milk. Since 1978 the global cheese import quota has been 20.4 thousand tonnes annually. Since 1980, 60% of this total has been reserved for the EEC.

The trade in cheese is summarized in Table 19.

The ratio of cheese imports to exports has been improving although it is nowhere near earlier historic levels. On a calendar year basis, beginning in 1978 the ratio of imports to exports was 9 to 1; 6 to 1; 7 to 1; 4 to 1 and in 1982, 3 to 1.

capacité en 1983-1984, même si les prix internationaux ont baissé considérablement au cours de l'année précédente à cause des surplus mondiaux de lait.

Au commencement de l'année laitière 1982-1983, le prix mondial pour le lait entier en poudre en sacs de 25 kilos variait entre 1 300 \$ US et 1 400 \$ US la tonne f.a.b. Le prix s'est ensuite affaibli pour finalement varier de 1 000 \$ US à 1 100 \$ US la tonne en fin d'année. Le prix du lait entier en poudre en cartons a enregistré une diminution semblable.

Les ventes de lait entier en poudre par la Commission ont augmenté à 38 millions de dollars comparativement à 2,5 millions de dollars en 1981-1982.

Le fromage

Le marché international du fromage est divisé en deux catégories principales: le commerce entre pays dotés d'une bonne industrie laitière, généralement soumis à des quotas tarifaires, à des prix qui se rapprochent des prix en vigueur sur le marché intérieur du fromage, et l'exportation de fromages vers les pays qui ne disposent pas d'une industrie laitière développée. Ces exportations sont généralement irrégulières et les revenus peu élevés à cause des surplus dont disposent la plupart des nations productrices de lait, situation qui donne lieu à une forte

concurrence pour l'obtention de marchés limités.

Le Canada a deux principaux marchés d'exportation pour le fromage: le Royaume-Uni et les États-Unis. Avant l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, les exportations de cheddar vieilli étaient substantielles, atteignant 15 000 tonnes par année. Cependant, l'application par la CEE d'une taxe variable sur le cheddar canadien l'a rendu peu concurrentiel et les ventes ont été marginales de 1973 à 1979. En 1979, le Canada a négocié avec la CEE, dans le cadre du Tokyo Round sur les échanges multilatéraux, une entente bilatérale prévoyant l'imposition d'une taxe fixe sur un volume accessible de 2 750 tonnes de fromage.

L'autre marché important pour le fromage canadien est les États-Unis. Les exportations vers ce pays se font également dans le cadre de la négociation de quotas fixés en 1980. Le Canada place sur ce marché 833 tonnes de cheddar vieilli, 1 141 tonnes de fromages fins et 70 tonnes de fromage suisse. Certaines variétés de fromages fins et mous ne sont pas assujettis à un quota d'importation.

Le Canada, comme la plupart des autres pays producteurs de lait, limite ses importations de fromages soutenant ainsi son système national de gestion des approvisionnements de lait de transformation. Depuis 1978, le quota global d'importation de

19

Cheese exports and imports (tonnes)

Exportations et importations de fromages (tonnes)

Cheese Exports	Exportations de fromage	Dairy Year	Calendar Year
Aged Cheddar Cheese, to:	Cheddar vieilli vers:	Année laitière	Année civile
		1982-1983	1982
United Kingdom	Royaume-Uni	3,388	3,246
United States	États-Unis	384	833
Other countries	autres pays	26	61
Other cheese, to:	Autres fromages à destination de:		
United States	États-Unis	746	715
Other countries	autres pays	171	167
Total Exports	Total des exportations	4,615	5,022
Cheese Imports	Importations de fromage		
All varieties, from:	Toutes les variétés en provenance de:		
Economic European Community (EEC)	Communauté économique européenne (CEE)	11,995	12,253
Non-EEC	autres pays	8,300	8,052
Total imports	Total des importations	20,295	20,305

Canada's annual global cheese import quota of 20.4 thousand tonnes is administered on a calendar year basis.

Le quota global d'importation de fromages de 20,4 mille tonnes par an est réparti sur l'année civile

Dairy Product Assistance program

This is an umbrella program which provides direct financial support to Canadian processors and exporters of dairy products and related products (such as prepared baby food) containing significant amounts of dairy ingredients. It complements the Commission's own efforts to sell dairy products on world markets. Also included in this program is the subsidy paid to processors for skim milk powder sold to Canadian feed manufacturers, described earlier in this report.

Exporters and processors are encouraged to develop and market dairy products directly to foreign customers. This enables products to be sold without entering Commission warehouses which saves on storage, interest and transport. Direct Commission sales of dairy products to foreign markets are mainly confined to large contracts with countries which deal primarily on a government to government basis.

The export of Canadian cheese, for example to the EEC, U.S.A. and other markets, is handled entirely by the private sector. Such sales, however, are only possible with some level of export assistance.

Total financial assistance provided under this program amounted to \$11.1 million during the year, a decrease from the \$13.7 million spent last year. The costs are financed by farmers through levies. The rate of assistance is determined for each product after a review of the returns being achieved for exports of solids non-fat in the form of skim milk powder, and the market conditions in relation to the product being exported.

Dairy product assistance¹

(in 000\$)

Butter	3,141
Skim milk powder	1,711
Animal feed	4,141
Regular	6,401
Evaporated milk	18,401
Others – cheese	18,401
– UHT	18,401
Total	\$ 11,101

¹ Other than skim milk powder for domestic animal feed, the funds were for export assistance.

Specific rates on cheese during 1982/83

United States

July 1, 1982 – Dec. 31, 1982	\$1.04 cheddar
Jan. 1, 1983 – Aug. 31, 1983	\$0.77 cheddar
July 1, 1982 – Jan. 27, 1983	\$0.94 mozzarella
Jan. 28, 1983 – Aug. 31, 1983	\$0.77 mozzarella

On other cheese

Aug. 1, 1982 – Jan. 27, 1983	variable rates depending on the solids non-fat content.
Jan. 28, 1983 – July 31, 1983	\$0.77/kg

United Kingdom

Aug. 1981 – Feb. 1982	\$0.61 per kilo
March 1982 – May 1982	\$0.75 per kilo
June 1982 – July 1982	\$0.77 per kilo

Export assistance was also paid on cheese exports to other countries.

fromages est établi à 204 000 tonnes par an. Depuis 1980, 60 p. cent de ce total est réservé à la Communauté économique européenne.

Le commerce international du fromage se résume au tableau 19.

Le rapport entre les importations et les exportations de fromages s'est amélioré même s'il est encore loin des niveaux qu'on a connus dans le passé. À compter de 1978 et à chaque année civile par la suite, le rapport entre les importations et les exportations n'a cessé de s'améliorer, s'établissant à 9 pour 1, 6 pour 1, 7 pour 1, 4 pour 1 et, en 1982, à 3 pour 1.

Programme d'aide aux produits laitiers

Il s'agit d'un programme parapluie offrant un soutien financier aux transformateurs et aux exportateurs canadiens de produits laitiers et de produits connexes (comme les aliments préparés pour bébés) contenant un pourcentage important de produits laitiers et qui complète les efforts de la Commission pour vendre des produits laitiers sur les marchés mondiaux. Le programme, décrit dans le rapport, comprend en outre la subvention versée aux transformateurs pour le lait écrémé en poudre vendu au secteur de l'alimentation animale.

On encourage les exportateurs et transformateurs à mettre au point des produits laitiers et à les vendre directement aux clients étrangers, sans les entreposer à la Commission afin d'éviter les frais d'entreposage, d'intérêt et de transport. La vente directe de produits laitiers par la Commission sur les marchés étrangers se limite principalement aux gros contrats négociés avec des pays qui traitent avant tout de gouvernement à gouvernement.

L'exportation des fromages canadiens vers la CEE, les États-Unis et d'autres marchés relève entièrement du secteur privé soutenu en cela par une aide à l'exportation.

L'appui financier offert par ce programme a totalisé 11,1 millions de dollars durant l'année, une diminution comparativement aux 13,7 millions de dollars dépensés l'an dernier. Ce sont les retenues imposées aux fermiers qui assurent le financement de ce programme. Par ailleurs, l'importance de l'aide est déterminée pour chaque produit après évaluation des revenus provenant de l'exportation de solides dégraissés sous forme de lait écrémé en poudre et après étude des conditions du marché pour le produit exporté.

Aide sur les produits laitiers¹

(en 000s)

Beurre	33
Lait écrémé en poudre	
Alimentation animale	1 712
Régulier	4 142
Lait concentré	63
Autres – fromage	4 407
– UHT	188
Total	\$ 11 107

¹ Pour les produits autres que le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation animale intérieure, les fonds étaient affectés à l'aide à l'exportation

Taux appliqués aux fromages en 1982-1983

États-Unis

1 ^{er} juil. 1982 au 31 déc. 1982	1,04\$ pour le cheddar
1 ^{er} janv. 1983 au 31 août 1983	0,77\$ pour le cheddar
1 ^{er} juil. 1982 au 27 janv. 1983	0,94\$ pour le mozzarella
28 janv. 1983 au 31 août 1983	0,77\$ pour le mozzarella

Autres fromages

1 ^{er} août 1982 au 27 janv. 1983	le taux pour les autres fromages a varié en fonction de la teneur en solides non gras
28 janv. 1983 au 31 juil. 1983	0,77\$ le kilo

Royaume-Uni

août 1981 à fév. 1982	61,7 cents le kilo
mars 1982 à mai 1982	75 cents le kilo
juin 1982 à juil. 1982	77 cents le kilo

Les exportations de fromage à destination d'autres pays ont également bénéficié d'aide à l'exportation.

Consultative Committee to the Canadian Dairy Commission

Comité consultatif de la Commission canadienne du lait

The nine member Committee is appointed by the Minister of Agriculture to provide the CDC with advice on dairy product processing and marketing. The membership includes representation from farmers, processors, wholesalers, retailers and consumers.

The two meetings held in 1982/83 continued to focus on the consumption of dairy products in Canada.

Considerable effort was made to learn more about the food service industry and to explore means of increasing consumption and utilization of dairy products in this important sector.

The Committee examined the possibilities for increased skim milk powder use in Canada and focused in particular on the bakery industry. During its review of import controls, the Committee expressed concern about imports of skim milk powder, whey powder, liquid whey, whey protein concentrates, cheese and animal feed mixtures. The Commission was asked to undertake a detailed study and evaluation of the issues.

There was also a study regarding the nutrition information available to consumers and consideration of the importance being given to dairy products in a well balanced diet for Canadians.

Le comité de neuf membres nommés par le ministre de l'Agriculture est chargé de conseiller la CCL en matière de transformation et de mise en marché des produits laitiers. Ce comité comprend des représentants des producteurs, des transformateurs, des grossistes, des détaillants et des consommateurs.

Les deux réunions tenues en 1982-1983 ont de nouveau porté sur la consommation de produits laitiers au Canada.

Le comité s'est beaucoup intéressé à l'industrie de l'alimentation et il a cherché les moyens d'accroître la consommation et l'utilisation de produits dans ce secteur.

Les membres du comité ont également étudié les possibilités d'augmenter l'utilisation du lait écrémé en poudre, plus particulièrement dans l'industrie de la boulangerie. Lors de l'examen des contrôles à l'importation, le comité s'est dit préoccupé par l'importation de lait écrémé en poudre, de lactosérum en poudre, de lactosérum liquide, de concentré protéique de lactosérum, de fromages et de mélanges d'aliments destinés aux animaux. On a confié à la Commission la mission d'entreprendre une étude détaillée de ces questions et de les évaluer.

Enfin, le comité a entrepris une étude de l'information sur la nutrition accessible aux consommateurs et de l'importance accordée aux produits laitiers dans un régime alimentaire équilibré pour les Canadiens.

Chairman: Président:

Claude Chevalier

Members: Membres:

Victoria Billingsley
Jacques Boucher
Raynald Giroux
François Goulet
Neil Gray
Kenneth McKinnon
Dwight Stacey
Eugene Vallée

There are three (3) commissioners with a support staff compliment of seventy-one (71). The offices are located in Ottawa.

La Commission compte trois (3) commissaires et un personnel de soutien de soixante-et-onze (71) personnes. Ses bureaux sont situés à Ottawa.

Commissioners/Commissaires

Chairman/Président	Gilles Choquette
Vice Chairman/Vice-président	Elwood Hodgins
Commissioner/Commissaire	Clifford McIsaac

Senior Commission Personnel/Cadres supérieurs de la Commission

Senior Policy Advisor/Conseiller sénior en politique laitière	Charles Birchard
Chief Economist/Économiste en chef	Erik Kramar
Director, Finance/Directeur des finances	Paul Simard
Audit Manager/Chef de la vérification	Laval Pagé
Director, International Marketing/Directeur de la mise en marché internationale	Jocelyn Comtois
Director, Domestic Marketing/Directeur de la mise en marché intérieure	Denis Renaud
Director, Market Operations/Directeur des transactions commerciales	Lorne Marcellus
Director, Subsidy Operations/Directeur, administration des subsides	Richard Labossière
Director, Legal Services/Directeur, services juridiques	Jean-Paul Fortin
Director, Information Services/Directeur de l'information	Rowan Lalonde
Executive Assistant to the Chairman/Adjointe exécutive du président	Denyse Dignard





Financial review

The Financial Statements which follow were prepared by the Commission and audited by the Auditor General of Canada.

The Commission wishes to draw to your attention that its operations are financed by the Government of Canada and the dairy farmers of Canada. Accordingly, to highlight the sources of financing, two operating statements both on a dairy year basis have been prepared to account for these funds and related expenditures.

i) The statement of Dairy Support Program Operations highlights the total financing provided by the Government of Canada which amounted to \$309.9 million for the current year compared to \$302.4 million for 1981/82. This fund was used to finance payment of direct subsidies of \$270.9 million to dairy producers, \$33 million to finance expenses related to the Price Support Program which is made up of interest on loans, storage, handling and transportation charges for the products bought under the offer-to-purchase program. The increase in expenses of \$7.2 million (\$33 million for 1982/83 compared to \$25.8 million for 1981/82) is mainly due to the increased interest charges which were attributable to higher loan levels and interest rates. Other expenses amounting to \$6 million were mainly made up of salaries, office expenses, travel and the dairy product and market research program.

ii) The statement of Marketing Operations accounts for the cost incurred in disposing of surplus dairy products on the domestic (butter only) and world markets (mainly skim milk powder and whole milk products). The cost of disposing surplus products are financed by the dairy producers through the payment of levies. This year the total cost of exports of surplus dairy products amounted to \$256.1 million compared to \$195.5 million for 1981/82, reflecting an increase of \$60.6 million which is attributable directly to increased export sales of surplus dairy products and lower world prices of skim milk powder and whole milk products.

Levies amounting to \$270.8 million were received during the year compared to \$169.9 million for 1981/82, an increase of \$100.9 million. This was utilized to cover the deficit of \$16.1 million of 1981/82, to finance additional export costs of \$60.6 million for the current year and nonpayment of \$16.1 million in levies from British Columbia, leaving a surplus of \$7.1 million at the end of dairy year 1982/83.

The notes and schedules A to E have been attached to the Financial Statements to further supplement the various financial information.

Financial position

The overall financial position has improved slightly compared to the preceding year. Trade accounts receivable has increased to \$51.8 million compared to \$19.0 million last year; the increase of \$32.8 million is basically due to increased sales and extended credit terms.

Receivables from the Government of Canada increased to \$79 million compared to \$54.4 million in 1981/82. The increase of \$24.6 million is attributable to accrued interest on loans, subsidies payable to British Columbia but not drawn, and increased carrying charges.

Levies receivable from producers rose to \$98.0 million as compared to \$47.5 million for the preceding year. The increase is mainly due to the increase in overall levies for the current fiscal year. The value of inventories as at July 31, 1983 have decreased to \$129.5 million from \$175.2 million a year ago. The decrease is mainly due to greater export sales of skim milk powder and whole milk products whereas the butter inventory remained almost the same as last year.

The increase in loan advances from the Government of Canada to \$231.8 million as compared to \$206.9 million in 1981/82 is largely due to higher purchases towards the end of the year and increased credit sales.

Improvement in accountability and internal controls

The installation of a mini-computer has been completed this year and has resulted in the prompt processing of information, particularly of sales and purchase of products. However, as certain operating procedures must still be refined, most of the manual systems are still maintained for accurate accountability. It is hoped the system will be fully operative by the end of the 1984-85 dairy year.

Various recommendations made by the Auditor General in comprehensive and regular audits either have been implemented or are in the process of being implemented in coordination with the Office of the Comptroller General.

The Commission has its own staff of internal auditors. Through the Audit Committee, the Commission meets regularly with the auditors and management of various departments to review the internal audit reports and to seek management commitment and feed-back on the implementation of suggested controls and procedures.

Les états financiers qui suivent ont été préparés par la Commission et vérifiés par le Vérificateur général du Canada.

La Commission attire votre attention sur le fait que ses activités sont financées par le gouvernement du Canada et par les producteurs laitiers du Canada. C'est pourquoi deux états financiers distincts, établis d'après l'année laitière, ont été préparés pour rendre compte des revenus et des dépenses rattachées à chaque source de financement.

i) Le sommaire des activités du programme d'aide aux producteurs laitiers fait état de l'ensemble du financement fourni par le gouvernement du Canada, c'est-à-dire 309,9 millions de dollars pour l'année courante, comparativement à 302,4 millions de dollars en 1981-1982. Ces fonds ont servi à financer le paiement de subventions directes s'élevant à 270,9 millions de dollars aux producteurs laitiers et à financer des dépenses de 33 millions de dollars relatives au programme de soutien des prix comprenant l'intérêt sur les prêts, l'entreposage, la manutention et les frais de transport des produits achetés en vertu du programme d'offre d'achat. L'augmentation des dépenses de 7,2 millions de dollars portant le total à 33 millions de dollars pour 1982-1983 comparativement à 25,8 millions de dollars pour 1981-1982, provient surtout de l'augmentation des frais d'intérêt associés à des prêts plus importants à des taux élevés. D'autres dépenses atteignant 6 millions de dollars comprennent les salaires, les dépenses de bureau, les déplacements et le programme de recherche sur les produits laitiers et les marchés.

ii) Le sommaire des activités de mise en marché rend compte des coûts de liquidation des stocks de produits laitiers sur le marché intérieur (beurre seulement) et sur les marchés mondiaux (surtout le lait écrémé en poudre et les produits de lait entier). Ces coûts sont financés par les producteurs laitiers à qui on impose des retenues. Cette année, le coût total d'exportation des surplus de produits laitiers s'est élevé à 256,1 millions de dollars comparativement à 195,5 millions de dollars en 1981-1982. L'augmentation de 60,6 millions de dollars est directement attribuable à l'accroissement des ventes à l'exportation des surplus de produits laitiers et à des prix mondiaux plus bas pour le lait écrémé en poudre et les produits de lait entier.

Les retenues ont rapporté 270,8 millions de dollars par rapport 169,9 millions de dollars en 1981-1982, soit une augmentation de 100,9 millions de dollars. Cette somme a servi à absorber le déficit de 16,1 millions de dollars de 1981-1982, à financer des coûts d'exportation supplémentaires de 60,6 millions de dollars pour l'année en cours et à compenser des retenues de 16,1 millions de dollars que la Colombie-Britannique devait verser. Ce qui laisse un surplus de 7,1 millions de dollars à la fin de l'année laitière 1982-1983.

Les notes et les annexes A à E ont été jointes aux états financiers pour compléter les différentes informations financières.

Situation financière

La situation financière s'est sensiblement améliorée par rapport à l'année précédente. Les comptes clients ont atteint 51,8 millions de dollars comparativement à 19 millions de dollars l'an passé. Cette hausse de 32,8 millions de dollars découle essentiellement de l'augmentation des ventes et de l'extension des délais de crédit.

Les comptes à recevoir du gouvernement du Canada ont augmenté pour atteindre 79 millions de dollars comparativement à 54,4 millions de dollars en 1981-1982. L'augmentation de 24,6 millions de dollars est attribuable à un intérêt accru sur les prêts, aux subventions payables mais non versées à la Colombie-Britannique et à l'augmentation des frais de financement.

Les retenues à recevoir des producteurs ont atteint 98 millions de dollars comparativement à 47,5 millions pour l'année précédente. L'augmentation est due principalement à l'augmentation de l'ensemble des retenues pour l'année financière courante. Le 31 juillet 1983, la valeur des stocks était de 129,5 millions de dollars, en baisse par rapport aux 175,2 millions de dollars l'année précédente. Cette diminution résulte principalement de ventes à l'exportation plus importantes de lait écrémé en poudre et de produits de lait entier, alors que les stocks de beurre demeuraient sensiblement au même niveau qu'au cours de l'année précédente.

L'augmentation des avances sur les prêts du gouvernement du Canada, qui sont passées de 231,8 millions de dollars à 206,9 millions de dollars en 1981-1982, tient surtout à des achats plus importants vers la fin de l'année et à des ventes à crédit plus nombreuses.

Amélioration de la comptabilité et des contrôles internes

L'installation d'un mini-ordinateur cette année a permis d'accélérer le traitement des données, particulièrement pour l'achat et la vente de produits. Cependant, en attendant la mise au point de certaines procédures, on a recours aux procédures manuelles pour assurer un meilleur contrôle comptable. Le système informatisé devrait être opérationnel à la fin de l'année laitière 1984-1985.

Certaines des recommandations faites par le Vérificateur général lors de vérifications intégrées et régulières ont été appliquées ou sont en voie de l'être en collaboration avec le Bureau du Contrôleur général.

La Commission a sa propre équipe de vérificateurs internes. Le Comité de vérification de la Commission rencontre régulièrement les vérificateurs et les gestionnaires des divers services pour revoir les rapports de vérification interne et connaître les engagements et la réaction des gestionnaires face à l'implantation des méthodes et des contrôles suggérés.



Financial Statements 1982/83

Report to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1983

Auditor's Report

The Honourable Eugene Francis Whelan, P.C., M.P.
Minister of Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1983 and the statements of dairy support program operations financed by Government of Canada, marketing operations financed by producers, surplus and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Commission as at July 31, 1983 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Commission, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers except that producer levies have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission.



Kenneth M. Dye, F.C.A.
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
December 22, 1983

États financiers 1982/83

Rapport au ministre de l'Agriculture sur la vérification des comptes et des états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1983

Rapport du Vérificateur

L'honorable Eugene Francis Whelan, C.P., député
Ministre de l'Agriculture

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1983 ainsi que l'état des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada, l'état des résultats de la commercialisation financée par les producteurs, l'état du surplus et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 juillet 1983 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires à l'exception du fait que les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlement et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 22 décembre 1983

Balance Sheet
as at July 31, 1983

Bilan
au 31 juillet 1983

		(in/en 000s)	
Assets	Actif	1983	1982
Accounts receivable	Débiteurs		
Trade	Clients	\$ 51,778	\$ 18,999
Government of Canada	Gouvernement du Canada	79,041	54,380
Producer levies	Cotisations des producteurs	97,981	47,479
Inventories (Note 3)	Stocks (note 3)	129,508	175,220
Prepaid expense	Frais payés d'avance	2,182	—
		<u>\$ 360,490</u>	<u>\$ 296,078</u>
Liabilities and Surplus	Passif et Surplus		
Accounts payable and accrued liabilities	Créditeurs et passif couru	\$ 57,255	\$ 41,830
Allowance for losses on commitments (Note 4)	Provision pour les pertes sur les engagements (note 4)	7,849	13,250
Subsidies payable to producers	Subventions à payer aux producteurs	56,486	50,199
Loans from Government of Canada (Note 5)	Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	231,767	206,940
		353,357	312,219
Surplus (deficit)	Surplus (déficit)	7,133	(16,141)
		<u>\$ 360,490</u>	<u>\$ 296,078</u>

Approved by the Commission:

Approuvé par la Commission:

Chairman

le Président

Gilles Choquet

Vice-Chairman

le Vice-président

Elwood Hodgins

Director of Finance

le Directeur des finances

Paul Simard

Statement of Surplus
for the year ended
July 31, 1983

État du surplus
pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1983

		(in/en 000s)	
		1983	1982
Balance (deficit) at beginning of year	Solde (déficit) au début de l'exercice	\$ (16,141)	\$ 9,404
Excess (deficiency) of financing over cost of marketing operations	Excédent (insuffisance) du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	23,274	(25,545)
Balance (deficit) at end of year	Solde (déficit) à la fin de l'exercice	<u>\$ 7,133</u>	<u>\$ (16,141)</u>

**Statement of Dairy Support
Program Operations
Financed by
Government of Canada**
for the year ended
July 31, 1983

**État des résultats du
programme de soutien laitier
financé par le
gouvernement du Canada**
pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1983

		(in/en 000s)	
		1983	1982
Subsidies to producers of industrial milk and cream (Schedule A)	Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	\$ 270,851	\$ 271,438
Expenses related to marketing operations	Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Interest on loans from Government of Canada	Intérêt sur les emprunts auprès du gouvernement du Canada	30,819	17,410
Storage	Entreposage	5,547	3,749
Freight	Fret	4,588	3,101
Handling	Manutention	1,221	977
Miscellaneous	Frais divers	1,107	599
		43,282	25,836
Deduct: Expenses transferred to marketing operations	Déduire: Frais virés aux opérations de la commercialisation	10,282	—
Administrative expenses (Schedule B)	Frais d'administration (tableau B)	4,339	3,634
Research	Recherche	1,694	1,470
Cost of dairy support program operations	Coût des opérations du programme de soutien laitier	<u>\$ 309,884</u>	<u>\$ 302,380</u>
Financing by Government of Canada (Note 6)	Financement par le gouvernement du Canada (note 6)		
Agricultural Stabilization Board	Office de stabilisation des prix agricoles	\$ 303,851	\$ 297,270
Parliamentary appropriation	Crédit parlementaire	5,769	4,828
Government departments which provided services without charge	Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	264	282
		<u>\$ 309,884</u>	<u>\$ 302,380</u>

**Statement of Marketing
Operations
Financed by Producers**
for the year ended
July 31, 1983

**État des résultats de la
commercialisation
financée par les producteurs**
pour l'exercice terminé le
31 juillet 1983

		(in/en 000s)	
		1983	1982
Sales	Ventes	\$ 393,151	\$ 312,185
Cost of goods sold	Coût des ventes	617,363	478,136
Loss on sales	Perte sur les ventes	224,212	165,951
Expenses and assistance	Frais et aide		
Export and domestic assistance	Aide à l'exportation et aide domestique	11,107	13,724
Provision for losses on commitments (Note 4)	Provision pour les pertes sur les engagements (note 4)	(5,405)	5,690
Capital assistance (Note 7)	Aide en capital (note 7)	5,407	5,083
Carrying charges	Frais de mise en marché	4,919	2,808
Agents' commissions (Note 8)	Commission à des agents (note 8)	4,803	2,204
Advertising and promotion (Note 11)	Annonces et réclame (note 11)	789	—
		21,620	29,509
Add: Expenses transferred from dairy support program operations	Ajouter: Frais virés des opérations du programme du soutien laitier	10,282	—
		31,902	29,509
Cost of marketing operations before financing	Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	256,114	195,460
Producer levies (Note 6)	Cotisations des producteurs (note 6)		
Industrial milk (Schedule C)	Lait industriel (tableau C)	264,041	162,138
Fluid milk (Schedule D)	Lait à l'état naturel (tableau D)	6,799	7,777
		270,840	169,915
Government of Canada (Notes 6 and 10)	Gouvernement du Canada (notes 6 et 10)	8,548	—
		279,388	169,915
Excess (deficiency) of financing over cost of marketing operations (Schedule E)	Excédent (insuffisance) du financement sur le coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	\$ 23,274	\$ (25,545)

**Statement of Changes in
Financial Position**
for the year ended
July 31, 1983

**État de l'évolution de la
situation financière**
pour l'exercice terminé le
31 juillet 1983

		(in/en 000s)	
Source of funds	Provenance des fonds	1983	1982
Excess of financing over cost of marketing operations	Excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	\$ 23,274	\$ —
Loans from Government of Canada	Emprunts auprès du gouvernement du Canada	425,479	423,169
Decrease in inventories	Diminution des stocks	45,712	—
Increase in other liabilities	Augmentation des autres montants créditeurs	16,311	—
Decrease in accounts receivable	Diminution des comptes débiteurs	—	10,323
Decrease in prepaid capital assistance	Diminution de l'aide en capital versée à l'avance	—	5,925
		<u>\$ 510,776</u>	<u>\$ 439,417</u>
Application of funds	Utilisation des fonds		
Deficiency of financing over cost of marketing operations	Insuffisance du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	\$ —	\$ 25,545
Loans repaid to Government of Canada	Emprunts remboursés au gouvernement du Canada	400,652	321,576
Increase in accounts receivable	Augmentation des comptes débiteurs	107,942	—
Prepaid expense	Frais payés d'avance	2,182	—
Increase in inventories	Augmentation des stocks	—	71,780
Decrease in other liabilities	Diminution des autres montants créditeurs	—	20,516
		<u>\$ 510,776</u>	<u>\$ 439,417</u>
Funds are defined as assets less liabilities and surplus.	Les fonds se définissent comme étant l'actif moins le passif et le surplus.		

1. Objectives and operations

The objectives of the Commission, as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67, are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality".

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, including all losses on special export production under the export quota program, and for marketing costs attributable to surplus production.

Any surplus at year end up to \$10 million is not to be refunded to producers nor taken into account when setting levy rates for the following year. The treatment of any excess over \$10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

2. Significant accounting policies

Each asset, liability, revenue or expense arising from a foreign currency transaction is translated into Canadian dollars at the exchange rate in effect at the date of transaction. Monetary items denominated in a foreign currency at the balance sheet date are adjusted to reflect the exchange rate in effect at that date. Any exchange loss or gain, arising on translation or settlement of a foreign currency item, is charged to marketing operations financed by producers.

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.

Acquisition of furniture and equipment is charged to administrative expenses in the year of purchase.

Losses on commitments to purchase surplus butter and skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices, which are usually higher than export prices, are charged to marketing operations financed by producers at the time the commitment is made.

Objectifs et opérations

Les objectifs de la Commission, ainsi qu'établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-1967, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, y compris toutes les pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation en vertu du programme du quota à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire.

Tout surplus à la fin de l'exercice jusqu'à concurrence de \$10 millions ne peut être remboursé aux producteurs et cela par tout rajustement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à \$10 millions doit être établie par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

Conventions comptables importantes

Tout élément d'actif, de passif, de revenu ou dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte de change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

L'acquisition de mobilier et de matériel est imputée aux frais d'administration de l'exercice d'achat.

Les pertes provenant des engagements envers l'achat des surplus de beurre et de poudre de lait écrémé au prix canadien de soutien et les autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, à la date où l'engagement est pris.

		(in/en 000s)	
3. Inventories	Stocks	1983	1982
Butter	Beurre	\$ 101,749	\$ 100,971
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre	15,156	58,788
Other dairy products	Autres produits laitiers	12,603	15,461
		<u>\$ 129,508</u>	<u>\$ 175,220</u>

Inventories have been adjusted as follows:

Butter

Prices for surplus butter on the export market are lower than on the domestic market, resulting in the net realizable value of the inventory as at July 31, 1983 being \$24,710,000 (1982 — \$12,120,000) less than the Canadian support price.

Skim milk powder

Prices for surplus skim milk powder on the export market are lower than on the domestic market, resulting in the net realizable value of the inventory as at July 31, 1983 being \$24,391,000 (1982 — \$63,064,000) less than the Canadian support price.

Other dairy products

The inventory of other dairy products includes evaporated milk, whole milk powder and unsalted butter, and as at July 31, 1983 the net realizable value was \$2,507,000 (1982 — \$3,579,000) less than cost.

4. Commitments

As at July 31, 1983, the Commission was committed to purchase butter and skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices produced prior to July 31, 1983, for approximately \$14,566,000 (1982 — \$26,063,000). Losses which may result from these purchases at higher than export prices have been estimated at approximately \$7,849,000 (1982 — \$13,254,000) requiring a reduction in the provision during the year of \$5,405,000 (1982 — increase \$5,690,000) which has been credited to marketing operations financed by producers.

Les stocks ont été rajustés comme il suit:

Beurre

Les prix sur le marché à l'exportation du beurre en surplus sont inférieurs à ceux du marché domestique, de sorte que la valeur de réalisation nette des stocks au 31 juillet 1983 est \$24,710,000 (\$12,120,000 en 1982) de moins que le prix canadien de soutien.

Lait écrémé en poudre

Les prix sur le marché à l'exportation du lait écrémé en poudre sont inférieurs à ceux du marché domestique, de sorte que la valeur de réalisation nette des stocks au 31 juillet 1983 est \$24,391,000 (\$63,064,000 en 1982) de moins que le prix canadien de soutien.

Autres produits laitiers

Les stocks d'autres produits laitiers comprennent du lait évaporé, du lait entier en poudre et du beurre non salé et la valeur de réalisation nette au 31 juillet 1983 était \$2,507,000 (\$3,579,000 en 1982) de moins que le coût d'acquisition.

Engagements

Au 31 juillet 1983, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers fabriqués avant le 31 juillet 1983 à des prix négociés par contrats, pour environ \$14,566,000 (\$26,063,000 en 1982). Les pertes qui pourraient découler de ces achats, à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ \$7,849,000 (\$13,254,000 en 1982), nécessitant une réduction de la provision de \$5,405,000 (\$5,690,000 en 1982) pendant l'exercice, ce qui a été crédité aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

5. Loans from Government of Canada

These loans are to finance the purchase of dairy products and bear interest rates varying from 9.25% to 9.625% per annum (1982 — 14% to 18.375%). There are no specific terms of repayment and interest, calculated on a simple basis, is paid at the time of any principal repayment.

Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Les emprunts servent à financer l'achat de produits laitiers et portent des taux d'intérêt qui varient de 9.25% à 9.625% par année (14% à 18.375% en 1982). Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital.

6. Financing

Government of Canada

The Agricultural Stabilization Board, through Vote 15, provides financing to the Commission for the benefit of producers for the purpose of stabilizing the price of industrial milk and cream. During the year ended July 31, 1983, financing for this purpose amounted to \$312.4 million, of which \$303.9 million was credited to dairy support program operations and \$8.5 million (see Note 10) was credited to marketing operations. Financing of \$6.2 million is still awaiting approval by the government. Should this funding not be approved, there will be an additional \$6.2 million in expenses transferred to marketing operations from the dairy support program operations during the year ended July 31, 1984.

Administrative and research expenses are financed by Agriculture Vote 40 which lapsed \$365,000 (1982 – \$693,000). Some government departments also provided services without charge.

Producers

Costs incurred by the Commission in the disposal of surplus dairy products and other marketing programs, including animal feed, export and capital assistance and interest expense and carrying charges in excess of the government's maximum commitment of \$33 million are financed by the producers through payment of levies which are collected by the provincial marketing boards and agencies and remitted to the Commission. Levies are calculated based on shipments of industrial milk.

Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1983, le financement pour cette fin s'est élevé à \$312.4 millions, dont \$303.9 millions ont été crédités aux opérations du programme de soutien laitier et \$8.5 millions (voir la note 10) ont été crédités aux opérations de la commercialisation. Le financement d'un montant de \$6.2 millions est en attente d'une autorisation du gouvernement. Si ce financement n'était pas approuvé, il y aurait un montant en plus de \$6.2 millions de frais à virer aux opérations de la commercialisation en provenance des opérations du programme de soutien laitier pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1984.

Les frais d'administration et de recherche sont financés par le crédit 40 – Agriculture dont \$365,000 sont devenus périmés (\$693,000 en 1982). Certains ministères du gouvernement ont aussi fourni gratuitement des services.

Producteurs

Les coûts encourus par la Commission lors de l'aliénation des produits laitiers en surplus et les autres programmes de commercialisation, comprenant l'alimentation animale, l'aide à l'exportation et à l'investissement, les frais d'intérêt et les frais reliés à la commercialisation au-delà du maximum de \$33 millions auquel le gouvernement s'est engagé, sont financés par les producteurs au moyen de cotisations prélevées par les agences provinciales et remises à la Commission. Les cotisations sont calculées sur les livraisons de lait industriel.

7. Capital assistance

In a program to export whole milk products, equivalent to about 10% of Canadian requirements or a maximum of 4.4 million hectolitres of milk as agreed by the Canadian Milk Supply Management Committee and Government, the Commission has contributed to the construction of two processing plants for evaporated milk and one processing plant for instantized whole milk powder.

The capital assistance, totalling \$22.7 million, commenced in 1980. This cost is estimated to be reduced to \$17.7 million over a period of six years from 1980 through the recovery of the residual value of the plant and equipment, including a reduction in price for a maximum number of cases to be purchased, and grants from the Government of Canada and provincial governments.

8. Agents' commissions

The Commission has used the services of agents for sales in connection with marketing of dairy products on the export market and commissions were as follows:

Aide en capital

À l'intérieur d'un programme visant l'exportation de produits de lait entier, lequel représente environ 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions d'hectolitres de lait et à la suite de l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du gouvernement, la Commission a contribué à la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et une usine de transformation pour le lait entier en poudre dit "instant".

L'aide en capital de \$22.7 millions a débuté en 1980. Ce coût selon l'estimation effectuée sera réduit à \$17.7 millions sur une période de six ans à compter de 1980 grâce à la récupération de la valeur résiduelle des usines et du matériel, y compris une réduction du prix d'achat pour un maximum de caisses à acheter, et les octrois en provenance des gouvernements provinciaux et fédéral.

Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la commercialisation de produits laitiers sur le marché d'exportation et les commissions furent celles qui suivent:

		(in/en 000s)	
		1983	1982
Coop Fédérée du Québec, Canada	Coop Fédérée du Québec, Canada	\$ 3,804	\$ 1,458
Gestion Y. Dessarrollo – Commercial S.A., Peru	Gestion Y. Dessarrollo – Commercial S.A., Pérou	510	34
Intercontinental, Mexico	Intercontinental, Mexique	223	695
Canada Expa (1980) Inc., Canada	Canada Expa (1980) Inc., Canada	212	17
L&M Exports Inc., Canada	L. & M. Exports Inc., Canada	54	—
		<u>\$ 4,803</u>	<u>\$ 2,204</u>

9. Contingent liability

An account receivable amounting to \$42 million plus interest due over a nine month period has been discounted with a commercial bank with recourse. Accordingly, the Commission will be liable, under the terms of the discount contract, to the bank for the amount of receivable discounted in the event that the customer does not meet its commitment. However, in the opinion of management, the likelihood that the customer will not meet its obligation is remote, as the payments are now being received in accordance with an agreed schedule.

10. British Columbia Milk Board

In July, 1982, the British Columbia Milk Board notified the Commission of its intention to withdraw from the Comprehensive Milk Marketing Plan. During the year ended July 31, 1983, the Board remitted \$3.7 million in levies to the Commission, whereas full levies on milk production in British Columbia would have amounted to \$16.1 million. The difference was partially financed by the Government of Canada in the amount of \$8.5 million, which was equivalent to the subsidies which would have been paid on industrial milk production in British Columbia. This amount has been credited to marketing operations financed by producers, as these funds were provided to achieve the objectives of the Commission. The remaining balance of \$3.9 million has not been financed.

11. Ice cream and cream promotion

The Commission has been authorized by the Canadian Milk Supply Management Committee to contribute up to \$4.5 million towards the promotion of ice cream and cream undertaken by the Dairy Bureau of Canada. To date, \$789,000 has been paid and charged to marketing operations financed by producers.

Passif éventuel

Un compte débiteur s'élevant à \$42 millions plus les intérêts portant sur une période de neuf mois a été escompté auprès d'une banque commerciale avec un droit de recours. Par conséquent, selon les termes du contrat d'escompte, la Commission sera passible envers la banque du montant ainsi escompté, dans l'éventualité où le client ne respecterait pas son engagement. Toutefois, la direction est d'avis que cette éventualité est éloignée, d'autant plus que les paiements se font présentement selon les échéances convenues.

Bureau laitier de la Colombie-Britannique

En juillet 1982, la Colombie-Britannique signifiait à la Commission son intention de se retirer du plan commun de mise en marché. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1983, le Bureau a remis \$3.7 millions en cotisations à la Commission, alors que la totalité des cotisations applicables à la production laitière de la Colombie-Britannique s'élevait à \$16.1 millions. La différence a été partiellement financée par le gouvernement du Canada d'un montant de \$8.5 millions, ce qui est l'équivalent des subventions qui auraient été payées sur la production de lait industriel de la Colombie-Britannique. Ce montant a été crédité aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, étant donné que ces fonds étaient fournis pour répondre aux objectifs de la Commission. Le solde de \$3.9 millions n'a pas été financé.

Réclame pour la crème et la crème glacée

La Commission a été autorisée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait à contribuer jusqu'à \$4.5 millions à la réclame pour la crème et la crème glacée entreprise par le Bureau laitier du Canada. À ce jour, \$789,000 ont été versés et imputés aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

Schedule A

**Subsidies to Producers
of Industrial Milk and Cream**
for the year ended
July 31, 1983

Tableau A

**Subventions aux producteurs de lait et
de crème utilisés à des fins industrielles**
pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1983

		Eligible Shipments Livraisons admissibles (in/en 000s kg)		Subsidies Subventions (in/en 000s)	
		1983	1982	1983	1982
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	3,194	3,071	\$ 5,350	\$ 5,145
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	2,085	2,050	3,493	3,434
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	2,168	2,069	3,632	3,465
Quebec	Québec	79,087	77,768	132,470	130,261
Ontario	Ontario	53,236	50,798	89,171	85,080
Manitoba	Manitoba	6,379	6,107	10,684	10,230
Saskatchewan	Saskatchewan	4,353	4,071	7,291	6,819
Alberta	Alberta	11,168	10,539	18,706	17,652
British Columbia	Colombie-Britannique	32	5,580	54	9,340
		<u>161,702</u>	<u>162,053</u>	<u>\$ 270,851</u>	<u>\$ 271,438</u>

Schedule B

Administrative Expenses
for the year ended
July 31, 1983

Tableau B

Frais d'administration
pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1983

		(in/en 000s)	
		1983	1982
Salaries	Traitements	\$ 1,781	\$ 1,494
Professional and special services	Services professionnels et spéciaux	895	526
Transportation and communications	Transport et communications	482	438
Data processing and cheque issue services	Services de traitement des données et d'émission des chèques	264	282
Other personnel costs	Autres coûts au titre du personnel	195	180
Remuneration of members of the Commission	Rémunération des membres de la Commission	182	160
Rentals	Locations	161	179
Acquisition of furniture and equipment	Acquisitions de mobilier et de matériel	139	149
Audit Services Bureau fees	Honoraires du Bureau des services de vérification	99	103
Utilities, materials and supplies	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	89	56
Repairs and maintenance	Réparations et entretien	13	8
Miscellaneous	Frais divers	39	59
		<u>\$ 4,339</u>	<u>\$ 3,634</u>

Schedule C

Producer Levies on Industrial Milk for the year ended July 31, 1983

		Milk Shipments Livraison de lait (in/en 000s litres)	
		1983	1982
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	80,478	85,055
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	53,151	58,402
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	50,651	49,445
Quebec	Québec	2,292,874	2,320,873
Ontario	Ontario	1,352,847	1,356,382
Manitoba	Manitoba	150,690	151,105
Saskatchewan	Saskatchewan	95,147	89,105
Alberta	Alberta	268,419	259,240
British Columbia	Colombie-Britannique	166,916	164,277
		<u>4,511,173</u>	<u>4,533,884</u>

Tableau C

Cotisations des producteurs sur le lait industriel pour l'exercice terminé le 31 juillet 1983

		Producer Levies Cotisations des producteurs (in/en 000s)		Export Exportation	
		In Quota À l'intérieur du quota			
		1983	1982	1983	
		\$ 3,806	\$ 2,494	\$ 301	\$
		2,468	1,612	194	
		2,253	1,511	201	
		106,750	69,480	8,502	
		62,726	40,938	4,968	
		7,190	4,567	571	
		4,665	2,718	374	
		12,365	7,907	1,055	
		550	4,821	—	
		<u>\$ 202,773</u>	<u>\$ 136,048</u>	<u>\$ 16,166</u>	<u>\$</u>

Quota quota		Total Total	
1983	1982	1983	1982
517	\$ 683	\$ 4,624	\$ 3,388
668	1,138	3,330	2,888
-	—	2,454	1,511
263	8,646	137,515	84,039
503	2,901	85,197	47,347
960	275	8,721	4,842
-	—	5,039	2,718
-	—	13,420	7,907
191	1,369	3,741	7,498
102	\$ 15,012	\$ 264,041	\$ 162,138

Schedule D

**Producer Levies on
Fluid Milk**
for the year ended
July 31, 1983

Sales
Ventes
(in/en 000s litres)

1983	1982	1983	1982
13,109	13,360	\$ 40	\$ 40
112,285	112,684	350	321
69,239	69,051	209	211
641,433	631,643	1,876	1,890
955,372	979,158	2,936	2,961
102,362	103,347	311	315
96,969	96,016	285	282
261,372	267,057	792	808
304,135	312,550	—	949
2,556,276	2,584,866	\$ 6,799	\$ 7,777

Tableau D

**Cotisations des
producteurs sur le lait
à l'état naturel**
pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1983

Producer Levies*
Cotisations des producteurs*
(in/en 000s)

* Calculated at 5% of
subsidy rate of \$6.03
per hectolitre of sales.

* Calculées à 5% du
taux de subvention
de \$6.03 par
hectolitre de ventes.

Schedule E

**Marketing Operations Financed
by Producers**
for the year ended
July 31, 1983

Tableau E

**Résultats de la commercialisation
financée par les producteurs**
pour l'exercice terminé
le 31 juillet 1983

		1983 (in/en 000s)				
		Domestic Domestique	Export Exportation			Total
		Butter Beurre	Skim Milk Powder Lait écrémé en poudre	Evaporated Milk Lait évaporé	Other Products* Autres produits*	Total
Sales	Ventes	\$ 85,744	\$ 158,817	\$ 110,760	\$ 37,830	\$ 392,151
Cost of goods sold	Coût des ventes	91,220	324,735	142,118	59,290	617,363
Loss on sales	Perte sur les ventes	5,476	165,918	31,358	21,460	223,212
Expenses and assistance	Frais et aide					
Export and domestic assistance	Aide à l'exportation et aide domestique	33	5,854	63	5,157	11,107
Provision for losses on commitments	Provision pour les pertes sur les engagements	—	(5,450)	(178)	223	(5,405)
Capital assistance	Aide en capital	—	—	1,373	4,034	5,407
Carrying charges	Frais de mise en marché	—	1,895	2,663	361	4,919
Agents' commissions	Commission à des agents	—	720	3,428	655	4,803
Advertising and promotion	Annonces et réclame	—	—	—	789	789
		33	3,019	7,349	11,219	21,610
Add: Expenses transferred from dairy support program operations	Ajouter: Frais virés des opérations du programme de soutien laitier	\$ 5,509	\$ 168,937	\$ 38,707	\$ 32,679	\$ 245,832
Cost of marketing operations before financing	Coût des opérations de la commercialisation avant le financement					256,442
Financing	Financement					27,770
Excess (deficiency) of financing over cost of marketing operations	Excédent (insuffisance) du financement sur le coût des opérations de la commercialisation					\$ 28,318
		Volume (in/en millions)				
		Kilograms Kilogrammes	Kilograms Kilogrammes	Cases Caisses	Kilograms Kilogrammes	
Sales	Ventes	19.8	141.6	5.6	14.0	
Purchases	Achats	21.3	105.6	5.7	11.9	

* Includes whole milk powder
and cheese

* Les autres produits comprennent le lait entier
en poudre et le fromage.

1982
(in/en 000s)

	Domestic Domestique	Export Exportation		
	Butter Beurre	Skim Milk Powder Lait écrémé en poudre	Evaporated Milk Lait évaporé	Other Products* Autres produits*
185	\$ 81,671	\$ 125,732	\$ 102,283	\$ 2,499
136	91,469	268,861	116,170	1,636
951	9,798	143,129	13,887	(863)
724	61	8,836	332	4,495
690	—	5,586	104	—
083	—	—	2,014	3,069
808	—	11	2,755	42
204	—	410	1,712	82
—	—	—	—	—
509	61	14,843	6,917	7,688
460	<u>\$ 9,859</u>	<u>\$ 157,972</u>	<u>\$ 20,804</u>	<u>\$ 6,825</u>

460
915

545)

Volume
(in/en millions)

Kilograms Kilogrammes	Kilograms Kilogrammes	Cases Caisses	Kilograms Kilogrammes
20.6	93.6	5.0	.9
35.1	115.2	4.8	.9



Should you require further information on the operations of the Commission or the industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z7

Tel. (613) 998-9490

This publication is also available in Canada through:

Canadian Government Publishing Center
Supply and Services Canada
Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

Catalogue No. CC 101-1983
ISBN 0-662-53088-8

Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière canadienne, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

Commission canadienne du lait
2197, Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0Z2

Tél. (613) 998-9490

Cette publication est aussi disponible par l'entremise du:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Hull (Québec) Canada K1A 0S9

N° de catalogue CC 101-1983
ISBN 0-662-53088-8



Credits:

Design and production
Banfield-Seguin Ltd.

Food Preparation
Dale & Colnett Ltd.

Photos
Pat LaCroix, cover, food and
product shots

Colour separations by
Empress Litho Plate Ltd.

Printed by
Arthurs-Jones Lithographing Ltd.

Printed in Canada

Collaboration:

Graphisme et montage
Banfield-Seguin Ltd.

Préparation et présentation des aliments
Dale & Colnett Ltd.

Photos
Pat LaCroix, couverture, clichés d'aliments et
de produits laitiers

Séparations des couleurs par
Empress Litho Plate Ltd.

Imprimé par
Arthurs-Jones Lithographing Ltd.

Imprimé au Canada



Canadian Dairy
Commission

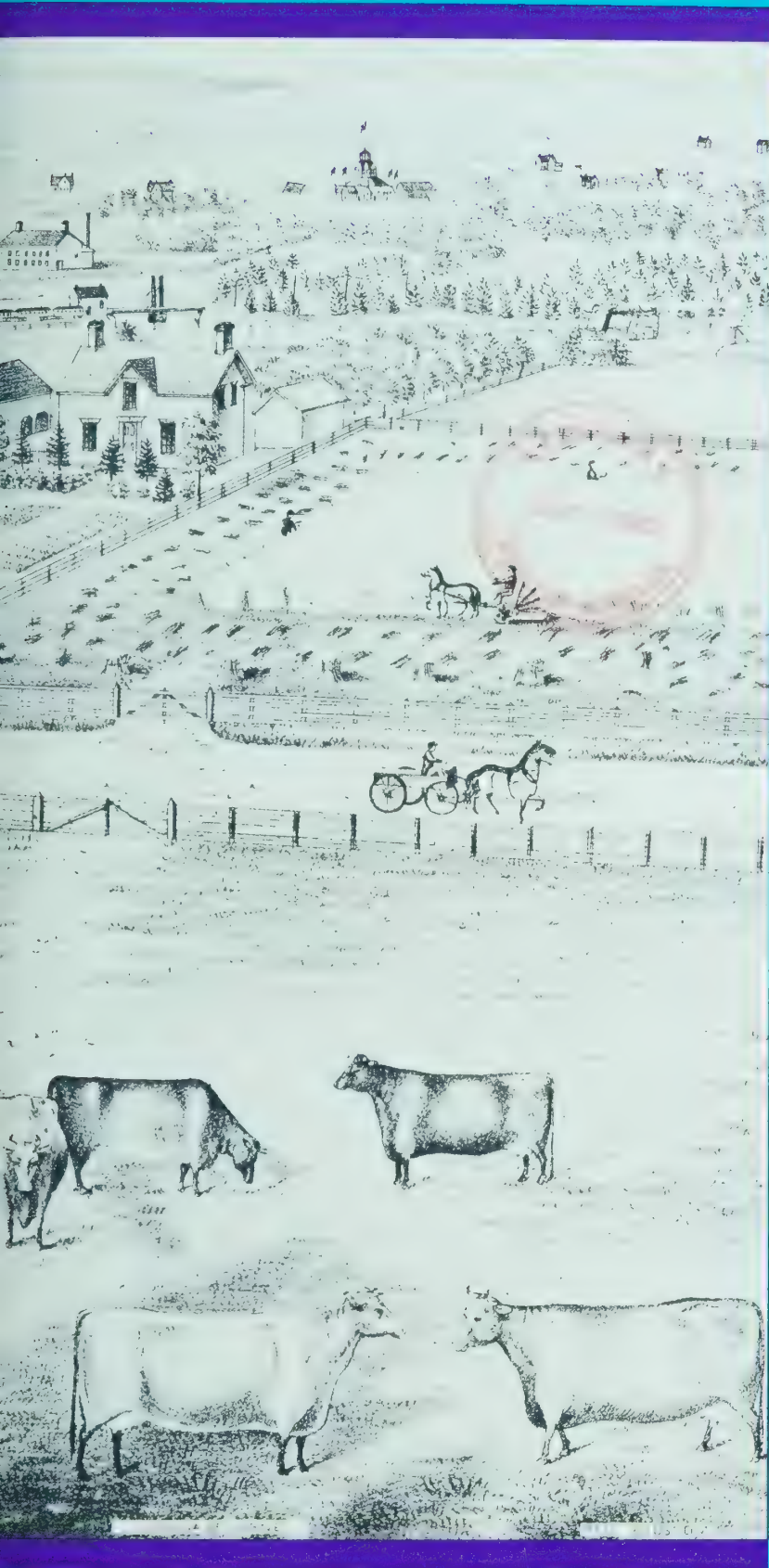
Commission
canadienne

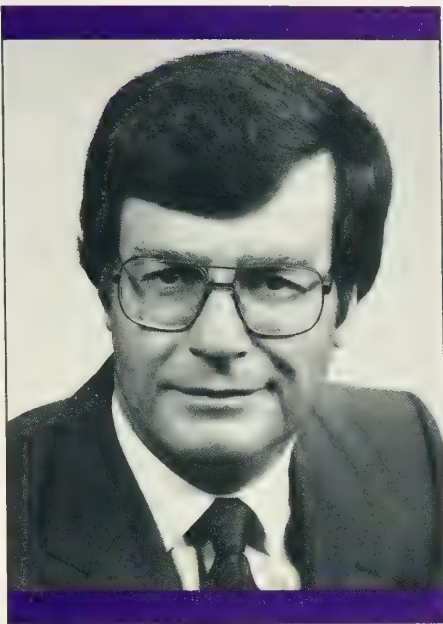
CAI
DB15
-A56

THE CANADIAN
DAIRY COMMISSION

LA COMMISSION
CANADIENNE DU LAIT

*Annual Report
Rapport annuel*





We at the Canadian Dairy Commission are proud of the quality and variety of Canadian dairy products available to consumers in Canada and to our foreign customers. In the report which follows, we present a summary of the Commission's activities in support of the industry during 1983/84.

On behalf of all of us in the Canadian dairy industry, thank you for buying Canadian dairy products!

Yours truly,

Elwood Hodgins
Vice-Chairman
Vice-président

Nous de la Commission canadienne du lait, sommes fiers de la qualité et de la variété des produits canadiens offerts aux consommateurs du Canada et de l'étranger. Ce rapport résume les activités de la Commission dans son rôle de soutien à l'industrie laitière en 1983-1984.

Nous vous remercions, au nom de tous ceux qui travaillent au sein de l'industrie laitière, d'acheter des produits laitiers canadiens.

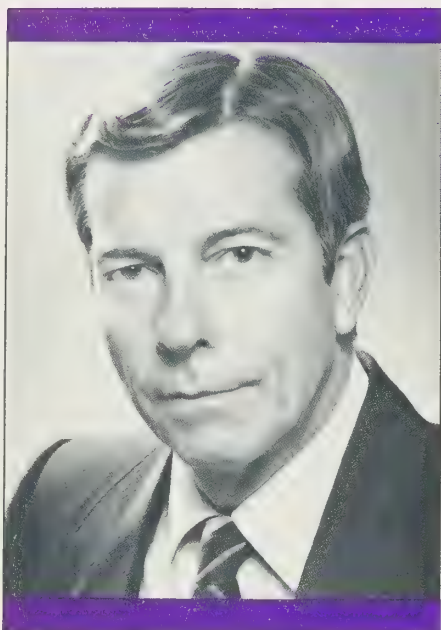
Sincèrement,

Clifford McIsaac
Commissioner
Commissaire

s Choquette

man
dent

The Honourable John Wise
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario



Dear Mr. Minister:

We are pleased to report on the activities of the Commission undertaken during dairy year 1983/84 on behalf of the Government of Canada and provincial milk marketing boards and agencies. We feel we were successful in meeting the general objectives of our *Act* and in meeting specific goals set for the year.

The domestic market was stable in 1983/84. However the world market was not. Prices dropped under the influence of continuing large surplus stocks and generally depressed economic conditions for traditional importers, especially of skim milk powder. The lower world market prices of products such as skim milk powder and evaporated milk affected the revenues for sales of skim milk powder from within quota production as well as for exports under the special export program for whole milk products.

Consumption of dairy products in Canada rose for the second consecutive year by 2.8% for a total demand of 45.43 million hectolitres of milk. Although the Canadian Milk Supply Management Committee initially set the quota for the year at 47.6 million hectolitres, the same as the previous year 1982/83, provincial milk marketing boards and agencies agreed to discourage production wherever possible in order to use up some of the surplus butter accumulated from excess milk production during the two previous years.

Overall there was still 0.5 million hectolitres more milk produced than was needed to meet domestic and export requirements for 1983/84, however provinces were successful in reducing the level of production by about 0.6% to 48.17 million hectolitres. This enabled the Commission to meet its first objective of the year to bring milk production back into close balance with demand.

Another objective set for the year was to reduce the accumulated surplus stocks of butter. This was first tackled in part by targeting to produce less milk for 1983/84 while meeting some of that year's butter demand from surplus stocks. Then, in order to increase overall butter sales at a time of low market activity and to freshen stocks by rotating them, in early February the Commission held its first ever nation-wide sale of butter from its inventory. The sale was necessary because low world market prices and heavy selling of butter by processors to the Commission left no option but to rotate stocks and hopefully increase overall annual sales by selling large volumes quickly on the domestic market. The cooperation and support of manufacturers, retailers and consumers ensured the success of the sale and helped the Commission meet its objective of reducing butter inventories as year-end stocks dropped from 31.4 million kilograms in July 1983 to 28.7 million in July 1984.

Also of note was the increased volume of skim milk powder sold on the domestic market through the animal feed market rather than the more usual export route. The Canadian Milk Supply Management Committee approved the program and it is totally funded by farmers. Sales under this program increased during the year from 2.4 to 4.7 million kilograms.

One disappointment was the delay at getting the provinces to agree among themselves on acceptable terms under which British Columbia would rejoin the national milk marketing plan. While new proposals made during the year brought the issue closer to a resolution, no agreement was signed. Failure to resolve this issue contributed in part to a deficit in the levy account of \$14 million which is to be funded by provinces in 1984/85. On a positive note, British Columbia operated a parallel supply management program and remitted over quota levies on production in excess of 6 million kilograms of butter fat.

With respect to Commission activities, the volume of financial transactions moderated to a total of \$1 billion in 1983/84. Pur-

chases and sales of dairy products were \$874 million, levy receipts from milk producers were \$240 million, carrying charges funded by government declined to \$21 million while subsidy payments increased slightly to \$277 million and general administration research remained constant at \$6 million.

On the matter of prices paid to farmers for their milk, the federal Target Price rose to \$2.17 per hectolitre in three stages during 1983/84. Although the formula indicated a slightly larger increase of \$2.37 per hectolitre over the year, actual increases in the support prices for butter and skim milk powder were limited to 5%, the maximum allowable under the federal restraint program. On March 1, 1984 the government extended the restraint program to another year at 4% to end on March 31, 1985.

Objectives for 1984/85 include continuing pressure to reduce surplus butter stocks, further, greater effort to sell more dairy products on the domestic market and to secure new long term National Dairy Policy commitment from the federal government. It is expected the new National Milk Marketing Plan will be in operation during the year.

Overall, in spite of the difficulties caused by world market prices, on balance the Canadian dairy industry continues to benefit from a relatively stable and reasonably prosperous environment.

Yours truly,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Gilles Choquette".

Gilles Choquette

Chairman
Président

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Elwood Hodgins".

Elwood Hodgins

Vice-Chairman
Vice-président

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Clifford McIsaac".

Clifford McIsaac

Commissioner
Commissaire

Honorable John Wise
Ministre de l'Agriculture
Ottawa (Ontario)

Ministre :

avons plaisir à vous faire rapport des
tés que la Commission a entreprises, au
de l'année laitière 1983-1984, au nom
gouvernement du Canada et des offices et
ces provinciaux de commercialisation du
Nous sommes confiants d'avoir atteint les
tifs généraux que nous fixe la *Loi* et les
tifs précis que nous avons pour cette

Le marché intérieur s'est avéré stable en
-1984. Ce ne fut toutefois pas le cas du
hé mondial. Les prix ont chuté sous la
ion des importants surplus de stocks qui
perdurés et de situations économiques
ralement peu favorables chez nos impor-
teurs traditionnels, en particulier ceux de
crémé en poudre. Ces prix plus bas sur le
hé mondial pour des produits comme le
crémé en poudre et le lait concentré ont
té les revenus générés par les ventes de
crémé en poudre provenant des quotas
roduction ainsi que des exportations dans
dre du programme spécial d'exportation
produits de lait entier.

La consommation des produits laitiers a
menté au Canada pour la seconde année
écutive pour atteindre 45,43 millions
ctolitres de lait, soit une augmentation de
p. cent. Si le Comité canadien de gestion
approvisionnement du lait fixait au
rt le quota pour l'année à 47,6 millions
ctolitres, le même que pour l'année
-1983, les offices et les agences provin-
x de commercialisation du lait s'enten-
nt pour décourager autant que possible la
uction afin de réduire les surplus de
re accumulés à partir de la production
dentaire de lait au cours des années
rieures.

La production a cependant dépassé de
million d'hectolitres les quantités néces-
s pour répondre aux demandes inté-
res et à l'exportation pour 1983-1984,
que les provinces aient réussi à réduire
iveaux de production d'environ 0,6 p.
pour qu'ils plafonnent à 48,17 millions
ctolitres. Cela a permis à la Commission
eindre son premier objectif de l'année
était de ramener la production de lait à un
au proche de celui de la demande.

Nous avons également comme objectif,
r cette année, de réduire les surplus de
ks de beurre accumulés. Nous nous y
mes d'abord efforcés en réduisant la pro-
ion de lait tout en satisfaisant une partie
a demande de beurre de l'année à partir
surplus. Ensuite, afin d'augmenter les

ventes globales de beurre à un moment où
l'activité sur le marché était au ralenti, et de
faire tourner des stocks pour leur conserver
leur fraîcheur, la Commission a organisé au
début de février sa première vente de beurre
d'ampleur nationale à partir de ses stocks.
Nous n'avions pas d'autres choix étant donné
les bas prix sur les marchés mondiaux et les
ventes importantes de beurre des transforma-
teurs à la Commission. Il fallait faire tourner
les stocks et augmenter les ventes annuelles
globales en vendant rapidement de grandes
quantités sur le marché intérieur. La coopéra-
tion et l'aide des transformateurs, des détaill-
ants et des consommateurs a assuré le succès
de cette vente et elle nous a permis d'attein-
dre notre objectif de réduction des stocks de
beurre puisque ceux de fin d'exercice sont
passés de 31,4 millions de kilogrammes en
juillet 1983 à 28,7 millions en juillet 1984.

Il faut également signaler que l'augmen-
tation des ventes de lait écrémé en poudre sur
le marché intérieur est due à celle réalisée sur
le marché des aliments pour animaux plutôt
que sur celui plus traditionnel des exporta-
tions. Le Comité canadien de gestion des
approvisionnements du lait a approuvé le
programme qui est financé en totalité par les
agriculteurs. Les ventes de ce programme
sont passées au cours de l'année de 2,4 à
4,7 millions de kilogrammes.

Nous avons été déçus par le fait que les
provinces n'en sont pas encore arrivées à une
entente entre elles sur des conditions qui per-
mettraient à la Colombie-Britannique d'adhé-
rer à nouveau au plan national de commercia-
lisation du lait. Si les nouvelles propositions
faites au cours de l'année nous ont fait appro-
cher d'un règlement, aucune entente n'a
toutefois été signée. Cet échec explique en
partie le déficit de 14 millions de dollars du
compte des retenues qui devra être financé
par les provinces en 1984-1985. Signalons
toutefois, et c'est encourageant, que la
Colombie-Britannique a mis en place un pro-
gramme parallèle de gestion des approvision-
nements et a versé les retenues hors quota sur
sa production dépassant les 6 millions de
kilogrammes de matières grasses du beurre.

Quant aux activités de la Commission, le
volume des transactions financières n'a été
que de 1 milliard de dollars en 1983-1984.
Les achats et les ventes de produits laitiers ont
atteint 874 millions de dollars, les recettes en
retenues provenant des producteurs de lait
240 millions de dollars, les frais de mise en
marché financés par le gouvernement ont
diminué à 21 millions de dollars alors que les
paiements de subventions ont légèrement

augmenté pour atteindre 277 millions de
dollars et que les frais généraux d'adminis-
tration et de recherche sont restés constants à
6 millions de dollars.

En ce qui concerne les prix versés aux
agriculteurs pour leur lait, le prix visé fédéral
a augmenté de 2,17 \$ l'hectolitre en trois éta-
pes en 1983-1984. Si la formule indique une
augmentation légèrement plus élevée de
2,37 \$ l'hectolitre pour l'année, l'augmen-
tation réelle des prix de soutien du beurre et
du lait écrémé en poudre a été limitée à
5 p. cent, le maximum permis en vertu du
programme fédéral de restrictions. Le gouver-
nement prolongeait, le 31 mars 1984, ce pro-
gramme de restrictions pour une autre année
en plafonnant les augmentations à 4 p. cent
d'ici le 31 mars 1985.

En 1984-1985, nos objectifs seront
encore de nous efforcer de réduire davantage
les surplus de stocks de beurre, de vendre
plus d'ingrédients laitiers sur le marché inté-
rieur et d'obtenir un nouvel engagement à
long terme du gouvernement fédéral en ce
qui concerne la politique laitière nationale.
On s'attend à ce que le nouveau Plan national
de commercialisation du lait entre en applica-
tion au cours de l'année.

Dans l'ensemble donc, malgré les diffi-
cultés imputables aux prix sur les marchés
mondiaux, l'industrie laitière canadienne con-
tinue à profiter d'un contexte relativement
stable et raisonnablement prospère.

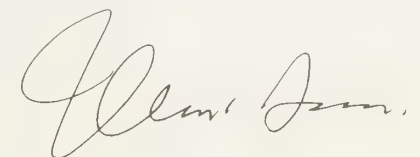
Nous vous prions de croire, M. le
Ministre, à l'expression de notre haute
considération.



Gilles Choquette
Chairman
Président



Elwood Hodgins
Vice-Chairman
Vice-président



Clifford McIsaac
Commissioner
Commissaire

TABLE OF CONTENTS

DAIRY POLICY IN CANADA	6	DAIRY PRODUCT PRICE SUPPORT PROGRAM	18	MARKETING
THE ROLE OF THE CANADIAN DAIRY COMMISSION	12	• Volumes of butter and skim milk powder handled	24	DOMESTIC MARKETING
DAIRY SUPPORT OPERATIONS	14	• Cheddar cheese	26	• Research Program
TARGET RETURNS FOR INDUSTRIAL MILK	14	IMPORT CONTROLS	26	• Priority of milk use
• Application of the 6 and 5 percent restraint guidelines	14	MILK SUPPLY MANAGEMENT	28	• Skim milk powder for animal feed
• Returns Adjustment Formula	14	• Revision of the national milk marketing agreement	30	INTERNATIONAL MARKETING
• Data base for Cost of Production studies	16	• Withdrawal from the National Plan by British Columbia	30	• Skim milk powder, butter, evaporated milk, whole milk powder and cheese
• Processor Margin study	16	• Canadian Milk Supply Management Committee	30	• Dairy product assistance program
DIRECT SUBSIDY PAYMENTS	16	• National Market Sharing Quota	34	CONSULTATIVE COMMITTEE TO THE COMMISSION
• Reporting of milk and cream production	18	• Production and Requirements in 1983/84	38	COMMISSION PERSONNEL
• Dairy farmers who shipped milk and cream	18	• Seasonality of milk production	38	FINANCIAL REVIEW
		• Integration into milk pooling	38	AUDITED FINANCIAL STATEMENTS
		LEVIES FROM MILK PRODUCERS	38	

TABLES

<i>Table 1</i> SUPPORT PRICE STRUCTURE	18	<i>Table 7</i> PRODUCTION OF INDUSTRIAL MILK AND CREAM	26	<i>Table 13</i> PROGRESS IN INTEGRATION
<i>Table 2</i> TARGET RETURNS, ASSUMED MARKET RETURNS, FEDERAL SUBSIDY	19	<i>Table 8</i> FEDERAL SUPPORT PRICES FOR BUTTER, SKIM MILK POWDER AND CHEESE	29	<i>Table 14</i> LEVIES REMITTED TO THE CDC BY PROVINCES
<i>Table 3</i> RETURNS ADJUSTMENT FORMULA COMPONENTS	20	<i>Table 9</i> MARKETING ACTIVITIES UNDER THE DAIRY PRODUCT PRICE SUPPORT PROGRAM	32	<i>Table 15</i> LEVY RATES
<i>Table 4</i> TOTAL SUBSIDY PAID TO FARMERS	21	<i>Table 10</i> COMPONENTS OF NATIONAL MSQ	33	<i>Table 16</i> PER CAPITA CONSUMPTION OF DAIRY PRODUCTS
<i>Table 5</i> SUBSIDY PAID TO DAIRY FARMERS ON INDUSTRIAL MILK AND CREAM	22	<i>Table 11</i> PROVINCIAL SHARES OF NATIONAL MSQ	34	<i>Table 17</i> EXPORTS OF SMP BY MARKET
<i>Table 6</i> DAIRY FARMERS WHO SHIPPED INDUSTRIAL MILK AND CREAM	24	<i>Table 12</i> SEASONAL DISTRIBUTION OF MILK PRODUCTION BETWEEN SUMMER AND WINTER MONTHS	35	<i>Table 18</i> CHEESE EXPORTS/IMPORTS
		• Industrial milk and cream production only		
		• All milk: fluid and industrial production		

TABLE DES MATIÈRES

POLITIQUE LAITIÈRE			
CANADIENNE	7	• Achat et vente de beurre et lait écrémé en poudre	23
RÔLE DE LA COMMISSION		• Cheddar	23
CANADIENNE DU LAIT	13	CONTRÔLE DES IMPORTATIONS	23
PROGRAMMES DE SOUTIEN	15	GESTION DES APPROVISIONNEMENTS DU LAIT	31
REVENUS VISÉS POUR LE LAIT DE TRANSFORMATION	15	• Révision de l'entente nationale de mise en marché du lait	31
Des prix pendant le programme national de restrictions	17	• Modalités temporaires pour la Colombie-Britannique	31
La formule d'ajustement des revenus	17	• Le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait	31
Le cas de données des études portant sur les coûts de production	19	• Quota national de mise en marché	31
La teneur sur la marge bénéficiaire des transformateurs	19	• Production spéciale d'exportation	33
VERSEMENTS DE SUBVENTIONS RECTES	19	• Production et besoins en 1983-1984	37
Les rapports de production laitière	21	• Caractère saisonnier de la production laitière	39
Les producteurs qui livrent du lait et de la crème	23	• Intégration dans les pools de lait de consommation	39
PROGRAMME DE SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS	23	RETENUES DES PRODUCTEURS LAITIERS	39
		ACTIVITÉS DE COMMERCIALISATION	43
		SITUATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR	43
		• Programme de recherche	43
		• Priorité d'utilisation du lait	43
		• Lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation animale	43
		SITUATION DU MARCHÉ INTERNATIONAL	45
		• Lait écrémé en poudre	45
		• Le beurre	49
		• Lait concentré	49
		• Lait entier en poudre	49
		• Le fromage	51
		• Programme d'aide aux produits laitiers	51
		COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT	53
		PERSONNEL	53
		REVUE FINANCIÈRE	55
		ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS	57

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1		Tableau 7		Tableau 13	
STRUCTURE DU PRIX		PRODUCTION DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME	26	ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION	36
DE SOUTIEN	18			Tableau 14	
Tableau 2		Tableau 8		RETENUES REMISES À LA CCL PAR LES PROVINCES	40
REVENU VISÉ, REVENU ESTIMATIF POUR LE MARCHÉ ET SUBVENTIONS FÉDÉRALES	19	PRIX DE SOUTIEN FÉDÉRAUX POUR LE BEURRE, LE LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE ET LE FROMAGE	29	Tableau 15	
Tableau 3				TAUX DES RETENUES	41
COMPOSANTES DE LA FORMULE D'AJUSTEMENT DES REVENUS	20	Tableau 9		Tableau 16	
Tableau 4		ACTIVITÉS DE COMMERCIALISATION DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN DU PRIX DES PRODUITS LAITIERS	32	DISPARITION (CONSOMMATION) DE PRODUITS LAITIERS PAR HABITANT AU CANADA	44
Tableau 5		Tableau 10		Tableau 17	
REVENUS VISÉS, REVENUS ESTIMATIFS DES PRODUCTEURS DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME	22	DÉTERMINATION DU QUOTA NATIONAL DE MISE EN MARCHÉ	33	EXPORTATIONS DE LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE, PAR DESTINATION	45
Tableau 6		Tableau 11		Tableau 18	
REVENUS VISÉS, REVENUS ESTIMATIFS DES PRODUCTEURS QUI ONT LIVRÉ DU LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME	24	ALLOCATION DES QUOTAS DE MISE EN MARCHÉ	34	EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE FROMAGES	47
		Tableau 12			
		RÉPARTITION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ENTRE LES MOIS D'ÉTÉ ET D'HIVER	35		
		• Production de lait de transformation et de crème seulement			
		• Tout le lait et la crème de transformation et de consommation			



Delivering milk for cheese, 1912

Livraison de lait pour le fromage, 1912

The federal dairy policy is designed to develop and support a healthy, viable dairy industry in Canada by taking into consideration the needs of dairy farmers and processors and dairy product consumers. Responsibility for implementing the policy rests primarily with the Canadian Dairy Commission, a federal crown corporation which reports to Parliament through the Minister of Agriculture. Other federal departments responsible for aspects of the policy are Agriculture Canada for grading and plant inspection, External Affairs for import control, Health and Welfare for hygiene during processing, Consumer and Corporate Affairs for package labeling, weights etc.

Once milk leaves the farm, it is utilized in one of two markets, fluid or industrial. The market jurisdiction and pricing is determined by the end use of the milk. In accordance with Canada's constitution, milk entering the fluid or table milk and fresh cream market is under the jurisdiction of individual provinces because milk for that market is generally all produced and consumed within the same province. On the other hand, milk used in the industrial market for processing into products such as butter, skim milk powder, cheese, ice cream, yogurt, condensed milks etc. comes under federal jurisdiction when the milk or

dairy products made from it enter interprovincial or international trade.

In practice, while the federal dairy policy specifically covers only the industrial market, in doing so it also provides the underlying stability for the fluid market. Provinces individually develop dairy policies for their own fluid milk markets and cooperate nationally with the federal government and its agency, the Canadian Dairy Commission, to manage the industrial milk market. This is done through the Canadian Milk Supply Management Committee which administers the federal/provincial agreement on marketing of industrial milk.

The fluid market uses about 37% of all milk produced and the remaining 63% is shipped into the industrial market.

The federal policy for the industrial milk market has been developed around a number of key principles, summarized here and elaborated on later in the report:

- efficient farmers are entitled to have the opportunity to earn fair returns on their labour and investment for milk and cream used to meet Canadian requirements. To achieve this, a **Returns Adjustment Formula** is used to calculate a **Target Returns**, adjusted from a cost of production base established in 1975
- the **Target Returns** is supported in the marketplace through a nationwide **Offer-to-purchase program** for butter and skim milk

powder administered by the Canadian Dairy Commission. The carrying charges incurred by the Commission to purchase, transport, warehouse and handle stocks of products produced from milk and cream for the domestic market are paid by the federal government

- to guide the approximately 47,000 farms how much industrial milk is needed, there is **national supply management** of that milk using a system of market shares of quotas for provinces and individual farmers
 - to make dairy products more affordable to Canadian consumers, the federal government pays for part of the costs of producing milk. The **subsidy** is paid directly to farmers at a uniform rate for their qualifying milk shipments
 - to protect the **national milk supply management program** and to ensure Canadian farmers are not subject to unfair and often subsidized competition from world market surpluses, there are **import controls** on dairy products
 - the **federal government** pays for the carrying charges (transport, warehousing, financing) of butter and skim milk powder purchased by the CDC under the federal government offer-to-purchase program and produced for **Canadian Requirements**.
 - **Milk producers**, who control milk production in Canada, are **responsible for all costs**, including carrying charges, of **exporting dairy products** produced from milk needed for Canadian Requirements. These costs are financed through **levies** collected from farmers by provincial milk marketing agencies and remitted to the CDC to cover the export costs it incurs.
- The authority granted to the Canadian Dairy Commission to achieve its' objectives may be summarized as follows:
1. to purchase, store, process or dispose of dairy products in any way it desires
 2. to make payments for the benefit of producers for the purpose of stabilizing industrial milk and cream prices
 3. to investigate matters pertaining to the production, processing and marketing of any dairy product
 4. to help promote the use of dairy products
 5. to receive funds to dispose of dairy products

La politique laitière fédérale est conçue pour développer une industrie laitière vigoureuse et viable au Canada, et lui venir en aide. Cette politique tient pour cela compte des besoins des producteurs laitiers et des transformateurs et consommateurs de ces produits. La mise en œuvre de cette politique incombe, pour l'essentiel, à la Commission canadienne du lait, une société d'État fédérale qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Les autres ministères fédéraux qui sont responsables de divers aspects de la politique sont l'Agriculture, le Canada en ce qui concerne le classement des produits et l'inspection des usines, les Affaires étrangères pour le contrôle des importations, la Santé et Bien-être social pour l'hygiène pén- sée la transformation, Consommation et Corporations Canada pour l'étiquetage des emballages, le contrôle des poids, etc.

Le lait, quand il quitte la ferme, sert à deux marchés que sont celui du lait de consommation et du lait de transformation. C'est son utilisation finale qui détermine la juridiction dont il relève et la politique de réglementation des prix qui le concerne. Conformément à la constitution canadienne, celui destiné au marché du lait de consommation et de la crème fraîche relève de la juridiction des provinces car il est généralement produit et consommé dans la même province. En revanche, le lait destiné au marché de transformation et entrant dans la fabrication de produits comme le beurre, le lait écrémé en poudre, le fromage, la crème glacée, les yaourts, le lait concentré, etc., relève de la juridiction fédérale quand le lait ou les produits laitiers qu'on en tire pénètrent sur le marché interprovincial ou international.

Si la politique laitière fédérale ne concerne que le marché de transformation, il s'avère en réalité qu'elle assure également la stabilité sous-jacente du marché de consommation. Les provinces élaborent individuellement leurs politiques laitières pour leurs propres marchés de consommation et coopèrent à l'échelle nationale avec le gouvernement fédéral et son agence, la Commission canadienne du lait, pour gérer le marché du lait de transformation. C'est le Comité canadien de réglementation des approvisionnements du lait qui assure l'entente fédérale-provinciale sur la commercialisation du lait de transformation.

Le marché de la consommation absorbe environ 37 p. cent de tout le lait produit alors que les 63 p. cent restant entrent dans le marché de la transformation.

La politique fédérale qui concerne le marché du lait de transformation a été élaborée

autour d'un certain nombre de principes essentiels que nous décrirons rapidement ci-dessous avant d'y revenir plus en détail dans les pages qui suivent :

- Il est juste que les agriculteurs efficaces qui contribuent à satisfaire la demande canadienne de lait et de crème touchent un revenu équitable pour leur travail et un rendement intéressant sur leurs investissements. On se sert pour cela de la **formule d'ajustement des revenus** qui permet de calculer un **revenu visé** qui est ajusté par rapport au coût de production de base établi en 1975.
- Ce **revenu visé** est soutenu sur le marché au moyen d'un programme national d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre, programme géré par la Commission canadienne du lait. Les frais de mise en marché que la Commission supporte pour l'achat, le transport, l'entreposage et la manutention des produits venant du lait et de la crème et destinés au marché intérieur sont assumés par le gouvernement fédéral.
- Il y a environ 47 000 exploitations agricoles produisant du lait de transformation auxquelles il faut indiquer les quantités nécessaires. La **gestion nationale des approvisionnements** de ce lait permet d'y parvenir au moyen d'un système de quotas attribués à chaque province, et ensuite à chaque exploitant.
- Afin que les produits laitiers soient plus abordables pour les consommateurs canadiens, le gouvernement fédéral assume une partie des coûts de production du lait. La **subvention** est versée directement aux agriculteurs à un taux uniforme pour leurs expéditions de lait admissibles.
- Des **contrôles à l'importation** des produits laitiers permettent de protéger le **programme national de gestion des approvisionnements du lait** et d'assurer aux agriculteurs canadiens qu'ils ne seront pas exposés à une concurrence injuste et souvent subventionnée des produits excédentaires sur le marché mondial.



Testing butter, 1920

Vérification du beurre, 1920

SUPPLY MANAGEMENT OF INDUSTRIAL MILK

Responsibility for the administration of the federal government's National Dairy Policy rests with the Canadian Dairy Commission. A cornerstone of this policy is the operation of the national supply management system for the industrial milk and cream market.

The first formal sharing of this market began in 1967 with the subsidy eligibility quotas issued by the Canadian Dairy Commission to individual producers. At that time the relationship of production quotas to market requirements was not as close as it is today. In 1971 the basis of the current provincial shares was established with the signing of what was then called the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan by the provinces of Quebec, Ontario and the federal government (represented by the Canadian Dairy Commission). By 1974, all other milk producing provinces had joined (except Newfoundland which produces virtually no industrial milk). The Plan is administered by the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) which is made up of representatives of provincial producer marketing boards and provincial government agencies and is chaired by the CDC. Recently, a new agreement was negotiated and it should be signed and implemented in 1984/85.

The central features of the Plan are:

- Establishment of a national Market Sharing Quota (MSQ) related to the demand for industrial milk and cream.
- Determination of the percentage shares of the National Market Sharing Quota (MSQ) to be held by each province.
- The provision of rules by which shares of the national market or MSQ may be adjusted between provinces. During the negotiations for a new milk supply management agreement there has been no interprovincial movement of MSQ.
- A framework under which the coordinating body, the Canadian Milk Supply Management Committee, is to operate.
- Provision for the sharing of costs among provinces and producers for costs associated with exports.



Small cheese factory, 1889

Petite fromagerie, 1889

The CMSMC annually forecasts domestic market demand for dairy products on a butterfat basis (which includes traditional exports less permitted imports) and determines the amount of milk required to produce these products. A sleeve or margin of production tolerance is added if market circumstances warrant it. This results in a National Market Sharing Quota which is then shared between all provinces as provided in the Plan. There is an additional option for provinces to produce milk for a small, limited Special Export Program for whole milk products.

Provincial shares of the national market for industrial milk are determined on the basis of negotiations among the provinces themselves. Provinces in turn distribute their respective provincial allocations among their dairy farmers according to quota policies developed in each province. Because provinces administer their own quota policies, each is responsible for its share of costs of the operation of the national plan. Individual producers are ultimately responsible for all

costs of disposal of all production above her quota that is not needed by year-end to fill Canadian Requirements.

The CMSMC reviews domestic market demand, milk production and the national quota at each of its bi-monthly meetings. The national quota is adjusted periodically to reflect anticipated changes in demand or changes to policies which would affect the volumes of milk required to be produced in Canada.

RETURNS TO PRODUCERS

In Canada, prices paid to farmers for milk and cream are largely based on formulae using data which indicates changes in the costs of production. In the case of industrial milk, the federal government uses the Returns Adjustment Formula to determine a national Target Returns level, or Target Price as it is sometimes referred to, which is considered to be sufficient to allow efficient farmers to achieve fair returns for their labour and investment. The provincially determined prices paid to farmers for fluid milk vary considerably from province and are higher than prices paid for industrial milk and cream.

gouvernement fédéral paie les frais de mise en marché (transport, entreposage et incinération) du beurre et du lait écrémé en grande quantité achetés par la CCL dans le cadre du programme d'offre d'achat du gouvernement fédéral et produits dans les limites de la demande canadienne.

Les producteurs laitiers qui assurent le contrôle de la production du lait au Canada, supportent tous les autres coûts, y compris les frais de mise en marché, des produits laitiers destinés à l'exportation produits à partir de lait non nécessaire pour les besoins canadiens. Les retenues prélevées auprès des agriculteurs et des agences provinciales de commercialisation du lait, remises ensuite à la CCL, permettent de financer le coût de cette exportation.

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés pour atteindre ses objectifs, la CCL agit :

• acheter, entreposer, transformer ou vendre le produit laitier,
• verser des versements directs aux producteurs pour stabiliser les prix du lait de transformation et de la crème,
• effectuer des recherches sur des questions relatives à la production, à la transformation et à la commercialisation de tout produit laitier, pour promouvoir la consommation de produits laitiers et
• verser les retenues en vue de la vente des produits laitiers.

FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE GESTION DES APPROVISIONNEMENTS DU LAIT

C'est la Commission canadienne du lait qui définit la politique laitière nationale au Canada. Le système national de gestion des approvisionnements du lait de transformation et de crème fraîche est la pierre angulaire de la politique.

Les premiers quotas ont été établis en 1967 par la Commission canadienne du lait. À cette époque, les quotas n'étaient pas fixés de manière aussi rigoureuse qu'aujourd'hui en fonction des besoins du marché. En 1971, la nature de ce qu'on a alors appelé le Plan provisoire de mise en marché du lait par les provinces de Québec et de l'Ontario et par le gouvernement fédéral (représenté par la Commission canadienne du lait), a jeté les

bases des quotas actuels. En 1974, toutes les provinces productrices de lait ont adhéré au Plan (à l'exception de Terre-Neuve qui ne produit pratiquement pas de lait). L'administration du Plan relève du Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait (CCGAL) qui, sous la présidence de la CCL, est formé de représentants des offices provinciaux de commercialisation du lait et d'organismes provinciaux. Une nouvelle entente a été négociée il y a peu et devrait être signée et entrer en vigueur en 1984-1985.

Le Plan a comme principaux éléments :

- L'établissement d'un quota national de mise en marché en fonction de la demande de lait de transformation et de crème.
- L'attribution à chaque province d'un pourcentage du quota national de mise en marché.
- L'établissement de règles qui permettent l'ajustement du quota de mise en marché entre les provinces. Au cours des négociations sur la nouvelle entente de gestion des approvisionnements du lait, il n'y a pas eu d'ajustement interprovincial du quota.
- Un cadre qui permet au Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait de fonctionner.
- Des clauses régissant le partage des coûts entre les provinces et entre les producteurs, pour ceux imputables aux activités d'exportation.

Chaque année, le Comité fait une prévision des besoins du pays en produits laitiers selon la teneur en matières grasses du beurre (ce qui comprend les exportations moins les importations permises) et il établit la quantité de lait nécessaire pour répondre à cette demande. Il prévoit ensuite une marge de production additionnelle si les conditions du marché le permettent. Le total produit le quota national de mise en marché qui est alors partagé entre les provinces comme prévu par le Plan. Les provinces disposent d'une possibilité additionnelle : la production de lait aux fins d'un petit programme spécial d'exportation limité de produits du lait entier.

Les quotas provinciaux de mise en marché sont fixés par négociation entre les provinces. Les provinces répartissent à leur tour leurs quotas entre les producteurs laitiers conformément à leurs politiques respectives. Elles administrent ces politiques de réparti-

tion du quota et doivent donc assumer une partie des coûts de fonctionnement du Plan national. Chaque producteur est, à la limite, responsable de tous les coûts liés à l'écoulement de la production qui dépasse son quota et les besoins canadiens à la fin de l'année.

Tous les deux mois, le CCGAL se réunit pour réévaluer la demande intérieure, la production laitière et le quota national. Ce dernier est ajusté périodiquement pour traduire les modifications prévues à la demande ou les modifications de politique qui pourraient influencer sur la quantité de lait à produire.

REVENU DES PRODUCTEURS

Au Canada, les prix versés aux producteurs pour le lait et la crème reposent dans une large mesure sur l'utilisation de formules qui tiennent compte de l'évolution des coûts de production. Pour le lait de transformation, le gouvernement fédéral utilise une formule d'ajustement des revenus qui fixe un revenu national visé, qu'on appelle parfois prix cible, qu'on juge suffisant pour permettre aux producteurs efficaces de toucher des revenus leur permettant de couvrir leurs frais de main-d'œuvre et obtenir un rendement acceptable sur leurs investissements. Quant aux prix versés par les provinces aux agriculteurs pour le lait de consommation, ils varient énormément d'une province à l'autre et sont supérieurs à ceux du lait de transformation et de la crème.

Les producteurs de crème et de lait de transformation obtiennent le revenu visé grâce aux prix du marché qui leur sont versés par les usines de transformation du lait ou par leur office provincial de commercialisation du lait, ainsi que grâce à la subvention fédérale directe. Le prix du marché versé aux producteurs fait l'objet de négociations dans chaque province. Quant à la subvention fédérale, bien qu'elle soit versée directement aux producteurs, elle a pour effet de réduire le prix à la consommation des produits laitiers tout en offrant aux producteurs et aux transformateurs un marché plus important qu'ils n'auraient autrement. Le gouvernement paie en effet certains des coûts de production de l'agriculteur. La subvention est fixée à 6,03 \$ l'hectolitre depuis 1975.



*Making butter, early 1900's
Fabrication du beurre au début des années 1900*

Industrial milk and cream producers achieve the Target Returns level through a combination of market returns paid to them directly either by milk processing plants or by their provincial milk marketing agency, together with the direct federal subsidy. The market return paid to producers is negotiated within each province. The federal subsidy, while it is paid directly to producers, has the effect of reducing the cost of dairy products to consumers thereby resulting in a larger market for farmers and processors to supply than would be the case without the subsidy. In effect, the government pays some of the farmer's production costs. The subsidy rate of \$6.03 per hectolitre has remained unchanged since 1975.

PRICE SUPPORT PROGRAM

In order to support the market returns portion of the Target Returns level for milk producers, the federal government authorizes the Canadian Dairy Commission to offer-to-purchase butter and skim milk powder from manufacturers at support prices which, in combination with the federal subsidy on milk

production, are set at a level to achieve the Target Returns for industrial milk. The offer-to-purchase cheese which used to be in effect many years ago is no longer used because the purchase of butter and skim milk powder alone provides the necessary price support influence for the Target Returns.

The offer-to-purchase program establishes floor prices at which the CDC will buy product (butter and skim milk powder) from manufacturers if there are no other buyers above those prices. The support prices for butter and skim milk powder, minus an assumed processing margin to cover the cost of transforming raw milk into butter and skim milk powder, yields a market return that, in conjunction with the federal subsidy, enables producers to achieve the Target Returns for their milk.

Traditionally, butter has been produced mostly during the milk heavy production of the pasture season of summer. In order to ensure sufficient supplies to consumers year round and to support the Target Returns for dairy farmers, the CDC purchases butter at its established floor prices during the spring, summer and fall. It then resells the butter back to the trade in the winter when fresh supplies are usually low. Costs incurred by

the CDC to purchase, store and transport butter for domestic consumption are paid by the federal government, a process which assists in equalizing the wholesale price of butter across the country.

With the exception of a small quantity made available for animal feed purposes, virtually all the skim milk powder purchased by the Commission must be exported.

WHO PAYS FOR COSTS OF STORAGE FINANCING, EXPORTING ETC.

As noted earlier, the federal government finances the costs incurred by the Commission to purchase, transport, warehouse and handle stocks of skim milk powder and butter produced from milk supplied to meet Canadian Requirements.

Milk producers finance the carrying charges for all other dairy products, including any butter and skim milk powder, which results from milk produced above domestic requirements.

LEVIES ON PRODUCERS

The federal government's National Dairy Policy offers farmers the opportunity to earn fair returns on milk produced for dairy products needed for the domestic market through federal price supports on butter and skim milk powder and by the federal government absorbing certain carrying charges. All other costs associated with the sale on the export market of dairy products not needed in Canada are the responsibility of dairy farmers. The costs are collected through producer levies.

A levy is simply a mechanism to recover costs incurred by the Canadian Dairy Commission from milk producers. Levies are collected from producers by provincial agencies which have been granted proper federal authority on the basis of the volume of milk or cream each producer ships. The funds are then remitted to the CDC.

IMPORT CONTROLS

In order to protect the national supply management program from the disruptions of intermittent imports of subsidized dairy products, Canada controls dairy product imports. While the Commission assists in the development of import policy measures, the day to day administration of the measures rests with the Department of External Affairs.

PROGRAMME DE SOUTIEN DES PRIX

Le gouvernement fédéral autorise la Commission canadienne du lait à administrer un programme de soutien des prix des produits laitiers qui fasse en sorte que les producteurs obtiennent le revenu visé. Le programme comprend une offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre à des prix de soutien, ajoutés à la subvention fédérale, permettent aux producteurs d'obtenir les revenus visés pour le lait de transformation.

Le programme d'offre d'achat du fromage en vigueur pendant de nombreuses années ne l'est plus parce que l'achat de beurre et de lait écrémé en poudre suffit maintenant pour atteindre les revenus visés sur le lait de transformation. Le programme d'offre d'achat fixe des prix plancher auxquels la CCL achètera le produit (beurre et lait écrémé en poudre) si personne d'autre n'est prêt à payer aux transformateurs des prix plus élevés pour ces produits. Les prix de soutien consentis pour le beurre et le lait écrémé en poudre, moins une marge bénéficiaire pour le transformateur lui permettant de couvrir les coûts de transformation du lait brut en beurre et en lait écrémé en poudre, génèrent un prix de marché qui, ajouté à la subvention fédé-

rale, permet aux producteurs d'atteindre les revenus visés pour leur lait.

Traditionnellement, on produit pour l'essentiel le beurre pendant l'été, c'est-à-dire pendant la période de production intensive de lait à la saison des pâturages. Afin d'en stabiliser les prix à la consommation pendant toute l'année ainsi que les prix visés pour les producteurs laitiers, la CCL achète du beurre aux prix plancher qu'elle s'est fixée au printemps, à l'été et à l'automne. Elle le revend ensuite pendant l'hiver au moment où l'offre est habituellement faible. Les coûts supportés par la CCL pour acheter, entreposer et transporter le beurre destiné à la consommation intérieure sont pris en charge par le gouvernement fédéral. Cela contribue à égaliser les prix de gros du beurre à travers tout le pays.

À l'exception des petites quantités destinées à l'alimentation animale, pratiquement tout le lait écrémé en poudre acheté par la Commission doit être et porté.

QUI PAIE LES COÛTS D'ENTREPOSAGE, DE FINANCEMENT ET D'EXPORTATION ?

Le gouvernement fédéral finance, comme on l'a déjà vu, les coûts encourus par la CCL

pour l'achat, le transport, l'entreposage et la manutention des stocks de lait écrémé en poudre et de beurre produits à partir du lait fourni pour répondre aux besoins intérieurs.

Les producteurs de lait paient les frais de financement de tous les autres produits laitiers, y compris de tout beurre et de tout lait écrémé en poudre produits à même le lait dont la production dépasse les besoins intérieurs.

RETENUES IMPOSÉES AUX PRODUCTEURS

La politique laitière nationale du gouvernement fédéral permet aux agriculteurs d'avoir des revenus justes pour le lait destiné à la fabrication des produits laitiers nécessaires au marché intérieur grâce au programme de soutien des prix du beurre et du lait écrémé en poudre offert par le gouvernement fédéral, lequel assume également certains frais. Tous les autres coûts liés à la vente, sur les marchés d'exportations, de produits laitiers dont le Canada n'a pas besoin sont assumés par les producteurs laitiers. Ces coûts sont perçus au moyen des retenues des producteurs.

Une retenue est tout simplement un mécanisme de récupération des coûts supportés par la Commission canadienne du lait. Elles sont perçues auprès des producteurs par les agences provinciales à qui le fédéral a délégué ce pouvoir en fonction des expéditions de lait ou de crème de chaque producteur. Les fonds sont ensuite versés à la Commission canadienne du lait.

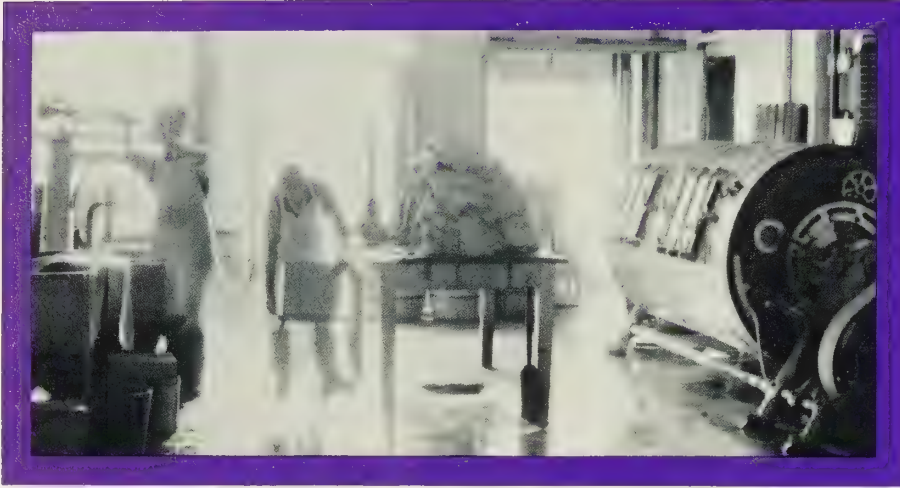
CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Le Canada exerce un contrôle des importations de produits laitiers pour protéger le système national de gestion des approvisionnements des effets néfastes que pourraient avoir les importations intermittentes de produits laitiers subventionnés par les pays d'origine. C'est pourquoi la Commission aide à la mise au point de mesures liées à la politique sur les importations, mais l'administration courante de ces mesures relève du ministère des Affaires extérieures.



Working butter, 1920

Emballage du beurre, 1920



Making butter
La vocation du beurre

The Commission was established by the federal government in 1966 as a crown corporation charged with the responsibility of implementing national dairy policy. Guidance in this task comes from three sources, the Canadian Dairy Commission Act of 1966/67 the National Dairy Policy and the annual National Dairy Program which outlines the short term objectives and administrative details. The Commission is responsible to the Canadian Parliament through the Minister of Agriculture.

The Commission is also accountable to the Canadian Milk Supply Management Committee for its activities involving milk producer funds.

Three Commissioners are appointed by the Governor in Council on the recommendation of the government, one of whom is designated the Chairman and Chief Executive Officer and another the Vice-chairman. It currently has a support staff of seventy and the Commission's offices are in Ottawa.

There is an advisory body to the Commission which provides advice on the marketing of dairy products in Canada. This nine member Consultative Committee is appointed by the Minister and it represents a variety of interests: dairy farmers, consumers, processors, wholesalers, and retailers of dairy products.

The objectives for the Commission as set out in the CDC Act of 1966 are:

- to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a

fair return for their labour and investment; and

- to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

The Commission's authority derives principally from its Act of 1966, such as Section 9 which describes its authority to purchase, package, process, store, ship, import, export, or sell or otherwise dispose of any dairy products purchased by it. The Commission may make payments for the benefit of producers of milk and cream for the purpose of stabilizing the price of those products, which payments may be made on the basis of volume, quality or on such other basis as the Commission deems appropriate. It can also make investigations into any matter relating to the production, processing or marketing of any dairy product, including the cost of producing, processing or marketing that product; can undertake and assist in the promotion of the use of dairy products, the improvement of the quality and variety thereof and the publication of information in relation thereto.

Major areas of activity of the Commission include:

Policy — development and recommendation to the Minister of annual National Dairy Programs and positions on other dairy related issues, such as import/export policy for dairy products.

Milk Pricing — calculation of the national Target Return or Target Price for industrial milk and support prices for butter and skim milk powder based on the Returns Adjustment Formula.

Price Support — administration of the offer-to-purchase program for butter and skim milk powder.

Subsidy — payment of subsidy on eligible milk and cream shipments monthly to 45,000 farmers.

Supply Management — chairing of the Canadian Milk Supply Management Committee, coordinating of national supply management of industrial milk and cream products by the nine milk producing provinces.

Cost Recovery — calculation of costs associated with marketing of surplus dairy products by the Commission and determination of levy amounts to be collected by provinces from producers.

Marketing — exporting surplus dairy products not needed for domestic consumption, providing export assistance and administering other marketing and promotion programs. The Commission also funds dairy product development and market research.

ACCOUNTABILITY

As part of its accountability to Parliament every year, the Commission submits to government a Multi-Year Operation Plan (MYOP) which covers the previous year, current and next three years plus an operating budget. Its financial statements are audited every year by the Auditor General of Canada. There is also an annual report publication every year and the Commission appears before the Standing Committee of the House of Commons on Agriculture and the Estimates and appears periodically before the Public Accounts Committee to answer questions about its operations.

With respect to accountability to the Canadian Milk Supply Management Committee, every two months the Commission submits detailed reports to the representatives of farmers and provincial governments on milk production, dairy product demand, marketing operations, levy receipts and disbursements, subsidy payments, etc.

The success of the Commission in carrying out its mandate as the central coordinating body in the Canadian industrial milk industry is very dependent on the support and cooperation of farmers, processors and provincial governments.

The reference to "dairy support operations" describes the programs which are in support of the individual elements or cornerstones

Le gouvernement a créé la Commission en 1966. Il lui a donné la forme d'une société à but non lucratif à qui il revient de mettre en place et d'appliquer la politique laitière nationale. Sa mission prend sa source dans la **Loi sur la Commission canadienne du lait** de 1966-67 la politique laitière nationale et le programme annuel laitier national qui fixe les objectifs à court terme et les détails de fonctionnement. La Commission rend compte de son mandat au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture.

Elle doit aussi rendre compte au Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait des activités et des programmes qui utilisent en jeu les fonds des producteurs laitiers.

La Commission est dirigée par trois commissaires nommés par le Gouverneur général en conseil. L'un d'entre eux occupe le poste de président de la Commission et de président-directeur général, un autre, celui de vice-président. Elle emploie 70 personnes et ses bureaux sont situés à Ottawa.

Dans les domaines de la commercialisation des produits laitiers au Canada, la Commission reçoit l'aide d'un comité consultatif de neuf membres, nommés par le ministre, représentant un éventail d'intérêts divers : producteurs, consommateurs, transformateurs, grossistes et détaillants de produits laitiers.

Les objectifs de la Commission sont inscrits dans la **Loi sur la Commission canadienne du lait** de 1966 et sont :

assurer aux producteurs efficaces de lait et de crème une juste rémunération de leur travail et un rendement intéressant sur leurs investissements; et

assurer aux consommateurs de produits laitiers des approvisionnements continus et en quantités suffisantes de produits laitiers de haute qualité.

L'Article 9 de la **Loi sur la Commission canadienne du lait** autorise la Commission à acheter, à emballer, à transformer, à entreposer, à expédier, à importer, à exporter ou à vendre des produits laitiers ou à se défaire d'un excédent de produits achetés par elle. En vertu de la **Loi**, elle peut faire des paiements au profit des producteurs de lait de transformation et de crème afin de stabiliser les prix de ces produits. Ces paiements peuvent être faits selon le volume, la qualité ou tout autre critère que la Commission juge approprié. Elle peut aussi faire des recherches sur toute

question relative à la production, à la transformation ou à la mise en marché de tout produit laitier, y compris le prix de revient de la production, de la transformation ou de la mise en marché de ce produit. Elle peut également promouvoir la consommation de produits laitiers, favoriser l'amélioration de leur qualité et l'augmentation de leur variété et publier des renseignements qui s'y rapportent, tout comme elle peut apporter son aide à ces activités.

Voici les principaux domaines d'activité de la Commission :

Politique laitière — élaborer et recommander au ministre toutes les politiques pouvant affecter l'industrie laitière, le programme laitier national annuel et donner des conseils sur d'autres questions touchant le secteur laitier, comme les politiques sur l'importation et l'exportation de produits laitiers.

Détermination du prix du lait — calculer le revenu visé national, ou prix cible, pour le lait de transformation et établir les prix de soutien du beurre et de lait écrémé en poudre à partir de la formule d'ajustement des revenus.

Soutien des prix — administrer le programme d'offre d'achat de beurre et de lait écrémé en poudre.

Subventions — verser mensuellement aux 45 000 producteurs une subvention pour les expéditions admissibles de lait et de crème.

Gestion des approvisionnements — présider les travaux du Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait, coordonner la gestion des approvisionnements du lait de transformation et de crème des neuf provinces productrices de lait.

Recouvrement des coûts — calculer les coûts liés à la commercialisation, par la

Commission, des produits laitiers excédentaires et établir le montant des retenues que les provinces doivent percevoir des producteurs.

Mise en marché — exporter les produits laitiers excédentaires, aider à l'exportation et administrer d'autres programmes de promotion et de mise en marché. La CCL administre également un programme de financement du développement de produits laitiers et d'exploration de nouveaux marchés.

RESPONSABILITÉ

La Commission étant responsable devant le Parlement, elle doit soumettre un Plan d'opération pluriannuel (POP) qui couvre l'année précédente, l'année en cours et les trois années subséquentes, ainsi qu'un budget d'exploitation. La Commission publie également un rapport annuel et elle comparait devant les comités permanents de la Chambre des Communes sur l'agriculture et les prévisions budgétaires et périodiquement devant le Comité des comptes publics, pour répondre aux questions concernant ses activités.

La Commission doit également rendre compte de ses activités devant le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait. Lors de réunions tenues à tous les deux mois, elle soumet aux représentants des producteurs et des gouvernements provinciaux des rapports détaillés sur la production de lait, la demande de produits laitiers, les activités de mise en marché, les retenues perçues et le paiement de la subvention, etc.

La Commission ne peut remplir adéquatement son rôle d'organisme central de coordination de l'industrie du lait de transformation sans l'aide et la collaboration des producteurs, des transformateurs et des gouvernements provinciaux.



Curing cheddar cheese, early 1900's
Vieillessement du cheddar, début des années 1900



Morley Earle and Daughter Mary Anne Earle sitting by cream separator, early 1900's

Morley Earle et sa fille Mary Ann Earle assis près d'un séparateur de crème, début des années 1900

the National Dairy Policy. Responsibilities for these support programs are divided between the various industry participants as follows:

The current federal government dairy support program involves the setting of a national *Target Price* for the 63% of milk used for processing and to alter the price when the costs of milk production change. This price is supported in the marketplace through a federal *offer-to-purchase* program for butter and skim milk powder, administered by the CDC. Part of the costs of milk production is paid by the federal government, at a rate which has remained the same since 1975. This is accomplished by a monthly mailing of a *subsidy* cheque to each farmer by the CDC.

The CDC has a responsibility to ensure consumers have "a continuous and adequate supply" of dairy products. Farmers have undertaken to produce enough milk to meet that need. Provinces share the Canadian market through a national milk supply management system which involves provincial and individual producer *quotas*. The government compliments that effort with *import controls*

to protect the orderly marketing of milk and to ensure that Canadian farmers are not subjected to unfair competition from imports which are often subsidized.

Costs of the entire policy are shared between farmers and federal government. In addition to the subsidy mentioned above, the federal government pays for the costs incurred by the CDC to operate the offer-to-purchase program for that butter and skim milk powder produced from milk production up to total Canadian Requirements for butter-fat. The government also provides a subsidy on a small special export program of whole milk products and has financed dairy products and market research. Farmers pay for all costs of exporting products not required for domestic consumption. Their share is collected by the provincial milk marketing boards and agencies using a system of levies on milk production. These funds are remitted to the CDC to cover the costs it incurred on behalf of dairy producers.

Farmers separately fund the very substantial advertising and promotion programs of their own Dairy Bureau of Canada.

TARGET RETURNS FOR INDUSTRIAL MILK AND CREAM

The current method of establishing a Target Price for the 63% of milk and cream used for processing was established in 1975. Using 1975 costs of producing milk in the main production areas of Quebec and Ontario, a price was set and is now adjusted up to three times a year according to a Returns Adjustment Formula which measures changes in costs of production since then.

Farmers receive the Target Price through a combination of market returns and the federal subsidy which covers some of the production costs. The market returns portion is calculated on the basis of federal support prices for butter and skim milk powder; this virtually determines the minimum prices processing plants pay farmers for their industrial milk and cream.

Actual market returns producers receive are dependent upon agreements or negotiations between milk producers and processors at the provincial level. These negotiations also impact on the margin provided for processors to transform milk into butter and skim milk powder. Actual margins may differ from the assumed processors margin used in

the calculation to determine federal support prices for these two products. Factors which may impact on prices in the provinces are volumes of milk processed by plants, marketing costs, etc.

A sample calculation is shown in chart 1 for the Target Price of August 1, 1983. The Target Price of \$42.80 per hectolitre was made up of \$42.07 per hectolitre in processor market returns (after an allowance of \$5.30 per hectolitre for the assumed processor's margin) and \$6.03 per hectolitre in federal subsidy.

Pricing during the National Restraint Program

In June of 1982, the federal government introduced policies to temporarily restrain wage and price increases in order to combat high inflation rates. The application of this policy to the dairy industry limited increases on federal support prices for butter and skim milk powder, retroactive to April 1, 1982. Limits of 6, 5 and 4% were applied for the next three years to terminate on March 31, 1985. Actual returns to farmers and processors during this period were lower because the subsidy portion of the Target Returns was not indexed, yielding increases of 5.2% for the first year, 4.3% for the second and a maximum of 3.4% for the last year to end March 31, 1985.

Returns Adjustment Formula

The Formula was established by the federal government in 1975 to calculate changes in the cost of producing industrial milk in Canada. It is used during the course of the dairy year to adjust the Target Returns level for industrial milk from the base price established in 1975.

The usual practice is to consider an adjustment in the Target Returns only when the Formula indices change by 2% or more. However, this guideline was suspended during the restraint program. There are no more than three changes to the Target Returns during a dairy year, including that of the first of the year on August 1 which is reviewed by government along with the annual dairy program proposals for the upcoming year. Changes must be at least three months apart and none occur during October, November and December which

expression « programmes de soutien » offre les programmes qui viennent en aide à des éléments particuliers ou essentiels de la politique laitière nationale. Les responsabilités de ce qui concerne ces programmes de soutien sont réparties entre les divers participants de l'industrie de la façon suivante :

Le programme actuel de soutien laitier du gouvernement fédéral implique la détermination d'un *prix visé* national pour les 63 % p. cent du lait produit allant à la transformation, et la modification de ce prix quand les coûts de production du lait changent. Ce prix est assuré sur le marché au moyen d'un programme fédéral d'*offre d'achat* pour le beurre et le lait écrémé en poudre, programme géré par la CCL. Une partie des coûts de production du lait sont assurés par le gouvernement fédéral, à un taux resté le même depuis 1975. Le versement se fait par expédition, par la CCL, d'un chèque mensuel de subvention à chaque producteur.

Il incombe à la CCL de s'assurer que les consommateurs disposent d'approvisionnement continus et suffisants de produits laitiers. Les agriculteurs produisent suffisamment de lait pour répondre à cette demande. Les provinces se partagent le marché au moyen d'un système de gestion nationale des approvisionnements du lait qui implique des quotas de production provinciaux et individuels. Le gouvernement contribue à cet effort en appliquant des contrôles à l'importation pour protéger la commercialisation du lait et assurer que les agriculteurs canadiens ne sont pas soumis à une concurrence injuste de la part d'importations souvent conventionnées.

Les coûts de l'ensemble de la politique sont répartis entre les agriculteurs et le gouvernement fédéral. En plus de la subvention mentionnée ci-dessus, le gouvernement fédéral paie les coûts supportés par la CCL pour appliquer le programme d'offre d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre produits à partir de la production laitière jusqu'aux besoins totaux canadiens en matières grasses de beurre. Le gouvernement fournit également une subvention pour un petit programme spécial d'exportation de produits laitiers du lait et à financer la recherche sur les produits laitiers et leur commercialisation. Les agriculteurs prennent à leur compte tous les coûts d'exportation des produits qui ne sont pas nécessaires à la consommation inté-

rieure. Ce sont les organismes provinciaux de commercialisation du lait qui recueillent leur part de ces coûts au moyen d'un système de retenues sur la production du lait. Ces fonds sont ensuite remis à la CCL qui les applique aux coûts qu'elle a supportés au nom des producteurs laitiers.

Les agriculteurs financent, indépendamment de ces programmes, les activités importantes de publicité et de promotion de leur propre Bureau laitier du Canada.

REVENUS VISÉS POUR LE LAIT DE TRANSFORMATION

La méthode qui est utilisée actuellement pour déterminer le prix visé qui s'applique aux 63 % p. cent de lait et de crème destinés à la transformation a été mise au point en 1975. Les coûts de production du lait dans les grandes régions productrices du Québec et de l'Ontario avaient alors permis d'en arriver à un prix. C'est celui-ci qui est ajusté maintenant trois fois par année au moyen de la formule d'ajustement des revenus qui intègre l'évolution des coûts depuis cette époque.

Le revenu des producteurs provient donc de leurs ventes sur le marché et de la subvention fédérale. Pour faire en sorte qu'ils obtiennent les prix du marché, le gouvernement fédéral fixe des prix de soutien pour le beurre et le lait écrémé en poudre et offre ensuite d'acheter ces produits à certains endroits au Canada. Cette pratique a un effet direct sur les prix que paient les usines de transformation aux producteurs pour leur lait de transformation et leur crème.

Le revenu réel que le producteur retire du marché résulte d'ententes conclues entre les associations de producteurs et les transformateurs à l'échelle provinciale. Ces ententes influent également sur la marge des transformateurs qui peut ainsi être différente de la marge dont se sert le gouvernement fédéral pour fixer les prix de soutien et qui peut varier d'une province à l'autre en raison de facteurs comme le volume de lait transformé, les coûts de mise en marché, etc.

Le tableau 2 illustre la façon dont le prix visé était calculé au 1^{er} août 1983. Ce prix de +2,80 \$ l'hectolitre fut atteint en tenant



Promoting Canadian dairy products, England, circa 1900-1910

Promotion de produits laitiers canadiens en Angleterre, vers 1900-1910

peak dairy product marketing and consumption months.

Although the formula indicated larger increases in the Target Price in 1982/83 and 1983/84, these were adjusted to keep them within the temporary federal 6 and 5 percent wage and price guidelines.

The components of the Formula and their weights are outlined in more detail in the table on page 18:

a) 45%

An index of dairy cash input prices to evaluate costs in milk production.

b) 35%

The Consumer Price Index as a measure of changes in the earnings of operator and family labour.

c) 20%

This portion of the formula was established in 1975 to reflect producers capital and investment costs. It was set at \$5.00 per hectolitre as 20% of the formula which indicated Target Returns of \$25.00 per hectolitre. It is not indexed. While this portion of the formula has not changed since 1975, the following criteria were established through which adjustments could be considered:

- significant changes in levels of dairy product stocks,
- the effect of changes to dairy producer returns occurring in other milk producing countries,
- major changes in competitive dairy product processing costs,
- major changes in the value of quotas under the federal dairy program.

Data base for Cost of Production studies

To obtain statistically sound information on the costs of producing milk, the Commission continued to share in the funding of milk production and management information systems (cost of production studies) with the provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick and Saskatchewan. Data is collected directly from participating dairy farmers who provide specific information with respect to the cash costs they incur, as well as labour and capital requirements.

The Commission co-ordinates the four studies to ensure the establishment of consistent and comparable production data. The

outcome of the studies will provide complete and reliable data to conduct more comprehensive cost of production analysis.

Processor Margin study

In 1983, a report was submitted on an independent study into the costs of processing industrial milk into butter and skim milk powder for tender to the CDC. The study provided another perspective on the Assumed Processor Margin portion of the federal Target Price and compliments methodologies already in use by the Commission when calculating the Target Price.

DIRECT SUBSIDY PAYMENTS

The Government of Canada continued to pay part of the costs of producing milk used to make dairy products for Canadian requirements and for the Special Export Program. This is achieved through monthly payments direct to each dairy producer based on his level of eligible milk and cream shipments.

The rate of subsidy continued at \$1.675 per kilogram of butterfat or \$6.03 per hectolitre of milk with a butterfat content of 3.6 kilograms. The rate has remained constant since it was introduced in 1975. By July 1984, it represented 13.8% of the Target Returns level compared to 24% in 1975. Consumers benefit from this subsidy because it results in prices for dairy products that are lower than they would be in its absence.

If the government no longer paid the subsidy and producers were to receive the same Target Price, an equivalent amount would have to come from the marketplace through an increase in dairy product prices. The amount paid as a subsidy is part of the revenues efficient farmers need to cover their costs and stay in business.

The subsidy is paid monthly and during the year it was paid on industrial milk and cream deliveries within 95% of the market sharing quotas held by individual producers. Following the final determination of Canadian requirements at year-end, adjustments to the final payments were made to pay subsidy on 99.7% of milk and cream production within each province's market sharing quota. This reflected increased domestic requirements which rose from 44.2 million hectolitres at the start of the year to 45.3 million hectolitres which was achieved by July 31, 1984.

Total payments for the 1983/84 dairy year amounted to \$277 million*. Payment to individual producers are limited to shipment of 18,000 kilograms of butterfat. However, upon application to the Commission, this basic maximum limit may be increased to 36,000 kilograms in cases where two persons co-own a dairying operation and work full time on the farm. A third multiple of the basic maximum limit may also be allowed in cases where three persons are involved. The Commission approved 189 such applications for the 1983/84 dairy year.

The average subsidy payment to the 37,138 milk producers in 1983/84 was \$7,170 and that for the 9,774 cream producers was \$1,253.

**Does not include subsidy payable to British Columbia producers which was transferred to the export account (\$10.1 million) as that province had withdrawn from the national system in 1982 and rejoined in November 1984. This is explained in note 11 to the Financial Statements on page 64.*



Jerseys, Brandon Fair, 1905
 Jerseyes, foire de Brandon, 1905

Compte de la subvention fédérale de 6,03 \$ l'hectolitre et du revenu estimatif de la vente sur le marché de 42,07 \$ l'hectolitre, après avoir alloué une marge théorique aux transformateurs de 5,30 \$ l'hectolitre.

Les prix pendant le programme national de restrictions

En juin 1982, le gouvernement fédéral limitait de façon temporaire l'augmentation des prix des salaires pour combattre l'inflation. Dans le cas de l'industrie laitière, cette politique s'appliquait de façon rétroactive au 1^{er} avril 1982, limitant ainsi les augmentations des prix de soutien du lait et du lait écrémé en poudre à 6 p. cent pendant la première année, à 5 p. cent pendant la seconde année et à 4 p. cent pendant la troisième et dernière année se terminant le 31 mars 1985. Les revenus réels des producteurs et des transformateurs pendant cette période ont été inférieurs de 6 et 5 p. cent parce que la subvention qui entre dans le revenu visé n'est pas indexée. Au cours de ces deux années, les augmentations maximales ont été de 5,2 et 4,3 p. cent respectivement pour les deux premières

années et ne dépasseront pas 3,4 p. cent pour celle se terminant le 31 mars 1985.

Formule d'ajustement des revenus

La formule d'ajustement des revenus fut établie par le gouvernement fédéral en 1975 pour tenir compte des changements dans les coûts de production du lait de transformation au Canada. Elle sert au cours de l'année laitière à ajuster le niveau du revenu visé pour le lait de transformation par rapport au coût de production de base établi en 1975.

Habituellement, on procède à un ajustement des revenus visés lorsque les indices de la formule varient de 2 p. cent ou plus. Cette pratique a toutefois été suspendue pendant le programme de restriction. On ne procède pas à plus de trois changements de prix au cours d'une année laitière, y compris celui du début de l'année qui survient le 1^{er} août qui fait l'objet d'un examen par le gouvernement en même temps que les éléments du programme proposé pour l'année laitière. Ces changements doivent respecter un intervalle d'au moins trois mois et aucun n'intervient pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre, période pendant laquelle les efforts de mise en marché et la consommation de produits laitiers atteignent un sommet.

Cette année, si l'utilisation de la formule donnait des augmentations du prix visé supérieures à celles de 1982-1983 et de 1983-1984, les ajustements retenus ont respecté les contraintes temporaires du programme fédéral des 6 et 5 p. cent.

Les éléments de la formule, et leur pondération, ci-dessous sont décrits plus en détail au tableau à la page 18 :

a) 45 p. cent

Indice des coûts en espèces des intrants des produits laitiers permettant d'évaluer les coûts inhérents à la production laitière.

b) 35 p. cent

Indice des prix à la consommation indiquant les variations de revenus des exploitants et de la main-d'oeuvre familiale.

c) 20 p. cent

Cet élément a été fixé en 1975 afin de refléter les coûts d'investissement et de capital des producteurs. Il avait été fixé à 5 \$ l'hectolitre et représentait 20 p. cent de la formule puisque le revenu visé était de 25 \$ l'hectolitre de lait. Il n'est pas indexé. Bien que non ajusté depuis 1975, il pourrait l'être en tenant compte des critères suivants :

Reporting of milk and cream production

All farmers who sell milk and cream in Canada for manufacturing purposes are registered with provincial milk marketing agencies and with the Canadian Dairy Commission.

Shipments of milk and cream delivered to processing plants are recorded by provincial milk marketing boards and agencies responsible for the administration of the Market Sharing Quota program in each province against a producer's Market Sharing Quota. On that basis, the producer's quota is managed and levy amounts collected. Levies collected by provincial agencies are forwarded to the Commission each month to be applied against the costs of dairy products sold for export.

Monthly shipments of milk and cream

from individual producers are also reported to the Commission by either the provincial marketing boards or agencies or by processing plants in provinces without a central marketing authority for these products. These shipments and the market sharing quota data for each shipper form the basis for calculation of monthly subsidy payments which the Commission mails directly to producers.

In order to ensure the milk production reported to the Commission for subsidy payment and levy collection purposes is accurate, the Commission audits processing plants and provincial marketing agencies' records.

Farmers who shipped milk and cream

A total of 46,912 dairy farmers made shipments of industrial milk or cream in 1983/84

compared with 49,936 in the previous year, a reduction of 3,024. Of the total, 3,853 ceased production during the year and 829 new producers were registered with the Commission in the same period. See the table on page 2 for the details by province.

DAIRY PRODUCT PRICE SUPPORT PROGRAM

The Commission is authorized by the government to administer an "offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder support prices derived from the Target Price for milk. The establishment of these floor prices in turn influences wholesale prices for all dairy products in Canada. The federal government pays the financing, handling and storage for any CDC purchases of these two

1 SUPPORT PRICE STRUCTURE

The relationship of federal support prices for butter and skim milk powder to the Target Returns Level or Price for industrial milk.
Offer-to-purchase support prices as of August 1, 1983

STRUCTURE DU PRIX DE SOUTIEN

Rapport entre les prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre et le prix ou le niveau visé pour lait de transformation.
Prix de soutien d'offre d'achat au 1er août 1983.

Butter / Beurre

Federal support price per kilo	\$ 4.55	Prix de soutien fédéral, le kilo
Amount of butter in one hl of milk	× 4.32	Quantité de beurre dans un hl de lait
	\$19.66	

Skim milk powder / Lait écrémé en poudre

Federal support price per kilo	\$ 2.72	Prix de soutien fédéral, le kilo
Amount of skim milk powder in one hl of milk	× 8.24	Quantité de lait écrémé en poudre dans un hl de lait
	\$22.41	

Market Price Guarantee, per hl	\$42.07	Prix garanti sur le marché par hl
Assumed Processors' Margin, per hl	- 5.30	Marge théorique du transformateur par hl
Estimated Producers Market Returns, per hl	\$36.77	Revenu estimatif des producteurs sur le marché, par hl
Direct Subsidy, per hl	+ 6.03	Subvention directe, par hl
Government of Canada Target Returns Level, per hl	\$42.80	Prix de soutien visé par le gouvernement du Canada, par hl

variation importante des stocks de produits laitiers, la variation des revenus des producteurs dans d'autres pays producteurs, les variations majeures des coûts de transformation concurrentiels, et les variations importantes dans la valeur des quotas établis en vertu du programme laitier fédéral.

Revue de données des études portant sur les coûts de production

La CCL, désireuse d'obtenir de bonnes données statistiques sur les coûts de production du lait, continue à participer au financement de systèmes d'information de la gestion et de la production du lait (études des coûts de production) avec l'Ontario, le Québec, le

Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan. Les données sont recueillies directement chez les producteurs laitiers participants qui fournissent des renseignements précis sur les coûts en espèces pour leur exploitation laitière ainsi que sur les besoins en main-d'oeuvre et en capital.

La Commission coordonne les quatre études pour s'assurer que les données recueillies soient cohérentes et comparables. Il en résultera un ensemble de données fiables qui permettront de mener des analyses détaillées des coûts de production.

Étude sur la marge bénéficiaire des transformateurs

Une étude indépendante, portant sur le coût de transformation du lait en beurre et en lait

écrémé en poudre prêts à être offerts à la CCL, a été présentée en 1983. Elle a fourni un autre éclairage sur la part de la marge théorique des transformateurs qui entre dans le prix visé fédéral. Cette étude a également permis de disposer d'éléments complémentaires pour la méthode de calcul du prix visé déjà utilisée par la Commission.

VERSEMENTS DE SUBVENTIONS DIRECTES

Le gouvernement du Canada a continué à verser aux producteurs de lait une subvention directe qui fait partie du revenu visé pour combler les besoins canadiens et ceux du programme spécial d'exportations. Il procède pour cela à des versements directs de fonds à chaque producteur laitier en fonction de ses

2 TARGET RETURNS, ASSUMED MARKET RETURNS AND FEDERAL SUBSIDY

(for industrial milk January 1980 to April 1984)
(dollars per hectolitre of milk)

REVENU VISÉ, REVENU ESTIMATIF SUR LE MARCHÉ ET SUBVENTIONS FÉDÉRALES

(pour le lait industriel, de janvier 1980 à avril 1984)
(dollars par hectolitre de lait)

1980	January 1	1er janvier		36.71	6.03	32.62
	April 1	1er avril		27.28	6.03	33.31
	August 1	1er août		28.98	6.03	34.61
1981	January 1	1er janvier		29.67	6.03	35.70
	April 1	1er avril		30.59	6.03	36.61
	August 1	1er août		42.03	6.03	38.06
1982	January 1	1er janvier		33.58	6.03	39.61
	April 1	1er avril		43.59	6.03	39.61
	August 1	1er août		44.79	6.03	41.02
1983	January 1	1er janvier		39.57	6.03	41.40
	April 1	1er avril		39.63	6.03	41.66
	August 1	1er août		38.77	6.03	42.80
1984	January 1	1er janvier		37.15	6.03	43.18
	April 1	1er avril		37.80	6.03	43.83

Assumed market returns⁽¹⁾

Rough price support program

Revenu estimatif sur le marché⁽¹⁾

sur le biais des prix de soutien

+

Federal subsidy

Subvention fédérale

=

Target Returns level for milk producers

Niveau du revenu visé pour les producteurs de lait

⁽¹⁾ Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder excluding an allowance for a processing margin

⁽¹⁾ L'évaluation des rendements pour les producteurs laitiers repose sur les prix de soutien fédéraux pour le beurre et le lait écrémé en poudre, à l'exclusion d'une marge pour la transformation.

3 RETURNS ADJUSTMENT FORMULA COMPONENTS⁽¹⁾

COMPOSANTES DE LA FORMULE D'AJUSTEMENT DES REVENUS⁽¹⁾

A

45%

Index of the Dairy Cash Input Prices by quarter, 1979 to 1982
(1970-72 = 100)

Indice des prix d'entrée au comptant par trimestre 1979 à 1982
(1970-1972 = 100)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
I	202.2	231.2	265.1	276.9	282.0	303.1
II	208.6	234.3	271.7	281.0	289.7	304.6
III	217.6	243.0	274.1	282.0	291.2	—
IV	223.4	250.7	271.6	277.7	297.6	—

Weights in the Index of Cash Input Prices

Pondération de l'indice des prix d'entrée au comptant

Cash Costs⁽²⁾

Coûts comptants⁽²⁾

16% dairy ration	
Other materials and services index (veterinary medicine, other livestock expense, misc. haulage and fees)	
Hired farm labour	
Machinery repairs	
Fertilizer	
Property taxes	
Petroleum products	
Seed	
Electricity	
Building repairs	
Artificial insemination	
Custom work	

	Weights Pondération
16% ration laitière	13.4
indice des matériaux et services divers (médecine vétérinaire, dépense de bétail, transport et frais divers)	7.8
main d'oeuvre	6.6
réparation de machinerie	3.1
engrais	3.1
taxes foncières	2.8
produits pétroliers	2.0
semences	1.9
électricité	1.9
réparation de bâtiments	1.4
insémination artificielle	.6
travail sur commande	.4

Total Cash Cost Items

Total des dépenses au comptant 45.0%

B

35%

Consumer Price Index (1981 = 100)

Indice des prix à la consommation (1981 = 100)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
I	77.9	85.3	95.7	106.7	114.8	120.8
II	80.0	87.6	98.7	110.0	116.4	121.8
III	81.5	90.1	101.6	112.3	118.3	—
IV	83.4	82.7	104.1	114.1	119.3	—

C

20%

Judgmental factor used to reflect producers' investment costs. It has remained at \$5.00 per hectolitre as set in 1975 and is not indexed.

Facteur intuitif permettant de tenir compte des coûts d'investissement des transformateurs. Il est resté à 5 \$ par hectolitre depuis 1975 et n'est pas indexé.

⁽¹⁾ Base: The \$25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.

⁽²⁾ Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.

⁽¹⁾ Base: Le prix de \$25.00 l'hectolitre rendu public le 1^{er} avril 1975 sert de revenu de base.

⁽²⁾ Les éléments de la publication de Statistique Canada intitulée "Indice du prix des intrants agricoles" servent à établir des correspondances avec les coûts réels des producteurs.

expéditions de lait et de crème admissibles. Le taux de la subvention est demeuré à 75 \$ le kilo de matières grasses du beurre (6,03 \$ l'hectolitre de lait ayant une teneur en matières grasses du beurre de 3,6 kilos. Le taux est constant depuis huit ans et, en juillet 1983, il équivalait à 13,8 p. cent du revenu net par rapport à 24 p. cent en 1975. Cette subvention profite aux consommateurs parce qu'elle maintient les prix des produits laitiers en dessous de ce qu'ils seraient sans la subvention.

Si le gouvernement ne versait plus cette subvention et si les producteurs devaient recevoir le même prix visé, les prix du marché des produits laitiers devraient augmenter en proportion. Cette subvention fait partie des revenus nécessaires aux producteurs efficients pour couvrir leurs coûts et continuer à exploiter leur entreprise.

La subvention est versée chaque mois. Elle a été payée sur toutes les livraisons de lait et de lait de transformation jusqu'à concurrence de 95 p. cent du quota de mise en marché détenu par chacun des producteurs. Après avoir établi les besoins canadiens à la fin de l'année, on a procédé à des ajustements, au moment du versement final, pour verser une subvention sur 99,7 p. cent de la

production de crème et de lait permise par le quota de mise en marché de chaque province. Cette augmentation traduit l'augmentation des besoins intérieurs qui sont passés de 44,2 millions d'hectolitres au début de l'année à 45,3 millions d'hectolitres au 31 juillet 1984.

Les versements pour l'année laitière 1983-1984 ont totalisé 277 millions de dollars*. Les versements aux producteurs sont limités aux expéditions de 18 000 kilogrammes de matières grasses du beurre. Cependant, deux personnes possédant une exploitation laitière en copropriété et y travaillant à plein temps peuvent demander à la Commission de porter cette limite à 36 000 kilogrammes. Enfin, on peut tripler la limite de base si l'association comprend une troisième personne. Pendant l'année laitière 1983-1984, la Commission a approuvé 189 de ces demandes.

**Ne comprend pas les subventions aux producteurs de la Colombie-Britannique, car elles ont été portées au compte d'exportations (10,1 millions de dollars), cette province ayant décidé de se retirer du Plan national en 1982 pour le réintégrer en novembre 1984. Cette opération est expliquée à la note 11 aux états financiers à la page 64.*

En 1983-1984, la subvention moyenne versée aux 37 138 producteurs laitiers a été de 7 170 \$ et de 1 253 \$ pour celle qui a été versée aux 9 774 producteurs de crème.

Rapports de production laitière

Au Canada, tous les producteurs qui vendent leur lait et leur crème sont enregistrés auprès de leur office de commercialisation provincial ainsi qu'auprès de la Commission canadienne du lait.

Les offices provinciaux de commercialisation du lait et les organismes provinciaux responsables de l'administration des quotas de mise en marché dans chaque province imputent aux quotas des producteurs concernés les expéditions de lait et de crème aux usines de transformation. Ces inscriptions servent à gérer les quotas et à déterminer le montant des retenues à prélever. Les offices provinciaux versent ces prélèvements à la Commission qui les utilise pour le paiement des frais d'exportation des produits laitiers.

En outre, les offices ou organismes provinciaux de commercialisation, ou les usines de transformation s'il n'y a pas d'organisme central de commercialisation dans la province, transmettent à la Commission les données mensuelles sur les expéditions de lait et

4 TOTAL SUBSIDY PAID

SUBVENTIONS TOTALES

80/81	44.4	2.2	\$278.291
81/82	42.8	2.2	\$271.438
82/83	44.2	2.2	\$270.851 ⁽¹⁾
83/84	45.4	2.2	\$276.951 ⁽¹⁾

$$\begin{array}{l} \text{Canadian Requirements} \\ \text{(million hectolitres)} \\ \text{Besoins canadiens} \\ \text{(millions d'hectolitres)} \end{array} + \begin{array}{l} \text{Export Program} \\ \text{(million hectolitres)} \\ \text{Programme d'exportation} \\ \text{(millions d'hectolitres)} \end{array} \times \$6.03 = \begin{array}{l} \text{Government of Canada} \\ \text{Subsidy Payments} \\ \text{(thousand of dollars)} \\ \text{Subventions du} \\ \text{Gouvernement} \\ \text{du Canada} \\ \text{(milliers de dollars)} \end{array}$$

Further details on the subsidy amounts paid by province are listed in table 5

Le tableau 5 donne plus de détails sur les subventions versées à chacune des provinces

⁽¹⁾ Does not include subsidy payable to British Columbia producers which was transferred to the export account \$10.1 million (1983 \$8.5 million) as that province had withdrawn from the national system in 1982 but rejoined in November 1984. This is explained in Note 11 to the Financial Statements

⁽¹⁾ N'inclut pas la subvention de 10,5 millions de dollars versée aux producteurs de Colombie-Britannique et qui a été portée au compte des exportations (8,5 millions de dollars en 1983) puisque cette province s'était retirée du plan national en 1982 pour y revenir en 1984. Voir l'explication à la Note 11 afférente aux états financiers.

products up to levels to meet domestic requirements. The carrying charges for products produced from milk in excess of Canadian requirements are paid by farmers. The program provides a target market price through which producers may achieve the Target Returns level. Individual provincial milk marketing boards and agencies set different price levels for various uses of industrial milk using the federal support prices as a guide.

The program also assists in the provision of plentiful supplies of fresh dairy products

for consumers. This is achieved by the Commission holding sufficient stocks of butter (which still accounts for almost 50% of the end use of industrial milk) for resale to the market when needed, in particular during the winter when milk production is traditionally low.

In 1983/84, the magnitude of this program was such that the Commission purchased 24.7% of the butter and 64.2% of the

skim milk powder produced in Canada. The level of butter purchases was again this year higher than normal due to the low market demand and high milk production during the first half of the year. It should be noted however that the Commission's butter stock accumulated at a much slower rate, 8.7% in 1983/84 as opposed to 105% in 1982/83.

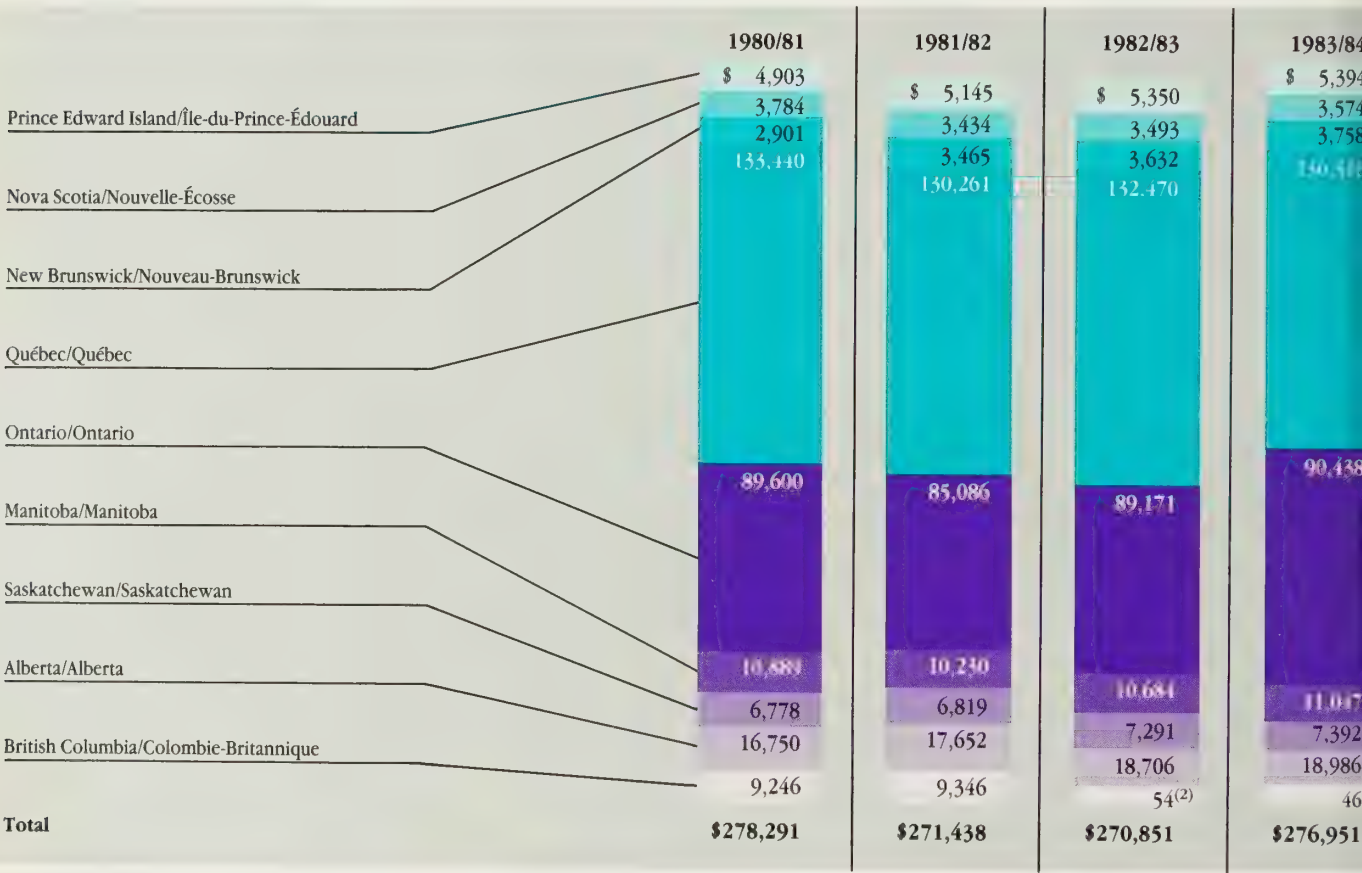
The Commission uses a combination of purchasing and selling programs to support various butter marketing strategies. For example,

5 SUBSIDY PAID TO DAIRY FARMERS ON INDUSTRIAL MILK AND CREAM⁽¹⁾

(thousand of dollars)

SUBVENTIONS VERSÉES AUX PRODUCTEURS DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME⁽¹⁾

(milliers de dollars)



⁽¹⁾ Includes subsidy paid on roughly 2.2 million hectolitres of milk for the special Export Program for \$3.68 million in 1980/81, 1981/82, 1982/83 and again in 1983/84 in those provinces participating in the program.

⁽²⁾ The amount shown was subsidy paid to cream shippers. \$10.1 million (\$8.5 million in 1983) in subsidy pertaining to British Columbia milk shippers is not shown because the amount was applied against levy receivable from that province. See note 11 (note 10 in 1983) to the Financial Statements.

⁽¹⁾ Comprend une subvention versée pour environ 2,2 millions d'hectolitres de lait dans le cadre d'un programme spécial d'exportations de 3,68 millions de dollars en 1980-1981, 1981-1982, 1982-1983 et 1983-1984 dans les provinces participantes.

⁽²⁾ Le montant indiqué correspond à la subvention versée aux producteurs de crème. La subvention de 10,1 millions de dollars (8,5 millions de dollars en 1983) applicable aux producteurs de lait de Colombie-Britannique n'est pas indiquée puisqu'elle a servi à payer les retenues que la province devait percevoir. Voir l'explication à la note 11 (note 10 en 1983) afférente aux états financiers.

ystème de chaque producteur. Ces expéditions et les données sur le quota de mise en marché servent au calcul de la subvention mensuelle versée directement aux producteurs par la Commission.

Afin de s'assurer de la justesse de la production de lait qui lui est rapportée aux fins paiement de la subvention et du prélèvement de la retenue, la Commission vérifie les livres des usines de transformation et les dossiers des organismes provinciaux de commercialisation.

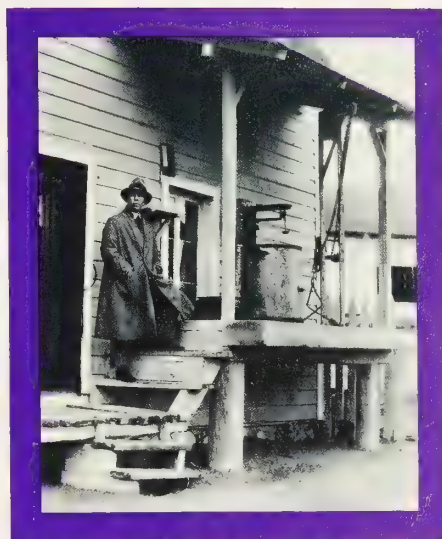
Producteurs qui livrent du lait et de la crème

En 1983-1984, 46 912 producteurs laitiers ont livré de la crème ou du lait de transformation, par rapport à 49 936 producteurs au cours de l'année précédente, soit une diminution de 3 024. De ce total, 3 853 producteurs ont cessé toute production pendant l'année et 9 000 nouveaux producteurs se sont inscrits auprès de la Commission pendant la même période. On se rapportera au tableau 6 de la page 22 pour plus de détails par province.

PROGRAMME DE SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS

Le gouvernement autorise la Commission à mettre en œuvre un programme d'offre d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre à des prix de soutien découlant du prix visé pour le lait. Ces prix plancher influent à leur tour sur les prix de gros pour tous les produits laitiers du Canada. Le gouvernement assure les coûts de fonctionnement, de manutention et d'entreposage de tout achat par la CCL de ces deux produits, et ce jusqu'à concurrence des niveaux correspondant aux besoins intérieurs. Les frais de financement des produits laitiers produits avec le lait excédant les besoins canadiens sont payés par les producteurs. Le programme fixe un prix de vente permettant aux producteurs d'obtenir le niveau de revenu visé. Chacun des offices et organismes provinciaux de commercialisation du lait établit un niveau de prix différent pour les divers usages du lait de transformation en se basant sur les prix de soutien fédéraux.

Le programme assure aux consommateurs un approvisionnement de produits laitiers frais, du fait que la Commission détient des stocks de beurre (qui comptent encore pour près de 50 p. cent de l'utilisation du lait de transformation) partout dans le pays pour une utilisation immédiate lorsque nécessaire, en particulier pendant les mois d'hiver quand la production laitière est habituellement plus faible.



Weighing milk at small factory, 1929

Pesage du lait à une petite usine de transformation, 1929

En 1983-1984, l'importance de ce programme était telle que la Commission a acheté 24,7 p. cent du beurre et 64,2 p. cent du lait écrémé en poudre produits au Canada. Cette année encore, le niveau des achats de beurre a été plus élevé qu'à l'habitude à cause de la baisse de la demande intérieure et de la hausse de la production laitière au cours de la première moitié de l'année. Il importe de souligner cependant que l'accumulation de stocks de beurre par la Commission a grandement ralenti, s'établissant à 8,7 p. cent en 1983-1984 par rapport à 105 p. cent en 1982-1983.

Afin de soutenir ces différentes stratégies de mise en marché, la Commission utilise une combinaison de procédures d'achat et de vente. Par exemple, dans le cas du plan "A", le beurre de notation 40-93 est acheté au prix de soutien, tandis qu'on paie 2 ¢ de moins le kilogramme pour le beurre de notation 39-92. Habituellement, les achats de beurre sont interrompus entre le 1^{er} novembre et le 31 mars parce que tout le lait produit, en plus faible quantité, sert à répondre à la demande des consommateurs en produits frais. Cette politique force les transformateurs à répondre directement à la demande plutôt que de se fier à la CCL pour la commercialisation des produits.

Dans le cas du plan "B", la Commission achète le beurre des fabricants et le leur revend à l'intérieur d'une période donnée. Cela incite les transformateurs à mieux connaître les préférences du consommateur et à mettre au point un produit recherché pour sa

qualité et son emballage. Dans le cadre de ce programme, la Commission limite généralement ses achats à la période courante du 1^{er} mai au 15 septembre et les transformateurs doivent racheter les produits entre le 1^{er} octobre et le 31 mars. Le beurre en bloc du plan "B" (boîte de 25 kilogrammes en vrac) est acheté à 11 ¢ de moins le kilogramme que le beurre de notation 40-93 du plan "A". Celui du plan "B" en pain d'une livre est payé 4 ¢ de moins que celui en bloc du plan "B".

La Commission a prolongé le Plan "A" et la période d'achat, la production laitière ayant dépassé la demande du marché, en particulier au cours des premiers mois de 1983-1984.

Achat et vente de beurre et lait écrémé en poudre

La Commission a démarré l'année financière le 1^{er} août 1983 avec 30,3 millions de kilogrammes de beurre et 15,2 millions de kilogrammes de lait écrémé en poudre en stock. Au cours de l'année, elle a acheté 26,6 millions de kilogrammes de beurre et 82 millions de kilogrammes de lait écrémé en poudre. Les ventes aux fabricants ont atteint 28 millions de kilogrammes de beurre et les exportations s'élevaient à 78,2 millions de kilogrammes de lait écrémé en poudre. À la fin de l'année financière, le 31 juillet 1984, il y avait donc 28,1 millions de kilogrammes de beurre et 14,7 millions de kilogrammes de lait écrémé en poudre en stock.

On trouvera au tableau 8 la liste des prix de soutien du beurre de notation 40-93 et du lait écrémé en poudre, Canada première catégorie, répondant aux normes de la Commission et livrés en wagonnée aux points d'achat désignés.

Les points d'achat désignés pour le beurre et le lait écrémé en poudre sont Charlottetown, Halifax, Saint John, Montréal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton et Vancouver.

Cheddar

Depuis quelques années, la Commission estime inutile d'acheter du fromage afin de soutenir le revenu visé pour le lait. Un prix de soutien nominal de 1,32 \$ le kilo fut institué pour le cheddar, ce qui est de beaucoup inférieur au prix du marché, et par conséquent la Commission n'en a ni acheté, ni vendu en 1983-1984.

On trouvera au tableau 9 le détail des quantités de produits laitiers mises en marché en 1983-1984.

ple, under Plan "A", 40-93 score butter is purchased at the support price and 39-92 score at two cents less per kilogram. In a normal production year, purchasing is discontinued between November 1 and March 31, because the traditionally lower volume of milk produced in this period is all needed to ensure sufficient milk for the regular consumer demand. This policy forces processors to fill the market demand directly and not rely on the CDC to market products for them.

Under the Plan "B" program, the Commission purchases a manufacturer's butter and resells it back to him within a stated period of time. This encourages processors to develop customer preference and premiums for quality and packaging. The Commission usually restricts its purchases for this program to the period between May 1 and September

15, and processors must buy products back between October 1 and March 31. The Plan "B" solids (bulk 25 kilogram boxes) are purchased at eleven cents a kilogram less than 40-93 score Plan "A". Plan "B" in one pound prints are four cents less than Plan "B" solids.

The Commission extended the Plan "A" and purchase period as milk production was in excess of market requirements in particular during the early months of 1983/84.

Volumes of butter and skim milk powder handled

The Commission began the fiscal year August 1, 1983 with 30.3 million kilograms of butter and 15.2 million kilograms of skim milk powder in inventory. During the year, the

Commission purchased 26.6 million kilograms of butter and 82.0 million kilograms skim milk powder. Sales to manufacturers were 28.0 million kilograms of butter and exports were 78.2 million kilograms of skim milk powder, leaving a closing inventory of 28.1 million kilograms of butter and 14.7 million kilograms of skim milk powder as at July 31, 1984.

The support prices for butter (40-93 score) and skim milk powder in carlots, delivered to basing points, Canada First Grade quality, and meeting Canadian Dairy Commission specifications are listed in table 8.

6 PRODUCTION OF INDUSTRIAL MILK AND CREAM⁽¹⁾
(thousand kilograms of butterfat)

PRODUCTION DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME⁽¹⁾
(milliers de kilogrammes de matière grasse du beurre)

	1980/81			1981/82			1982/83		
	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Total Total	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Total Total	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Total Total
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	594	2,346	2,940	777	2,617	3,394	747	2,538	3,285
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	2,051	241	2,292	2,140	215	2,385	1,963	219	2,212
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1,411	309	1,720	1,833	286	2,129	1,883	269	2,152
Québec Québec	29,629	51,159	80,746	37,640	46,715	84,355	40,661	42,964	83,625
Ontario Ontario	42,594	10,826	53,420	44,849	9,755	54,604	45,524	9,204	54,729
Manitoba Manitoba	5,381	1,220	6,601	5,441	1,140	6,581	5,477	1,215	6,692
Saskatchewan Saskatchewan	1,980	2,074	4,054	2,614	1,669	4,283	3,049	1,318	4,367
Alberta Alberta	6,424	3,705	10,129	7,794	3,303	11,094	8,247	2,894	11,141
British Columbia Colombie-Britannique	5,561	197	5,698	5,988	129	6,117	6,124	121	6,247
Canada	95,623	71,977	167,600	109,076	65,866	174,942	113,675	60,775	174,450

⁽¹⁾ "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping industrial milk and/or cream.

⁽¹⁾ "Consommation/transformation": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Transformation": producteurs qui livrent du lait de transformation ou de la crème ou les deux.

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Le Canada contrôle les importations de produits laitiers afin de protéger son système national de gestion des approvisionnements de lait. En effet, la politique laitière canadienne est fondée, pour une bonne part, sur la gestion des approvisionnements à l'échelle nationale qui vise à ajuster la production laitière aux besoins du marché en produits laitiers, d'après la teneur en matières grasses du beurre. Les accords du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) permettent un tel contrôle des importations.

Le contrôle des importations est, de plus, justifié au Canada puisque les produits laitiers importés sont en général fortement subventionnés par les gouvernements des pays exportateurs, ce qui expose les producteurs de produits laitiers canadiens par une concurrence



Condensed milk, early 1900's
Lait concentré, début des années 1900

1983/84		
Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Total Total
718	2,515	3,223
1,945	235	2,180
1,986	248	2,234
41,809	40,223	82,032
46,369	8,391	54,760
5,555	1,207	6,762
3,395	1,183	4,578
8,657	2,711	11,368
6,216	53	6,269
116,650	56,766	173,406

rence injuste. Au Canada, ce sont les producteurs qui doivent supporter les pertes à l'exportation.

La plupart des produits laitiers sont soumis au contrôle des importations grâce à un contingentement assorti de mesures tarifaires. Les contrôles quantitatifs des importations exercés en vertu de la **Loi sur les licences d'exportation et d'importation**, portent sur les fromages autres que les fromages d'imitation, la caséine et les caséinates, les aliments pour les animaux contenant plus de 50 p. cent de matière sèche dégraissée du lait, le lait entier en poudre, le lait écrémé en poudre et le babeurre en poudre, ainsi que le lait concentré et le lait concentré sucré. L'émission des permis d'importation de ces produits est liée aux situations suivantes :

Fromage : Le quota d'importation global pour l'année s'élève à 204 000 tonnes dont 60 p. cent sont réservés aux pays de la CEE.

Lait concentré sucré : Le quota annuel d'importation est de 258 000 livres, en provenance d'Australie.

Babeurre en poudre : Le quota d'importation annuel est de 907 000 kilogrammes, en provenance de la Nouvelle-Zélande.

Caséine et caséinates : Les permis d'importation de caséine sont délivrés sur demande, la production de ce produit étant nulle au Canada.

Aliments pour les animaux : Les contrôles d'importation ne touchent que les pro-

duits qui contiennent plus de 50 p. cent de matière dégraissée du lait et pour lesquels des permis ne sont généralement pas accordés.

Beurre : Seule la Commission canadienne du lait peut obtenir des permis d'importation de ce produit si la production canadienne de lait n'a pas suffi à la demande.

Lait sec écrémé, lait sec entier et lactosérum sec : L'importation de ces produits est soumise à des contrôles et on ne délivre pas de permis d'importation à moins que le produit demandé ne puisse être fabriqué à partir de la production canadienne.

Les importations de produits laitiers et de produits contenant des produits laitiers sont protégées par des tarifs douaniers. Celui touchant l'importation des fromages, couvert par les accords du GATT, est particulièrement important puisqu'il varie entre 2,2 et 7,7 ¢ le kilo. Il est à remarquer que ce tarif est nettement inférieur aux tarifs imposés par plusieurs autres pays producteurs de lait qui, en outre, imposent des quotas d'importation rigoureux.

Ces quantités limitées d'importations de produits laitiers ont encore un rôle à jouer. En ce qui concerne les fromages importés, les fromages fins importés ont contribué à développer le goût des consommateurs canadiens pour une plus grande variété de fromages dont plusieurs sont maintenant fabriqués ici. Les limites qu'imposent le quota aux importations, resté inchangé depuis 1978, ont permis à l'industrie canadienne de capter la hausse de la demande intérieure.

Designated basing points for purchases of butter and skim milk powder are Charlottetown, Halifax, Saint John, Montreal, Québec, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton and Vancouver.

Cheddar cheese

The Commission has for some years considered it unnecessary to purchase cheese in order to support the Target Returns for milk. As a result, there is a nominal support price of \$1.32 per kilogram for cheddar cheese which is far below the market price and again none was purchased or sold by the Commission in 1983/84.

A breakdown of the volume of dairy products marketed by the Commission in 1983/84 are provided in table 9.

IMPORT CONTROLS

Canada controls imports of dairy products in order to protect its national milk supply management system. The use of nationwide supply management to balance milk production in line with market requirements for dairy products on a butterfat basis is a fundamental part of Canadian dairy policy. Under GATT rules (the General Agreement on Tariffs and Trade), the control of imports for such a purpose is valid.

Further, in Canada controls are regarded as particularly appropriate as imports of dairy products are generally subsidized by the governments of the exporters, resulting in unfair competition for Canadian dairy farmers who must pay for their export losses themselves.

Most dairy products are subject to import controls which are exerted through combination of quota and tariff measures. Quantitative import controls, applied through provisions of the *Export and Import Permits Act* cover cheese other than imitation cheese; casein and caseinates; animal feed containing more than 50 percent non-milk solids; whole milk powder, skim milk powder and buttermilk powder, and evaporated and condensed milk. Imports permits for these products are only issued in the following circumstances.

Cheese: An annual global import quota of 20.4 thousand tonnes with 60 percent reserved for the EEC.

Sweetened Condensed Milk: An annual import quota for 25.8 thousand pounds.

DAIRY FARMERS WHO SHIPPED INDUSTRIAL MILK AND CREAM⁽¹⁾

PRODUCTEURS QUI ONT LIVRÉ DU LAIT DE TRANSFORMATION ET DE LA CRÈME⁽¹⁾

	1980/81				1981/82			
	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	143	518	364	1,025	140	519	327	9
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	607	14	301	1,012	669	4	286	9
New Brunswick Nouveau-Brunswick	539	0	417	956	547	0	362	9
Québec Québec	7,937	13,984	65	21,986	8,481	12,004	49	20,5
Ontario Ontario	10,145	1,922	2,692	14,757	10,154	1,598	2,719	14,4
Manitoba Manitoba	1,570	0	2,594	3,972	1,291	1	2,586	3,8
Saskatchewan Saskatchewan	714	263	4,074	5,051	730	140	3,578	4,4
Alberta Alberta	1,403	563	3,721	5,747	1,550	360	3,314	5,2
British Columbia Colombie-Britannique	1,137	46	44	1,227	1,110	23	37	1,1
Canada	24,151	17,310	14,272	55,733	24,660	14,649	13,258	52,5

⁽¹⁾ "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk. "Cream" are dairy farmers shipping farm separated cream.

⁽¹⁾ "Consommation/transformation": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Transformation": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation. "Crème": producteurs qui livrent de la crème séparée à la ferme.

En 1983, les importations de fromage représentaient pour 9,4 p. cent de la consommation totale de fromages au Canada. Cette amélioration dans le rapport entre la consommation intérieure et les importations contribue à rapprocher le Canada des restrictions à l'importation imposées par les principaux pays producteurs de lait. En 1982, ce ratio était d'environ 3,2 p. cent pour les pays de la Communauté économique européenne (CEE) et respectivement de 5,7 et 6 p. cent pour les États-Unis en 1982 et 1983.

Au cours de l'année, la Fédération canadienne des producteurs de lait a continué à se préoccuper du niveau de ces importations. Elle a encore affirmé à la Commission que les importations devraient être ramenées à 3,9 milliers de tonnes. La Fédération a en

particulier fait remarquer que les surplus canadiens de production laitière, et les coûts fort élevés d'exportation de ces surplus, auraient été réduits si les importations avaient été limitées.

La Fédération a de nouveau fait valoir que le quota d'importation de fromages du Canada est actuellement trop élevé et que la production canadienne peut répondre à la plus grande partie de la demande de fromages importés.

La Fédération s'est aussi inquiétée auprès du gouvernement de l'apparition possible d'imitations de produits laitiers, qu'il s'agisse d'importations ou de fabrication domestique. Si cette question a été examinée par le Comité consultatif de la CCL et que des représentations ont été faites auprès du gouvernement,

aucune nouvelle mesure n'est toutefois entrée en vigueur au niveau fédéral — sur les importations ou l'étiquetage — ni au niveau provincial — sur la fabrication et la commercialisation.

La menace de voir ces imitations conquérir une part du marché des vrais produits laitiers est bien réelle et a de quoi inquiéter l'industrie laitière canadienne. On a en effet vu 7 p. cent du marché américain des fromages accaparé par ces imitations. Il faut prendre les mesures qui s'imposent pour que cela ne se produise pas au Canada.

1982/83				1983/84			
Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total	Fl./Ind. Cons./Tr.	Ind. Tr.	Cream Crème	Total Total
140	514	296	950	140	504	275	919
650	2	254	906	650	1	213	850
316	—	318	864	526	0	261	787
8,551	11,260	39	19,850	8,749	10,420	31	19,210
10,025	1,458	2,617	14,100	9,910	1,280	2,412	13,602
1,231	—	2,539	3,770	1,234	0	2,148	3,382
756	106	2,815	3,677	753	81	2,256	3,090
1,509	332	2,814	4,655	1,453	305	2,140	3,900
1,115	16	33	1,164	1,086	9	24	1,119
24,523	13,688	11,725	49,936	24,499	12,600	9,760	46,859



*Making butter prints
Préparation du pain de beurre*

Buttermilk Powder: An annual import quota of 907 thousand kilograms, product of New Zealand.

Casein and Caseinates: Import permits are issued on request for Casein as it is not produced in Canada at this time.

Animal Feeds: Import controls presently apply only when the non-fat milk solid content exceeds 50 percent, and import permits above this level are not normally issued.

Butter: If there has been insufficient production of milk to meet domestic requirements and imports are required, permits will only be issued to the Canadian Dairy Commission.

Dry skim milk, dry whole milk and dry whey: Are subject to import control, and may not be imported unless the product required is unavailable from Canadian production.

With respect to tariffs, there is a range of tariffs being levied on imports of dairy products and products containing dairy products. For example, the tariff on cheese imports which is bound in the GATT, ranges from 2.2 to 7.7 cents per kilogram. This is significantly

below the tariffs applied by many other developed dairy nations, a number of which have strict import quota regimes in addition.

There continues to be a role for limited imports of dairy products. In the case of the cheese, imports of variety cheese have assisted in the development of Canadian consumer demand for new varieties. Many of these are now produced domestically. With the cheese import quota remaining the same level as established in 1978, it has enabled the increased domestic demand to be supplied entirely from Canadian production.

In 1983 cheese imports represented 9.4% of total domestic cheese consumption compared to 11% in 1978. The improvement in the ratio of cheese imports versus domestic consumption continues to bring Canada's ratio closer to that of other major dairy nations — for example roughly 3.2% in the European Economic Community (EEC) in 1983 and 5.7% and 6.0% respectively in 1982 and 1983 in the United States.

The level of cheese imports continues to be a matter of concern to Dairy Farmers of Canada who again presented to the Commission their longstanding view that these imports should be reduced to 15.9 thousand

tonnes. In particular, this year they noted the surplus milk production in Canada and the very heavy cost to farmers to export that surplus could have been moderated by a reduction of imports.

Dairy farmers also expressed their concern to government over the possibility of introduction of imitation dairy products — both the domestic manufacture and imports. Although the perceived threat to the domestic dairy industry was examined by the Consultative Committee to the CDC and representations to government, no new measures were implemented at either the federal level in respect of imports and labelling or the provincial level in respect of manufacture and marketing.

The threat of imitation dairy products displacing from the market products made from milk is real and of serious concern to the Canadian dairy industry. Already imitations have taken over 7% of the cheese market in the United States. Appropriate measures must be taken to ensure that this does not happen in Canada.

MILK SUPPLY MANAGEMENT

Balancing industrial milk and cream production on a national basis to domestic and export market requirements is a principal goal of the federal dairy policy. Through a system of national, provincial and individual producer production quotas or targets, the 45,000 milk producing farms in Canada tailor milk production to nationally agreed upon targets in order to ensure plentiful supplies of milk for dairy products in Canada while minimizing the occurrence of costly surpluses of milk.

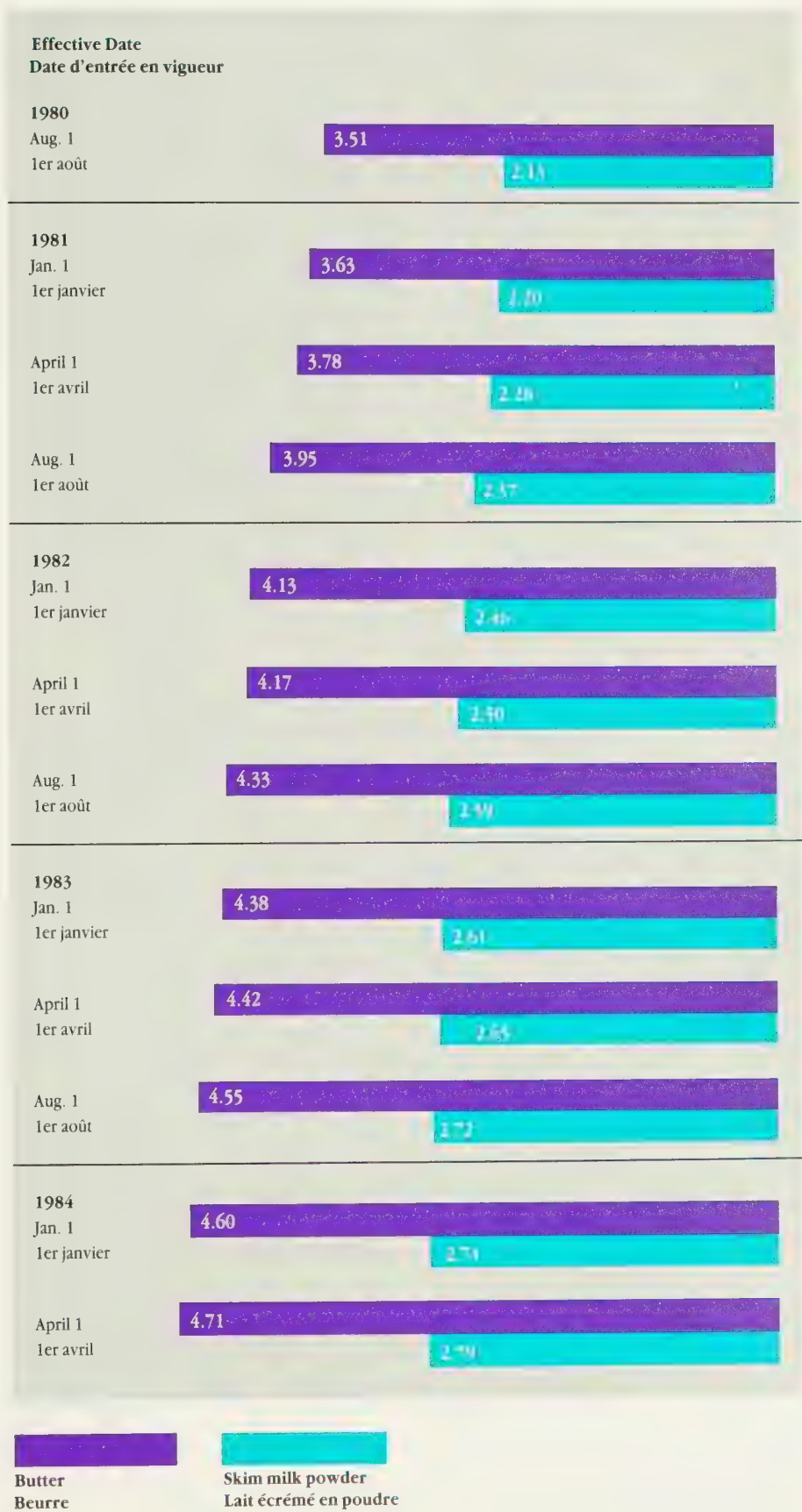
Although some individual provinces have various degrees of supply management in their fluid and industrial sectors, it wasn't until the period 1971 to 1974 that a comprehensive Canada-wide system came into being which effectively accounts for all milk production.

As a result of national supply management, milk production in Canada has, with very few exceptions, been very closely tailored to the domestic demand for dairy products plus, in recent years, the small planned export program.

Responsibility for the management of milk supplies rests with the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC). The Committee's authority and framework

8 FEDERAL SUPPORT PRICES FOR BUTTER AND SKIM MILK POWDER (dollars per kilogram)

PRIX DE SOUTIEN FÉDÉRAUX POUR LE BEURRE ET LE LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE (dollars le kilogramme)



for its policy considerations has been the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan and subsequent modifications agreed to by provinces. A new National Milk Marketing Plan is due to be introduced in the near future. Supply Management has enabled the industry to introduce many measures designed to improve the efficiency and fairness of the program across Canada and within provinces. Improvements in reducing seasonality of milk production and integration of industrial fluid milk producers within provinces are two notable successes.

Revision of the agreement on national milk marketing

National supply management as administered by the CMSMC is based on the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan first signed in 1971 and a series of amendments agreed to since that time. Although a new National Milk Marketing Plan and Memorandum of Agreement were written and signed by provinces in 1983/84, putting the Plan into effect has been delayed while negotiations continued to have British Columbia return to the national system.

Interim Accommodation for British Columbia

British Columbia withdrew from national milk marketing arrangements at the beginning of the 1982/83 dairy year as the CMSMC could not reach an agreement on the B.C. request for more quota. British Columbia maintained that their share of the national MSQ has not grown sufficiently over time to allow the province to produce sufficient milk to service their fluid and semi-fluid industries which are growing due to increased provincial population. For 1983/84, the CMSMC, at year end, recognized a quota of 6 million kilograms for British Columbia as compared to the previous 5.202 million kilograms. As the province had not paid in quota or over quota levy during the year, and the federal government did not pay subsidy, the compromise was for British Columbia to pay, in a lump payment at year end, the shortfall of \$1.5 million between the total levy payable and the federal subsidy payable, based on a quota of 6 million kilograms. Negotiations on the text of final wording of one or two sections in the Memorandum to the new National Milk Marketing Plan continue.

Canadian Milk Supply Management Committee

The production of industrial milk and cream in Canada is managed in relation to the market demand for dairy products by the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC). The Committee consists of representatives of provincial producer marketing boards, provincial government agencies and the Canadian Dairy Commission, a member of which chairs the meetings. The Committee administers the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan signed by provinces producing milk (which is all provinces except Newfoundland where there is very little milk production) and the federal government. The new National Milk Marketing Plan which replaces the above mentioned Interim Plan will go into effect in 1984/85.

In order to balance industrial milk and cream production with the demand for dairy products, the CMSMC uses a system of Market Sharing Quota (MSQ) to share the national market requirements for industrial milk and cream among provinces. MSQ is also used as an equitable basis for collecting levies from farmers to finance export marketing costs.



Dairy farm, 1913
Ferme laitière, 1913

STION DES APPROVISIONNEMENTS U LAIT

politique laitière nationale a comme objectif essentiel d'ajuster à l'échelle du pays la production de crème et de lait de transformation à la demande intérieure et aux marchés d'exportation. Un système d'attribution de quotas, ou de niveaux cibles de production, à l'échelle nationale d'abord, puis à celles des provinces et enfin des producteurs de chaque province, permet d'adapter la production des quelques 45 000 fermes laitières au Canada à des objectifs qui ont fait l'objet d'une entente nationale. On peut ainsi assurer des approvisionnements suffisants de produits laitiers au Canada tout en minimisant le risque de surplus coûteux de lait.

Même si certaines provinces ont géré à des degrés divers leurs approvisionnements de lait de consommation et de lait de transformation par le passé, ce n'est qu'entre 1971 et 1974 qu'on a vu s'instaurer un système de gestion global, à l'échelle de tout le pays, sur l'ensemble de la production laitière.

Grâce à cette gestion nationale des approvisionnements, la production laitière canadienne correspond, à quelques exceptions près, à la demande intérieure en produits laitiers et à un modeste programme d'exportations.

La gestion des approvisionnements du lait relève du Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait (CCGAL). Le Plan provisoire de mise en marché est l'outil de travail du Comité. Celui-ci intègre également les modifications subséquentes aux dernières propositions qui font l'objet d'ententes de la part des provinces. Un nouveau plan national de commercialisation du lait devrait être soumis dans un avenir proche. Cette gestion des approvisionnements a permis à l'industrie de faire adopter des mesures améliorant l'efficacité et l'équité du programme à travers tout le Canada. On peut en donner comme exemples importants la réduction du caractère saisonnier de la production du lait et l'intégration des producteurs de lait de transformation dans les provinces.

Évolution de l'entente nationale de mise en marché du lait

La gestion nationale des approvisionnements, administrée par le CCGAL, se fait dans le cadre du plan provisoire de mise en marché du lait, signé en 1971 par les provinces et qui a évolué depuis avec les modifications qui y ont été apportées. Les travaux ont abouti à la mise au point d'un nouveau plan national de



Taking milk to factory

Lait en route pour l'usine de transformation

commercialisation du lait et à un protocole d'entente que les provinces ont signé en 1983-1984. Son application a toutefois été suspendue dans l'attente du retour de la Colombie-Britannique qui s'en était retirée.

Modalités temporaires pour la Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique a annoncé son retrait du plan national de mise en marché du lait au début de l'année laitière 1982-1983 à la suite de l'échec des négociations entre la province et le CCGAL concernant une demande de quota supplémentaire. La province soutenait que sa part du QMM n'avait pas assez augmenté pour lui permettre de répondre à ses besoins en lait de consommation et de transformation, sa population ayant augmenté. Le CCGAL, à la fin de 1983-1984, reconnaissait à cette province pour l'année un quota de 6 millions de kilogrammes, contre 5,202 millions l'année précédente. La Colombie-Britannique n'ayant pas payé de retenues intra ou hors quotas au cours de l'année, et le gouvernement fédéral n'ayant pas versé de subvention, l'entente intervenue prévoyait que la province paierait, en un versement global, la différence de 1,5 million de dollars entre le total des retenues à payer et la subvention fédérale non versée, pour un quota de 6 millions de kilogrammes. Les négociations continuent sur le texte final d'un ou deux articles du Mémoire qui sera incorporé au Plan national de commercialisation du lait.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait (CCGAL) est responsable de la gestion de la production de lait de transformation et de crème, en fonction de la demande du marché. Le Comité est formé des représentants des offices provinciaux de mise en marché, des agences gouvernementales provinciales et de la Commission canadienne du lait, dont un membre assure la présidence. Le Comité administre le Plan national provisoire de commercialisation du lait endossé par toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve où la production laitière est très faible, et par le gouvernement fédéral. Le nouveau Plan national de commercialisation du lait, qui remplace le plan provisoire vu ci-dessus, entrera en vigueur en 1984-1985.

Pour équilibrer la production de lait de transformation et de crème et la demande des produits laitiers, le CCGAL utilise un système de quotas de mise en marché afin de partager les besoins du marché entre les provinces. Ce système sert également de base au prélèvement des retenues servant à couvrir les frais de mise en marché des exportations.

Le Comité s'est réuni six fois au cours de l'année laitière 1982-1983.

1983	20 et 21 septembre 17 et 18 novembre	Québec Toronto
1984	25 et 26 janvier 21 mars 23 et 24 mai 18 et 19 juillet	Ottawa Ottawa Ottawa Ottawa

Quota national de mise en marché

Le quota national de mise en marché est la production totale de lait de transformation et de crème que les producteurs doivent, d'après la décision du CCGAL, s'efforcer de produire en un an. Ce quota tient compte des besoins intérieurs et du programme spécial d'exportations prévues, ainsi que d'une marge, c'est-à-dire un supplément qui donne une certaine souplesse de production. Cette marge est décrite ailleurs dans le rapport. Ce quota national est réparti entre les provinces, d'après les parts de marché sur lesquelles elles se sont entendues. À leur tour, les provinces ventilent leurs propres quotas entre les producteurs, en fonction des politiques d'attribution de quotas que chacune a mises au point. Ces politiques doivent cependant être approuvées par la Commission canadienne du lait, car elles forment la base des paiements de subventions dont la Commission est responsable.

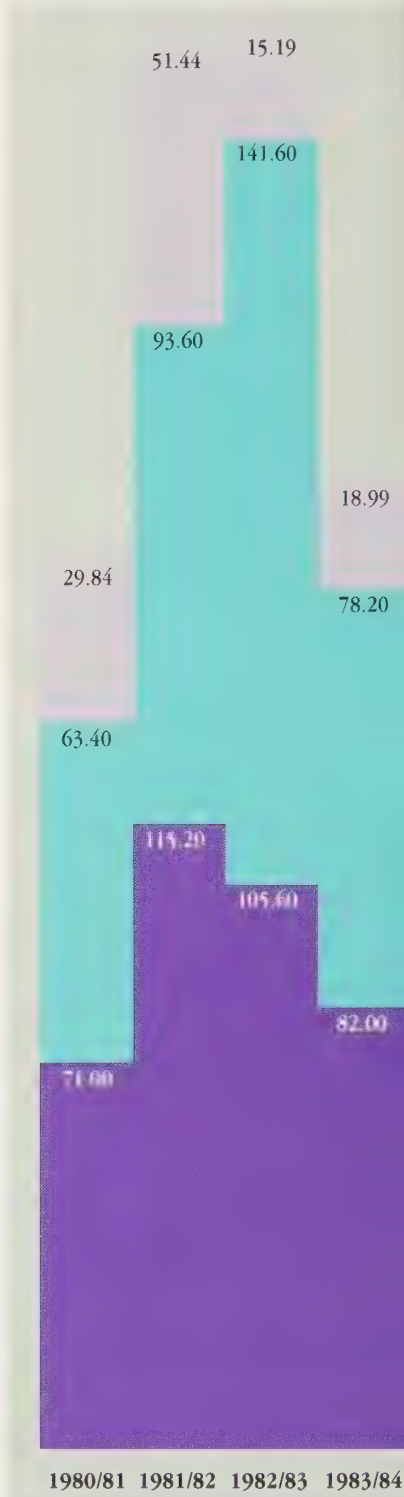
9 **MARKETING ACTIVITIES UNDER THE DAIRY PRODUCTS PRICE SUPPORT PROGRAM BY THE CDC** (million of kilograms)

ACTIVITÉS DE COMMERCIALISATION DE LA CCL EN VERTU DU PROGRAMME DE SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS (millions de kilogrammes)

Butter/Beurre



Skim milk powder/Lait écrémé en poudre



Purchases
Achats

Sales
Ventes

Stocks at year end
Stocks à la fin de l'année

Le 1^{er} août 1983, le QMM était de 1 377 millions de kilogrammes de matières grasses du beurre (47,6 millions d'hectolitres), une augmentation de 1,9 p. cent par rapport à 1 368 183 millions de kilos (46,7 millions d'hectolitres) à la fin de 1982-1983. Ce quota a été conservé pendant toute l'année laitière 1983-1984.

On trouvera au tableau 10 le calcul qui a permis de fixer le quota national de mise en marché.

Programme spécial d'exportation
Le programme d'exportations de produits du lait entier prévues d'avance permet aux provinces de produire plus de lait. Ces exportations spéciales sont destinées à répondre à des besoins précis du marché de l'exportation et

permettent d'obtenir des rendements plus élevés qu'avec le beurre et le lait écrémé en poudre. Ces deux derniers produits sont en effet excédentaires sur le marché mondial et ont donc des cours inférieurs. Les provinces décident si elles veulent ou non participer à ce programme.

Le gouvernement fédéral subventionne, avec ce programme, l'exportation de 2,2 millions d'hectolitres au taux de 6,03 \$ l'hectolitre. En 1983-1984, toutes les provinces y ont participé et ont contribué aux exportations pour la totalité de la part qui était la leur.

La marge

La marge est une part du quota de mise en marché attribuée à chaque producteur en plus

de sa part des besoins canadiens estimatifs en lait. Elle était conçue, à l'origine, pour permettre une certaine souplesse aux producteurs pour remplir entièrement leur part des besoins canadiens et garantir qu'à l'échelle nationale, la production de lait réponde aux besoins intérieurs et à ceux des marchés d'exportation. En fixant cet objectif de production, on s'assure que les producteurs puissent combler les manques à produire d'autres producteurs attribuables à la maladie d'un troupeau, à la mauvaise température, à l'état des récoltes, etc. On a toutefois constaté au cours des dernières années que la plupart des producteurs fournissaient la totalité de leur quota. C'est pourquoi le CCGAL n'a pas attribué de quotas pour la marge en 1983-1984.

10 COMPONENTS OF NATIONAL MARKET SHARING QUOTA (MSQ)

Example: actual figures July 31, 1984

DÉTERMINATION DU QUOTA NATIONAL DE MISE EN MARCHÉ (QMM)

Exemple : données réelles au 31 juillet 1984

		Hectolitres of milk Hectolitres de lait (millions)	Kilograms of butterfat Kilogrammes de matière grasse (millions)
Domestic Requirements Domestic Consumption of Dairy Products ⁽¹⁾	Besoins intérieurs = Consommation intérieure de produits laitiers ⁽¹⁾	44.5	160.2
Canadian Requirements Domestic Requirements 1/3 Special Export Program (2.2 million hl)	Besoins canadiens = Besoins intérieurs + 1/3 du lait requis pour le programme spécial d'exportations (2,2 millions d'hl)	44.5 + 1.7	160.2 + 2.6
2/3 Special Export Program (2.2 million hl)	+ 2/3 du lait requis pour le programme spécial d'exportation (2,2 millions d'hl)	+ 1.5	+ 5.5
		46.7	168.1
National Milk Sharing Quota Domestic Requirements 1/3 Special Export Program (2.2 million hl) Sleeve ⁽²⁾ 2/3 Special Export Program (2.2 million hl)	Quota national de mise en marché = Besoins intérieurs + 1/3 du lait requis pour le programme spécial d'exportation (2,2 millions d'hl) + marge ⁽²⁾ + 2/3 du lait requis pour le programme spécial d'exportation (2,2 millions d'hl)	44.5 + 1.7 + 0 + 1.5	160.2 + 2.6 + 3.3 + 5.5
		46.7	171.4

(1) Includes historical cheese exports to U.S.A. and EEC under quota

(2) If the CMSMC decides no sleeve is necessary for a given year, then National MSQ = Canadian Requirements

(1) Comprend les exportations traditionnelles de fromage vers les États-Unis et la CEE en vertu de quotas

(2) Si le CCGAL estime que la marge n'est pas nécessaire pour une année donnée, le Quota national de mise en marché = les besoins canadiens

The Committee met six times during the 1983/84 dairy year.

1983	Sept. 20 & 21 Nov. 17 & 18	Quebec City Toronto
1984	Jan. 25 & 26 March 21 May 23 & 24 July 18 & 19	Ottawa Ottawa Ottawa Ottawa

National Market Sharing Quota

The national MSQ represents the total amount of industrial milk and cream production the CMSMC has decided dairy farmers should target to produce in a year. This quota includes the estimate of requirements for the

domestic market and Special Export Program as well as a sleeve, an extra amount to provide production flexibility, described later. The national MSQ is allocated among the provinces according to their agreed upon shares. In turn, provinces share their provincial allotments among their producers according to quota policies developed independently in each province. These policies are subject to Canadian Dairy Commission approval because they form the basis of the federal government's subsidy payments for which the Commission is responsible to Parliament.

The MSQ on August 1st, 1983 was established at 171,377 million kilograms of butterfat (47.6 million hectolitres), an increase of

1.9% from the 168,183 (46.7) in the system at the end of 1982/83. The 171,377 million kilograms of butterfat or 47.6 million hectolitres was maintained throughout the 1983 dairy year.

Table 10 illustrates the quantities of production associated with the various elements of the National MSQ.

Special Export Program

This program of preplanned whole milk product exports provides an opportunity for provinces to produce more milk. These special exports are produced for specific export market requirements and achieve higher returns than for butter and skim milk powder which are in a surplus situation on the world

11 PROVINCIAL SHARES OF NATIONAL MARKET SHARING QUOTA⁽¹⁾

(a) million kilograms of butterfat
(b) million hectolitres of milk

ALLOCATION DES QUOTAS DE MISE EN MARCHÉ⁽¹⁾

(a) millions de kilogrammes de matière grasse du lait
(b) millions d'hectolitres de lait

	Date of entry into Plan Date d'adhésion au plan	MSQ Entitlement July 31, 1983 ⁽²⁾ Allocation du QMM 31 juillet 1983 ⁽²⁾		MSQ Entitlement August 1, 1983 ⁽⁴⁾ Allocation du QMM 1er août 1983 ⁽⁴⁾		(%)
		(a)	(b)	(a)	(b)	
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	Dec. 1, 1971 1er déc. 1971	1.218	.894	1.216	.902	1.894
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	Apr. 1, 1974 1er avril, 1974	2.125	.590	2.164	.601	1.263
New Brunswick Nouveau-Brunswick	Apr. 1, 1974 1er avril, 1974	2.229	.617	2.262	.628	1.320
Québec Québec	Dec. 1, 1970 1er déc. 1970	80.741	22.431	82.233	22.843	47.984
Ontario Ontario	Dec. 1, 1970 1er déc. 1970	52.454	14.571	53.530	14.869	31.235
Manitoba Manitoba	Jul. 1, 1972 1er juil. 1972	6.568	1.824 ⁽³⁾	6.693	1.859	3.905
Saskatchewan Saskatchewan	Jul. 1, 1972 1er juil. 1972	4.371	1.214 ⁽³⁾	4.455	1.238	2.600
Alberta Alberta	Apr. 1, 1972 1er avril 1972	11.276	3.132	11.492	3.192	6.706
British Columbia Colombie-Britannique	Oct. 1, 1973 1er oct. 1973	5.202	1.445	5.302	1.473	3.094
Canada		168.183	46.718	171.377	47.605	100

(1) Since 1979/80, Market Sharing Quota includes milk needed for Canadian Requirements plus the preplanned special Export Program (2.2 million hectolitres) plus the Sleeve.

(2) CMSMC decision of December 6, to reduce Market Share by 1.0% and sleeve by 1.0%

(3) Manitoba and Saskatchewan participated in the optional export fund in January 1983

(4) August 1, 1983 to July 31, 1984

(1) Depuis 1979-1980, les quotas de mise en marché comprennent le lait nécessaire aux besoins canadiens, plus le lait nécessaire pour le programme spécial d'exportations convenues à l'avance (2,2 millions d'hectolitres), plus la marge (5,8 pour cent).

(2) Fait suite à une décision du CCGAL, le 6 décembre, de réduire le quota de 1 pour cent et la marge de 1 pour cent

(3) Le Manitoba et la Saskatchewan ont participé au fonds facultatif d'exportations en janvier 1983.

(4) Du 1er août 1983 au 31 juillet 1984

SEASONAL DISTRIBUTION OF MILK PRODUCTION BETWEEN SUMMER AND WINTER MONTHS

(percentage)

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ENTRE LES MOIS D'ÉTÉ ET D'HIVER

(pourcentage)

Dairy Year Année laitière	1980/81		1981/82		1982/83		1983/84	
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	62.4	37.6	58.5	41.5	59.9	40.1	57.8	42.2
	61.3	38.7	57.4	42.6	58.7	41.3	56.6	43.4
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	56.4	43.6	55.3	44.7	56.4	43.6	52.1	47.9
	52.3	47.7	51.0	49.0	51.2	48.8	49.7	50.3
New Brunswick Nouveau-Brunswick	61.7	38.3	56.9	43.1	59.2	40.8	55.4	44.6
	55.0	45.0	52.2	47.8	53.4	46.6	51.6	48.4
Québec Québec	61.3	38.7	60.0	40.0	58.3	41.7	56.8	43.2
	58.9	41.1	57.2	42.8	56.1	43.9	54.9	45.1
Ontario Ontario	57.2	42.8	56.3	43.7	55.8	44.2	53.6	46.4
	54.4	45.6	53.0	47.0	53.1	46.9	51.5	48.5
Manitoba Manitoba	55.0	45.0	54.5	45.5	51.1	48.9	52.1	47.9
	53.6	46.4	52.2	47.8	52.0	48.0	50.7	49.3
Saskatchewan Saskatchewan	58.3	41.7	57.4	42.6	57.2	42.8	54.8	45.2
	52.0	48.0	53.1	46.9	52.8	47.2	51.8	48.2
Alberta Alberta	57.0	43.0	55.3	44.7	55.6	44.4	53.0	47.0
	53.6	46.4	51.5	48.5	52.1	47.9	50.8	49.2
British Columbia Colombie-Britannique	53.4	46.6	52.0	48.0	52.2	47.8	50.3	49.7
	51.0	49.0	49.9	50.1	49.8	50.2	48.9	51.1
Canada	59.1	40.9	57.8	42.2	57.0	43.0	55.0	45.0
	55.8	44.2	54.3	45.7	54.0	46.0	52.6	47.4

Industrial milk and cream only

Production de lait de transformation et de crème seulement

Summer —
April to September
Été —
Avril à septembre

Winter —
October to March
Hiver —
Octobre à mars

All milk and cream, fluid and industrial

Tout le lait et la crème de transformation et de consommation

Summer —
April to September
Été —
Avril à septembre

Winter —
October to March
Hiver —
Octobre à mars

market and therefore sell for less. Participation in the program by provinces is optional.

The federal government does provide an export subsidy for this program of 2.2 million hectolitres at a rate of \$6.03 per hectolitre. In 1983/84 all provinces participated and produced their full share of milk for the program.

The Sleeve

The sleeve is an amount of MSQ allocated to individual producers over and above the estimated Canadian Requirements for milk. Originally, it was introduced to provide some flexibility for individual producers to produce their share of Canadian requirements and to

ensure that on a national basis there is sufficient milk produced to meet Canadian requirements. By targeting to produce this amount, some producers make up for any lost milk production by other producers due to herd sickness, unfavorable weather, crop conditions, etc. However, in recent years,

13 PROGRESS IN INTEGRATION⁽¹⁾

A comparison of milk producers and shipments

ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION⁽¹⁾

Comparaison entre les producteurs laitiers et les livraisons de chacun des groupes

	Number of producers Nombre de producteurs				% of producers % de producteurs			
	1977/78		1983/84		1977/78		1983/84	
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	616	129	504	140	82.7	17.3	78.3	21.7
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	4	750	1	636	0.5	99.5	0.0	100.0
New Brunswick Nouveau-Brunswick	19	520	0	526	3.5	96.5	0.0	100.0
Québec Québec	19,925	4,737	10,424	8,779	81.0	19.0	54.3	45.7
Ontario Ontario	5,034	9,664	1,283	9,914	34.2	65.8	11.5	88.5
Manitoba Manitoba	67	1,526	0	1,235	4.2	95.8	0.0	100.0
Saskatchewan Saskatchewan	411	554	79	756	42.6	57.4	9.5	90.5
Alberta Alberta	910	1,104	306	1,456	45.2	54.8	17.4	82.6
British Columbia Colombie-Britannique	3	1,271	13	1,086	0.2	99.8	1.2	98.8
Canada	26,989	20,255	12,610	24,528	57.1	42.9	34.0	66.0

Industrial Transformation

Fluid—Industrial

Consommation—transformation

⁽¹⁾ Does not include cream producers as very few switch to bulk milk deliveries or integrate.

"Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.

"Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.

⁽¹⁾ N'inclut pas les producteurs de crème, puisque très peu ont transformé leurs installations pour livrer en vrac ou ont choisi de s'intégrer.

"Consommation/transformation": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés du lait de consommation et de transformation.

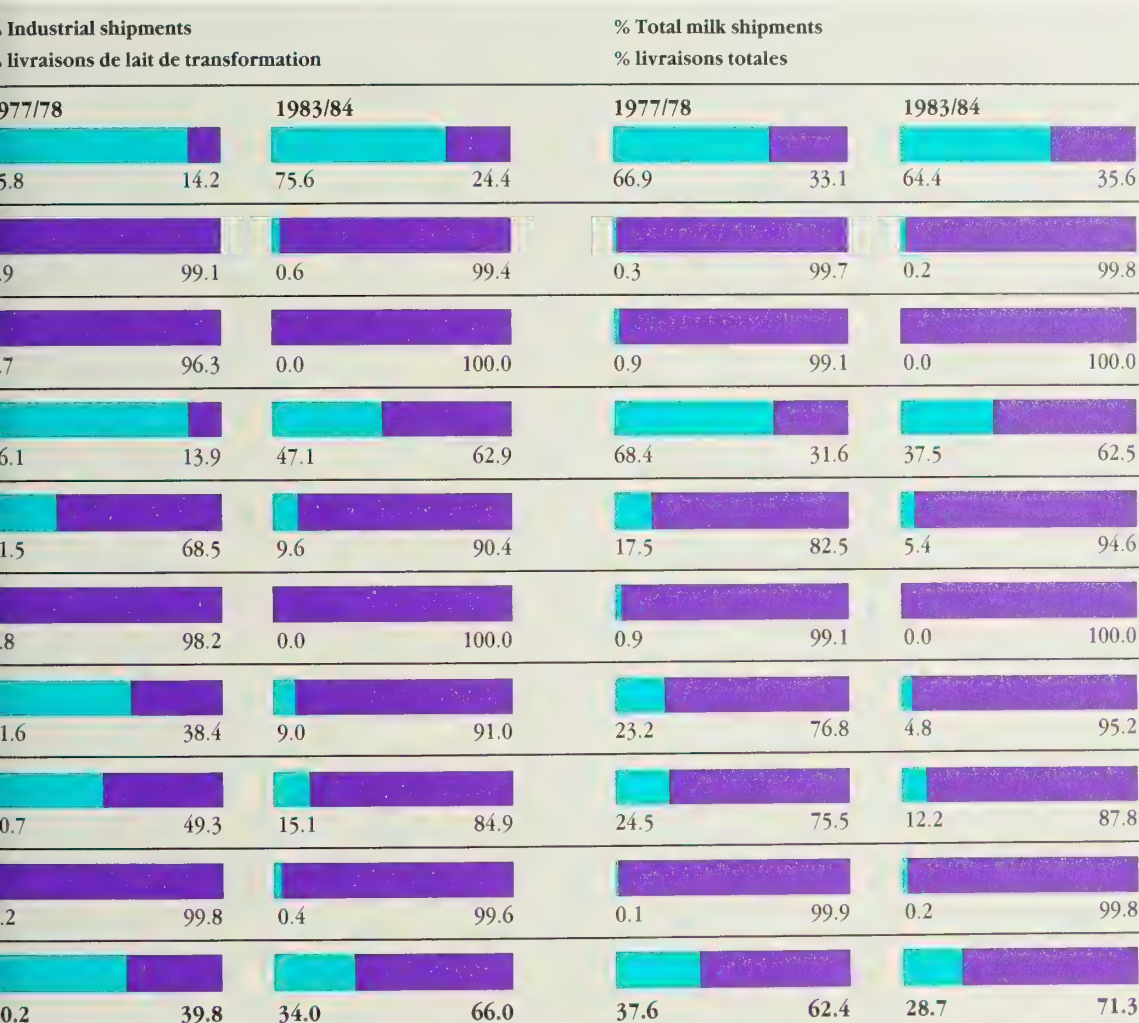
"Transformation": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.

Production et besoins en 1983-1984
 La demande intérieure des produits laitiers a, en 1983-1984, augmenté de 2,7 p. cent en passant de 44,2 millions à 45,4 millions d'hectolitres. Les exportations de produits du lait entier ont atteint 3,4 millions d'hectolitres. La production réelle de lait qui a été de

48,2 millions d'hectolitres a représenté 98,8 p. cent des demandes intérieures et pour le programme spécial d'exportations. (2,2 millions). Ce fut donc une diminution par rapport aux 48,5 millions d'hectolitres de l'an dernier. Il y a eu, en 1983-1984, dépassement de 0,6 million d'hectolitres (1,3 p. cent) de la

demande pour la consommation intérieure et de 2,2 millions d'hectolitres pour le quota d'exportation.

En 1983-1984, le CCGAL a décidé d'inciter à réduire la production laitière à 98 p. cent du QMM afin de pouvoir écouler



most producers have been filling their quotas completely and as a result the CMSMC did not allocate quota for the sleeve in 1983/84.

Production and Requirements in 1983/84

In 1983/84, domestic demand for dairy products rose by 2.7% from 44.2 million hectolitres to 45.4 million. Exports of whole milk products totalled 3.4 million hectolitres. Actual milk production at 48.2 million represented 98.8 percent of domestic and special export program requirements (2.2 million hectolitres) and was less than the previous year of 48.5 million hectolitres. This was 1.3% or 0.6 million hectolitres more than milk requirements for domestic consumption and the 2.2 million hectolitre export quota in 1983/84.

For 1983/84 because the Canadian Milk Supply Management Committee agreed to encourage a reduction of milk production to 98% of allotted Market Sharing Quota in order to use up some of the surplus butter accumulated in the previous years, the choice of methods to implement this was up to each province, at year end each province was financially responsible for any milk produced in the 98-100% range at a cost of the over quota levy rate minus carrying charges.

This undertaking prevented a further build-up of surplus stocks from within quota milk production. In anticipation of plentiful milk production, no sleeve had been built into the 1983/84 national quota.

Seasonality of milk production

To meet the relatively constant year round demand for fresh dairy products by consumers, dairy farmers have been encouraged to organize their milk production on a year round basis. In addition to spreading out income for farmers over the year, it reduces the need for larger processing capacity to meet the short peak milk production season and reduces storage and interest costs on products which must be stored for later resale.

To assist in providing year round milk production, annual production quotas are



*World's largest cheese, 22,000 lbs., Canada, 1892
Le plus gros fromage au monde, 22 000 livres, Canada, 1892*

allocated on August 1st after the peak milk production season.

When measuring improvements in this regard, it is appropriate to note total milk production as well as the separation into fluid and industrial as illustrated in table 12. For comparison, the production year is divided into the usually lower production months of winter, October to March, and the peak production of summer, April to September. The ratio of summer to winter production is now 55:45.

Integration into milk pooling

The process whereby industrial milk producers are brought into fluid milk pools is referred to as integration. In the past, farmers shipped milk for either fluid or industrial purposes. Depending on the end use of the milk, the delivery and quality standards were different and so were the prices for the milk. As the quality and production by farmers has become more uniform, in order to increase the efficiency of milk collection as well as to equitably share the returns for milk meeting

the same high quality standards, pooling has been encouraged.

As there is a significant difference in prices for the milk used in the two markets, while some provinces are now fully integrated, in others, progress continues gradually. As indicated in table 13, the number of integrated producers rose from 64.2% last year to 66% in 1983/84.

LEVIES FROM MILK PRODUCERS

Dairy farmers pay the costs associated with the exports of dairy products not required for domestic consumption and for the operation of other marketing programs administered by the Canadian Dairy Commission on their behalf. The funds required for these purposes are collected by provincial Boards and Agencies through levies deducted from milk payments to producers. These levies are subsequently remitted to the Commission each month.

Prior to the beginning of the dairy year, the Commission prepares a marketing budget which is submitted to the Canadian Milk Supply Management Committee for approval. On the basis of the estimated marketing costs

partie des surplus de stocks de beurre accumulés au cours des années précédentes. Il fallait à chaque province de prendre les mesures de son choix pour atteindre l'objectif qui lui était fixé. Chaque province était d'ailleurs financièrement responsable, en fin d'exercice, des quantités de lait produites entre ces 98 p. cent et 100 p. cent puisqu'elle avait assumé l'écart entre le taux de retenue intra quota et les frais de mise en marché.

Cette mesure a empêché de gonfler encore les surplus de stocks de beurre avec la production laitière intra quota. Comme on évitait une production laitière à capacité, une marge n'avait été prévue dans le quota national en 1983-1984.

Caractère saisonnier de la production laitière

La demande de produits frais du lait étant à peu près constante toute l'année, on a incité les agriculteurs à étaler leur production tout au long de l'année. Cela offre l'avantage de répartir les revenus des agriculteurs tout au long de l'année, mais aussi de réduire les besoins en grosse capacité de production pendant la période de pointe de la demande. On réduit aussi ainsi les coûts d'entreposage et les coûts d'intérêts des produits stockés pour être vendus ultérieurement.

Pour permettre cet étalement de la production, les quotas annuels sont attribués le 1^{er} août de l'année, soit après la période de forte production.

Quand on veut évaluer les progrès réalisés à ce chapitre, il faut tenir compte de la distinction entre le lait de transformation et le lait de consommation, comme on le voit au tableau 12. Précisons à titre de référence qu'on fait généralement la différence entre les mois de production plus faible en hiver — octobre à mars — et ceux de production plus forte — avril à septembre. Le rapport "été" sur "hiver" est maintenant de 55 sur 45.

Intégration dans les pools de lait de consommation

Le processus permettant aux producteurs de lait de transformation d'être admis chaque année dans les pools de lait de consommation est ce qu'on appelle l'intégration. Par le passé, les agriculteurs expédiaient leur lait indifféremment pour la consommation ou la transformation. Les normes de livraisons et de qualité étaient différentes selon l'utilisation finale du lait et elles déterminaient le prix. La qualité et la production étant devenues plus uniformes, on a encouragé la participation à des pools pour augmenter l'efficacité du ramassage et pour partager plus équitablement les revenus de laits ayant le même niveau élevé de qualité.

L'écart de prix entre les deux marchés du lait étant important, si l'intégration est complète dans certaines provinces, elle continue graduellement dans d'autres. Comme on le constate au tableau 13 le nombre de producteurs intégrés est passé de 64,2 p. cent l'an dernier à 66 p. cent en 1983-1984.

RETENUES DES PRODUCTEURS LAITIERS

Les frais encourus par la Commission canadienne du lait, au nom des producteurs, pour l'exportation de produits laitiers et la mise en oeuvre de ses divers programmes de commercialisation sont recouverts par le biais de retenues prélevées auprès des producteurs de lait par les offices et agences provinciaux de mise en marché et remises chaque mois à la Commission.

Avant le début de l'année laitière, la Commission soumet un budget de mise en marché au Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait. Sur la base d'estimations des coûts de mise en marché, de la production laitière, des conditions de mise en marché et d'autres facteurs exposés dans le rapport, on établit ensuite les taux de rete-

nues pour l'année laitière commençant le 1^{er} août. Il incombe à chaque province de verser sa part de retenues.

Le 1^{er} août 1983, le total de la retenue intra quota et de la retenue spéciale à l'exportation n'a pas été modifié par rapport au total de la fin de l'année précédente. Les coûts associés aux différentes retenues ont toutefois changé. L'élément intra quota a diminué de 13 ¢ alors que celui d'exportation augmentait du même montant.

Dans le cas de la réduction de la retenue intra quota, elle s'explique dans une large mesure par la disparition de la marge pour cette année. Toutes les provinces remplissant leurs propres quotas, nul besoin n'était de cette marge de tolérance de production. Quant à l'augmentation de la retenue du quota spécial d'exportation, elle tient à la baisse des prix des produits du lait entier sur les marchés mondiaux.

Toutes les provinces ont encore participé au programme d'exportation, ce qui explique que les producteurs n'aient pas constaté de variation du taux de retenue qu'ils ont payé.

Le taux de la retenue intra quota sur la production a été fixé à 31,79 ¢ l'hectolitre, ce qui comprenait 3,25 ¢ l'hectolitre pour couvrir les frais de mise en marché du beurre et de la poudre de lait écrémé produits à partir du lait hors quota et qui devaient être vendus sur le marché international. L'importante augmentation par rapport au taux de 1981-1982 (27,95 ¢ au 1^{er} janvier 1983) s'explique par la chute des prix du beurre et de la poudre de lait écrémé sur les marchés mondiaux.

milk production, the prevailing marketing conditions and other related factors, levy rates are established for the upcoming dairy year commencing August 1. Provinces are individually responsible for providing their share of levies.

On August 1, 1983 the combined total of the in-quota and export quota rates did not change from the total at the end of the previous year. However, the costs associated with the separate levies did change. The in-quota portion decreased by 13 cents while the export quota increased by that same amount.

In the case of the reduction of the in-quota levy, it was largely due to the reduction of the sleeve to zero for the year. Because provinces were all filling their individual quotas, there was no need to provide this production tolerance zone. The increase in the special export quota levy was due to lower world market prices for whole milk products.

As all provinces again participated in the export program, individual producers would

not have noticed a change in the rate of levy they paid.

The over-quota levy rate was established at \$31.79 per hectolitre which included a cost of \$3.25 per hectolitre to cover carrying charges on butter and skim milk powder produced from over quota milk and required to be sold on world markets. The substantial increase over the 1982/83 rate (27.95 as of January 1, 1983) was due to falling world market prices for butter and skim milk powder.

The amount of levy collected by the provinces and remitted to the Commission for 1983/84 production was \$233.418 million, plus an additional \$6.883 million representing the holdback on milk for fluid use, was recovered from subsidy payments (exception — Nova Scotia which paid directly) for total revenues of \$240.301 million in the export fund.

See table 14 for levy rates and table 15 for details by province.

14

LEVIES REMITTED TO THE CDC BY PROVINCES

(thousands of dollars)

RETENUES REMISES À LA CCL PAR LES PROVINCES

(milliers de dollars)

	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	\$2,190	\$3,428	\$4,661	\$4,067
Nova Scotia Nouvelle-Écosse	2,014	3,209	3,690	3,168
New Brunswick Nouveau-Brunswick	1,284	1,722	2,663	2,932
Québec Québec	67,520	85,929	139,391	117,605
Ontario Ontario	42,242	50,308	88,135	80,788
Manitoba Manitoba	4,520	5,157	9,032	8,618
Saskatchewan Saskatchewan	2,407	3,000	5,324	6,431
Alberta Alberta	7,100	8,715	14,212	15,203
British Columbia Colombie-Britannique	5,373	8,447	3,711	1,489
Total	\$134,650	\$169,915	\$270,840 ⁽¹⁾	\$240,301

⁽¹⁾ This does not include levies amounting to \$10.1 million (\$8.5 million in 1983) pertaining to British Columbia which were offset against subsidy payable of the same amount

⁽¹⁾ Ce montant n'inclut pas des retenues totalisant 10,1 millions de dollars (8,5 millions de dollars en 1983) que la Colombie-Britannique devait percevoir et qui ont été prélevées à même la subvention d'un montant équivalent.

Le montant des retenues sur la production de 1983-1984 remises à la Commission des provinces s'élevait à 233,418 millions de dollars. À cette somme, il faut ajouter les 83 millions de dollars représentant la retenue de garantie sur le lait de consommation levée à même le paiement des subventions, à l'exception de la Nouvelle-Écosse qui a payé directement, pour des revenus totaux de 301 millions de dollars dans le fonds des exportations.

Le détail des taux de retenues et des retenues par province est donné au tableau 15.



Golden Gems Buttercup, 1912

Golden Gems Buttercup, 1912

15

LEVY RATES

(dollars per hectolitre of milk)

TAUX DES RETENUES

(dollars de l'hectolitre de lait)

Dairy year Année laitière	In-quota Intra quota ⁽³⁾	Export Exportations ⁽¹⁾⁽⁴⁾	Skim off Écrémage ⁽²⁾	Over quota Hors quota
1980/81 August 1 1er août	2.00	0.16	0.30	18.15
1981/82 August 1 1er août	3.05	0.25	0.30	17.13
April 1 1er avril	3.05	0.25	0.30	20.21
1982/83 August 1 1er août	4.07	0.33	0.30	20.21
January 1 1er janvier	4.70	0.44	0.30	27.95
1983/84 August 1 1er août	4.57	0.57	0.30	31.79

⁽¹⁾ Introduced in 1979/80.

⁽²⁾ Introduced in 1977/78.

⁽³⁾ Since 1982, one third of the special export levy is incorporated into the in-quota levy rate.

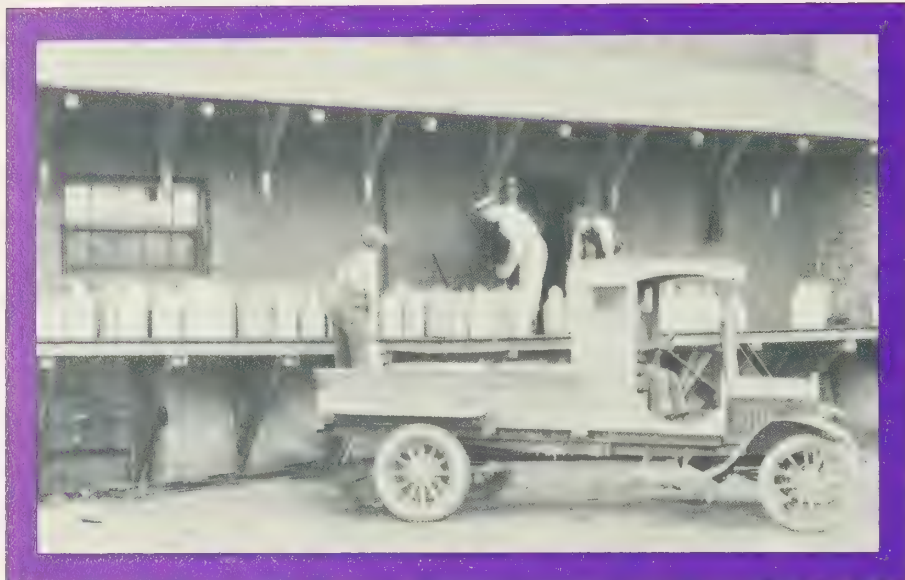
⁽⁴⁾ Since 1982, the export quota-levy covers only two thirds of the costs; one third is incorporated into the in-quota levy rate.

⁽¹⁾ Entré en vigueur en 1979-1980.

⁽²⁾ Entré en vigueur en 1977-1978.

⁽³⁾ Depuis 1982, le taux de la retenue intra quota comprend le tiers de la retenue spéciale d'exportation.

⁽⁴⁾ Depuis 1982, la retenue spéciale d'exportation ne couvre que les deux tiers des coûts; l'autre tiers est incorporé à la retenue intra quota.



*Delivering cream
Livraison de crème*

The Commission's marketing activities focus on two main areas: market price support to provide a major portion of the Target Returns level paid to farmers for their industrial milk and cream and, secondly, the export from the domestic market of dairy products produced in excess of domestic requirements. Some of the activities are carried out by the CDC on behalf of the federal government while others result from decisions of the Canadian Milk Supply Management Committee. From an operations standpoint, the marketing function is divided between domestic and international operations.

DOMESTIC MARKETING

In the domestic market, the Commission's primary activity is to support the Target Market Price for industrial milk and cream by offering to purchase butter and skim milk powder at predetermined support levels as described earlier under Dairy Support Operations.

This program resulted in the Commission purchasing about 24.7% of Canadian butter production and 64.2% of skim milk powder production in 1983/84. In 1983/84, out of 107.7 million kilograms of butter produced in Canada, the Commission bought 26.6 million kilograms and sold 28.0 million kilograms. Of 127.7 million kilograms of skim milk powder produced, the Commission purchased directly 82.0 million kilograms.

Further details are provided in Schedule E of the audited Financial Statements.

In general, it is Commission policy to resell all butter purchased under the offer-to-purchase program on the domestic market. Butter which is produced from surplus milk may be exported if advantageous. For many years it has been preferable to sell surplus butterfat in the form of evaporated milk and other whole milk products. In the case of skim milk powder, the product purchased by the Commission is all surplus to domestic market requirements and, with the exception of a small quantity sold for domestic animal feed, it is all exported.

Research program

The objective of the research program is to increase the consumption and utilization of dairy products. Since 1979, 79 projects have been approved for funding. In recent years, the changeover to cost sharing by manufacturers in returns for limited periods of confidentiality of research results illustrates the increased awareness of the value of such research by processors. It is felt the program has developed lasting cooperation between manufacturers and the research community.

Program goals were developed in consultation with the industry and emphasize the need for research with economic and market potential, placing emphasis on applied as opposed to pure research. The program promotes new product development, market analysis, manufacturing, efficiency and nutritional quality of dairy products.

Summaries of all the research completed at this time and information on obtaining copies are available directly from the Commission.

Priority of milk use

The dairy industry meets the essential goal of ensuring plentiful supplies of dairy products are available for consumers by establishing a priority on the dairy supplies of milk from the farm. The manner of supporting this priority varies from province to province and the mechanisms involve price or plant quotas.

To ensure the more perishable products are always available, in general milk is first made available to the table milk and cream market which utilizes about 37% of all milk. The other 63% of milk is available for processing into products such as yogurt, soft cheese, cheddar and finally butter, etc. Butter is generally the product produced last because it stores very well and plentiful stocks are always available.

In some previous years the Commission suspended its offer-to-purchase program, or delayed payment for purchases of butter produced during the winter months, thereby encouraging processors to utilize milk in the production of fresh dairy products. This practice has been discontinued because there is now more all year round milk production, resulting in more winter milk, and because of measures taken by some provinces to divert milk when necessary.

Skim milk powder for animal feed

Due to improved processing technology, there is very little low grade skim milk powder produced in Canada today. As supplies of this grade are insufficient to meet domestic demand for animal feed use, the Commission with the approval of dairy farmers, makes skim milk powder available from its stock of surplus powder which is normally exported. The powder is denatured to ensure it isn't subsequently used for human consumption which would undermine the support program for this commodity.

When used for animal feed the price charged for denatured skim milk powder is higher than when exported but substantially lower than the domestic support price in Canada. The difference is financed by dairy farmers. Canadian feed manufacturers as a result of this program are able to obtain supplies of skim milk powder at a price level comparable to those in other countries.

s objectifs des activités de mise en marché de la Commission relèvent de deux grands objectifs. Le premier est de soutenir les prix sur le marché pour se rapprocher le plus possible des niveaux visés payés aux agriculteurs pour leur lait de transformation et leur crème; le second est de permettre de retirer du marché intérieur la quantité de produits laitiers qui dépasse le niveau de la demande des consommateurs. Certaines de ces activités sont menées au nom du gouvernement fédéral, alors que d'autres relèvent du Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait. D'un point de vue fonctionnel, les fonctions de la Commission se présentent à la manière de volets distincts : les activités internes et les activités internationales.

SITUATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Sur le marché intérieur, la principale activité de la Commission est de soutenir le revenu payé pour le lait de transformation et de la crème, en offrant d'acheter du beurre et du lait écrémé en poudre, à des niveaux de soutien déterminés d'avance, comme on l'a vu au chapitre sur le "Soutien financier du secteur laitier".

Ce programme a eu pour résultat que la Commission a acheté à peu près 24,7 p. cent de la production canadienne de beurre et 14,2 p. cent de la production de lait écrémé en poudre en 1983-1984. Cette année, la Commission a acheté 26,6 millions de kilogrammes de beurre produit au Canada sur une production totale de 107,7 millions de kilogrammes et elle en a vendu 28 millions de kilogrammes. La Commission a en outre acheté directement 82 millions de kilogrammes de lait écrémé en poudre sur les 177,7 millions de kilogrammes produits. On trouvera d'autres détails à l'Annexe E des faits financiers vérifiés.

En règle générale, la politique de la Commission est de revendre sur le marché intérieur tout le beurre acheté dans le cadre du programme d'offre d'achat. Le beurre produit à partir des surplus de production laitière peut être exporté si cela est avantageux. Il a été plus intéressant pendant de nombreuses années de vendre les surplus de matières grasses du beurre sous la forme de lait concentré et d'autres produits du lait entier. Dans le cas du lait écrémé en poudre, tout ce que la Commission achète est en sus des besoins du marché intérieur et, à l'exception d'une petite quantité vendue au secteur de l'alimentation des animaux, tout est exporté.

Programme de recherche

L'objectif du programme de recherche est d'augmenter la consommation et l'utilisation des produits laitiers. Le financement de 79 projets a été approuvé depuis 1979. Afin d'inciter les transformateurs à y participer davantage, un élément de partage du financement a été introduit dans le programme en échange de périodes limitées de confidentialité des résultats de la recherche. Une telle modalité illustre le fait que les transformateurs ont davantage pris conscience de l'intérêt de cette recherche. On a de plus la conviction que ce programme a sérieusement renforcé les liens entre les transformateurs et les chercheurs.

Les objectifs du programme sont élaborés conjointement avec l'industrie. Ils mettent l'accent sur la nécessité d'entreprendre des travaux de recherche présentant un intérêt économique ou commercial, en insistant sur la recherche appliquée par opposition à la recherche pure. Le programme s'intéresse surtout à la mise au point de nouveaux produits, aux analyses de marché, à l'efficacité des procédés de transformation et aux qualités nutritives des produits laitiers.

On peut se procurer les résumés des travaux de recherche terminés en s'adressant à la Commission, ainsi que se faire communiquer les modalités pour obtenir des copies de ces travaux.

Priorité d'utilisation du lait

L'industrie laitière doit satisfaire l'objectif primordial d'assurer aux consommateurs des approvisionnements de produits laitiers en bonne quantité et de haute qualité. La façon dont cet objectif est mis en oeuvre varie d'une province à l'autre; les mécanismes utilisés touchent les prix et les quotas pour les usines.

Le lait doit d'abord servir à la préparation de produits laitiers frais. De façon générale, il faut commencer par satisfaire à la demande de lait de consommation, nommé-ment la crème et le lait frais, à tous les jours, ce qui représente environ 37 p. cent de toute la production laitière de l'année. Le reste de la production de lait (63 p. cent) est destiné à la transformation et entre dans les produits laitiers comme le yaourt, les fromages mous, et le cheddar et enfin le beurre, etc. Quand on a répondu à cette demande, le lait sert à la production de beurre puisqu'il se conserve bien en entreposage et que des stocks abondants sont toujours disponibles.

La Commission canadienne du lait s'est, par le passé, efforcée d'encourager la production de produits frais pendant les mois d'hiver en suspendant alors son programme d'offre d'achat ou en retardant le paiement du beurre produit pendant ces mois. Elle a cessé cette pratique car la production laitière s'est régularisée tout au long de l'année, donnant un approvisionnement suffisant en lait en hiver. Elle a aussi été aidée en cela par certaines provinces qui détournent le lait vers d'autres utilisations au besoin.

Lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation animale

Les approvisionnements en lait écrémé en poudre de qualité inférieure et de coût moindre destinée à entrer dans l'alimentation animale ne suffisent pas à la demande canadienne pour toute sortes de raisons, principalement à cause de l'amélioration des techniques de transformation. Quand il y a pénurie, la Commission libère, avec l'approbation des producteurs, du lait écrémé en poudre provenant de ses stocks ou obtenu à prix réduit de fabricants et préalablement dénaturé afin qu'éventuellement il ne serve pas à la consommation humaine, ce qui nuirait à son programme de soutien pour ce produit.



Miss Lobb feeding calf

Mademoiselle Lobb nourrissant un veau

16 PER CAPITA DISAPPEARANCE (CONSUMPTION) OF DAIRY PRODUCTS IN CANADA, 1974-1983

DISPARITION (CONSUMMATION) DE PRODUITS LAITIERS PAR HABITANT AU CANADA, DE 1974 À 1983

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Fluid or table milk & cream Lait de consommation et crème	104.6	103.5	103.3	104.1	105.9	109.6	109.8	108.2	108.0	107.1
Butter Beurre	5.86	5.25	5.08	4.59	4.47	4.46	4.53	4.42	4.28	4.49
Cheddar cheese ⁽¹⁾ Cheddar ⁽¹⁾	1.94	1.79	1.69	1.39	1.47	1.93	1.92	1.96	1.60	1.75
Processed cheese ⁽²⁾ Fromage fondu ⁽²⁾	1.90	1.87	1.96	2.01	2.17	2.05	2.14	2.18	2.20	2.19
Specialty cheese ⁽¹⁾ Fromages fins ⁽¹⁾	2.58	2.46	2.69	2.96	3.30	3.51	3.57	3.77	3.93	3.93
Total cheese Total des fromages	6.42	6.12	6.34	6.36	6.94	7.49	7.63	7.91	7.73	7.87
Evaporated whole milk Lait entier concentré	4.11	3.74	3.71	3.95	4.32	2.47	2.20	2.17	2.49	2.83
Condensed whole milk Lait entier concentré sucré	0.36	0.31	0.29	0.35	0.37	0.38	0.53	0.51	0.46	0.55
Skim milk powder Lait écrémé en poudre	2.57	2.09	2.79	3.51	0.92	2.19	1.79	1.99	2.47	1.66
Cottage cheese Fromage cottage	1.03	1.02	1.07	1.11	1.15	1.17	1.20	1.27	1.29	1.28
Ice Cream Crème glacée	12.41	12.59	12.18	12.54	12.25	12.99	13.00	12.86	12.50	12.57
Yogurt Yaourt	0.65	0.72	0.80	1.18	1.73	1.69	1.69	1.77	1.54	1.58

⁽¹⁾ Does not include cheese used in "processed cheese".

⁽²⁾ Cheese equivalent of processed cheese (assumed to be 73% cheese by volume). Starting in 1975, 95% assumed to be of cheddar, and the balance of variety.

Source: Statistics Canada, Agriculture Canada

⁽¹⁾ Ne comprend pas le fromage utilisé dans la fabrication du fromage fondu.

⁽²⁾ Le total du fromage fondu exprimé en équivalent de fromage (en moyenne 73% de fromage par volume). Depuis 1975, environ 95% du fromage utilisé est du cheddar, le reste étant des fromages variés.

Source: Statistique Canada, Agriculture Canada

Le prix réduit demandé est plus élevé si le produit était exporté pour consommation humaine, mais inférieur au prix de vente pour le lait écrémé en poudre au Canada. Les producteurs laitiers supportent la concurrence. Ce programme permet aux fabricants d'aliments pour animaux d'obtenir des approvisionnements de poudre de lait écrémé aux prix comparables à ceux en vigueur dans d'autres pays.

Le lait écrémé en poudre utilisé pour l'alimentation animale sert d'abord à la production de succédanés du lait pour les veaux. Le programme a favorisé la croissance et la rentabilité de l'industrie de l'élevage du veau.

Le volume de poudre vendu dans le cadre de ce programme est passé de 24 035 million de kilogrammes —à un coût de 1 711 880 million de dollars— en 1982-1983 à 4 766 322 millions de kilogrammes —à un coût de 8 086 035 millions de dollars— en 1983-1984. Le taux de la subvention versée aux agriculteurs a grimpé de 70 ¢ le kilogramme à 1,84 ¢ en septembre 1984.

SITUATION DU MARCHÉ INTERNATIONAL

En 1983-1984, les prix des produits laitiers ont continué de faiblir sur le marché international pour la troisième année consécutive. Après une stabilité relative des prix en 1980 et 1981, ceux-ci ont chuté sous la pression d'une production mondiale de lait croissante et sous celle de l'accumulation des stocks de produits laitiers.

La production de lait a en particulier augmenté de 3 p. cent par année en 1982 et en 1983 dans les pays de la Communauté économique européenne. Cela a eu, entre autres, pour résultat une production excédentaire sur la consommation de 700 000 tonnes métriques de beurre en 1983, alors que le dépassement n'était que de 250 000 tonnes métriques entre 1978 et 1981. On retrouve la même situation pour le lait écrémé en poudre malgré les mesures drastiques prises par la CEE pour en augmenter la consommation dans les pays membres.

La situation aux États-Unis a aussi exercé des pressions à la baisse sur le marché mondial. Au cours des quatre dernières années, la production a augmenté de 13,4 p. cent dans ce pays, générant des surplus annuels de 150 000 tonnes métriques de beurre et de 300 000 tonnes métriques de lait écrémé en poudre et de fromage.

Il faut ajouter à cela que l'Union soviétique a accru sa production de 6 p. cent en 1983, augmentant ainsi son degré d'auto-suffisance et réduisant ses importations traditionnelles de produits laitiers provenant des surplus de la CEE. L'évolution de la situation aux États-Unis et dans les pays de la CEE, qui fournissent les deux tiers de la production mondiale de lait, illustre la confusion qui règne sur le marché mondial des produits laitiers.

Lait écrémé en poudre

Les stocks mondiaux de lait écrémé en poudre ont continué à augmenter en 1983-1984. Ils ont atteint environ 2 millions de tonnes

17

CDC EXPORTS OF SKIM MILK POWDER IN 1983/84

(thousand tonnes)

Mexico	Mexique	20.0
Canadian International Development Agency	Agence canadienne de développement international	18.5
Peru	Pérou	14.0
Algeria	Algérie	10.0
Other major countries or organizations (Venezuela, Philippines, Dominican Republic and Trinidad)	Autres pays importants ou organisations (Vénézuéla, Philippines, République Dominicaine et Trinidad)	6.1
Others ⁽¹⁾	Autres ⁽¹⁾	9.6
Total	Total	78.2

EXPORTATIONS DE LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE DE LA C.C.L. EN 1983/84

(milliers de tonnes)

⁽¹⁾ Principally manufacturers of nutritional mixes to United States, Bangladesh, Barbados, Panama, Bahamas, Guatemala, Virgin Islands, Bermuda, Chile, Saudi Arabia, Honduras, Yugoslavia, Bolivia and Haiti.

⁽¹⁾ Principalement les manufacturiers de mélanges nutritionnels pour les États-Unis, le Bangladesh, la Barbade, le Panama, les Bahamas, le Guatemala, les Îles Vierges, les Bermudes, le Chili, l'Arabie Saoudite, le Honduras, la Yougoslavie, la Bolivie et l'Haïti.

The primary use for skim milk powder in animal feed is in the manufacture of milk replacers for calves. The program has increased growth and greater stability in the veal industry.

The volume of powder sold under this program increased from 1,424,035 million kilograms at a cost of \$1,711,880 in 1982/83 to 4,766,322 million kilograms at a cost of \$8,086,035 in 1983/84. The rate of subsidy paid by farmers was increased from \$1.70 to \$1.84 per kilogram in September 1984.

INTERNATIONAL MARKETING

During 1983/84 prices received on the international market for dairy products declined for the third year in a row. Following relatively stable prices in 1980 and 1981, prices have continued to fall under the pressure of increased worldwide milk production and the accumulation of dairy product stocks.

In particular, milk production in the European Economic Community increased more than 3% annually during 1982 and 1983. This resulted, among other things, in the situation where butter production exceeded consumption by 700,000 metric tonnes in 1983 compared to an excess of around 250,000 metric tonnes annually between 1978-81. The same situation exists for skim milk powder, and this is in spite of exceptional measures taken by the EEC to increase consumption within the Community.

The situation in the USA was also partly responsible for the depressed prices on the world market. American milk production increased 13.4% during the last four years, exceeding the balance between production and consumption by an annual surplus of about 150,000 metric tonnes of butter and 300,000 metric tonnes of skim milk powder and cheese.

Further, an increase of 6% in milk production in the Soviet Union during 1983 increased their self-sufficiency resulting in decreased imports of dairy products traditionally from surplus EEC stocks. The changes in the United States and the countries of the EEC, where two thirds of the World's milk production takes place, highlighted the confusion in the world export markets.

Skim Milk Powder

World stocks of skim milk powder continued to grow in 1983-84 and reached about 2 million metric tonnes at the end of July 1983, almost double normal size.

However, a decrease in skim milk powder tendered to the CDC during the year eased the pressure somewhat. At 82,000 metric tonnes in 1983-84, this represented a reduction of 22.3% compared to 1982-83 and 28.8% compared to 1981-82. The CDC continued to sell to its traditional markets in Mexico, Peru, the Caribbean and central and Latin America.

Throughout the year, the CDC was able to maintain stocks at reasonable levels of 15,000 to 25,000 metric tonnes. Commission prices ranged between \$750 U.S. per metric tonne, FAS a Canadian port, at the beginning of the dairy year to a price of \$690 U.S. at the end of the year which compared to European sale prices of between \$710 U.S. and \$660 for the same period. Being virtually out of stocks at the beginning of August 1984 also allowed the CDC to increase its sale price above the \$700 U.S. level and to continue to get a premium compared to what it believes were prices received by New Zealand and the Europeans.

Although Mexico did not buy as much Canadian powder as in the past, it remained a major Commission customer purchasing 20,000 metric tonnes which was all delivered between January and July 1984. Delays in the negotiation of a contract with Mexico prompted the Commission to make two important sales outside our usual markets at the beginning of 1983/84 because of the very strong possibility of a decrease in the world market price. These together with the sale to Mexico which was eventually concluded at the end of 1983 meant virtually all the powder available for export in 1983/84 was sold or reserved for regular customers.

As a result of the reduction in price and an increase in its budget for food aid, the Canadian International Development Agency was able to increase its purchases of skim milk powder from the Commission to about 18,500 metric tonnes. This was an increase of roughly 30% over the previous year.

Peru remained the other major client of the Commission with purchases in excess of 14,000 metric tonnes. The reduction by roughly 20% in the quantity of powder sold

to this country in 1983/84 was mainly due to a reduction in consumption in that country caused by a down-turn in their economy.

Among the other clients for Canadian powder, are Venezuela, the Philippines, Nicaragua, the Dominican Republic, Trinidad and sales to the USA for processing and re-export. In all, the CDC sold 78,200 metric tonnes of skim milk powder during the year.

During 1984/85 it is expected that world market prices will stabilize for skim milk powder at a price of around \$700 U.S. per metric tonne FAS. Possible reductions in powder stocks in the United States and in Europe should contribute to this stabilization. The CDC has contracts in hand with Mexico and Peru for delivery during August to December 1984 at prices equivalent to about \$700 U.S. per metric tonne. The quantities to be sold by the Canadian Dairy Commission should be in the same order of that sold in 1983/84 which would be about 80,000 metric tonnes.

Butter

World market prices for butter declined to a greater degree than prices for skim milk powder. During the last two years, the international price of butter dropped from \$2,100 U.S. to about \$1,300 U.S. per tonne or almost 40 percent. Although the CDC was successful in completing a sale of 4,000 tonnes for export before the price dropped too far, the falling prices discouraged further exports.

Domestic stocks of butter were reduced from a level of 31,400 metric tonnes on the 1st of August 1983 to 28,700 metric tonnes on July 31, 1984. However, 10,000 tonnes in CDC inventories were in excess of normal levels and were surplus to domestic needs. A planned program to hold down milk production and to promote Canadian demand for butter was considered to be a less costly manner of reducing surpluses than selling on the international market. One such initiative was the first ever special sale of butter from CDC inventories in February 1984.

The sale of 9.5 million kilograms from Commission stocks allowed the CDC to rotate and freshen its stocks quickly. It also spurred additional market activity which it is felt increased butter sales between 1 and 1.9 million kilograms.

métriques à la fin de juillet 1983, soit le double de ce qu'ils sont normalement.

Comme il y a toutefois eu une diminution des quantités de lait écrémé en poudre exportées à la CCL pendant l'année, cela a relâché dans une certaine mesure les pressions auxquelles il était soumis. Avec 82 millions de tonnes métriques en 1982-1983, on a enregistré une réduction de 22,3 p. cent par rapport à 1982-1983 et de 28,8 p. cent par rapport à 1981-1982. La CCL a continué à vendre sa poudre sur les marchés traditionnels pour elle, c'est-à-dire au Mexique, au Pérou, aux Caraïbes, à l'Amérique Centrale et à l'Amérique Latine.

La CCL a pu maintenir, tout au long de l'année, ses stocks à un niveau raisonnable, oscillant entre 15 et 25 000 tonnes métriques. Ses prix de la Commission ont varié entre 600 \$US la tonne métrique, franco à quai et 650 \$US la tonne métrique, au début de l'année

laitière, et 690 \$US à la fin de l'année, ce qui se comparait au prix de vente européen de 710 \$US et de 660 \$US pour la même période. Comme les stocks de la Commission étaient presque épuisés au début d'août 1984, cela lui a permis d'augmenter son prix de vente au-dessus du niveau des 700 \$US et de continuer à vendre plus cher que ne le faisait à notre avis la Nouvelle-Zélande et les Européens à cette époque.

Si le Mexique n'a pas acheté autant de poudre canadienne que par le passé, il reste un client très important de la Commission, ayant acheté 20 000 tonnes métriques qui ont été livrées entre janvier et juillet 1984. Les retards apportés à la négociation d'un contrat avec le Mexique ont incité la Commission à réaliser deux ventes importantes en dehors de ses marchés habituels au début de 1983-1984, car il était alors fort possible qu'on connaisse une diminution du prix sur le marché mon-

dial. Ces ventes, plus celles faites au Mexique à la fin de 1983, ont permis d'écouler pratiquement toute la poudre disponible pour l'exportation en 1983-1984 et qui était réservée pour nos clients habituels.

La réduction des prix et l'augmentation de son budget pour l'aide alimentaire ont permis à l'Agence canadienne de développement international d'augmenter ses achats de lait écrémé en poudre auprès de la Commission pour les porter à environ 18 500 tonnes métriques. Il s'agissait là d'une augmentation d'environ 30 p. cent par rapport à l'année antérieure.

Le Pérou est resté l'autre grand client de la Commission avec des achats dépassant 14 000 tonnes métriques. La réduction d'environ 20 p. cent des quantités de poudre vendues à ce pays en 1983-1984 s'explique par la réduction de la consommation imputable à un ralentissement de l'économie dans ce pays.

18 CHEESE EXPORTS AND IMPORTS (tonnes)

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE FROMAGE (tonnes)

Cheese Exports	Exportations de fromage	Dairy Year Année laitière 1983-84	Calendar Year Année civile 1983
Cheddar Cheese, to: United Kingdom	Cheddar vieilli vers: Royaume-Uni	2,713	2,740
United States	États-Unis	849	833
Other Countries	Autres pays	14	15
Other cheese, to: United States	Autres fromages à destination de: États-Unis	1,165	1,181
Other countries	Autres pays	189	177
Total Exports	Total des exportations	4,930	4,956
Cheese Imports	Importations de fromage		
All varieties, from: Economic European Community (EEC)	Toutes les variétés en provenance de: Communauté économique européenne (CEE)	12,668	12,165
Non-EEC	autres pays	9,278	8,388
Total Imports	Total des importations	21,946	20,553

Evaporated milk

The major competition to Canadian evaporated milk is from the European Economic Community. Of the 35 million cases of evaporated milk sold on the world market in 1983/84, the European Economic Community and in particular the Netherlands and Germany exported about 30 million cases and Canada exported the balance which represents about 15% of the market. Although roughly 100 countries import evaporated milk, 3 countries alone annually import more than 50% of the 35 million cases which make up world market demand for this product. The three countries are Nigeria, Algeria and Libya. Other important importers are Saudi Arabia, the Ivory Coast, the United Arab Emirates, Morocco and Kuwait who all together imported around 6 million cases.

The Canadian Dairy Commission has identified and works to keep certain key markets. Even though Central and Latin America are much closer markets to Canada, the roughly 2 million cases that are imported to this region every year are spread among 20 countries. This is a more fragmented and costly market to service than is Africa and the Middle East.

The major uncertainty encountered by the CDC in marketing evaporated milk in 1983/84 was the increasing value of the U.S. dollar versus European currencies. Although the Canadian dollar was low compared to the strong American dollar it followed the U.S. currency closely. On the other hand, because the European currencies fared poorly against the U.S. dollar, they could reduce their export prices which are set in American dollars and even after the currency exchange they could still obtain the same or greater revenues in their national currencies.

Although prices received for Canadian exports were positively affected by the decline in the value of the Canadian dollar against the American dollar, the Canadian dollar gained considerably in value compared to the German mark or the Dutch florin. As it is the Europeans who have the greatest influence on world prices with their export subsidy, one result of the reduced values of European currencies vis a vis the U.S. dollar was a lowering in the price the CDC had to accept for its export sales—a reduction which was not felt by our European competitors.



Pick-up time

L'heure de la cueillette

As a result, CDC returns were reduced by around 12% in 1983/84. Reduced selling prices were the main reason for the decline in revenue from Commission sales of evaporated milk, from \$110.8 million in 1982/83 to \$94.2 million in 1983/84. Algeria continued to be the Commission's major client with purchases of 3 million cases and an option for an additional million cases at the beginning of the 1984/85 dairy year. Although continuing to be very important, the evaporated milk market in Algeria has not expanded in several years due to increased utilization of instantized whole milk, a product which has gained acceptance by Algerian consumers and the consumption of which is encouraged by their government.

Nigeria continued to be caught up in economic difficulties. However, changes in their import controls at the end of 1983 were helpful in the CDC securing a major contract with the Nigerian government. In April 1984, the CDC signed a contract to supply 3.6 million cases of evaporated milk between August

1984 until March 1985 and as a result, effectively became the only supplier of evaporated milk to Nigeria. The use by Nigeria of the Commission's Canada Best label is very important. As a result of a publicity program the Canada Best label has become well recognized by Nigerian consumers and is one of the most requested by private distributors in Nigeria.

The consumption of evaporated milk in Libya has been very stable for several years, about 2.5 million cases. The Canadian Dairy Commission's share is about 40% as a result of a contract for 1 million cases concluded in January 1984. Deliveries are scheduled every two months from March to December 1984.

Whole Milk Powder

The new whole milk powder plant at St-Alexandre operated without interruption throughout 1983/84. The delivery of the Algerian contract for 570,000 cases which was signed in 1982/83 was completed in April 1984. This contract was followed by the signing of another contract for 275,000 cases for delivery between April and September 1984.

Au nombre des autres clients de la poudre de lait canadienne, on peut citer le Vénézuela, les Philippines, le Nicaragua, la République dominicaine, Trinidad ainsi que des ventes aux États-Unis pour la transformation et la ré-exportation. La CCL a vendu en tout 200 tonnes métriques de lait écrémé en poudre au cours de l'année.

On s'attend à ce que, au cours de 1984-1985, les prix du lait écrémé en poudre sur les marchés mondiaux se stabilisent à environ 1 500 \$US la tonne métrique franco à quai. Des réductions possibles des stocks de poudre aux États-Unis et en Europe contribueraient à la stabilisation. La CCL a des contrats d'achat avec le Mexique et le Pérou pour la saison, entre août et décembre 1984, à des prix équivalents à environ 700 \$US la tonne métrique. Les quantités que la CCL vendra à l'exportation seraient être du même ordre qu'en 1983-1984, soit d'environ 80 000 tonnes métriques.

Beurre

Les prix du beurre sur le marché mondial ont continué dans une plus grande mesure que pour le lait écrémé en poudre. Ce prix international du beurre est tombé, au cours des dernières années, de 2 100 \$US à environ 1 300 \$US la tonne, soit une chute d'environ 40 p. cent. Si la CCL a réussi à réaliser une vente à l'exportation de 4 000 tonnes, ce qui signifie que les prix ne tombent trop bas, le fondrement des prix a par la suite découragé d'autres exportations.

Les stocks intérieurs de beurre ont été réduits d'un niveau de 31 400 tonnes métriques au 1^{er} août 1983 à 28 700 tonnes métriques au 31 juillet 1984. Il y avait cependant un excédent de 10 000 tonnes dans les stocks de la CCL par rapport aux niveaux normaux qui constituaient des surplus par rapport aux besoins intérieurs. On a jugé qu'il était moins coûteux de s'efforcer de réduire la production de lait et de stimuler la demande canadienne de beurre pour réduire les surplus et de vendre sur le marché international. C'est pourquoi on a procédé, en février 1984, à la première vente spéciale de beurre jamais autorisée à partir des stocks de la CCL.

La vente de 9,5 millions de kilogrammes de beurre à même les stocks de la Commission lui a permis de les faire tourner et de les faire baisser rapidement. Cela a aussi ajouté à l'activité du marché et on croit que les ventes ont ainsi été gonflées de 1 à 1,9 million de kilogrammes.

Lait concentré

Le principal concurrent du lait concentré canadien est celui provenant de la Communauté économique européenne. Trente-cinq millions de caisses de lait concentré ont été vendues sur le marché mondial en 1983-1984 et environ 30 millions provenaient des pays membres de la CEE et en particulier de la Hollande et de l'Allemagne. Le Canada a exporté le reste, soit environ 15 p. cent du marché. Même si quelque 100 pays importent du lait concentré, trois pays absorbent à eux seuls annuellement 50 p. cent de ces 35 millions de caisses qui constituent la demande mondiale pour ce produit. Il s'agit du Nigéria, de l'Algérie et de la Libye. Les autres gros importateurs sont l'Arabie Saoudite, la Côte d'Ivoire, les Émirats Arabes unis, le Maroc et le Kuwait qui en importent à eux tous environ 6 millions de caisses.

La Commission canadienne du lait a identifié certains marchés importants et s'efforce de les garder. Même si l'Amérique centrale et l'Amérique latine sont des marchés beaucoup plus proches du Canada, les 2 millions de caisses qui sont importées par cette région chaque année sont réparties entre une vingtaine de pays. C'est là un marché beaucoup plus fragmenté et beaucoup plus coûteux à desservir que le marché africain ou celui du Moyen-Orient.

La principale inconnue à laquelle la CCL a fait face en commercialisant le lait concentré en 1983-1984, a été l'augmentation de la valeur du dollar américain par rapport aux devises européennes. Si le dollar canadien a été faible par rapport au dollar américain, il suivait toutefois l'évolution de son cours. Par contre, les devises européennes étant très faibles par rapport au dollar américain, les pays d'Europe pouvaient réduire leurs prix à l'exportation, en dollars américains et, grâce à ce taux de change défavorable, obtenir des revenus identiques ou supérieurs dans leurs devises nationales.

Si les prix touchés pour les exportations canadiennes ont bénéficié de la diminution de la valeur du dollar canadien contre le dollar américain, le dollar canadien s'est apprécié considérablement par rapport au mark allemand ou au florin hollandais. Comme ce sont les Européens qui exercent la plus grande influence sur les prix mondiaux avec leur subvention à l'exportation, l'effet de la réduction de la parité des devises européennes par rapport au dollar américain était de baisser le prix que la CCL devait accepter pour ses

ventes à l'exportation, une réduction que nos concurrents européens n'avaient pas à subir.

Cela a entraîné une diminution des rendements de la CCL d'environ 12 p. cent en 1983-1984. La diminution des prix de vente a été la principale raison de la diminution des revenus générés par les ventes de lait concentré de la Commission, passant de 110,8 millions de dollars en 1982-1983 à 94,2 millions de dollars en 1983-1984. L'Algérie a continué à être le principal client de la Commission avec des achats de 3 millions de caisses et une option pour un autre million de caisses au début de l'année laitière 1984-1985. Même si le marché du lait concentré continue à être très important en Algérie, il ne s'est pas accru depuis plusieurs années à cause de l'utilisation croissante de lait en poudre instantané, un produit auquel les consommateurs algériens se sont habitués et dont leur gouvernement encourage la consommation.

Le Niger est toujours confronté à des difficultés économiques. Toutefois, des modifications de leurs contrôles à l'importation à la fin de 1983 ont aidé la CCL à obtenir un important contrat avec le gouvernement nigérien. La CCL signait en effet, en avril 1984, un contrat de 3,6 millions de caisses de lait concentré à livrer entre août 1984 et mars 1985. Nous devenions ainsi le seul fournisseur de lait concentré du Niger. L'utilisation par le Niger de l'étiquette de la Commission « Canada première catégorie » est très importante. Grâce à un programme de publicité, cette étiquette « Canada première catégorie » est devenue bien connue des consommateurs nigériens et est une des plus en demande auprès des distributeurs privés du Niger.

La consommation de lait concentré en Libye a été très stable au cours des dernières années, à environ 2,5 millions de caisses par année. La Commission canadienne du lait accapare environ 40 p. cent de ce marché grâce à un contrat de 1 million de caisses passé en janvier 1984. Les livraisons sont échelonnées tous les deux mois de mars à décembre 1984.

Lait entier en poudre

La nouvelle usine de lait entier en poudre de Saint-Alexandre a fonctionné sans interruption en 1983-1984. Le contrat avec l'Algérie de 570 000 caisses qui avait été signé en 1982-1984 était rempli en avril 1984. Ce contrat fut suivi de la signature d'un autre pour 275 000 caisses prévoyant la livraison entre avril et septembre 1984.

In all, the CDC shipped 10,400 tonnes during 1983/84, somewhat less than in the previous year. Prices for whole milk powder trended downwards in line with the reductions in the price of butter and skim milk powder. Prices were higher for instantized products in consumer cans than for product in bulk. New types of containers are being considered which should help to increase the sales value of this product.

Cheese

International trade in cheese is divided into two major categories; trade between nations with developed dairy industries, usually subject to quantitative and/or tariff quotas, at prices which approach internal cheese market prices; and exports of cheese to countries without developed dairy industries. Exports to the latter markets are usually volatile in terms of volumes and returns are generally low due to the structural milk surplus in most dairying nations resulting in strong competition for limited markets.

Canada has two major export markets for cheese, the United Kingdom and the United States. Exports of aged cheddar to the United Kingdom were substantial, about 15,000 tonnes annually in the years prior to that country joining the European Economic Community in 1973. Due to the application of the EEC variable levy on cheddar, Canadian exports became uncompetitive, and sales were only marginal from 1973 to 1979. In 1979 Canada negotiated a bilateral arrangement with the EEC, as part of the Tokyo Round of the Multilateral Trade Negotiations, which provides for a current access for 2,750 tonnes at a favourable fixed levy.

The other major market for Canadian cheese is the United States. Exports to this country are primarily under quotas established in 1980. Canada has access for 833 tonnes of aged cheddar, 1,141 tonnes of specialty cheese and 70 tonnes of swiss cheese. Certain Italian type specialty cheese and soft varieties are exempt from US import quotas.

Canada, along with most other dairy nations, restricts cheese imports in support of the national supply management system for industrial milk. Since 1978 the global cheese import quota has been 20.4 thousand tonnes annually. Since 1980, 60 percent of this total has been reserved for the EEC.

The trade in cheese is summarized in table 18.

Dairy Product Assistance Program

This program covers financial assistance to Canadian exporters and processors of dairy products and products containing skim milk powder such as baby foods. This program is an important addition to the efforts of the Canadian Dairy Commission to sell dairy products on the world market. The animal feed program described earlier in this report also involves a subsidy paid to processors for skim milk powder used in Canada in animal feed production and is administered under the Export Assistance Program.

This program encourages exporters and processors to sell dairy products directly to foreign clients. In this manner dairy products surplus to domestic requirements are exported directly thereby eliminating costs of interest, storage and transport which the Commission would incur if it purchased the products and exported them. The direct sales of dairy products by the Commission on export markets are limited principally to bulk contracts negotiated with countries who want to deal on a government to government basis.

The export of Canadian cheese to the EEC, the United States and other markets is left entirely to the private sector which receives export assistance to facilitate such sales.

The financial assistance offered by this program totaled \$22.7 million during the year, an increase of over 100 percent compared to \$11.1 million in 1982/83. The increase was principally due to the development of the domestic market for animal feeds. As a result of the increase in assistance, the use of skim milk powder in animal feeds

has increased 4.8 million kilograms.

Export assistance is financed by dairy farmers from their levies. The amount of assistance is determined for each product on the basis of the solids non-fat and butterfat content percentage of the product and after evaluation of the market conditions for the products being exported.

Dairy product assistance ⁽¹⁾	(in 000 \$)
Butter	\$
Skim milk powder	
— animal feed	8,0
— regular	6,6
Evaporated milk	
Whole milk powder	2
Others	
— cheese	7,3
— UHT	3
Total	\$22,7

⁽¹⁾ Other than skim milk powder for domestic animal feed, the funds were for export assistance.

Specific export assistance rates on cheese during 1983/84

United States:

July 1, 1983 —	
February 29, 1984	= \$0.77/kg. cheddar
March 1, 1984 —	
August 31, 1984	= \$1.00/kg. cheddar
July 1, 1983 —	
February 29, 1984	= \$0.77/kg. other
March 1, 1984 —	
August 31, 1984	= \$1.36/kg. other

United Kingdom:

Variable rate adjusted for Pound Sterling fluctuation	
Example: level of export would be \$2.30 per kilogram with the Pound Sterling at \$1.46 Canadian	

Export assistance was also paid on cheese exports to other countries.

Tout compris, la CCL a expédié 10 400 tonnes en 1983-1984, sensiblement moins qu'en l'année précédente. Les prix du lait entier en poudre ont suivi une tendance à la baisse au même temps que les diminutions de prix du beurre et du lait écrémé en poudre. Les prix étaient plus élevés pour les produits insérés en boîte de format convenant au consommateur qu'en gros. On songe à utiliser de nouveaux types d'emballage qui aideraient à augmenter la valeur des ventes de ce produit.

Le fromage

Le marché international du fromage est divisé en deux grandes catégories : le commerce entre les pays dotés d'une bonne industrie laitière, généralement soumis à des quotas tarifaires, à des prix qui se rapprochent des prix en vigueur sur le marché intérieur du fromage, et l'exportation de fromages vers les pays qui ne disposent pas d'une industrie laitière développée. Ces exportations sont généralement irrégulières et les revenus peu élevés. L'usage des surplus dont disposent la plupart des nations productrices de lait, situation qui a donné lieu à une forte concurrence pour l'obtention de marchés limités.

Le Canada a deux principaux marchés d'exportation pour le fromage : le Royaume-Uni et les États-Unis. Avant l'adhésion du Canada à la CEE en 1973, les exportations de cheddar vieilli étaient substantielles, atteignant 15 000 tonnes par année. Cependant, l'application par la CEE d'une retenue variable sur le cheddar canadien l'a rendu peu concurrentiel et les ventes ont été marginales de 1973 à 1979. En 1979, le Canada a négocié avec la CEE, dans le cadre du Tokyo Round, des échanges multilatéraux, une entente générale prévoyant l'imposition d'une retenue fixe sur un volume accessible de 50 000 tonnes de fromage.

L'autre marché important pour le fromage canadien est les États-Unis. Les exportations vers ce pays se font également dans le cadre de la négociation de quotas fixés en 1970. Le Canada place sur ce marché 10 000 tonnes de cheddar vieilli, 1 141 tonnes de fromages fins et 70 tonnes de fromage mou. Certaines variétés de fromages italiens et mousses ne sont pas assujetties aux quotas d'exportations.

Le Canada, comme la plupart des autres

pays producteurs de lait, limite ses importations de fromage conformément au système national de gestion des approvisionnements du lait de transformation. Depuis 1978, le quota global d'importation de fromages est établi à 20 400 tonnes par an. Depuis 1980, 60 p. cent de ce total sont réservés à la Communauté économique européenne.

Le commerce international du fromage se résume au tableau 18.

Programme d'aide aux produits laitiers

Ce programme fournit une aide financière aux exportateurs et aux transformateurs canadiens de produits laitiers et de produits contenant du lait écrémé en poudre, comme les aliments préparés pour bébé. Ce programme est une addition importante aux efforts de la Commission canadienne du lait pour vendre les produits laitiers sur le marché mondial. Le programme des aliments pour animaux, décrit plus tôt dans ce rapport, fait aussi appel à une subvention versée aux transformateurs pour le lait écrémé en poudre servant au Canada à la production d'aliments pour animaux et gérée dans le cadre du programme d'aide à l'exportation.

Ce programme encourage aussi les exportateurs et les transformateurs à vendre des produits laitiers directement à des clients étrangers. De cette façon, les surplus de produits laitiers par rapport aux besoins intérieurs sont exportés directement, éliminant ainsi les coûts d'intérêt, d'entreposage et de transport que la Commission devrait autrement supporter si elle achetait ces produits et les exportait elle-même. Les ventes directes de produits laitiers par la Commission sur les marchés d'exportation sont limitées essentiellement aux contrats de gros négociés avec des pays qui veulent traiter sur une base de gouvernement à gouvernement.

Les exportations des fromages canadiens vers la CEE, les États-Unis et d'autres marchés relèvent entièrement du secteur privé, soutenues en cela par une aide à l'exportation.

L'appui financier offert par ce programme a totalisé 22,7 millions de dollars au cours de l'année, une augmentation de 100 p. cent par rapport au 11,1 millions de dollars de 1982-1983. Cette augmentation s'explique essentiellement par le développement du marché intérieur des aliments pour animaux. À la suite de l'augmentation de l'aide fournie,

la consommation de lait écrémé en poudre entrant dans les aliments pour animaux a augmenté de 4,8 millions de kilogrammes.

L'aide à l'exportation est financée par les producteurs laitiers à partir de leurs retenues. Le montant d'aide est déterminé pour chaque produit en fonction du pourcentage de contenu de solides dégraissés et de matières grasses du beurre du produit et après évaluation de la situation du marché pour le produit exporté.

Aide sur les produits laitiers⁽¹⁾ (en 000s)

Beurre	\$ 29
Lait écrémé en poudre	
— aliments pour animaux	8,086
— régulier	6,676
Lait concentré	22
Lait entier en poudre	297
Autres	
— fromage	7,304
— UHT	315
Total	\$22,729

(1) Pour les produits autres que le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux au pays, les fonds étaient affectés à l'aide à l'exportation

Taux d'aide à l'exportation appliqués aux fromages en 1983-1984

États-Unis:

du 1 ^{er} juillet 1983 au 29 février 1984	= 0,77 \$/kg pour le cheddar
du 1 ^{er} mars 1984 au 31 août 1984	= 1,00 \$/kg pour le cheddar
du 1 ^{er} juillet 1983 au 29 février 1984	= 0,77 \$/kg autres fromages
du 1 ^{er} mars 1984 au 31 août 1984	= 1,36 \$/kg autres fromages

Royaume-Uni :

Taux variable ajusté en fonction des fluctuations de la livre sterling

Exemple : Lorsque la valeur de la livre est à 1,46 \$Can, le taux correspond à 2,30 \$ le kilogramme.

Les exportations de fromages à destination d'autres pays ont également bénéficié d'aide à l'exportation.

CONSULTATIVE COMMITTEE TO THE CANADIAN DAIRY COMMISSION

The Consultative Committee is appointed by the Minister of Agriculture to provide the Canadian Dairy Commission with advice on dairy product processing and marketing. The nine member Committee includes representation from farmers, processors, retailers and consumers.

Four meetings were held in 1983/84 during which the Committee focussed on a number of subjects within the scope of its mandate and made several recommendations to the Commission.

Activity continued from the previous year with respect to examining the food service industry for potential growth in dairy product utilization. The nutritional attributes of dairy products were also considered further and consideration was given to the development of information for consumers.

The Committee also studied and made recommendations to the Commission with respect to dairy product compositional standards particularly as they pertain to ice cream and calorie reduced butter. An extensive review was also undertaken with respect to Canadian import controls on dairy products

and the lack of such controls on imitation dairy products. In addition to making recommendations to the Commission, the Committee also met with the Minister of Agriculture to discuss dairy product standards and import controls.

The Commission's research program was also examined and follow-up action was recommended with respect to a research project funded by the Commission pertaining to the marketing and distribution of specialty cheeses in Canada.

Chairman:

Claude Chevalier

Members:

Victoria Billingsley
Jacques Boucher
Raynald Giroux
Neil Gray
Kenneth McKinnon
Eugene Vallée
Raymond Lafrance
Gilbert Vienneau

PERSONNEL

There are three (3) commissioners with a support staff compliment of seventy-one (71). The offices are located in Ottawa.

Commissioners

Chairman	Gilles Choquet
Vice Chairman	Elwood Hodgson
Commissioner	Clifford McIsaac

Senior Commission Personnel

Senior Policy Advisor	Charles Birchall
Chief Economist	Erik Kram
Director, Finance	Paul Sima
Audit Manager	Laval Pa
Director, International Marketing	Jocelyn Comtois
Director, Domestic Marketing	Denis Renaud
Director, Marketing Operations	Lorne Marcel
Director, Subsidy Operations	Richard Labossière
Director, Legal Services	Jean-Paul Fortin
Director, Information Services	Rowan Lalonde
Executive Assistant to the Chairman	Denyse Dignault

⁽¹⁾ Left April 1984

⁽²⁾ Left September 1984

COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

Le Comité de neuf membres nommés par le ministre de l'Agriculture est chargé de conseiller la CCL en matière de transformation et de mise en marché des produits laitiers. Ce Comité comprend des représentants des producteurs, des transformateurs, des grossistes, des détaillants et des consommateurs.

Quatre réunions ont eu lieu en 1983-1984. Elles ont porté sur toute une gamme de sujets relevant du mandat du Comité et se sont traduites par plusieurs recommandations à la Commission.

Le Comité s'est beaucoup intéressé, comme lors des années antérieures, à l'industrie de l'alimentation et il a cherché les moyens d'accroître la consommation et l'utilisation de produits dans ce secteur. Il s'est aussi penché sur la valeur nutritionnelle des produits laitiers et a envisagé de diffuser des renseignements de cet ordre aux consommateurs.

Le Comité a aussi étudié les normes sur la composition des produits laitiers, en particulier la crème glacée et le beurre à faible teneur en calories. Il a fait des recommandations à la Commission sur ce sujet. Il a aussi approfondi la question du contrôle canadien des importa-

tions de produits laitiers et de l'absence de tels contrôles sur les imitations de produits laitiers. En plus de faire des recommandations à la Commission, le Comité a aussi rencontré le Ministre de l'Agriculture pour parler des normes sur les produits laitiers et les contrôles à l'importation.

Enfin, le Comité a examiné le programme de recherche et recommandé le suivi d'un projet de recherche financé par la Commission et s'intéressant à la commercialisation et à la distribution de fromages fins au Canada.

Président :

Claude Chevalier

Membres :

Victoria Billingsley

Jacques Boucher

Raynald Giroux

Neil Gray

Kenneth McKinnon

Eugène Vallée

Raymond Lafrance

Gilbert Vienneau

PERSONNEL

La Commission compte trois (3) commissaires et un personnel de soutien de soixante-et-onze (71) personnes. Ses bureaux sont situés à Ottawa.

Commissaires

Président	Gilles Choquette
Vice-président	Elwood Hodgins
Commissaire	Clifford McIsaac

Cadres supérieurs de la Commission

Conseiller sénior en politique laitière	Charles Birchard
Économiste en chef	Erik Kramar
Directeur des finances	Paul Simard
Chef de la vérification	Laval Pagé
Directeur de la mise en marché international	Jocelyn Comtois ⁽¹⁾
Directeur de la mise en marché intérieure	Denis Renaud ⁽²⁾
Directeur des transactions commerciales	Lorne Marcellus
Directeur, administration des subsides	Richard Labossière
Directeur, services juridiques	Jean-Paul Fortin
Directeur de l'information	Rowan Lalonde
Adjointe exécutive du président	Denyse Dignard

⁽¹⁾ Quitté Avril, 1984

⁽²⁾ Quitté Septembre, 1984

The Financial Statements which follow were prepared by the Commission and audited by the Auditor General of Canada.

The Commission's operations are financed by the Government of Canada and the dairy farmers of Canada. Accordingly, to highlight the sources of financing, two operating statements, both on a dairy year basis, have been prepared to account for these funds and related expenditures.

i) The statement of Dairy Support Program Operations highlights the total financing provided by the Government of Canada which amounted to \$303.5 million for the current year compared to \$309.9 million for 1982/83. These funds were used to finance payment of direct subsidies of \$276.9 million to dairy producers, \$20.6 million to finance expenses related to the price support program which is made up of interest on loans, storage, handling and transportation charges for the products bought under this program. The decrease in expenses of \$12.4 million from the 1982/83 level is mainly due to the decrease in interest charges which were attributable to lower loan levels and interest rates. Other expenses amounting to \$6 million were mainly made up of salaries, office expenses, travel, and the dairy product and market research program.

ii) The statement of Marketing Operations accounts for the cost incurred in disposing of surplus dairy products on the domestic market (butter only) and on world markets (mainly skim milk powder and whole milk products). The costs of disposing of surplus products are financed by the dairy producers through the payment of levies. This year the total cost of exports of surplus dairy products

amounted to \$271.1 million compared to \$256.1 million for 1982/83, reflecting an increase of \$15.0 million which is attributable directly to the increased cost of export sales of surplus dairy products and lower world prices of skim milk powder and whole milk products.

Levies collected by provinces and remitted to the CDC amounted to \$240.3 million during the year compared to \$270.8 million for 1982/83, a decrease of \$30.5 million. The deficiency during the year amounted to \$20.7 million which was reduced to \$13.6 million due to \$7.1 million surplus carried forward from the previous year.

FINANCIAL POSITION

The overall financial position stabilized this year compared to the previous year.

Trade accounts receivable decreased to \$40.9 million compared to \$51.8 million last year. The decrease of \$10.9 million is basically due to decreased sales, better monitoring of credit sales collection and reduced extended credit terms.

Receivables from the Government of Canada decreased to \$73.6 million compared to \$79.0 million in the preceding year. The difference of \$5.4 million is attributable to decrease in financing of carrying charges during the year compared to the previous year.

Levies receivable from producers decreased to \$59.4 million as compared to \$98.0 million for the preceding year. The decrease is mainly due to the reduction in overall levies for the current fiscal year.

Inventories of \$128.6 million remained almost the same as last year.

The loan from the Government of Canada has decreased to \$180.4 million compared to \$231.8 million as of July 31, 1983. The reduction of \$51.4 million is mainly due to fewer purchases and better collections.

The notes and schedules A to E have been attached to the Financial Statement to further supplement the various financial information.

ACCOUNTABILITY AND INTERNAL CONTROLS

The Commission maintains internal controls which are designed to provide the orderly and efficient conduct of its operations, including the safeguard of assets, the reliability of accounting records, the timely preparation of reliable financial information and the adherence to Commission policies and statutory requirements. The Commission has an internal audit unit which carries out audits to determine whether the controls are operating effectively. The audit committee of the Commission meets regularly to review audit reports and seek management commitment and feed back on the implementation of suggested controls and procedures. The installation of a mini-computer has improved overall controls and efficiency. A credit and collection service has been established to monitor credit, sales, collection of accounts on a timely basis and cash management.

états financiers qui suivent ont été préparés par la Commission et vérifiés par le Vérificateur général du Canada.

Les activités de la Commission sont financées par le Gouvernement du Canada et les producteurs laitiers du Canada. C'est pourquoi deux états financiers distincts, états d'après l'année laitière, ont été préparés pour rendre compte des revenus et des dépenses rattachées à chaque source de financement.

Le sommaire des activités du programme de subventions aux producteurs laitiers fait état de l'ensemble du financement fourni par le Gouvernement du Canada, c'est-à-dire 303,5 millions de dollars pour l'année courante, comparativement à 309,9 millions de dollars en 1982-1983. Ces fonds ont servi à financer le paiement de subventions directes s'élevant à 5,9 millions de dollars aux producteurs laitiers et à financer des dépenses de 20,6 millions de dollars relatives au programme de soutien des prix comprenant l'intérêt sur les stocks, l'entreposage, la manutention et les frais de transport des produits achetés en vertu du programme d'offre d'achat. La diminution des dépenses de 12,4 millions de dollars par rapport à 1982-1983 provient surtout de la diminution des frais d'intérêt associée à des prêts moins importants à des taux plus faibles. D'autres dépenses atteignant 11 millions de dollars comprennent les salaires, les dépenses de bureau, les déplacements et le programme de recherche sur les produits laitiers et les marchés.

Le sommaire des activités de mise en marché rend compte des coûts de liquidation des stocks de produits laitiers sur le marché intérieur (beurre seulement) et sur les marchés internationaux (surtout le lait écrémé en poudre et les produits de lait entier). Ces coûts sont financés par les producteurs laitiers à qui on impose des retenues. Cette année, le coût total d'exportation des surplus de produits

laitiers s'est élevé à 271,1 millions de dollars comparativement à 256,1 millions de dollars en 1982-1983. L'augmentation de 15 millions de dollars est directement attribuable à l'accroissement des coûts des ventes à l'exportation des surplus de produits laitiers et à des prix mondiaux plus bas pour le lait écrémé en poudre et les produits de lait entier.

Les retenues prélevées par les provinces et versées à la CCL ont rapporté 240,3 millions de dollars par rapport à 270,8 millions de dollars en 1982-1983, soit une diminution de 30,5 millions de dollars. Le déficit de l'année a atteint 20,7 millions de dollars et a été réduit à 13,6 millions de dollars grâce au surplus de 7,1 millions de dollars reporté de l'exercice précédent.

SITUATION FINANCIÈRE

La situation financière générale s'est stabilisée cette année par rapport à l'an dernier.

Les comptes-clients ont diminué pour atteindre 40,9 millions de dollars contre 51,8 millions l'an dernier. Cette diminution de 10,9 millions de dollars est imputable pour l'essentiel à la diminution des ventes, au meilleur contrôle du crédit, à une meilleure perception des comptes et à une réduction des délais de crédit consentis.

Les comptes à recevoir du Gouvernement du Canada ont diminué à 73,6 millions de dollars alors qu'ils étaient à 79 millions de dollars l'année précédente. La différence de 5,4 millions de dollars s'explique par la diminution du financement des frais de mise en marché au cours de l'année par rapport à l'année antérieure.

Les retenues à recevoir des producteurs ont diminué à 59,4 millions de dollars alors qu'elles atteignaient 98 millions de dollars l'an dernier. Cette diminution s'explique pour l'essentiel par la réduction de l'ensemble des retenues pour l'année financière en cours.

La valeur des stocks est restée sensiblement la même que l'an dernier, soit à 128,6 millions de dollars.

Le prêt du Gouvernement du Canada a diminué à 180,4 millions de dollars alors qu'il atteignait 231,8 millions de dollars au 31 juillet 1983. Cette réduction de 51,4 millions de dollars tient pour l'essentiel à des achats plus faibles et à une meilleure perception des comptes.

Les notes et les annexes A à E ont été jointes aux états financiers en complément des divers renseignements de nature financière.

COMPTABILITÉ ET CONTRÔLES INTERNES

La Commission utilise des contrôles internes qui sont conçus pour assurer le fonctionnement ordonné et efficace de ses activités, y compris la protection des actifs, la fiabilité des livres comptables, la préparation à temps de renseignements financiers fiables et le respect des politiques de la Commission et des obligations légales. Il y a au sein de la Commission une unité de vérification interne qui s'assure que les contrôles fonctionnent efficacement. Le Comité de vérification de la Commission se réunit régulièrement pour étudier les rapports de vérification, connaître les engagements pris par la direction et ses réactions face à l'implantation des méthodes et des contrôles suggérés. L'installation d'un miniordinateur a amélioré l'ensemble des contrôles et l'efficacité. Un service de crédit et de perception a été créé pour assurer le contrôle du crédit, des ventes, la perception des comptes et pour gérer l'encaisse.

THE CANADIAN DAIRY COMMISSION
LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT



Annual Report
Rapport annuel

Canada

FINANCIAL STATEMENTS 1983/84

Report to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1984

AUDITOR'S REPORT

The Honourable John Wise, P.C., M.P.
Minister of Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1984 and the statements of dairy support program operations financed by Government of Canada, marketing operations financed by producers, deficit and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

These financial statements reflect in accounts receivable and Government of Canada financing of marketing operations an amount of \$10.05 million. At the date of my report, the Government of Canada has declined to accept liability for this amount. Therefore the valuation of accounts receivable is not in accordance with generally accepted accounting principles. If this amount had not been recognized, accounts receivable would have been reduced by \$10.05 million and the deficiency of financing over cost of marketing operations and the deficit at the end of the year would have been increased by \$10.05 million.

In my opinion, except that accounts receivable of \$10.05 million have been recognized as described in the preceding paragraph, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Commission as at July 31, 1984 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Commission, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

ÉTATS FINANCIERS 1983-84

Rapport au ministre de l'Agriculture sur la vérification des comptes et des états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

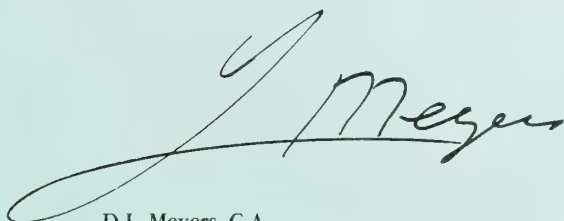
L'honorable John Wise, C.P., député
Ministre de l'Agriculture

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1984 ainsi que l'état des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada, l'état des résultats de la commercialisation financée par les producteurs, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Ces états financiers présentent dans les comptes débiteurs et dans les résultats de la commercialisation financée par le gouvernement du Canada une somme de \$10.05 millions. À la date de mon rapport, le gouvernement du Canada a écarté l'acceptation du passif pour cette somme. Par conséquent, l'évaluation des comptes débiteurs n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus. Si cette somme n'avait pas été comptabilisée, les comptes débiteurs auraient été diminués de \$10.05 millions et l'insuffisance du financement sur le coût des opérations de la commercialisation et le déficit à la fin de l'exercice auraient été augmentés de \$10.05 millions.

À mon avis, à l'exception des comptes débiteurs de \$10.05 millions qui ont été comptabilisés ainsi qu'il est décrit au paragraphe précédent, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 juillet 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.



D.L. Meyers, C.A.
Deputy Auditor General
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
November 16, 1984

Pour le vérificateur général du Canada
D.L. Meyers, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 novembre 1984

BALANCE SHEET

as at July 31, 1984

BILAN

au 31 juillet 1984

(in/en 000s)

Assets	Actif	1984	1983
Accounts receivable	Débiteurs		
Trade (Note 3)	Clients (note 3)	\$ 40,911	\$ 51,77
Government of Canada	Gouvernement du Canada	73,632	79,04
Producer levies	Cotisations des producteurs	59,395	97,98
Inventories (Note 4)	Stocks (note 4)	128,614	129,50
Prepaid expense	Frais payés d'avance	1,453	2,18
		<u>\$ 304,005</u>	<u>\$ 360,49</u>
Liabilities and Surplus	Passif et Surplus		
Accounts payable and accrued liabilities	Créditeurs et passif couru	\$ 63,131	\$ 57,2
Allowance for losses on commitments (Note 5)	Provision pour les pertes sur les engagements (note 5)	13,561	7,84
Subsidies payable to producers	Subventions à payer aux producteurs	60,472	56,48
Loans from Government of Canada (Note 6)	Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 6)	180,422	231,76
		317,586	353,35
(Deficit) surplus	(Déficit) surplus	(13,581)	7,13
		<u>\$ 304,005</u>	<u>\$ 360,49</u>

Approved:

Approuvé:

Chairman

le Président



Gilles Choquette

Vice-Chairman

le Vice-président



Elwood Hodgins

Director of Finance

le Directeur des finances



Paul Simard

**STATEMENT OF DAIRY
SUPPORT PROGRAM
OPERATIONS FINANCED BY
GOVERNMENT OF CANADA**

for the year ended July 31, 1984

**ÉTAT DES RÉSULTATS DU
PROGRAMME DE SOUTIEN
LAITIÉR FINANÇÉ PAR LE
GOUVERNEMENT DU CANADA**

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

(in/en 000s)

		1984	1983
Subsidies to producers of industrial milk and cream (Schedule A)	Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	\$ 276,951	\$ 270,851
Expenses related to marketing operations	Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Interest	Intérêt	14,138	30,819
Freight	Fret	4,890	4,588
Storage	Entreposage	3,758	5,547
Handling	Manutention	1,183	1,221
Miscellaneous	Frais divers	423	1,107
		24,392	43,282
Deduct: Expenses transferred to marketing operations (Note 7)	Déduire: Frais virés aux opérations de la commercialisation (note 7)	3,792	10,282
		20,600	33,000
Administrative expenses (Schedule B)	Frais d'administration (tableau B)	4,267	4,339
Research	Recherche	1,699	1,694
Cost of dairy support program operations	Coût des opérations du programme de soutien laitier	<u>\$ 303,517</u>	<u>\$ 309,884</u>
Financing by Government of Canada (Note 7)	Financement par le gouvernement du Canada (note 7)		
Agricultural Stabilization Board	Office de stabilisation des prix agricoles	\$ 297,551	\$ 303,851
Parliamentary appropriation	Crédit parlementaire	5,702	5,769
Government departments which provided services without charge	Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	264	264
		<u>\$ 303,517</u>	<u>\$ 309,884</u>

**STATEMENT OF MARKETING
OPERATIONS FINANCED BY
PRODUCERS**

for the year ended July 31, 1984

**ÉTAT DES RÉSULTATS
DE LA COMMERCIALISATION
FINANCÉE PAR LES PRODUCTEURS**

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

		(in/en 000s)	
		1984	1983
Sales	Ventes	\$ 320,290	\$ 393,15
Cost of goods sold	Coût des ventes	553,416	611,95
Loss on sales	Perte sur les ventes	233,126	218,80
Expenses and assistance	Frais et aide		
Export and domestic assistance	Aide à l'exportation et aide domestique	22,729	11,10
Agents' commissions (Note 9)	Commissions à des agents (note 9)	4,478	4,80
Carrying charges	Frais de mise en marché	4,392	4,91
Advertising and promotion (Note 12)	Annonces et réclame (note 12)	2,724	78
Capital assistance (Note 8)	Aide en capital (note 8)	571	6,12
Capital assistance recoveries (Note 8)	Recouvrements d'aide en capital (note 8)	(747)	(71)
		34,147	27,02
Add: Expenses transferred from dairy support program operations (Note 7)	Ajouter: Frais virés des opérations du programme de soutien laitier (note 7)	3,792	10,28
		37,939	37,30
Cost of marketing operations before financing	Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	271,065	256,11
Financing by Producers' Levies (Note 7)	Financement à même les cotisations des producteurs (note 7)		
Industrial milk (Schedule C)	Lait industriel (tableau C)	233,418	264,00
Fluid milk (Schedule D)	Lait à l'état naturel (tableau D)	6,883	6,75
		240,301	270,80
Government of Canada (Notes 7 and 11)	Gouvernement du Canada (notes 7 et 11)	10,050	8,50
		250,351	279,30
(Deficiency) excess of financing over cost of marketing operations (Schedule E)	(Insuffisance) excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	\$ (20,714)	\$ 23,20

STATEMENT OF DEFICIT
for the year ended July 31, 1984

ÉTAT DU DÉFICIT
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

		(in/en 000s)	
		1984	1983
Balance (deficit) at beginning of year	Solde (déficit) au début de l'exercice	\$ 7,133	\$ (16,141)
(Deficiency) excess of financing over cost of marketing operations	(Insuffisance) excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	(20,714)	23,274
(Deficit) balance at end of year	(Déficit) solde à la fin de l'exercice	<u>\$ (13,581)</u>	<u>\$ 7,133</u>

**STATEMENT OF CHANGES IN
FINANCIAL POSITION**

for the year ended July 31, 1984

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA
SITUATION FINANCIÈRE**

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

(in/en 000s)

Source of funds	Provenance des fonds	1984	1983
Excess of financing over cost of marketing operations	Excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	\$ —	\$ 23,27
Loans from Government of Canada	Emprunts auprès du gouvernement du Canada	457,639	425,47
Decrease in accounts receivable	Diminution des comptes débiteurs	54,862	—
Increase in other liabilities	Augmentation des autres montants créditeurs	15,574	16,31
Decrease in inventories	Diminution des stocks	894	45,71
Decrease in prepaid expense	Diminution des frais payés d'avance	729	—
		<u>\$ 529,698</u>	<u>\$ 510,76</u>

Application of funds	Utilisation des fonds	1984	1983
Deficiency of financing over cost of marketing operations	Insuffisance du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	\$ 20,714	\$ —
Loans repaid to Government of Canada	Emprunts remboursés au gouvernement du Canada	508,984	400,61
Increase in accounts receivable	Augmentation des comptes débiteurs	—	107,91
Prepaid expense	Frais payés d'avance	—	2,18
		<u>\$ 529,698</u>	<u>\$ 510,70</u>

Funds are defined as assets less liabilities and deficit.

Les fonds se définissent comme étant l'actif moins le passif et le déficit.

1. OBJECTIVES AND OPERATIONS

The objectives of the Commission, as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67, are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality".

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, including all losses on special export production under the export quota program, and for marketing costs attributable to surplus production.

Any surplus in marketing operations up to \$10 million is not to be refunded to producers nor taken into account when setting levy rates for the following year. The treatment of any excess over \$10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

OBJECTIFS ET OPÉRATIONS

Les objectifs de la Commission, ainsi qu'établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-1967, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, y compris toutes les pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation en vertu du programme du quota à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire.

Tout surplus des opérations de la commercialisation jusqu'à concurrence de \$10 millions ne peut être remboursé aux producteurs et ne peut être pris en compte lors de l'établissement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à \$10 millions doit être établie par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES**Foreign currency conversion**

Each asset, liability, revenue or expense arising from a foreign currency transaction is translated into Canadian dollars at the exchange rate in effect at the date of transaction. Monetary items denominated in a foreign currency at the balance sheet date are adjusted to reflect the exchange rate in effect at that date. Any exchange loss or gain, arising on translation or settlement of a foreign currency item, is charged to marketing operations financed by producers.

Inventories

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.

Fixed assets

Acquisition of furniture and equipment is charged to administrative expenses in the year of purchase.

Purchase commitments

Losses on commitments to purchase surplus butter and skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices, which are usually higher than export prices, are charged to marketing operations financed by producers at the time the commitment is made.

CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES**Conversion en devises étrangères**

Tout élément d'actif, de passif, de revenu ou dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte au change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

L'acquisition de mobilier et de matériel est imputée aux frais d'administration de l'exercice d'achat.

Engagements envers l'achat

Les pertes provenant des engagements envers l'achat des surplus de beurre et de poudre de lait écrémé au prix canadien de soutien et les autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, à la date où l'engagement est pris.

3. ACCOUNTS RECEIVABLE

An account receivable of \$8.3 million resulting from sales to Nigeria will be collected in fourteen quarterly instalments commencing October 1986, with interest at U.S. prime + 1% payable in quarterly instalments starting October 5, 1984.

COMPTES DÉBITEURS

Un compte débiteur de \$8.3 million qui résulte des ventes au Nigeria sera recouvré en quatorze versements trimestriels à partir d'octobre 1986 avec l'intérêt au taux préférentiel (États-Unis) + 1% à payer en versements trimestriels à partir du 5 octobre 1984.

(in/en 000s)

4. INVENTORIES	STOCKS	1984	19
Cost	Coût		
Butter	Beurre	\$ 128,327	\$ 126,4
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre	51,627	39,5
Other dairy products	Autres produits laitiers	14,854	15,
		194,808	181,1
Less provision for write down	Déduire la provision pour la moins-value		
Butter	Beurre	30,080	24,7
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre	31,900	24,3
Other dairy products	Autres produits laitiers	4,214	2,5
		(66,194)	(51,6
		<u>\$ 128,614</u>	<u>\$ 129,5</u>

Inventories which are carried at standard cost have been adjusted as the prices for surplus butter, skim milk powder and other dairy products (includes evaporated milk, whole milk powder and unsalted butter) on the export market are lower than on the domestic market resulting in net realizable value being less than the Canadian support prices and costs. The provision for inventory write down has been charged to marketing operations (cost of sales) financed by producers.

Les stocks qui sont comptabilisés au coût standard ont été rajustés vu que les prix du surplus de beurre, du lait écrémé en poudre et des autres produits laitiers (y compris le lait évaporé, le lait entier en poudre et le beurre non salé) sur le marché à l'exportation sont inférieurs à ceux du marché domestique, ce qui entraîne une valeur de réalisation nettement moindre que les coûts et les prix canadiens de soutien. La provision pour la moins-value des stocks a été imputée aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

5. COMMITMENTS

As at July 31, 1984, the Commission was committed to purchase butter and skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices produced prior to July 31, 1984, for approximately \$23.4 million (1983 - \$14.6 million). Losses which may result from these purchases at higher than export prices have been estimated at approximately \$13.6 million (1983 - \$7.8 million) requiring an increase in the provision during the year of \$5.7 million (1983 - reduction \$5.4 million) which has been charged to marketing operations (cost of sales) financed by producers.

ENGAGEMENTS

Au 31 juillet 1984, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers fabriqués avant le 31 juillet 1984 à des prix négociés par contrats, pour environ \$23.4 millions (1983 - \$14.6 millions). Les pertes qui pourraient découler de ces achats, à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ \$13.6 millions (1983 - \$7.8 millions), nécessitant une augmentation de la provision pendant l'exercice de \$5.7 millions (1983 - réduction de \$5.4 millions), ce qui a été imputé aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

6. LOANS FROM GOVERNMENT OF CANADA

These loans are to finance the purchase of dairy products and bear interest rates varying from 9.625% to 13.00% per annum (1983 – 9.25% to 9.625%). There are no specific terms of repayment and interest, calculated on a simple basis, is paid at the time of any principal repayment.

7. FINANCING

Government of Canada

The Agricultural Stabilization Board, through Vote 15, provides financing to the Commission for the benefit of producers for the purpose of stabilizing the price of industrial milk and cream. During the year ended July 31, 1984, financing for this purpose amounted to \$307.60 million, of which \$297.55 million was credited to dairy support program operations and \$10.05 million (see Note 11) was credited to marketing operations.

Administrative and research expenses are financed by Agriculture Vote 35 which lapsed \$617,000 (1983 – \$365,000). Some government departments also provided services without charge.

Producers

Costs incurred by the Commission in the disposal of surplus dairy products and other marketing programs, including animal feed, export and capital assistance; and interest expense and carrying charges in excess of the government's maximum commitment of \$20.6 million are financed by the producers through payment of levies which are collected by the provincial marketing boards and agencies and remitted to the Commission. Levies are calculated based on shipments of industrial milk.

8. CAPITAL ASSISTANCE

In a program to export whole milk products, up to a maximum of 10% of Canadian requirements or a maximum of 4.4 million hectolitres of milk as agreed by the Canadian Milk Supply Management Committee and Government, the Commission has contributed to the construction of two processing plants for evaporated milk and one processing plant for instantized whole milk powder.

The capital assistance, totalling \$22.7 million, commenced in 1980. This cost is estimated to be reduced to \$17.7 million over a period of six years from 1980 through the recovery of the residual value of the plant and equipment, including a reduction in price for a maximum number of cases to be purchased, and grants from the Government of Canada. Recoveries to date amount to \$2.9 million.

EMPRUNTS AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Ces emprunts servent à financer l'achat de produits laitiers et portent des taux d'intérêt qui varient de 9.625% à 13.00% par année (1983 – 9.25% à 9.625%). Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital.

FINANCEMENT

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1984, le financement pour cette fin s'est élevé à \$307.60 millions, dont \$297.55 millions ont été crédités aux opérations du programme de soutien laitier et \$10.05 millions (voir la note 11) ont été crédités aux opérations de la commercialisation.

Les frais d'administration et de recherche sont financés par le crédit 35 — Agriculture dont \$617,000 sont devenus périmés (1983 – \$365,000). Certains ministères du gouvernement ont aussi fourni gratuitement des services.

Producteurs

Les coûts encourus par la Commission lors de l'aliénation des produits laitiers en surplus et les autres programmes de commercialisation, comprenant l'alimentation animale et l'aide à l'exportation et à l'investissement ainsi que les frais d'intérêt et les frais reliés à la commercialisation au-delà du maximum de \$20.6 millions, auquel le gouvernement s'est engagé, sont financés par les producteurs au moyen de cotisations prélevées par les agences et les bureaux provinciaux de commercialisation et remises à la Commission. Les cotisations sont calculées sur les livraisons de lait industriel.

AIDE EN CAPITAL

À l'intérieur d'un programme visant l'exportation de produits de lait entier, jusqu'à un maximum de 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions d'hectolitres de lait et à la suite de l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du gouvernement, la Commission a contribué à la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et une usine de transformation pour le lait entier en poudre dit "instant".

L'aide en capital de \$22.7 millions a débuté en 1980. Ce coût selon l'estimation effectuée sera réduit à \$17.7 millions sur une période de six ans à compter de 1980 grâce à la récupération de la valeur résiduelle des usines et du matériel, y compris une réduction du prix d'achat pour un maximum de caisses à acheter, et les octrois en provenance du gouvernement du Canada. Les recouvrements à ce jour s'élèvent à \$2.9 millions.

9. AGENTS' COMMISSIONS

The Commission has used the services of agents for sales in connection with marketing of dairy products on the export market and commissions were as follows:

COMMISSIONS À DES AGENTS

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la commercialisation de produits laitiers sur le marché d'exportation et les commissions furent celles qui suivent:

		(in/en 000s)	
		1984	1983
Coop Fédérée de Québec, Canada	Coop Fédérée du Québec, Canada	\$ 2,578	\$ 3,800
L&M Exports Inc., Canada	L & M Exports Inc., Canada	943	
Gestion Y. Dessarrollo — Commercial S.A. Peru	Gestion Y. Dessarrollo — Commercial S.A. Pérou	395	500
Intercontinental, Mexico	Intercontinental, Mexique	355	200
Canada Expa (1980) Inc., Canada	Canada Expa (1980) Inc., Canada	184	200
Gerber Agri-Export	Gerber Agri-Export	23	
		<u>\$ 4,478</u>	<u>\$ 4,700</u>

10. CONTINGENT LIABILITY

An account receivable amounting to \$13.5 million plus interest due over a nine month period has been discounted with a commercial bank with recourse. Accordingly, the Commission will be liable, under the terms of the discount contract, to the bank for the amount of receivable discounted in the event that the customer does not meet its commitment. However, in the opinion of management, the likelihood that the customer will not meet its obligation is remote, as the payments are now being received in accordance with an agreed schedule.

PASSIF ÉVENTUEL

Un compte débiteur s'élevant à \$13,5 millions plus les intérêts portant sur une période de neuf mois a été escompté auprès d'une banque commerciale avec un droit de recours. Par conséquent, selon les termes du contrat d'escompte, la Commission sera passible envers la banque du montant à recevoir ainsi escompté, dans l'éventualité où le client ne respecterait pas son engagement. Toutefois, la direction est d'avis que cette éventualité est éloignée, d'autant plus que les paiements se font présentement selon les échéances convenues.

11. BRITISH COLUMBIA MILK BOARD

In July 1982, the British Columbia Milk Board notified the Commission of its intention to withdraw from the Comprehensive Milk Marketing Plan. During the year ended July 31, 1984, the Board did not remit levies to the Commission. Levies on milk production in British Columbia would have amounted to \$11.50 million. An amount of \$10.05 million, equivalent to subsidies which would have been paid on milk production in British Columbia, has been credited to marketing operations financed by producers. The balance of \$1.45 million is receivable from the province.

BUREAU LAITIER DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE

En juillet 1982, le Bureau laitier de la Colombie britannique signifiait à la Commission son intention de se retirer du plan commun de mise en marché du lait. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1984, le Bureau n'a pas remis de cotisations à la Commission. Les cotisations applicables à la production laitière de la Colombie britannique se seraient élevées à \$11.50 millions. Une somme de \$10.5 millions, soit l'équivalent des subventions qui auraient été payées sur la production de lait en Colombie britannique, a été créditée aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs. Le solde de \$1.45 million est recouvrable de la province.

12. ICE CREAM AND CREAM PROMOTION

The Commission has been authorized by the Canadian Milk Supply Management Committee to contribute up to \$4.5 million towards the promotion of ice cream and cream undertaken by the Dairy Bureau of Canada. To date, \$3.5 million has been paid and charged to marketing operations financed by producers.

RÉCLAME POUR LA CRÈME ET LA CRÈME GLACÉE

La Commission a été autorisée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait à contribuer jusqu'à \$4.5 millions à la réclame pour la crème et la crème glacée entreprise par le Bureau laitier du Canada. À ce jour, \$3.5 millions ont été versés et imputés aux opérations de commercialisation financées par les producteurs.

SCHEDULE A

SUBSIDIES TO PRODUCERS OF INDUSTRIAL MILK
AND CREAM

for the year ended July 31, 1984

TABLEAU A

SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS DE LAIT ET DE
CRÈME UTILISÉS À DES FINS INDUSTRIELLES

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

		Eligible Shipments Livraisons admissibles (in/en 000s kg)		Subsidies Subventions (in/en 000s)	
		1984	1983	1984	1983
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	3,220	3,194	\$ 5,394	\$ 5,350
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	2,134	2,085	3,574	3,493
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	2,244	2,168	3,758	3,632
Quebec	Québec	81,383	79,087	136,316	132,470
Ontario	Ontario	53,993	53,236	90,438	89,171
Manitoba	Manitoba	6,595	6,379	11,047	10,684
Saskatchewan	Saskatchewan	4,413	4,353	7,392	7,291
Alberta	Alberta	11,335	11,168	18,986	18,706
British Columbia (Note 11)	Colombie-Britannique (note 11)	6,027	6,261	46	54
		<u>171,344</u>	<u>167,931</u>	<u>\$ 276,951</u>	<u>\$ 270,851</u>

SCHEDULE B

ADMINISTRATIVE EXPENSES

for the year ended July 31, 1984

TABLEAU B

FRAIS D'ADMINISTRATION

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

		(in/en 000s)	
		1984	1983
Salaries	Traitements	\$ 1,979	\$ 1,781
Professional and special services	Services professionnels et spéciaux	659	895
Transportation and communications	Transport et communications	345	482
Data processing and cheque issue services	Services de traitement des données et d'émission des chèques	264	264
Other personnel costs	Autres coûts au titre du personnel	287	195
Remuneration of members of the Commission	Rémunération des membres de la Commission	190	182
Rentals	Locations	190	161
Acquisition of furniture and equipment	Acquisitions de mobilier et de matériel	163	139
Audit Services Bureau fees	Honoraire du Bureau des services de vérification	72	99
Utilities, materials and supplies	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	75	89
Repairs and maintenance	Réparations et entretien	41	13
Miscellaneous	Frais divers	2	39
		<u>\$ 4,267</u>	<u>\$ 4,339</u>

SCHEDULE C

PRODUCER LEVIES ON INDUSTRIAL MILK

for the year ended July 31, 1984

TABLEAU C

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT INDUSTRIEL

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

		Milk Shipments Livraison de lait (in/en 000s litres)		Producer Levies Cotisations des producteurs (in/en 000s)	
				In Quota À l'intérieur du quota	
		1984	1983	1984	1983
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	78,355	80,478	\$ 3,581	\$ 3,811
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	52,385	53,151	2,394	2,411
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	52,897	50,651	2,417	2,281
Quebec	Québec	2,250,749	2,292,874	102,859	106,711
Ontario	Ontario	1,311,443	1,352,847	59,933	62,711
Manitoba	Manitoba	150,858	150,690	6,894	7,111
Saskatchewan	Saskatchewan	100,421	95,147	4,590	4,611
Alberta	Alberta	280,655	268,419	12,826	12,311
British Columbia (Note 11)	Colombie-Britannique (note 11)	158,479	166,916	118	511
		4,436,242	4,511,173	\$ 195,612	\$ 202,711

SCHEDULE D

PRODUCER LEVIES ON FLUID MILK

for the year ended July 31, 1984

TABLEAU D

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT À L'ÉTAT NATUREL

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

		Sales Ventes (in/en 000s litres)		Producer Levies* Cotisations des producteurs (in/en 000s)	
		1984	1983	1984	1983
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	13,396	13,109	\$ 40	\$ 31
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	114,659	112,285	346	311
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	70,509	69,239	213	211
Quebec	Québec	654,018	641,433	1,917	1,811
Ontario	Ontario	972,777	955,372	2,986	2,911
Manitoba	Manitoba	103,702	102,362	315	311
Saskatchewan	Saskatchewan	98,425	96,969	289	211
Alberta	Alberta	256,175	261,372	777	711
British Columbia (note 11)	Colombie-Britannique (note 11)	303,509	304,135	—	—
		2,587,170	2,556,276	\$ 6,883	\$ 6,711

*Calculated at 5% of subsidy rate of \$6.03 per hectolitre of sales.

*Calculées à 5% du taux de subvention de \$6.03 par hectolitre de ventes.

Producer Levies
 Contributions des producteurs
 (in 000s)

Port Contribution		Over Quota Hors-quota		Total Total	
1984	1983	1984	1983	1984	1983
446	\$ 301	\$ —	\$ 517	\$ 4,027	\$ 4,624
299	194	129	668	2,822	3,330
302	201	—	—	2,719	2,454
2,829	8,502	—	22,263	115,688	137,515
7,475	4,968	10,394	17,503	77,802	85,197
860	571	549	960	8,303	8,721
572	374	980	—	6,142	5,039
1,600	1,055	—	—	14,426	13,420
—	—	1,371	3,191	1,489	3,741
4,383	\$ 16,166	\$ 13,423	\$ 45,102	\$ 233,418	\$ 264,041

SCHEDULE E

MARKETING OPERATIONS
FINANCED BY PRODUCERS

for the year ended July 31, 1984

TABLEAU E

RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION
FINANCÉE PAR LES PRODUCTEURS

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1984

1984
(in/en 000s)

		Domestic Domestique	Export Exportation			
		Butter	Skim Milk Powder	Evaporated Milk	Other Products*	Total
		Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*	Total
Sales	Ventes	\$ 124,761	\$ 77,978	\$ 94,236	\$ 23,315	\$ 320,290
Cost of goods sold	Coût des ventes	125,344	232,481	146,090	49,501	553,416
Loss on sales	Perte sur les ventes	583	154,503	51,854	26,186	233,126
Expenses and assistance	Frais et aide					
Export and domestic assistance	Aide à l'exportation et aide domestique	29	14,762	22	7,916	22,729
Agents' commissions	Commissions à des agents	—	750	3,125	603	4,478
Carrying charges	Frais de mise en marché	—	1,566	2,395	431	4,392
Advertising and promotion	Annonces et réclame	—	—	—	2,724	2,724
Capital assistance	Aide en capital	—	—	571	—	571
Capital assistance recoveries	Recouvrements d'aide en capital	—	—	(264)	(483)	(747)
		29	17,078	5,849	11,191	34,147
Add: Expenses transferred from dairy support program operations	Ajouter: Frais virés des opérations du programme de soutien laitier	\$ 612	\$ 171,581	\$ 57,703	\$ 37,377	267,273
						3,790
Cost of marketing operations before financing	Coût des opérations de la commercialisation avant le financement					271,060
Financing	Financement					250,350
(Deficiency) excess of financing over cost of marketing operations	(Insuffisance) excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation					\$ (20,710)

Volume
(in/en millions)

		Kilograms Kilogrammes	Kilograms Kilogrammes	Cases Caisses	Kilograms Kilogrammes
Sales	Ventes	28.0	78.2	5.3	10.4
Purchases	Achats	26.6	82.0	5.2	10.0

* Includes whole milk powder
and cheese* Les autres produits comprennent le lait entier
en poudre et le fromage.

1983
(in/en 000s)

	Domestic Domestique	Export Exportation		
Total	Butter	Skim Milk Powder	Evaporated Milk	Other Products*
Total	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*
\$ 393,151	\$ 85,744	\$ 158,817	\$ 110,760	\$ 37,830
611,958	91,220	319,285	141,940	59,513
218,807	5,476	160,468	31,180	21,683
11,107	33	5,854	63	5,157
4,803	—	720	3,428	655
4,919	—	1,895	2,663	361
789	—	—	—	789
6,126	—	—	1,609	4,517
(719)	—	—	(236)	(483)
27,025	33	8,469	7,527	10,996
245,832	<u>\$ 5,509</u>	<u>\$ 168,937</u>	<u>\$ 38,707</u>	<u>\$ 32,679</u>
10,282				
256,114				
279,388				
<u>\$ 23,274</u>				

Volume
(in/en millions)

	Kilograms Kilogrammes	Kilograms Kilogrammes	Cases Caisses	Kilograms Kilogrammes
	19.8	141.6	5.6	14.0
	21.3	105.6	5.7	11.9



Milking time
L'heure de la traite.

Should you require further information on the operations of the Commission of the industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z7
Tel. (613) 998-9490

This publication is also available in Canada through:

Canadian Government Publishing Center
Supply and Services Canada
Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

Catalogue No. CC 101-1984
ISBN 0-662-54096-4

Credits:

Design and production
Banfield-Seguin Ltd.

Filmwork by
Hadwen Graphics Ltd.

Printed by
Dollco Printing

Printed in Canada

Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière canadienne, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

Commission canadienne du lait
2197, Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0Z2
Tél. (613) 998-9490

Cette publication est aussi disponible par l'entremise de:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Hull (Québec) Canada K1A 0S9

N° de catalogue CC 101-1984
ISBN 0-662-54096-4

Collaboration:

Graphisme et montage
Banfield-Seguin Ltd.

Fabrication des films
Hadwen Graphics Ltd.

Imprimé par
Dollco Printing

Imprimé au Canada



Canadian Dairy
Commission

Commission
canadienne du lait



Canada

91
B/15
56

THE
CANADIAN
DAIRY
COMMISSION

LA
COMMISSION
CANADIENNE
DU LAIT

ANNUAL
REPORT

RAPPORT
ANNUEL



1 9 8 4 - 8 5

We are pleased to present our annual report for the 1984/85 dairy year.

In addition to our account of the operations of the Canadian Dairy Commission during this period, this report includes background material on the role of the CDC and the policies which affect the Canadian dairy industry.

We take this opportunity to encourage you to promote the use of Canadian-made dairy products at home and at work.

On behalf of the Commission,



Vice-Chairman

Nous sommes heureux de vous soumettre notre rapport annuel pour l'année laitière 1984/85.

Ce compte-rendu des activités de la Commission canadienne du lait pour 1984/85 donne également des renseignements sur le rôle de la CCL et sur les politiques se rapportant à l'industrie laitière.

Nous profitons de l'occasion pour vous inviter à consommer davantage de produits laitiers canadiens à la maison comme au travail.

Au nom de la Commission,

Vice-président

Elwood E. Hodgins

MINISTER'S LETTER

The Honourable John Wise
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario



Dear Mr. Minister:

We are pleased to report on the activities of the Commission undertaken during the 1984/85 dairy year on behalf of the Government of Canada, provincial milk marketing boards and agencies, and Canadian milk producers. Guided by the general objectives of the Canadian Dairy Commission Act, our efforts focused on three major objectives: to reduce butter stocks, to sell more dairy products on the domestic market and to implement a new National Milk Marketing Plan.

Domestic consumption of dairy products has remained relatively constant for the second year in a row. During 1984/85 a slight decline in the consumption of butter and ice

cream was offset by increased consumption of cheddar and specialty cheeses. Canada's national milk supply management system kept the production of industrial milk and cream in balance with Canadian requirements. The Canadian Milk Supply Management Committee established Market Sharing Quota at 47.4 million hectolitres on January 1, 1985, a small reduction from quota originally allocated for 1983/84. Industrial milk production of 48 million hectolitres at year's end was only 1 percent over the domestic and special export requirements for the year.

The Commission continued its efforts to reduce surplus butter stocks and to maintain the freshest possible inventories. On July 31, 1985, year-end inventories had declined by some 6 million kilograms compared with inventories at the same date a year earlier. This reduction was achieved largely through the Commission's program of whole milk products exports, together with a butter sale in February which also contributed to the freshening of CDC stocks.

World market conditions were affected by continued excess production of dairy products in the United States and the European Economic Community. This increased the already massive world stocks of surplus skim milk powder and butter and resulted in weak prices for all

dairy products. Farmers continued to assume their responsibility to fund the cost of export sales through levies, the rate of which was adjusted upward, as described in this report, to reflect difficult world market conditions.

Joining with other Canadians in efforts to help alleviate the plight of millions of people suffering from famine in Ethiopia, Canadian dairy farmers donated close to 12,000 cases of evaporated milk worth \$290,000.

A second major objective set for the year was the completion of the process to implement a new National Milk Marketing Plan to replace the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan of 1971. By December 1985, all provinces except Newfoundland, which produces virtually no industrial milk, had signed the new Plan. The new Plan more accurately reflects the current operational environment of the dairy industry and will enhance the efficiency of Canada's milk supply management system. This system continues to attract widespread interest from dairy producing nations which continue to experience difficulty in controlling milk production.

The Commission's third major objective for dairy year 1984/85 was to increase the sale of dairy ingredients on the domestic market. Volumes of skim milk powder sold through the animal feed program which is funded by farmers reached 7 million kilograms. The Commission also investigated the possibility of increasing domestic sales of skim milk powder in milk bread. A propo-

Honorable John Wise
Ministre de l'Agriculture
Ottawa (Ontario)

Monsieur le ministre

La Commission canadienne du lait a le plaisir de vous soumettre le rapport de ses activités pour l'année laitière 1984-1985, au nom du Gouvernement du Canada, des offices et agences provinciaux de mise en marché du lait et des producteurs laitiers du Canada. C'est en nous inspirant des objectifs généraux de la *Loi sur la Commission canadienne du lait* que nous avons fait porter nos efforts sur trois éléments principaux : réduire les stocks de beurre, vendre davantage de produits laitiers sur le marché intérieur et implanter un nouveau plan national de mise en marché du lait.

La consommation intérieure de produits laitiers est demeurée relativement constante pour une deuxième année consécutive. La faible baisse de la consommation de beurre et de crème glacée en 1984-1985 a été compensée par une augmentation de la consommation de cheddar et de fromages fins. Le système national de gestion des approvisionnements de lait du Canada a permis de maintenir la production de lait de transformation et de crème conforme aux besoins canadiens. Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait a fixé le quota de mise en marché à 47,4 millions d'hectolitres le 1^{er} janvier 1985, en baisse légère par rapport au quota attribué initialement pour 1983-1984. La production de 48 millions d'hectolitres de lait de transformation à la fin de

l'année ne dépassait que de 1 p. cent les besoins intérieurs et d'exportation spéciale pour l'année.

La Commission a poursuivi ses efforts en vue de réduire le niveau de ses stocks de beurre et pour maintenir la fraîcheur de ses stocks. Au 31 juillet 1985, les stocks de fin d'année avaient diminué d'environ 6 millions de kilogrammes par rapport aux stocks à la même date un an plus tôt. Cette réduction a pu se matérialiser grâce, entre autres, au programme d'exportation de produits de lait entier de la Commission et à une vente de beurre tenue en février qui a également contribué à rafraîchir les stocks de la CCL.

Les conditions du marché mondial ont continué d'être affectées par la production excédentaire de produits laitiers aux Etats-Unis et au sein de la Communauté économique européenne. Cela a contribué à accroître le niveau des stocks mondiaux déjà considérables de lait écrémé en poudre et de beurre et a entraîné une baisse des prix pour tous les produits laitiers. Les producteurs laitiers ont maintenu leur engagement de financer le coût des ventes à l'exportation en versant des retenues dont le taux fut ajusté à la hausse, comme il est décrit ailleurs dans ce rapport, pour tenir compte des conditions difficiles du marché mondial.

Les producteurs laitiers canadiens ont uni leurs efforts à ceux d'autres Canadiens pour aider à soulager les millions de personnes souffrant de la famine en Ethiopie;

ils ont donné près de 12 000 caisses de lait concentré d'une valeur de 290 000 \$.

Un deuxième objectif principal pour l'année était de mener à terme le processus d'implantation d'un nouveau plan national de mise en marché du lait pour remplacer le plan global provisoire de 1971. En décembre 1985, toutes les provinces à l'exception de Terre-Neuve, qui ne produit pratiquement pas de lait de transformation, avaient signé le nouveau Plan. Ce nouveau plan reflète de manière plus précise le contexte actuel des activités de l'industrie laitière et rehaussera l'efficacité du système de gestion des approvisionnements de lait du Canada. Ce système suscite toujours beaucoup d'intérêt de la part de pays producteurs de lait qui éprouvent toujours des difficultés à contrôler leur production laitière.

Le troisième objectif principal de la Commission pour l'année laitière 1984-1985, était d'accroître les ventes d'ingrédients du lait sur le marché intérieur. Ainsi, les volumes de lait écrémé en poudre vendus dans le cadre du programme de l'alimentation animale, financé par les producteurs laitiers, ont atteint 7 millions de kilogrammes. La Commission a également étudié la possibilité d'accroître les ventes intérieures de lait écrémé en poudre dans le pain au lait. Une proposition en vue de promouvoir ce produit a

sal to promote this product was presented to the Canadian Milk Supply Management Committee.

Canada currently imports about 6.5 million tonnes of chocolate crumb annually. During the year, the Commission held several meetings with manufacturers to discuss how these imports could be replaced with domestic consumption.

For several years, producers and processors have emphasized the need for a new long term commitment by the federal government to a dairy policy that ensures fair returns to dairy farmers and industry stability. In 1984/85, the Commission devoted considerable efforts to this end, working closely with Mr. Everett Biggs and Mr. Benoit Lavigne, the independent advisors you appointed to evaluate the elements of the current dairy policy.

Dairy farmers raised two major trade issues during the year. One is

the concern over imports of blended dairy products which are currently not covered by import controls and which could displace large quantities of Canadian dairy products. The Commission proposed initiatives to curtail these imports. Another issue was the threat posed by imports of imitation dairy products. The Commission explored issues related to import control and labelling of imitation dairy products. It must be emphasized, however, that the domestic production and marketing of these products falls largely within provincial jurisdiction.

With respect to other Commission activities, the volume of financial transactions increased slightly over the previous year. Purchases of dairy products amounted to \$579 million and sales to \$339 million. Levy receipts from milk producers were \$282 million, and carrying charges funded by government were \$25 million. Subsidy payments to producers amounted to \$284 million. Federally funded research amounted to \$1.7 million and the general administration costs of the Commission declined to \$3.7 million.

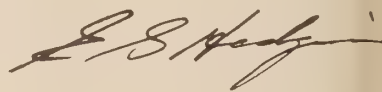
The Commission prepared its Corporate Plan and Budget for the 1985/86 dairy year in keeping with recent amendments to the Federal Financial Administration Act.

The assumed market returns to milk producers were raised to \$38.62 on August 1, 1984. The federal subsidy of \$6.03 on the produc-

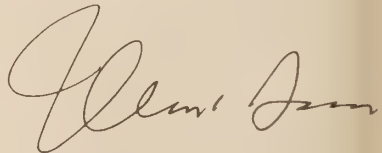
tion of industrial milk and cream for domestic requirements brought the government of Canada's Target Returns Level to \$44.65 per hectolitre, an increase of 4.3 percent over the previous year.

As a result of efforts over the past few years to increase the efficiency of the national milk supply management system, we are pleased to report that the Canadian dairy industry continues to be in a healthy and stable condition and consumers enjoy a plentiful supply of fresh dairy products at affordable prices.

The major objectives of the Commission over the next year, will be to seek ways in which the efficiency of the Canadian system can be further improved, to initiate such programs as are required to maintain the stability which has been achieved, and to promote efforts to expand the domestic market for dairy products.



Elwood Hodgins
Vice-Chairman



Clifford McIsaac
Commissioner

été soumise au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

À l'heure actuelle, le Canada importe environ 6,5 millions de tonnes de miettes de chocolat par année. Pendant l'année, la Commission a tenu plusieurs rencontres avec les fabricants pour discuter de la façon de remplacer ces importations par une consommation intérieure.

Depuis plusieurs années, producteurs et transformateurs insistent sur la nécessité d'un nouvel engagement à long terme de la part du gouvernement fédéral dans une politique laitière afin de garantir des revenus équitables aux producteurs laitiers et la stabilité pour l'industrie. En 1984-1985, la Commission a beaucoup travaillé en ce sens, particulièrement en étroite collaboration avec MM. Everett Biggs et Benoît Lavigne, les conseillers indépendants que vous avez désignés pour évaluer les éléments de la politique laitière actuelle.

Les producteurs laitiers ont soulevé deux questions commerciales fondamentales au cours de l'année. Premièrement, une inquiétude concernant les importations de produits laitiers mélangés que ne visent pas les contrôles à l'importation et qui pourraient déplacer de grandes quantités de produits laitiers canadiens. La Commission a proposé cer-

taines initiatives pour réduire ces importations. L'autre grande question, c'est la menace que posent les importations de produits laitiers d'imitation. La Commission s'est également penchée sur les questions du contrôle des importations et de l'étiquetage des produits laitiers d'imitation. Soulignons cependant que la production nationale et la mise en marché de ces produits sont principalement de juridiction provinciale.

Quant aux autres activités de la Commission, notons que le volume des transactions financières s'est légèrement accru par rapport à l'année précédente. Les achats de produits laitiers se sont élevés à 579 millions de dollars et les ventes à 339 millions de dollars. Les revenus de retenues versées par les producteurs laitiers ont atteint 282 millions de dollars et le financement des frais de mise en marché par le gouvernement a atteint 25 millions de dollars. Les paiements de subvention aux producteurs ont totalisé 284 millions de dollars. Enfin, les travaux de recherche financés par le gouvernement fédéral ont totalisé 1,7 million de dollars alors que les frais d'administration générale de la Commission étaient en baisse à 3,7 millions de dollars.

La Commission a préparé son programme et son budget d'exploitation pour l'année laitière 1985-1986 conformément aux amendements récents apportés à la *Loi sur l'administration financière*.

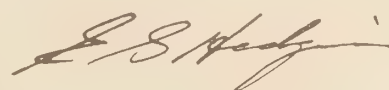
Les revenus du marché estimatifs des producteurs laitiers ont été portés à 38,62 \$ le 1^{er} août 1984.

La subvention fédérale de 6,03 \$ à la production de lait de transformation et de crème dans le cadre des besoins intérieurs a donc porté le niveau du revenu visé du

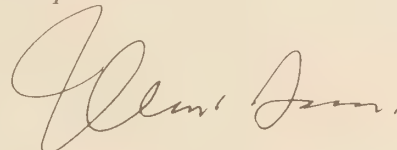
gouvernement du Canada à 44,65 \$ l'hectolitre, en hausse de 4,3 % par rapport à l'année précédente.

Les efforts des quelques dernières années pour accroître l'efficacité du système national de gestion des approvisionnements de lait ont été tels que nous pouvons dire que l'industrie canadienne du lait jouit d'une situation stable et saine et que les consommateurs disposent toujours d'une ample provision de produits laitiers frais, à des prix abordables.

Les principaux objectifs de la Commission pour l'année qui vient seront de trouver des façons d'améliorer encore l'efficacité du système canadien, d'amorcer les programmes nécessaires au maintien de la stabilité que l'on connaît présentement et de favoriser les efforts d'expansion du marché intérieur pour les produits laitiers.



Elwood Hodgins
Vice-président



Clifford McIsaac
Commissaire

THE CANADIAN
DAIRY INDUSTRY
IS AN EFFICIENT
SUPPLIER OF
HIGH QUALITY
PRODUCTS.

L'INDUSTRIE
LAIÈRE CANA-
DIENNE EST UN
FOURNISSEUR
EFFICACE DE
PRODUITS DE
QUALITÉ.

THE ROLE OF THE CANADIAN DAIRY COMMISSION	8				
Objectives	8	Direct Subsidy Payments	14	MARKETING	24
Achieving the Objectives	8	Dairy Product Price Support Program	14	Domestic Marketing	24
Activities of the Commission	8	Volume of butter and skim milk powder handled	16	International Marketing	26
Accountability	8	Cheddar cheese	16	CONSULTATIVE COMMITTEE TO THE COMMISSION	34
DAIRY POLICY IN CANADA	10	Import Controls	16	PERSONNEL	34
Milk Markets	10	Milk Supply Management	18	FINANCIAL REVIEW	36
Federal and Provincial Jurisdictions	10	Canadian Milk Supply Management Committee	18	MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL REVIEW	36
Key Principles of the Federal Dairy Policy	10	1984/85 Market Sharing Quota	20	TABLES	39
The Instruments of Federal Dairy Policy	10	Special Export Program	20	AUDITED FINANCIAL STATEMENTS	51
DAIRY SUPPORT OPERATIONS	14	Production and Requirements in 1984/85	20		
Target Returns for Industrial Milk and Cream	14	Seasonality of Milk Production	20		
		Integration into Milk Policy	22		
		Levies from Milk Producers	22		

LE RÔLE DE LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT	9	Programme de soutien du prix des produits laitiers	19	ACTIVITÉS DE COMMERCIALISATION	25
Objectifs	9	Volumes de beurre et de lait écrémé en poudre traités	19	Mise en marché intérieure	25
Pour atteindre ces objectifs	9	Le cheddar	19	Mise en marché internationale	27
Activités de la Commission	9	Contrôle des importations	19	COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT	35
Responsabilités	9	Gestion des approvisionnements de lait	21	PERSONNEL	35
LA POLITIQUE LAITIÈRE CANADIENNE	11	Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait	21	RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	37
Les marchés laitiers	11	Quota de mise en marché pour (QMM) pour 1984-85	21	RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS	37
Juridiction fédérale et provinciale	11	Programme spécial d'exportation	21	TABLEAUX	39
Principes de base de la politique laitière fédérale	11	Production et besoins en 1984-85	23	ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS	51
Les instruments de la politique laitière fédérale	11	Saisonnalité de la production laitière	23		
PROGRAMMES DE SOUTIEN	15	Intégration de la production laitière	23		
Revenus visés pour le lait et la crème de transformation	15	Retenues imposées aux producteurs laitiers	23		
Paiements de subvention directe	17				

THE ROLE OF THE CANADIAN DAIRY COMMISSION

The Canadian Dairy Commission was established by an Act of Parliament in 1966 as a crown corporation with major responsibilities in developing and implementing national dairy policy. The Commission is governed by the Act and the National Dairy Program, as announced by the government, which outlines objectives and administrative considerations for each dairy year. The Commission is responsible to Parliament through the Minister of Agriculture.

Three Commissioners are appointed by Governor-in-Council on the recommendation of the government, one of whom is designated the Chairman and Chief Executive Officer and another Vice-Chairman. The Commission's offices and its support staff are located in Ottawa.

OBJECTIVES

The objectives of the Commission as set out in the CDC Act are:

- to provide efficient producers of milk and cream with an opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment; and

- to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

ACHIEVING THE OBJECTIVES

To achieve its objectives, the Commission has the authority to:

- purchase, store, process or dispose of dairy products in any way it deems appropriate;

- make payments for the benefit of producers for the purpose of stabilizing industrial milk and cream prices;

- investigate matters pertaining to the production, processing and marketing of any dairy products;

- help promote the use of dairy products;

- receive funds to dispose of dairy products.

To assist the Commission with advice on the marketing of dairy products in Canada, there is a Consultative Committee of nine members, appointed by the Minister, who represent a variety of interests: dairy farmers, consumers, processors, wholesalers, dairy product marketers and retailers. The Committee meets several times a year to review the economic environment in which the dairy industry must operate and to provide advice and counsel to the Commission.

ACTIVITIES OF THE COMMISSION

The major activities of the Canadian Dairy Commission include:

- Policy** – development and recommendation to the Minister of Agriculture of annual National Dairy Programs and positions on other dairy related issues, such as import and export policy for dairy products;

- Milk Pricing** – calculation of the national Target Returns Level or Target Price for industrial milk using the Returns Adjustment Formula and the required support prices for butter and skim milk powder;

- Price Support** – administration of a federal offer-to-purchase program for butter and skim milk powder;
- Subsidy** – payment of subsidy on eligible milk and cream shipments monthly to some 45,000 farmers across Canada;

- Supply Management** – chairing of the Canadian Milk Supply Management Committee, monitoring national supply and demand of manufactured dairy products and coordinating the system for national supply management of industrial milk production by the nine milk producing provinces;

- Cost Recovery** – calculation of costs associated with marketing of surplus dairy products by the Commission and determination of levy amounts to be collected by provinces from producers to finance these costs;

- Marketing** – exporting surplus dairy products not needed for domestic consumption and providing export

assistance and administering other marketing and promotion programs.

ACCOUNTABILITY

In meeting its accountability requirements to Parliament, the Commission every year submits to government a Multi-Year Operation Plan (MYOP) which covers the previous year, current and next three years plus an operating budget. In addition, starting in 1984/85, the Commission prepares an Annual Corporate Plan, up-dated quarterly, in accordance with recent amendments to the Federal Financial Administration Act.

The Commission publishes an annual report of its activities. It also appears before the Standing Committees of the House of Commons on Agriculture and the Estimates and, periodically, before the Public Accounts Committee to answer questions about its operations.

The Commission is also accountable to milk producers through the Canadian Milk Supply Management Committee which normally meets every two months during the year. At these meetings, the Commission presents detailed reports to milk producer, provincial government and agency representatives on milk production, dairy product demand, marketing operations, levy receipts and disbursements, subsidy payments, etc.

In addition to extensive reporting through the CMSMC, Commissioners and senior CDC staff attend many meetings of provincial dairy industry groups and agencies to discuss CDC activities and respond directly to producer and processor questions and concerns. Such meetings serve as another invaluable forum for the exchange of views on national dairy policy and programs.



LE RÔLE DE LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

Le gouvernement a créé la Commission en 1966. Il lui a donné la forme d'une société d'Etat ayant un rôle principal en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de la politique laitière nationale. Sa mission prend source dans la Loi sur la Commission canadienne du lait et la politique laitière nationale, telle qu'annoncée par le gouvernement pour définir les objectifs et les fins administratives pour chaque année laitière. La Commission rend compte de son mandat au Parlement par l'entremise du ministère de l'Agriculture.

La Commission est dirigée par trois (3) commissaires nommés par le Gouverneur en conseil sur la recommandation du gouvernement. L'un d'eux occupe le poste de président de la Commission et de chef de la direction, un autre, celui de vice-président. La Commission emploie soixante-dix (70) personnes et ses bureaux sont situés à Ottawa.

OBJECTIFS

Les objectifs de la Commission sont inscrits dans la Loi sur la CCL, comme suit:

- assurer aux producteurs efficaces de lait et de crème une juste rémunération de leur travail et un rendement intéressant sur leurs investissements; et

- assurer aux consommateurs des approvisionnements continus et en quantités suffisantes de produits laitiers de haute qualité.

POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS

Pour réaliser sa mission, la Commission est autorisée:

- à acheter, à emballer, à transformer, à vendre ou à se défaire de produits laitiers, à sa discrétion;

- à faire des paiements au profit des producteurs afin de stabiliser les prix du lait et de la crème de transformation;

- à faire des recherches sur toute question relative à la production, à la transformation ou à la mise en marché de tout produit laitier;

- à promouvoir la consommation de produits laitiers; et

- à recevoir des fonds pour se défaire de produits laitiers.

Dans les domaines de la commercialisation des produits laitiers au Canada, la Commission reçoit l'aide d'un comité consultatif de neuf (9) membres, nommés par le ministre, représentant un éventail d'intérêts divers: producteurs, consommateurs, transformateurs, grossistes et détaillants de produits laitiers. Le Comité se réunit plusieurs fois par année pour faire le point sur la conjoncture économique et prodiguer conseils et recommandations à la Commission.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

Les principaux domaines d'activité de la Commission se définissent comme suit:

Politique laitière – élaborer et recommander au ministre de l'Agriculture le programme laitier annuel et donner des conseils sur d'autres questions touchant le secteur laitier, comme les politiques sur l'importation et l'exportation de produits laitiers;

Détermination du prix du lait – calculer le revenu visé national, ou prix cible, pour le lait de transformation et établir les prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre à partir de la formule d'ajustement des revenus;

Soutien des prix – administrer le programme d'offre d'achat de beurre et de lait écrémé en poudre;

Subventions – verser mensuellement aux 45,000 producteurs laitiers une subvention pour les expéditions admissibles de lait et de crème;

Gestion des approvisionnements – présider les travaux du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, contrôler l'approvisionnement et la demande de produits laitiers de transformation au Canada

et coordonner la gestion du système national de gestion des approvisionnements de lait de transformation des neuf (9) provinces productrices;

Recouvrement des coûts – calculer les coûts liés à la commercialisation, par la Commission, des excédents de produits laitiers et établir le montant des retenues que les provinces doivent percevoir des producteurs;

Mise en marché – exporter les excédents de produits laitiers, aider à l'exportation et administrer d'autres programmes de promotion et de mise en marché.

RESPONSABILITÉS

La Commission doit soumettre un Plan d'opération pluriannuel (POP) qui couvre l'année précédente, l'année en cours et les trois (3) années subséquentes, ainsi qu'un budget d'exploitation. De plus, à compter de 1984/85, la Commission prépare un Plan d'entreprise annuel selon les exigences des modifications récemment apportées à la Loi fédérale sur l'administration financière.

La Commission publie un rapport annuel de ces activités et elle comparait devant les comités permanents de la Chambre des Communes sur l'agriculture et les prévisions budgétaires et périodiquement devant le Comité des comptes publics, pour répondre aux questions concernant ses activités.

La Commission rend compte de ses activités aux producteurs laitiers par le truchement du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Lors de réunions tenues à tous les deux (2) mois, elle soumet aux représentants des producteurs et des gouvernements provinciaux des rapports détaillés sur la production de lait, la demande de produits laitiers, les activités de mise en marché, les retenues perçues, le paiement de la subvention, etc.

De plus, les commissaires et les membres de la haute direction participent à de nombreuses réunions d'organismes laitiers provinciaux afin de discuter des activités de la Commission et de répondre aux questions des producteurs laitiers et des transformateurs. Ces réunions constituent des occasions inestimables pour l'échange de vues concernant la politique laitière nationale et les programmes pour en assurer la mise en oeuvre.

The federal dairy policy is designed to develop and support a healthy, viable dairy industry by taking into consideration the needs of dairy farmers and processors and those of dairy product consumers.

Responsibility for implementing the policy rests primarily with the Canadian Dairy Commission. Other federal departments responsible for aspects of the policy are Agriculture Canada for grading and plant inspection, External Affairs for import control, Health and Welfare for product safety, Consumer and Corporate Affairs for package labeling, weights, etc.

MILK MARKETS

The production of milk in Canada is carried out within the framework of supply management systems operating at the national and provincial levels.

Market jurisdiction and pricing are generally determined by the end use of milk. Milk entering the fluid milk or table cream market for consumption within each province is under the jurisdiction of individual provinces. On the other hand, milk used in the industrial market for processing into butter, skim milk powder, cheese, ice cream, yogurt, condensed milks and other products which may enter interprovincial or international trade comes under federal jurisdiction.

The fluid milk market uses approximately 37 percent of all milk produced in Canada; the remaining 63 percent is utilized by the industrial milk market.

FEDERAL AND PROVINCIAL JURISDICTIONS

The federal dairy policy primarily focuses on the industrial milk market whereas provinces individually develop dairy policies for their respective fluid (and industrial) milk

markets. The federal Dairy policy supports the fluid milk market, however, through import controls and a Target Returns level for industrial milk which is produced in addition to fluid market requirements.

Provinces cooperate nationally with the federal government and its agency, the Canadian Dairy Commission to manage the industrial milk market. This is achieved under the umbrella of the National Milk Marketing Plan, a federal provincial agreement which provides the framework for the marketing of industrial milk and which is administered by the Canadian Milk Supply Management Committee.

KEY PRINCIPLES OF THE FEDERAL DAIRY POLICY

The federal policy for industrial milk has been developed over the years in consultation with the provinces and the dairy industry. These principles can be summarized as follows:

■ Efficient farmers are entitled to have the opportunity to recover their cash costs and to earn fair returns on labour and investment in the production of milk and cream used to meet Canadian requirements for manufactured dairy products.

■ Industrial milk and cream production is planned according to a national supply management system based on market share quotas allocated among provinces and individual farmers. These quotas guide the approximately 45,000 dairy farms across Canada on the amount of industrial milk needed for domestic requirements plus planned export sales.

■ The federal government pays for part of the cost of producing industrial milk and cream through a subsidy paid directly to farmers at a uniform rate on qualifying milk shipments and on a limited amount of production for export markets. This has the effect of making dairy products more affordable to Canadian consumers and of maintaining a larger market for the dairy industry than would be the case in the absence of the subsidy.

■ The federal government pays for carrying charges (transport, warehousing and financing) of butter and skim milk powder purchased by

the Canadian Dairy Commission from milk produced within domestic requirements.

■ Milk producers are responsible for all export costs, including carrying charges, of dairy products produced from milk not needed for domestic requirements;

■ The federal government controls imports of dairy products to protect the national milk supply management system and to ensure Canadian farmers are not subject to unfair competition and to government-subsidized competition from exports of other nations.

THE INSTRUMENTS OF FEDERAL DAIRY POLICY

The objectives of the federal government's national dairy policy are achieved mainly through the implementation of several programs by the Canadian Dairy Commission in consultation and cooperation with the provinces and the dairy industry.

1. The National Milk Marketing Plan

A key instrument of the federal dairy policy is a national supply management system for the industrial milk and cream market.

The basis of the national supply management system was established in 1971 with the signing of the Interim Comprehensive Milk Marketing Plan by the provinces of Ontario, Quebec and the federal government (represented by the Canadian Dairy Commission). By 1974, all provinces producing industrial milk had joined. After extensive consultation and discussion, the signatories of the Interim Plan signed a new National Milk Marketing Plan in December, 1984.

The Plan is administered by the *Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC)* which is made up of representatives of provincial milk marketing boards and government agencies. The CMSMC is chaired by the Canadian Dairy Commission.

The Plan provides the operational framework under which the



La politique laitière fédérale est conçue pour développer une industrie laitière vigoureuse et stable au Canada, et lui venir en aide. Cette politique tient compte, à cette fin, des besoins des producteurs laitiers et des transformateurs et consommateurs de ces produits.

La mise en oeuvre de cette politique incombe, pour l'essentiel, à la Commission canadienne du lait. D'autres ministères fédéraux sont responsables de divers aspects de la politique dont Agriculture Canada en ce qui concerne le classement des produits et l'inspection des usines, les Affaires extérieures pour le contrôle des importations et Santé et Bien-être social pour l'hygiène pendant la transformation, Consommation et Corporations Canada pour l'étiquetage des emballages, le contrôle des poids, etc.

LES MARCHÉS LAIITIERS

La production de lait au Canada s'effectue dans le cadre d'un système de gestion des approvisionnements de lait fonctionnant aux niveaux national et provincial.

C'est l'utilisation finale du lait qui détermine la juridiction dont il relève et la politique de détermination des prix qui le concerne. Le lait qui est destiné au marché de consommation relève de la juridiction des provinces car il est généralement produit et consommé dans la même province. Par contre, le lait destiné au marché de transformation pour la fabrication de beurre, de lait écrémé en poudre, de fromage, de crème glacée, de yogourt, de lait concentré et d'autres produits pouvant être vendus sur une base interprovinciale ou internationale relève de la juridiction fédérale.

Le marché de la consommation absorbe environ 37 p.cen

t de tout le lait produit alors que les 63 p.cen

JURIDICTION FÉDÉRALE ET PROVINCIALE

La politique laitière fédérale ne concerne essentiellement que le marché de transformation alors que les provinces élaborent individuellement leurs politiques laitières pour leurs propres marchés de consommation et de transformation. La politique laitière fédérale assure néanmoins la stabilité sous-jacente du marché de consommation par le truchement de contrôles à l'importation et un niveau de revenu visé pour le lait de transformation dont la production dépasse les besoins de lait de consommation.

Les provinces coopèrent à l'échelle nationale avec le gouvernement fédéral et son agence, la Commission canadienne du lait pour gérer le marché du lait de transformation. C'est le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait qui gère l'entente fédérale-provinciale sur la commercialisation du lait de transformation.

PRINCIPES DE BASE DE LA POLITIQUE LAIITIÈRE FÉDÉRALE

La politique laitière qui concerne le marché du lait de transformation fut élaborée au cours des années en consultation avec les provinces et l'industrie laitière. En voici les principes de base:

Il est juste que les agriculteurs efficaces qui contribuent à satisfaire la demande canadienne de lait et de crème puissent rentrer dans leurs dépenses et toucher un revenu équitable pour leur travail et un rendement intéressant sur leurs investissements.

La production de lait et de crème de transformation est planifiée selon un programme national de gestion des approvisionnements qui opère sur la base de quotas attribués à chaque province, et ensuite à chaque producteur laitier. Ces quotas indiquent aux quelques 45,000 fermes laitières au Canada les quantités nécessaires pour répondre aux

besoins domestiques et à ceux du programme de ventes sur les marchés d'exportation.

Le gouvernement fédéral assume une partie des coûts de production du lait et de la crème de transformation au moyen d'une subvention versée directement aux agriculteurs à un taux uniforme pour leurs expéditions de lait admissibles et une quantité limitée de production pour les marchés d'exportation. Cette subvention a pour effet de réduire le prix à la consommation des produits laitiers tout en offrant aux producteurs et aux transformateurs un marché plus important qu'ils n'auraient autrement.

Le gouvernement fédéral paie les frais de mise en marché (transport, entreposage et financement) du beurre et du lait écrémé en poudre achetés par la CCL dans le cadre du programme d'offre d'achat du gouvernement fédéral et produits dans les limites de la demande canadienne.

Les producteurs laitiers supportent tous les autres coûts, y compris les frais de mise en marché, des produits laitiers destinés à l'exportation et produits à partir de lait non nécessaire pour les besoins canadiens.

Des contrôles à l'importation des produits laitiers permettent de protéger le programme national de gestion des approvisionnements de lait et d'assurer aux agriculteurs canadiens qu'ils ne seront pas exposés à une concurrence injuste et souvent subventionnée des produits excédentaires sur le marché mondial.

LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE LAIITIÈRE FÉDÉRALE

La réalisation des objectifs de la politique laitière du gouvernement fédéral s'effectue principalement au moyen de programmes divers mis

CMSMC estimates the Canadian demand for dairy products on a butterfat basis and determines the amount of milk required to make those products. This provides the basis for establishing a *National Market Sharing Quota* (MSQ) which is shared through negotiation among the provinces themselves. Provinces in turn distribute their respective allocations of the national quota among their dairy farmers according to quota policies developed in each province.

2. Target Returns and Federal Subsidy

Prices paid to Canadian farmers for industrial milk are based on a formula which takes milk production costs into consideration.

The federal government establishes a national *Target Returns Level* or *Target Price* for industrial milk. This *Target Price*, which is considered to be appropriate to provide efficient farmers with the opportunity to recover their cash costs and to achieve fair returns for their labour and investment, is adjusted periodically by the federal government, using a Returns Adjustment Formula which reflects changes in production costs and labour returns.

Industrial milk and cream producers achieve the Target Returns through a combination of market returns and a federal subsidy of \$6.03 per hectolitre of milk containing 3.6 kilograms of butterfat. This subsidy, which has remained unchanged since 1975, is paid directly to farmers.

3. Federal Price Support Program

To support the market price portion of the Target Returns level for milk producers, the federal government authorizes the Canadian Dairy Commission to operate an offer-to-purchase program for butter and skim milk powder from manufacturers at support prices derived from the Federal Target Returns.

This program establishes floor prices at which the Canadian Dairy Commission offers to buy butter and skim milk powder from manufacturers.

The federal government's support prices for butter and skim milk powder, less an assumed processing margin to cover the cost of transforming raw milk into butter and skim milk powder, yield a market return that, in conjunction with the federal subsidy, is designed to enable producers to achieve the Target Returns for their milk.

4. Carrying Charges

The federal government pays the carrying charges related to the transportation, warehousing and financing of butter and skim milk powder purchased by the Canadian Dairy Commission under the federal offer-to-purchase program up to the level of domestic requirements. Producers are responsible, through levies collected by provincial marketing boards and agencies, for the financing of carrying charges associated with purchases of products for the export program, and for butter and skim milk powder manufactured from milk produced above domestic requirements.

5. Producer Levies

Milk producers are responsible for all costs, including carrying charges, of exporting dairy products made from milk produced in excess of domestic requirements. Funding is ensured through levies collected from farmers by provincial milk marketing agencies and remitted to the Canadian Dairy Commission to cover the costs it incurs in the implementation of its international marketing program and of other programs approved by the CMSMC.

6. Import Controls

Canada exerts controls over imports of dairy products to protect the national milk supply management program from market disruptions which could occur if unrestrained imports of highly subsidized dairy products were allowed. The Commission assists in the development of import control policies which are administered by the Department of External Affairs.

7. Exports of Dairy Products

The Commission is responsible for the development and implementation of the overall marketing strategy for the export of surplus skim milk powder and other whole milk products made from milk for the Special Export Program and from any other surplus milk. It sells the bulk of these exports on a government-to-government basis. The Commission also provides assistance to traders and processors for the export of other dairy products such as cheese, whole milk powder, UHT milk, butter and other foods containing dairy products.



the Canadian dairy herd has adapted well to a wide range of climatic conditions and among the most productive in the world in terms of fresh milk yield per cow.

Le troupeau laitier canadien est adapté aux diverses conditions climatiques et, en termes de production de lait par vache, compte parmi les plus élevés au monde.

en oeuvre par la Commission canadienne du lait en consultation avec les provinces et l'industrie laitière.

1. Le Plan national de mise en marché

Le système national de gestion des approvisionnements pour le marché du lait et de la crème de transformation est un instrument primordial de la politique laitière fédérale.

En 1971, la signature de ce que l'on alors appelé le Plan provisoire de mise en marché par les provinces de Québec et de l'Ontario et par le gouvernement fédéral (représenté par la Commission canadienne du lait) a jeté les bases du système national de gestion des approvisionnements. En 1974, toutes les provinces productrices de lait de transformation ont adhéré au Plan. Suite à des discussions et des consultations poussées, les signataires du Plan provisoire ont adopté un nouveau Plan national de mise en marché du lait en décembre 1984.

L'administration du Plan relève du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) qui, sous la présidence de la CCL, est formée de représentants des offices provinciaux de commercialisation du lait et d'organismes provinciaux.

Le plan définit le cadre qui permet au CCGAL de faire une prévision des besoins canadiens en produits laitiers selon la teneur en matières grasses du beurre et d'établir la quantité de lait nécessaire pour répondre à cette demande. Ces prévisions permettent l'établissement d'un quota national de mise en marché et l'attribution à chaque province d'un pourcentage de ce quota national selon une entente interprovinciale à cette fin. Les provinces attribuent aux producteurs laitiers leur propre part du quota national selon leurs politiques respectives.

2. Revenus visés et subvention fédérale

Au Canada, les prix versés aux producteurs pour le lait de transformation reposent sur une formule qui tient compte de l'évolution des coûts de production.

Pour le lait de transformation, le gouvernement fixe un revenu national visé, qu'on appelle parfois prix cible, et qu'on juge suffisant pour permettre aux producteurs efficaces de toucher des revenus leur permettant de rentrer dans leurs frais et d'obtenir un rendement intéressant sur leur travail et leurs investissements. Le prix cible est ajusté de temps à autre par le gouvernement au moyen d'une formule d'ajuste-

ment des revenus, selon l'évolution des coûts de production et de main d'oeuvre.

Les producteurs de lait et de crème de transformation obtiennent le revenu visé grâce aux prix du marché et à la subvention fédérale de 6,03\$ l'hectolitre de lait contenant 3,6 kilogrammes de matières grasses. Cette subvention, dont le montant n'a pas changé depuis 1975, est versée directement aux agriculteurs.

3. Programme fédéral de soutien des prix

Le gouvernement fédéral autorise la Commission canadienne du lait à administrer un programme de soutien des prix des produits laitiers qui fasse en sorte que les producteurs atteignent le revenu visé. Le programme contient une offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre à des prix de soutien.

L'offre d'achat fixe les prix plancher auxquels la Commission achètera le beurre et le lait écrémé en poudre des fabricants de produits laitiers.

Les prix de soutien consentis, moins une marge bénéficiaire pour le transformateur lui permettant de couvrir les coûts de transformation du lait brut en beurre et en lait écrémé en poudre génèrent un prix du marché qui, ajouté à la subvention fédérale, permet aux producteurs d'atteindre les revenus visés pour leur lait.

4. Frais de mise en marché

Le gouvernement fédéral finance les coûts encourus par la CCL pour l'achat, le transport et l'entreposage des stocks de beurre et de lait écrémé en poudre dans le cadre du programme d'offre d'achat pour répondre aux besoins intérieurs.

Les producteurs de lait, par le truchement de retenues perçues par les agences provinciales de mise en marché, paient les frais de financement de tous les autres produits laitiers, du beurre et du lait écrémé en poudre destinés à l'exportation et produits à même le lait dont la production dépasse les besoins intérieurs.

5. Retenues imposées aux producteurs

Les producteurs de lait assument tous les coûts, y compris les frais de mise en marché, reliés à l'exporta-

tion des produits laitiers excédentaires aux besoins intérieurs.

Ces coûts sont perçus au moyen de retenues des producteurs par les agences provinciales qui les versent à la Commission canadienne du lait pour défrayer les coûts de mise en marché internationale et d'autres programmes approuvés par le CCGAL.

6. Contrôle des importations

Le Canada exerce un contrôle des importations de produits laitiers pour protéger le système national de gestion des approvisionnements des effets néfastes que pourraient avoir les importations intermittentes de produits laitiers subventionnés par les pays d'origine. C'est pourquoi la Commission aide à la mise au point de mesures liées à la politique sur les importations dont l'administration courante relève du ministère des Affaires extérieures.

7. Exportation de produits laitiers

L'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie de mise en marché, pour l'exportation de surplus de lait écrémé en poudre et d'autres produits du lait entier faits à même le lait produit pour ce programme spécial d'exportation ou de lait dont la production dépasse les besoins intérieurs, relève de la Commission. La majeure partie de ces ventes à l'étranger se réalisent dans le cadre d'ententes entre gouvernements. La Commission consent également une aide aux exportateurs et aux fabricants pour l'exportation d'autres produits laitiers comme le fromage, le lait entier en poudre, le lait UHT, le beurre et d'autres denrées alimentaires contenant des produits laitiers.

DAIRY SUPPORT OPERATIONS

TARGET RETURNS FOR INDUSTRIAL MILK AND CREAM

The national Target Returns for industrial milk as established by the Target Returns Adjustment Formula on August 1, 1984 was \$44.65 per hectolitre. Chart A (pg. 15) illustrates the various elements, including the federal subsidy, which lead to the establishment of the Target Returns level. Chart B (pg. 16) shows the trend in recent years.

The federal government's three year wage and price control program which placed a ceiling on increases to producer and processor returns officially ended on March 31, 1985, after which adjustments to producer returns were made, in line with the Returns Adjustment Formula. Processors, who became subject to restraint a year later than farmers, were limited to a 3.4 percent increase on April 1, 1985 as they entered their third and final year of the federal restraint program.

Current federal policy is that there will be no more than three changes to the Target Returns level during a dairy year, including any change which occurs on August 1 when the dairy year begins. Changes must be three months apart and none occur during October, November and December when the consumption and marketing of dairy products are at their highest levels. The elements of the formula and

their respective weights are outlined in Table 1 (pg. 40).

The calculations provided by the Returns Adjustment Formula are monitored through actual farm cost-of-production studies for which the Canadian Dairy commission provides financial assistance to the provinces of Ontario, Quebec and New Brunswick. The data for these studies are provided by participating farmers who supply specific information with respect to their cash costs, labour input and capital investment.

DIRECT SUBSIDY PAYMENTS

The federal government continued to pay for a portion of the cost of producing milk used to make dairy products for domestic requirements and for the Special Export Program. On April 1, 1985 it reduced the volume of milk production for exports on which it would pay subsidy from 2.2 million to 1.1 million hectolitres of milk.

In 1984/85, the rate of subsidy continued at \$6.03 per hectolitre of milk with a butterfat content of 3.6 kilograms. The rate of the subsidy has remained constant since it was first introduced in 1975 and represented 13.4 percent of the Target Returns level in 1984/85 compared to 24 percent in 1975.

Payments were made monthly to individual dairy farmers registered with the Commission, according to their level of eligible industrial milk and cream shipments. A total of 44,629 dairy farmers received subsidy for shipments of industrial milk and cream in 1984/85 compared with 46,912 in the previous year. During the year, 3,278 farmers ceased industrial milk and cream

production while 995 new producers registered with the Commission. Table 2 (pg. 41) shows the number of dairy farmers who shipped industrial milk and cream from 1981/82 to 1984/85.

Total subsidy payments for the 1984/85 dairy year amounted to \$284 million. The average subsidy payment to milk producers was \$7,549 and that to the cream producers was \$1,345. Table 3 (pg. 42) shows the total subsidy paid over the past four years and Table 6 indicates the subsidy paid to farmers by province in 1984/85. The breakdown of the production of industrial milk and cream by province is shown in Table 4 (pg. 43).

DAIRY PRODUCT PRICE SUPPORT PROGRAM

The Commission's support prices for butter and skim milk powder effectively establish floor prices which influence prices for all dairy products in Canada. Provincial marketing boards and agencies set a range of prices which processors pay for various uses of industrial milk using the federal Target Prices as a guide.

In addition to playing a major role in the stabilization of dairy product prices, the Commission's offer-to-purchase program facilitates the year-round provision of plentiful supplies of fresh dairy products for consumers. The Commission achieves this objective by holding sufficient stocks of butter for resale to the market when needed, particularly during the winter when milk production is usually lower than in summer. Additionally, Commission stocks are



PROGRAMMES
DE SOUTIEN

REVENUS VISÉS POUR LE
LAIT ET LA CRÈME
DE TRANSFORMATION

Le revenu national visé pour le lait de transformation, tel qu'établi à l'aide de la formule d'ajustement des revenus le 1^{er} août 1984, était de 44,65 \$ l'hectolitre. Le tableau A (p. 15) illustre les divers éléments, y compris la subvention fédérale, qui contribuent à l'établissement du niveau de revenu visé. Le tableau B (p. 16) indique la tendance des dernières années.

Le programme de restriction des prix et des salaires de trois ans imposé par le gouvernement fédéral et qui limitait les augmentations des revenus des producteurs et des transformateurs, a pris fin officiellement le 31 mars 1985. Après cette date, des ajustements aux revenus des producteurs ont été apportés conformément à la formule d'ajustement des revenus. Les transformateurs qui ont été soumis à ces restrictions un an plus tard que les producteurs, ont eu droit à une augmentation limitée de 3,4 p. 100 % le 1^{er} avril 1985 alors

qu'ils amorçaient leur troisième et dernière année du programme fédéral.

La politique fédérale actuelle veut qu'il n'y ait pas plus de trois changements du niveau des prix visés pendant l'année laitière, y compris tout changement intervenant le 1^{er} août, date du commencement de l'année laitière. Les changements doivent se faire à trois mois d'intervalle et aucun ne doit survenir en octobre, novembre ou décembre alors que la consommation et la mise en marché de produits laitiers sont

A

SUPPORT PRICE
STRUCTURE

THE RELATIONSHIP
OF FEDERAL
SUPPORT PRICES
FOR BUTTER AND
SKIM MILK
POWDER TO THE
TARGET RETURNS
LEVEL OR PRICE
FOR INDUSTRIAL
MILK.

OFFER-TO-
PURCHASE
SUPPORT PRICES
AS OF AUGUST 1,
1984

STRUCTURE DU
PRIX DE
SOUTIEN

RAPPORT ENTRE
LES PRIX DE
SOUTIEN DU
BEURRE ET DU
LAIT ÉCRÉMÉ EN
POUDRE ET LE
PRIX OU LE NIVEAU
VISÉ POUR LE LAIT
DE TRANS-
FORMATION.

PRIX DE SOUTIEN
D'OFFRE D'ACHAT
AU 1^{er} AOÛT 1984

Butter	Beurre		
Federal support price per kilo	Le kilogramme	\$ 4.78	
Amount of butter in one hectolitre of milk	Quantité de beurre dans un hl de lait	x 4.32	
		\$20.67	20.67
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre		
Federal support price per kilo	Le kilogramme	\$ 2.85	
Amount of skim milk powder in one hectolitre of milk	Quantité de lait écrémé en poudre dans un hl de lait	x 8.24	
		\$23.48	+ 23.48
Market Price Guarantee	Prix garanti sur le marché	\$44.15	
Assumed Processors' Margin	Marge théorique du transformateur	-5.53	
Estimated Producers Market Returns	Revenu estimatif des producteurs sur le marché,	\$38.62	38.62
Direct Subsidy	Subvention directe		+ 6.03
Government of Canada Target Returns Level	Prix de soutien visé par le gouvernement du Canada		\$44.65

made available to areas where butter production is lower than demand.

Volumes of butter and skim milk powder handled

In 1984-85, the Commission purchased 23.5 million kilograms of butter (23.6 percent of national production) and resold 29.5 million kilograms to the domestic market. The Commission purchased 76.9 million kilograms of skim milk powder (60.1 percent of national production) in the year and sold 75.8 million kilograms on export markets.

On July 31, 1985, closing inventories of butter and skim milk powder stood at 22.5 and 20.1 million kilograms respectively.

The support prices for butter and skim milk powder in carlots and meeting CDC specifications are listed in Table 5 (pg. 44).

Cheddar cheese

For several years, the Commission has considered that the purchase of cheese to support the Target Returns for milk was unnecessary. The Commission continues to maintain a minimal support price of

\$1.32 per kilogram for cheddar cheese; however, this price is far below the current market price.

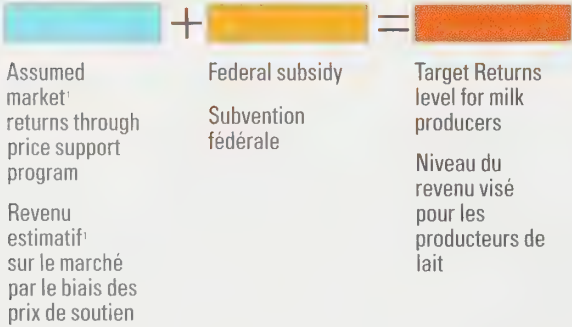
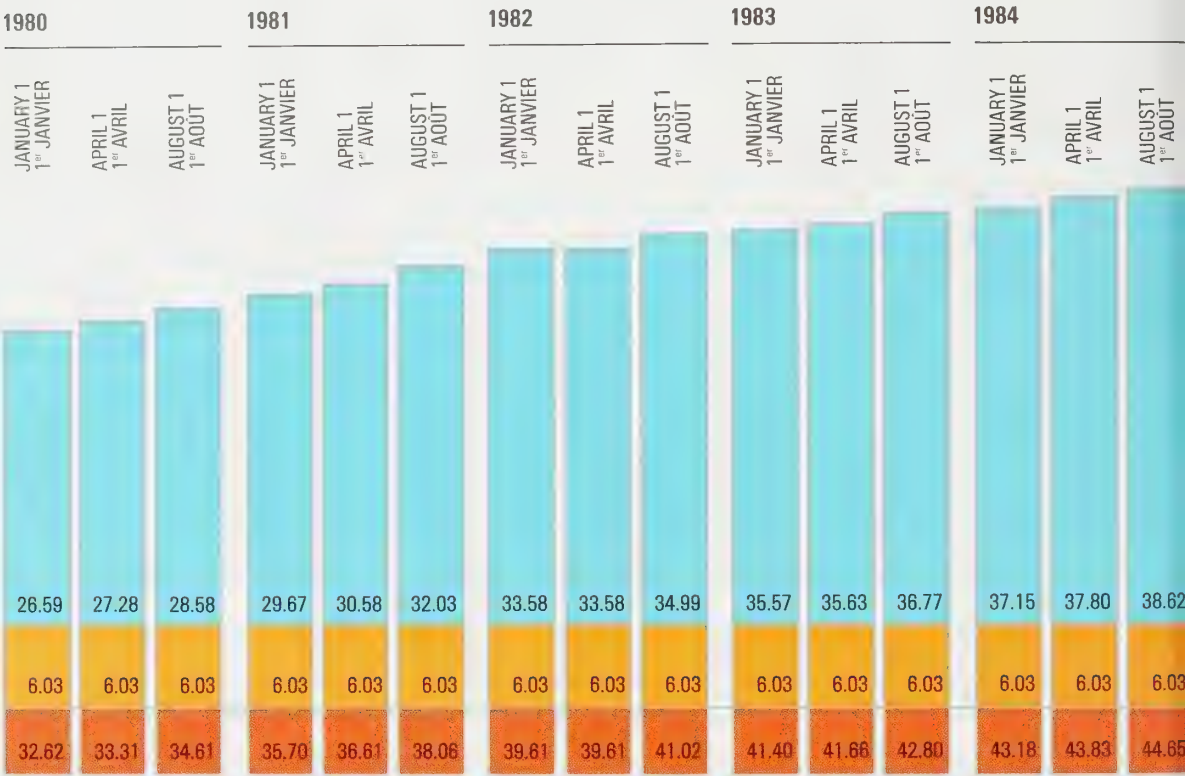
A breakdown of the volume of dairy products marketed by the Commission in 1984/85 is provided in Table 6 (pg. 44).

IMPORT CONTROLS

To avoid disruption of the supply management system for industrial milk and cream the federal government controls imports of a broad

B
TARGET RETURNS, ASSUMED MARKET RETURNS AND FEDERAL SUBSIDY FOR INDUSTRIAL MILK JANUARY 1980 TO APRIL 1984
REVENU VISÉ, REVENU ESTIMATIF SUR LE MARCHÉ ET SUBVENTIONS FÉDÉRALES POUR LE LAIT INDUSTRIEL, DE JANVIER 1980 À AVRIL 1984

(\$/hl milk)
(hl lait/\$)



¹ Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder excluding an allowance for a processing margin.

¹ L'évaluation des rendements pour les producteurs laitiers repose sur les prix de soutien fédéraux pour le beurre et la poudre de lait écrémé après qu'on ait prévu une marge pour la transformation.

à leur niveau le plus élevé. Les éléments de la formule et leurs facteurs de pondération sont présentés au tableau 1 (p. 40).

Les calculs obtenus à l'aide de la formule d'ajustement des revenus sont suivis grâce à des études des coûts de production réels des producteurs, études pour lesquelles la Commission canadienne du lait verse une aide financière aux provinces de l'Ontario, du Québec et du Nouveau-Brunswick. Les données pour ces études proviennent des producteurs laitiers participants qui fournissent

des renseignements précis quant à leurs coûts en espèces, à leur contribution au niveau du travail et à leur investissement en capital.

PAIEMENTS DE SUBVENTION DIRECTE

Le gouvernement fédéral a continué à payer une partie des coûts de production de lait servant à la fabrication de produits laitiers en réponse aux besoins intérieurs et pour le programme spécial d'exportation. Le 1^{er} avril 1985, il réduisait de

2,2 millions à 1,1 million d'hectolitres le volume de la production laitière destinée à l'exportation pour lequel il verserait une subvention.

En 1984-1985, le taux de subvention s'est maintenu à 6,03 \$ l'hectolitre de lait ayant une teneur en matière grasse de 3,6 kilogrammes. Le taux de la subvention est demeuré constant depuis son entrée en vigueur en 1975; il représentait 13,4 p. 100 du niveau des revenus visés en 1984-1985, comparativement à 24 p. 100 en 1975.

Les paiements ont été fait sur

(thousands of dollars)
(milliers de dollars)

SUBSIDY PAID TO DAIRY FARMERS ON INDUSTRIAL MILK AND CREAM.

SUBVENTIONS VERSÉES AUX PRODUCTEURS DE LAIT ET DE CRÈME DE RENFORCEMENT

	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85
Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard	\$ 5,145	\$ 5,350	\$ 5,394	\$ 5,206
Nova Scotia/Nouvelle-Écosse	3,434	3,493	3,574	3,578
New Brunswick/Nouveau-Brunswick	3,465	3,632	3,758	3,780
Québec/Québec	130,261	132,470	136,316	135,611
Ontario/Ontario	85,086	89,171	90,438	89,996
Manitoba/Manitoba	10,230	10,684	11,047	11,044
Saskatchewan/Saskatchewan	6,819	7,291	7,392	7,388
Alberta/Alberta	17,652	18,706	18,986	19,140
British Columbia/Colombie-Britannique	9,346	54	46	7,869
Total/ Total	\$271,438	\$270,851	\$276,951	\$283,612

¹ The amount shown was subsidy paid to cream shippers. \$10.1 million (\$8.5 million in 1983) in subsidy pertaining to British Columbia milk shippers is not shown because the amount was applied against levy receivable from that province. See note 9 (note 10 in 1983) to the Financial Statements.

Le montant indiqué correspond à la subvention versée aux producteurs de crème. La subvention de 10,1 millions de dollars (8,5 millions de dollars en 1983) applicable aux producteurs de lait de Colombie-Britannique n'est pas indiquée puisqu'elle a servi à payer les retenues que la province devait percevoir. Voir l'explication à la note 9 (note 10 en 1983) afférente aux états financiers.

range of dairy products. Under the terms of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) the control of imports for commodities which are subject to supply management is a recognized and valid practice. These controls prevent the potential displacement of significant quantities of domestically produced dairy products, thereby protecting Canadian dairy farmers who must pay for losses incurred in exporting any products which are surplus to domestic requirements.

There continues to be a role for limited imports of dairy products. In the case of cheese, imports of variety cheese have assisted in the development of Canadian consumer demand for new varieties. Since the import quota was fixed at 20.4 tonnes, increased demand for specialty cheese has presented the domestic industry with a considerable market opportunity. Many variety cheeses are now produced in Canada.

In 1984/85, cheese imports represented 9.9 percent of total domestic consumption compared to 14.2 percent in 1975 when the quota was first established.

The level of cheese imports, however, continues to be a matter of concern to Dairy Farmers of Canada who again presented to the Commission their long standing view that these imports should be reduced to 15.9 thousand tonnes and that specific import quotas be established for those varieties of cheese which are produced in Canada.

Dairy farmers also remain concerned over the possibility of the marketing of imitation dairy products either produced in Canada or imported. The threat of such products displacing products made from milk is of serious concern to the Canadian dairy industry. Already, imitations account for 7 percent of the cheese market in the United States. While the Commission supports this consensus, it recognizes that the production and marketing of imitation dairy products is a matter of provincial jurisdiction.

Of particular concern to the industry was the sudden increase of imports of blended products which contain high percentages of dairy products. Imports of such blends displace Canadian dairy ingredients at considerable cost to Canadian

farmers who must export the displaced ingredients at substantial loss.

MILK SUPPLY MANAGEMENT

One of the principles of the national dairy policy is that Canada be essentially self-sufficient in butterfat production to satisfy requirements for processed dairy products.

Guidance to farmers on the volumes of milk required to meet this goal is achieved through a system of national, provincial and individual producer production quotas to ensure plentiful supplies of milk for dairy products in Canada and a small, preplanned volume of exports, while minimizing the likelihood of costly milk surpluses.

As a result of this approach to milk supply management, the tailoring of production to domestic requirements contrasts with significant production surpluses in other major milk producing countries such as the member states of the European Economic Community and the United States.

Supply management under the

Canadian system has enabled the dairy industry to introduce many measures designed to improve the efficiency and fairness of the national program across Canada. Two notable successes are progress in improving the seasonality of milk production and the increasing level of integration of industrial milk producers into fluid pools within the provinces.

The Canadian Milk Supply Management Committee has the mandate to consider policy options to ensure that industrial milk is produced to meet domestic and planned export needs in line with the provisions of the new National Milk Marketing Plan.

Canadian Milk Supply Management Committee

The Committee met bi-monthly and reviewed data dealing with domestic and export requirements for dairy products, milk production forecasts, market sharing quota utilization and subsidy and levy payments. The results of CDC marketing operations were fully reviewed and other factors which have a bearing on the operation and co-ordination



The three-legged stool and the milk pail are now part of Canadian dairy folklore. Dairy farmers are increasing both operational efficiency and

product quality through the use of facilities such as large, clean milking parlors.

Le "p'tit banc à vaches" et la chaudière font depuis longtemps partie du folklore laitier canadien. L'efficacité des producteurs de lait canadiens et la qualité des produits laitiers

augmentent sans cesse grâce à des installations modernes comme, par exemple, des salons de traite propres et spacieux.

une base mensuelle aux producteurs laitiers inscrits auprès de la Commission, selon le niveau de leurs expéditions de lait de transformation et de crème admissibles. Au total, 44 629 producteurs laitiers ont touché une subvention pour des expéditions de lait de transformation et de crème en 1984-1985, comparativement à 46 912 l'année précédente. Pendant l'année, 3 278 producteurs ont abandonné la production de lait de transformation et de crème, alors que 995 nouveaux producteurs s'inscrivaient auprès de la Commission. Le tableau 2 (p. 41) donne le nombre des producteurs laitiers ayant fait des expéditions de lait de transformation et de crème entre 1981-1982 et 1984-1985.

Les paiements de subvention pour l'année laitière 1984-1985 ont atteint 284 millions de dollars. La moyenne des paiements aux producteurs laitiers a été de 7 549 \$, et de 1 345 \$ pour les producteurs de crème. Le tableau 3 (p. 42) donne la subvention totale versée au cours des quatre dernières années, et le tableau B (p. 16) indique les subventions versées aux producteurs, par province en 1984-1985. Enfin, le tableau 4 (p. 43) présente les détails de la production de lait de transformation et de crème par province.

PROGRAMME DE SOUTIEN DU PRIX DES PRODUITS LAITIERS

Les prix de soutien de la Commission pour le beurre et le lait écrémé en poudre permettent d'établir des prix planchers qui influent sur les prix de tous les produits laitiers au Canada. Les offices et les agences provinciales de mise en marché établissent une fourchette de prix que doivent payer les transformateurs pour diverses utilisations du lait de transformation, en s'inspirant des prix visés du gouvernement fédéral.

En plus de jouer un rôle important dans la stabilisation des prix des produits laitiers, le programme d'offre d'achat de la Commission facilite la disponibilité à l'année longue d'approvisionnements abondants de produits laitiers frais pour la consommation. La Commission y parvient en gardant des stocks suffisants de beurre pour la revente sur le marché en cas de besoin, particulièrement pendant les mois d'hiver alors que la production laitière est

plus faible qu'en été. De plus, les stocks de la Commission sont accessibles aux secteurs où la production de beurre est plus faible que la demande.

Volumes de beurre et de lait écrémé en poudre traité

En 1984-1985, la Commission a acheté 23,5 millions de kilogrammes de beurre, soit 23,6 % de la production nationale, et en a revendu 29,5 millions de kilogrammes sur le marché intérieur. Elle a également acheté 76,9 millions de kilogrammes de lait écrémé en poudre au cours de l'année, soit 60,1 % de la production nationale, et en a revendu 75,8 millions de kilogrammes sur les marchés d'exportation.

Le 31 juillet 1985, le niveau des stocks de fin d'année de beurre et de lait écrémé en poudre était de 22,5 et de 20,1 millions de kilogrammes respectivement.

Le tableau 5 (p. 44) donne la liste des prix de soutien pour le beurre et le lait écrémé en poudre par chargement de wagon et répondant aux spécifications de la CCL.

Le cheddar

La Commission estime depuis plusieurs années que l'achat de fromage pour soutenir les revenus visés pour le lait n'est pas nécessaire. La Commission maintient toujours un prix de soutien minimal de 1,32 \$ le kilogramme pour le cheddar, mais il faut souligner que ce prix est bien en-dessous du prix de marché courant.

Le tableau 6 (p. 44) donne le détail des volumes des produits laitiers mis en marché par la Commission en 1984-1985.

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Pour éviter le dérèglement du système de gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème, le gouvernement fédéral exerce un contrôle sur l'importation de toute une gamme de produits laitiers. En vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), les contrôles à l'importation de denrées sujettes à la gestion des approvisionnements est une pratique valide et reconnue. Ces contrôles évitent le déplacement possible de quantités importantes de produits laitiers produits chez nous, protégeant ainsi les producteurs canadiens contre les pertes à l'exportation de tout produit qui excède nos besoins intérieurs.

Il y a toujours un intérêt à limiter les importations de produits laitiers. En ce qui a trait au fromage,

les importations de fromages variés ont contribué à l'établissement d'une demande canadienne pour de nouvelles variétés. Puisque le quota d'importation était fixé à 20,4 tonnes, l'augmentation de la demande de fromages fins a constitué pour l'industrie canadienne une excellente possibilité de mise en marché. C'est pourquoi aujourd'hui plusieurs variétés de fromage sont produites au Canada.

En 1984-1985, les importations de fromage représentaient 9,9 p. 100 de la consommation intérieure totale, comparativement à 14,2 p. 100 en 1975, année où fut établi le quota.

Le niveau des importations de fromage continue cependant à préoccuper les Producteurs laitiers du Canada qui ont de nouveau fait part à la Commission d'une idée qui leur est chère, c'est-à-dire que les importations devraient être réduites à 15 900 tonnes et que des quotas précis d'importation devraient être établis pour les variétés de fromages produits au Canada.

Les producteurs laitiers s'inquiètent toujours de la possibilité que des produits laitiers d'imitation, produits au Canada ou importés, soient mis en marché chez nous. Le risque que ces produits déplacent des produits laitiers de chez nous préoccupe grandement l'industrie laitière canadienne. Déjà, les produits d'imitation représentent 7 p. 100 du marché du fromage aux États-Unis. Bien que la Commission soit favorable à cette approche, elle est consciente que la production et la mise en marché de produits laitiers d'imitation est de la juridiction provinciale.

L'industrie laitière s'est aussi inquiétée de l'augmentation soudaine des importations de produits mélangés contenant de forts pourcentages de produits laitiers. L'importation de tels mélanges déplace

of the national milk supply management program were discussed.

In addition to on-going monitoring of production and marketing data, the Committee also made decisions on several issues. Provinces agreed to reimburse the Commission at year-end for the interest costs associated with any delay in remitting the levy to cover the cost of the export program based on their utilization of the Special Export Quota. As milk bread represents an attractive opportunity to increase the domestic consumption of skim milk powder, the Committee authorized the funding, from producer levies, of a project to test the market for this product. Additionally, all provinces agreed to join other Canadian efforts to alleviate the plight of Ethiopians suffering from famine and authorized a contribution of evaporated milk worth \$290,000 to Ethiopia.

1984/85 Market Sharing Quota (MSQ)

The National MSQ is the amount of industrial milk and cream production the CMSMC has decided dairy farmers should target to produce in a year. This quota includes the estimate of requirements for the domestic

market and approved exports, together with any "sleeve" which may be established by decision of the Committee.

This concept was originally introduced to provide flexibility for individual farmers in producing their share of these requirements and to ensure sufficient milk production, on a national basis, to meet domestic and export needs.

Market Sharing Quota is allocated among the provinces according to shares which they negotiate and agree to among themselves. In turn, provinces allocate their respective allotments among their producers according to their own quota policies. Provincial policies are subject to Canadian Dairy Commission approval as they form the basis of the federal government's subsidy payments for which the Commission is responsible.

The National MSQ was established on August 1, 1984 at 172.253 million kilograms of butterfat (47.8 million hectolitres), an increase of 0.5 percent from the 171.377 kilograms (47.6 million hl) in the system at the end of 1983/84. On February 1, 1985 this quota was

reduced by approximately 1 percent to 170.573 million kilograms (47.4 million hectolitres). This quota level was maintained for the balance of the 1984/85 dairy year. As in 1983/84, no sleeve was incorporated into the MSQ for 1984/85.

Table 7 (pg. 44) illustrates the quantities of production associated with the various elements of the national MSQ and Table 8 (pg. 45) the provincial shares of MSQ.

Special Export Program

The program of preplanned exports of whole milk products which the Commission administers on behalf of the CMSMC provides an opportunity for the provinces to produce and process more milk. These exports for specific export market requirements achieve higher returns than those achieved for butter and skim milk powder which continue to be in a surplus position on the world market and therefore return very low prices.

To reduce the federal dairy program funding costs in support of overall government deficit reduction initiatives, the volume on which the federal subsidy is paid for the Special Export Program was reduced from 2.2 million hectolitres of milk to 1.1 million hectolitres, effective April 1, 1985.

Production and Requirements in 1984/85

In 1984/85, domestic demand for dairy products amounted to an equivalent of 45.3 million hectolitres of milk. This was a decline of 0.2 percent from the demand of the previous year. Preplanned exports of 2.2 million hectolitres under the Special Export Program brought total requirements to 47.5 million hectolitres.

Total industrial milk production at 48 million hectolitres was within one percent of the combined Canadian and special export requirements. This reflects the continuing efficiency of the national supply management system. See Table 9 (pg. 45) for details.

Seasonality of Milk Production

While consumer demand for dairy products in Canada is fairly constant year round, milk production has traditionally occurred on a seasonal basis with June being the peak month of production and December the lowest.



Prompt and careful storage and cooling of fresh milk remains a pre-requisite for high quality products.

L'acheminement rapide du lait frais au bassin de refroidissement est un facteur de qualité des produits laitiers.

les ingrédients du lait produits chez nous, ce qui entraîne des coûts considérables pour les producteurs laitiers qui doivent exporter ces ingrédients et absorber ainsi des pertes substantielles.

GESTION DES APPROVISIONNEMENTS DE LAIT

L'un des principes de la politique laitière nationale, c'est que le Canada soit autosuffisant en ce qui a trait à la production de matière grasse du beurre pour répondre à ses besoins en produits laitiers transformés.

Les directives aux producteurs quant au volume de lait nécessaire pour réaliser l'objectif sont émises dans le cadre d'un système national, provincial et individuel de quotas de production afin qu'il y ait suffisamment de lait pour les produits laitiers au Canada et un petit volume déterminé à l'avance pour les exportations, tout en minimisant les probabilités de surplus laitiers coûteux.

L'adaptation de la production aux besoins intérieurs que permet cette approche à la gestion des approvisionnements laitiers, contraste avec les surplus de production importants qu'enregistrent d'autres importants pays producteurs de lait comme les États membres de la Communauté économique européenne et les États-Unis.

Au Canada, le système de gestion des approvisionnements de lait a permis à l'industrie laitière d'adopter plusieurs mesures destinées à améliorer l'efficacité et l'équité du programme national partout au Canada. Parmi les résultats dignes de mention, il y a une amélioration de la saisonnalité de la production de lait et l'augmentation du niveau d'intégration des producteurs de lait de transformation aux pools de producteurs de lait de consommation au sein des provinces.

Le mandat du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait est d'étudier les options de politique qui feront en sorte que la production de lait de transformation répondra aux besoins intérieurs et d'exportation prévue, conformément aux dispositions du nouveau Plan national de mise en marché du lait.

Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait

Le Comité s'est réuni à tous les deux mois et a analysé les données relatives aux besoins intérieurs et d'exportation pour les produits lai-

tiers, les prévisions de production laitière, l'utilisation des quotas de mise en marché et les paiements de subvention et les retenues. Le Comité a également examiné à fond les résultats des activités de mise en marché de la CCL de même que d'autres facteurs qui ont une incidence sur les activités et la coordination du programme national de gestion des approvisionnements du lait.

En plus de l'étude continuelle des données de production et de mise en marché, le Comité a également pris des décisions sur plusieurs questions. Ainsi, les provinces ont accepté de rembourser la Commission en fin d'année pour les coûts d'intérêt rattachés à tout délai dans le versement des retenues pour couvrir le coût du programme d'exportation d'après leur utilisation du quota spécial d'exportation. Puisque le pain au lait constitue une possibilité intéressante d'accroître la consommation intérieure de lait écrémé en poudre, le Comité a autorisé le financement, à même les retenues des producteurs, d'un projet d'essai de marché pour ce produit. De plus, toutes les provinces ont convenu de s'associer à d'autres efforts canadiens en vue de soulager les Éthiopiens aux prises avec la famine et ont autorisé un don de lait concentré d'une valeur de 290 000 \$ à l'Éthiopie.

Quota de mise en marché (QMM) pour 1984-1985

Le QMM national, c'est l'objectif annuel de production de lait de transformation et de crème que le CCGAL propose aux producteurs laitiers. Le quota comprend l'estimation des besoins pour le marché intérieur et les exportations autorisées ainsi que toute "marge" pouvant être fixée par décision du Comité.

Cette notion a d'abord été proposée pour donner une certaine souplesse aux producteurs individuels et leur permettre de produire leur part des besoins et pour faire en sorte qu'il y ait une production de lait suffisante, à l'échelle nationale, pour répondre aux besoins intérieurs et d'exportation.

Le quota de mise en marché est réparti entre les provinces selon les parts qu'elles négocient et qu'elles

acceptent entre elles. Les provinces attribuent ensuite leur quota respectif à leurs producteurs, selon leurs propres politiques en matière de quota. Les politiques provinciales doivent être approuvées par la Commission canadienne du lait puisqu'elles constituent la base pour les paiements de subvention du gouvernement fédéral dont la Commission est responsable.

Le 1^{er} août 1984, le QMM national était fixé à 172,253 millions de kilogrammes de matière grasse (47,8 millions d'hectolitres), en hausse de 0,5 p. 100 par rapport aux 171,377 millions de kilogrammes (47,6 millions d'hectolitres) à la fin de l'année 1983-1984. Le 1^{er} février 1985, ce quota était réduit d'environ 1 p. 100 à 170,573 millions de kilogrammes (47,4 millions d'hectolitres). Ce niveau fut maintenu jusqu'à la fin de l'année laitière 1984-1985. De même qu'en 1983-1984, le QMM pour 1984-1985 ne comprend aucune marge.

Le tableau 7 (p. 44) donne les quantités de production pour les divers éléments du QMM national et le tableau 8 (p. 45) présente les parts provinciales du QMM.

Programme spécial d'exportation

Le programme des exportations planifiées de produits de lait entier que la Commission administre au nom du CCGAL permet aux provinces de produire et de transformer davantage de lait. Ces volumes qui sont destinés à répondre aux besoins d'un marché d'exportation spécifique, donnent un revenu supérieur à ce que rapportent les marchés pour le beurre et le lait écrémé en poudre où l'on observe toujours une situation excédentaire à l'échelle mondiale.

Afin de réduire les coûts de financement du programme laitier fédéral dans le cadre d'une diminution d'ensemble du déficit du gouvernement fédéral, on a réduit de 2,2 millions à 1,1 million d'hectolitres de lait le volume ayant droit à une subvention fédérale dans le cadre du Programme spécial d'exportation. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1985.

In order to spread industrial milk production more evenly throughout the year and to make more efficient use of processing and warehousing facilities, the CMSMC decided in 1978/79 to begin the dairy year on August 1st, after the major production season, and to extend it through to July 31st of the next calendar year. In this manner, farmers begin the traditionally low production months with plenty of quota. This encourages them to produce without restraint during the fall and winter months.

This policy has resulted in more even milk production and producer incomes throughout the year. It has reduced the need for larger processing facilities to meet previous short peak production seasons and has reduced the storage and interest costs on products purchased by the Commission for later resale. The ratio of summer to winter production is now 55.7 to 44.3. Table 10 (pg. 46) indicates the progress achieved in this area.

Integration of Milk Production

Under provincial programs, industrial milk producers are admitted into fluid milk pools each year thus allowing these producers to share in the returns from milk sales for fluid use which commands a higher price

than milk sales for use in the manufacture of dairy products. Complete integration whereby all grade A milk shippers will share in the proceeds from total milk sales in each province is a major objective of the Commission. Four provinces already have achieved full integration. In 1984/85 the number of producers selling milk to both the industrial and fluid milk markets represented 68.3 percent of total milk producers compared to 42.9 percent in 1977/78 and 66 percent in 1983/84. Table 11 (pg. 47) gives data on integration progress.

LEVIES FROM MILK PRODUCERS

Dairy farmers pay the costs associated with the export of dairy products not required for domestic consumption and for the operation of other marketing programs administered by the Canadian Dairy Commission.

Prior to August 1, the beginning of the dairy year, the Commission prepares a marketing budget which is submitted to the Canadian Milk Supply Management Committee for review. This budget determines the total costs which must be covered by producers. In 1984/85, provinces, while agreeing to be responsible for

their shares of the marketing costs of the Canadian Dairy Commission, decided that the rates of levy collection on industrial milk production could vary between provinces to meet provincial milk production requirements. The calculation of the overall provincial financial responsibility, however, was made on a uniform basis.

Levy funds are collected by provincial marketing boards and agencies through deductions from milk payments to producers and remitted to the Commission on a monthly basis.

Levies collected by the provinces and remitted to the Commission in 1984/85 amounted to \$274.720 million. An additional \$7.497 million representing the contribution from the fluid sector was deducted from subsidy payments (exception — Nova Scotia which paid directly) for total revenues of \$282.217 million in the export fund.

The over-quota levy rate was established at \$37.70 per hectolitre. The significant increase over the 1983-84 rate was due to the continuing decline in world market prices for butter and skim milk powder.

Tables 12 and 13 (pg. 48) illustrate the trend of levy rates and the levies remitted to the Commission by the provinces.



Improvements in milk pick-up and transportation have increased the overall efficiency of the dairy industry.

Des améliorations apportées aux systèmes de transport du lait ont augmenté l'efficacité de l'industrie laitière.

Production et besoins en 1984-1985

En 1984-1985, la demande intérieure de produits laitiers représentait l'équivalent de 45,3 millions d'hectolitres de lait, une diminution de 0,2 p. 100 par rapport à l'année précédente. Les exportations prévues de 2,2 millions d'hectolitres dans le cadre du Programme spécial d'exportation ont porté ce total des besoins à 47,5 millions d'hectolitres.

Les 48 millions d'hectolitres de production totale de lait de transformation représentent, à plus ou moins 1 p. 100 près, les besoins combinés intérieurs et spéciaux pour l'exportation. Cela témoigne bien de l'efficacité du système national de gestion des approvisionnements. Le tableau 9 (p. 45) donne plus de détails à ce sujet.

Saisonnalité de la production laitière

Bien que la demande de consommation de produits laitiers au Canada soit assez constante tout au long de l'année, la production laitière suit traditionnellement une courbe saisonnière où le mois de juin correspond à une période de pointe de production et le mois de décembre, à un creux de production.

Afin d'étaler davantage la production de lait de transformation tout au long de l'année et pour accroître l'efficacité d'utilisation des installations de transformation et d'entreposage, le CCGAL a décidé en 1978-1979 de fixer au 1^{er} août le début de l'année laitière, c'est-à-dire après la grosse saison de production, et de l'étendre jusqu'au 31 juillet de l'année civile suivante. De cette façon, les producteurs commencent les mois de faible production traditionnelle avec un quota bien garni. Cette mesure les encourage à produire sans restriction pendant les mois d'automne et d'hiver.

Cette politique a permis d'atteindre une production plus régulière de lait et d'étaler davantage les revenus des producteurs tout au long de l'année. Elle a également minimisé le besoin de recourir à des installations de transformation considérables pendant les périodes de production de pointe saisonnières et de réduire les coûts d'entreposage et d'intérêt sur les produits achetés par la Commission en vue d'une revente ultérieure. Le ratio de la production d'été par rapport à la production d'hiver est maintenant de 55,7 à

44,3. Le tableau 10 (p. 46) illustre les progrès accomplis dans ce domaine.

Intégration de la production laitière

En vertu des programmes provinciaux, les producteurs de lait de transformation sont admis chaque année au sein de pools de lait nature qui permettent à ces producteurs de partager les revenus des ventes de lait destiné à la consommation qui commandent des prix plus élevés que les ventes de lait pour la fabrication de produits laitiers. L'objectif principal de la Commission, c'est une intégration complète où tous les expéditeurs de lait de catégorie "A" partageront les revenus des ventes totales de lait dans chaque province. Quatre provinces sont déjà parvenues à l'intégration complète. En 1984-1985, les producteurs laitiers actifs sur les marchés du lait de transformation et du lait nature représentaient 68,3 p. 100 de l'ensemble des producteurs laitiers comparativement à 42,9 p. 100 en 1977-1978 et à 66 p. 100 en 1983-1984. Le tableau 11 (p. 47) fournit des données sur l'évolution du processus d'intégration.

RETENUES IMPOSÉES AUX PRODUCTEURS LAITIERS

Les producteurs laitiers paient les coûts associés à l'exportation de produits laitiers qui ne sont pas nécessaires pour la consommation intérieure et pour les activités d'autres programmes de mise en marché administrés par la Commission canadienne du lait.

Avant le 1^{er} août, c'est-à-dire avant le commencement de l'année laitière, la Commission prépare un budget de mise en marché qu'elle soumet au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Ce budget établit la totalité des coûts que doivent payer les producteurs. En 1984-1985, les producteurs, bien qu'ayant accepté d'assumer la responsabilité de leur part des coûts de mise en marché de la Commission canadienne du lait, ont décidé que les taux de retenues sur la production de lait de transformation pouvaient varier d'une province à l'autre afin de mieux répondre aux besoins provinciaux en matière de production laitière. Le calcul de la responsabilité financière d'ensemble des provinces s'est toutefois fait sur une base uniforme.

Ainsi donc, les retenues sont perçues par les offices et les agences provinciaux de mise en marché par voie de déduction sur les paiements aux producteurs, puis remises à chaque mois à la Commission.

Les retenues perçues par les provinces et versées à la Commission ont totalisé 274,720 millions de dollars en 1984-1985. Une somme supplémentaire de 7,497 millions de dollars représentant la contribution du secteur du lait nature fut déduite des paiements de subvention (sauf dans le cas de la Nouvelle-Écosse qui a fait le versement directement). Au total, on a enregistré des revenus de 282,217 millions de dollars pour le fonds d'exportation.

La retenue hors quota fut établie à 37,70 \$ l'hectolitre. L'augmentation sensible par rapport à 1983-1984 est attribuable au déclin continu des prix sur le marché mondial pour le beurre et le lait écrémé en poudre.

Les tableaux 12 et 13 (p. 48) illustrent l'évolution des taux de retenues et les retenues remises à la Commission par les provinces.

DOMESTIC MARKETING

The price support programs for skim milk powder and butter and the import controls which are described earlier are the underpinning of the Commission's domestic market activities. In addition to these basic programs, the Commission analyzes and promotes new opportunities to increase the use of dairy products in Canada. See Table 14 (pg. 49) for details on the per capita consumption of dairy products.

The Commission's activity in domestic marketing received additional impetus in recent years as a result of the steadily worsening world markets for dairy products, and the poor prospects for significant price improvement in the near future. In addition to on-going work to develop new products and markets in Canada, special emphasis has been placed on the expanded use of dairy products in domestic markets through farmer funded promotion and assistance programs.

The strategy to this end focuses on volumes of dairy products regarded as surplus to domestic consumption and normally exported. They become surplus because they are not competitive, on a price basis, with other alternatives available in

the Canadian market. The CMSMC has been considering making surplus dairy products available in Canada at special promotion prices for new uses or to recover old markets provided the application can bring milk producers revenues above current world market prices, although possibly below domestic price levels as influenced by Canadian support prices. This strategy also helps to re-establish the overall image of dairy products as nutritious, essential ingredients in foods. It also provides opportunities for Canadian dairy manufacturers to diversify their product lines and helps to maintain the Canadian dairy industry as an essential, vigorous and healthy part of the Canadian economy.

The first success in this effort has been the use of surplus skim milk powder for animal feeds in Canada when there is a demonstrated shortage of second-grade skim milk powder which might be incorporated into such feeds. The volumes of powder for this purpose, mainly used in the production of white veal, have increased every year since its introduction in 1979 to seven thousand tonnes in 1984/85. A premium of \$100 a tonne above the world price, is charged which reduces producer export costs. The utilization of this skim milk powder in animal feed reduces the purchases of this product by the CDC. In 1984/85, federal government carrying charges were reduced by about \$1 million as a result of this program.

As a result of the success of the animal feed program several other major possibilities are under serious consideration.

The CMSMC will soon decide on details of a proposal to promote the use of additional skim milk powder in the bakery industry, in particular, for a "milk bread" containing 6% skim milk powder. Preliminary studies indicate that, nationally, this market could require up to 1,000 tonnes of skim milk powder a year and result in savings to both farmers and government. Although small in terms of total surplus skim milk powder volumes, initiatives such as milk bread give the milk industry better visibility with consumers in general while offering Canadian dairy manufacturers added domestic marketing opportunities.

Another project is to analyze the chances of expanding chocolate crumb manufacture. Chocolate crumb is a high milk content ingredient used in the manufacture of milk chocolate for confectionary bars. Current export subsidy policies in the EEC make the import of chocolate crumb attractive to Canadian manufacturers. The Commission is therefore studying various strategies to expand domestic manufacture of this product. This would result in a displacement of imports and provide milk producers with an opportunity to earn higher returns on volumes of milk which normally would be used to manufacture products for the Special Export Program.

A fifth proposal is to re-introduce domestic casein manufacture. As in the case of the skim milk powder used in animal feed, the proposal calls for skim milk solids to be offered to Canadian manufacturers who might wish to make casein. If successful, some imports of casein and whey products would be displaced by domestic production and enable further development of markets for specialized dairy ingredients. CDC purchases of skim milk powder would be reduced, with possible



MISE EN MARCHÉ INTÉRIEURE

Les programmes de prix de soutien du lait écrémé en poudre et du beurre ainsi que le contrôle des importations décrits plus tôt sont les fers de lance des activités de mise en marché intérieure de la Commission. En plus de ces programmes fondamentaux, la Commission analyse les nouvelles possibilités d'utilisation des produits du lait au Canada et en fait la promotion. Le tableau 14 (p. 49) fournit des détails sur la consommation de produits laitiers par habitant.

Les activités de la Commission au chapitre de la mise en marché intérieure ont pris de la vigueur ces dernières années à cause d'une détérioration constante des marchés mondiaux pour les produits laitiers et à cause des piètres perspectives d'une amélioration importante des prix dans un avenir rapproché. En plus de poursuivre ces travaux d'élaboration de nouveaux produits et de recherche de nouveaux marchés au Canada, on a accordé une attention toute particulière à l'expansion de l'utilisation des produits laitiers sur les marchés intérieurs grâce à des promotions et à des programmes d'aide financés par les producteurs.

En l'occurrence, la stratégie s'appuie sur les volumes de produits laitiers qui sont normalement excédentaires par rapport aux besoins intérieurs et généralement exportés. Ces volumes sont excédentaires parce que, du point de vue du prix, ils ne sont pas concurrentiels comparativement à d'autres possibilités offertes sur le marché canadien. Le CCGAL étudie la possibilité d'offrir les surplus de produits laitiers au Canada à des prix promotionnels spéciaux pour de nouvelles utilisations ou pour retrouver d'anciens marchés, à condition que les applications puissent rapporter aux produc-

teurs des revenus supérieurs aux prix mondiaux actuels, bien que ces prix puissent être inférieurs aux niveaux intérieurs qui sont affectés par les prix canadiens de soutien. Cette stratégie permet également de renforcer l'image d'ensemble de produits laitiers nourrissants et essentiels à l'alimentation. Elle offre également aux fabricants canadiens de produits laitiers la possibilité de diversifier leurs gammes de produits et de contribuer au maintien de l'industrie laitière canadienne comme élément essentiel, vigoureux et sain de l'économie canadienne.

Les premiers effets de cet effort ont été l'utilisation de surplus de lait écrémé en poudre pour l'alimentation des animaux au Canada lorsqu'il y a pénurie manifeste de lait écrémé en poudre de catégorie "B" pouvant être incorporé à ces aliments. Les volumes de poudre servant à cette fin et surtout utilisés pour la production de veaux de lait, s'accroissent chaque année depuis 1979, et ont atteint 7 000 tonnes en 1984-1985. Un supplément de 100 \$ la tonne au-delà du prix mondial permet de réduire les coûts d'exportation des producteurs. L'utilisation de ce lait écrémé en poudre pour l'alimentation des animaux permet également à la CCL de réduire ses achats. En 1984-1985, le gouvernement fédéral a ainsi pu réduire ses frais de mise en marché de l'ordre de 1 million de dollars.

Devant le succès du programme d'alimentation des animaux, plusieurs autres possibilités majeures font l'objet d'études sérieuses.

Le CCGAL devra bientôt prendre une décision concernant les détails d'une proposition visant à promouvoir l'utilisation d'un supplément de lait écrémé en poudre dans l'industrie de la boulangerie, en particulier pour la fabrication de pain au lait contenant 6 p. 100 de lait écrémé en poudre. Des études préliminaires indiquent qu'à l'échelle nationale, ce produit pourrait absorber jusqu'à 1 000 tonnes de lait écrémé en poudre par année et représenter des économies pour les

producteurs et pour le gouvernement. Bien que ce volume soit petit par rapport au surplus total de lait écrémé en poudre, des initiatives telles le pain au lait permettent à l'industrie laitière d'être mieux perçue par les consommateurs en général tout en offrant aux fabricants canadiens de produits laitiers des possibilités accrues de mise en marché au Canada.

Il y a également un autre projet qui est d'évaluer les chances d'élargissement de la fabrication de miettes de chocolat. Les miettes de chocolat contiennent en effet beaucoup d'ingrédients du lait et servent à la fabrication de friandises au chocolat au lait. À l'heure actuelle, les politiques de subvention des exportations en vigueur au sein de la CÉE rendent l'importation de miettes de chocolat attrayante pour les fabricants canadiens. C'est pourquoi la Commission étudie actuellement diverses stratégies pour développer la fabrication de ce produit chez nous. Il y aurait alors déplacement des importations et les producteurs laitiers auraient la chance de toucher de meilleurs revenus sur les volumes de lait qui serviraient normalement à la fabrication de produits pour le Programme spécial d'exportation.

savings to producers and reduced carrying charges to be financed by the government.

The per-capita domestic consumption of dairy products in 1984 is indicated in Table 14 (pg. 49). (This data from Statistics Canada includes significant revisions made to data presented last year.) Overall, the trend is to lower per-capita consumption of dairy products, principally caused by a combination of continued consumer interest in lower fat products, price competition from alternatives and substitutes for dairy products and changing consumer eating habits.

While major investments in dairy product promotion and advertising have been made by dairy farmers and processors in recent years, more innovation to recapture consumer interest is needed. Currently being examined in this regard is the market potential for fractionated butter in order to make butter-fat available in a variety of soft and hard fractions for specialized use at the consumer and food processing levels.

For several years the Commission had a budget to sponsor dairy product and market research. Although this funding ended in 1985, it had achieved its basic objective of demonstrating the importance of ongoing research to the dairy industry as a whole and to individual dairy product manufacturers as a means of remaining competitive marketers. The research results of most of the 94 projects are available to the public and are being actively promoted to the industry. Private funding of follow-up research in several areas indicates the positive impact of this type of investment.

INTERNATIONAL MARKETING

The Economic Environment

In 1984/85 there was no improvement of prices for dairy products in

the international marketplace as a result of high inventory levels of export dairy products and currency devaluations by the major exporting countries.

Although the implementation of supply management programs in the European Economic Community and of other measures to reduce milk production in the United States helped to stabilize world production of milk, these programs had little effect on the reduction of already high inventory levels in these markets.

This overall situation forced the signatories of the International Dairy Agreement to reduce the minimum floor prices for certain dairy products under the GATT towards the end of the year, as follows:

	Previously agreed minimum Price (U.S. \$)	Minimum price Effective May/85	Change %
Butter	1,200	1,000	-17
Anhydrous Butter Oil	1,400	1,200	-14.3
Skim Milk Powder	600	600	—
Cheese	1,000	1,000	—
Whole Milk Powder	950	830	-13

These changes reflected the difficulties in marketing butter, anhydrous butter oil and whole milk powder on world markets. In the case of butter, the major factor for the price reduction was the high inventory levels in the EEC.

Skim Milk Powder

A slight decrease in world stocks of skim milk powder occurred during 1984/85. This was due more to a decrease in production and to an increase in the quantities provided by various countries in

support of world food assistance and livestock feeding programs than to increased commercial sales of skim milk powder.

The Canadian Dairy Commission sold 76,000 tonnes of skim milk powder in 1984-85, about the same quantity as in the previous year. The persistence of high inventory levels in exporting countries, however, forced prices even lower than those which prevailed in 1983/84. In this context, the Commission was able to obtain prices ranging from \$650 to \$700 (U.S.) per tonne FAS Canadian ports.

Mexico was once again Canada's best client with purchases of 33,000 tonnes of skim milk powder, an amount significantly higher than that of the previous year's purchases

and somewhat higher than the average 30,000 tonnes historically purchased by that country. Canadian exports to Mexico in 1984/85 met 30 percent of the nation's requirements and represented 43 percent of Canadian export sales of skim milk powder.

The Canadian International Development Agency (CIDA) continued to purchase skim milk powder for shipment to developing countries. Shipments in 1984/85 amounted to 16,300 tonnes. CIDA shipments benefit Canadian dairy farmers. Were it not for these federal government sponsored food aid donations to various developing countries, the Commission would have additional stocks which would have to be commercially marketed.

In spite of increased price competition in 1984/85, the Commission was successful in selling 10,000 tonnes

Il y a aussi une cinquième proposition : relancer la fabrication de caséine au pays. Tout comme pour l'utilisation de lait écrémé en poudre pour l'alimentation animale, la proposition exige que les solides du lait écrémé soient offerts aux fabricants canadiens qui souhaiteraient fabriquer de la caséine. Si le projet connaissait du succès, la production intérieure déplacerait un certain volume d'importation de caséine et de produits à base de lactosérum et ouvrirait la voie à la création de nouveaux marchés d'ingrédients laitiers spécialisés. La CCL réduirait ses achats de lait écrémé en poudre, ce qui pourrait se traduire par des économies pour les producteurs et une réduction des frais de mise en marché financés par le gouvernement.

La consommation intérieure de produits laitiers par habitant en 1984 est indiquée en tableau 14 (p. 49). Ces données fournies par Statistique Canada comprennent des révisions importantes apportées aux données présentées l'an dernier. Dans l'ensemble, la tendance est à une diminution de la consommation de produits laitiers par habitant, surtout à cause de l'effet combiné d'un intérêt soutenu des consommateurs pour des produits à faible teneur en matière grasse, de prix compétitifs pour d'autres produits et des produits de substitution pour les produits laitiers et d'une évolution des habitudes alimentaires des consommateurs.

Malgré les investissements importants faits par les producteurs laitiers et les transformateurs au cours des dernières années pour assurer la promotion et la publicité des produits laitiers, il faudra innover davantage pour stimuler l'intérêt des consommateurs. On étudie présentement les possibilités de marché pour le beurre fractionné afin d'offrir la matière grasse du beurre en teneur variable pour des utilisations spéciales au niveau de la consommation et de la transformation des aliments.

Pendant de nombreuses années, la Commission prévoyait à son budget une aide à la recherche sur les produits laitiers et sur les marchés. Même si ce poste budgétaire est aboli depuis 1985, il a permis d'atteindre l'objectif visé qui était d'illustrer l'importance de la recherche conti-

nue pour l'industrie laitière dans son ensemble et pour les fabricants de produits laitiers soucieux de garder leur avantage concurrentiel. Les résultats de la plupart des 94 projets sont disponibles au public et font l'objet d'une promotion active de la part de l'industrie. Les sources de financement privé pour le suivi des travaux de recherche dans plusieurs secteurs indiquent bien les effets positifs de ce type d'investissement.

MISE EN MARCHÉ INTERNATIONALE

Le contexte économique

En 1984-1985, les prix des produits laitiers sur le marché international n'ont pu progresser à cause du niveau élevé des stocks de produits

laitiers destinés à l'exportation et de la dévaluation de la devise des principaux pays exportateurs.

Bien que la mise en place de programmes de gestion des approvisionnements au sein de la Communauté économique européenne et d'autres mesures visant à réduire la production laitière aux États-Unis aient contribué à stabiliser la production laitière à l'échelle mondiale, ces programmes n'ont eu que peu d'effet sur la réduction du niveau de stocks excédentaires considérables sur ces marchés.

La situation d'ensemble a forcé les signataires de l'Accord laitier international à réduire les prix planchers minimums pour certains produits laitiers visés par le GATT vers la fin de l'année.

	Prix minimum antérieur convenu (\$U.S.)	Prix minimum à compter de mai 1985	Variation (%)
Beurre	1 200	1 000	-17
Huile de beurre anhydre	1 400	1 200	-14,3
Lait écrémé en poudre	600	600	—
Fromage	1 000	1 000	—
Lait entier en poudre	950	830	-13

of skim milk powder to Iran and approximately 6,500 tonnes to the Philippines. These sales helped the Commission to reduce its inventory of skim milk powder without the losses usually associated with efforts to sell important quantities in far-away markets which Canada does not usually supply.

These sales offset to some degree a major decline of exports to Peru which fell from a level of 14,000 tonnes in 1983-84 to 2,000 tonnes in 1984-85. One of the major factors underlying this change was a shift in Peru's import policy, reflecting a beginning trend to import greater quantities of whole milk powder rather than skim milk powder.

Other buyers of Canadian skim milk powder in 1984/85 were the U.S. food industry which manufactures products for export (2,000 tonnes), Nicaragua (1,300 tonnes), Venezuela

(1,000 tonnes), the Dominican Republic (600 tonnes) and Trinidad (500 tonnes), Panama, Japan, the Virgin Islands and Guatemala continued their regular annual purchase of several hundred tonnes each.

The outlook in 1985/86 could be more promising if the supply management objectives in the EEC and other measures to reduce milk production in the United States are achieved. If not, prices could well fall below the minimum GATT price of \$600 U.S. per tonne.

Canadian exports of skim milk powder are summarized in Table 15 (pg. 49).

Butter

In 1984/85, the CDC was forced to seek new ways to reduce its small inventory of surplus butter as a result of continued softening of the world market for this commodity and the export of a substantial quantity of aged butter by the EEC at prices far below the minimum GATT price.

Although exports of butter represent the most effective way to achieve significant reductions of inventory surpluses, market conditions warranted that other strategies be developed. Accordingly, the Commission held a domestic butter sale in February 1985 at prices which were slightly lower than the federal support price. The Commission also exported butterfat in the form of evaporated milk, whole milk powder and cheese rather than as butter itself. As a result of these initiatives the Commission succeeded in bringing its inventory of butter down from 28,700 tonnes to 22,700 tonnes during 1984-85.

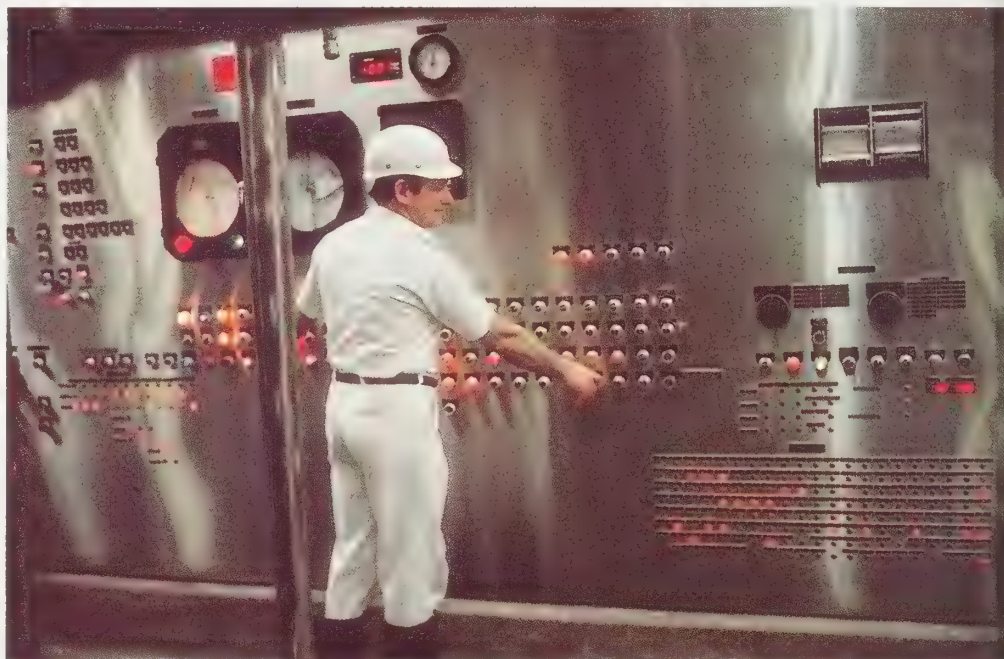
Evaporated Milk

In 1984/85, export sales of evaporated milk by the Canadian Dairy Commission reached a record high with 7.1 million cases sold to Nigeria, Algeria and Libya.

This success was clouded somewhat by a drop of approximate-

Canadian plants for the production of milk products have also invested heavily in technology to increase efficiency and product quality.

Les usines canadiennes de transformation du lait en produits laitiers ont aussi recours à la technologie pour augmenter leur efficacité et la qualité de leurs produits.



Ces changements reflètent les difficultés de mise en marché éprouvées pour le beurre, l'huile de beurre anhydre et le lait entier en poudre sur les marchés mondiaux. En ce qui a trait au beurre, la réduction de prix est principalement attribuable aux niveaux très élevés des stocks de la CÉE.

Le lait écrémé en poudre

Une légère diminution des stocks mondiaux de lait écrémé en poudre a été enregistrée au cours de 1984-1985. Cela est attribuable davantage à une baisse de la production et à une augmentation des quantités fournies par divers pays dans le cadre de programmes mondiaux d'aide à l'alimentation et d'alimentation du bétail qu'à une hausse des ventes commerciales de lait écrémé en poudre.

La Commission canadienne du lait a vendu 76 000 tonnes de lait écrémé en poudre en 1984-1985, soit à peu près la même quantité qu'au cours de l'année précédente. La persistance des niveaux élevés des stocks des pays exportateurs a toutefois abaissé les prix à un niveau inférieur à celui qui avait été enregistré en 1983-1984. En l'occurrence, la Commission a pu obtenir des prix variant entre 650 \$ et 700 \$ US la tonne F.A.Q. des ports canadiens.

Encore une fois, le Mexique fut le meilleur client du Canada avec des achats de 33 000 tonnes de lait écrémé en poudre, un volume sensiblement plus élevé qu'au cours de l'année précédente et un peu plus élevé que la moyenne des 30 000 tonnes par année achetées par ce pays. Les exportations canadiennes à destination du Mexique en 1984-1985 ont permis de répondre à 30 p. 100 des besoins de ce pays et ont représenté 43 p. 100 des ventes canadiennes à l'exportation de lait écrémé en poudre.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a poursuivi ses achats de lait écrémé en poudre destiné à des pays en développement. En 1984-1985, les expéditions ont atteint 16 300

tonnes. Notons que les expéditions de l'ACDI profitent aux producteurs canadiens parce que s'il n'y avait pas ces dons d'aide alimentaire parrainés par le gouvernement fédéral à divers pays en développement, la Commission détiendrait des stocks supplémentaires qu'il faudrait mettre en marché commercialement.

Malgré l'accroissement de la concurrence en 1984-1985, la Commission a réussi à vendre 10 000 tonnes de lait écrémé en poudre à l'Iran et environ 6 500 tonnes aux Philippines. Ces ventes ont aidé la Commission à réduire ses stocks de lait écrémé en poudre sans encourir les pertes habituelles associées aux efforts de vente de quantités importantes sur des marchés très éloignés que le Canada n'approvisionne pas habituellement.

D'une certaine façon, ces ventes ont permis de compenser un déclin marqué des exportations à destination du Pérou, qui sont passées de 14 000 tonnes en 1983-1984 à 2 000 tonnes en 1984-1985. La situation est attribuable principalement à un changement de la politique d'importation du Pérou, reflétant ainsi l'amorce d'une tendance à l'importation de plus grandes quantités de lait entier en poudre plutôt que de lait écrémé en poudre.

Les autres acheteurs de lait écrémé en poudre canadiens en 1984-1985 ont été l'industrie alimentaire des États-Unis qui fabrique des produits destinés à l'exportation (2 000 tonnes), le Nicaragua (1 300 tonnes), le Venezuela (1 000 tonnes), la République Dominicaine (600 tonnes) et la Trinité (500 tonnes). Pour leur part, le Panama, le Japon et les Îles Vierges de même que le Guatemala ont maintenu leurs achats annuels réguliers de plusieurs centaines de tonnes chacun.

Les perspectives pour 1985-1986 pourraient être plus intéressantes si les objectifs de gestion des approvisionnements de la CÉE et les autres mesures de réduction de la production laitière aux États-Unis

donnaient des résultats. Dans le cas contraire, les prix pourraient être bien inférieurs au prix minimum du GATT de 600 \$US la tonne.

Le tableau 15 (p. 49) donne un résumé des exportations canadiennes de lait écrémé en poudre.

Le beurre

En 1984-1985, la CCL a dû chercher de nouvelles façons de réduire ses faibles stocks excédentaires de beurre en raison d'un affaissement continu du marché mondial pour ce produit et de l'exportation de quantités importantes de beurre vieilli par la CÉE à des prix bien en-dessous du prix minimum fixé par le GATT.

Les exportations de beurre constituent sans doute la meilleure façon de parvenir à une réduction importante des stocks excédentaires, mais les conditions du marché exigent de mettre au point de nouvelles stratégies. C'est pourquoi la Commission a organisé une vente de beurre au pays en 1985 à des prix légèrement inférieurs au prix de soutien fédéral. La Commission a également exporté de la matière grasse du beurre sous forme de lait concentré, de lait entier en poudre et de fromage plutôt que de beurre. Grâce à ces initiatives,

ly 5 percent in the price for this product as a result of the continuing weakness of European currencies compared to the Canadian dollar. This trend is expected to abate in 1985/86 if steps are taken to reduce the strength of the U.S. dollar which has achieved a record exchange rate differential compared to European currencies. Any weakening of the U.S. dollar would result in a signifi-

cant increase the in price received for Canadian exports of evaporated milk.

In spite of the reduction in the price received for evaporated milk, the Commission's marketing strategy was targeted to achieve the highest level of sales possible to reduce its butter inventory. This objective was particularly important in light of the market prices for evaporated milk

which continued to be greater than those available for butter and skim milk powder.

With the Commission's sales of 7.1 million cases of evaporated milk, Canada's share of the world market reached 20 percent in 1984/85 compared to about 15 percent in previous years.

Whole Milk Powder

To reduce butter inventories in 1984/85 the Commission entered into a contract to ship 6 million kilograms of whole milk powder to Algeria. Although the returns to Canadian producers were not as high as they would have been for evaporated milk, they were nonetheless superior to those which would have resulted from the sale of butter and skim milk powder. The Commission also sold 770,000 kilograms of whole milk powder to Mexico in May of 1985.

The overall quantity sold, however, represents a decline of 40 percent compared to the previous year. This is due to the loss of the Guyana market as a result of severe economic difficulties in that country, and to a slowdown of exports to the Algerian market.

Cheese

International trade in cheese is divided into two major categories: trade between nations with developed dairy industries, usually subject to quantitative and/or tariff quotas, at prices which approach internal cheese market prices; and exports of cheese to countries without developed dairy industries. Exports to the latter markets are usually volatile in terms of volumes and returns are generally low as most dairying nations with surplus milk production aggressively compete for limited markets.

Canada exports cheese under quota to two major export markets. These are the EEC where shipments traditionally are made to the United Kingdom, and the United States.

Exports of aged cheddar to the United Kingdom were substantial (about 15,000 tonnes annually) in the years prior to that country joining the European Community in 1973. Due to the application of the EEC variable levy on cheddar, Canadian exports became uncompetitive,



Loading 25 kg bags of skim milk powder for shipment to off-shore markets. Canada has established a solid reputation as a dependable supplier of high quality milk products on the international market.

Chargement de sacs de lait en poudre écrémé de 25 kilos destinés aux marchés d'outre-mer. Le Canada s'est mérité une excellente réputation internationale de fournisseur de produits laitiers de haute qualité.

la Commission a pu abaisser ses stocks de beurre de 28 700 tonnes à 22 700 tonnes au cours de 1984-1985.

Le lait concentré

En 1984-1985, les exportations de lait concentré par la Commission canadienne du lait ont atteint un niveau record avec 7,1 millions de caisses vendues au Nigeria, à l'Algérie et à la Libye.

Ce succès a toutefois été assombri par une diminution d'environ 5 p. 100 du prix de ce produit en raison de la faiblesse continue des devises européennes par rapport au dollar canadien. La tendance devrait s'atténuer quelque peu en 1985-1986 si des mesures sont prises pour contrer la vigueur du dollar américain qui a enregistré des écarts records de taux de change par rapport aux devises européennes. Tout affaiblissement du dollar américain entraînerait une augmentation importante du prix offert pour les exportations canadiennes de lait concentré.

Malgré la réduction du prix reçu pour le lait concentré, la stratégie de mise en marché de la Commission visait à obtenir le niveau de vente le plus élevé possible afin de réduire ses stocks de beurre. Cet objectif prenait une importance particulière face aux prix du marché pour le lait concentré qui sont toujours supérieurs à ceux qui sont offerts pour le beurre et le lait écrémé en poudre.

Grâce à des ventes de 7,1 millions de caisses de lait concentré, la Commission a permis au Canada de porter sa part du marché mondial à 20 % en 1984-1985, comparative-ment à 15 % l'année précédente.

Le lait entier en poudre

Afin de réduire ses stocks de beurre, la Commission a signé en 1984-1985 un contrat prévoyant l'expédition de 6 millions de kilogrammes de lait entier en poudre à l'Algérie. Bien que les revenus pour les producteurs canadiens n'aient pas été aussi élevés qu'ils auraient pu l'être pour du lait concentré, ils

étaient néanmoins supérieurs à ce qu'ils auraient été pour la vente de beurre et de lait écrémé en poudre. La Commission a également vendu 770 000 kilogrammes de lait entier en poudre au Mexique, en mai 1985.

Toutefois, le total des quantités vendues représente un déclin de 40 p. 100 par rapport à l'année précédente. Cela est attribuable à la perte du marché de la Guyane, aux prises avec de graves difficultés économiques, et à un ralentissement des exportations vers l'Algérie.

Le fromage

Le commerce international du fromage se divise en deux catégories principales. Il y a d'abord le commerce entre nations ayant une industrie laitière bien développée, habituellement soumise à des quotas quantitatifs ou tarifaires ou aux deux, à des prix qui se rapprochent des prix du marché intérieur pour le fromage. Ensuite, il y a les exportations de fromage à destination de pays sans industrie laitière développée. Les exportations vers ces derniers marchés ont un caractère habituellement volatile en ce qui a trait aux volumes et les revenus sont généralement faibles, puisque la plupart des pays ayant une production laitière et enregistrant des surplus de production se livrent une lutte acharnée pour ces marchés limités.

Le Canada exporte du fromage soumis à des quotas sur deux marchés d'exportation principaux. Ce sont la CEE, où les expéditions sont habituellement destinées au Royaume-Uni, et les États-Unis.

Les exportations de cheddar vieilli vers le Royaume-Uni ont été importantes (environ 15 000 tonnes par année) au cours des années qui ont précédé l'entrée de ce pays au sein de la Communauté économique européenne en 1973. En raison de l'application de la retenue variable de la CEE sur le cheddar, les exportations canadiennes ont perdu tout leur caractère concurrentiel et les ventes ont donc été très faibles entre 1973 et 1979. En 1979, le Canada a négocié un accord bilatéral avec la CEE, dans le cadre du Tokyo Round des négociations commerciales multilatérales, prévoyant la possibilité de vendre 2 750 tonnes de fromage frappé d'un droit fixe avantageux. Depuis 1981, ce quota a toujours été rempli.

L'autre marché d'importance pour le fromage canadien, c'est les États-Unis. Les exportations à destination de ce pays sont fixées par des quotas établis en 1980. Ainsi, le Canada peut exporter 833 tonnes de cheddar vieilli, 1 141 tonnes de fromages fins et 70 tonnes de suisse. Certains types de fromage italien et certaines variétés de fromage à pâte molle ne sont pas touchés par les quotas d'importation des États-Unis. L'utilisation par le Canada de ces quotas a varié au cours des dernières années. En 1985 le Canada a exporté environ 573 000 kilogrammes de cheddar et environ 638 000 kilogrammes de fromages fins.

Au cours de l'année laitière 1984-1985, la Commission canadienne du lait a offert une aide à

and sales were only marginal from 1973 to 1979. In 1979, Canada negotiated a bilateral arrangement with the EEC, as part of the Tokyo Round of the Multilateral Trade Negotiations which provide for a current access for 2,750 tonnes at a favourable fixed levy. This quota has been completely filled each year since 1981.

The other major market for Canadian cheese is the United States. Exports to this country are primarily under quotas established in 1980. Canada has access for 833 tonnes of aged cheddar, 1141 tonnes of specialty cheese and 70 tonnes of swiss cheese. Certain Italian type specialty cheese and soft varieties are exempt from U.S. import quotas. Canada's utilization of these quotas has varied in recent years. In 1985, Canada exported about 573 thousand kilograms of aged cheddar and about 638 thousand kilograms of specialty cheese.

During the 1984/85 dairy year, in order to assist in the reduction of butter stocks, the Canadian Dairy Commission provided export assistance on cheese exported to non-traditional markets and also to the United Kingdom in amounts outside the special tariff quota of 2,750 tonnes. Since the EEC applies a high variable tariff on imports not covered by a tariff quota, the rate of assistance for these shipments, which amounted to 226 tonnes in the 1984/85 dairy year, approached the levels required for shipments to non-traditional markets.

Shipments to these markets, primarily Japan, Algeria and Trinidad, totaled 3,414 tonnes.

The trade in cheese is summarized in Table 16 (pg. 50).

Dairy Product Export Assistance Program

This Program is an important addition to the efforts of the Canadian Dairy Commission to sell dairy products on the world market. It provides financial assistance to Canadian exporters and processors of

dairy products and products containing dairy ingredients. The Dairy Product Assistance Program also provides assistance to processors for skim milk powder used in Canada in animal feed production.

The Program encourages exporters and processors to develop dairy products and to sell them directly to foreign clients. In this manner, dairy products surplus to domestic requirements are exported directly thereby eliminating interest, storage and transportation costs

Dairy Product Assistance ¹	(in 000\$)
Butter	335
Skim Milk Powder	
Animal Feed	12,962
Regular	3,871
Evaporated Milk	93
Whole Milk Powder	229
Others	
Cheese	20,065
UHT Milk	300
Total	\$37,855

¹Other than skim milk powder for domestic animal feed, the funds were for export assistance.

which the Commission would incur if it purchased equivalent volumes of products and exported them.

In 1984/85, exporters and domestic producers received financial assistance totalling \$37.9 million, an increase of 67 percent over the previous year and three times more than the amount provided in 1982/83. The largest part of this assistance was allocated to cheese manufacturers for export sales by private exporters, primarily to Algeria, Japan and Trinidad.

Specific export assistance rates on cheese during 1984/85

United States:	
Cheddar	\$1.00 per kg
Other	\$1.36 per kg

United Kingdom:	
Variable rate adjusted for Pound Sterling fluctuation	

Example: Level of export assistance would be \$2.30 per kg with the Pound Sterling at \$1.46 Canadian.

l'exportation du fromage destiné à des marchés non traditionnels ainsi qu'au Royaume-Uni, en sus du quota tarifaire spécial de 2 750 tonnes. Il s'agissait là d'une mesure visant à réduire les stocks de beurre. Depuis que la CEE applique un tarif variable élevé sur les importations qui ne sont pas prévues au quota tarifaire, le taux d'aide pour ces expéditions, lesquelles représentaient 226 tonnes en 1984-1985, s'est rapproché des niveaux requis pour les expéditions sur les marchés non traditionnels.

Les expéditions sur ces marchés, principalement du Japon, de l'Algérie et de la Trinité, ont totalité 3 414 tonnes.

Le tableau 16 (p. 50) résume les échanges commerciaux de fromage.

Programme d'aide à l'exportation de produits laitiers

Ce Programme constitue un ajout important aux efforts de la Commission canadienne du lait pour vendre des produits laitiers sur le marché mondial. Il permet d'offrir une aide financière aux exportateurs et aux transformateurs canadiens de produits laitiers et de produits contenant des ingrédients du lait. Le Programme d'aide pour les produits laitiers vient également en aide aux transformateurs pour le lait écrémé en poudre utilisé au Canada dans la production d'aliments pour les animaux.

Le Programme encourage les exportateurs et les transformateurs à développer des produits laitiers et à les vendre directement à des clients étrangers. De cette façon, les produits laitiers excédentaires par rapport aux besoins intérieurs sont exportés directement, éliminant ainsi les coûts d'intérêt, d'entreposage et de transport que la Commission devrait déboursier si elle achetait des volumes équivalents de produits pour les exporter.

Aide sur les produits laitiers ¹	(en milliers de \$)
Beurre	335
Lait écrémé en poudre	
Alimentation des animaux	12 962
Régulier	3 871
Lait concentré	93
Lait entier en poudre	229
Autres	
Fromage	20 065
Lait UHT	300
Total	37 855 \$

¹ Les fonds ont servi d'aide à l'exportation, sauf dans le cas du lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux.

En 1984-1985, les exportateurs et les manufacturiers canadiens ont touché une aide financière totalisant 37,9 millions de dollars, en hausse de 67 % par rapport à l'année précédente, et trois fois supérieure au montant obtenu en 1982-1983. La plus grande part de cette aide est allée aux fabricants de fromage pour les ventes à l'exportation par l'entremise d'exportateurs privés, principalement vers l'Algérie, le Japon et la Trinité.

Taux spécifiques d'aide à l'exportation de fromage en 1984-1985	
États-Unis :	
Cheddar	1 \$ le kg
Autre	1,36 \$ le kg
Royaume-Uni :	
Taux variable ajusté pour tenir compte des fluctuations de la livre sterling	
Exemple: Le niveau d'aide à l'exportation serait de 2,30 \$ le kg si la livre sterling valait 1,46 \$ Can.	

CONSULTATIVE COMMITTEE TO THE CANADIAN DAIRY COMMISSION

The Consultative Committee advises the Canadian Dairy Commission on matters relating to the domestic marketing of dairy products. The nine members of the Committee are appointed by the Minister of Agriculture. Current members include representatives from consumers, retailers, processors and farmers.

Committee members participated in four meetings during the year. Two meetings were of the more regular nature involving direct discussions with the Commission and resulting in several recommendations. The recommendations pertained to a skim milk powder marketing incentive program, the sale of surplus butter at a discount price in the Canadian market, the Commission's butter purchase and payment policy, the frequency of dairy product and milk price changes, and the development of new terms of refer-

ence and structure for the Commission's research program.

The other two meetings involved a special type of consultation. One meeting pertained to the selling of butter at a discount price. The fourth meeting was with the Minister's Special Advisory team, Messrs Biggs and Lavigne on the development of a long term dairy policy.

Chairman:

Claude Chevalier

Members:

Victoria Billingsley
Jacques Boucher
Raynald Giroux
Neil Gray
Kenneth McKinnon
Eugene Vallée
Raymond Lafrance
Gilbert Viennau

PERSONNEL

There are three (3) Commissioners with a support staff complement of seventy. The Commission's offices are located in Ottawa.

Commissioners

Chairman	Gilles Choquette ¹
Vice Chairman	Elwood Hodgins
Commissioner	Clifford McIsaac

Senior Commission Personnel

Senior Policy Advisor	Charles Birchard
Chief Economist	Erik Kramar
Director, Finance	Paul Simard
Director, Internal Audit	Laval Pagé
Director, International Marketing	Vacant
Director, Domestic Marketing	Rowan Lalonde ²
Director, Marketing Operations	Lorne Marcellus
Director, Subsidy Operations	Richard Labossière
Director, Legal Services	Jean-Paul Fortin
Director, Information Services	Rowan Lalonde
Executive Assistant to the Chairman	Denyse Dignard

¹Mr. Choquette left the Commission in February, 1986 prior to the preparation of this annual report.

²Mr. Lalonde was appointed to this position on June 10, 1985.

Le Comité consultatif a pour rôle de conseiller la Commission canadienne du lait sur des questions relatives à la mise en marché intérieure des produits laitiers. Les neuf membres du Comité sont nommés par le Ministre de l'Agriculture. Ce Comité est présentement formé de représentants des consommateurs, des détaillants, des transformateurs et des producteurs laitiers.

Les membres du Comité se sont réunis à quatre reprises cette année. Deux des rencontres avaient un caractère habituel et ont permis de discuter directement avec la Commission et de formuler plusieurs recommandations. Ces recommandations portaient sur un programme d'encouragement à la mise en marché de lait écrémé en poudre, sur la vente de surplus de beurre à prix réduit sur le marché canadien, sur la politique de la Commission touchant l'achat de beurre et les paiements, sur la fréquence des changements des prix des produits laitiers et du

lait et sur l'élaboration de nouvelles conditions et de nouvelles structures pour le programme de recherche de la Commission.

Les deux autres rencontres ont revêtu un caractère consultatif spécial. Dans un cas, les membres se sont intéressés à la vente de beurre à prix de rabais. La quatrième réunion a permis de rencontrer l'équipe consultative spéciale du Ministre formée de MM. Biggs et Lavigne, et de discuter de la mise au point d'une politique laitière à long terme.

Président:

Claude Chevalier

Membres:

Victoria Billingsley
Jacques Boucher
Raynald Giroux
Neil Gray
Kenneth McKinnon
Eugene Vallée
Raymond Lafrance
Gilbert Vienneau

PERSONNEL

La Commission compte trois (3) commissaires et un personnel de soutien de soixante-dix personnes. Ses bureaux sont situés à Ottawa.

Commissaires

Président	Gilles Choquette ¹
Vice-président	Elwood Hodgins
Commissaire	Clifford McIsaac

Cadres supérieurs de la Commission

Conseiller sénior en politique laitière	Charles Birchard
Economiste en chef	Erik Kramar
Directeur des finances	Paul Simard
Directeur de la vérification interne	Laval Pagé
Directeur de la mise en marché internationale	Poste vacant
Directeur de la mise en marché intérieure	Rowan Lalonde ²
Directeur des transactions commerciales	Lorne Marcellus
Directeur, administration des subsides	Richard Labossière
Directeur, Services juridiques	Jean-Paul Fortin
Directeur de l'information	Rowan Lalonde
Adjointe exécutive du président	Denyse Dignard

¹Monsieur Choquette a quitté la Commission en février 1986, avant la préparation de ce rapport annuel.

²Monsieur Lalonde fut nommé à ce poste le 10 juin, 1985.

OPERATING RESULTS

The Commission's operations centre around a dairy support program and a marketing operations program. Therefore, two sets of operating statements have been prepared to account for the cost of operations and related financing. The dairy support program operation is financed by the Government of Canada through parliamentary appropriation while marketing operations are financed by dairy producers of Canada.

DAIRY SUPPORT PROGRAM

The statement of dairy support program operations presents the financing provided by the Government of Canada which amounted to \$314.4 million for the current year compared to \$303.5 million for 1983/84. These funds were used to finance payment of direct subsidies to dairy farmers of \$283.6 million; expenses of \$25.4 million related to the price support program which includes interests on loans, storage, handling and transportation charges for the products bought by the Commission under this program. The increase in expenses of \$10.9 million as compared to 1983/84 dairy year was due to an increase in subsidies

and interest expenses. Administrative expenses have decreased by \$600 thousand to \$3.7 million. Payments related to research have remained at \$1.7 million.

MARKETING OPERATIONS

The statement of marketing operations highlights the cost incurred in disposing of surplus dairy products on the domestic market (butter) and/or world market (skim milk powder and whole milk products). The costs of disposing surplus products are financed by the dairy producers through the payment of levies. The total cost of disposing surplus dairy products amounted to \$295.6 million compared to \$271.1 million for 1983/84, reflecting an increase of \$24.5 million because of lower world market prices.

The levies received from the dairy producers amounted to \$282.2 million during the year compared to \$240.3 million for 1983/84.

The deficiency during the year amounted to \$10.8 million as compared to \$20.7 for 1983/84. The dairy producers contributed an additional \$24.4 million during the year to eliminate the accumulated deficit of which \$10.8 million pertain to the current year and \$13.6 million carried forward from 1983/84.

These totals included an amount of \$2.6 million in 1984/85 and \$10.1 million in 1983/84, equivalent to subsidies payable to British Columbia milk producers. Both amounts were credited to marketing operations.

FINANCIAL POSITION

Trade accounts receivable have decreased to \$23.7 million compared to \$40.9 million for 1983/84.

Accounts receivable from the Government of Canada have increased to \$82 million from \$73.6 million for 1983/84. The increase of \$8.4 million is mainly due to an increase in support program expenses.

Levies receivable from dairy producers have increased to \$107.5 million compared to \$59.4 million for 1983/84. The increase of \$48.1 million is due to a large year-end payment of levies for the year including a \$24.4 million contribution towards elimination of the accumulated operating deficits.

MANAGEMENT RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation, presentation and consistency of financial information contained in the Annual Report. The financial statements and accompanying notes, prepared in accordance with generally accepted accounting principles, are considered by management to present fairly the Commission's financial position and results of operations.


Management maintains the necessary system of internal controls to

provide assurance that transactions are authorized, assets safeguarded and proper records maintained. The controls are monitored by the Commission's internal auditors.

The Audit Committee meets to review Commission audit reports and seek manager(s) commitments and feedback on the implementation of suggested improvements of controls.

The Commission's financial statements, accounting records and

controls are independently audited by the Auditor General of Canada whose report is included herein.


Elwood G. Hodgins
Vice Chairman


Paul Simard
Director of Finance

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Puisque la Commission administre un programme de soutien des prix des produits laitiers et un programme de mise en marché, elle prépare deux états des résultats pour tenir compte des coûts d'exploitation et de financement qui en découlent. Le programme de soutien des prix est financé par le gouvernement du Canada grâce à des crédits parlementaires alors que le programme de mise en marché est financé par les producteurs laitiers.

SOUTIEN DES PRIX

L'état des résultats d'exploitation du programme de soutien du prix des produits laitiers indique que le financement offert par le gouvernement du Canada s'est élevé à 314,4 millions de dollars pour l'année en cours, comparativement à 303,5 millions de dollars en 1983-1984. Ces fonds ont permis de verser 283,6 millions de dollars en subventions directes aux producteurs laitiers, de financer des dépenses de 25,4 millions de dollars relatives au programme de soutien des prix, y compris les intérêts sur les prêts, les frais d'entreposage, de manutention et de transport pour les produits achetés par la Commission dans le cadre de ce programme. L'augmentation de 10,9 millions de dollars des dépenses par rapport à l'année laitière 1983-1984 est attribuable à une hausse des subven-

tions et des frais d'intérêt. Les dépenses administratives ont diminué de 600 000 \$ à 3,7 millions de dollars. Les paiements relatifs à la recherche sont restés à leur niveau de 1,7 million de dollars.

MISE EN MARCHÉ

Les résultats des activités de mise en marché présentent les coûts de disposition des surplus de produits laitiers sur le marché intérieur (lait écrémé en poudre et produits de lait entier) ou sur les deux marchés. Ces coûts sont financés par les producteurs laitiers par l'entremise des retenues. Les déboursés totaux pour disposer des surplus de produits laitiers ont été de 295,6 millions de dollars comparativement à 271,1 millions en 1983-1984, ce qui représente une augmentation de 24,5 millions de dollars attribuable à la faiblesse des prix sur le marché mondial.

Les retenues imposées aux producteurs laitiers ont rapporté 282,2 millions de dollars au cours de l'année, comparativement à 240,3 millions en 1983-1984.

Le déficit au cours de l'année s'est élevé à 10,8 millions de dollars comparativement à 20,7 millions de dollars en 1983-1984. Les producteurs laitiers ont versé un supplément de 24,4 millions de dollars au cours de l'année pour effacer le déficit accumulé, lequel comprenait 10,8 millions de dollars pour l'année

en cours et 13,6 millions de dollars reportés de 1983-1984.

Ces totaux incluent un montant de 2,6 millions de dollars en 1984-1985 et de 10,1 millions de dollars en 1983-1984 correspondant aux subventions qui étaient dues aux producteurs laitiers de Colombie-Britannique. Ces deux montants ont été crédités au compte des activités de mise en marché.

SITUATION FINANCIÈRE

Les comptes commerciaux à recevoir ont diminué pour s'établir à 23,7 millions de dollars comparativement à 40,9 millions de dollars en 1983-1984.

Les comptes à recevoir du gouvernement du Canada ont été de 82 millions de dollars, en hausse par rapport aux 73,6 millions de dollars en 1983-1984. Cette augmentation de 8,4 millions de dollars est attribuable principalement à une augmentation des dépenses du programme de soutien.

Les retenues imposées aux producteurs laitiers se sont établies à la hausse à 107,5 millions de dollars, comparativement à 59,4 millions de dollars en 1983-1984. L'augmentation de 48,1 millions de dollars est attribuable à un paiement élevé en fin d'année de retenues pour l'année, y compris une contribution de 24,4 millions de dollars pour l'extinction des déficits cumulatifs d'exploitation.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation, de la présentation et de l'uniformité des renseignements financiers fournis dans le rapport annuel. Les états financiers et les notes qui les accompagnent sont préparés conformément aux principes comptables généralement acceptés, et la direction estime qu'ils donnent une juste représentation de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Commission.

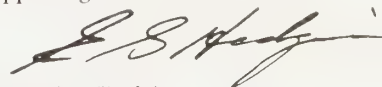
La direction veille au maintien du système approprié de contrôles internes afin que les transactions

soient autorisées, que les actifs soient protégés et que des registres appropriés soient tenus. L'application des contrôles incombe aux vérificateurs internes de la Commission.

Le Comité de vérification se réunit pour revoir les rapports de vérification de la Commission, pour connaître les engagements des gestionnaires et pour obtenir leur opinion sur l'implantation d'améliorations aux contrôles.

Les états financiers de la Commission ainsi que les registres et contrôles comptables sont vérifiés

de façon indépendante par le Vérificateur général du Canada dont le rapport figure dans ce document.



Elwood G. Hodgins
Vice-président



Paul Simard
Directeur des finances



**High quality
dairy products
are the result of
high standards
in the canadian
dairy industry.**

**L'excellence des
produits laitiers
canadiens
témoigne de
l'idéal élevé
de qualité de
l'industrie
laitière
canadienne.**

ABLES

Returns Adjustment Formula Components	40	Provincial Shares of National Market Sharing Quota	45	Levy Rates	48
Dairy Farmers Who Shipped Industrial Milk and Cream	41	Industrial Milk Production and Requirements	45	Levies Remitted to the CDC By Provinces	48
Total Subsidy Paid	42	Seasonal Distribution of Milk Production between Summer and Winter Months	46	Per Capita Disappearance (Consumption) of Dairy Products in Canada, 1974-1984	49
Production of Industrial Milk and Cream	43	Industrial Milk and Cream Only		CDC Exports of Skim Milk Powder in 1984/85	49
Federal Support Prices for Butter and Skim Milk Powder	44	Seasonal Distribution of Milk Production between Summer and Winter Months		Cheese Exports and Imports	50
Marketing Activities under the Dairy Products Price Support Program	44	All Milk and Cream, Fluid and Industrial			
Components of National Market Sharing Quota (MSQ) Example: actual figures July 31, 1985	44	Progress in Integration A Comparison of Milk Producers and Shipments	47		

ABLEAUX

Composantes de la formule d'ajustement des revenus	40	Allocation des quotas de mise en marché	45	Taux de retenues	48
Producteurs qui ont livré du lait et de la crème de transformation	41	Lait industriel production et besoins	45	Retenues remises à la CCL par les provinces	48
Subventions totales	42	Répartition de la production laitière entre les mois d'été et d'hiver: lait et crème de transformation seulement	46	Disparition (consommation) de produits laitiers par habitant au Canada, de 1974 à 1984	49
Production de lait et de crème de transformation	43	Répartition de la production laitière entre les mois d'été d'hiver: tout le lait et la crème de transformation et de consommation		Exportations de lait écrémé en poudre de la CCL en 1984/85	49
Prix de soutien fédéraux pour le beurre et le lait écrémé en poudre	44	Évolution de l'intégration Comparaison entre les producteurs laitiers et les livraisons de chacun des groupes	47	Exportations et importations de fromage	50
Activités de commercialisation en vertu du programme de soutien des prix des produits laitiers	44				
Détermination du quota national de mise en marché (QMM) Exemple: données réelles au 31 juillet 1984	44				

1
RETURNS
ADJUSTEMENT
FORMULA
COMPONENTS¹
REFERS TO PAGE 14

COMPOSANTES
DE LA FORMULE
D'AJUSTEMENT
DES REVENUS¹
RENVOI, PAGE 15

45%	Index of the Dairy Cash Input Prices by quarter, 1980 to 1984 (1970-72 = 100)						
	Indice des prix d'entrée au comptant par trimestre 1980 à 1984 (1970-1972 = 100)						
		1980	1981	1982	1983	1984	1985
	I	231.2	265.1	276.9	282.0	303.1	302.0
	II	234.3	271.7	281.0	289.7	304.6	305.3
	III	243.0	274.1	282.0	291.2	305.6	—
	IV	250.7	271.6	277.7	297.6	299.6	—

Weights in the Index of Cash Input Prices	Pondération de l'indice des prix d'entrée au comptant	
Cash Costs ²	Coûts comptants ²	% Weights Pondération
16% dairy ration	16% ration laitière	13.4
Other materials and services index (veterinary medicine, other livestock expense, misc. haulage and fees)	indice des matériaux et services divers (médecine vétérinaire, dépense de bétail, transport et frais divers)	7.8
Hired farm labour	main d'oeuvre salariée à la ferme	6.6
Machinery repairs	réparation de machinerie	3.1
Fertilizer	engrais	3.1
Property taxes	taxes foncières	2.8
Petroleum products	produits pétroliers	2.0
Seed	graines	1.9
Electricity	électricité	1.9
Building repairs	réparation de bâtiments	1.4
Artificial insemination	insémination artificielle	.6
Custom work	travail sur commande	.4
Total Cash Cost Items	Total des items au comptant	45.0

35%	Consumer Price Index (1981 = 100)						
	Indice des prix à la consommation (1981 = 100)						
		1980	1981	1982	1983	1984	1985
	I	85.3	95.7	106.7	114.8	120.8	125.2
	II	87.6	98.7	110.0	116.4	121.8	126.6
	III	90.1	101.6	112.3	118.3	122.9	—
	IV	82.7	104.1	114.1	119.3	123.8	—

20%	Judgmental factor used to reflect producers' investment costs. It has remained at \$5.00 per hectolitre as set in 1975 and is not indexed.	
	Facteur intuitif servant à tenir compte des coûts d'investissement des producteurs. Il est resté à 5,00\$ par hectolitre, soit tel que fixé en 1975 et n'est pas indexé.	
	¹ Base: The \$25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.	¹ Base: Le prix de \$25.00 l'hectolitre rendu public le 1 ^{er} avril 1975 sert de revenu de base.
	² Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.	² Les éléments de la publication de Statistique Canada intitulée "Indice du prix des intrants agricoles" servent à établir des correspondances avec les coûts réels des producteurs.

2
DAIRY FARMERS
WHO SHIPPED
INDUSTRIAL
MILK AND
CREAM
REFERS TO PAGE 14

PRODUCTEURS
QUI ONT LIVRÉ
DU LAIT ET DE
LA CRÈME
TRANSFORMATION
ENVOI, PAGE 17

		1981/82				1982/83			
		Fluid/ Industrial ¹	Industrial ²	Cream ³	Total	Fluid/ Industrial	Industrial	Cream	Total
		Nature/ industriel ¹	Industriel ²	Crème ³	Total	Nature/ industriel	Industriel	Crème	Total
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	140	519	327	986	140	514	296	950
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	669	4	286	959	650	2	254	906
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	547	—	362	909	546	—	318	864
Québec	Québec	8,481	12,004	49	20,534	8,551	11,260	39	19,850
Ontario	Ontario	10,154	1,598	2,719	14,471	10,025	1,458	2,617	14,100
Manitoba	Manitoba	1,291	1	2,586	3,878	1,231	—	2,539	3,770
Saskatchewan	Saskatchewan	730	140	3,578	4,448	756	106	2,815	3,677
Alberta	Alberta	1,530	360	3,314	5,204	1,509	332	2,814	4,655
British Columbia	Colombie-Britannique	1,118	23	37	1,178	1,115	16	33	1,164
Canada	Canada	24,660	14,649	13,258	52,567	24,523	13,688	11,725	49,936

		1983/84				1984/85			
		Fluid/ Industrial ¹	Industrial ²	Cream ³	Total	Fluid/ Industrial	Industrial	Cream	Total
		Nature/ industriel ¹	Industriel ²	Crème ³	Total	Nature/ industriel	Industriel	Crème	Total
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	140	504	275	919	152	468	256	876
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	636	1	213	850	625	—	211	836
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	526	—	261	787	532	—	238	770
Québec	Québec	8,759	10,420	31	19,210	9,009	9,560	25	18,594
Ontario	Ontario	9,910	1,280	2,412	13,602	9,817	1,073	2,244	13,134
Manitoba	Manitoba	1,234	—	2,148	3,382	1,199	—	1,859	3,058
Saskatchewan	Saskatchewan	753	81	2,256	3,090	776	54	1,970	2,800
Alberta	Alberta	1,455	305	2,140	3,900	1,427	280	1,763	3,470
British Columbia	Colombie-Britannique	1,086	9	24	1,119	1,071	9	9	1,088
Canada	Canada	24,499	12,600	9,760	46,859	24,608	11,444	8,575	44,627

¹"Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.

²"Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.

³"Cream" are dairy farmers shipping farm separated cream.

¹"Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.

²"Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.

³"Crème": producteurs qui livrent de la crème séparée à la ferme.

TOTAL SUBSIDY PAID
REFERS TO PAGE 14

SUBVENTIONS TOTALES
RENOI, PAGE 19

	(million hectolitres) (millions d'hectolitres)	(million hectolitres) (millions d'hectolitres)	(thousand of dollars) (milliers de dollars)
	Canadian Requirements Besoins domestiques	Export Program Programme d'exportation	Government of Canada Subsidy Payments Subventions du Gouvernement du Canada
1980/81	44.4	2.2	\$278.291
1981/82	42.8	2.2	\$271.438
1982/83	44.2	2.2	\$270.851 ¹
1983/84	45.4	2.2	\$276.951 ¹
1984/85	45.3	2.2	\$283.612 ¹

Further details on the subsidy amounts paid by province are listed in Chart C, page 17.

¹Does not include subsidy payable to British Columbia producers which was transferred to the export account: \$10.1 million (1983 \$8.5 million) as that province had withdrawn from the national system in 1982 but rejoined in November 1984. This is explained in Note 9 to the Financial Statements.

De plus amples détails sur le total des subventions versées à chacune des provinces apparaissent au tableau C, page 17.

¹N'inclut pas la subvention de 10.5 millions de dollars versée aux producteurs de Colombie-Britannique et qui a été portée au compte des exportations (8.5 millions de dollars en 1983) puisque cette province s'était retirée du plan national en 1982 pour y revenir en 1984. Voir l'explication à la Note 9 afférente aux états financiers.

(thousand of kilograms of butterfat)
(milliers de kilogrammes de matières grasses)

		1981/82			1982/83		
		Fluid/ Industrial ¹	Industrial ²	Total	Fluid/ Industrial	Industrial	Total
		Nature/ industriel ¹	Industriel ²	Total	Nature/ industriel	Industriel	Total
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	777	2,617	3,394	747	2,538	3,285
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	2,140	245	2,385	1,963	249	2,212
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	1,833	296	2,129	1,883	269	2,152
Québec	Québec	37,640	46,715	84,355	40,661	42,964	83,625
Ontario	Ontario	44,849	9,755	54,604	45,524	9,205	54,729
Manitoba	Manitoba	5,441	1,140	6,581	5,477	1,215	6,692
Saskatchewan	Saskatchewan	2,614	1,669	4,283	3,049	1,318	4,367
Alberta	Alberta	7,794	3,303	11,094	8,247	2,894	11,141
British Columbia	Colombie-Britannique	5,988	129	6,117	6,124	123	6,247
Canada	Canada	109,076	65,866	174,942	113,675	60,775	174,450

		1983/84			1984/85		
		Fluid/ Industrial ¹	Industrial ²	Total	Fluid/ Industrial	Industrial	Total
		Nature/ industriel ¹	Industriel ²	Total	Nature/ industriel	Industriel	Total
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	718	2,515	3,223	740	2,369	3,109
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	1,945	235	2,180	1,955	235	2,190
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	1,986	248	2,234	2,040	223	2,263
Québec	Québec	41,809	40,223	82,032	44,142	37,878	82,020
Ontario	Ontario	46,369	8,391	54,760	46,372	7,583	53,955
Manitoba	Manitoba	5,555	1,207	6,762	5,586	1,153	6,739
Saskatchewan	Saskatchewan	3,395	1,183	4,578	3,493	963	4,456
Alberta	Alberta	8,657	2,711	11,368	8,982	2,581	11,563
British Columbia	Colombie-Britannique	6,216	53	6,269	6,520	73	6,593
Canada	Canada	116,650	56,766	173,406	119,830	53,058	172,888

¹"Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.

²"Industrial" are dairy farmers shipping industrial milk and/or cream.

¹"Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.

²"Industriel": producteurs qui livrent du lait de transformation ou de la crème.

5

**FEDERAL
SUPPORT
PRICES**
FOR BUTTER, AND
SKIM MILK
POWDER
REFERS TO PAGE 16

**PRIX DE
SOUTIEN
FÉDÉRAUX**
POUR LE BEURRE
ET LE LAIT
ÉCRÉMÉ EN
POUDRE
RENVOI, PAGE 19

(dollars per kilogram)
(dollars le kilogramme)

	Effective Date	Date d'entrée en vigueur	Butter Beurre	Skim milk powder Poudre de lait écrémé
1981	January 1	1 ^{er} janvier	3.63	2.20
	April 1	1 ^{er} avril	3.78	2.28
	August 1	1 ^{er} août	3.95	2.37
1982	January 1	1 ^{er} janvier	4.13	2.46
	April 1	1 ^{er} avril	4.17	2.50
	August 1	1 ^{er} août	4.33	2.59
1983	January 1	1 ^{er} janvier	4.38	2.61
	April 1	1 ^{er} avril	4.42	2.65
	August 1	1 ^{er} août	4.55	2.72
1984	January 1	1 ^{er} janvier	4.60	2.74
	April 1	1 ^{er} avril	4.71	2.79
	August 1	1 ^{er} août	4.78	2.85

6

**MARKETING
ACTIVITIES**
UNDER THE DAIRY
PRODUCTS PRICE
SUPPORT
PROGRAM
REFERS TO PAGE 16

**ACTIVITÉS DE
COMMERCIA-
LISATION**
EN VERTU DU
PROGRAMME DE
SOUTIEN DES PRIX
DES PRODUITS
LAITIERS
RENVOI, PAGE 19

(millions of kilograms)
(millions de kilogrammes)

			Purchases	Sales	Stocks at year-end	Imports
			Achats	Ventes	Stocks à la fin d'année	Importations
Butter	Beurre	1980-81	22.20	25.64	14.33	—
		1981/82	35.10	20.60	28.83	—
		1982/83	21.30	19.80	30.33	—
		1983/84	26.60	28.00	28.93	—
		1984/85	23.50	29.50	22.50	—
Skim milk powder	Poudre de lait écrémé	1980-81	71.00	63.40	29.84	—
		1981/82	115.20	93.60	51.44	—
		1982/83	105.60	141.60	15.19	—
		1983/84	82.00	78.20	18.99	—
		1984/85	76.90	75.80	20.15	—

7

**COMPONENTS
OF NATIONAL
MARKET
SHARING
QUOTA
(MSQ)**
EXAMPLE :
ACTUAL FIGURES
JULY 31, 1985
REFERS TO PAGE 20

**DÉTERMINATION
DU QUOTA
NATIONAL DE
MISE EN
MARCHÉ (QMM)**
EXEMPLE :
DONNÉES RÉELLES
AU 31 JUILLET
1985
RENVOI, PAGE 21

(millions)
(millions)

		Hectolitres of milk	Kilograms of butterfat
		Hectolitres de lait	Kilogrammes de matière grasse
Domestic Requirements = Domestic Consumption of Dairy Products ¹	Besoins intérieurs = Consommation intérieure de produits laitiers ¹	45.3	163.08
Canadian Requirements = Domestic Requirements	Besoins canadiens = Besoins intérieurs	45.3	163.08
+ 1/3 Special Export Program (2.2 m. hl.)	+ 1/3 du lait requis pour le programme spécial d'exportations (2,2 millions d'hl)	0.7	2.5
+ 2/3 Special Export Program (2.2 m. hl.)	+ 2/3 du lait requis pour le programme spécial d'exportation (2,2 millions d'hl)	1.4	5.4
		47.4	171.0

¹Includes historical cheese exports to U.S.A. and EEC
under quota

¹Comprend les exportations traditionnelles de fromage
vers les États-Unis et la CEE en vertu de quotas.

8

PROVINCIAL SHARES OF NATIONAL MARKET SHARING QUOTA¹

REFERS TO PAGE 20

ALLOCATION DES QUOTAS DE MISE EN MARCHÉ¹

RENVOI, PAGE 21

(milk: millions of hectolitres) (butterfat: millions of kilograms)
(lait: millions d'hectolitres) (matière grasse: millions de kilogrammes)

		Date of entry into Plan Date d'adhésion au plan	MSQ Entitlement July 31, 1984 ¹ Allocation du QMM 31 juillet 1984 ¹		MSQ Entitlement February 1, 1985 Allocation du QMM 1 février 1985		%
			butterfat matière grasse	milk lait	butterfat matière grasse	milk lait	
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	Dec./déc. 1, 1971	3.246	.902	3.212	.892	1.883
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	Apr./avr. 1, 1974	2.164	.601	2.142	.595	1.256
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	Apr./avr. 1, 1974	2.262	.628	2.238	.622	1.312
Québec	Québec	Dec./déc. 1, 1970	82.233	22.843	81.380	22.606	47.710
Ontario	Ontario	Dec./déc. 1, 1970	53.530	14.869	52.974	14.715	31.056
Manitoba	Manitoba	Jul./jui. 1, 1972	6.693	1.859	6.624	1.840	3.883
Saskatchewan	Saskatchewan	Jul./jui. 1, 1972	4.455	1.238	4.409	1.225	2.585
Alberta	Alberta	Apr./avr. 1, 1972	11.492	3.192	11.373	3.159	6.668
British Columbia	Colombie-Britannique	Oct./oct. 1, 1973	6.178	1.716	6.221	1.728	3.647
Canada	Canada		172.253	47.848	170.573	47.381	100.000

¹Since 1979/80, Market Sharing Quota includes milk needed for Canadian Requirements plus the preplanned special Export Program (2.2 million hectolitres) plus the Sleeve.

¹Depuis 1979/80, les quotas de mise en marché comprennent les quantités de lait nécessaires pour les besoins domestiques, plus celles nécessaires pour le programme spécial d'exportations convenu à l'avance (2,2 millions d'hectolitres), plus la réserve.

9

INDUSTRIAL MILK PRODUCTION AND REQUIREMENTS

REFERS TO PAGE 20

LAIT INDUSTRIEL PRODUCTION ET BESOINS

RENVOI, PAGE 23

(million hectolitres)
(million d'hectolitres)

	Estimated Domestic Requirements ¹	Planned Export Quota	Sleeve	Total MSQ	Final Requirements ²	Actual Production	Surplus Production (deficit)	Whole Milk Products exports above planned export quota ³
	Besoins Domestiques estimés ¹	Quota d'exportation selon les prévisions	Marge	Total du QMM	Besoins finals ²	Production actuelle	Production en surplus (déficit)	Produits de PLE exportés en surplus du quota d'exportations planifiées ³
1976/77	43.7	—	2.5	46.2	44.6	43.1	(1.5)	—
1977/78	43.4	—	2.3	45.7	43.5	45.9	2.4	—
1978/79 ⁴	61.7	—	3.2	64.9	61.9	62.1	0.2	—
1979/80	44.1	1.3	2.6	48.0	45.6	45.4	(0.2)	1.0
1980/81	44.1	2.2	2.6	48.9	46.6	46.6	—	1.1
1981/82	44.1	2.2	2.6	48.9	45.0	48.6	3.6	0.1
1982/83	42.8	2.2	1.7	46.7	46.4	48.5	2.1	1.7
1983/84	44.5	2.2	0.9	47.6	47.6	48.2	0.6	1.2
1984/85	45.2	2.2	—	47.4	47.5	48.0	0.5	1.8

¹At start of year or adjusted mid-year

²Actual Domestic Requirements as finally determined at year-end plus planned Export Quota

³Exports designed to reduce butter inventories

⁴Transitional year — 16 months

¹Au début de l'année ou ajustés à la mi-année.

²Besoins domestiques actuels tel que finalement déterminés à la fin de l'année plus le quota d'exportations planifiées.

³Exportations pour réduire les inventaires de beurre.

⁴Année de transition — 16 mois.

SEASONAL
DISTRIBUTION
OF MILK
PRODUCTION

BETWEEN
SUMMER AND
WINTER MONTHS
INDUSTRIAL MILK
AND CREAM ONLY
REFERS TO PAGE 22

RÉPARTITION
DE LA
PRODUCTION
LAITIÈRE

ENTRE LES MOIS
D'ÉTÉ ET D'HIVER
PRODUCTION DE
LAIT ET DE CRÈME
DE TRANSFORMA-
TION SEULEMENT
RENVOI, PAGE 23

ALL MILK
AND CREAM,
FLUID AND
INDUSTRIAL

REFERS TO PAGE 22

TOUT LE LAIT ET LA
CRÈME DE TRANS-
FORMATION ET DE
CONSOMMATION
RENVOI, PAGE 23

(percentage)
(pourcentage)

		1981/82		1982/83		1983/84		1984/85	
		Summer Été	Winter Hiver	Summer Été	Winter Hiver	Summer Été	Winter Hiver	Summer Été	Winter Hiver
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	58.5	41.5	59.9	40.1	57.8	42.2	58.3	41.7
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	55.3	44.7	56.4	43.6	52.1	47.9	54.1	45.9
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	56.9	43.1	59.2	40.8	55.4	44.6	59.0	41.0
Québec	Québec	60.0	40.0	58.3	41.7	56.8	43.2	57.4	42.6
Ontario	Ontario	56.3	43.7	55.8	44.2	53.6	46.4	54.5	45.5
Manitoba	Manitoba	54.5	45.5	51.1	45.9	52.1	47.9	51.4	48.6
Saskatchewan	Saskatchewan	57.4	42.6	57.2	42.8	54.8	45.2	54.3	45.7
Alberta	Alberta	55.3	44.7	55.6	44.4	53.0	47.0	54.1	45.9
British Columbia	Colombie-Britannique	52.0	48.0	52.2	47.8	50.3	49.7	51.0	49.0
Canada	Canada	57.8	42.2	57.0	43.0	55.0	45.0	55.7	44.3

Summer — April to September
Winter — October to March

Été — avril à septembre
Hiver — octobre à mars

		1981/82		1982/83		1983/84		1984/85	
		Summer Été	Winter Hiver	Summer Été	Winter Hiver	Summer Été	Winter Hiver	Summer Été	Winter Hiver
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	57.4	42.6	58.7	41.3	56.6	43.4	56.9	43.1
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	51.0	49.0	51.2	48.8	49.7	50.3	50.5	49.5
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	52.2	47.8	53.4	46.6	51.6	48.4	53.3	46.7
Québec	Québec	57.2	42.8	56.1	43.9	54.9	45.1	55.1	44.9
Ontario	Ontario	53.0	47.0	53.1	46.9	51.5	48.5	52.1	47.9
Manitoba	Manitoba	52.2	47.8	52.0	48.0	50.7	49.3	50.2	49.8
Saskatchewan	Saskatchewan	53.1	46.9	52.8	47.2	51.8	48.2	51.5	48.5
Alberta	Alberta	51.5	48.5	52.1	47.9	50.8	49.2	51.2	48.8
British Columbia	Colombie-Britannique	49.9	50.1	49.8	50.2	48.9	51.1	49.4	50.6
Canada	Canada	54.3	45.7	54.0	46.0	52.6	47.4	53.0	47.0

Summer — April to September
Winter — October to March

Hiver — octobre à mars
Été — avril à septembre

PROGRESS IN
INTEGRATION¹
A COMPARISON OF
MILK PRODUCERS
AND SHIPMENTS
REFERS TO PAGE 22

ÉVOLUTION DE
L'INTÉGRATION¹
COMPARAISON
ENTRE LES
PRODUCTEURS
LAITIERS ET LES
LIVRAISONS DE
CHACUN DES
GROUPE
RENVOI, PAGE 23

Fluid/Industrial ²		Number of producers Nombre de producteurs		% of producers % de producteurs		% Industrial shipments % livraisons de lait de transformation		% Total shipments % livraisons totales	
Nature/industriel ²		1977/78	1984/85	1977/78	1984/85	1977/78	1984/85	1977/78	1984/85
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	129	152	17.3	24.5	14.2	26.0	33.1	36.7
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	750	625	99.5	100.0	99.1	100.0	99.7	100.0
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	520	532	96.5	100.0	96.3	100.0	99.1	100.0
Québec	Québec	4,737	9,009	19.0	48.5	13.9	53.5	31.6	64.3
Ontario	Ontario	9,664	9,817	65.8	90.1	68.5	91.8	82.5	95.4
Manitoba	Manitoba	1,526	1,199	95.8	100.0	98.2	100.0	99.1	100.0
Saskatchewan	Saskatchewan	554	776	57.4	93.5	38.4	93.5	76.8	96.8
Alberta	Alberta	1,104	1,427	54.8	83.6	49.3	85.5	75.5	92.5
British Columbia	Colombie-Britannique	1,271	1,071	99.8	99.2	99.8	99.2	99.9	99.7
Canada	Canada	20,255	24,608	42.9	68.3	39.8	71.6	62.4	87.6

Industrial ³		Number of producers Nombre de producteurs		% of producers % de producteurs		% Industrial shipments % livraisons de lait de transformation		% Total shipments % livraisons totales	
Industriel ³		1977/78	1984/85	1977/78	1984/85	1977/78	1984/85	1977/78	1984/85
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	616	468	82.7	75.5	85.8	74.0	66.9	63.3
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	4	0	0.5	0	0.9	0	0.3	0
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	19	0	3.5	0	3.7	0	0.9	0
Québec	Québec	19,925	9,560	81.0	51.5	86.1	46.5	68.4	35.7
Ontario	Ontario	5,034	1,073	34.2	9.9	31.5	8.2	17.5	4.6
Manitoba	Manitoba	67	0	4.2	0	1.8	0	0.9	0
Saskatchewan	Saskatchewan	411	54	42.6	6.5	61.6	6.5	23.2	3.2
Alberta	Alberta	910	280	45.2	16.4	50.7	14.5	24.5	7.5
British Columbia	Colombie-Britannique	3	9	0.2	0.8	0.2	0.8	0.1	0.3
Canada	Canada	26,989	11,444	57.1	31.7	60.2	28.4	37.6	12.4

¹Does not include cream producers as very few switch to bulk milk deliveries or integrate.
²"Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets.
³"Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.

¹N'inclut pas les producteurs de crème, puisque très peu d'entre eux ont transformé leur installation pour livrer en vrac, ou se sont intégrés.
²"Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.
³"Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.

LEVY RATES
REFERS TO PAGE 22

TAUX DES
RETENUES
RENVOI, PAGE 23

(dollars per hectolitre of milk)
(dollars l'hectolitre)

Dairy year Année laitière			In-quota Intérieure ³	Export ^{1,4} Exportation ^{1,4}	Skim off ² Écrémage ²	Over quota Hors quota
1980/81	August 1	1 ^{er} août	2.80	0.16	0.30	18.15
1981/82	August 1	1 ^{er} août	3.05	0.25	0.30	17.13
	April 1	1 ^{er} avril	3.05	0.25	0.30	20.21
1982/83	August 1	1 ^{er} août	4.07	0.33	0.30	20.21
	January 1	1 ^{er} janvier	4.70	0.44	0.30	27.95
1983/84	August 1	1 ^{er} août	4.57	0.57	0.30	31.79
1984/85	August 1	1 ^{er} août	5.10	0.65	0.30	34.38
	January 1	1 ^{er} janvier	5.27	1.00	0.30	37.70

¹Introduced in 1979/80.

²Introduced in 1977/78.

³Since 1982, one third of the special export levy is incorporated into the in-quota levy rate

⁴Since 1982, the export quota-levy covers only two thirds of the costs; one third is incorporated into the in-quota levy rate

¹Introduite en 1979/80.

²Introduite en 1977/78.

³Depuis 1982, le taux de la retenue intra quota comprend le tiers de la retenue spéciale d'exportation.

⁴Depuis 1982, la retenue spéciale d'exportation ne couvre que les deux tiers des coûts; l'autre tiers est incorporé à la retenue intra quota.

LEVIES
REMITTED TO
THE CDC BY
PROVINCES
REFERS TO PAGE 22

RETENUES
REMISES À LA
CCL PAR LES
PROVINCES
RENVOI, PAGE 23

(thousands of dollars)
(milliers de dollars)

		1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	\$ 2,190	\$ 3,428	\$ 4,664	\$ 4,067	\$ 3,678
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	2,014	3,209	3,680	3,168	3,445
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	1,284	1,722	2,663	2,932	3,370
Québec	Québec	67,520	85,929	139,391	117,605	134,697
Ontario	Ontario	42,242	50,308	88,133	80,788	84,410
Manitoba	Manitoba	4,520	5,157	9,032	8,618	9,750
Saskatchewan	Saskatchewan	2,407	3,000	5,324	6,431	6,219
Alberta	Alberta	7,100	8,715	14,212	15,203	18,112
British Columbia	Colombie-Britannique	5,373	8,447	3,741	1,489	11,039
Total	Total	\$134,650²	\$169,915²	\$270,840^{1,2}	\$240,301²	\$282,217²

¹This does not include levies amounting to \$10.1 million (\$8.5 million in 1983) pertaining to British Columbia which were offset against subsidy payable of the same amount.

²This includes producer levies on fluid milk (skim off levy). The amounts of levies on industrial and fluid milk are shown in Schedules C and D of the financial statements.

¹Ce montant n'inclut pas des retenues totalisant 10,1 millions de dollars (8,5 millions de dollars en 1983) que la Colombie-Britannique devait percevoir et qui ont été prélevées à même la subvention d'un montant équivalent.

²Ce montant inclut des retenues sur le lait de consommation (retenue d'écémage). Le montant des retenues sur le lait de transformation et de consommation est indiqué aux tableaux C et D des états financiers.

14
PER CAPITA
DISAPPEARANCE
(CONSUMPTION)
OF DAIRY
PRODUCTS IN
CANADA,
1974-1984
REFERS TO PAGE 26

DISPARITION
(CONSOMMA-
TION) DE
PRODUITS
LAITIERS PAR
HABITANT AU
CANADA, DE
1974 À 1984
RENVOI, PAGE 27

	(Litres) (Litres)	(Kilograms) (Kilogrammes)									(Litres) (Litres)	
	Fluid or table milk & cream	Butter	Cheddar ¹ cheese	Pro- cessed ² cheese	Specialty ¹ cheese	Total cheese	Evapo- rated whole milk	Con- densed whole milk	Skim milk powder	Cottage cheese	Ice cream	Yogurt
	Lait nature et crème	Beurre	Fromage cheddar	Fromage fondu	Fromages fins	Total des fromages	Lait entier évaporé	Lait entier condensé	Lait écrémé en poudre	Fromage cottage	Crème glacée	Yogourt
1974	104.6	5.86	1.94	1.90	2.58	6.42	4.11	0.36	2.57	1.03	12.41	0.65
1975	101.3	5.25	1.79	1.87	2.46	6.12	3.74	0.31	2.09	1.02	12.59	0.72
1976	103.3	5.08	1.69	1.96	2.69	6.34	3.71	0.29	2.79	1.07	12.18	0.89
1977	104.1	4.59	1.39	2.01	2.96	6.36	3.95	0.35	3.51	1.11	12.58	1.18
1978	105.8	4.56	1.34	2.17	3.29	6.80	4.32	0.37	0.92	1.12	12.25	1.68
1979	108.6	4.45	1.78	2.05	3.49	7.32	2.47	0.38	2.18	1.14	12.99	1.69
1980	108.8	4.52	1.79	2.14	3.56	7.49	2.20	0.53	1.80	1.25	12.96	1.69
1981	108.2	4.43	1.76	2.18	3.74	7.68	2.17	0.51	1.87	1.28	12.86	1.67
1982	108.0	4.28	1.44	2.20	3.96	7.60	2.49	0.46	2.48	1.21	12.30	1.73
1983	107.4	4.41	1.47	2.21	3.91	7.59	2.91	0.55	1.76	1.22	12.51	1.89
1984	107.0	4.22	1.72	2.08	4.31	8.11	1.37	0.52	2.52	1.22	12.00	2.12

¹Does not include cheese used in "processed cheese".
²Cheese equivalent of processed cheese (assumed to be 73% cheese by volume). Starting in 1975, 95% assumed to be of cheddar, and the balance of variety.
Source: Statistics Canada, Agriculture Canada

¹Ne comprend pas le fromage utilisé dans la fabrication du fromage fondu.
²Le total du fromage fondu exprimé en équivalent de fromage (en moyenne 73% de fromage par volume). Depuis 1975, environ 95% du fromage utilisé est du cheddar, et le reste des fromages variés.
Source: Statistique Canada, Agriculture Canada

15
CDC EXPORTS
OF SKIM MILK
POWDER IN
1984/85
REFERS TO PAGE 28
EXPORTATIONS
DE LAIT
ÉCRÉMÉ EN
POUDRE DE LA
CCL EN 1984/85
RENVOI, PAGE 29

(thousand tonnes) (milliers de tonnes)		
Mexico	Mexique	33.0
CIDA	ACDI	16.3
Iran	Iran	10.0
Philippines	Philippines	6.5
Peru	Pérou	2.0
Other major countries or organizations (Venezuela, Nicaragua, Dominican Republic, Trinidad, and manufacturers of nutritional mixes to United States)	Autres pays importants ou organisations (Vénézuëla, Nicaragua, République Dominicaine, Trinidad et les manufacturiers traditionnels pour les États-Unis)	5.4
Others ¹	Autres ¹	2.6
Total	Total	75.8

¹Principally Barbados, Panama, Bahamas, Guatemala, Virgin Islands, Bermuda, Chile, Saudi Arabia, Honduras, Yugoslavia, Bolivia, Haiti and Japan.

¹Principalement la Barbade, le Panama, les Bahamas, le Guatemala, les Iles Vierges, les Bermudes, le Chili, l'Arabie Saoudite, le Honduras, la Yougoslavie, la Bolivie, l'Haïti et le Japon.

CHEESE
EXPORTS AND
IMPORTS
REFERS TO PAGE 32

EXPORTATIONS
ET IMPORTA-
TIONS DE
FROMAGE
RENVOI, PAGE 33

(tonnes)			
(tonnes)			
		Dairy Year Année laitière 1984/85	Calendar Year Année civile 1984
Cheese Exports	Exportation de fromage		
Aged Cheddar Cheese, to:	Cheddar vieilli vers:		
United Kingdom	Royaume-Uni	2,486	2,763
United States	États-Unis	738	818
Other Countries	Autres pays	2,939	312
Other Cheese, to:	Autres fromages à destination de:		
United States	États-Unis	1,356	1,364
Other countries	Autres pays	403	121
Total Exports:	Total des exportations:	7,922	5,378
Cheese Imports	Importations de fromage		
All varieties, from:	Toutes les variétés en provenance de:		
Economic European Community (EEC)	(Communauté économique européenne (CEE)	12,997	13,212
Non-EEC	Autres pays	9,019	9,601
Total Imports	Total des Importations	22,016	22,813
Canada's annual global cheese import quota of 20.4 thousand tonnes is administered on a calendar year basis. Source: Statistics Canada		Le quota global d'importation de fromage de 20,4 mille tonnes par an est réparti sur l'année civile. Source: Statistique Canada	

Report to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1985

Rapport au ministre de l'Agriculture sur la vérification des comptes et des états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1985

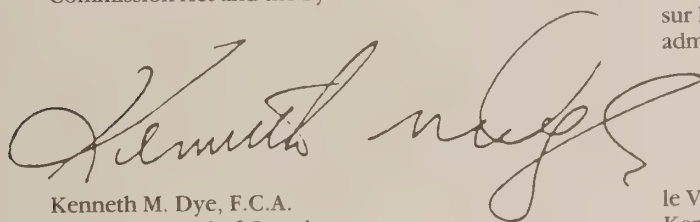
AUDITOR'S REPORT

The Honourable John Wise, P.C., M.P.
Minister of Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1985 and the statements of dairy support program operations financed by Government of Canada and marketing operations and deficit financed by producers for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Commission as at July 31, 1985 and the results of its operations for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with the Financial Administration Act and regulations, the Canadian Dairy Commission Act and the by-laws of the Commission.



Kenneth M. Dye, F.C.A.
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
December 3, 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'honorable John Wise, C.P., député
Ministre de l'Agriculture

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1985 ainsi que les états des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada et des résultats de la commercialisation et du déficit financés par les producteurs pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Commission canadienne du lait et aux règlements administratifs de la Commission.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 3 décembre 1985

(in thousands of dollars)
(en milliers de dollars)

BALANCE SHEET
AS AT JULY 31, 1985

BILAN
AU 31 JUILLET 1985

Assets	Actif	1985	1985
Accounts receivable	Débiteurs		
Trade	Clients	\$ 23,688	\$ 40,9
Government of Canada	Gouvernement du Canada	81,981	73,6
Producer levies	Cotisations des producteurs	107,515	59,3
Inventories (Note 3)	Stocks (note 3)	119,996	128,6
Prepaid expense	Frais payés d'avance	382	1,4
		<u>\$ 333,562</u>	<u>\$ 304,0</u>
Liabilities	Passif		
Accounts payable and accrued liabilities	Créditeurs et passif couru	\$ 28,827	\$ 61,0
Allowance for losses on commitments (Note 4)	Provision pour les pertes sur les engagements (note 4)	7,972	13,5
Subsidies payable to producers	Subventions à payer aux producteurs	58,164	60,4
Loans from Government of Canada (Note 5)	Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	238,599	182,5
		333,562	317,5
Deficit	Déficit	—	(13,5)
		<u>\$ 333,562</u>	<u>\$ 304,0</u>

Approved:

Approuvé:



Vice-Chairman

le Vice-président



Director of Finance

le Directeur des finances

STATEMENT OF
DAIRY SUPPORT
PROGRAM
OPERATIONS
FINANCED BY
GOVERNMENT
OF CANADA
FOR THE YEAR
ENDED JULY 31,
1985
ÉTAT DES
RÉSULTATS DU
PROGRAMME
DE SOUTIEN
LAITIER
FINANCÉ
PAR LE
GOUVERNEMENT
DU CANADA
POUR L'EXERCICE
TERMINÉ LE 31
JUILLET 1985

(in thousands of dollars)
(en milliers de dollars)

		1985	1984
Subsidies to producers of industrial milk and cream (Schedule A)	Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	\$ 283,612	\$ 276,951
Expenses related to marketing operations	Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Interest	Intérêt	18,267	11,940
Freight	Fret	3,264	4,130
Storage	Entreposage	3,122	3,174
Handling	Manutention	484	999
Miscellaneous	Frais divers	277	357
		25,414	20,600
Administrative expenses (Schedule B)	Frais d'administration (tableau B)	3,668	4,267
Research	Recherche	1,661	1,699
Cost of dairy support program operations	Coût des opérations du programme de soutien laitier	\$ 314,355	\$ 303,517
Financing by Government of Canada (Note 6)	Financement par le gouvernement du Canada (note 6)		
Agricultural Stabilization Board	Office de stabilisation des prix agricoles	\$ 309,026	\$ 297,551
Parliamentary appropriation	Crédit parlementaire	5,177	5,702
Government departments which provided services without charge	Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	152	264
		\$ 314,355	\$ 303,517

(in thousands of dollars)
(en milliers de dollars)

**STATEMENT OF
MARKETING
OPERATIONS
AND DEFICIT
FINANCED BY
PRODUCERS
FOR THE YEAR
ENDED JULY 31,
1985**

**ÉTAT DES
RÉSULTATS DE
LA COMMERCIALISATION ET
DU DÉFICIT
FINANCÉS PAR
LES
PRODUCTEURS
POUR L'EXERCICE
TERMINÉ LE 31
JUILLET 1985**

		1985	1984
Sales	Ventes	\$ 338,916	\$ 320,290
Cost of goods sold	Coût des ventes	578,766	553,416
Loss on sales	Perte sur les ventes	239,850	233,126
Expenses and assistance	Frais et aide		
Dairy product assistance	Aide à l'égard des produits laitiers	37,855	22,729
Carrying charges	Frais de possession	10,554	8,184
Agents' commissions (Note 7)	Commissions à des agents (note 7)	5,690	4,478
Provisions for doubtful accounts	Provision pour les créances douteuses	2,300	—
Donation to Ethiopia	Don à l'Éthiopie	290	—
Capital assistance recoveries (Note 8)	Recouvrements d'aide en capital (note 8)	(978)	(747)
Advertising and promotion	Annonces et réclame	—	2,724
Capital assistance (Note 8)	Aide en capital (note 8)	—	571
		55,711	37,939
Cost of marketing operations before financing	Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	295,561	271,065
Financing by Producers' levies (Note 6)	Financement à même les cotisations des producteurs (note 6)		
Industrial milk (Schedule C)	Lait industriel (tableau C)	274,720	233,418
Fluid milk (Schedule D)	Lait à l'état naturel (tableau D)	7,497	6,883
		282,217	240,301
Government of Canada (Note 9)	Gouvernement du Canada (note 9)	2,564	10,050
		284,781	250,351
Deficiency of financing over cost of marketing operations (Schedule E)	Insuffisance du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	10,780	20,714
Deficit (surplus) at beginning of year	Déficit (surplus) au début de l'exercice	13,581	(7,133)
		24,361	13,581
Deficit recoverable from producers	Déficit à recouvrer auprès des producteurs	24,361	—
Deficit at end of year	Déficit à la fin de l'exercice	\$ —	\$ 13,581

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

July 31, 1985

1 The Commission

The Canadian Dairy Commission is a Crown Corporation named in Schedule C, Part I of the Financial Administration Act and is not subject to the provisions of the Income Tax Act. The objectives of the Commission, as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67, are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality."

2 Significant accounting policies

Foreign currency translation

Each asset, liability, revenue or expense arising from a foreign currency transaction is translated into Canadian dollars at the exchange rate in effect at the date of transaction. Monetary items denominated in a foreign currency at the balance sheet date are adjusted to reflect the exchange rate in effect at that date. Any exchange loss or gain, arising on translation or settlement of a foreign currency item, is charged to marketing operations financed by producers except for unrealized gains and losses arising from the translation of long-term monetary assets which are deferred and amortized over the ascertainable lives of the related items.

Inventories

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.

Fixed assets

Acquisitions of furniture and equipment are not significant and are charged to administrative expenses in the year of purchase.

Purchase commitments

Losses on commitments to purchase surplus butter and skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices, which are usually higher than export prices, are charged to marketing operations financed by producers at the time the commitment is made.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

du 31 juillet 1985

La Commission

La Commission canadienne du lait est une société d'État nommée à l'Annexe C, Partie I de la Loi sur l'administration financière et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les objectifs de la Commission, ainsi qu'ils ont été établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-67, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

Conventions comptables importantes

Conversion en devises étrangères

Chaque élément d'actif, du passif, de revenu ou de dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte au change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs à l'exception des gains et pertes non réalisés provenant de la conversion d'éléments d'actif monétaire à longue échéance qui sont reportés et amortis selon les durées vérifiables des effets connexes.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les acquisitions de mobilier et de matériel ne sont pas importantes et elles sont imputées aux frais d'administration de l'exercice d'achat.

Engagements d'achat

Les pertes provenant des engagements d'achat des surplus de beurre et de poudre de lait écrémé à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, à la date où l'engagement est pris.

3 Inventories

Stocks

(in thousands of dollars)
(en milliers de dollars)

		1985	1984
Cost	Coût		
Butter	Beurre	\$ 106,559	\$ 128,32
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre	57,257	51,627
Other dairy products	Autres produits laitiers	33,440	14,854
		197,256	194,808
Less allowance for write down	Déduire la provision pour la moins-value		
Butter	Beurre	23,457	30,080
Skim milk powder	Lait écrémé en poudre	38,798	31,900
Other dairy products	Autres produits laitiers	15,005	4,214
		77,260	66,194
		\$ 119,996	\$ 128,614

Inventories which are carried at cost have been adjusted as the prices for surplus butter, skim milk powder and other dairy products (including evaporated milk, whole milk powder and unsalted butter) on the export market are lower than on the domestic market resulting in net realizable value being less than the Canadian support prices and costs. The provision for inventory write down has been charged to marketing operations (cost of sales) financed by producers.

Les stocks qui sont comptabilisés au prix coûtant ont été rajustés vu que les prix du surplus de beurre, du lait écrémé en poudre et des autres produits laitiers (y compris le lait évaporé, le lait entier en poudre et le beurre non salé) sur le marché à l'exportation sont inférieurs à ceux du marché domestique, ce qui entraîne une valeur de réalisation nette moindre que les coûts et les prix canadiens de soutien. La provision pour la moins-value des stocks a été imputée aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

4 Commitments

As at July 31, 1985, the Commission was committed to purchase butter and skim milk powder, produced prior to that date, at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices for approximately \$11.9 million (1984 — \$23.4 million). Losses which may result from these purchases at higher than export prices have been estimated at approximately \$7.9 million (1984 — \$13.6 million) requiring a decrease in the allowance during the year of approximately \$5.6 million (1984 — increase \$5.7 million) which has been credited and charged, respectively, to cost of goods sold on the statement of marketing operations and deficit financed by producers.

Engagements

Au 31 juillet 1985, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre, fabriqués avant cette date, à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrats, pour environ \$11.9 millions (1984 — \$23.4 millions). Les pertes qui pourraient découler de ces achats, à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ \$7.9 millions (1984 — \$13.6 millions), nécessitant une réduction de la provision pendant l'exercice d'environ \$5.6 millions (1984 — augmentation de \$5.7 millions), ce qui a été crédité et imputé, respectivement, au coût des ventes à l'état des résultats de la commercialisation et du déficit financés par les producteurs.

5 Loans from Government of Canada

These loans, to finance the purchase of dairy products, bear interest at rates varying from 9.375% to 12.375% per annum (1984 — 9.625% to 13.00%). There are no specific terms of repayment and interest, calculated on a simple basis, is paid at the time of any principal repayment.

Loan transactions are summarized as follows:

Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts, qui servent à financer l'achat de produits laitiers, portent des taux d'intérêt qui varient de 9.375% à 12.375% par année (1984 — 9.625% à 13.0%). Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital.

Voici la récapitulation des opérations visant les prêts:

		(in thousands of dollars) (en milliers de dollars)	
		1985	1984
Balance at beginning of year	Solde au début de l'exercice	\$ 182,516	\$ 231,767
Borrowings	Emprunts	497,236	457,639
Repayments	Remboursements	(445,452)	(508,984)
Accrued interest at the end of year	Intérêt couru à la fin de l'exercice	4,299	2,094
Balance at the end of year	Solde à la fin de l'exercice	\$ 238,599	\$ 182,516

There is a statutory limit of \$300 million on borrowings by the Commission from the Government of Canada.

Il y a une limite statutaire de \$300 millions quant aux emprunts par la Commission auprès du gouvernement du Canada.

6 Financing

Government of Canada

The Agricultural Stabilization Board, through Vote 15, provides financing to the Commission for the benefit of producers for the purpose of stabilizing the price of industrial milk and cream. During the year ended July 31, 1985, financing for this purpose amounted to \$311.6 million, of which \$309.0 million was credited to dairy support program operations and \$2.6 million (see Note 9) was credited to marketing operations. Administrative and research expenses are financed by Agriculture Vote 45.

Producers

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, including all losses on special export production under the export quota program, and for marketing costs attributable to surplus production. These costs are financed through producer levies which are charged and collected by the provincial marketing boards and agencies and remitted to the Commission. Any surplus in marketing operations up to \$10 million is not to be refunded to producers or taken into account when setting levy rates for the following year. The treatment of any excess over \$10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

Interest expense and carrying charges associated with the purchase of butter and skim milk powder produced in excess of the Canadian requirement of butterfat are financed by producers.

Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1985, le financement pour cette fin s'est élevé à \$311.6 millions, dont \$309.0 millions ont été crédités aux opérations du programme de soutien laitier et \$2.6 millions (voir la note 9) ont été crédités aux opérations de la commercialisation. Les frais d'administration et de recherche sont financés par le crédit 45 — Agriculture.

Producteurs

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, y compris toutes les pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation, en vertu du programme de contingentement à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire. Ces coûts sont financés à même les cotisations des producteurs qui sont imposées et perçues par les bureaux et agences de commercialisation des provinces et remises à la Commission.

Tout surplus des opérations de la commercialisation jusqu'à concurrence de \$10 millions ne peut être remboursé aux producteurs et ne peut être pris en compte lors de l'établissement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à \$10 millions doit être établie par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

Les frais d'intérêt et les frais reliés à l'achat de beurre et de lait écrémé en poudre produits en excédent de l'exigence canadienne visant la matière grasse sont financés par les producteurs.

7 Agents' commissions

The Commission has used the services of agents for sales in connection with marketing of dairy products on the export market and commissions were as follows:

Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la commercialisation de produits laitiers sur le marché d'exportation et a versé les commissions suivantes:

		(in thousands of dollars (en milliers de dollars)	
		1985	1984
Coop Fédérée de Québec, Canada	Coop fédérée de Québec, Canada	\$ 2,401	\$ 2,578
L&M Exports Inc., Canada	L&M Exports Inc., Canada	2,594	943
Intercontinental, Mexico	Intercontinental, Mexique	535	355
Gestion Y. Dessarrollo — Commercial S.A., Peru	Gestion Y. Dessarrollo — Commercial S.A., Pérou	146	395
Canada Expa (1980) Inc., Canada	Canada Expa (1980) Inc., Canada	14	184
Gerber Agri-Export, Canada	Gerber Agri-Export, Canada	—	23
		<u>\$ 5,690</u>	<u>\$ 4,478</u>

8 Capital assistance

In a program to export whole milk products, up to a maximum of 10% of Canadian requirements or a maximum of 4.4 million hectolitres of milk as agreed by the Canadian Milk Supply Management Committee and Government, the Commission has contributed to the construction of two processing plants for evaporated milk and one processing plant for instantized whole milk powder.

The capital assistance, totalling \$22.7 million, commenced in 1980 and was financed by producers. This cost is estimated to be reduced to \$17.7 million over a period of six years from 1980 through the recovery of the residual value of the plant and equipment, including a reduction in price for a maximum number of cases to be purchased, and grants from the Government of Canada. Recoveries to date amounted to \$3.9 million, (1984 — \$2.9 million).

Aide en capital

À l'intérieur d'un programme visant l'exportation de produits de lait entier, jusqu'à un maximum de 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions d'hectolitres de lait et à la suite de l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du gouvernement, la Commission a contribué à la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et une usine de transformation pour le lait entier en poudre dit "instant".

L'aide en capital, qui s'élève à \$22.7 millions, a débuté en 1980 et elle a été financée par les producteurs. Ce coût selon l'estimation effectuée sera réduit à \$17.7 millions pendant une période de six ans à compter de 1980 grâce à la récupération de la valeur résiduelle des usines et du matériel, y compris une réduction du prix d'achat pour un maximum de caisses à acheter, et les octrois en provenance du gouvernement du Canada. Les recouvrements à ce jour s'élèvent à \$3.9 millions (1984 — \$2.9 millions).

9 British Columbia Milk Board

Effective November 1, 1984, the British Columbia Milk Board rejoined the Comprehensive Milk Marketing Plan. During the year ended July 31, 1985, the Board did not remit levies to the Commission for the period August to October 1984. Levies on milk production during this period would have amounted to \$2.6 million. An amount of \$2.6 million (1984 — \$10.1 million), equivalent to subsidies which would have been paid by the government of Canada on milk production in British Columbia, has been credited to marketing operations financed by producers.

Bureau laitier de la Colombie-Britannique

À compter du 1^{er} novembre 1984, le Bureau laitier de la Colombie-Britannique réintégrait le Plan commun de mise en marché du lait. Au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 1985, le Bureau n'a pas fait remise des cotisations à la Commission pour la période allant d'août jusqu'à octobre 1984. Les cotisations sur la production laitière pendant cette période se seraient chiffrées à \$2.6 millions. Une somme de \$2.6 millions (1984 — \$10.1 millions), soit l'équivalent des subventions qui auraient été payées par le gouvernement du Canada sur la production de lait en Colombie-Britannique, a été créditée aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

Financial statement presentation

A statement of changes in financial position has not been included because, in the opinion of management, it would not provide any useful additional information. Certain 1984 items have been reclassified to conform with the presentation adopted in the current year.

Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que, de l'avis de la direction, il n'apporterait pas de renseignement supplémentaire qui soit utile. Certains postes de l'exercice 1984 ont été reclassifiés en conformité de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

SCHEDULE A
SUBSIDIES TO
PRODUCERS OF
INDUSTRIAL
MILK AND
CREAM
FOR THE YEAR
ENDED JULY 31,
1985

TABLEAU A
SUBVENTIONS
AUX
PRODUCTEURS
DE LAIT ET
DE CRÈME
UTILISÉS À
DES FINS
INDUSTRIELLES
POUR L'EXERCICE
TERMINÉ LE 31
JUILLET 1985

		Eligible Shipments (in thousands of kilograms) Livraisons admissibles (en milliers de kilogrammes)		Subsidies (in thousands of dollars) Subventions (en milliers de dollars)	
		1985	1984	1985	1984
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	3,108	3,220	\$ 5,206	\$ 5,394
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	2,137	2,134	3,578	3,574
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	2,257	2,244	3,780	3,758
Quebec	Québec	80,962	81,383	135,611	136,316
Ontario	Ontario	53,729	53,993	89,996	90,438
Manitoba	Manitoba	6,594	6,595	11,044	11,047
Saskatchewan	Saskatchewan	4,411	4,413	7,388	7,392
Alberta	Alberta	11,427	11,335	19,140	18,986
British Columbia (Note 9)	Colombie-Britannique (note 9)	6,229	6,027	7,869	46
		170,854	171,344	\$ 283,612	\$ 276,951

SCHEDULE B
ADMINIS-
TRATIVE
EXPENSES
FOR THE YEAR
ENDED JULY 31,
1985

TABLEAU B
FRAIS
D'ADMINIS-
TRATION
POUR L'EXERCICE
TERMINÉ LE 31
JUILLET 1985

		(in thousands of dollars) (en milliers de dollars)	
		1985	1984
Salaries	Traitements	\$ 2,031	\$ 1,979
Transportation and communications	Transport et communications	410	345
Professional and special services	Services professionnels et spéciaux	264	731
Other personnel costs	Autres coûts au titre du personnel	264	287
Remuneration of members of the Commission	Rémunération des membres de la Commission	191	190
Rentals	Locations	183	190
Data processing and cheque issue services	Services de traitement des données et de tirage des chèques	152	264
Acquisition of furniture and equipment	Acquisitions de mobilier et de matériel	96	163
Utilities, materials and supplies	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	54	75
Repairs and maintenance	Réparations et entretien	22	41
Miscellaneous	Frais divers	1	2
		\$ 3,668	\$ 4,267

SCHEDULE C
PRODUCER
LEVIES ON
INDUSTRIAL
MILK
 FOR THE YEAR
 ENDED JULY 31,
 1985

TABLEAU C
COTISATIONS
DES
PRODUCTEURS
SUR LE LAIT
INDUSTRIEL
 POUR L'EXERCICE
 TERMINÉ LE 31
 JUILLET 1985

Milk Shipments (in thousands of litres)	Livraisons de lait (en milliers de litres)		
		1985	1984
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	75,998	78,355
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	52,930	52,385
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	54,905	52,897
Quebec	Québec	2,243,797	2,250,749
Ontario	Ontario	1,321,949	1,311,443
Manitoba	Manitoba	153,566	150,858
Saskatchewan	Saskatchewan	101,510	100,421
Alberta	Alberta	287,020	280,655
British Columbia (Note 9)	Colombie-Britannique (note 9)	175,253	158,479
		<u>4,466,928</u>	<u>4,436,242</u>

SCHEDULE D
PRODUCER
LEVIES ON
FLUID MILK
 FOR THE YEAR
 ENDED JULY 31,
 1985

TABLEAU D
COTISATIONS
DES
PRODUCTEURS
SUR LE LAIT À
L'ÉTAT NATUREL
 POUR L'EXERCICE
 TERMINÉ LE
 31 JUILLET 1985

Sales (in thousands of litres)	Ventes (en milliers de litres)		
		1985	1984
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	13,509	13,396
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	114,916	114,659
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	69,818	70,509
Quebec	Québec	655,236	654,018
Ontario	Ontario	954,071	972,777
Manitoba	Manitoba	103,814	103,702
Saskatchewan	Saskatchewan	97,876	98,425
Alberta	Alberta	253,457	256,175
British Columbia (Note 9)	Colombie-Britannique (note 9)	303,183	303,509
		<u>2,565,880</u>	<u>2,587,170</u>

* Calculated at 5% of subsidy rate of \$6.03 per hectolitre of sales
 * Calculées à 5% du taux de subvention de \$6.03 par hectolitre de ventes.

Producer Levies
(in thousands of dollars)

Cotisations des producteurs
(en milliers de dollars)

In Quota À l'intérieur du contingentement		Over Quota Hors-contingentement		Total Total	
1985	1984	1985	1984	1985	1984
\$ 3,678	\$ 4,027	\$ —	\$ —	\$ 3,678	\$ 4,027
2,977	2,693	468	129	3,445	2,822
3,122	2,719	248	—	3,370	2,719
128,011	115,688	6,686	—	134,697	115,688
74,630	67,408	9,780	10,394	84,410	77,802
8,680	7,754	1,070	549	9,750	8,303
5,775	5,162	444	980	6,219	6,142
16,232	14,426	1,880	—	18,112	14,426
7,177	118	3,862	1,371	11,039	1,489
<u>\$ 250,282</u>	<u>\$ 219,995</u>	<u>\$ 24,438</u>	<u>\$ 13,423</u>	<u>\$ 274,720</u>	<u>\$ 233,418</u>

Producers Levies*
(in thousands of dollars)

Cotisations des producteurs*
(en milliers de dollars)

1985	1984
\$ 41	\$ 40
347	346
210	213
1,980	1,917
2,879	2,986
314	315
293	289
758	777
675	—
<u>\$ 7,497</u>	<u>\$ 6,883</u>

SCHEDULE E
MARKETING
OPERATIONS
FINANCED BY
PRODUCERS
FOR THE YEAR
ENDED JULY 31,
1985

TABLEAU E
RÉSULTATS DE
LA COMMERCIALISATION
FINANCÉE
PAR LES
PRODUCTEURS
POUR L'EXERCICE
TERMINÉ LE 31
JUILLET 1985

		1985		
		Domestic Domestique	Export Exportation	
		Butter Beurre	Skim Milk Powder Lait écrémé en poudre	Evapora Milk Lait évaporé
Sales	Ventes	\$ 134,516	\$ 71,916	\$ 119,931
Cost of goods sold	Coût des ventes	131,016	212,028	195,113
Allowance for Inventory Write down	Provision pour la moins-value	(6,623)	6,898	8,845
		124,393	218,926	203,958
(Profit) loss on sales	(Profit) perte sur les ventes	(10,123)	147,010	84,027
Expenses and assistance	Frais et aide			
Dairy product assistance	Aide à l'égard des produits laitiers	335	16,833	93
Carrying charges	Frais de possession	—	1,959	8,176
Agents' commissions	Commissions à des agents	—	651	4,707
Provision for doubtful accounts	Provision pour les créances douteuses	—	—	1,700
Donation to Ethiopia	Don à l'Éthiopie	—	—	290
Capital assistance recoveries	Recouvrements d'aide en capital	—	—	(495)
Advertising and promotion	Annonces et réclame	—	—	—
Capital assistance	Aide en capital	—	—	—
		335	19,443	14,471
Cost of marketing operations before financing	Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	\$ (9,788)	\$ 166,453	\$ 98,498
Financing	Financement			
Deficiency of financing over cost of marketing operations	Insuffisance du finance- ment par rapport au coût des opérations de la commercialisation			
		Volume Volume		
		Kilograms Kilo- grammes	Kilograms Kilo- grammes	Cases Caisses
Sales	Ventes	29.5	75.8	7.1
Purchases	Achats	23.5	76.9	7.6

*Includes whole milk powder and cheese

*Les autres produits comprennent le lait entier en poudre et le fromage.

(in thousands of dollars)
(en milliers de dollars)

1984						
her oducts* utres oduits*	Total	Total	Domestic Domestique	Export Exportation		
	Total	Total	Butter Beurre	Skim Milk Powder Lait écrémé en poudre	Evaporated Milk Lait évaporé	Other Products* Autres produits*
553	\$ 338,916	\$ 320,290	\$ 124,761	\$ 77,978	\$ 94,236	\$ 23,315
29,543	567,700	538,831	119,975	224,972	144,371	49,513
1,946	11,066	14,585	5,369	7,509	1,719	(12)
31,489	578,766	553,416	125,344	232,481	146,090	49,501
18,936	239,850	233,126	583	154,503	51,854	26,186
20,594	37,855	22,729	29	14,762	22	7,916
419	10,554	8,184	—	2,918	4,463	803
332	5,690	4,478	—	750	3,125	603
600	2,300	—	—	—	—	—
—	290	—	—	—	—	—
(483)	(978)	(747)	—	—	(264)	(483)
—	—	2,724	—	—	—	2,724
—	—	571	—	—	571	—
21,462	55,711	37,939	29	18,430	7,917	11,563
40,398	295,561	271,065	\$ 612	\$ 172,933	\$ 59,771	\$ 37,749
284,781	250,351					
\$ 10,780	\$ 20,714					

Volume Volume		(in millions) (en millions)		
Kilograms Kilo- grammes	Kilograms Kilo- grammes	Kilograms Kilo- grammes	Cases Caisses	Kilograms Kilo- grammes
5.0	28.0	78.2	5.3	10.4
5.7	26.6	82.0	5.2	10.0

Should you require further information on the operations of the Commission or on the dairy industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Canadian Dairy Commission
2197, Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z2

Tel.: (613) 998-9490

Available in Canada through:

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario, Canada K1A 0Z2

Catalogue No. CC101-1985
ISBN 0-662-54451-X

Credits

Design and production
Banfield-Seguin Ltd.

Photography
Fédération des producteurs de lait du
Québec
Richard Desmarais
Four By Five Photography Inc.

Colour separations
Graphic Specialities Limited

Printing
Arthurs-Jones Lithographing Ltd.

Printed in Canada

Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

Commission canadienne du lait
2197, Promenade Riverside
Ottawa, Ontario
K1A 0Z2

Tél.: (613) 998-9490

Cette publication est aussi disponible par l'entremise du:

Centre d'édition du gouvernement du
Canada
Approvisionnement et Services Canada
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Commission canadienne du lait
2197, Promenade Riverside
Ottawa, Ontario, Canada K1A 0Z2

N° de catalogue CC101-1985
ISBN 0-662-54451-X

Collaboration

Graphisme et montage
Banfield-Seguin Ltd.

Photographie
Fédération des producteurs de lait du
Québec
Richard Desmarais
Photographie Quatre par Cinq Inc.

Séparations des couleurs
Graphic Specialities Limited

Impression
Arthurs-Jones Lithographing Ltd.

Imprimé au Canada



Canadian Dairy
Commission

Commission
canadienne du lait

ANNUAL REPORT 1985/86

CA1
DB15
-A56

THE
CANADIAN
DAIRY
COMMISSION



Canadian Dairy
Commission

Commission
canadienne du lait

Canada

THE CANADIAN DAIRY COMMISSION

The Canadian Dairy Commission was established as a federal Crown Corporation by an Act of Parliament in October 1966 and given major responsibilities for the development and implementation of national dairy policy. The Commission is responsible to Parliament through the Minister of Agriculture and its three Commissioners are appointed by Governor-in-Council.

The objectives of the Commission, as stated in the Canadian Dairy Commission Act, 1966-67, are:

- to provide consumers with a continuous and adequate supply of high-quality dairy products;
- to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment.

In pursuing its mandate, the Commission has authority to:

- purchase, store, process or dispose of dairy products in any way it deems appropriate;
- make payments for the benefit of producers for the purpose of stabilizing industrial milk and cream prices;
- investigate matters pertaining to the production, processing and marketing of any dairy products;
- help promote the use of dairy products;
- receive funds to dispose of dairy products.

Should you require further information on the operations of the Commission or on the dairy industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z2
Tel.: (613) 998-9490

This publication is also available in Canada through:

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Hull, Quebec
K1A 0S9

Catalogue No. CC101-1986
ISBN 0-662-55004-8

WE ARE pleased to report on our activities for the dairy year which ended July 31, 1986.

In the following pages, you will find details of our operations as well as background information on the Commission and the role it plays in the Canadian dairy industry.

We are proud of the quality and variety of Canadian dairy products and hope that you will help us promote these excellent products both at home and in your place of business.



Roch Morin
Chairman



Kenneth McKinnon
Vice-Chairman



Clifford McIsaac
Commissioner

The Honourable John Wise, P.C., M.P.
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Minister:

The Commission is pleased to report on the significant aspects of its activities for the dairy year which ended on July 31, 1986. Towards the end of this period, two new commissioners were appointed: Mr. Roch Morin and Mr. Kenneth McKinnon.

The 1985-86 dairy year was a challenging one for participants in the dairy industry. Returns on export sales remained low and the consumption of manufactured dairy products in Canada fell slightly. Total milk production decreased. While milk production for fluid use increased, industrial milk and cream production declined by about the same amount. The Commission succeeded in reducing its butter inventories as a result of lower milk and cream production and the export program for whole milk products.

In January 1986, you announced the government's new long-term dairy policy. This policy was well received by the dairy industry. In particular, dairy farmers were pleased with the reaffirmation of the principle of national supply management for industrial milk and cream and the continuation of the federal subsidy on milk produced for domestic requirements and on 1.1 million hectolitres of production for export.

While the new policy maintains federal funding of carrying charges associated with the purchase and storage of skim milk powder produced within domestic requirements, the government's decision to discontinue funding of such costs for butter as of April 1, 1986, is a significant change. Producers agreed to fund these costs for the balance of the dairy year while the industry considered various funding alternatives. Following extensive discussions, it was agreed that these butter-carrying costs would be recovered from the marketplace, as of August 1, 1986.

Dairy producers were encouraged by steps taken by the federal government during the year to curtail the importation of dried dairy products blended with other products. Also welcomed was the indication that our trade negotiators would press for improvements in Canada's balance of trade in cheese during the next round of Multilateral Trade Negotiations.

Finally, while there was an increase in the target price for industrial milk and support prices for butter and skim milk powder on August 16, 1985, there were no increases during the course of the dairy year as increases in the cost of production moderated substantially.

For the upcoming dairy year, the Commission will concentrate its efforts on maintaining a balanced industrial milk supply management system, maintaining exports of whole milk products at appropriate levels to reduce surplus butter inventories, developing programs to encourage more domestic use of dairy products and reducing export expenditures and costs to producers.

Yours truly,



Roch Morin, *Chairman*



Kenneth McKinnon, *Vice-Chairman*



Clifford McIsaac, *Commissioner*



T A B L E O F C O N T E N T S

	P A G E
Milk Supply Management	4
Target Returns for Industrial Milk and Cream	7
Direct Subsidy Payments	9
Price Support Program	11
Import Controls	13
International Marketing	14
Domestic Marketing	16
Levies	18
Consultative Committee to the Canadian Dairy Commission	19
Personnel	20
Financial Review	21
Management Responsibility for Financial Statements	22
Audited Financial Statements	23

T A B L E S

	P A G E
Provincial Share of National Market Sharing Quota (MSQ)	4
Industrial Milk Production and Requirements	5
Components of National Market Sharing Quota (MSQ)	5
Production of Industrial Milk and Cream	6
Seasonal Distribution of Milk Production Between Summer and Winter Months: All milk and cream (fluid and industrial)	6
Target Returns, Assumed Market Returns and Federal Subsidy	7
Returns Adjustment Formula Components	8
Dairy Farmers who shipped Industrial Milk and Cream	9
Subsidy Paid to Dairy Farmers on Industrial Milk and Cream	10
Total Subsidy Paid	10
Support Price Structure	11
Marketing Activities of the CDC under the Dairy Product Price Support Program	12
Federal Support Prices for Butter and Skim Milk Powder	12
Imported Cheese as a Percentage of Domestic Disappearance	13
Disposition of Skim Milk Powder	14
Cheese Exports and Imports	15
Per Capita Disappearance (Consumption) of Dairy Products In Canada, 1975-85	17
Levy Rates	17
Levies Remitted to the Canadian Dairy Commission by Provinces	18

THE Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC), chaired by the Canadian Dairy Commission, is responsible for the national supply management of industrial milk and cream. This body is made up of producer and government representatives from all provinces except Newfoundland, which produces no milk for industrial purposes.

The Committee is governed in its deliberations by the National Milk Marketing Plan. Meeting on a bi-monthly basis, the Committee reviews, among other matters, the level of Market Sharing Quota (M.S.Q.) to be established nationally and allocated to the provinces. Based on quota policies set at the provincial level, provincial shares of the national M.S.Q. are then allocated to individual producers.

For the 1985-86 dairy year, the CMSMC agreed that the national M.S.Q. should be set at 46.6 million hectolitres of milk with a butterfat content of 3.6 kilograms per hectolitre, a decrease of 1.6 per cent from the previous year. Of this amount, 44.9 million hectolitres was to satisfy domestic needs and 1.7 million hectolitres was for the Special Export Program. The export quota represented 3.7 per cent of the total M.S.Q.; the amount was reduced from the 1984-85 level of 2.2 million hectolitres.

While the quota for the Special Export Program was established at 1.7 million hectolitres, total exports of whole milk products in 1985-86 amounted to 3.2 million hectolitres in milk equivalent terms. It was these exports, in conjunction with reduced milk production, which helped to reduce CDC stocks of butter from 22.5 million kilograms at the start of the dairy year to 19.3 million kilograms by July 31, 1986.

The total production of industrial milk and cream for the year was 46.91 million hectolitres, a reduc-

tion of 2.3 per cent from the level produced in the 1984-85 dairy year. The benefits of the supply management system for industrial milk and cream were once again amply demonstrated, as production was within one per cent of the national M.S.Q. .

On a national basis, the relatively sharp monthly milk production declines which occurred at the beginning of the dairy year subsequently moderated, so that by year-end monthly production was once again back in line with the previous year's production levels. A more even year-round milk supply assists the manufacturing sector in rationalizing its processing capacity, and reduces the costs to the Commission in operating its offer-to-purchase programs for butter and skim milk powder.

In 1985-86, the CMSMC agreed to a levy structure of three components for the purpose of determining provincial levy responsibilities:

a) an In-Quota levy, mainly to cover the costs of surplus skim milk powder which results from meeting butterfat requirements;

b) an Export-Quota levy to finance the cost of exports of whole milk products under the Special Export Program;

c) an Over-Quota levy to cover all costs involved in exporting products processed from over-quota milk.

The application of the levy structure is an individual provincial responsibility.

Milk produced in excess of Canadian requirements does not receive the federal subsidy and the over-quota levy must be paid on such production. As a result, over-quota milk production is effectively discouraged.

In addition to managing the national milk supply and determining a levy structure for the 1985-86 dairy year, the CMSMC dealt with other issues, such as the expansion of the Milk Bread program; funding research by the Dairy Bureau of Canada into short- and long-term butter marketing strategies; and outlining conditions under which skim milk solids would be offered for the manufacture of casein for export.

**PROVINCIAL SHARE OF NATIONAL
MARKET SHARING QUOTA (MSQ)**
(millions)

	July 31, 1985		July 31, 1986		%
	<i>kilograms of butterfat</i>	<i>hectolitres of milk</i>	<i>kilograms of butterfat</i>	<i>hectolitres of milk</i>	
Prince Edward Island	3.212	0.892	3.161	0.878	1.9
Nova Scotia	2.142	0.595	2.108	0.586	1.3
New Brunswick	2.238	0.622	2.202	0.612	1.3
Quebec	81.350	22.597	80.048	22.236	47.7
Ontario	53.004	14.723	52.156	14.488	31.1
Manitoba	6.624	1.840	6.518	1.811	3.9
Saskatchewan	4.409	1.225	4.339	1.205	2.6
Alberta	11.373	3.159	11.191	3.109	6.7
British Columbia	6.221	1.728	6.184	1.718	3.7
TOTAL	170.573	47.381	167.907	46.643	100

INDUSTRIAL MILK PRODUCTION AND REQUIREMENTS

(million hectolitres)

	Estimated Domestic Requirements ¹	Planned Export Quota	Sleeve	Total MSQ	Final Requirements ²	Actual Production	Surplus Production (deficit)	Exports of Whole Milk Products above Planned Export Quota ³
1976/77	43.7	0	2.5	46.2	44.6	43.1	(1.5)	—
1977/78	43.4	0	2.3	45.7	43.5	45.9	2.4	—
1978/79 ⁴	61.7	0	3.2	64.9	61.9	62.1	0.2	—
1979/80	44.1	1.3	2.6	48.0	45.6	45.4	(0.2)	1.0
1980/81	44.1	2.2	2.6	48.9	46.6	46.6	Nil	1.1
1981/82	44.1	2.2	2.6	48.9	45.0	48.6	3.6	0.1
1982/83	42.8	2.2	1.7	46.7	46.4	48.5	2.1	1.7
1983/84	44.5	2.2	0.9	47.6	47.6	48.2	0.6	1.2
1984/85	45.2	2.2	—	47.4	47.5	48.0	0.5	1.8
1985/86	44.9	1.7	—	46.6	46.6	46.9	0.3	1.5

start of year or adjusted mid-year
 tual Domestic Requirements as finally determined at year-end plus planned Export Quota
 ports designed to reduce butter inventories
 ansitional year — 16 months

Milk Supply Management — A Progress Report

An essential objective of Canada's National Dairy Policy is to provide a balance — within a formal market-sharing arrangement — between the supply of industrial milk and cream (that is, milk required for the manufacture of dairy products) and Canadian requirements for manufactured dairy products (butter, cheese, ice cream, yoghurt, skim milk powder, condensed milk, etcetera).

Since its establishment in the early 1970s, Canada's comprehensive national supply management system has met its objective to bring stability to the industry. The erratic fluctuations of the '50s and '60s which resulted in unstable markets, uncertain supplies and highly variable producer and processor revenues are now things of the past.

The quota policies established by the dairy-producing provinces have enabled farmers to adjust the size of their enterprises by a variety of methods. Processors have likewise been able to rationalize the growth and development of their businesses and have provided consumers with a reliable supply of high-quality dairy products at affordable prices.

The effectiveness of Canada's dairy program is often cited as a good example in countries which continue to be plagued by excess production and large-scale surpluses.

COMPONENTS OF NATIONAL MARKET SHARING QUOTA (MSQ)

Example: Actual Figures July 31, 1986

	Hectolitres of milk	Kilograms of butterfat
	(millions)	
Domestic Requirements = Domestic Consumption of Dairy Products ¹	44.9	161.693
Special Export Program	1.7	6.214
TOTAL CANADIAN REQUIREMENTS	46.6	167.907

¹Includes historical cheese exports to the U.S. and EEC under quota and also takes into account cheese imports and the skim-off fluid milk.

PRODUCTION OF INDUSTRIAL MILK AND CREAM
(thousand kilograms of butterfat)

		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Quebec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	CANADA
1981/82	Fl./Ind. ¹	777	2,140	1,833	37,640	44,849	5,441	2,614	7,794	5,988	109,076
	Ind. ²	2,617	245	296	46,715	9,755	1,140	1,669	3,303	129	65,866
	Total	3,394	2,385	2,129	84,355	54,604	6,581	4,283	11,094	6,117	174,942
1982/83	Fl./Ind. ¹	747	1,963	1,883	40,661	45,524	5,477	3,049	8,247	6,124	113,675
	Ind. ²	2,538	249	269	42,964	9,205	1,215	1,318	2,894	123	60,775
	Total	3,285	2,212	2,152	83,625	54,729	6,692	4,367	11,141	6,247	174,450
1983/84	Fl./Ind. ¹	718	1,945	1,986	41,809	46,369	5,555	3,395	8,657	6,216	116,650
	Ind. ²	2,515	235	248	40,223	8,391	1,207	1,183	2,711	53	56,766
	Total	3,223	2,180	2,234	82,032	54,760	6,762	4,578	11,368	6,269	173,406
1984/85	Fl./Ind. ¹	740	1,955	2,040	44,142	46,372	5,586	3,493	8,982	6,520	119,830
	Ind. ²	2,369	235	223	37,878	7,583	1,153	963	2,581	73	53,058
	Total	3,109	2,190	2,263	82,020	53,955	6,739	4,456	11,563	6,593	172,888
1985/86	Fl./Ind. ¹	892	1,955	1,992	45,449	46,431	5,349	3,531	9,101	6,246	120,946
	Ind. ²	2,286	220	208	33,963	7,034	1,123	755	2,259	64	47,912
	Total	3,178	2,175	2,200	79,412	53,465	6,472	4,286	11,360	6,310	168,858

¹"Fluid/Industrial": dairy farmers shipping to both the fluid and industrial milk markets.

²"Industrial": dairy farmers shipping industrial milk and/or cream.

SEASONAL DISTRIBUTION OF MILK PRODUCTION BETWEEN SUMMER AND WINTER MONTHS
All milk and cream (fluid and industrial) (percentage)

		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Quebec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	CANADA
1981/82	S	57.4	51.0	52.2	57.2	53.0	52.2	53.1	51.5	49.9	54.3
	W	42.6	49.0	47.8	42.8	47.0	47.8	46.9	48.5	50.1	45.7
1982/83	S	58.7	51.2	53.4	56.1	53.1	52.0	52.8	52.1	49.8	54.0
	W	41.3	48.8	46.6	43.9	46.9	48.0	47.2	47.9	50.2	46.0
1983/84	S	56.6	49.7	51.6	54.9	51.5	50.7	51.8	50.8	48.9	52.6
	W	43.4	50.3	48.4	45.1	48.5	49.3	48.2	49.2	51.1	47.4
1984/85	S	56.9	50.5	53.3	55.1	52.1	50.2	51.5	51.2	49.4	53.0
	W	43.1	49.5	46.7	44.9	47.9	49.8	48.5	48.8	50.6	47.0
1985/86	S	56.9	54.8	57.6	56.3	54.1	52.2	52.9	53.5	51.6	55.0
	W	43.1	45.2	42.4	43.7	45.9	47.8	47.1	46.5	48.4	45.0

S — Summer — April to September

W — Winter — October to March

TARGET RETURNS FOR INDUSTRIAL MILK AND CREAM

DURING the year, the national Target Returns for industrial milk, as established by the Target Returns Adjustment Formula on August 16, 1985, was \$45.68 per hectolitre of milk containing 3.6 kg of butterfat. Current government policy is that there will be no more than three changes to the Target Returns level during a dairy year. Changes must be of at least 2 per cent in magnitude and be made at three-month intervals with no change during the last three months of the year. The Target Returns Formula is presently under review.

TARGET RETURNS, ASSUMED MARKET RETURNS AND FEDERAL SUBSIDY

(dollars per hectolitre of milk)

		Assumed market returns ¹ through price support program	+	Federal subsidy	=	Target Returns level for milk producers
1981	January 1	29.67		6.03		35.70
	April 1	30.58		6.03		36.61
	August 1	32.03		6.03		38.06
1982	January 1	33.58		6.03		39.61
	April 1	33.58		6.03		39.61
	August 1	34.99		6.03		41.02
1983	January 1	35.57		6.03		41.40
	April 1	35.63		6.03		41.66
	August 1	36.77		6.03		42.80
1984	January 1	37.15		6.03		43.18
	April 1	37.80		6.03		43.83
	August 1	38.62		6.03		44.65
1985	August 16	39.65		6.03		45.68
1986	August 1	40.45		6.03		46.48

¹Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder excluding an allowance for a processing margin.



Modern milking parlour, courtesy of Mr. J. Waardenberg, B.C

How the Returns Adjustment Formula Is Applied

The Returns Adjustment Formula is a method of measuring changes in the cost of producing industrial milk and cream. The formula has three parts:

- 1) The index of Cash Input Prices comprises 45 per cent of the formula. This index represents various costs a dairy farmer incurs in running his business and is used as a proxy to measure changes in the cash costs;
- 2) The Consumer Price Index comprises 35 per cent of the formula. This index is used as a proxy to measure changes in dairy farmers' earnings and labour;
- 3) The "judgmental factor" is used to reflect producers' investment costs. It has remained at \$5.00 per hectolitre since it was first established in 1975 and is not indexed. While it originally constituted 20 per cent of the final formula, it now represents about 11 per cent since the first two components have been indexed upwards over time.

RETURNS ADJUSTMENT FORMULA COMPONENTS¹

45%	Index of the Dairy Cash Input by quarter, 1982 to 1986 (1970-72 = 100)						Weights in the Index of Cash Input Prices	
		1982	1983	1984	1985	1986	Cash Costs ²	% Weights
	I	276.9	282.0	303.1	302.3	305.3	16 % Dairy Ration	13.4
	II	281.0	289.7	304.6	305.3	301.2	Other materials and services index	7.8
	III	282.0	291.2	305.6	303.6	—	Hired farm labour	6.6
	IV	277.7	297.6	299.6	298.6	—	Machinery repairs	3.1
							Fertilizer	3.1
35%	Consumer Price Index (1981 = 100)						Property taxes	2.8
		1982	1983	1984	1985	1986	Petroleum products	2.0
	I	106.7	114.8	120.8	125.2	130.5	Seed	1.9
	II	110.0	116.4	121.8	126.6	131.6	Electricity	1.9
	III	112.3	118.3	122.9	127.8	—	Building repairs	1.4
	IV	114.1	119.3	123.8	128.9	—	Artificial insemination	.6
							Custom work	.4
20%	Judgmental factor used to reflect producers' investment costs. It has remained at \$5.00 per hectolitre as set in 1975 and is not indexed.						Total cash cost items	45.0

¹Base: The \$25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.
²Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.

DURING 1985-86, the government paid a direct subsidy to producers of industrial milk and cream used for domestic requirements and on 1.1 million hectolitres of milk under the Special Export Quota.

The subsidy rate for 1985-86 was maintained at \$6.03 per hectolitre on milk containing 3.6 kilograms of butterfat, or \$1.675 per kilogram of butterfat. This has remained unchanged for the last nine years and, for the 1985-86 year, represents 13.2 per cent of the Target Returns level, compared to about 24 per cent in 1975.

Although payments are made directly to farmers, this support is regarded as a consumer subsidy because of its effect in lowering retail prices for all dairy products. Otherwise an equivalent amount would have to come from increased product prices if farmers are to be able to cover their costs and stay in business. As this payment of the federal subsidy is part of the target price used to pay producers of industrial milk and cream, it is therefore an integral part of the system in place to stabilize producer prices.

During 1985-86, the subsidy was paid each month on industrial milk and cream deliveries within 95 per

cent of the market sharing quotas. At year end, the payout was adjusted upwards, subsidizing in total for the year 161.599 million kilograms of butterfat (44.88 million hectolitres of milk) for domestic requirements, and 3.960 million kilograms of butterfat (equivalent to 1.1 million hectolitres of milk containing 3.6 kilograms of butterfat) from milk produced under the export quotas.

Total payments for the year amounted to \$277.3 million. The average subsidy to milk producers was \$7,700 while that for cream was \$1,500.

DAIRY FARMERS WHO SHIPPED INDUSTRIAL MILK AND CREAM

		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Quebec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	CANADA
1981/82	Fl./Ind. ¹	140	669	547	8,481	10,154	1,291	730	1,530	1,118	24,660
	Ind. ²	519	4	0	12,004	1,598	1	140	360	23	14,649
	Cream ³	327	286	362	49	2,719	2,586	3,578	3,314	37	13,258
	Total	986	959	909	20,534	14,471	3,878	4,448	5,204	1,178	52,567
1982/83	Fl./Ind. ¹	140	650	546	8,551	10,025	1,231	756	1,509	1,115	24,523
	Ind. ²	514	2	—	11,260	1,458	—	106	332	16	13,688
	Cream ³	296	254	318	39	2,617	2,539	2,815	2,814	33	11,725
	Total	950	906	864	19,850	14,100	3,770	3,677	4,655	1,164	49,936
1983/84	Fl./Ind. ¹	140	636	526	8,759	9,910	1,234	753	1,455	1,086	24,499
	Ind. ²	504	1	0	10,420	1,280	0	81	305	9	12,600
	Cream ³	275	213	261	31	2,412	2,148	2,256	2,140	24	9,760
	Total	919	850	787	19,210	13,602	3,382	3,090	3,900	1,119	46,859
1984/85	Fl./Ind. ¹	152	625	532	9,009	9,817	1,199	776	1,427	1,071	24,608
	Ind. ²	468	0	0	9,560	1,073	0	54	280	9	11,444
	Cream ³	256	211	238	25	2,244	1,859	1,970	1,763	9	8,575
	Total	876	836	770	18,594	13,134	3,058	2,800	3,470	1,088	44,627
1985/86	Fl./Ind. ¹	153	602	517	9,294	9,612	1,158	787	1,392	1,058	24,583
	Ind. ²	433	—	—	8,604	919	—	35	236	5	10,232
	Cream ³	234	194	199	18	2,111	1,649	1,712	1,391	2	7,510
	Total	830	796	716	17,916	12,642	2,807	2,534	3,019	1,065	42,325

¹"Fluid/Industrial": dairy farmers shipping to both the fluid and industrial milk markets.

²"Industrial": dairy farmers shipping industrial milk and/or cream.

³"Cream": dairy farmers shipping farm-separated cream.

**SUBSIDY PAID TO DAIRY FARMERS
ON INDUSTRIAL MILK AND CREAM¹**
(thousands of dollars)

	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86
Prince Edward Island	\$ 5,145	\$ 5,350	\$ 5,394	\$ 5,206	\$ 5,215
Nova Scotia	3,434	3,493	3,574	3,578	3,483
New Brunswick	3,465	3,632	3,758	3,780	3,632
Quebec	130,261	132,470	136,316	135,611	132,004
Ontario	85,086	89,171	90,438	89,996	86,227
Manitoba	10,230	10,684	11,047	11,044	10,759
Saskatchewan	6,819	7,291	7,392	7,388	7,199
Alberta	17,652	18,706	18,986	19,140	18,518
British Columbia	9,346	54 ²	46 ²	7,869 ²	10,274
TOTAL	\$271,438	\$270,851	\$276,951	\$283,612	\$277,311

¹Includes subsidy paid on 1.1 million hectolitres of milk for the Special Export Program in 1985/86 and on 2.2 million hectolitres in each of the previous three years for those provinces participating in the program.

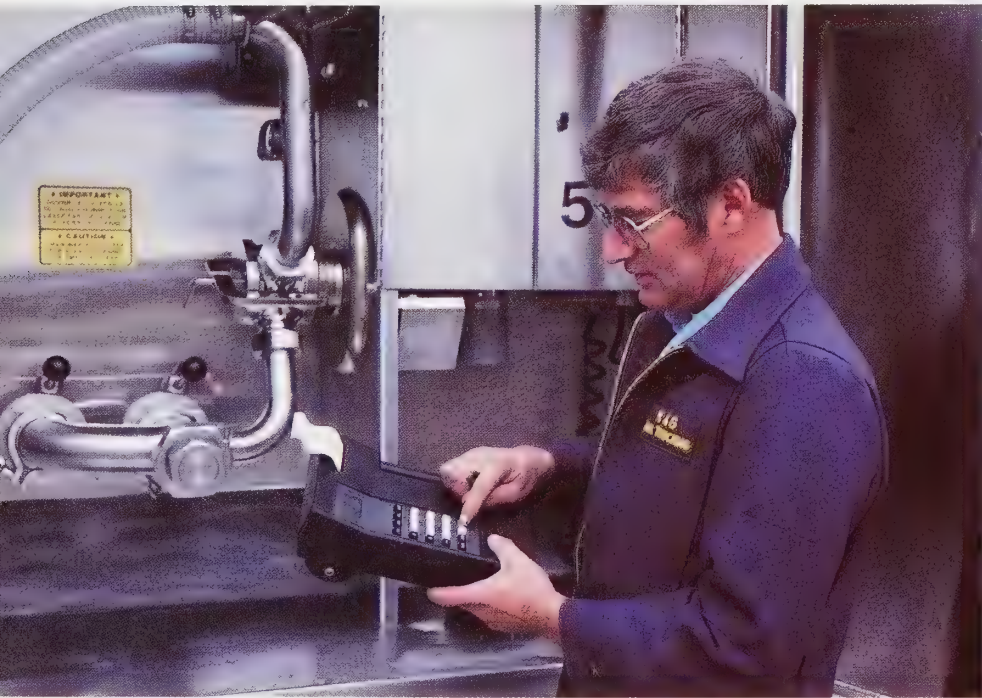
²The amounts shown do not include \$2.6 million in 1984-85, \$10.1 million in 1983-84, and \$8.5 million in 1982-83 in subsidy pertaining to British Columbia milk shippers because the amounts were applied against levy receivable from that province.

TOTAL SUBSIDY PAID

	Canadian Require- ments (million hectolitres)	Export Program	Government of Canada Subsidy Payments (thousands of dollars)
1981-82	42.8	2.2	\$271,438
1982-83	44.2	2.2	\$270,851 ¹
1983-84	45.4	2.2	\$276,951 ¹
1984-85	45.3	2.2	\$283,612 ¹
1985-86	44.9	1.7	\$277,311

¹Does not include subsidy payable to British Columbia producers which was transferred to the export account as that province had withdrawn from the national system in 1982 but rejoined in November 1984. Credits applicable to each dairy year are as follows:

1982-83 — \$ 8.5 million
1983-84 — \$10.1 million
1984-85 — \$ 2.6 million



Unique hand-held computer, courtesy of the New Brunswick Milk Marketing Board

Dairy Product Price Support Program

AS IN PREVIOUS years, the Commission continues to administer an "offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder at federal government-approved support prices. These floor prices are used as a guide by provincial milk marketing boards and agencies when setting price levels for various uses of milk in their provinces. The Commission's support prices therefore influence wholesale prices for all dairy products in Canada.

Volumes of Butter and Skim Milk Powder Handled

During the year, the Commission purchased 13.2 million kilograms of butter while sales to manufacturers totalled 16.4 million kilograms, leaving a closing inventory of 19.3 million kilograms. The Commission's direct purchases of skim milk powder were 63.4 million kilograms during the year, exports were 69.9 million kilograms and the closing inventory was 13.6 million kilograms as of July 31, 1986.

Cheddar Cheese

The Commission has for some years considered it unnecessary to purchase cheddar cheese in order to support the Target Returns for milk, as the market price for this product is being maintained considerably above the support level.

Carrying Charges

For a number of years the federal government paid the carrying charges associated with financing the purchase, handling and storage of butter and skim milk powder derived from milk used to meet domestic requirements (on a butter-fat basis) for manufactured dairy products. Since 1982, producers have been responsible for the carry-

ing charges associated with the production of butter which is surplus to domestic requirements and since August 1, 1986, skim milk powder costs above \$10 million.

In January 1986, the federal government announced it would no longer fund any carrying charges on butter, commencing April 1, 1986. For the period April 1 to July 31, 1986, producers agreed to finance butter carrying charges, of approximately \$2.8 million,

provided that alternate financing measures would be developed for the ensuing dairy year.

On April 2, 1986, following comprehensive consultations with the National Dairy Council and the Dairy Farmers of Canada, the Commission extended its program of transportation assistance to direct sales of solid packed butter. The Commission also modified the offer-to-purchase program in other ways so as to reduce the cost of marketing.

SUPPORT PRICE STRUCTURE

The relationship of federal support prices for butter and skim milk powder to the Target Returns Level or Price for industrial milk. Offer-to-purchase support prices as of August 1, 1985:

BUTTER		
Federal support price per kilo	\$4.929	
Amount of butter in one hectolitre of milk	× 4.32	
	\$21.29 ↗	21.29
SKIM MILK POWDER		
Federal support price per kilo	\$2.922	
Amount of skim milk powder in one hectolitre of milk	× 8.24	
	\$24.08 ↗	+ 24.08
MARKET PRICE GUARANTEE (per hectolitre)		\$45.37
Assumed Processors' Margin (per hectolitre)		- 5.72
ESTIMATED PRODUCERS MARKET RETURNS (per hectolitre)		\$39.65 ↗ 39.65
Direct Subsidy (per hectolitre)		+ 6.03
GOVERNMENT OF CANADA TARGET RETURNS LEVEL (per hectolitre)		\$45.68



Computerized control panel, courtesy of Delisle Food Products

MARKETING ACTIVITIES OF THE CDC UNDER THE DAIRY PRODUCT PRICE SUPPORT PROGRAM
(millions of kilograms)

	Purchases	Sales	Stocks at year-end	Imports
Butter				
1981/82	35.10	20.60	28.83	—
1982/83	21.30	19.80	30.33	—
1983/84	26.60	28.00	28.93	—
1984/85	23.50	29.50	22.50	—
1985/86	13.20	16.40	19.30	—
Skim milk powder				
1981/82	115.20	93.60	51.44	—
1982/83	105.60	141.60	15.44	—
1983/84	82.00	78.20	18.99	—
1984/85	76.90	75.80	20.09	—
1985/86	63.40	69.90	13.59	—

CDC Offer-to-purchase Program

The Commission administers an "Offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder, enabling it to buy these products from manufacturers at prices based on the Target Returns level. Supporting the price of both butter and skim milk powder in the marketplace provides a mechanism whereby processors pay producers a sufficient return which, when added to the federal direct subsidy payment, should provide producers with the calculated Target Returns for industrial milk and cream production. Establishing Target Returns is simply the setting of a dollar amount for a specific quantity of milk (expressed in hectolitres), at a specific butterfat content.

The program has two other advantages. It provides the means for provincial milk marketing agencies to use federal support prices as a guide to their own pricing levels for various uses of industrial milk and cream. Secondly, it enables the Commission to hold butter stocks in reserve, thus ensuring an even and plentiful supply of butter at all times.

FEDERAL SUPPORT PRICES FOR BUTTER AND SKIM MILK POWDER
(dollars per kilogram)

Effective Date	Butter	Skim milk powder
1981 Jan. 1	3.63	2.20
April 1	3.78	2.28
Aug. 1	3.95	2.37
1982 Jan. 1	4.13	2.46
April 1	4.17	2.50
Aug. 1	4.33	2.59
1983 Jan. 1	4.38	2.61
April 1	4.42	2.65
Aug. 1	4.55	2.72
1984 Jan. 1	4.60	2.74
April 1	4.71	2.79
Aug. 1	4.78	2.85
1985 Aug. 16	4.929	2.922

THE supply of industrial milk and cream in Canada is managed so that domestic and export requirements for manufactured dairy products are met while costly surplus production is avoided. To this end, Canada regulates imports of dairy products so that the Canadian supply is not undermined by imports which are, in many instances, heavily subsidized by foreign governments. The measures Canada uses to control imports of dairy products have been accepted by Canada's trading partners in the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT).

Controls on imports of dairy products are exercised under provisions of the *Export and Import Permits Act* which is administered by the Department of External Affairs. These provisions allow imports of a limited volume of cheese up to 20,400 tonnes annually, 907,000 kilograms of buttermilk powder from New Zealand and certain other dairy products which are not produced, or which might be in temporary short supply, in Canada.

Canadians are becoming more diversified in their cheese tastes. Since the mid-1940s, largely due to the influx of new Canadians, cheese preferences in Canada have changed. Initially, imports of many European varieties filled this demand. Recently, however, domestic processors have improved their manufacturing techniques so that many varieties, previously imported, are now manufactured in Canada. As a result, milk producers and cheese processors have, for some time, advocated a reduction to the cheese import quota. This would bring Canadian imports closer to the import levels permitted by the United States and the European Economic Community on a

per capita consumption basis. In this regard, the Canadian dairy industry noted with some satisfaction the announcement by the federal government in the long-term dairy policy that the government would seek a better balance of trade in cheese when the forthcoming Multilateral Trade Negotiations get underway.

Two important initiatives on dairy product import controls were introduced this past year. Firstly, products which are blends or mixtures of at least fifty per cent dairy products became subject to import control. This action, which was initiated by the Commission, seems to have effectively closed a loophole

in import regulations which was being exploited to the detriment of Canadian producers of dairy products. The situation regarding imports of these products is being monitored closely and the Commission will propose further action if necessary.

Secondly, the Department of External Affairs has undertaken a comprehensive review of the import procedures as they apply to imports of products subject to import control. At this time, a consultant's report and industry comments are being studied. The report will form the basis for any future administrative changes which may be appropriate.

IMPORTED CHEESE AS A PERCENTAGE OF DOMESTIC DISAPPEARANCE





DURING 1985-86, world prices for dairy products remained low and as a result the Commission's export activities dropped slightly.

Huge inventories of surplus butter and skim milk powder on the world market, particularly in the European Economic Community (EEC) and to a lesser extent the United States and New Zealand, and continuing high levels of excess milk production in the EEC are an on-going concern to modest exporters such as Canada. Although efforts have been taken in both the EEC and the U.S. to reduce milk production, the effects have not yet had an impact on the surplus stock levels.

On the demand side, the low international prices for oil, the devaluation of various currencies and inflation continue to restrict the buying power of Canada's major customers for dairy product exports. These factors have not only caused a reduction in the

volumes purchased by some of our customers but also a change in the type of whole milk dairy products purchased, i.e. from higher-cost evaporated milks to whole milk powders.

In order to reduce butter inventories held by the CDC, the Commission increased its exports of whole milk products for the year. This was the result of a decision of the Canadian Milk Supply Management Committee to provide funding to bring the butter inventory more in line with what is considered necessary to meet annual domestic butter needs.

Skim Milk Powder

In 1985-86, the Commission's direct exports of skim milk powder dropped by 7.8 per cent to 69,900 metric tonnes. The drop occurred as a result of a 17.6 per cent reduction in skim milk powder purchases to 63,400 tonnes compared to 76,900 tonnes in 1984-85. The reduced purchases were due to lower production, a change in the type of dairy products exported and continued

DISPOSITION OF SKIM MILK POWDER (thousand tonnes)

Export sales in the form of
skim milk powder

MEXICO	27.5
CIDA	19.8
PERU	9.0
ALGERIA	4.0
UNITED STATES in bond market	2.9
PHILIPPINES	0.7
OTHERS	6.0
	69.9

Volumes of skim milk powder
sold for:

ANIMAL FEED (domestic)	11.9
BABY FOOD (export)	1.9
MILK BREAD (domestic)	0.2
	14.0

Volumes of skim milk powder
exported in the form of whole
milk products in order to
reduce surplus butter stocks

11.8

strong growth in skim milk powder usage in the domestic animal feed market. The Commission was able to obtain improved returns over the year to about \$770 U.S. per metric tonne, FAS Canadian ports. This compares to prices in the range of \$650-\$700 U.S. in the previous year.

Mexico continues to be Canada's best customer with purchases of 27,550 tonnes of skim milk powder in 1985-86. The Canadian International Development Agency (CIDA) purchased 19,800 tonnes for Canada's food aid programs. Other important customers were Peru, Algeria and a host of smaller importers who continued their regular purchases from Canada through Canadian private traders. The disposition of skim milk powder other than for normal domestic use is shown in the table on the left.

Butter

With world market prices for butter often lower than the GATT minimum of \$1,000 U.S. per tonne, the Commission only exported 418 tonnes in 1985-86. The reduction in the Commission's butter stocks from 22.5 million kilograms in the previous year to 19.3 million kilograms at July 31, 1986 was achieved by additional exports of whole milk products while meeting domestic needs from Commission stocks.

Evaporated Milk

A general shift by major dairy importing countries from higher cost evaporated milks to more economical whole milk powders contributed to a drop of about 42 per cent in the Commission's evaporated milk exports to 4.1 million cases. Major customers continue to be Algeria and Libya. Shipments to Nigeria were down substantially.

Whole Milk Powder

Dwindling international markets for evaporated milk are being offset by new whole milk powder exports. While the exports of 5 million kilograms in 1985-86 were down 14.2 per cent from 1984-85 levels, returns on this product on a whole milk basis are better than the exports of cheese. Hence the Commission will continue to concentrate its efforts on marketing this product.

Dairy Product Assistance Program

Canadian exports are made either directly by the Commission, by Canadian traders, or through the Commission's Export Assistance Program. In the latter case, the

Commission provides financial assistance for semi-finished or finished products including dairy ingredients exported by Canadian traders on the basis of comparable returns for direct exports on a government-to-government basis or through Canadian traders.

In 1985-86, 58 Canadian traders from five provinces participated in the Commission's various export programs. In this manner exporters and processors are encouraged to develop export market sales direct to foreign clients. There can also be some saving on interest, storage and transportation which the Commission would otherwise have incurred. The total export value of Canadian dairy products in 1985-86 exceeded \$185 million.

CHEESE EXPORTS (tonnes)

	Dairy Year 1985/86	Calendar Year 1985
Aged Cheddar		
Cheese to:		
United Kingdom	2,792	3,100
United States	854	551
Other Countries	6,433	5,492
Other Cheese to:		
United States	1,262	1,313
Other Countries	519	501
TOTAL EXPORTS	11,860	10,957

CHEESE IMPORTS (tonnes)

	Dairy Year 1985/86	Calendar Year 1985
All varieties from:		
European Economic Community (EEC)	10,845	10,966
Non-EEC	10,051	9,727
TOTAL IMPORTS	20,896	20,693



Loading of evaporated milk for shipment to off-shore markets

IN ADDITION to its basic industrial milk price support activities, described elsewhere in this report, the Commission uses its unique position in the dairy industry to research and promote opportunities in the domestic market where a nation-wide approach can best increase the quantity, quality and diversity of dairy products available to Canadian consumers. Such activity is complementary to work conducted by Agriculture Canada and the individual marketing efforts of other industry participants.

For example, for many years the Commission has urged the dairy industry to consider making major investments to regain several domestic markets which formerly used large quantities of dairy ingredients. To re-enter these selected markets, incentives such as promotional discounts and other introductory assistance may be required. This approach has the potential to yield greater returns to farmers compared to simply continuing to export equivalent volumes as surpluses. In the case of skim milk powder, increased domestic use also reduces costs to government for interest, storage and transport.

The most successful effort to date has been the Animal Feed Assistance Program which was developed with the support of the CMSMC and is administered by the Commission. Under this program, non-fat skim milk solids are used in animal feeds, primarily for the rejuvenated milk-fed veal industry. Recent growth in domestic white veal consumption

has contributed to an increase in the use of skim milk powder for this purpose of over 60 per cent a year in each of the last three years. In 1985-86, this amounted to 11.9 thousand metric tonnes or 12 per cent of Canadian skim milk powder production. It saved the federal government about \$1 million in carrying charges and provided farmers with a strong market for surplus dairy calves and higher revenue for their skim milk powder than could be achieved from exporting equivalent volumes of skim milk powder.

In 1985, farmers agreed to fund promotional incentives and to provide a price discount for skim milk powder to test-market the reintroduction of skim milk powder in bread, specifically a "Milk Bread". The successful 1985-86 launch in Quebec led to the 1986 CMSMC agreement for a three-year \$5.9 million expansion to the rest of

Canada. While the total skim milk powder consumption in Milk Bread will be more modest than the Animal Feed Assistance Program — likely just over a thousand tonnes per annum — eventually the returns per kilogram after promotion costs should be better. In addition, the impact of the "milk" aspect of the promotional activity improves the overall consumer visibility of all dairy products.

This year it was also decided to fund a special offer of non-fat skim milk solids to processors who decide to begin casein production again in Canada. Several plants are now examining this option; production will probably come about in conjunction with the introduction of a wider range of specialty dairy ingredients for domestic and export use.

The table on the following page illustrates the per capita consumption trends of major dairy product groups.



Computerized and automated central control centre, courtesy of Saputo Cheeses

Domestic Marketing

The future will bring a greater coordinated effort by the Commission and Agriculture Canada to work with the industry on opportunities to expand existing markets and develop new ones. This work will focus on areas such as dairy desserts, dairy ingredients, frozen creams, specialty cheese, fractionated butter, chocolate crumb, the production of casein and its by-products, and the application of new processing technology.

PER CAPITA DISAPPEARANCE³ (CONSUMPTION) OF DAIRY PRODUCTS IN CANADA, 1975-1985

	Fluid or table milk & cream	Butter	Cheddar ¹ cheese	Processed ² cheese	Specialty ¹ cheese	Total cheese	Evaporated whole milk	Condensed whole milk	Skim milk powder	Cottage cheese	Ice cream	Yogurt
	<i>Litres</i>	<i>Kilograms</i>									<i>Litres</i>	
1975	101.25	5.25	1.79	1.87	2.46	6.12	3.74	0.31	2.09	1.02	12.59	0.72
1976	103.25	5.08	1.69	1.96	2.69	6.34	3.71	0.29	2.79	1.07	12.18	0.89
1977	104.95	4.59	1.39	2.01	2.96	6.36	3.95	0.35	3.50	1.11	12.50	1.18
1978	106.63	4.56	1.34	2.17	3.29	6.80	4.32	0.37	0.41	1.12	12.22	1.68
1979	109.54	4.45	1.78	2.05	3.49	7.32	2.47	0.38	2.18	1.14	12.94	1.69
1980	109.86	4.52	1.79	2.14	3.56	7.49	2.20	0.53	1.80	1.25	12.96	1.69
1981	109.25	4.43	1.76	2.18	3.74	7.68	2.17	0.51	1.99	1.28	12.80	1.67
1982	109.02	4.28	1.44	2.20	3.96	7.60	2.49	0.46	2.41	1.21	12.31	1.73
1983	108.43	4.36	1.47	2.21	3.91	7.59	2.91	0.55	1.75	1.22	12.51	1.89
1984	108.10	4.26	1.72	2.08	4.29	8.09	1.48	0.53	2.51	1.22	11.98	2.12
1985	106.93	4.02	2.11	2.00	4.62	8.73	2.46	0.53	1.84	1.34	12.22	2.41

¹Does not include cheese used in "processed cheese."

²Cheese equivalent of processed cheese (assumed to be 73% cheese by volume). Starting in 1975, 95% assumed to be of cheddar, and the balance of variety

³Per capita disappearance based on population, July 1st.

Sources: Statistics Canada, Agriculture Canada

IN ACCORDANCE with the provisions of the National Milk Marketing Plan, Canadian dairy farmers finance the cost of disposing any dairy production not needed for domestic consumption. For 1985-86, the Canadian Milk Supply Management Committee agreed that there should be a three-tier levy system.

An *in-quota levy* is used to defray the cost of the disposal of milk powder which is surplus to domestic consumption and certain other marketing activities.

An *export-quota levy* is used to finance planned exports of whole milk products.

An *over-quota levy* covers disposal costs for any milk production above

an individual producer's M.S.Q., if the milk is not needed to satisfy domestic requirements. This is done after credits are made at year-end for under-utilization of quota, if any, on a provincial basis. Because of different provincial quota policies, the application to producers may vary from province to province.

The Milk Supply Management Committee establishes levy rates on August 1 of each year after reviewing a marketing forecast prepared by the Commission. The Committee reviews the marketing operations at each of its meetings and will adjust levy rates at mid-year if it feels that changes are warranted.

On August 1, 1985, the Committee established the in-quota levy at \$5.14 per hectolitre, the export quota at \$29.73 per hectolitre, and the over-quota levy at \$38.00 per hectolitre. No changes to these rates were made during the year.

Levy funds are collected by provincial marketing boards and agencies through deductions from milk producer payments and are remitted to the Commission on a monthly basis. The in-quota levy on industrial milk and cream production for 1985-86 amounted to \$222.4 million, of which \$7.9 million was contributed from fluid milk production. The export quota levy totalled \$42.1 million, and \$14.8 million was paid on over-quota milk production.

LEVY RATES (dollars per hectolitre of milk)

Dairy year		In quota ³	Export ^{1,4}	Skim off ²	Over quota
1981/82	August 1	3.05	0.25	0.30	17.13
	April 1	3.05	0.25	0.30	20.21
1982/83	August 1	4.07	0.33	0.30	20.21
	January 1	4.70	0.44	0.30	27.95
1983/84	August 1	4.57	0.57	0.30	31.79
1984/85	August 1	5.10	0.65	0.30	34.38
	January 1	5.27	1.00	0.30	37.70
1985/86	August 1	5.14	29.73	0.30	38.00

¹Introduced in 1979/80.

²Introduced in 1977/78.

³Since 1982, one third of the special export levy is incorporated into the in-quota levy rate.

⁴Since 1982, the export quota-levy covers only two thirds of the costs; one third is incorporated into the in-quota levy rate.

LEVIES REMITTED TO THE CDC BY PROVINCES (thousands of dollars)

	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86
Prince Edward Island	\$ 3,428	\$ 4,664	\$ 4,067	\$ 3,719	\$ 4,801
Nova Scotia	3,209	3,680	3,168	3,792	4,067
New Brunswick	1,722	2,663	2,932	3,580	3,458
Quebec	85,929	139,391	117,605	134,697	129,766
Ontario	50,308	88,133	80,788	84,410	90,775
Manitoba	5,157	9,032	8,618	9,750	9,016
Saskatchewan	3,000	5,324	6,431	6,219	6,068
Alberta	8,715	14,212	15,203	18,112	19,387
British Columbia	8,447	3,741	1,489	11,039	11,932
TOTAL	\$169,915 ²	\$270,840 ^{1,2}	\$240,301 ^{1,2}	\$282,217 ^{1,2}	\$279,270 ²

¹This does not include levies amounting to \$2.6 million in 1984-85, \$10.1 million in 1983-84, and \$8.5 million in 1982-83, pertaining to British Columbia which were offset against subsidy payable of the same amount.

²This includes producer contributions on fluid milk (skim off levy). The amounts of levies on industrial milk and the contribution for fluid milk are shown in Schedules C and D of the financial statements.

CONSULTATIVE COMMITTEE TO THE CANADIAN DAIRY COMMISSION

THE Consultative Committee advises the Canadian Dairy Commission on matters relating to the domestic marketing of dairy products. The nine members of the Committee are appointed by the Minister of Agriculture and represent the interests of the consumer, retailer, processor and producer.

The Committee met twice during the year to discuss, among other things, the Commission's offer-to-purchase programs; import controls on dairy products, cheese marketing and distribution; the potential for increasing chocolate crumb manufacturing in Canada; and changes

in Agriculture Canada's inspection and grading programs.

Recommendations arising from the Committee's meetings focussed on the need for continued efforts to bring about a stricter application of dairy products import control measures, already in place, and adopt measures to stop the import of blends; the opportunity to achieve greater cost efficiencies in the Commission's marketing programs; and the opportunity to explore the market potential for additional chocolate crumb manufacturing facilities in Canada.

In addition, the Committee recommended to the Minister of

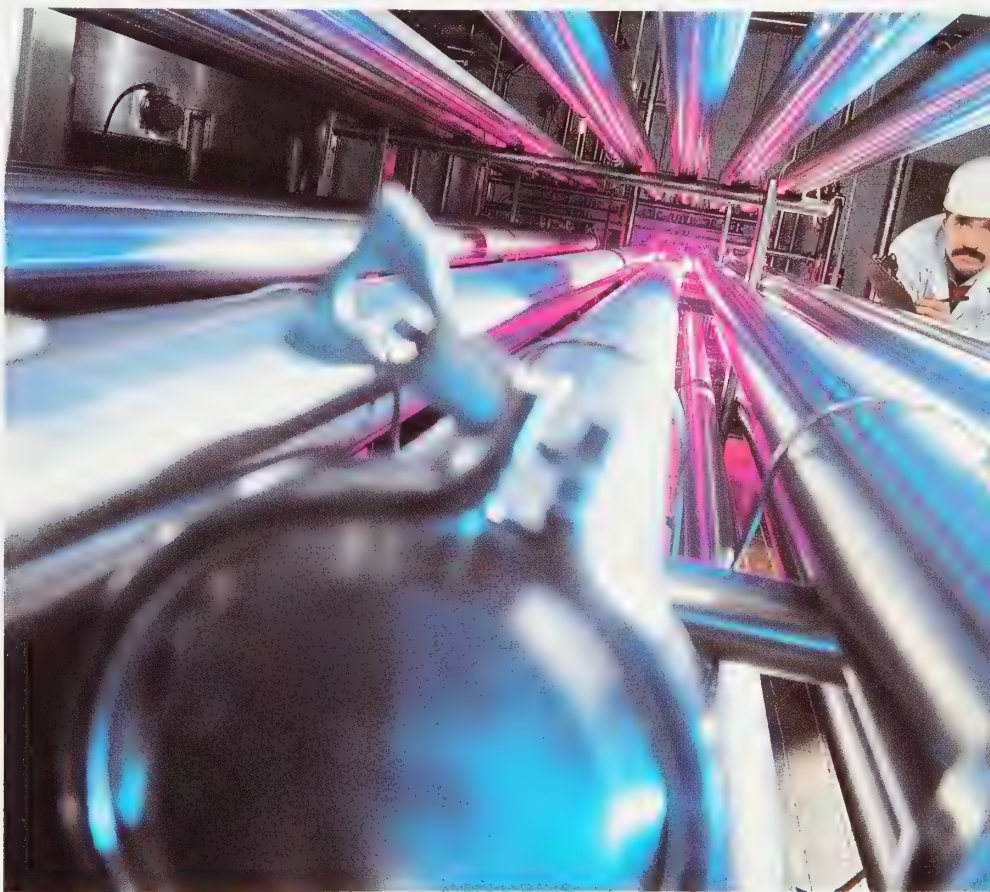
Agriculture that the dairy industry be directly involved in the upcoming Multilateral Trade and GATT negotiations.

Chairman:

Claude Chevalier

Members:

Victoria Billingsley
Jacques Boucher
Raynald Giroux
Neil Gray
Kenneth McKinnon (*left July 1986*)
Eugène Vallée
Raymond Lafrance
Gilbert Vienneau



Bank of ultra-filtration cylinders, courtesy of Saputo Cheeses



Charles Birchard



R. Erik Kramar



Paul Simard



Laval Pagé



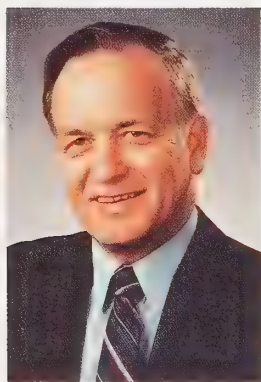
Jocelyn Comtois



Rowan Lalonde



Lorne Marcellus



Richard Labossière



Jean-Paul Fortin



Lyse Champagne

THERE are three Commissioners with a support staff of seventy-two. The Commission's offices are in Ottawa.

Commissioners

Chairman	Roch Morin ¹
Vice Chairman	Kenneth McKinnon ²
Commissioner	Clifford McIsaac

Senior Commission Personnel

Senior Policy Advisor	Charles Birchard
Chief Economist	R. Erik Kramar
Director, Finance	Paul Simard
Director, Internal Audit	Laval Pagé
Director, International Marketing	Jocelyn Comtois ³
Director, Domestic Marketing	Rowan Lalonde
Director, Marketing Operations	Lorne Marcellus
Director, Subsidy Operations	Richard Labossière
Director, Legal Services	Jean-Paul Fortin
Director, Information Services	Lyse Champagne ⁴

¹appointed July 1986, replacing Gilles Choquette

²appointed July 1986, replacing Elwood Hodgins

³appointed April 1986

⁴appointed January 1987, replacing Michel Poliquin

Operating Results

THE Commission's operations centre around a dairy support program and a marketing operations program. Therefore, two sets of operating statements have been prepared to account for the cost of operations and related financing. The dairy support program operations are financed by the Government of Canada through parliamentary appropriation while marketing operations are financed by the dairy producers of Canada.

Dairy Support Program

Financing provided by the Government of Canada for the dairy support program operations amounted to \$292.2 million for the current year compared to \$314.4 million for 1984-85. From these funds, \$277.3 million were used to finance payment of direct subsidies to dairy farmers; \$10.7 million were related to the price support program which includes interest on loans, storage, handling and transportation charges for the products

bought by the Commission under this program; and \$4.2 million was for administrative expenses. Thus, the overall government contribution decreased by \$22.2 million compared to the 1984-85 dairy year. The main reasons for lower expenses were a reduction in subsidy payments, elimination of the research fund, and the elimination of government financing for carrying charges on butter after April 1, 1986.

Marketing Operations

The statement of marketing operations highlights the costs incurred in disposing of surplus butter on the domestic market and of skim milk powder and whole milk products on the world market. The total disposal costs amounted to \$243.3 million compared to \$295.6 million in 1984-85, a decrease of \$52.3 million reflecting lower sales and inventories and higher sale prices.

The financial contributions from

provinces, collected in the form of levies from milk producers, amounted to \$279.3 million during the year compared to \$282.2 million for 1984-85.

The excess of financing over the cost of marketing operations during the year amounted to \$36 million compared to a deficiency of \$10.8 million for 1984-85.

Financial Position

There has been a decrease in trade accounts receivable from \$23.7 million at July 31, 1985 to \$21.5 million in the current year.

Accounts receivable from the Government of Canada have declined to \$54 million from \$82 million at July 31, 1985. The decrease of \$28 million is mainly due to lower dairy support program expenses.

The financial contributions receivable from provinces declined to \$94.4 million compared with \$107.5 million at July 31, 1985.



Lowering brie cheeses in a brine bath, courtesy of Agropur

MANAGEMENT is responsible for the preparation, presentation and consistency of the financial information contained in the Annual Report. The financial statements and accompanying notes, prepared in accordance with generally accepted accounting principles, are considered by management to fairly present the Commission's financial position and results of operation.

Management maintains the necessary system of internal controls to ensure that transactions are authorized, assets are safeguarded and proper records are kept. The controls are monitored by the Commission's internal auditors.

The Audit Committee meets to review Commission audit reports and discuss the implementation of suggested improvements of internal control.

The Commission's financial statements, accounting records and controls are independently audited by the Auditor General of Canada whose report is included herein.



Surface-ripened brie cheeses in curing room, courtesy of Agropur

Roch Morin

Roch Morin
President

Paul Simard

Paul Simard
Director of Finance

R EPORT to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1986.

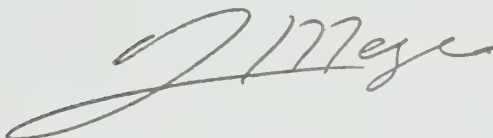
AUDITOR'S REPORT

To the Minister of Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1986 and the statements of dairy support program operations financed by Government of Canada and marketing operations and financing by producers for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Commission as at July 31, 1986 and the results of its operations for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Commission that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part XII of the Financial Administration Act and regulations, the Canadian Dairy Commission Act and the by-laws of the Commission.



D. Larry Meyers, F.C.A.
*Deputy Auditor General
for the Auditor General of Canada*

Ottawa, Canada
December 12, 1986


BALANCE SHEET
as at July 31, 1986

	1986	1985
	(in thousands of dollars)	
ASSETS		
Accounts receivable		
Trade	\$ 21,525	\$ 23,688
Government of Canada	53,940	81,981
Producer levies	94,387	107,515
Inventories (Note 3)	89,950	119,996
Prepaid expense	—	382
	\$ 259,802	\$ 333,562
LIABILITIES		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 34,067	\$ 28,827
Allowance for losses on purchase commitments (Note 4)	8,595	7,972
Subsidies payable to producers	53,887	58,164
Loans from Government of Canada (Note 5)	127,241	238,599
	223,790	333,562
FINANCING BY PRODUCERS		
Excess of financing over cost of marketing operations (Note 6)	36,012	—
	\$ 259,802	\$ 333,562

Approved:



Chairman



Vice-Chairman



Director of Finance

**STATEMENT OF DAIRY SUPPORT PROGRAM OPERATIONS
FINANCED BY GOVERNMENT OF CANADA**
for the year ended July 31, 1986

	1986	1985
	<i>(in thousands of dollars)</i>	
Subsidies to producers of industrial milk and cream <i>(Schedule A)</i>	\$ 277,311	\$ 283,612
Expenses related to marketing operations		
Interest	6,477	18,267
Storage	2,000	3,122
Freight	1,884	3,264
Handling	286	484
Miscellaneous	79	277
	10,726	25,414
Administrative expenses <i>(Schedule B)</i>	4,191	3,668
Research	—	1,661
Cost of dairy support program operations	\$ 292,228	\$ 314,355
Financing by Government of Canada <i>(Note 6)</i>		
Agricultural Stabilization Board	\$ 288,037	\$ 309,026
Parliamentary appropriation	4,119	5,177
Government departments which provided services without charge	72	152
	\$ 292,228	\$ 314,355

**STATEMENT OF MARKETING OPERATIONS AND
FINANCING BY PRODUCERS**
for the year ended July 31, 1986

	1986	1985
	<i>(in thousands of dollars)</i>	
Sales	\$ 230,520	\$ 338,916
Costs of goods sold	<u>401,654</u>	<u>578,766</u>
Loss on sales	<u>171,134</u>	<u>239,850</u>
Expenses and assistance		
Dairy product assistance	60,695	37,855
Carrying charges	4,648	10,554
Agents' commissions (Note 7)	3,517	5,690
Provision for doubtful accounts	2,300	2,300
Promotion	804	—
Capital assistance recoveries	(615)	(978)
Donation to Mexico and Ethiopia	416	290
Transport assistance	<u>359</u>	<u>—</u>
	<u>72,124</u>	<u>55,711</u>
Cost of marketing operations before financing	<u>243,258</u>	<u>295,561</u>
Financing by Producers' levies (Note 6)		
Industrial milk (Schedule C)	271,400	274,720
Fluid milk (Schedule D)	<u>7,870</u>	<u>7,497</u>
	<u>279,270</u>	<u>282,217</u>
Government of Canada	<u>—</u>	<u>2,564</u>
	<u>279,270</u>	<u>284,781</u>
Excess (deficiency) of financing over cost of marketing operations (Schedule E)	36,012	(10,780)
(Deficiency) at beginning of year	<u>—</u>	<u>(13,581)</u>
	36,012	(24,361)
Deficiency recoverable from producers	<u>—</u>	<u>24,361</u>
Excess of financing over cost of marketing operations at end of year (Note 6)	\$ 36,012	\$ Nil

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

July 31, 1986

1. The Commission

The Canadian Dairy Commission is a Crown corporation named in Schedule C, Part I of the Financial Administration Act and is not subject to the provisions of the Income Tax Act. The objectives of the Commission, as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67, are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality."

2. Significant accounting policies

Foreign currency translation

Each asset, liability, revenue or expense arising from a foreign currency transaction is translated into Canadian dollars at the exchange rate in effect at the date of transaction. Monetary items denominated in a foreign currency at the balance sheet date are adjusted to reflect the exchange rate in effect at that date. Any exchange loss or gain, arising on translation or settlement of a foreign currency item, is charged to marketing operations financed by producers. Unrealized gains and losses arising from the translation of long-term monetary items are deferred and amortized over the remaining lives of these items.

Inventories

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.

Fixed assets

Acquisitions of furniture and equipment are not significant and are charged to administrative expenses in the year of purchase.

Purchase of commitments

Losses on commitments to purchase skim milk powder at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices, which are usually higher than export prices, are charged to marketing operations financed by producers at the time the commitment is made.

3. Inventories

	1986	1985
	<i>(in thousands of dollars)</i>	
Cost		
Butter	\$ 93,063	\$ 106,559
Skim milk powder	39,692	57,257
Other dairy products	12,803	33,440
	<u>145,558</u>	<u>197,256</u>
Less allowance for write down		
Butter	24,749	23,457
Skim milk powder	26,468	38,798
Other dairy products	4,391	15,005
	<u>55,608</u>	<u>77,260</u>
	<u>\$ 89,950</u>	<u>\$ 119,996</u>

Inventories which are recorded at cost have been written down to their net realizable value as the prices of surplus dairy products are substantially lower on the world market than domestic support prices and costs. The decrease in the allowance for inventory write down has been credited to marketing operations (cost of goods sold) financed by producers.

4. Commitments

As at July 31, 1986, the Commission was committed to purchase butter and skim milk powder, produced prior to that date, at Canadian support prices and other dairy products at negotiated contract prices for approximately \$13.7 million (1985 — \$11.9 million). Losses which may result from these purchases at higher than export prices have been estimated at approximately \$8.6 million (1985 — \$7.9 million) requiring an increase in the allowance during the year of approximately \$0.7 million (1985 — decrease \$5.6 million) which has been charged to cost of goods sold on the statement of marketing operations and financing by producers.

5. Loans from Government of Canada

The loans are raised to finance the purchase of dairy products under the dairy support program. There are no specific terms of repayment. However, loans are repaid on a regular basis as and when funds are available. The Commission is allowed to borrow to a maximum of \$300 million. The interest is calculated on a simple basis and paid at the time of any principal repayment. The interest rates during the year varied from 8.125% to 11.875% (1985 — 9.375% to 12.375%)

Loan transactions are summarized as follows:

	1986	1985
	<i>(in thousands of dollars)</i>	
Balance at beginning of year	\$ 238,599	\$ 182,516
Borrowings	289,410	497,236
Repayments	(401,719)	(445,452)
Accrued interest at end of year	951	4,299
Balance at end of year	\$ 127,241	\$ 238,599

6. Financing

Government of Canada

The Agricultural Stabilization Board, through Vote 15, provides financing to the Commission for the benefit of producers for the purpose of stabilizing the price of industrial milk and cream. During the year ended July 31, 1986, financing for this purpose amounted to \$288 million.

Administrative expenses are financed by Agriculture Votes 40 and 55.

Producers

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, including all losses on special export production under the export quota program, and for marketing costs attributable to surplus production. These costs are financed through producer levies which are charged and collected by the provincial marketing boards and agencies and remitted to the Commission.

Interest expense and carrying charges associated with the purchase of butter and skim milk powder in excess of the Canadian requirement of butterfat are financed by producers.

Effective April 1, 1986 interest expense and carrying charges associated with the purchase of skim milk powder are being financed by the Government of Canada up to a maximum of \$10 million.

In accordance with Section 36 of the National Milk Marketing Plan, the treatment of any excess or deficiency of financing by producers in respect of marketing operations is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee. Subsequent to the year end, the Committee has decided that \$26 million of the \$36 million excess financing at July 31, 1986 will be refunded to provinces through credits to levy payments to the Commission commencing with the payments due in December 1986.

7. Agents' commissions

The Commission has used the services of sales agents for dairy products on the export market. Sales commissions were as follows:

	1986	1985
	<i>(in thousands of dollars)</i>	
Coop Fédérée de Québec, Canada	\$ 1,895	\$ 2,401
L&M Exports Inc., Canada	631	2,594
Intercontinental, Mexico	555	535
Gestion Y. Dessarrollo — Commercial S.A., Peru	433	146
Canada Expa (1980) Inc., Canada	3	14
	\$ 3,517	\$ 5,690

8. Financial statement presentation

A statement of changes in financial position has not been included because, in the opinion of management, it would not provide any useful additional information.

SCHEDULE A

SUBSIDIES TO PRODUCERS OF INDUSTRIAL
MILK AND CREAM
for the year ended July 31, 1986

	Eligible Shipments		Subsidies	
	1986	1985	1986	1985
	<i>(in thousands of kilograms)</i>		<i>(in thousands of dollars)</i>	
Prince Edward Island	3,114	3,108	\$ 5,215	\$ 5,206
Nova Scotia	2,079	2,137	3,483	3,578
New Brunswick	2,168	2,257	3,632	3,780
Quebec	78,808	80,962	132,004	135,611
Ontario	51,479	53,729	86,227	89,996
Manitoba	6,423	6,594	10,759	11,044
Saskatchewan	4,298	4,411	7,199	7,388
Alberta	11,056	11,427	18,518	19,140
British Columbia	6,134	6,229	10,274	7,869
	165,559	170,854	\$ 277,311	\$ 283,612

SCHEDULE B

ADMINISTRATIVE EXPENSES
for the year ended July 31, 1986

	1986	1985
	<i>(in thousands of dollars)</i>	
Salaries	\$ 2,283	\$ 2,031
Rentals	443	183
Transportation and communications	396	410
Professional and special services	393	264
Other personnel costs	271	264
Remuneration of members of the Commission	188	191
Data processing and cheque issue services	72	152
Utilities, materials and supplies	68	54
Furniture and equipment	35	96
Repairs and maintenance	26	22
Miscellaneous	16	1
	\$ 4,191	\$ 3,668

SCHEDULE C

PRODUCER LEVIES ON INDUSTRIAL MILK								
for the year ended July 31, 1986								
	Milk Shipments		Producer Levies					
	1986	1985	In Quota		Over Quota		Total	
			1986	1985	1986	1985	1986	1985
	<i>(in thousands of litres)</i>		<i>(in thousands of dollars)</i>					
Prince Edward Island	76,826	75,998	\$ 4,629	\$ 3,678	\$ 130	\$ —	\$ 4,759	\$ 3,678
Nova Scotia	53,249	52,930	3,105	2,977	612	468	3,717	3,445
New Brunswick	53,793	54,905	3,247	3,122	—	248	3,247	3,370
Quebec	2,174,677	2,243,797	127,749	128,011	—	6,686	127,749	134,697
Ontario	1,291,746	1,321,949	76,385	74,630	11,463	9,780	87,848	84,410
Manitoba	147,709	153,566	8,696	8,680	—	1,070	8,696	9,750
Saskatchewan	100,133	101,510	5,775	5,775	—	444	5,775	6,219
Alberta	287,651	287,020	17,162	16,232	1,449	1,880	18,611	18,112
British Columbia	169,961	175,253	9,834	7,177	1,164	3,862	10,998	11,039
	4,355,745	4,466,928	\$ 256,582	\$ 250,282	\$ 14,818	\$ 24,438	\$ 271,400	\$ 274,720

SCHEDULE D

PRODUCER LEVIES ON FLUID MILK				
for the year ended July 31, 1986				
	Sales		Producer Levies*	
	1986	1985	1986	1985
	<i>(in thousands of litres)</i>		<i>(in thousands of dollars)</i>	
Prince Edward Island	14,198	13,509	\$ 42	\$ 41
Nova Scotia	116,151	114,916	350	347
New Brunswick	70,129	69,818	211	210
Quebec	669,151	655,236	2,017	1,980
Ontario	970,904	954,071	2,927	2,879
Manitoba	106,066	103,814	320	314
Saskatchewan	97,165	97,876	293	293
Alberta	257,321	253,457	776	758
British Columbia	309,704	303,183	934	675
	2,610,789	2,565,880	\$ 7,870	\$ 7,497

* Calculated at 5% of subsidy rate of \$6.03 per hectolitre of sales.

SCHEDULE E

MARKETING OPERATIONS FINANCED BY PRODUCERS for the year ended July 31, 1986

1986

	Butter	Skim Milk Powder	Evaporated Milk	Other Products*	Total
<i>(in thousands of dollars)</i>					
Sales	\$ 77,974	\$ 72,929	\$ 71,027	\$ 8,590	\$ 230,520
Cost of goods sold	75,401	207,114	116,456	24,335	423,306
Allowance for inventory write down	1,292	(12,330)	(9,323)	(1,291)	(21,652)
	76,693	194,784	107,133	23,044	401,654
Loss (profit) on sales	(1,281)	121,855	36,106	14,454	171,134
Expenses and assistance					
Dairy product assistance	951	25,086	36	34,622	60,695
Carrying charges	3,316	27	1,242	63	4,648
Agents' commissions	—	934	2,367	216	3,517
Provision for doubtful accounts	—	—	1,700	600	2,300
Promotion	—	804	—	—	804
Capital assistance recoveries	—	—	(132)	(483)	(615)
Donation to Mexico and Ethiopia	—	—	416	—	416
Transport assistance	359	—	—	—	359
	4,626	26,851	5,629	35,018	72,124
Cost of marketing operations before financing	\$ 3,345	\$ 148,706	\$ 41,735	\$ 49,472	243,258
Financing by Producers' Levies					279,270
Excess (deficiency) of financing over cost of marketing operations for the year					\$ 36,012

<i>Volume (in millions)</i>				
	Kilograms	Kilograms	Cases	Kilograms
Sales	16.4	69.9	4.1	5.1
Purchases	13.2	63.4	3.5	4.7

*Includes whole milk powder and cheese.

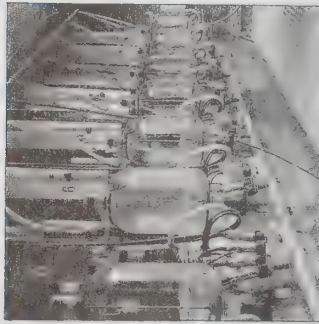
1985

Total	Butter	Skim Milk Powder	Evaporated Milk	Other Products*
<i>(in thousands of dollars)</i>				
\$ 338,916	\$ 134,516	\$ 71,916	\$ 119,931	\$ 12,553
567,700	131,016	212,028	195,113	29,543
11,066	(6,623)	6,898	8,845	1,946
578,766	124,393	218,926	203,958	31,489
239,850	(10,123)	147,010	84,027	18,936
37,855	335	16,833	93	20,594
10,554	—	1,959	8,176	419
5,690	—	651	4,707	332
2,300	—	—	1,700	600
—	—	—	—	—
(978)	—	—	(495)	(483)
290	—	—	290	—
—	—	—	—	—
55,711	335	19,443	14,471	21,462
295,561	\$ (9,788)	\$ 166,453	\$ 98,498	\$ 40,398
284,781				
\$ (10,780)				

<i>Volume (in millions)</i>				
Kilograms	Kilograms	Cases	Kilograms	
29.5	75.8	7.1	6.0	
23.5	76.9	7.6	6.7	

HIGH TECHNOLOGY IN THE DAIRY INDUSTRY LA HAUTE TECHNOLOGIE DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE

In the last few decades, Canadian dairy farmers have been quick to adopt hi-tech equipment on their farms. Dairy product manufacturers have also introduced high-technology equipment and processes into their plants. Computers are now used to dispense high-energy grains to cows during milking, control wash and sanitation cycles, and monitor milk tank temperatures . . .



Au cours des dernières décennies, les producteurs laitiers canadiens n'ont pas hésité à se procurer l'équipement le plus perfectionné. Les fabricants de produits ont aussi acquis de l'équipement et du matériel de haute technologie pour leurs usines. Aujourd'hui, l'ordinateur permet de doser la distribution de céréales à teneur énergétique élevée aux vaches laitières pendant la traite, de contrôler les cycles de lavage et de stérilisation du matériel et de surveiller la température des réservoirs de lait.

. . . to directly record milk shipments for centralized data processing on the farm . . .



. . . pour enregistrer directement les envois de lait en vue du traitement centralisé des données à la ferme . . .

. . . to control the homogenization and pasteurization processes for making yogurt and other dairy products . . .



. . . pour contrôler les procédés d'homogénéisation et de pasteurisation en vue de la fabrication de yogourt et d'autres produits laitiers . . .

CREDITS

Design and production
Instructional Media Centre

Photography

Peter Baumgartner (cover)
Andrews Newton Photographers
(pp. 1, 20)

Murray McGowan (p. 2)

Ronald Maisonneuve
(pp. 7, 10, 12, 16, 19, 21, 22)
Fort du Québec (p. 15)

Food Preparation (cover)
Dale & Colnett Limited

Colour separations
Chromascan

Printing
Mutual Press Limited

Printed in Canada

Graphisme et montage
Centre de la Médiatique

Photographie

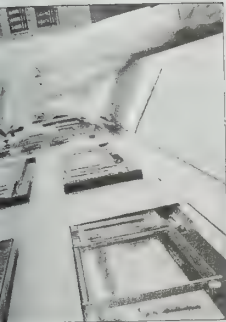
Peter Baumgartner (couverture)
Andrews Newton Photographers
(p. 1, 20)

Murray McGowan (p. 2)
Ronald Maisonneuve
(p. 7, 10, 12, 16, 19, 21, 22)
Port du Québec (p. 15)

*Préparation et présentation
des aliments (couverture)*
Dale & Colnett Limited

Séparations des couleurs
Chromascan

Impression
Mutual Press Limited
Imprimé au Canada



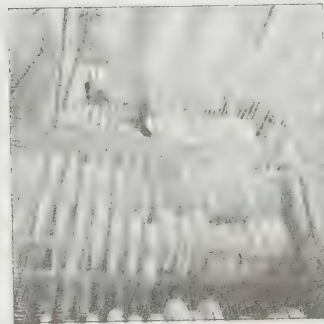
... y compris des systèmes
d'ultra-filtration pour séparer les
protéines du lait et les sucres. ...

... including continuous ultra-
filtration systems to separate milk
proteins and sugars.



... L'utilisation de technologies
évoluées et de méthodes de pro-
duction plus conventionnelles dans
les usines ont permis à l'industrie
laitière canadienne de maîtriser les
technologies les plus récentes et
de livrer concurrence outre-mer ...

The effective use of sophisticated
technology and more conventional
production methods in dairy
products plants has enabled the
Canadian dairy industry to master
the latest technology and so rival
its offshore competitors ...



... pour assurer une qualité de
production constante, pour élabo-
rer et lancer de nouveaux produits
qui déplaceront les produits
importés subventionnés et qui
répondront de mieux en mieux aux
goûts raffinés des consommateurs,
et pour former une nouvelle géné-
ration de techniciens pour les pro-
duits laitiers canadiens.

... to ensure consistent product
quality, to develop and introduce
new products which displace
subsidized imports and satisfy
increasingly sophisticated
consumer tastes, and to train a
new generation of Canadian dairy
product technicians.

1985				
Total	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évapore	Autres produits*
(en milliers de dollars)				
338 916 \$	134 516 \$	71 916 \$	119 931 \$	12 553 \$
567 700	131 016	212 028	195 113	29 543
11 066	(6 623)	6 898	8 845	1 946
578 766	124 393	218 926	203 958	31 489
239 850	(10 123)	147 010	84 027	18 936
37 855	335	16 833	93	20 594
10 554	—	1 959	8 176	419
5 690	—	651	4 707	332
2 300	—	—	1 700	600
—	—	—	—	—
(978)	—	—	(495)	(483)
290	—	—	290	—
—	—	—	—	—
55 711	335	19 443	14 471	21 462
295 561	(9 788) \$	166 453 \$	98 498 \$	40 398 \$
284 781				
(10 780) \$				
Volume (en millions)				
Kilogrammes	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes
29.5	75.8	7.1	6.0	6.7
23.5	76.9	7.6		

OPÉRATIONS DE LA COMMERCIALISATION FINANCIÈRES PAR LES PRODUCTEURS

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

1986

	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évapore	Autres produits*	Total
Ventes	77 974 \$	72 929 \$	71 027 \$	8 590 \$	230 520 \$
Coûts des ventes	75 401	207 114	116 456	24 335	423 306
Provision pour la moins-value des stocks	1 292	(12 330)	(9 323)	(1 291)	(21 652)
	76 693	194 784	107 133	23 044	401 654
Perte (profit) sur les ventes	(1 281)	121 855	36 106	14 454	171 134
Frais et aide	951	25 086	36	34 622	60 695
Aide à l'égard des produits laitiers	3 316	27	1 242	63	4 648
Frais de possession	—	934	2 367	216	3 517
Commissions à des agents	—	—	1 700	600	2 300
Provision pour créances douteuses	—	804	—	—	804
Réclame	—	—	—	—	—
Recouvrements d'aide en capital	—	—	(132)	(483)	(615)
Don au Mexique et à l'Éthiopie	—	—	416	—	416
Aide au transport	359	—	—	—	359
	4 626	26 851	5 629	35 018	72 124
Coût des opérations de la commerciali- sation avant le financement	3 345 \$	148 706 \$	41 735 \$	49 472 \$	243 258
Financement à même les cotisations des producteurs					279 270
Excédent (insuffisance) du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation pour l'exercice					36 012 \$
Volume (en millions)					
Kilogrammes	16,4	69,9	4,1	5,1	
Kilogrammes	13,2	63,4	3,5	4,7	
Purchases					
Sales					

* Les autres produits comprennent le lait entier en poudre et le fromage.

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT INDUSTRIEL
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

Livraisons de lait		Cotisations des producteurs	
A l'intérieur du		Hors-contingentement	
contingentement		Total	
1986	1985	1986	1985
(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)	
Ile-du-Prince Edouard	76 826	75 998	4 629 \$
Nouvelle-Ecosse	53 249	52 930	3 105
Nouveau-Brunswick	53 793	54 905	3 247
Québec	2 174 677	2 243 797	127 749
Ontario	1 291 746	1 321 949	76 385
Manitoba	147 709	153 566	8 696
Saskatchewan	100 133	101 510	5 775
Alberta	287 651	287 020	17 162
Colombie-Britannique	169 961	175 253	9 834
4 355 745		4 466 928	256 582 \$
250 282 \$		14 818 \$	250 282 \$
14 818		1 164	7 177
1 164		1 449	16 232
—		—	5 775
1 070		1 070	8 680
8 696		8 696	8 696
5 775		5 775	5 775
18 611		18 611	18 611
10 998		10 998	11 039
271 400 \$		271 400 \$	274 720 \$
24 438 \$		24 438 \$	24 438 \$
3 862		3 862	3 862
1986		1986	1985

TABLEAU D

COTISATIONS DES PRODUCTEURS
SUR LE LAIT À L'ÉTAT NATUREL
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

Ventes		Cotisations des producteurs*	
1986	1985	1986	1985
(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)	
Ile-du-Prince Edouard	14 198	13 509	42 \$
Nouvelle-Ecosse	116 151	114 916	350
Nouveau-Brunswick	70 129	69 818	211
Québec	669 151	655 236	2 017
Ontario	970 904	954 071	2 927
Manitoba	106 066	103 814	320
Saskatchewan	97 165	97 876	293
Alberta	257 321	253 457	776
Colombie-Britannique	309 704	303 183	934
2 610 789		2 565 880	7 870 \$
2 610 789		2 565 880	7 497 \$

* Calculées à 5 % du taux de subvention de \$ 6,03 par hectolitre de ventes.

TABEAU A

SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS DE LAIT ET DE CRÈME
UTILISÉS À DES FINS INDUSTRIELLES
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

Livraisons admissibles		Subventions	
1986	1985	1986	1985
(en milliers de kilogrammes)			
3 114	3,108	5 215 \$	5 206 \$
(en milliers de dollars)			
Nouveau-Brunswick	2 168	2 257	3 632
Nouvelle-Écosse	2 079	2 137	3 483
Québec	78 808	80 962	132 004
Ontario	51 479	53 729	86 227
Manitoba	6 423	6 594	10 759
Saskatchewan	4 298	4 411	7 199
Alberta	11 056	11 427	18 518
Colombie-Britannique	6 134	6 229	10 274
	165 559	170 854	277 311 \$
			283 612 \$

TABEAU B

FRAIS D'ADMINISTRATION
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

1985	1986	(en milliers de dollars)	
	2 283 \$	2 031 \$	Traitements
	443	183	Locations
	396	410	Transport et communications
	393	264	Services professionnels et spéciaux
	271	264	Autres coûts au titre du personnel
	188	191	Rémunération des membres de la Commission
	72	152	Services de traitement des données et de tirage des chèques
	68	54	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements
	35	96	Mobilier et matériel
	26	22	Réparations et entretien
	16	1	Frais divers
4 191 \$			
3,668 \$			

6. Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1986, le financement pour cette fin s'est élevé à \$288 millions.

Les frais d'administration sont financés par les crédits 40 et 55 — Agriculture.

Producteurs

Les producteurs sont responsables du coût de l'alimentation des produits en surplus, y compris toutes pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation en vertu du programme de contingentement à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire. Ces coûts sont financés à même les cotisations des producteurs qui sont imposées et perçues par les bureaux et agences de commercialisation des provinces et remises à la Commission.

Les frais d'intérêt et les frais de possession reliés à l'achat de beurre et de lait écrémé en poudre produits en excédent de l'exigence canadienne visant la matière grasse sont financés par les producteurs.

À partir du 1^{er} avril 1986, les frais d'intérêt et les frais de possession reliés à l'achat de lait écrémé en poudre sont financés par le gouvernement du Canada jusqu'à concurrence de \$10 millions.

Conformément à l'Article 36 du Plan national de commercialisation du lait, le traitement de tout excédent ou insuffisance du financement par les producteurs par rapport aux opérations de la commercialisation doit être établi par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Après la fin de l'exercice, le Comité a décidé que \$26 millions à même les \$36 millions du financement en excédent au 31 juillet 1986 seront remboursés aux provinces au moyen de crédits sur les versements de cotisations à la Commission à commencer par les versements échus en décembre 1986.

7. Commissions à des agents

La Commission a utilisé les services d'agents de vente pour les produits laitiers sur le marché d'exportation. Voici les commissions de vente :

	1986	1985
(en milliers de dollars)		
Coop Fédérée de Québec, Canada	1 895 \$	2 401 \$
L&M Exports Inc., Canada	631	2,594
Intercontinental, Mexique	555	535
Gestion Y. Dessarrollo — Commercial S.A., Pérou	433	146
Canada Expa (1980) Inc., Canada	3	14
	3 517 \$	5 690 \$

8. Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que, de l'avis de la direction, il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile.

1986	1985
238 599 \$	182 516 \$
289 410	497 236
(401 719)	(445 452)
951	4 299
127 241 \$	238 599 \$

Voici le sommaire des opérations visant les prêts :

Les emprunts sont prélevés pour financer l'achat de produits laitiers en vertu du programme de soutien laitier. Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. Toutefois, les emprunts sont remboursés à intervalles réguliers lorsque les fonds sont disponibles. La Commission a la permission d'emprunter \$300 millions au maximum. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital. Les taux d'intérêt au cours de l'exercice ont varié de 8,125 % à 11,875 % (1985 — 9,375 % à 12,375 %).

5. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Au 31 juillet 1986, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre, fabriqués avant cette date, à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrats, pour environ \$13.7 millions (1985 — \$11.9 millions). Les pertes qui pourraient découler de ces achats à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ \$8.6 millions (1985 — \$7.9 millions), nécessitant une augmentation de la provision pendant l'exercice d'environ \$0.7 million (1985 — diminution de \$5.6 millions), ce qui a été imputé au coût des ventes à l'état des résultats de la commercialisation et du financement par les producteurs.

4. Engagements

Les stocks qui sont comparabilisés au prix coûtant ont été réduits à leur valeur de réalisation nette vu que les prix des produits laitiers excédentaires sur le marché à l'exportation sont inférieurs aux prix de soutien et aux coûts du marché domestique. La diminution de la provision pour la moins-value des stocks a été créditée aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

1986	1985
93 063 \$	106 559 \$
39 692	57 257
12 803	33 440
145 558	197 256
24 749	23 457
26 468	38 798
4 391	15 005
55 608	77 260
89 950 \$	119 996 \$

3. Stocks

1. La Commission

La Commission canadienne du lait est une société d'État nommée à l'Annexe C, Partie I de la Loi sur l'administration financière et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les objectifs de la Commission, ainsi qu'ils ont été établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-67, sont « d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité ».

2. Conventions comptables importantes

Conversion en devises étrangères

Chaque élément d'actif, du passif, de revenu ou de dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte au change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs. Les gains et pertes non réalisés qui découlent de la conversion d'effets monétaires à long terme sont reportés et amortis selon les soldes de durée de ces effets.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les acquisitions de mobilier et de matériel ne sont pas importantes et elles sont imputées aux frais d'administration au cours de l'exercice de l'achat.

Engagements d'achat

Les pertes provenant des engagements d'achat de lait écrémé en poudre à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, lorsque l'engagement est pris.

ÉTAT DES RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION ET DU FINANCEMENT PAR LES PRODUCTEURS

pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

	1986	1985
Ventes	230 520 \$	\$338 916
Coût des ventes	401 654	578 766
Perte sur les ventes	171 134	239 850
Frais et aide		
Aide à l'égard des produits laitiers	60 695	37 855
Frais de possession	4 648	10 554
Commissions à des agents (note 7)	3 517	5 690
Provision pour créances douteuses	2 300	2 300
Réclame	804	—
Recouvrements d'aide en capital	(615)	(978)
Don au Mexique et à l'Éthiopie	416	290
Aide au transport	359	—
	72 124	55 711
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	243 258	295 561
Financement à même les cotisations des producteurs (note 6)		
Lait industriel (tableau C)	271 400	274 720
Lait à l'état naturel (tableau D)	7 870	7 497
	279 270	282 217
Gouvernement du Canada	—	2 564
	279 270	284 781
Excédent (insuffisance) du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	36 012	(10 780)
(insuffisance) au début de l'exercice	—	(13 581)
	36 012	(24 361)
Insuffisance à recouvrer auprès des producteurs	—	24 361
Excédent du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation à la fin de l'exercice (note 6)	36 012 \$	Néant

(en milliers de dollars)

ÉTAT DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE SOUTIEN LAITIÈRE
FINANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA
pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986

	1986	1985
(en milliers de dollars)		
Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisées à des fins industrielles (tableau A)	277 311 \$	283 612 \$
Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Intérêt	6 477	18 267
Entreposage	2 000	3 122
Fret	1 884	3 264
Manutention	286	484
Frais divers	79	277
	10 726	25 414
Frais d'administration (tableau B)	4 191	3 668
Recherche	—	1 661
Coût des opérations du programme de soutien laitier	292 228 \$	314 355 \$
Financement par le gouvernement du Canada (note 6)		
Office de stabilisation des prix agricoles	288 037	309 026
Crédit parlementaire	4 119	5 177
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	72	152
	292 228 \$	314 355 \$

BILAN
au 31 juillet 1986

1986
1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	
Debiteurs	
Clients	21 525 \$
Gouvernement du Canada	53 940
Cotisations des producteurs	94 387
Stocks (note 3)	89 950
Frais payés d'avance	—
	382
	333 562 \$

PASSIF	
Créditeurs et passif couru	34 067 \$
Provision pour les pertes sur les engagements d'achat (note 4)	8 595
Subventions à payer aux producteurs	53 887
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	127 241
	238 599
	223 790
	333 562
FINANCEMENT PAR LES PRODUCTEURS	
Excédent du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation (note 6)	36 012
	—
	333 562 \$

Approuvé :

Josh Brown

le Président

Deborah M. Johnson

le Vice-président

Paul Simard

le Directeur des finances

R
RAPPORT au ministre de l'Agriculture sur la vérification des
comptes et des états financiers de la Commission canadienne
du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Le Ministre de l'Agriculture

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1986 ainsi que les états des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada et des résultats de la commercialisation et du financement par les producteurs pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Commission canadienne du lait et aux règlements administratifs de la Commission.

pour le Vérificateur général du Canada



D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 décembre 1986

Paul Simard
Directeur des finances

Paul Simard

Roch Morin
Président

Roch Morin

Les états financiers de la Com-
mission ainsi que les registres et les
contrôles comptables sont vérifiés
de façon indépendante par le Véri-
ficateur général du Canada dont le
rapport figure dans ce document.

Fromages brie à surface affinée dans la salle de traitement, courtoisie d'Agropur



A DIRECTION est respon-
sable de la préparation, de l'uni-
la présentation et de l'uni-
formité des renseignements finan-
ciers fournis dans le rapport annuel.
Les états financiers et les notes qui
les accompagnent sont préparés
conformément aux principes comp-
tables généralement acceptés, et la
direction estime qu'ils donnent une
juste représentation de la situation
financière et des résultats d'exploita-
tion de la Commission.
La direction veille au maintien
d'un système approprié de contrôles
internes afin que les transactions
soient autorisées, que les actifs
soient protégés et que les registres
appropriés soient tenus. La vérifica-
tion de l'application des contrôles
incombe aux vérificateurs internes
de la Commission.
Le Comité de vérification se
réunit pour revoir les rapports de
vérification de la Commission et
pour discuter de l'implantation des
améliorations proposées aux mesures
de contrôle interne.

Résultats d'exploitation

PUISQUE la Commission administre un programme de soutien des prix des produits laitiers et un programme de mise en marché, elle prépare deux états des résultats pour tenir compte des coûts d'exploitation et de financement de chacun. Le programme de soutien des prix est financé par le gouvernement du Canada grâce à des crédits parlementaires alors que le programme de mise en marché est financé par les producteurs laitiers.

Soutien des prix

Le financement consenti par le gouvernement du Canada pour le programme de soutien des prix des produits laitiers a atteint 292,2 millions de dollars au cours de l'année courante comparativement à 314,4 millions de dollars en 1984-1985. De ce montant, 277,3 millions de dollars ont servi au financement des subventions directes aux producteurs laitiers; une somme de 10,7 millions de dollars est allée au programme de soutien des prix, y compris les intérêts sur les prêts, les frais d'entreposage, de manutention et de transport des produits achetés par la Commission dans le cadre de ce programme et 4,2 millions de dollars ont servi à payer des frais

d'administration. La contribution du gouvernement a donc diminué de 22,2 millions de dollars comparativement à l'année laitière 1984-1985. La réduction des dépenses s'explique surtout par une diminution des paiements de subvention, l'élimination du fonds de recherche et le retrait du gouvernement du financement des frais de mise en marché du beurre à compter du 1^{er} avril 1986.

Mise en marché

Les résultats des activités de mise en marché présentent les coûts de disposition des surplus de beurre sur le marché intérieur et de lait écrémé en poudre et de produits de lait entier sur le marché mondial. Les déboursés totaux pour disposer des surplus ont atteint 243,3 millions de dollars comparativement à 295,6 millions en 1984-1985, soit une diminution de 52,3 millions de dollars qui traduit une baisse des ventes et des stocks et des prix de

La contribution financière des provinces, résultant des retenues appliquées aux producteurs laitiers, s'est élevée à 279,3 millions de

dollars au cours de l'année laitière comparativement à 282,2 millions en 1984-1985. L'année laitière s'est terminée avec un excédent du financement par rapport aux coûts des opérations de la commercialisation de 36 millions de dollars au lieu d'une insuffisance de 10,8 millions de dollars enregistrée en 1984-1985.

Situation financière

Les comptes-clients commerciaux à la fin de l'année courante ont diminué pour atteindre 21,5 millions de dollars contre 23,7 millions de dollars au 31 juillet 1985. Les comptes à recevoir du gouvernement sont passés de 82 millions de dollars pour l'année courante. La diminution de 28 millions de dollars s'explique par une réduction des dépenses du programme de soutien des prix. La contribution financière recevable des provinces a enregistré une baisse, passant de 107,5 millions de dollars au 31 juillet 1985 à 94,4 millions de dollars pour l'année courante.



Mise en place de fromages bris dans une cuve de saumure, courtoisie d'Agropur



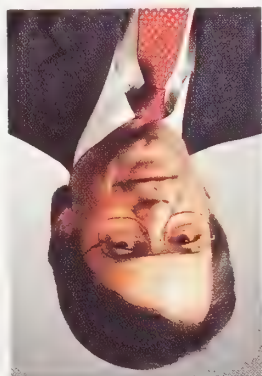
Charles Birchard



R. Erik Kaumue



Paul Simard



Laval Page



Jocelyn Comtois



Rowan Lalonde



Lorne Marcellus



Lyse Champagne



Jean-Paul Fortin



Richard Labossière

Cadres supérieurs de la Commission

Commissaires

Président

Vice-président

Commissaire

Charles Birchard
R. Erik Kramar
Paul Simard

Laval Page

Jocelyn Comtois

Rowan Lalonde

Lorne Marcellus

Richard Labossière
Jean-Paul Fortin
Lyse Champagne

Directeur de l'administration
des subventions
Directeur des services juridiques
Directeur du service d'information

Conseiller principal en

politique laitière

Economiste en chef

Directeur des finances

Directeur de la

vérification interne

Directeur de la mise en

marché internationale

Directeur de la mise en

marché intérieure

Directeur des transactions

commerciales

Directeur de l'administration

des subventions

Directeur des services juridiques

Directeur du service d'information

Nommé en juillet 1986 en remplacement de M. Gilles Choquette

Nommé en juillet 1986 en remplacement de M. Elwood Hodgins

Nommé en avril 1986

Nommée en janvier 1987 en remplacement de M. Michel Poliquin

LA COMMISSION compte trois (3) commissaires et soixante-douze employés de soutien. Ses bureaux sont situés à Ottawa.

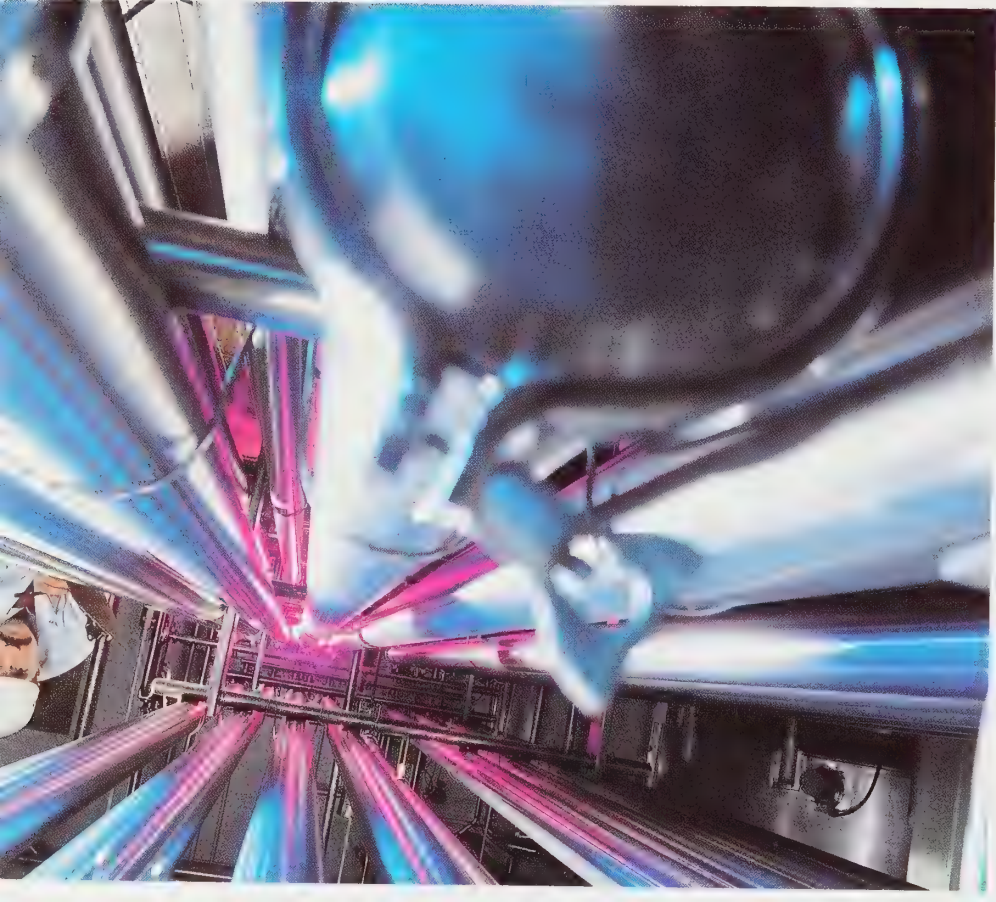
LE COMITÉ consultatif canadien du lait sur des questions relatives à la mise en marché intérieure des produits laitiers. Les neuf membres du comité sont nommés par le ministre de l'Agriculture et représentent les intérêts des consommateurs, des détaillants, des transformateurs et des producteurs. Au cours de la dernière année, le comité s'est réuni à deux reprises pour discuter notamment des programmes d'offre d'achat de la Commission, des contrôles à l'importation des produits laitiers, de la mise en marché et de la distribution du fromage, de la possibilité d'accroître

la fabrication de miettes de chocolat au Canada et des modifications aux programmes d'inspection et de classement d'Agriculture Canada. Les recommandations formulées par le Comité portaient principalement sur la poursuite des efforts d'application des contrôles à l'importation de produits laitiers et sur l'adoption de dispositions pour freiner l'importation de mélanges, sur la possibilité d'une meilleure efficacité des coûts des programmes de mise en marché de la Commission et sur la possibilité d'implanter d'autres usines de fabrication de miettes de chocolat au Canada. Le Comité a également recommandé au ministre de l'Agriculture

de permettre à l'industrie laitière de participer plus directement dans le processus des négociations commerciales multilatérales et du GATT.

Président : Claude Chevalier

Membres : Victoria Billingsley
Jacques Boucher
Raynald Giroux
Neil Gray
Kenneth McKinnon — (a quitté en juillet 1986)
Eugène Vallée
Raymond Lefrance
Gilbert Vienneau



Reserves de cylindres à ultra-filtration, courtoisie de Les Fromages Saputo

CONFORMÉMENT aux dispositions du Plan national de commercialisation du lait, les producteurs laitiers canadiens financent les coûts de disposition de toute partie de la production laitière excédentaire à la consommation intérieure. En 1985-1986, le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait s'est encore prononcé en faveur

d'un système de retenue à trois niveaux. La retenue *intra quota* sert à défrayer les coûts de disposition de la poudre de lait qui dépasse les besoins intérieurs de consommation et certaines autres activités de mise en marché. La retenue sur le *quota d'exportation* sert à financer les exportations prévues de produits de lait entier.

La retenue *hors quota* permet de couvrir les coûts de disposition de toute la production laitière qui dépasse le quota personnel d'un producteur si ce lait ne sert pas à répondre aux besoins intérieurs de consommation. Cette retenue s'applique, le cas échéant, après le calcul des crédits de fin d'année touchant la sous-utilisation du quota sur la base provinciale. Les modalités d'application aux producteurs peuvent varier d'une province à l'autre à cause de politiques provinciales différentes en matière de quota. C'est le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait qui établit les taux des retenues le 1^{er} août de chaque année après avoir étudié les prévisions de mise en marché préparées par la Commission. Le Comité examine les activités de mise en marché à chacune de ses réunions et au milieu de l'année et il apporte les ajustements appropriés aux taux des retenues.

Le 1^{er} août 1985, le Comité a fixé la retenue *intra quota* à 5,14 \$ l'hectolitre, la retenue sur le quota d'exportation à 29,73 \$ l'hectolitre et la retenue *hors quota* à 38 \$ l'hectolitre. Ces taux n'ont pas été modifiés pendant la dernière année. Ce sont les organismes provinciaux de mise en marché qui appliquent les retenues sur les paiements quent les retenues sur laitiers; les faits aux producteurs laitiers; les montants sont ensuite versés à la Commission sur une base mensuelle. La retenue *intra quota* pour la production de lait de transformation et de crème en 1985-1986 a rapporté 222,4 millions de dollars dont 7,9 millions provenaient de la production de lait de consommation. La retenue à l'exportation a totalisé 42,1 millions de dollars. Enfin, un total de 14,8 millions de dollars a été perçu pour la production hors quota.

Année laitière	Intra quota ³	Exportation ^{1,4}	Écrémage ²	Hors quota
1981-82	3,05	0,25	0,30	17,13
1 ^{er} août	3,05	0,25	0,30	20,21
1 ^{er} avril	3,05			
1982-83	4,07	0,33	0,30	20,21
1 ^{er} août	4,07	0,33	0,30	27,95
1 ^{er} janvier	4,70	0,44	0,30	31,79
1983-84	4,57	0,57	0,30	34,38
1 ^{er} août	4,57	0,57	0,30	37,70
1 ^{er} août	5,10	0,65	0,30	
1984-85	5,27	1,00	0,30	
1 ^{er} janvier	5,14	29,73	0,30	38,00
1 ^{er} août	5,14			
1985-86				

RETENUES REMISES À CCL PAR LES PROVINCES
(milliers de dollars)

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
Ile-du-Prince-Édouard	3 428 \$	4 664 \$	4 067 \$	3 719 \$	4 801 \$
Nouvelle-Écosse	3 209	3 680	3 168	3 792	4 067
Nouveau-Brunswick	1 722	2 663	2 932	3 580	3 458
Québec	85 929	139 391	117 605	134 697	129 766
Ontario	50 308	88 133	80 788	84 410	90 775
Manitoba	5 157	9 032	8 618	9 750	9 016
Saskatchewan	3 000	5 324	6 431	6 219	6 068
Alberta	8 715	14 212	15 203	18 112	19 387
Colombie-Britannique	8 447	3 741	1 489	11 039	11 932
TOTAL	169 915 \$ ²	270 840 \$ ^{1,2}	240 301 \$ ^{1,2}	282 217 \$ ^{1,2}	279 270 \$ ²

¹Ne comprend pas des retenues de 2,6 millions de dollars pour 1984-1985, de 10,1 millions de dollars pour 1983-1984 et de 8,5 millions de dollars pour 1982-1983 exigibles de la Colombie-Britannique et qui ont été déduites des subventions destinées aux producteurs jusqu'à concurrence de ces montants.
²Comprend les contributions des producteurs de lait de consommation (retenue d'écrémage). Les montants des retenues sur le lait de transformation et de contribution pour le lait de consommation sont indiqués aux annexes C et D de l'état des résultats.

DISPARITION (CONSOMMATION) DE PRODUITS LAITIERS PAR HABITANT AU CANADA, 1975-1985

	Lait nature	Beurre	Fromage cheddar ¹	Fromage fondu ²	Fromages fins ¹	Total fromage	Lait con- centré	Lait con- centré sucré	Lait écrémé en poudre	Fromage cottage	Crème glacée	Yogourt
	Litres											
	Kilogrammes											
1975	101,25	5,25	1,79	1,87	2,46	6,12	3,74	0,31	2,09	1,02	12,59	0,72
1976	103,25	5,08	1,69	1,96	2,69	6,34	3,71	0,29	2,79	1,07	12,18	0,89
1977	104,95	4,59	1,39	2,01	2,96	6,36	3,95	0,35	3,50	1,11	12,50	1,18
1978	106,63	4,56	1,34	2,17	3,29	6,80	4,32	0,37	0,41	1,12	12,22	1,68
1979	109,54	4,45	1,78	2,05	3,49	7,32	2,47	0,38	2,18	1,14	12,94	1,69
1980	109,86	4,52	1,79	2,14	3,56	7,49	2,20	0,53	1,80	1,25	12,96	1,69
1981	109,25	4,43	1,76	2,18	3,74	7,68	2,17	0,51	1,99	1,28	12,80	1,67
1982	109,02	4,28	1,44	2,20	3,96	7,60	2,49	0,46	2,41	1,21	12,31	1,73
1983	108,43	4,36	1,47	2,21	3,91	7,59	2,91	0,55	1,75	1,22	12,51	1,89
1984	108,10	4,26	1,72	2,08	4,29	8,09	1,48	0,53	2,51	1,22	11,98	2,12
1985	106,93	4,02	2,11	2,00	4,62	8,73	2,46	0,53	1,84	1,34	12,22	2,41

¹Ne comprend pas le fromage utilisé dans la fabrication du fromage fondu.
²Le total du fromage fondu exprimé en équivalent de fromage (en moyenne 73 % de fromage par volume). Depuis 1975, environ 95 % du fromage utilisé est du cheddar et le reste des fromages variés.
³Disparition par habitant, d'après la population au 1^{er} juillet.
Sources : Statistique Canada, Agriculture Canada.

Mise en marché intérieure

L'avenir sera caractérisé par un meilleur effort de coordination entre la Commission, Agriculture Canada et l'industrie en vue de trouver des possibilités d'expansion des marchés actuels et d'en développer de nouveaux. Ces efforts porteront sur les produits comme les desserts au lait, les ingrédients laitiers, les crèmes congelées, les fromages fins, le beurre fractionné, les miettes de chocolat, la production de caséine et de ses sous-produits, et l'application de nouvelles technologies de transformation.

EN PLUS de ses activités de soutien des prix du lait de

transformation, décrites ailleurs dans ce rapport, la Commission met à profit sa situation

unique dans l'industrie laitière pour rechercher et promouvoir les possibilités de marché au pays lorsqu'une

approche pan-canadienne peut contribuer à améliorer la quantité, la

qualité et la diversité des produits laitiers offerts au consommateur canadien. Cette approche se veut

un complément aux travaux menés par Agriculture Canada et aux efforts individuels de mise en mar-

ché d'autres intervenants de l'industrie.

Par exemple, la Commission encourage depuis plusieurs années l'industrie laitière à envisager des

investissements majeurs en vue de reprendre plusieurs marchés nationaux qui utiliseraient autrefois de

grandes quantités d'ingrédients laitiers. Pour reconquérir ces marchés, la Commission estime qu'il faut des

incitatifs comme des réductions proportionnelles et d'autres formes

d'aide au lancement de produits. Une telle approche pourrait générer

des revenus plus importants pour les producteurs laitiers que l'exportation de volumes équivalents de

surplus. Dans le cas du lait écrémé en poudre, une augmentation de l'utilisation intérieure réduit aussi

les coûts du gouvernement en frais d'intérêt, d'entreposage et de transport.

À ce jour, c'est le Programme d'aide pour les aliments des animaux, mis au point avec le soutien

du CCGAL et administré par la Commission, qui a connu les meilleurs résultats. En vertu de ce programme, les solides non gras du lait

écrémé en poudre sont utilisés dans la fabrication d'aliments pour les

animaux, destinés principalement à l'industrie de veau de lait. La croissance récente de la consommation

de veau blanc au pays a contribué à une augmentation de l'utilisation

du lait écrémé en poudre à cette fin

de plus de 60 p. 100 par année au

cours des trois dernières années. En 1985-1986, cela représentait 11,9

millie tonnes métriques ou 12 p. 100 de la production canadienne de lait

écrémé en poudre. Le gouvernement fédéral a ainsi réalisé des

économies d'environ un million de dollars en frais de mise en marché

et a offert aux producteurs laitiers un solide marché pour les surplus

de veaux et de meilleurs revenus pour leur lait écrémé en poudre

comparativement à ce qu'ils auraient pu toucher en exportant

des volumes équivalents de lait écrémé en poudre.

En 1985, les producteurs laitiers ont accepté de financer des initiatives promotionnelles et d'accorder

une réduction sur le prix du lait écrémé en poudre lors de son utilisation dans le pain, nommément le

pain au lait. Le succès remporté par cette initiative au Québec en 1985-1986 a permis au CCGAL d'accepter

un programme d'expansion de trois ans à l'échelle du Canada, à

un coût de 5,9 millions de dollars. Même si la consommation totale de

lait écrémé en poudre dans le pain

au lait ne dépassera pas celle qu'enregistrera le programme d'aide

pour les aliments des animaux, un peu plus de mille tonnes par années

estime-t-on, les revenus par kilogramme après déduction des coûts

du programme devraient être meilleurs. De plus, la portée de

cette activité de promotion du pain au lait rehausse la visibilité

des produits laitiers auprès du consommateur.

Cette année, la Commission a aussi décidé de financer une offre

spéciale portant sur les solides non gras du lait écrémé aux transformateurs qui décideront de relancer la

fabrication de caséine au Canada. Plusieurs usines étudient présentement cette possibilité. La production

reprendra sans doute de concert avec le lancement d'une plus grande

variété d'ingrédients laitiers spécialisés pour les marchés intérieur et d'exportation.

Le tableau suivant donne les tendances de la consommation par

habitant pour les principaux groupes de produits laitiers.

Centre de contrôle entièrement automatisé et informatisé, courtoisie de Les Fromages Saputo

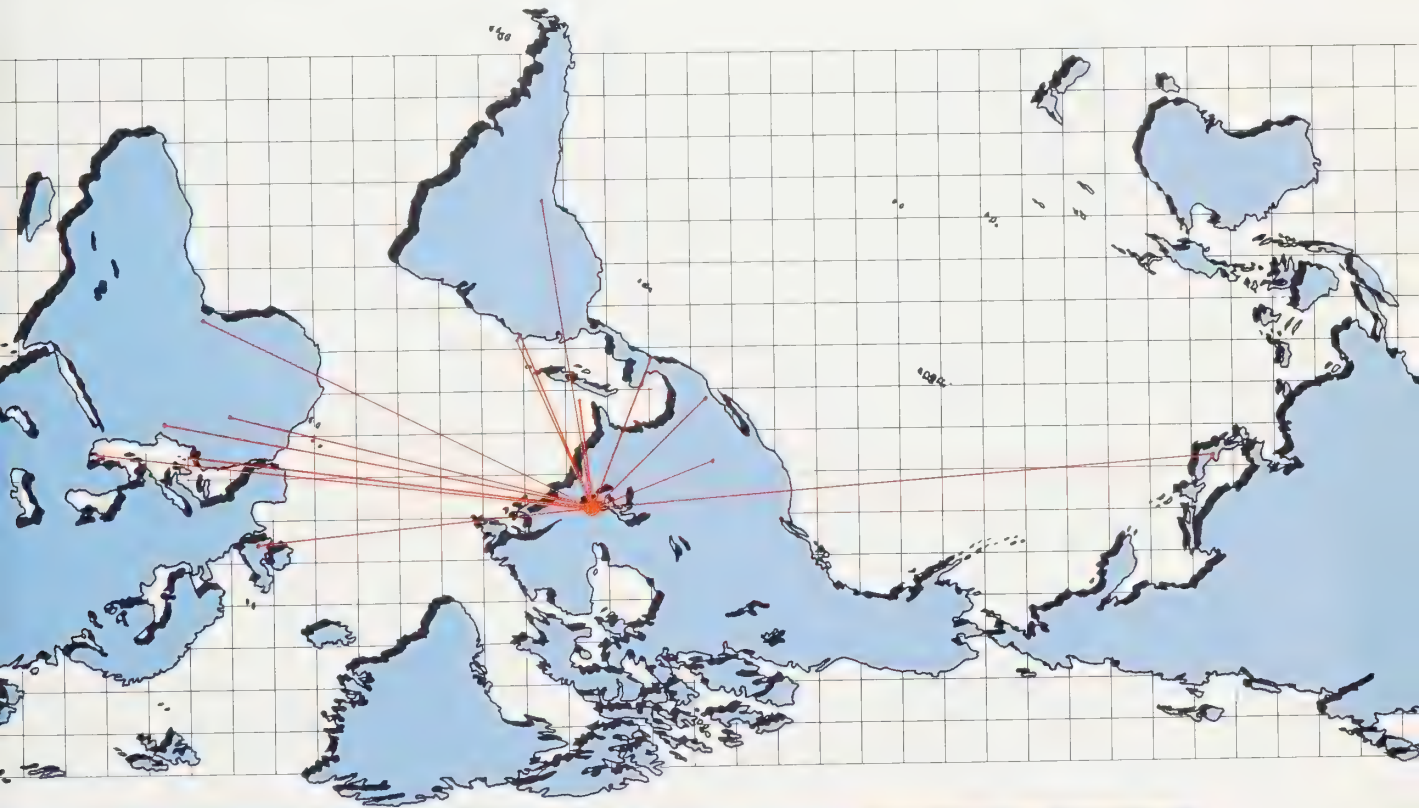


Chargement de lait concentré destiné aux marchés d'outre-mer

— autres variétés :	10 966	20 693
Communauté économique européenne (CEE)	10 845	20 896
Autres pays	10 051	20 693
TOTAL DES IMPORTATIONS		

Lait concentré

Plusieurs pays qui sont d'importants importateurs de produits laitiers ont décidé d'abandonner le lait concentré coûteux au profit de poudre de lait entier plus économique,



DISPOSITION DU LAIT
ÉCRÉMÉ EN POUDRE

(milliers de tonnes)

27,5	MEXIQUE
19,8	ACDI
9,0	PÉROU
4,0	ALGÉRIE
2,9	ÉTATS-UNIS marché en douane
0,7	PHILIPPINES
6,0	AUTRES

69,9	Ventes à l'exportation de lait écrémé en poudre
27,5	MEXIQUE
19,8	ACDI
9,0	PÉROU
4,0	ALGÉRIE
2,9	ÉTATS-UNIS marché en douane
0,7	PHILIPPINES
6,0	AUTRES
11,9	ALIMENTS POUR ANIMAUX (intérieur)
1,9	ALIMENTS POUR BÉBÉS (exportation)
0,2	PAIN AU LAIT (intérieur)
14,0	Volumes de lait écrémé en poudre vendus aux fins suivantes :
11,8	ALIMENTS POUR ANIMAUX (intérieur)
11,8	ALIMENTS POUR BÉBÉS (exportation)
11,8	PAIN AU LAIT (intérieur)
11,8	Volumes de lait écrémé en poudre exportés sous forme de produits de lait entier afin de réduire des stock de surplus de beurre

des produits laitiers. Non seulement ces facteurs ont-ils contribué à une diminution du niveau des achats de certains de nos clients, mais ils ont aussi amené une modification du type de produits de lait entier

achetés, notamment la substitution de poudre de lait entier au lait évaporé plus coûteux.

La Commission a décidé d'accroître ses exportations de produits de lait entier afin de réduire le niveau de ses stocks de beurre au cours de la dernière année laitière. Cela fait suite à une décision du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait d'accorder une aide financière pour ramener les stocks de beurre à un niveau permettant de répondre aux besoins intérieurs annuels.

Lait écrémé en poudre

En 1985-1986, les exportations directes de lait écrémé en poudre de la Commission ont diminué de 7,8 p. 100 passant à 69 900 tonnes métriques. Cette baisse est attribuable à une diminution de 17,6 p. 100 des achats de lait écrémé en poudre, c'est-à-dire 63 400 tonnes com-

N 1985-1986, les prix mondiaux pour les produits laitiers sont demeurés faibles; en conséquence, les activités de la Commission dans le domaine des exportations ont diminué légèrement.

Les surplus considérables de beurre et de lait écrémé en poudre sur le marché mondial, particulièrement au sein de la Communauté économique européenne (CEE), et dans une moindre mesure aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, ainsi que le maintien de production excessive de lait au sein de la CEE continuent de préoccuper les exportateurs comme le Canada. La CEE et les E.-U. ont fait des efforts pour réduire leur production laitière, mais les résultats n'ont pas eu d'effets marqués sur le niveau de leurs surplus.

Au chapitre de la demande, les faibles prix internationaux du pétrole, la dévaluation de diverses monnaies et l'inflation contribuent à restreindre le pouvoir d'achat des principaux clients du Canada pour

AU CANADA, les appro-
visionnement de lait
de transformation et de
crème sont gérés de telle sorte que
les besoins en produits laitiers pour
ses marchés intérieur et d'exporta-
tion soient satisfaits tout en évitant
les surplus coûteux de production.
À cette fin, le Canada réglemente
les importations de produits laitiers
afin que les approvisionnements
canadiens ne soient pas affectés par
l'importation de produits qui, dans
plusieurs cas, sont fortement sub-
ventionnés par les gouvernements
étrangers. Les mesures adoptées par
le Canada pour limiter les importa-
tions de produits laitiers ont reçu
l'accord des partenaires commer-
ciaux du Canada dans le cadre de
l'Accord général sur les tarifs doua-
niers et le commerce (GATT).

Les contrôles à l'importation des
produits laitiers sont appliqués con-
formément aux dispositions de la
Loi sur les licences d'exportation et
d'importation administrée par le
ministère des Affaires extérieures.
Ces dispositions limitent à 20 400
tonnes les importations annuelles
de fromage, à 907 000 kilogrammes
de babeurre en poudre les importa-
tions en provenance de la Nouvelle-
Zélande et limitent également les
importations de certains autres pro-
duits laitiers qui ne sont pas fabri-
qués au Canada ou qui font l'objet
d'une pénurie.
Les goûts des Canadiens en
matière de fromages se diversifient.
Depuis le milieu des années 1940,
l'arrivée d'immigrants a largement
contribué au changement observé
dans les préférences des Canadiens.
Au début, l'importation de plu-
sieurs fromages européens permet-
tait de répondre à la demande;
également, les transformateurs de
chez nous sont parvenus à amélio-
rer leurs techniques de fabrication
et à fabriquer au Canada des varié-
tés qui étaient importées aupara-

vant. C'est pourquoi les producteurs
de lait et de fromage demandent
depuis un certain temps une réduc-
tion du quota d'importation de fro-
mage. Une telle mesure ramènerait
le niveau des importations cana-
diennes plus près des niveaux
d'importation autorisés par les
États-Unis et la Communauté éco-
nomique européenne par rapport à
la consommation par habitant dans
ces régions. À cet égard, l'industrie
laitière canadienne a accueilli favo-
rablement l'annonce de la politique
laitière à long terme du gouverne-
ment fédéral qui favoriserait un
meilleur équilibre de la balance
commerciale pour ce qui est du fro-
mage lors des prochaines négocia-
tions commerciales multilatérales.
L'année qui s'achève aura vu
l'application de deux importantes
mesures de contrôle des importa-
tions de produits laitiers. Première-
ment, les produits contenant au
moins 50 p. 100 d'ingrédients lai-
tiers sont maintenant sujets aux
mesures de contrôle des importa-
tions. Mise de l'avant par la Com-
mission, cette mesure semble corri-
ger l'échappatoire qui existait dans
le règlement et qui était utilisée au
détriment des producteurs cana-
diens de produits laitiers. Les auto-
rités exercent une surveillance
étroite sur les importations de tels
produits et la Commission entend
proposer d'autres mesures si la
situation l'exigeait.
Deuxièmement, le ministère des
Affaires extérieures a entrepris une
étude exhaustive des dispositions
relatives à l'importation de produits
soumis au contrôle des importa-
tions. Le rapport d'une société de
consultants et les observations de
l'industrie sont présentement à
l'étude. Le rapport sera le fonde-
ment de toute modification admi-
nistrative éventuelle.

IMPORTATIONS DE FROMAGE PAR RAPPORT
À LA DISPARITION INTÉRIEURE

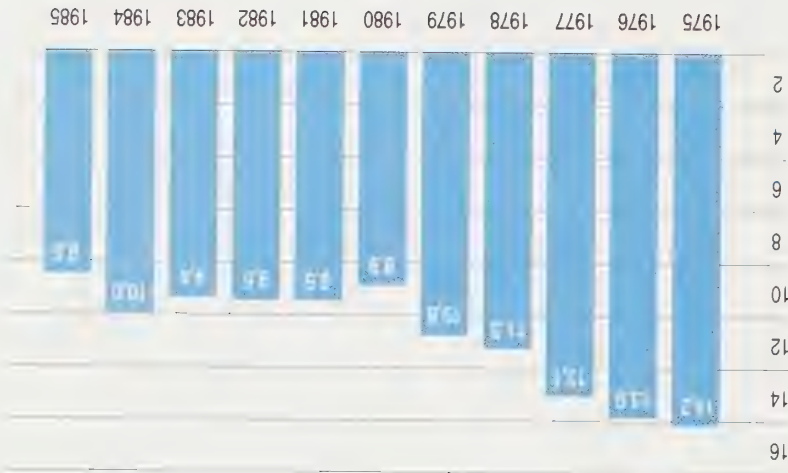




Tableau de commande informatisé, courtoisie de Delisle Food Products

ACTIVITÉS DE MISE EN MARCHÉ DE LA CCL
DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN
DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS
(millions de kilogrammes)

Stocks à la fin de l'année		Achats		Ventes		Imports	
Beurre	1981-82	35,10	20,60	28,83	28,83	—	—
	1982-83	21,30	19,80	30,33	28,93	—	—
	1983-84	26,60	28,00	28,93	22,50	—	—
	1984-85	23,50	29,50	22,50	19,30	—	—
	1985-86	13,20	16,40	19,30	51,44	—	—
	1981-82	115,20	93,60	141,60	15,44	—	—
	1982-83	105,60	141,60	15,44	18,99	—	—
	1983-84	82,00	78,20	18,99	20,09	—	—
	1984-85	76,90	75,80	20,09	69,90	—	—
	1985-86	63,40	69,90	13,59	—	—	—

Programme d'offre d'achat de la CCL

La Commission administre un programme d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre qui lui permet d'acheter des fabricants à des prix fondés sur le niveau des revenus visés. Les prix de soutien pour le beurre et le lait écrémé en poudre constituent un mécanisme permettant aux transformateurs de verser aux producteurs un revenu équitable qui, lorsqu'il est ajouté au paiement de la subvention directe du gouvernement fédéral, devrait assurer aux producteurs l'équivalent du revenu visé pour la production de lait de transformation et de crème. L'établissement des revenus visés consiste à faire correspondre un montant à une quantité de lait, exprimée en hectolitre, ayant une teneur en matière grasse particulière. Le programme offre deux avantages supplémentaires. Il permet aux agences provinciales de mise en marché du lait d'utiliser les prix de soutien fédéraux comme guide pour l'établissement de leurs propres niveaux de prix pour les diverses utilisations du lait de transformation et de la crème. Deuxièmement, il permet à la Commission de détenir des stocks de beurre pour assurer un approvisionnement uniforme et suffisant.

PRIX DE SOUTIEN FÉDÉRAUX
POUR LE BEURRE ET LE LAIT
ÉCRÉMÉ EN POUDRE
(dollars le kilogramme)

Date d'entrée en vigueur		Beurre		Lait écrémé en poudre	
1981	1 ^{er} janvier	3,63	2,20	2,28	2,37
	1 ^{er} avril	3,78	2,28	2,46	2,50
1982	1 ^{er} janvier	4,13	2,46	2,59	2,61
	1 ^{er} avril	4,17	2,50	2,72	2,74
1983	1 ^{er} janvier	4,38	2,61	2,85	2,922
	1 ^{er} avril	4,42	2,65		
	1 ^{er} août	4,55	2,72		
1984	1 ^{er} janvier	4,60	2,74		
	1 ^{er} avril	4,71	2,79		
	1 ^{er} août	4,78	2,85		
1985	16 août	4,929	2,922		

Programme de prix de soutien des produits laitiers

COMME par le passé, la Commission continue à administrer le programme d'offre d'achat de beurre et de lait écrémé en poudre à des prix de soutien approuvés par le gouvernement fédéral. Ces prix servent de guide aux organismes provinciaux de mise en marché du lait dans l'établissement des niveaux de prix pour les diverses utilisations du lait dans les provinces. Les prix de soutien influent donc sur les prix de gros de tous les produits laitiers au Canada.

Volumes de beurre de lait écrémé en poudre transigés

Au cours de l'année laitière, la Commission a acheté 13,2 millions de kilogrammes de beurre alors que les ventes aux fabricants ont atteint 16,4 millions de kilogrammes, pour des stocks de 19,3 millions de kilogrammes à la fin de l'année. Les achats directs de lait écrémé en poudre par la Commission ont été de 63,4 millions de kilogrammes pendant l'année, les exportations ont atteint 69,9 millions de kilogrammes et les stocks étaient de 13,6 millions de kilogrammes au 31 juillet 1986.

Fromage cheddar

Depuis un certain nombre d'années, la Commission estime qu'il n'est pas nécessaire d'acheter du cheddar pour soutenir le revenu du produit le lait puisque le prix de vente de ce produit se situe bien au-dessus du niveau de prix de soutien.

Frais de mise en marché

Pendant un certain nombre d'années, le gouvernement fédéral a payé les frais de mise en marché associés au financement de l'achat, la manutention et à l'entreposage du beurre et du lait écrémé en poudre fabriqués à partir de lait servant

STRUCTURE DES PRIX DE SOUTIEN

Rapport entre le prix de soutien de beurre et du lait écrémé en poudre et le prix ou le niveau visé pour le lait de transformation
Prix de soutien d'offre d'achat au 1^{er} août 1985 :

À la suite de consultations élaborées avec le Conseil national de l'industrie laitière et la Fédération canadienne des producteurs de lait, la Commission décidait le 2 avril 1986 d'étendre la portée de son programme d'aide au transport aux ventes directes de beurre en bloc. La Commission a également modifié son programme d'offre d'achat afin de réduire les coûts de mise en marché du beurre.

Depuis 1982, les producteurs sont responsables des frais de mise en marché associés à la production du beurre qui dépasse les besoins intérieurs et depuis le 1^{er} août 1986, des frais de mise en marché associés à la production de lait écrémé en poudre dépassant 10 millions de dollars. En janvier 1986, le gouvernement fédéral annonçait qu'il ne financerait plus les frais de mise en marché du beurre à compter du 1^{er} avril 1986. Les producteurs ont accepté de financer ces frais pendant la période du 1^{er} avril au 31 juillet

BEURRE			
Prix de soutien fédéral, le kilogramme	4,929 \$	× 4,32	21,29 \$
Quantité de beurre dans un hectolitre de lait			
↗			
Prix de soutien fédéral, le kilogramme	2,922 \$	× 8,24	24,08 \$
Quantité de lait écrémé en poudre dans un hectolitre de lait			
↗			
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE			
Prix de soutien fédéral, le kilogramme	2,922 \$	× 8,24	24,08 \$
Quantité de lait écrémé en poudre dans un hectolitre de lait			
↗			
PRIX GARANTI SUR LE MARCHÉ			
Revenu estimatif des transformateurs (par hectolitre)	45,37 \$		
Revenu estimatif des transformateurs (par hectolitre)			-5,72
REVENU ÉVALUÉ DES PRODUCTEURS			
PROVENANT DU MARCHÉ (par hectolitre)	39,65 \$	↗	39,65
Subvention directe (par hectolitre)			+6,03
PRIX DE SOUTIEN VISÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA			
(par hectolitre)			45,68 \$

SUBVENTIONS VERSÉES AUX PRODUCTEURS
DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME¹

(milliers de dollars)

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
Ile-du-Prince-Édouard	5 145 \$	5 350 \$	5 394 \$	5 206 \$	5 215 \$
Nouvelle-Écosse	3 434	3 493	3 574	3 578	3 483
Nouveau-Brunswick	3 465	3 632	3 758	3 780	3 632
Québec	1 30 261	1 32 470	1 36 316	1 35 611	1 32 004
Ontario	85 086	89 171	90 438	89 996	86 227
Manitoba	10 230	10 684	11 047	11 044	10 759
Saskatchewan	6 819	7 291	7 392	7 388	7 199
Alberta	17 652	18 706	18 986	19 140	18 518
Colombie-Britannique	9 346	542	462	7 8692	10 274
TOTAL	271 438 \$	270 851 \$	276 951 \$	283 612 \$	277 311 \$

¹Comprend la subvention payée pour 1,1 million d'hectolitres de lait dans le cadre du Programme spécial d'exportation et pour 2,2 millions d'hectolitres de lait au cours de chacune des trois années précédentes et versée aux provinces participant au programme.
Les montants indiqués ne comprennent pas les 2,6 millions de dollars versés en 1984-1985, ni les 10,1 millions versés en 1983-1984 ni les 8,5 millions de subvention destinés aux expéditeurs de lait de la Colombie-Britannique parce que ces montants ont été appliqués aux sommes exigibles de la province au titre des retenues.



Petit ordinateur unique, courtoisie de l'Office de mise en marché du lait du Nouveau-Brunswick

SUBVENTIONS TOTALES

Subventions du
Programme d'exporta-
tion du Canada
Besoins domes-
tiques

(milliers de
dollars)

(millions d'hectolitres)

1981-82	42.8	2.2	271 438 \$
1982-83	44.2	2.2	270 851 \$
1983-84	45.4	2.2	276 951 \$
1984-85	45.3	2.2	283 612 \$
1985-86	44.9	1.7	277 311 \$

¹N'inclut pas la subvention destinée aux producteurs de la Colombie-Britannique qui a été portée au compte des exportations puisque cette province s'était retirée du plan national en 1982 pour y revenir en 1984. Les montants de la subvention credités au compte des exportations sont les suivants :

1982-83 — 8,5 millions de dollars
1983-84 — 10,1 millions de dollars
1984-85 — 2,6 millions de dollars

Source: Agri-Canada

PRODUCTEURS AYANT LIVRÉ DU LAIT DE TRANSFORMATION ET DE LA CRÈME											
Province	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	Total	Crème ³	Tr. ²	Cons./Tr. ¹	Total	Crème ³
Île-du-Prince-Édouard	140	519	327	986	140	669	4	0	547	8481	10154
Nouvelle-Écosse	669	286	362	909	20534	49	12004	1598	1	291	730
Nouveau-Brunswick	547	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Québec	8481	10154	2719	2586	3578	140	314	5204	1178	13258	14649
Ontario	10154	1598	1	2586	3578	140	314	5204	1178	13258	14649
Manitoba	291	730	1	2586	3578	140	314	5204	1178	13258	14649
Saskatchewan	730	140	314	5204	1178	13258	14649	24660	1118	23	37
Alberta	1530	360	332	332	332	332	332	332	332	332	332
Colombie-Britannique	1065	2	5	10232	24583	44627	1088	1071	9	8575	24608
CANADA	830	234	433	153	602	796	194	199	18	12642	2807
Total	830	234	433	153	602	796	194	199	18	12642	2807

¹Consommation/transformation : producteurs livrant aux marchés du lait de consommation et de transformation.
²Transformation : producteurs ne livrant que du lait de transformation.
³Crème : producteurs livrant de la crème séparée à la ferme.

En 1985-86, le gouvernement a versé des subventions directes aux producteurs de lait de transformation et de crème répondant aux besoins intérieurs et pour la production de 1,1 million d'hectolitres de lait dans le cadre du quota spécial d'exportation. Le taux de subvention pour 1985-1986 a été maintenu à 6,03 \$ l'hectolitre de lait contenant 3,6 kilogrammes de matière grasse, soit 1,675 \$ le kilogramme de matière grasse. Ce taux est inchangé depuis neuf ans et représentait, pour l'année laitière 1985-1986, 13,2 p. 100 du niveau de revenu visé comparativement à environ 24 p. 100 en 1975. Même si les versements ont été faits directement aux producteurs laitiers, cette aide est considérée

comme une subvention au consommateur parce qu'elle a pour effet d'abaisser les prix de détail de tous les produits laitiers. Autrement, il faudrait générer un montant équivalent en augmentant les prix des produits pour assurer que les producteurs récupèrent leurs coûts de production. Comme le versement de cette subvention fédérale fait partie du prix visé servant à payer les producteurs de lait de transformation et de crème, il fait donc partie intégrante du système établi pour stabiliser les prix à la production.

Au cours de 1985-1986, la subvention a été versée à chaque mois pour les expéditions de lait de transformation et de crème se situant dans les 95 p. 100 des quotas de mise en marché. À la fin de

l'année, les versements ont été ajustés à la hausse, pour un total au cours de l'année de 161,599 millions de kilogrammes de matière grasse (44,88 millions d'hectolitres de lait) pour les besoins intérieurs et de 3,960 millions de kilogrammes de matière grasse provenant du lait produit dans le cadre du quota d'exportation (équivalant à 1,1 million d'hectolitres de lait contenant 3,6 kilogrammes de matière grasse). Les paiements pour l'ensemble de l'année ont totalisé 277,3 millions de dollars; la subvention moyenne pour les producteurs du lait a été de 7 700 \$ et la subvention moyenne pour les producteurs de crème, de 1 500 \$.

Application de la formule d'ajustement des revenus

La formule d'ajustement des revenus est une méthode qui permet de mesurer la variation des coûts de production du lait de transformation et de la crème. La formule comprend trois composantes : 1. L'indice des coûts des intrants représente 45 p. 100 de la formule et correspond à divers coûts encourus par un producteur laitier pour exploiter son entreprise. C'est un outil permettant de mesurer les variations des coûts comptants.

2. L'indice des prix à la consommation représente 35 p. 100 de la formule. C'est un indice qui permet de mesurer la variation des revenus et du travail du producteur laitier.

3. Un « facteur discrétionnaire » représente les coûts d'investissement des producteurs. Ce facteur équivaut à 5 \$ l'hectolitre depuis 1975 car il n'a pas été indexé. Ce facteur qui à l'origine représentait 20 p. 100 de la formule, ne représente plus que 11 p. 100 puisqu'il est demeuré stable et que les deux premiers éléments ont été indexés à la hausse au fil des ans.

COMPOSANTES DE LA FORMULE D'AJUSTEMENT DES REVENUS¹

Indice des intrants de production laitière par trimestre, 1980 à 1984 (1970-1972 = 100)

45%

I	1982	276,9	282,0	303,1	1984	1985	1986
II	281,0	289,7	304,6	305,3	301,2		
III	282,0	291,2	305,6	303,6	—		
IV	277,7	297,6	299,6	298,6	—		

Indice des prix à la consommation (1981 = 100)

35%

I	1982	106,7	114,8	120,8	125,2	130,5	1986
II	110,0	116,4	121,8	126,6	131,6		
III	112,3	118,3	122,9	127,8	—		
IV	114,1	119,3	123,8	128,9	—		

Facteur discrétionnaire servant à tenir compte des coûts d'investissement des producteurs. Il est de 5 \$ l'hectolitre depuis son adoption en 1975 et n'a pas été indexé.

20%

¹Base : Le prix de 25 \$ l'hectolitre rendu public le 1^{er} avril 1975 sert de revenu de base. Les éléments de la publication de Statistique Canada intitulé « Indice du prix des intrants agricoles » servent à établir des correspondances avec les coûts réels des producteurs.

Pondération de l'indice des intrants de production

Coûts comptants²

13,4	16 % ration laitière
7,8	Indice des matériaux et service divers
6,6	Main-d'œuvre salariée à la ferme
3,1	Réparation de machinerie
3,1	Engrais
2,8	Taxes foncières
2,0	Produits pétroliers
1,9	Semences
1,9	Electricité
1,4	Réparation de bâtiments
1,6	Insémination artificielle
4	Travail sur commande
45,0	Total des items au comptant

AU COURS de l'année, le revenu visé au plan national pour le lait de transformation était de 45,68 \$ l'hectolitre de lait contenant 3,6 kilogrammes de matière grasse. Ce prix fut établi le 16 août 1985 selon la formule d'ajustement des revenus visés.

La politique actuelle du gouvernement est d'autoriser au plus trois changements du niveau des revenus visés au cours d'une année latière. Ces changements doivent être de l'ordre d'au mois 2 p. 100 et être faits à trois mois d'intervalle, sauf pendant les trois derniers mois de l'année. La formule d'ajustement du revenu fait présentement l'objet d'un examen.

LE MARCHÉ ET SUBVENTION ESTIMATIF SUR (dollars de l'hectolitre de lait)

Revenu estimatif sur le marché ¹ par le biais des prix de soutien + Subvention fédérale = Niveau du revenu visé pour les producteurs de lait			
1981	1 ^{er} janvier	29,67	6,03
	1 ^{er} avril	30,58	6,03
	1 ^{er} août	32,03	6,03
1982	1 ^{er} janvier	33,58	6,03
	1 ^{er} avril	33,58	6,03
	1 ^{er} août	34,99	6,03
1983	1 ^{er} janvier	35,57	6,03
	1 ^{er} avril	35,63	6,03
	1 ^{er} août	36,77	6,03
1984	1 ^{er} janvier	37,15	6,03
	1 ^{er} avril	37,80	6,03
	1 ^{er} août	38,62	6,03
1985	16 août	39,65	6,03
1986	1 ^{er} août	40,45	6,03
			46,48

¹ L'évaluation des rendements pour les producteurs laitiers repose sur les prix de soutien fédéraux pour le beurre et le lait écrémé en poudre après qu'on ait prévu une marge pour la transformation.



Poste de traite moderne, courtoisie de M. J. Wardenberg, C.-B.

E — été — avril à septembre
H — hiver — octobre à mars

1981-82	E	57,4	51,0	52,2	57,2	53,0	52,2	53,1	51,5	49,9	54,3
	H	42,6	49,0	47, 8	42,8	47,0	47,8	46,9	48,5	50,1	45,7
1982-83	E	58,7	51,2	53,4	56,1	53,1	52,0	52,8	52,1	49,8	54,0
	H	41,3	48,8	46,6	43,9	46,9	48,0	47,2	47,9	50,2	46,0
1983-84	E	56,6	49,7	51,6	54,9	51,5	50,7	51,8	50,8	48,9	52,6
	H	43,4	50,3	48,4	45,1	48,5	49,3	48,2	49,2	51,1	47,4
1984-85	E	56,9	50,5	53,3	55,1	52,1	50,2	51,5	51,2	49,4	53,0
	H	43,1	49,5	46,7	44,9	47,9	49,8	48,5	48,8	50,6	47,0
1985-86	E	56,9	54,8	57,6	56,3	54,1	52,2	52,9	53,5	51,6	55,0
	H	43,1	45,2	42,4	43,7	45,9	47,8	47,1	46,5	48,4	45,0

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE ENTRE LES MOIS D'ÉTÉ ET D'HIVER

Tout le lait et la crème de transformation et de consommation (pourcentage)

¹«Consommation/transformation» : producteurs livrant aux marchés du lait de consommation et de transformation.
²«Transformation» : producteurs livrant du lait de transformation ou de la crème.

1981-82	Cons./tr. ¹	777	2 140	1 833	37 640	44 849	5 441	2 614	7 794	5 988	109 076
	Tr. ²	2 617	245	296	46 715	9 755	1 140	1 669	3 303	129	65 866
	Total	3 394	2 385	2 129	84 355	54 604	6 581	4 283	11 094	6 117	174 942
1982-83	Cons./tr. ¹	747	1 963	1 883	40 661	45 524	5 477	3 049	8 247	6 124	113 675
	Tr. ²	2 538	249	269	42 964	9 205	1 215	2 894	1 318	123	60 775
	Total	3 285	2 212	2 152	83 625	54 729	6 692	4 367	11 141	6 247	174 450
1983-84	Cons./Tr. ¹	718	1 945	1 986	41 809	46 369	5 555	3 395	8 657	6 216	116 650
	Tr. ²	2 515	235	248	40 223	8 391	1 207	1 183	2 711	53	56 766
	Total	3 223	2 180	2 234	82 032	54 760	6 762	4 578	11 368	6 269	173 406
1984-85	Cons./Tr. ¹	740	1 955	2 040	44 142	46 372	5 586	3 493	8 982	6 520	119 830
	Tr. ²	2 369	235	223	37 878	7 583	1 153	963	2 581	73	53 058
	Total	3 109	2 190	2 263	82 020	53 955	6 739	4 456	11 563	6 593	172 888
1985-86	Cons./Tr. ¹	892	1 955	1 992	45 449	46 431	5 349	3 531	9 101	6 246	120 946
	Tr. ²	2 286	220	208	33 963	7 034	1 123	755	2 259	64	47 912
	Total	3 178	2 175	2 200	79 412	53 465	6 472	4 286	11 360	6 310	168 858

PRODUCTION DE LAIT DE TRANSFORMATION ET DE CRÈME

(milliers de kilogrammes de matière grasse)

LAIT DE TRANSFORMATION — PRODUCTION ET BESOINS (millions d'hectolitres)

Produits de lait entier exportés en sus du quota d'exportation prévu ³	Surplus de production (déficit)	Production réelle	Besoins fin année ²	Total du QMM	Marge	Besoins intérieurs ¹ Quota d'exportation prévu	1976-77	1977-78	1978-79 ⁴	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
	(1.5)	43.1	44.6	46.2	2.5	0	43.7	43.4	61.7	44.1	44.1	44.1	42.8	44.5	45.2	44.9
	2.4	45.9	43.5	45.7	2.3	0										
	0.2	62.1	61.9	64.9	3.2	0										
	(0.2)	45.4	45.6	48.0	2.6	1.3	44.1	44.1	44.1	44.1	44.1	44.1	42.8	44.5	45.2	44.9
	néant	46.6	46.6	48.9	2.6	2.2	44.1	44.1	44.1	44.1	44.1	44.1	42.8	44.5	45.2	44.9
	3.6	48.6	45.0	48.9	2.6	2.2	44.1	44.1	44.1	44.1	44.1	44.1	42.8	44.5	45.2	44.9
	2.1	48.5	46.4	46.7	1.7	2.2	42.8	42.8	42.8	42.8	42.8	42.8	42.8	42.8	42.8	42.8
	0.6	48.2	47.6	47.6	0.9	2.2	44.5	44.5	44.5	44.5	44.5	44.5	44.5	44.5	44.5	44.5
	0.5	48.0	47.5	47.4	—	2.2	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2
	0.3	46.9	46.6	46.6	—	1.7	44.9	44.9	44.9	44.9	44.9	44.9	44.9	44.9	44.9	44.9

¹Au commencement de l'année ou à mi-chemin.
²Besoins intérieurs réels tels qu'établis en fin d'année, plus le quota d'exportation prévu.
³Exportations visant à réduire le niveau des stocks de beurre.
⁴Année de transition — 16 mois.

DÉTERMINATION DU QUOTA
NATIONAL DE MISE EN
MARCHÉ (QMM)
Exemple : données réelles au
31 juillet 1986

Kilogrammes	Hectolitres de matière grasse (millions)	Besoins intérieurs =	Consommation intérieure de produits laitiers ¹	Programme spécial d'exportations	TOTAL DES BESOINS CANADIENS
161,693	44,9			1,7	46,6
167,907				6,214	

¹Comprend les niveaux historiques d'exportation sous
quota de fromage vers les E.-U. et la CEE et tient
compte des importations de fromage et de l'écrémage
du lait de consommation.

Gestion des approvisionnements de lait — Rapport préliminaire

L'un des objectifs essentiels de la politique laitière nationale du Canada est d'assurer dans le cadre d'une entente officielle de partage du marché l'équilibre entre les approvisionnements de lait de transformation et de crème et les besoins canadiens pour la fabrication de produits laitiers (beurre, fromage, crème glacée, yogourt, lait écrémé en poudre, lait concentré, etc.).

Les variations de production des années 1950 et 1960 ont entraîné des marchés instables, des approvisionnements incertains et des écarts prononcés entre les revenus des producteurs et des transformateurs. Depuis son adoption au début des années 1970, le système de gestion des approvisionnements de lait a permis à l'industrie d'atteindre les objectifs de stabilité.

Les politiques de quota établies par les provinces ont permis aux producteurs d'appliquer diverses méthodes pour ajuster la taille de leurs exploitations et aux transformateurs de rationaliser la croissance et le développement de leurs entreprises; ces politiques ont également permis aux consommateurs d'avoir accès à des approvisionnements fiables de produits laitiers de haute qualité à des prix abordables.

On rappelle souvent l'efficacité du programme laitier canadien dans les pays qui sont toujours aux prises avec une production excessive et des surplus importants.

LE COMITÉ canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL), présidé par la Commission canadienne du lait, est responsable de la gestion nationale des approvisionnements de lait de transformation et de crème. Cet organisme est composé de représentants des gouvernements et des producteurs de toutes les provinces sauf de Terre-Neuve qui ne produit pas de lait à des fins de transformation.

Les délibérations du Comité sont régies par le Plan national de commercialisation du lait. Les réunions ont lieu à tous les deux mois; le Comité examine alors, entre autres, le niveau du quota de mise en marché (QMM) à fixer à l'échelle nationale et à répartir entre les provinces. Les politiques de quota établies par les provinces permettent à celles-ci de répartir entre leurs producteurs leurs parts respectives du QMM national.

Au cours de l'année laitière 1985-1986, le CCGAL a convenu que le QMM national serait fixé à 46,6 millions d'hectolitres de lait ayant une teneur en matière grasse de 3,6 kilogrammes par hectolitre, soit une diminution de 1,6 p. 100 par rapport à l'année précédente. De cette quantité, 44,9 millions d'hectolitres devaient servir à répondre aux besoins intérieurs et 1,7 million d'hectolitres étaient destinés au Programme spécial d'exportation. Le quota d'exportation représentait 3,7 p. 100 du QMM total, soit une diminution par rapport aux 2,2 millions d'hectolitres de 1984-1985. Bien que le quota du Programme spécial d'exportation ait été établi à 1,7 million d'hectolitres, les exportations de produits de lait entier en 1985-1986 ont atteint un niveau équivalent à 3,2 millions d'hectolitres de lait. Ce sont ces exportations, jumelées à une diminution de la production laitière, qui ont permis à la CCL de réduire ses stocks de beurre de 22,5 millions de kilogrammes au commencement de l'année laitière à 19,3 millions de kilogrammes au 31 juillet 1986.

La production totale de lait de transformation et de crème pendant l'année a été de 46,91 millions d'hectolitres, une diminution de 2,3 p. 100 par rapport au niveau produit au cours de l'année laitière 1984-1985. Encore une fois, le système de gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème faisait ses preuves puisqu'il a permis de maintenir la production mensuelle à un niveau enregistré au cours de l'année précédente. L'étalement plus uniforme de la production laitière sur toute l'année aide le secteur de la fabrication à rationner ses capacités de transformation et réduit les coûts de la Commission dans le cadre des programmes d'offre d'achat de beurre et de lait écrémé en poudre.

En 1985-1986, le CCGAL a adopté une structure à trois composantes en vue de déterminer les responsabilités provinciales en matière d'une retenue intra quota destinée principalement à couvrir les coûts pour disposer des surplus de lait écrémé en poudre résultant de la production.

La production laitière dépassant les besoins canadiens n'est pas admissible à la subvention fédérale et, de plus, elle est sujette à la retenue hors quota. Cela s'est avéré une façon efficace de contraindre la surproduction de lait.

En plus de gérer les approvisionnements de lait et de déterminer la structure des retenues pour l'année laitière 1985-1986, le CCGAL s'est occupé d'autres questions comme l'expansion du programme du pain au lait, le financement de travaux de recherche par le Bureau laitier du Canada pour l'établissement de stratégies de mise en marché du beurre, à court et à long terme, et l'élaboration de modalités en vue de favoriser l'utilisation de solides non gras pour la fabrication de caséine destinée à l'exportation.

RÉPARTITION DU QUOTA NATIONAL DE MISE EN MARCHÉ (QMM) (millions)

	31 juillet 1985	31 juillet 1986	
kilogrammes de matière grasse	hectolitres de lait	kilogrammes de matière grasse	hectolitres de lait
170,573	47,381	167,907	46,643
TOTAL			100
Ile-du-Prince-Édouard	3,212	0,892	3,161
Nouvelle-Écosse	2,142	0,595	2,108
Nouveau-Brunswick	2,238	0,622	2,202
Québec	81,350	22,597	80,048
Ontario	53,004	14,723	52,156
Manitoba	6,624	1,840	6,518
Saskatchewan	4,409	1,225	4,339
Alberta	11,373	3,159	11,191
Colombie-Britannique	6,221	1,728	6,184

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Gestion des approvisionnements de lait	4
Revenus visés pour le lait de transformation et la crème	7
Paiement des subventions directes	9
Programme de soutien des prix	11
Contrôle des importations	13
Mise en marché internationale	14
Mise en marché intérieure	16
Retenues	18
Comité consultatif de la Commission canadienne du lait	19
Personnel	20
Revue de la situation financière	21
Responsabilité de la direction quant aux états financiers	22
Etats financiers vérifiés	23

TABLEAUX

PAGE

Répartition du quota national de mise en marché (QMM)	4
Lait de transformation — production et besoins	5
Détermination du quota national de mise en marché (QMM)	5
Production de lait de transformation et de crème	6
Répartition de la production laitière entre les mois d'été et d'hiver; tout le lait et la crème de consommation et de transformation	6
Revenu visé, revenu estimatif sur le marché et subvention fédérale	7
Composantes de la formule d'ajustement des revenus	8
Producteurs laitiers ayant livré du lait de transformation et de la crème	9
Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème	10
Subventions totales	10
Structure des prix de soutien	11
Activités de mise en marché de la CCL dans le cadre du programme de soutien des prix des produits laitiers	12
Prix de soutien fédéraux pour le beurre et lait écrémé en poudre	12
Importations de fromage par rapport à la disparition intérieure	13
Disposition du lait écrémé en poudre	14
Exportations et importations de fromage	15
Disparition (consommation) de produits laitiers par habitant au Canada, 1975 à 1985	17
Taux des retenues	17
Retenues remises à la Commission canadienne du lait par les provinces	18

L'honorable John Wise
Ministre de l'Agriculture
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

La Commission canadienne du lait a le plaisir de vous soumettre le rapport de ses activités pour l'année laitière qui a pris fin le 31 juillet 1986. Vers la fin de cette période, deux nouveaux commissaires ont été nommés, M. Roch

Morin et M. Kenneth McKinnon.

L'année laitière 1985-1986 s'est avérée difficile pour les intervenants de l'industrie laitière. Les revenus des ventes à l'exportation sont demeurés faibles et la consommation de produits laitiers fabriqués au Canada a baissé légèrement. Globalement, la production laitière a connu une diminution. Alors que la production de lait destinée à la consommation augmentait, la production de lait de transformation et de crème diminuait dans une proportion correspondante. Par ailleurs, la Commission a réussi à réduire ses stocks de beurre à la suite d'une baisse de la production de lait de transformation et de crème et grâce au programme d'exportation de produits de lait entier.

En janvier 1986, vous avez annoncé la nouvelle politique laitière à long terme du gouvernement. L'industrie a bien réagi à cette politique. Plus particulièrement, les producteurs ont apprécié la réaffirmation du principe de la gestion nationale des approvisionnements de lait de transformation et de crème et le maintien des subventions fédérales pour le lait produit en réponse aux besoins intérieurs et pour les 1,1 million d'hectolitres de la production destinée à l'exportation.

La nouvelle politique maintient le financement par le gouvernement fédéral des frais de mise en marché associés aux achats et à l'entreposage de lait écrémé en poudre produit dans les limites des besoins intérieurs, mais la décision du gouvernement de suspendre le financement de ces coûts pour le beurre à compter du 1^{er} avril 1986 s'est avérée un changement important. Les producteurs ont accepté d'assumer ces coûts pour le reste de l'année laitière pendant que les intervenants étudiaient diverses façons de les financer. À la suite de longues discussions, il a été accepté que les frais de mise en marché soient récupérés du marché à compter du 1^{er} août 1986.

Les producteurs laitiers ont apprécié les mesures prises par le gouvernement fédéral au cours de l'année afin de réduire les importations de mélanges secs contenant des produits laitiers. Ils ont aussi été encouragés par l'annonce que le Canada chercherait à améliorer la balance commerciale en ce qui a trait au fromage lors de prochaines négociations multilatérales.

Enfin, alors qu'on enregistrerait une augmentation du revenu visé pour le lait de transformation et des prix de soutien pour le beurre et le lait écrémé en poudre au 16 août 1985, il n'y a pas eu d'augmentation au cours de l'année laitière étant donné que la hausse des coûts de production a ralenti considérablement.

Au cours de l'année qui vient, la Commission portera ses efforts sur le maintien de l'équilibre du système de gestion des approvisionnements de lait de transformation, sur le maintien des exportations de produits laitiers entiers à des niveaux appropriés pour réduire les surplus de beurre, sur la mise au point de programmes destinés à favoriser une plus grande utilisation intérieure de produits laitiers et sur la réduction des dépenses à l'exportation et des coûts pour les producteurs.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Roch Morin
Kenneth McKinnon

Roch Morin, président

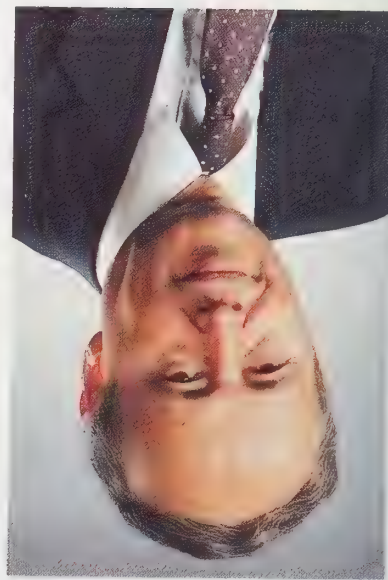
Kenneth McKinnon, vice-président

Clifford McIsaac, commissaire

Clifford McIsaac



L NOUS fait plaisir de soumettre le rapport de nos activités pour l'année laitière qui a pris fin le 31 juillet 1986. Dans les pages qui suivent, vous trouverez un compte-rendu de ces activités ainsi que des renseignements sur la Commission et le rôle qu'elle joue au sein de l'industrie laitière canadienne. Nous sommes fiers de la qualité et de la variété des produits laitiers qui sont fabriqués au Canada et nous vous invitons à promouvoir ces excellents produits à la maison comme au travail.



Roch Morin
Président



Kenneth McKinnon
Vice-président



Clifford Melsaac
Commissaire

**BUSINESS REPLY
MAIL**

No postage stamp
required if mailed
in Canada

Postage will be paid by

**CORRESPONDANCE
RÉPONSE D'AFFAIRES**

Se poste sans
timbre au
Canada

Le port sera payé par

Canada

CANADIAN DAIRY COMMISSION
2197 RIVERSIDE DRIVE
PEBB BUILDING
OTTAWA, ONTARIO

K1A 9Z9

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT
2197, PROMENADE RIVERSIDE
EDIFICE PEBB
OTTAWA (ONTARIO)





Canadian Dairy
Commission

Commission
canadienne du lait

MAILING LIST
UPDATE

MISE À JOUR
DE LA LISTE D'ADRESSE

Annual Report Publication

YOUR NAME WILL REMAIN ON THE
MAILING LIST IF NO REPLY IS RECEIVED

I do not wish to continue receiving the
annual report published by the
Canadian Dairy Commission.

☐

Publication du rapport annuel

VOTRE NOM SERA MAINTENU SUR LA
LISTE D'ENVOI SI NOUS NE RECEVONS
AUCUNE RÉPONSE

Je ne veux plus continuer de recevoir le
rapport annuel de la Commission
canadienne du lait.

Is the address on this card correct? If
not, please indicate any necessary
changes in the space below.

L'adresse inscrite sur l'étiquette est-
elle exacte? Sinon, indiquez dans
l'espace ci-dessous les changements
nécessaires.

.....
.....
.....

LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

La Commission canadienne du lait a été constituée en société de la Couronne par une Loi du Parlement en octobre 1966; elle a été chargée d'élaborer et de mettre en oeuvre une politique laitière nationale. La Commission rend compte au Parlement par l'entremise du Ministre de l'Agriculture et ses trois commissaires sont nommés par le Gouverneur en conseil.

Les objectifs de la Commission, tels qu'énoncés dans la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-1967, sont les suivants :

- assurer aux consommateurs des approvisionnements continus et en quantité suffisante de produits laitiers de haute qualité;
- assurer aux producteurs efficaces de lait et de crème une juste rémunération de leur travail et un rendement intéressant sur leurs investissements.

Pour réaliser sa mission, la Commission est autorisée :

- à acheter, à entreposer, à transformer des produits laitiers ou à en disposer à sa discrétion;
- à faire des paiements au profit des producteurs afin de stabiliser les prix du lait de transformation et de la crème;
- à faire des recherches sur toute question relative à la production, à la transformation et à la mise en marché de tout produit laitier;
- à promouvoir la consommation de produits laitiers; et
- à recevoir des fonds pour se défaire de produits laitiers.

Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

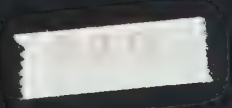
Commission canadienne du lait
2197, promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0Z2

Tél. : (613) 998-9490

Cette publication est aussi disponible par l'entremise du :

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Hull (Québec)
K1A 0S9

N° de catalogue CC101-1986
ISBN 0-662-55004-8



LA
COMMISSION
CANADIENNE
DU LAIT



Commission du lait
canadienne

Canadian Dairy
Commission

Canada

JUL 13 1988

3 1761 11551770 8

